



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°14 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

«Déiereschutzgesetz» Réforme de la Police Organisation de l'enseignement fondamental	p. 535 p. 548 p. 559	Sommaire des séances publiques n°39 à 41 Sommaire des questions parlementaires	p. 575 p. Q205	39 ^e séance 40 ^e séance 41 ^e séance	Mercredi 6 juin 2018 Mardi 12 juin 2018 Mercredi 13 juin 2018
--	----------------------------	---	-------------------	--	---

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



236 séances plénières entre 2013 et 2018

«Nous avons des semaines et des mois de travail intensif derrière nous, ce qui nous a permis de mener à bien le programme chargé que nous nous étions donné», a constaté le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo. Le 27 juillet 2018, au lendemain de la dernière séance publique avant les élections, le Président a retracé les points forts de la session 2017-2018 et de la législature 2013-2018 dans le cadre d'une conférence de presse en présence des membres de la Conférence des Présidents.

Le bilan des travaux législatifs

Pendant la session parlementaire qui touche à sa fin, 138 projets de loi¹ ont été déposés au Parlement alors que 182 projets de loi ont été adoptés (+78 par rapport à la session 2016-2017) au cours des 59 séances publiques (+10 par rapport à la session 2016-2017).

Durant les quelque 220 heures passées au sein de la salle plénière, les députés ont voté plusieurs projets de loi d'envergure pour les résidents luxembourgeois tels que:

- les réformes des services de secours, du divorce ou encore des prisons;
- les nouvelles lois sur la protection de la nature et des animaux;
- l'abolition des fabriques d'église;
- un nouveau dispositif des congés spéciaux («Pappecongé») et
- une panoplie de projets d'infrastructures (construction de routes, gares, écoles ou maisons de soins).

Le plus gros du travail législatif a été effectué au sein des commissions parlementaires: 646 réunions de commission ont eu lieu au cours des douze derniers mois, a mentionné le Président de la Chambre. Les députés ont notamment achevé leurs travaux sur une future Constitution pour le Grand-Duché.

¹Tous les chiffres datent du soir du 26 juillet et sont susceptibles d'évoluer jusqu'à la fin de la session le 30 octobre 2018.



Les membres de la Conférence des Présidents ont dressé leur bilan de la session parlementaire et sont revenus sur la faille informatique.

3.571 réunions pendant la législature

Le Président a donné un aperçu statistique sur la législature: 3.571 réunions ont été comptées à la Chambre des Députés dont 236 séances publiques. 466 projets de loi ont été déposés par le Gouvernement et 20 propositions de loi élaborées par un ou plusieurs députés. Les élus ont souvent recouru à la question parlementaire, un des moyens à leur disposition pour contrôler l'action du Gouvernement: 3.962 questions ont été posées entre 2013 et 2018 dont 617 au cours de la session 2017-2018.

La Chambre s'ouvre davantage

M. Mars Di Bartolomeo a insisté sur les efforts que fait la Chambre des Députés pour impliquer davantage les citoyens dans le processus démocratique. L'enthousiasme pour la pétition publique, qui a fêté ses quatre ans au prin-

temps, n'a pas diminué: presque 695 pétitions publiques ont été déposées sur le site de la Chambre depuis mars 2014, dont 26 ont donné lieu à un débat public.

Les députés soignent également l'échange avec les jeunes. Une nouvelle initiative - qualifiée de «grand succès» - a consisté à créer un colloque des jeunes de la Grande Région.

De plus en plus de citoyens visitent le Parlement: en un an, la Chambre a accueilli plus de 100 visites de groupes et la Journée portes ouvertes a attiré plus de 2.500 personnes.

Des conclusions suite à la faille informatique

Lors de la présentation du bilan, M. Mars Di Bartolomeo a détaillé les suites que la Chambre a données à la faille informatique détectée en mars 2018. Entre-temps, une analyse post-inci-

dent ainsi qu'un audit technique ont été menés. Une évaluation a permis de comparer la sécurité de l'information à la Chambre aux bonnes pratiques et normes internationales.

Afin d'améliorer encore la sécurité des systèmes d'information du Parlement national, le Bureau de la Chambre a identifié quatre actions principales:

- mettre en place un comité d'accompagnement pour élaborer une politique de sécurité du système et implémenter les recommandations des missions d'expert;
- nommer un responsable de la sécurité des systèmes d'information;
- formaliser la coopération avec des partenaires publics;
- compléter l'expertise interne et externe dans le domaine informatique.

Visite du service de psychiatrie juvénile à Kirchberg



Le Président de la Chambre et les responsables du Service national de psychiatrie juvénile

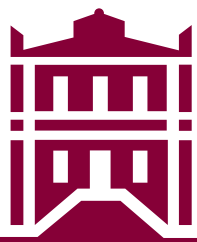
Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, s'est rendu le 8 août 2018 à l'Hôpital Kirchberg afin de se renseigner sur l'évolution et les défis actuels de la psychiatrie juvénile.

Le service de psychiatrie juvénile accueille des jeunes de 13 à 18 ans souffrant d'une pathologie psychiatrique en phase aiguë. Le service à vocation nationale à Kirchberg regroupe 23 lits. Les jeunes y restent en moyenne moins d'un mois.

M. Di Bartolomeo a pu rencontrer des jeunes et discuter avec les équipes responsables des points positifs et des problèmes de la psychiatrie juvénile.

Le projet de régionalisation de l'hôpital de jour ainsi que celui d'une école rattachée au Service national de psychiatrie juvénile (SNPJ) étaient d'autres sujets évoqués lors de l'échange de vues.

L'extension du service par la construction d'une annexe au bâtiment actuel est en cours et devrait permettre de disposer de 15 lits supplémentaires.



Lutte contre le terrorisme

6921 - Projet de loi adaptant la procédure pénale aux besoins liés à la menace terroriste et portant modification

1) du Code de procédure pénale,

2) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques,

3) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques

La lutte contre le terrorisme a dû s'adapter à de nouvelles dimensions suite aux attentats particulièrement meurtriers dans plusieurs villes européennes.

En effet, ces attaques terroristes ont considérablement secoué les mesures de sécurité existantes des différents pays, notamment européens.

Force est de constater que les nouvelles technologies en général et les outils informatiques en particulier utilisés par les terroristes lors de leurs communications, organisations et notamment préparations d'actes terroristes visant exclusivement et à chaque fois un nombre maximal de personnes civiles, n'ont à ce jour pas de réponse efficace pour contrecarrer la menace terroriste.

Il importe dès lors de s'interroger si notre législation est au point pour répondre de façon efficace à la menace terroriste et pour mettre en œuvre les outils d'enquête nécessaires. Si de nombreux efforts ont été entrepris au cours des dernières années, notamment dans le domaine du droit pénal, les événements dramatiques des dernières années ont montré qu'il y a lieu de renforcer certaines dispositions de la procédure pénale.

Les législations des pays limitrophes, en particulier celles de la France et de la Belgique, ont déjà évolué au cours des dernières années dans le domaine du terrorisme. Le projet de loi 6921 s'inscrit ainsi dans des initiatives similaires des pays limitrophes qui ont estimé nécessaire de renforcer leur arsenal législatif pour combattre le terrorisme.

Le projet de loi 6921 entend élargir les moyens d'investigation à disposition des enquêteurs et faciliter la consultation, la conservation et l'utilisation de données à caractère personnel.

Si le texte propose certaines innovations, il convient aussi de rappeler que la loi du 26 novembre 1982 portant introduction au Code d'instruction criminelle des articles 88-1, 88-2, 88-3 et 88-41 avait déjà permis au juge d'instruction d'ordonner «l'utilisation de moyens techniques de surveillance et de contrôle de toutes les formes de communication», traçant déjà le cadre des mesures qui attendent cependant d'être précisées pour admettre dans notre droit ce qui est connu dans d'autres pays.

Les innovations proposées par le projet de loi 6921 s'inspirent notamment des droits français et belge. Les propositions se situent dans la logique des textes actuels, telles la loi précitée de 1982 au domaine particulièrement large ou celle du 3 décembre 2009 portant réglementation de quelques méthodes particulières de recherche, parmi lesquelles figure l'infiltration, dont l'enquête sous pseudonyme proposée ci-après, connue en France sous la dénomination «cyber-infiltration», ne constitue qu'une variante.

1. Modification du Code de procédure pénale

Le projet de loi propose de modifier le Code de procédure pénale:

a) dans le cadre d'infractions en matière de terrorisme, de financement du terrorisme et de crimes et délits contre la sûreté de l'État:

- permettre, à titre exceptionnel et sur décision spécialement motivée du juge d'instruction, la prolongation du délai de rétention de 24 heures à un maximum de 48 heures dans le cadre d'une enquête de flagrance;

- permettre l'enquête sous pseudonyme dans le domaine des communications électroniques;

- permettre au cours de l'instruction préparatoire de procéder à des perquisitions à toute heure;

- prévoir formellement que les dispositifs techniques nécessaires à la sonorisation et à la fixation d'images peuvent être placés dans des lieux privés et des véhicules;

- étendre la surveillance et le contrôle de toutes les formes de communication à la captation de données informatiques et permettre que les dispositifs techniques puissent être placés dans des lieux privés ou par l'intermédiaire d'un réseau de communications électroniques;

b) dans le cadre de faits emportant une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à quatre ans d'emprisonnement:

- permettre l'observation, avec aide technique de l'extérieur d'un bâtiment, afin d'en avoir une vue d'intérieur;

c) dans le cadre de faits emportant une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement:

- permettre la surveillance et le contrôle des télécommunications ainsi que de la correspondance postale;

d) dans le cadre de l'enquête pour crime ou délit ou de l'instruction préparatoire:

- permettre de requérir auprès des opérateurs de télécommunications les données nécessaires afin d'identifier un abonné d'un service de communication électronique ou d'identifier les services de communications électroniques auxquels une personne donnée est abonnée.

2. Modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques

La modification proposée permettra de mettre en place un fichier centralisé auprès de l'Institut luxembourgeois de régulation de façon à permettre, sous réserve d'une décision motivée, au procureur d'État, au juge d'instruction et aux officiers de police judiciaire visés à l'article 10 du Code de procédure pénale agissant dans le cadre de l'article 48-27 du Code de procédure pénale, ainsi qu'au Service de renseignement de l'État dans le cadre de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État, un accès direct aux fichiers des opérateurs de télécommunications électroniques.

3. Modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques

La modification proposée concerne les données à relever par les services de communications électroniques, en ce qui concerne les numérotations luxembourgeoises, auprès des utilisateurs finaux.

23.03.2018 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
09.05.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
06.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2018

Loi du 27 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°559, page 1

Attribution de contrats de concession

6984 - Projet de loi sur l'attribution de contrats de concession et portant modification:

1. du Code pénal;

2. du Code du travail et

3. de la loi modifiée du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics

Le présent projet de loi a pour objet de définir un cadre juridique clair en matière d'attribution des contrats de concession, en procédant à la transposition en droit national de la directive 2014/23/UE du 26 février 2014 sur l'attribution de contrats de concession. Comme les contrats de concession diffèrent de par leur nature largement des contrats de marchés publics, la directive précitée est transposée par un texte autonome et n'intégrera pas la législation sur les marchés publics.

Ainsi la directive 2014/24/UE du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE et la directive 2014/25/UE du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE sont transposées par une loi à part, à savoir la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics et par le règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics.

Historique des règles applicables en matière de concessions

Si l'attribution des marchés publics est depuis des années réglée en détail au niveau communautaire et au niveau national par des textes normatifs, il n'en est pas de même pour l'attribution de contrats de concession.

La loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics a réglé de manière succincte l'attribution de concessions de travaux publics pour les contrats dépassant le seuil de 6.242.000 euros, mais en ce qui concerne les concessions de services, cette loi se limite à en donner une définition. Néanmoins, l'attribution des contrats de concession ne se faisait pas de manière discrétionnaire. Ainsi la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne retient que l'attribution de concessions de services, présentant un intérêt transnational, est soumise aux principes du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment les principes de libre circulation des marchandises, de liberté d'établissement et de libre prestation de services, ainsi qu'aux principes qui en découlent comme l'égalité de traitement, la non-discrimination, la reconnaissance mutuelle, la proportionnalité et la transparence.

Il s'est avéré qu'à défaut de normes claires et précises, et ce pour des contrats de grande envergure constituant des instruments importants dans le développement structurel à long terme d'infrastructures et de services stratégiques, il subsiste un risque d'insécurité juridique lié aux divergences d'interprétation des principes du traité sur l'Union européenne. Ce risque a été confirmé par la vaste jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, qui n'a toutefois traité que partiellement certains aspects de l'attribution de contrats de concession.

Il est apparu nécessaire d'appliquer de manière uniforme les principes du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de mettre fin aux divergences dans l'interprétation de ces principes au niveau de l'Union européenne. Cela permettra en outre d'accroître l'efficacité de la dépense publique, de faciliter l'égalité d'accès et la participation équitable des entreprises à l'attribution de contrats de concession, tant à l'échelon local qu'à celui de l'Union eu-

ropéenne, et de soutenir la réalisation des objectifs d'une politique publique durable.

Caractéristiques des contrats de concession

Les concessions sont des contrats à titre onéreux par lesquels un ou plusieurs pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices confient l'exécution de travaux ou la réalisation et la gestion de services à un ou plusieurs opérateurs économiques. L'objet de ce type de contrats est l'acquisition de travaux ou la réalisation de services par voie de concession, la contrepartie consistant en un droit d'exploiter les ouvrages ou services ou en ce droit accompagné d'un prix.

La caractéristique principale d'une concession, à savoir le droit d'exploitation de travaux ou de services, implique toujours le transfert au concessionnaire d'un risque d'exploitation de nature économique, avec la possibilité qu'il ne permette pas d'amortir les investissements effectués et les coûts supportés lors de l'exploitation des travaux ou services attribués dans les conditions d'exploitation normales, même si une partie du risque continue d'être supportée par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice.

Application en fonction de l'envergure du contrat de concession

La directive 2004/23/UE sur l'attribution des concessions prévoit des règles pour les concessions dont la valeur dépasse un seuil de 5.186.000 euros. Le présent projet de loi prévoit ainsi des règles obligatoires pour les contrats de concession dépassant ce seuil.

Pour les concessions ne dépassant pas ce seuil, les règles prévues par la directive 2004/23/UE sur l'attribution de contrats de concession s'appliquent également, mais de manière simplifiée, dans la mesure où certaines dispositions du projet de loi qui s'appliquent pour les contrats de concession dépassant le seuil de 5.186.000 euros ne s'appliquent pas aux contrats de concession qui sont inférieurs à ce seuil.

Ne s'appliquent ainsi pas aux contrats de concession de moindre envergure les règles relatives à la publicité des avis de concession au niveau européen, une publicité simplifiée au niveau national étant suffisante pour les contrats de concession de moindre envergure. De même la loi modifiée du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics s'applique uniquement aux contrats de concession dépassant le seuil de 5.186.000 euros.

Règles prévues

Le projet de loi sous rubrique incorpore le principe de la «libre administration» des autorités nationales et n'impose donc pas de recourir aux mécanismes de la concession pour des travaux ou la gestion de services, les autorités nationales pouvant décider d'y recourir par leurs propres moyens ou en coopération avec d'autres autorités publiques. Il règle en détail quels contrats tombent dans son champ d'application et quels contrats sont exclus.

Le projet de loi ne prévoit pas de règles préétablies en ce qui concerne les modes de passation des concessions (contrairement aux directives sur les marchés publics, qui fixent la procédure ouverte, la procédure restreinte, les procédures négociées, les accords cadres, le dialogue compétitif et le partenariat d'innovation). Il se limite à imposer la mise en concurrence pour les contrats de concession dépassant 5.186.000 euros.

Le projet de texte contient des dispositions relatives à la lutte contre la corruption et relatives à la prévention des conflits d'intérêts analogues à celles prévues dans la législation sur les marchés publics.

Au niveau de la procédure de mise en concurrence, des précisions quant à l'emploi non discriminatoire des spécifications techniques et fonctionnelles au niveau des documents de

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 02.12.2015

Rapporteuse: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Sam Tanson):

- 08.11.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Examen des amendements gouvernementaux
- 07.02.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux
- 28.02.2018 Examen du texte du projet de loi
- 07.03.2018 Continuation des travaux



concession, et des dispositions quant à la sélection et à l'évaluation qualitative des candidats sont prévues, ces dernières consistant en des hypothèses relatives à l'exclusion obligatoire et facultative des candidats.

Des dispositions relatives aux critères d'attribution sont également prévues, mais elles sont très souples par rapport à celles prévues dans la législation sur les marchés publics.

Le projet de loi énumère, à l'instar de la législation sur les marchés publics, pour quelles hypothèses l'attribution de contrats de concession, tombant certes dans son champ d'application, ne requiert pas de mise en concurrence. Il s'agit d'hypothèses similaires à celles qui justifient le recours à la procédure sans négociation préalable dans le cadre des marchés publics.

Le concept du juge unique est bien connu dans notre droit. Ainsi, à l'heure actuelle certaines fonctions juridictionnelles sont déjà exercées par un seul juge comme par exemple le juge de la jeunesse, le juge des tutelles ou le juge de paix.

Le but de la réunion des compétences relatives au droit de la famille entre les mains du juge aux affaires familiales est de permettre à ce magistrat de suivre une famille, dans la mesure du possible, à travers toutes les procédures qui peuvent surgir. Ce regroupement permet au juge aux affaires familiales d'avoir une vision globale de la famille au lieu de l'actuel saucissonnage des attributions entre les différentes juridictions.

Cependant, le principe du juge unique n'est pas absolu. Le juge aux affaires familiales peut décider soit d'office soit sur demande d'une des parties de renvoyer une affaire auprès d'une chambre civile du tribunal d'arrondissement, composée donc de trois juges dont au moins un est juge aux affaires familiales. Ce renvoi exceptionnel peut avoir lieu lorsque l'affaire présente une complexité particulière ou si une question juridique de principe qui n'a pas encore été jugée antérieurement se pose. Une autre exception au principe du juge unique est le contentieux des litiges relatifs aux difficultés de liquidation des communautés.

En instance d'appel, les recours contre les décisions du juge aux affaires familiales relèvent d'une chambre civile de la Cour d'appel. Cependant, cette chambre peut décider de déléguer une affaire à une chambre civile, mais composée d'un conseiller unique. Cette faculté est destinée à évacuer dans les meilleurs délais le contentieux qui ne comprend aucune difficulté juridique, comme par exemple la fixation des horaires du droit de visite et d'hébergement.

1.3. Des procédures simplifiées

La rédaction de la procédure applicable aux juges aux affaires familiales a été guidée par le souci d'une simplification des procédures actuelles tout en respectant les droits de chacune des parties. Le texte s'inspire de l'esprit de l'actuelle procédure établie par le règlement grand-ducal du 31 juillet 1979 déterminant la procédure à suivre devant le tribunal de la jeunesse lorsqu'il est saisi en application de l'article 302, alinéa 2 du Code civil.

À l'article 1007-3 du Nouveau Code de procédure civile est créée une procédure de principe dite de «droit commun» applicable aux juges aux affaires familiales, hormis pour les demandes en divorce et certains autres contentieux qui sont régis par des dispositions spécifiques.

Le juge aux affaires familiales est saisi par la voie d'une requête, donc par une demande formulée par écrit sur papier libre. Cette requête doit être déposée au greffe du tribunal d'arrondissement. Le choix du législateur est tombé sur cette procédure au lieu de la procédure dite classique en matière civile consistant en une assignation nécessitant l'intervention d'un huissier de justice. Le principe d'une procédure orale mise en place devant le juge aux affaires familiales a également été retenu pour les appels interjetés contre les décisions de ce dernier.

Une autre particularité de la procédure devant le juge aux affaires familiales est que la fixation des affaires est encadrée dans des délais restreints. Le texte entend par ce moyen garantir que les litiges dont est saisi le juge aux affaires familiales sont exposés et toisés dans les plus brefs délais. Le contentieux du droit familial concerne par essence des situations familiales très difficiles et il est dans l'intérêt des familles, et surtout des enfants, d'avoir des réponses judiciaires rapides aux litiges qui se posent au sein des familles.

Les parties sont convoquées par le greffe du tribunal d'arrondissement dans un délai de quinzaine à partir du dépôt de la requête. Les requêtes sont ensuite fixées dans un délai d'un mois à compter du jour de la convocation.

Ces délais permettent également d'éviter que des situations de fait ne s'installent. Ce risque existe surtout en matière d'exercice du droit de visite et d'hébergement où il arrive fréquemment que le parent auprès duquel l'enfant demeure habituellement refuse de remettre l'enfant à l'autre parent sous prétexte qu'aucun droit de visite n'a été fixé judiciairement. Dans ces situations, il y a urgence de convoquer les parents pour éviter une rupture des liens entre l'enfant et le parent auprès duquel l'enfant ne réside pas habituellement.

Il a en outre été décidé d'introduire une procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales. En cas d'urgence absolue qui doit être précisée dans la requête, une partie

peut former une requête en référé exceptionnel afin d'obtenir des mesures provisoires. Est par exemple visée la situation de séparation d'un couple où l'une des parties se retrouve sans aucune ressource financière.

1.4. Des audiences en chambre du conseil

Le texte du projet de loi entend également renforcer le rôle conciliateur des juges aux affaires familiales sans pour autant se substituer à la médiation familiale qui existe actuellement et dont les bénéficiaires ne sont plus à prouver. Comme les parties sont obligées de se présenter personnellement devant le juge aux affaires familiales, la mission du juge aux affaires familiales ne se limite pas seulement à écouter les parties et à rendre par la suite un jugement.

Une autre particularité des audiences des juges aux affaires familiales est qu'en principe elles se déroulent en chambre du conseil et ne sont donc pas publiques. Le Gouvernement entend par cette disposition protéger la vie privée et familiale des parties et notamment celle des enfants concernés par la procédure.

Le principe de la publicité des débats est consacré par l'article 88 de notre Constitution ainsi que par l'article 6 § 1 de la Convention européenne des droits de l'homme. D'un autre côté le respect de la vie privée et familiale constitue également un droit fondamental garanti par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Le projet de loi met donc en balance d'un côté le principe de droit fondamental de la publicité des débats et de l'autre le droit fondamental du respect de la vie privée et familiale et a fait le choix de faire prévaloir le droit au respect de la vie privée et familiale.

Dans la mesure où toutes les attributions des juges aux affaires familiales ont trait à la vie privée et familiale des citoyens et concernent très souvent les intérêts de mineurs, le Gouvernement estime que la tenue à huis clos des audiences devant les juges aux affaires familiales est judicieuse.

Cependant, même si le principe général applicable aux audiences des juges aux affaires familiales est la tenue des audiences à huis clos, le juge aux affaires familiales peut, de sa propre initiative ou sur demande d'une des parties, ordonner la publicité des débats.

1.5. Les droits des mineurs renforcés

Diverses organisations qui travaillent dans le domaine de la protection des droits des enfants tant au niveau national qu'au niveau international plaident depuis longtemps pour un accès plus direct des mineurs aux juridictions pour les sujets les concernant immédiatement. Il a dès lors été décidé d'introduire la possibilité pour un mineur de s'adresser directement au juge aux affaires familiales.

Lorsque le mineur écrit au juge aux affaires familiales pour demander une modification de l'autorité parentale ou du droit de visite et d'hébergement le concernant, le juge aux affaires familiales procède à la nomination d'un avocat pour représenter le mineur.

Lorsque le mineur dispose déjà d'un avocat qui lui a été nommé, par exemple lors de la procédure de divorce de ses parents, la demande du mineur est immédiatement communiquée à cet avocat.

Il appartient ensuite à l'avocat du mineur d'introduire une requête conformément aux demandes du mineur. L'introduction de la fonction de juge aux affaires familiales engendre nécessairement une importante réorganisation judiciaire.

1.6. Une réorganisation au sein de la magistrature

Il est difficile d'évaluer la charge de travail que devront gérer les futurs juges aux affaires familiales, étant donné que les attributions du juge aux affaires familiales se trouvent actuellement éparpillées entre différentes juridictions. Cependant, on peut estimer qu'actuellement environ onze magistrats remplissent les attributions qui sont censées revenir à l'avenir au juge aux affaires familiales. Parmi ces onze magistrats huit sont déjà affectés au tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Il est encore plus difficile d'évaluer le nombre de magistrats remplissant à l'heure actuelle, au tribunal d'arrondissement de Diekirch, les attributions devant être remplies à l'avenir par le juge aux affaires familiales, dans la mesure où ces magistrats siègent dans différentes matières. D'après une évaluation prudente, deux magistrats connaissent actuellement à plein temps des affaires devant relever du juge aux affaires familiales.

Lorsqu'il s'agit de prévoir le nombre de juges aux affaires familiales nécessaires pour remplir

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.05.2016

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

23.11.2017 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

04.01.2018 Examen d'amendements parlementaires

08.02.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

19.04.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

03.05.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2018

Loi du 3 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°560, page 1

Réforme du divorce

6996 - Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification:

1. du Nouveau Code de procédure civile;

2. du Code civil;

3. du Code pénal;

4. du Code de la sécurité sociale;

5. du Code du travail;

6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessations et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes;

7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse;

9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;

10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats;

11. de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

L'accord gouvernemental du 10 décembre 2013 prévoit dans la partie réservée à la justice que «la politique du Gouvernement visera la modernisation de la justice et la consolidation de son indépendance tout en la rendant plus efficace, accessible et compréhensible pour les citoyens».

Le Gouvernement s'est en outre engagé à introduire la fonction de juge aux affaires familiales et de procéder à une «modernisation du droit de la famille afin que les textes juridiques reflètent la réalité de la société luxembourgeoise». Le présent projet de loi vise précisément à mettre en œuvre ces engagements relatifs au droit de la famille en créant le juge aux affaires familiales, en réformant les procédures applicables en matière de divorce et en adaptant les modalités relatives à l'autorité parentale.

Il convient de rappeler que plusieurs tentatives de modernisation du droit de la famille ont été entreprises au cours de ces dernières années. Ainsi, une réforme du divorce avait déjà été entamée en 2003 par le dépôt du projet de loi n°5155 portant réforme du divorce. S'inspirant des législations adoptées pour les mêmes motifs à l'époque par d'autres pays européens, comme l'Allemagne, les Pays-Bas, la Grèce ou l'Espagne, le Ministre de la Justice M. Luc Frieden proposait de remplacer le divorce pour cause déterminée ou pour faute par une nouvelle forme de divorce, le divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales des époux.

Des réformes en matière d'autorité parentale ont été visées par la proposition de loi n°5553, déposée en 2006 par les honorables députés Marie-Josée Frank et Laurent Mosar, ainsi que par le projet de loi n°5867 relatif à la responsa-

bilité parentale déposé en 2008.

Les analyses et avis émis dans le cadre des travaux relatifs aux différents projets prémentionnés ont nourri les réflexions menées dans le cadre de la rédaction du présent projet de loi, qui est appelé à remplacer lesdits projets.

1. Création du juge aux affaires familiales

La création de la fonction du juge aux affaires familiales est une demande de longue date faite par de nombreux organismes tels que des associations de protection des droits des enfants ou des droits des parents séparés. Il s'agit de regrouper un certain nombre de compétences pouvant être englobées sous le concept du «droit de la famille» entre les mains d'un magistrat unique.

Le projet de loi s'inspire très largement du droit français, qui connaît la fonction de juge aux affaires familiales depuis de longues années. Ainsi, il a été décidé de réunir un certain nombre de compétences qui sont actuellement dispersées entre différentes juridictions comme le juge de paix, une chambre civile du tribunal d'arrondissement, le président du tribunal d'arrondissement, le juge de la jeunesse ou le juge des tutelles. Toutes les compétences matérielles des juges aux affaires familiales sont énumérées à l'article 1007-1 du Nouveau Code de procédure civile.

1.1. Compétences matérielles

Les juges aux affaires familiales sont tout d'abord compétents pour toutes les procédures relatives au mariage, comme par exemple pour les litiges relatifs aux droits et devoirs respectifs des époux. Les juges aux affaires familiales sont également compétents pour connaître des procédures de divorce, que ce soit pour les mesures provisoires ou pour le fond du divorce.

Un autre contentieux très important qui relève des juges aux affaires familiales est celui relatif à l'autorité parentale. Le corollaire du principe de coparentalité introduit par le présent projet de loi est une harmonisation des procédures. Les juges aux affaires familiales seront donc compétents pour tous les litiges relatifs aux modalités d'exécution de l'autorité parentale peu importe si les parents sont mariés, vivent ensemble, sont divorcés ou séparés. Toutes les formes de familles sont mises sur un même pied d'égalité.

En outre, toutes les compétences qui concernent les mineurs et qui sont actuellement exercées par le juge des tutelles sont transférées aux juges aux affaires familiales, y compris l'organisation de la tutelle du mineur en cas de décès de ses deux parents.

Les juges aux affaires familiales sont également compétents pour connaître des requêtes visant la prolongation de la période d'expulsion d'une personne suite à un cas de violence domestique. Cette compétence relève actuellement du président du tribunal d'arrondissement.

1.2. Un juge unique

Tout comme la France, le projet de loi institue le principe que les juges aux affaires familiales siègent comme juge unique.



toutes les missions qui lui seront conférées par le présent projet de loi, il faut tenir compte de plusieurs éléments.

La procédure devant le juge aux affaires familiales sera dans une très large mesure orale et se déroulera en présence des parties et le cas échéant de leurs avocats. Le juge aux affaires familiales ayant une mission générale de conciliation des parties doit s'entretenir avec chacune des parties afin de se faire une idée d'ensemble du litige qui oppose les parties et de recueillir les points de vue de chacune d'elles. Cette façon de procéder implique nécessairement un temps d'audience plus long, mais évitera de faire durer la procédure par un échange de corps de conclusions écrites. À cela s'ajoute que le projet de loi crée des délais maximaux endéans lesquels les affaires doivent être fixées à une audience du juge aux affaires familiales.

Outre une réorganisation des postes actuels, neuf nouveaux postes de magistrats seront créés afin d'assumer la fonction de juge aux affaires familiales, un poste de juge des tutelles existant sera converti en juge aux affaires familiales et un poste supplémentaire de conseiller aux affaires familiales sera créé à la Cour d'appel.

2. La réforme du divorce

En matière de divorce, la modernisation du droit de la famille se traduit principalement par la mise en place de règles visant une pacification des relations entre les conjoints par l'introduction du principe de l'autorité parentale conjointe ainsi que par des dispositions promouvant un traitement équitable des conséquences économiques du divorce.

Par ailleurs, outre la simplification des procédures déjà apportée par l'introduction du juge aux affaires familiales, les règles procédurales applicables au divorce subissent des adaptations supplémentaires permettant de tenir compte des exigences particulières de la matière.

2.1. L'abolition du divorce par faute

Parmi les principales modifications proposées par le projet de loi, il convient de citer en premier lieu l'abolition du divorce par faute. Le divorce par faute est en effet une forme de divorce particulièrement contentieuse, source de combats judiciaires longs et destructeurs. L'obligation d'établir la faute de l'autre a des effets néfastes sur les relations entre les conjoints, mais également sur celles avec les membres de la famille élargie et les amis éventuellement appelés à témoigner. Mais ce sont surtout les enfants, entraînés dans le combat de leurs parents, qui en sont les principales victimes. L'abolition du divorce par faute doit permettre une pacification des relations entre les conjoints, tant pendant la procédure qu'après le prononcé du divorce, notamment dans l'intérêt des enfants communs.

Ainsi, le projet de loi ne prévoit dorénavant plus que deux types de divorce, à savoir le divorce par consentement mutuel et le divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales. Cette nouvelle forme de divorce doit permettre une dissolution du mariage sur des bases plus objectives, indépendamment de la preuve d'une quelconque faute. La rupture irrémédiable est un fait objectif qui est établi soit par l'accord des deux conjoints sur le principe du divorce, soit par la demande réitérée d'un conjoint sur une période déterminée. Ainsi, lorsque le conjoint défendeur conteste la rupture irrémédiable, la surséance à la procédure peut être ordonnée pour une période maximale de trois mois, renouvelable une fois. Si le conjoint ayant demandé le divorce persiste à l'issue de cette période, le divorce est prononcé.

La preuve d'un quelconque manquement de l'un des conjoints n'est donc plus requise. Ceci aura pour effet d'éviter les combats destructeurs visant à établir les torts respectifs des conjoints et de dédramatiser et d'accélérer la procédure.

Bien que la notion de faute soit abandonnée comme cause de divorce, certains comportements sont néanmoins considérés comme tellement graves qu'il ne peut pas en être fait complètement abstraction dans le cadre des effets du divorce. Les comportements visés sont certaines infractions pénales limitativement énumérées, commises à l'encontre du conjoint ou d'un enfant vivant au même foyer, respectivement la tentative de commettre une telle infraction: attentat à la pudeur, viol, coups et blessures volontaires, homicide et lésions corporelles volontaires, meurtre, assassinat, infanticide et empoisonnement.

Il y a lieu de noter que la commission d'une de ces infractions par l'un des conjoints ne donne pas lieu à un cas d'ouverture du divorce distinct, mais elle est prise en compte au niveau des conséquences du divorce. Le conjoint au-

teur d'une de ces infractions ne peut pas se voir attribuer de pension alimentaire et perd les avantages matrimoniaux éventuellement accordés antérieurement par le conjoint victime.

L'abandon du divorce pour faute soulève également la question de l'opportunité de maintenir les dispositions actuelles relatives aux devoirs du mariage. En vertu de l'actuel article 212 du Code civil, «les conjoints se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance».

Avec l'abandon du divorce pour faute, il serait envisageable de supprimer le devoir de fidélité. En effet, tel qu'indiqué ci-dessus, la rupture irrémédiable est un fait objectif qui est établi soit par l'accord des deux conjoints sur le principe du divorce, soit par la demande réitérée d'un conjoint. L'adultère n'a donc plus de pertinence en tant que cause de divorce. Dans la suite de l'abolition du divorce pour faute, les conséquences du divorce sont également détachées de toute notion de faute (sauf le cas particulier de certaines infractions pénales). Ainsi, l'adultère n'est plus sanctionné dans le cadre du divorce, ni au niveau de la cause du divorce, ni au niveau de ses conséquences.

Le projet de loi opte néanmoins pour le maintien du devoir de fidélité comme devoir du mariage. En effet, la fidélité est traditionnellement considérée comme participant de l'essence même du mariage et le fait que l'adultère n'est plus sanctionné dans le cadre du divorce, ne s'oppose pas en soi au maintien de la fidélité comme devoir du mariage.

2.2. Les conséquences du divorce

2.2.1.1. Les enfants

En second lieu, du fait de la réforme de l'autorité parentale opérée par le présent projet de loi, l'autorité parentale conjointe devient dorénavant la règle, sauf si cela est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant. Ce principe s'applique tant aux enfants de parents divorcés qu'aux enfants de parents séparés non mariés. Concernant le divorce, le projet de loi ne prévoit donc plus de régime spécifique relatif à l'attribution et aux modalités d'exercice de l'autorité parentale et à la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants, mais renvoie aux règles générales de l'autorité parentale.

Parmi les dispositions du projet de loi relatives aux conséquences du divorce ayant trait aux enfants, l'on peut encore citer l'introduction de la possibilité pour le juge d'attribuer, sous certaines conditions et pour une durée limitée de deux ans maximum, la jouissance du logement familial au conjoint auprès duquel vivent un ou plusieurs enfants communs âgés de moins de douze ans révolus. La considération de l'intérêt des enfants est à la base de cette disposition, dont l'objectif est d'éviter d'arracher trop subitement de leur environnement familial de jeunes enfants, déjà confrontés à la rupture familiale.

2.2.1.2. Les conséquences économiques

En troisième lieu, le projet de loi propose des mesures visant à promouvoir un traitement équitable des conséquences économiques du divorce. Les dispositions relatives à la pension alimentaire, qui peut être due entre conjoints, s'inscrivent dans cet objectif. Elles visent à accorder plus de flexibilité au juge dans la fixation du montant de cette pension afin de lui permettre de tenir compte de la situation concrète des conjoints tout en les encourageant à rechercher leur indépendance économique après le divorce.

Ainsi, si le principe est maintenu selon lequel la pension est fixée selon les besoins du créancier et dans la limite des facultés contributives du débiteur, les besoins au sens du projet de loi ne se définissent pas simplement comme le minimum nécessaire à la survie. La répartition des tâches et le mode de vie des conjoints durant le mariage peuvent avoir des conséquences économiques à long terme, dont il convient de tenir compte dans la détermination des besoins. Alors qu'actuellement les juges n'ont que peu de latitude pour tenir compte de ces éléments, le projet de loi énumère expressément certains critères à prendre en compte visant à mieux refléter la situation concrète des conjoints, sans pour autant résulter dans un maintien du niveau de vie antérieur au divorce.

Le projet de loi fixe ainsi une liste de critères dont le juge doit tenir compte pour la détermination des besoins et des ressources des conjoints: l'âge et l'état de santé des conjoints, la durée du mariage, le temps déjà consacré ou qu'il faudra consacrer à l'éducation des enfants, la qualification et la situation professionnelles des conjoints au regard du marché du travail, leur disponibilité pour de nouveaux emplois, leurs droits existants et prévisibles, et leur patrimoine, tant en capital qu'en revenu, après la liquidation du régime matrimonial.

Il convient de souligner que tant l'octroi de la pension alimentaire que son montant sont donc indépendants de toute notion de faute (sauf le cas exceptionnel de la condamnation d'un conjoint du fait de certaines infractions pénales commises contre l'autre conjoint, privant l'auteur de l'infraction de tout droit à une pension alimentaire).

D'autre part, la période durant laquelle un conjoint peut bénéficier d'une pension alimentaire se trouve dorénavant limitée. En effet, le projet de loi prévoit que la durée d'attribution de la pension alimentaire ne peut, sauf circonstances exceptionnelles, être supérieure à la durée pendant laquelle les conjoints divorcés étaient mariés. Cette disposition doit encourager les conjoints à (re)trouver d'autres sources de revenus, tout en reconnaissant les difficultés qu'auront en pratique des conjoints ayant rétroactivement cessé leur activité professionnelle pendant une longue durée, à retrouver une occupation à plein temps.

Ensuite, en matière de droits de pension, le projet introduit la possibilité pour un conjoint ayant cessé ou réduit son activité au cours du mariage d'effectuer un achat rétroactif auprès du régime général d'assurance pension.

En cas d'abandon ou de réduction de l'activité professionnelle par un conjoint au cours du mariage, il importe de tenir compte des lacunes qui en résultent au niveau de la carrière d'assurance pension pour éviter que ce conjoint ne soit défavorisé face à l'autre conjoint qui a profité lui aussi de cet abandon ou de cette réduction sans que ceci n'ait un impact sur sa propre carrière d'assurance pension.

Ainsi, dans le cadre de la liquidation et du partage des biens communs ou indivis, un montant de référence visant à contrebalancer ces lacunes entre en ligne de compte.

2.3. Des procédures simplifiées

En quatrième lieu, les règles procédurales du divorce, notamment celles applicables au divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales, sont réformées en profondeur afin de mettre en place une procédure rapide et flexible qui met l'accent sur la recherche de solutions consensuelles.

La demande de divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales est introduite par requête. L'assistance d'un avocat à la Cour est obligatoire.

La procédure devant le juge aux affaires familiales est enfermée dans des délais stricts. L'objectif est d'assurer que les dossiers soient traités rapidement, afin d'éviter que les conflits ne s'enlisent et que des situations de fait ne s'installent. Ainsi, la première audience doit être fixée au plus tard sept semaines après l'introduction de la demande de divorce. De même, tout au long de la procédure des délais précis sont prévus pour l'accomplissement des diverses étapes.

Le juge aux affaires familiales est appelé à jouer un rôle important dans la nouvelle procédure qui, dans une première phase, est une procédure orale. Le caractère oral doit faciliter l'échange entre les parties et le juge, ce qui doit permettre à ce dernier de mieux identifier les points conflictuels que les terrains d'entente potentiels. Le recours à la médiation est facilité par des aménagements apportés à la procédure. Des conclusions écrites pourront être versées dans une deuxième phase, lorsque des difficultés subsistent. Les parties seront assistées tout au long de la procédure par leurs avocats, qui continueront à jouer un rôle clef dans la défense des intérêts de celles-ci. La procédure en appel est également orale avec, là encore, la possibilité de verser des conclusions écrites dans une deuxième phase.

Enfin, dernière innovation, les mesures provisoires et le fond seront dorénavant toisés par le même juge, dans le cadre de la même instance. Ceci permet de gagner en efficacité et en rapidité dans la mesure où un seul et même juge est saisi et facilite en même temps les démarches pour le justiciable.

La procédure de divorce par consentement mutuel prévue par le projet de loi reste largement similaire au divorce par consentement mutuel tel qu'il existe actuellement. À noter toutefois que la deuxième comparution est supprimée. Il s'est avéré en pratique que l'introduction d'une demande de divorce par consentement mutuel, qui suppose la rédaction préalable d'une convention de divorce, est l'aboutissement d'un processus qui a permis aux conjoints de prendre conscience de toutes les implications de leur démarche et de s'informer en conséquence. Il paraît ainsi inutile de prolonger la procédure par l'exigence d'une deuxième comparution, ceci d'autant plus que le projet de loi introduit une sauvegarde supplémentaire en exigeant désormais que la

convention soit rédigée par un professionnel, avocat ou notaire.

Concernant le divorce par consentement mutuel, on peut encore souligner que le projet de loi prévoit que la convention de divorce sera dorénavant homologuée par le tribunal. Elle fera ainsi partie intégrante de la décision de divorce. Ceci facilitera la reconnaissance et l'exécution, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, non seulement de la décision ayant prononcé le divorce, mais également des mesures contenues dans la convention des parties telle qu'homologuée par le tribunal et notamment celles concernant l'autorité parentale et le droit de visite et d'hébergement des enfants. Ainsi, cette convention de divorce sera considérée comme «décision» au sens des textes internationaux ou européens, tel le règlement (CE) n°2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n°1347/2000.

3. La réforme de l'autorité parentale

Les actuelles dispositions légales en matière d'autorité parentale ne reflètent plus la réalité de la société luxembourgeoise. Au moment de la rédaction des dispositions légales actuellement en vigueur, la très grande majorité des enfants étaient nés de parents mariés. Désormais, le mariage est concurrencé par d'autres formes d'union.

En outre, les dispositions des articles 302 alinéa 1^{er}, 378 alinéa 1^{er} et 380 alinéa 1^{er} du Code civil relatives à l'autorité parentale ont été déclarées inconstitutionnelles par la Cour constitutionnelle par un arrêt du 26 mars 1999. Les objectifs de la réforme des dispositions légales relatives à l'autorité parentale sont dès lors multiples.

3.1. Le principe de la coparentalité établi en règle

Le projet de loi introduit le principe selon lequel les parents, qu'ils soient mariés ou non, exercent en commun l'autorité parentale à l'égard de leur enfant. La notion même d'autorité parentale a été précisée à l'endroit de l'article 372. L'autorité parentale est désormais définie comme étant «un ensemble de droits et devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant».

Actuellement, les règles d'attribution de l'autorité parentale varient en fonction du statut matrimonial des parents. Pour les enfants nés dans le mariage, l'autorité parentale est exercée conjointement par les deux conjoints. Par contre, pour les enfants nés hors mariage, l'actuel article 380 du Code civil dispose que même si les deux parents ont reconnu l'enfant, la mère exerce seule l'autorité parentale, sauf déclaration conjointe des parents devant le juge des tutelles ou décision judiciaire ordonnant l'exercice conjoint de l'autorité parentale. Cette disposition légale a été déclarée comme étant contraire à l'article 11 (2) de la Constitution par la Cour constitutionnelle dans l'arrêt précité.

Le principe de l'exercice commun de l'autorité parentale a comme conséquence qu'en principe l'accord des deux parents est nécessaire pour tous les actes usuels et non usuels qui relèvent de l'autorité parentale. Cependant, lorsqu'un des parents prend une décision qualifiée d'acte usuel, l'accord de l'autre parent est présumé, contrairement aux actes non usuels pour lesquels l'accord de l'autre parent n'est pas présumé.

En cas de désaccord des parents sur une décision à prendre, chaque parent est libre de saisir le juge aux affaires familiales qui devra alors trancher en fonction de ce que l'intérêt de l'enfant exige.

Le texte retient également l'obligation pour chaque parent de contribuer à l'entretien et à l'éducation des enfants dans le Code civil. Cette obligation n'est pas liée à l'exercice de l'autorité parentale mais au fait d'être parent.

Le corollaire du principe de la coparentalité est que la séparation des parents est sans incidence sur le principe de l'exercice conjoint de l'autorité parentale. Ce principe s'applique tant aux parents mariés, divorcés, séparés ou qui étaient liés par un partenariat. Le projet de loi introduit un régime uniforme d'organisation des modalités d'exercice de l'autorité parentale.

Après la séparation des parents, en écho avec l'article 9-3 de la Convention internationale des droits de l'enfant, est affirmé le droit de l'enfant au maintien des liens avec ses deux parents, tandis que chacun des parents a l'obligation de maintenir les relations personnelles avec l'enfant. En outre, chacun des parents a l'obligation de respecter les relations personnelles de l'enfant avec l'autre parent, et ce malgré la séparation. Cette règle s'applique non



seulement au parent avec lequel l'enfant réside habituellement mais aussi au parent avec lequel l'enfant ne vit pas habituellement ou au parent qui ne dispose pas de l'autorité parentale.

3.2. L'autorité parentale en cas de séparation des parents

Le projet de loi entend favoriser les accords entre les parents surtout en cas de séparation et ce conformément au concept de la coparentalité. Il appartient tout d'abord aux parents de rechercher un accord sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale. Les parents peuvent formaliser leur accord dans une convention qui peut, à leur demande, être homologuée par le juge aux affaires familiales.

Dans la poursuite de l'objectif de modernisation du droit de famille, la possibilité de fixer la résidence de l'enfant alternativement au domicile de chacun des parents est introduite. La résidence alternée n'impose pas un partage strictement égal du temps de résidence de l'enfant au domicile de chacun des parents.

Si l'exercice conjoint de l'autorité parentale des parents après leur séparation est le principe, le juge aux affaires familiales peut néanmoins décider d'attribuer l'exercice de l'autorité parentale à un seul parent, lorsque l'intérêt de l'enfant l'exige. Le parent qui n'exerce pas ou partiellement l'autorité parentale garde cependant en principe un droit de visite et d'hébergement, sauf lorsque des motifs graves s'y opposent.

Concernant l'exercice du droit de visite et d'hébergement, le législateur a souhaité consacrer une pratique qui existe déjà actuellement, à savoir que le droit de visite peut, lorsque l'intérêt de l'enfant le commande ou lorsque la remise directe de l'enfant présente un danger, s'exercer dans un espace de rencontre ou en présence d'une tierce personne.

Le juge aux affaires familiales doit prendre toutes les mesures pour assurer que la séparation des parents n'aboutisse pas à une séparation de l'enfant avec l'un de ses parents. L'enfant est en droit de garder des liens personnels et effectifs avec chacun de ses parents.

Afin de prévenir les enlèvements internationaux d'enfants ou les cas de non-retour d'enfants après l'exercice d'un droit de visite et d'hébergement, le Gouvernement a décidé d'introduire la possibilité pour le juge aux affaires familiales d'ordonner, dans des circonstances exceptionnelles, l'inscription dans le passeport de l'enfant de l'interdiction pour celui-ci de quitter le territoire du Grand-Duché de Luxembourg sans l'autorisation des deux parents.

Le législateur a en outre décidé d'élargir le champ des personnes pouvant demander un droit de visite, voire un droit d'hébergement à des tiers qui ne sont pas nécessairement des membres de la famille de l'enfant.

Le projet de loi introduit également une nouvelle mesure visant à faciliter la vie quotidienne des familles recomposées par la création d'un mandat d'éducation quotidienne. Chacun des parents peut donner, avec l'accord de l'autre parent, un mandat d'éducation quotidienne à son conjoint ou partenaire lié par un partenariat avec lequel il vit de manière stable. Ce mandat permet au mandataire d'accomplir les actes usuels, et ces seuls actes, de l'autorité parentale. Il s'agit d'une mesure facultative qui est destinée à encourager les parents à se concerter sur l'organisation quotidienne de la vie de leur enfant.

L'intitulé actuel du Chapitre IV, du Livre 1^{er}, Titre IX du Code civil «De la déchéance de l'autorité parentale» est modifié en remplaçant le terme «déchéance» par «retrait» qui est un terme plus neutre. Les dispositions relatives au retrait de l'autorité parentale ont été légèrement adaptées sans pour autant modifier l'esprit de ces articles.

témiques associés, tout comme sur la santé humaine et la sécurité, ainsi que pour réduire leurs incidences sociales et économiques. Il définit une série de mesures préventives et curatives qui s'appliquent pour tout organisme repris sur la liste d'espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union européenne (ou liste européenne).

Cette liste constitue l'élément central du règlement européen car la plupart des obligations qu'il prescrit s'y réfèrent directement. Elle peut inclure des espèces encore absentes du territoire européen comme des espèces plus largement répandues. Seules celles qui sont considérées comme très néfastes pour l'environnement et dont l'impact peut être atténué moyennant une action concertée en Europe y sont reprises ou pourraient être reprises. Une première liste

de 37 espèces a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne en date du 13 juillet 2016. Les États membres sont tenus de réaliser une cartographie dynamique détaillée des différentes espèces de la liste européenne présentes sur leur territoire.

Le projet de loi détermine l'autorité compétente pour coordonner l'exécution du règlement et les administrations chargées de la mise en œuvre pratique; il prévoit un régime de permis; il précise les mesures administratives ainsi que les conditions et modalités de recherche et de constatation des infractions de même que les sanctions pénales. Le projet de loi introduit la constitution de partie civile des associations écologiques agréées et réglemente la participation du public lors de la mise en place des plans d'action et des mesures de gestion.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 07.11.2017

Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

02.05.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

09.05.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2018

Loi du 2 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°553, page 1

Lycée classique de Diekirch - annexe Mersch

7211 - Projet de loi relatif à la rénovation et extension du Lycée classique de Diekirch - annexe Mersch

Le projet de loi a pour objet le financement de la rénovation et de l'extension du Lycée clas-

sique de Diekirch - annexe Mersch. Étant donné que ces travaux se chiffrent à une dépense de 47.500.000 euros, l'intervention du législateur s'impose, ceci conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État qui dispose qu'une dépense dépassant la limite des 40.000.000 euros doit être autorisée par voie législative.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.11.2017

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

03.05.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

09.05.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2018

Protection des espèces de faune et de flore sauvages

7219 - Projet de loi

1° concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (CE) n°338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce;

2° abrogeant les articles 2 à 12 de la loi modifiée du 19 février 1975 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington, le 3 mars 1973

Le projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (CE) n°338/97 du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce s'impose afin de tenir compte de la vingtaine de modifications du règlement européen intervenues depuis son entrée en vigueur.

Le règlement européen concerne la mise en œuvre dans l'Union européenne de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), conclue à Washington le 3 mars 1973, et dont l'objectif est de réglemen-

ter le commerce des spécimens de ces espèces afin de ne pas mettre davantage leur survie en danger et de n'autoriser leur commerce que dans des circonstances exceptionnelles.

Le Luxembourg a ratifié ladite convention par la loi modifiée du 19 février 1975. Cet acte de ratification a été complété en 1989 par une série de dispositions issues des efforts de coordination des politiques environnementales de la Communauté économique européenne afin de faire face aux difficultés et aux divergences d'application de la convention dans les pays de la CEE qui l'avaient ratifiée à ce moment.

L'Union européenne a contribué à l'harmonisation et au renforcement de l'application de la convention sur son territoire par l'adoption du règlement (CE) n°338/97 ainsi que par l'adoption du règlement (CE) n°865/2006.

Même si les réglementations européennes ont été adaptées à maintes reprises depuis leur adoption, la législation luxembourgeoise en la matière n'a guère évolué depuis 1989. C'est dès lors par le biais du projet de loi sous rubrique instaurant une nouvelle loi réglant les modalités d'application et les sanctions des règlements européens précités que les auteurs visent à mettre à jour la législation en la matière afin de contribuer efficacement aux objectifs de la convention.

Ainsi, le projet de loi désigne l'autorité compétente et les autorités de gestion et prévoit la désignation d'une autorité scientifique néces-

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.05.2016

Rapporteuse: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Sam Tanson):

07.12.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État

15.11.2017 Présentation d'amendements gouvernementaux

28.02.2018 Organisation des travaux

06.03.2018 Examen des articles

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation d'une série d'amendements parlementaires

13.03.2018 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement

Continuation des travaux

14.03.2018 Continuation des travaux

Examen des dispositions applicables à la procédure de divorce

Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement

21.03.2018 Continuation des travaux

22.03.2018 Continuation des travaux

23.03.2018 Continuation des travaux

27.03.2018 Continuation des travaux

28.03.2018 Continuation des travaux

Examen des dispositions relatives à l'autorité parentale conjointe

16.04.2018 Examen des dispositions liées au droit de la sécurité sociale

Examen des dispositions du Titre V du projet de loi

18.04.2018 Continuation des travaux

Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement

09.05.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

06.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2018

Loi du 27 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°589, page 1

Espèces exotiques envahissantes

7205 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la propagation de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes

Le projet de loi a pour objet de préciser les modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°1143/2014 du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes qui relèvent des États membres de l'Union européenne. Le règlement européen en question établit des règles pour prévenir, réduire au minimum et atténuer les effets néfastes des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité et les services écosys-



saire pour la bonne application du règlement européen et de la convention. Il prévoit un régime de permis, il précise les mesures adminis-

tratives ainsi que les conditions et modalités de recherche et de constatation des infractions de même que les sanctions pénales.

- le Lycée Edward Steichen offre une section francophone et une section germanophone;

- le Lycée Mondorf-les-Bains offre les trois sections linguistiques, à savoir une section germanophone, une section anglophone et une section francophone.

La formation est sanctionnée par un baccalauréat européen, reconnu comme titre permettant l'admission à l'enseignement supérieur dans tous les pays de l'Union européenne ainsi que dans plusieurs autres pays.

Il est prévu que l'école européenne agréée à Clervaux accueillera dans les années à venir quelque 300 élèves dans les classes de l'enseignement secondaire européen ainsi que quelque 300 élèves dans les classes de l'enseignement maternel et primaire européen. L'école européenne agréée à Junglinster accueillera quelque 500 élèves dans les classes de l'enseignement secondaire européen ainsi que

quelque 150 élèves dans les classes de l'enseignement primaire et maternel européen. L'école européenne agréée à Mondorf-les-Bains accueillera au total quelque 1.500 élèves.

Le présent projet de loi fournit également la base légale pour la création d'un nouveau lycée sur le territoire de la commune de Mondorf-les-Bains.

Le projet de l'implantation et de la construction d'un nouveau lycée est fondé sur le rapport concernant le plan directeur sectoriel «Lycées» et vise à remédier au vide scolaire dans la région sud-est du pays.

Le lycée sera doté d'un internat, qui, selon les auteurs du projet de loi, répondra à deux types de besoins. Le premier est lié à l'éloignement et le second est lié à des conditions d'apprentissage compliquées par la situation familiale (activités professionnelles des parents, circonstances familiales difficiles pour le jeune...).

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 13.12.2017

Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

02.05.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

09.05.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2018

Loi du 9 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°571, page 1

Lettres de gage «énergies renouvelables»

7232 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en vue de l'introduction de lettres de gage portant sur les énergies renouvelables

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'apporter certaines modifications à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier afin d'y introduire une nouvelle catégorie de lettres de gage, la lettre de gage «énergies renouvelables».

La «Luxembourg Green Exchange» de la bourse luxembourgeoise est la première plateforme mondiale dédiée exclusivement à la finance verte. Elle cote actuellement plus de la moitié des obligations vertes du monde. La nouvelle lettre de gage énergies renouvelables est le premier instrument financier dont les critères de durabilité sont fixés par un cadre légal.

La présente loi en projet représente ainsi un premier point de référence sur un marché jusqu'à présent dépourvu de définition claire

de la notion de projet «vert». Elle facilite le financement de la réalisation de projets générateurs d'énergies renouvelables et vise de cette manière à stimuler l'implantation et l'émergence d'initiatives dans ce secteur.

Le projet de loi s'inscrit dans une série d'efforts du Luxembourg de développer davantage le secteur. Par ces efforts, le Luxembourg démontre l'importance qu'il accorde au développement durable et à l'atteinte de ses objectifs climatiques. Parallèlement, outre l'aspect environnemental, le développement du secteur de la finance verte fait partie de la stratégie de diversification de la place financière et de l'économie luxembourgeoise. Le projet de loi introduit un nouveau produit financier d'un standard très élevé qui complète la gamme des produits à disposition sur le marché luxembourgeois. En même temps, il témoigne également de l'esprit innovateur du Luxembourg en la matière.

Enfin, suivant les recommandations de l'Autorité bancaire européenne (ABE), le projet de loi modifie encore ponctuellement certaines dispositions générales du régime des banques d'émission de lettres de gage.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.01.2018

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

17.04.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

05.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2018

Loi du 22 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°521, page 1

Lycée à Mondorf-les-Bains

7240 - Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification

1° de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster;

2° de loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux;

3° de loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018

Suite à la création de l'École internationale de Differdange (EID) en 2016 et son extension à Esch-sur-Alzette, le présent projet de loi propose d'enrichir, d'étendre et de décentraliser l'offre européenne publique par la mise en place de trois nouvelles écoles européennes agréées dans l'est (Mondorf-les-Bains et Junglinster) et le nord (Clervaux) du pays.

L'offre scolaire de ces écoles européennes ne s'adresse non seulement aux élèves résidents qui désirent bénéficier d'un enseignement varié sur le plan linguistique et culturel, mais égale-

ment aux jeunes qui ne résident que temporairement au Grand-Duché.

Les nouvelles écoles européennes susmentionnées fonctionnent selon les principes d'une école européenne agréée. Liées au système des écoles européennes par une convention d'agrément, elles offrent un enseignement qui correspond aux exigences pédagogiques fixées pour les écoles européennes, mais dans le cadre des réseaux scolaires nationaux.

Selon les besoins et les infrastructures disponibles, l'offre scolaire des écoles européennes comporte:

- le cycle de deux années de l'enseignement «early education - maternel» européen;

- le cycle de cinq années de l'enseignement primaire européen;

- le cycle de sept années de l'enseignement secondaire européen.

Les écoles européennes agréées offrent au moins deux sections linguistiques choisies parmi la section anglophone, la section francophone et la section germanophone. Les élèves choisissent donc la section linguistique selon l'offre proposée dans les différentes écoles:

- le Lënster Lycée offre une section anglophone et une section germanophone;

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 31.01.2018

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

16.05.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2018

Loi du 13 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°652, page 1

Articles pyrotechniques

7262 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques

L'article unique du projet de loi vise à modifier la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques.

La loi à modifier catégorise, dans son article 6, les artifices de divertissement en quatre groupes (F1 à F4). Les articles de la dernière catégorie (F4) présentent un risque élevé et ne sont destinés qu'à être utilisés par des personnes ayant des connaissances particulières. L'article 7 de cette même loi exige de l'utilisateur des articles de la catégorie F4 d'être en possession d'un «titre de compétence» délivré par l'Inspection du travail et des mines (ITM).

Toutefois, dans la procédure d'autorisation des établissements classés, également les artifices de la catégorie F3 ne peuvent être vendus qu'à des personnes ayant suivi une formation dont le diplôme doit être reconnu par l'ITM. Cette procédure n'a cependant pas de valeur juridique.

La modification projetée vise donc à adapter la loi précitée du 27 mai 2016 à la procédure d'autorisation des établissements classés suivie par l'ITM, de sorte à traiter, à l'instar de ce qui se fait déjà en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne, les artifices de divertissement de la catégorie F3 de la même manière que les artifices de catégorie F4.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 15.03.2018

Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

19.04.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

03.05.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

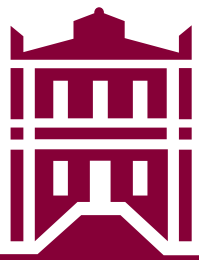
Vote en séance publique: 12.06.2018

Loi du 27 juin 2018

Mémorial A: 2018, n°540, page 1

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





Sommaire

- Ouverture de la séance publique**
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Hommage à la mémoire de M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, Député de 1994 à 2013**
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Communications**
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 7308 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État**
- Déclaration de recevabilité
- Ordre du jour**
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la politique européenne de commerce et notamment des accords de libre-échange ainsi que sur la situation actuelle en matière d'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par les États-Unis**
et
Question parlementaire n°3844 de M. Laurent Mosar relative à la mise en place annoncée par le président américain de barrières commerciales à l'importation sur le marché de la sidérurgie au 1^{er} juin 2018
- Exposé: M. Alex Bodry
- Débat: M. Laurent Mosar, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. Marc Baum (dépôt d'une motion)
- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
- Vote sur la motion 1 (rejetée)
- 6994 - Projet de loi sur la protection des animaux**
- Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas
- Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Edy Mertens, Mme Cécile Hemmen, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding (intervention de M. Alex Bodry), M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7153 - Projet de loi portant modification**
1° de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et
2° de certaines dispositions du Code civil
- Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas
- Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Tess Burton, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding, M. Marc Baum
- Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres; Mme Francine Closener et M. Guy Arendt, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen heimat d'Sézung op. Gudde Mëtteg.

2. Hommage à la mémoire de M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, Député de 1994 à 2013

An ech fänke mat engem Punkt op der Dagesuerdnung un, dee mer eis alleguer ganz gär erspuert hätten. Kollegeinnen a Kollegeen aus der Regierung an der Chamber, léif Famill a Frënn vum Camille Gira, wéi Dir och hunn ech grouss Schwieeregkeeten, mech domat ofzefannen, dass eise Kolleg a Frënd, de Statssekretär Camille Gira beim Debat iwwert dat neit Naturschutzgesetz, dat seng Handschrëft dréit, virun eisen Aen zesummegebrach ass a mir e puer Stonnen duerno d'Noriicht vu sengem Doud kruten.

Esou no kënne Freed - d'Satisfaktioun, dat wichtegt Gesetz an d'Plenièrue bruecht ze hunn

- a Leed - dem Camille säi leschte Kampf - beineeleien.

Mir waren all geschockt, wéi eise Kolleg matzen a senger Äntwert huet missen ophalen. An dach huet d'ëst Haus, Dir all an eist Personal, an deenen dramatesche Momenter eng exemplaresch Solidaritéit an Empathie gewisen: eis Dokteren, den Här Alexander Krieps an den Här Edy Mertens, déi alles gemaach hunn, fir de Camille erëmzekeréien - Merci Alexander an Edy, och vum Simone, dem Camille senger Fra, an de Bouwen -, seng engste Frënn a Kollegeen, déi net vun em gewach sinn, a mir all, déi d'Chamber net verlooss hunn, obwuel d'Sézung definitiv ennerbrach war. Jiddweree vun eis huet a Gedanke matugepaakt, fir dem Camille säin Häerz erëm un d'Schloen ze bréngen.

Ech wäert elo net probéieren, hien an all senge Facetten hei duerstellen. Dat hunn anerer, déi de Camille besser kennt hu wéi ech, op eng beréierend Aart a Weis an deene leschte Woche gemaach. Ech wëll awer hei kuerz op säi Liewen, säi Schaffen a säi Schafen agoen.

De Camille war vu Beruff Fluchlotse, e Beruff, dee vill Disziplin verlaangt a wéineg Kompromesser zouléist. De Camille sollt säi Liewe laang och e Stéck Lotse bleiwen. Hien huet sech fréi an der Politik engagéiert an ass 1982 mat 23 Joer Schaffen a senger Gemeng Bie-

rech ginn. 1990 gouf de Camille Gira Buergermeeschter. Hie war deen éischte grénge Buergermeeschter hei am Land an huet seng Gemeng wéi keen anere gepräagt. 1994 ass hie fir d'éischte Kéier an d'Chamber gewielt an duerno véiermol erëmgewielt ginn. De 4. Dezember 2013 ass de Camille Gira Statssekretär am Nohaltegkeetsministère ginn.

Während sengen 20 Joer als Deputéierte war hien enner anerem President vun der Kontekommissioun, Vizepresident vun der Ëmweltkommissioun a Vizepresident vun der Kommissioun fir nohalteg Entwécklung. Biergerbedelegung war dem Camille wichteg, a senger Gemeng, mä och regional an national. Als President vun der Petitiounskommissioun ass hien ee vun de Pappé vun der elektronischer Petitioun.

De Camille Gira war fir vill Leit e Virbild. Hie war en Iwwerzeegten a konnt iwwerzeegen. Hien ass kenger Diskussioun aus dem Wee gaangen, et konnt ee mat him schwätzen, et konnt ee mat him streiden. Sträit - am gudde Sënn vum Wuert - war fir hien e Mëtzel fir eng lieweg Diskussioun a fir weiderzekeréien. Hien huet an der Diversitéit vun eiser Gesellschaft keng Gefor gesinn, mä eng Chance. Hien hat verstanen, dass een d'Leit net splécken, mä zesummezéiere soll. Duerfir huet hie sech och géint all Form vun Intoleranz an Ausländerfeindlechkeet gewiert.

De Camille huet sechop ville Plazen engagéiert. Hien hannerléisst vill Spuren: bei senger Famill a senger Frënn, a sengem Biekerech, a senger Regioun, mä och an dësem Haus, der Chamber, an der Regierung an iwwerhaapt an der Politik.

Camille, fir all dat, wat s du gelescht hues, a fir dee Mënsch, deen s du waars, esou wéi s du waars, hues du eisen héije Respekt verdéngt. A Gedanke si mir bei dir an denger Famill, där mer eist éierlecht Bäileed an eis Sympathie ausdrécken.

Um Enn vu menger kuerzer Interventioun wëll ech nach e Message virliese vum Camille senger Fra Simone an hire Bouwen. Ech zitieren d'Simone: „A mengem Numm an am Numm vu menge Jongen erlaben ech mer, lech all villmools Merci ze soen, dass Dir dem Camille esou eng schéin Trauerfeier organiséiert hutt, dat huet eiser Famill guttgedoen. Alle Leit, déi deen tragesche Moment hei an der Chamber materlief hunn an him zur Sait stoungen, wëlle mir Merci soe fir hir Ennerstézung“, an duerfir, dass se en an deene schwéiere Momenter beleet hunn. „D'Schicksal wollt et, dass de Camille net konnt gerett ginn. Mir, mat lech zesummen, behalen hien a beschter Erënnung.“ Ennerschriwwen: Simone, Michel a Louis.

Léif Kollegeinnen a Kollegeen, ech bieden lech, lech ze erhiewen, fir eisem Kolleg ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

Ech wollt froen, ob d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen huet?

(Négation)

Den Här Statsminister wénkt Neen. D'Regierung huet am Moment keng Kommunikatioun ze maachen.

Och wann et schwéierfällt, et wär am Camille sengem Sënn gewiescht, dass mir hei weider zesumme schaffen.

3. Communications

An ech hunn lech folgend Kommunikatiounen ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi sät der leschter Sézung an der Administratioun erakomm sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn, grad wéi d'Lëscht vun deenen neie Petitiounen.

Communications du Président - séance publique du 6 juin 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7309 - Projet de loi portant modification

1. du Code du travail;

2. du Code de la sécurité sociale

3. de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.05.2018

7310 - Projet de loi portant réforme du notariat en modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 28.05.2018

7311 - Projet de loi modifiant 1. le Code du travail; 2. le Code de la sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 29.05.2018

7312 - Projet de loi portant approbation du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, fait à Séoul, le 12 novembre 2012

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.05.2018

7313 - Projet de loi portant approbation

1° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Arménie relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 8 décembre 2015;

2° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cameroun relatif au transport aérien, fait à Luxembourg, le 26 janvier 2016;

3° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à des services aériens, fait à New York, le 22 septembre 2017;

4° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, relatif au transport aérien, fait à Luxembourg, le 4 février 2016;

5° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à des services aériens, fait à Astana, le 21 mai 2015;

6° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Mongolie relatif à des services aériens, fait à Leipzig, le 1^{er} juin 2017;

7° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Niger relatif au transport aérien, fait à Niamey, le 8 février 2018;

8° de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Turkménistan relatif à des services aériens, fait à Ashgabat, le 6 septembre 2016;

9° de l'Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Zambia on air services", fait à Luxembourg, le 29 février 2016

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.05.2018

Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires:

3938 - Projet de loi complétant la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Dépôt: M. Alex Bodry, Ministre de l'Aménagement du territoire, le 17.05.1994

Retrait du rôle des affaires: 17.05.2018

5452 - Projet de loi modifiant et complétant la législation sur la chasse

Dépôt: M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 23.03.2005

Retrait du rôle des affaires: 17.05.2018

6477 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

2. l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1^{er} juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière;

3. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement; et

4. la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 14.09.2012

Retrait du rôle des affaires: 17.05.2018

5351 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.06.2004

Retrait du rôle des affaires: 24.05.2018

6250 - Projet de loi 1) relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve et 2) portant modification du Code d'instruction criminelle

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 14.02.2011

Retrait du rôle des affaires: 24.05.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

1016 - Demande de pétition publique: Weltkulturerbe Unesco Luxemburg - Aufwertung des immateriellen Weltkulturerbes «Echternacher Springprozession» Patrimoine mondial Unesco du Luxembourg - Valoriser le patrimoine mondial immatériel «Procession dansante d'Echternach»

Dépôt: M. Jos Scheuer, le 15.05.2018

1017 - Demande de pétition publique: Amateurfunklizenze mëi llicht gemaach

Dépôt: M. Marc Klees, le 17.05.2018

1018 - Demande de pétition publique: Vëlofuerer mussen vun den Autoen, Busser a Camionen 2 Meter Ofstand halen

Dépôt: M. Marc Klees, le 17.05.2018

1019 - Demande de pétition publique: Steiere fir Vëloen

Dépôt: M. Marc Klees, le 17.05.2018

1020 - Demande de pétition publique: All Vëlo soll eng Immatriculationsplack kréien

Dépôt: M. Marc Klees, le 17.05.2018

1021 - Demande de pétition publique: Lac de loisirs sur le Plateau du Kirchberg

Dépôt: M. Max Antony, le 18.05.2018

1022 - Demande de pétition publique: Den Transport public komplett gratis maachen

Dépôt: M. Marc Dax, le 22.05.2018

1023 - Demande de pétition publique: Abolition du principe de l'imposition du bénéfice de spéculation immobilière lorsque l'intervalle entre l'acquisition et la réalisation d'immeubles est inférieur ou égal à 2 ans pour éviter la rétentation du marché d'immeubles qui est coresponsable de la flambée des prix des logements

Dépôt: M. Daniel Miltgen, le 22.05.2018

1024 - Demande de pétition publique: Harmoniser le taux d'imposition entre les personnes mariées et les personnes célibataires

Dépôt: M. Lionel Fouquet, le 22.05.2018

1025 - Demande de pétition publique: Recevabilité de la preuve digitale lors d'infractions commises par les automobilistes/motards

Dépôt: M. Philippe Malaisé, le 23.05.2018

1026 - Demande de pétition publique: Pflingst-dienstag als Luxemburger-Unesco-Kulturerbe-Tag zum gesetzlichen Feiertag bestimmen

Dépôt: M. Henri Schumacher, le 24.05.2018

1027 - Demande de pétition publique: Accorder la classe d'impôt 2 aux couples pacés de la même manière qu'aux couples mariés

Dépôt: M. Pascal Rennie, le 24.05.2018

1028 - Demande de pétition publique: Autoriser l'utilisation de „Dashcam“ ou caméras embarquées dans les véhicules au Luxembourg

Dépôt: M. Brice Correia Flora, le 24.05.2018

1029 - Demande de pétition publique: Contre l'abattement des forêts

Dépôt: M. Andy Schloesser, le 24.05.2018

1030 - Demande de pétition publique: Améliorer la sécurité des cyclistes sur la voie publique

Dépôt: M. Emile Gutenkauf, le 24.05.2018

1031 - Demande de pétition publique: Legalisation des Cannabis mittels Coffeeshops

Dépôt: M. Joé Schmit, le 27.05.2018

1032 - Demande de pétition publique: Interdire aux employeurs de réclamer la langue portugaise pour un poste de travail au Luxembourg

Dépôt: Mme Samantha Gaertner, le 28.05.2018

1033 - Demande de pétition publique: Frais d'agence en cas de location d'un bien immobilier

Dépôt: M. Miguel Martins, le 30.05.2018

1034 - Demande de pétition publique: Plus de places de parking à Hamm

Dépôt: Mme Jennifer Petiteville, le 30.05.2018

1035 - Demande de pétition publique: Keen Ticket fir den öffentliche Transport

Dépôt: Mme Bianca Utter, le 01.06.2018

1036 - Demande de pétition publique: Vorschläge - Verbesserung am Pressegesetz - Anerkennung und Schutz des Journalistenberufs (wer darf sich Journalist nennen professionellen) (und wer nicht) Strengere Gesetzestexte - bei sogenannten Winkeljournalisten (schmutzige Boulevardpresse) - Dem Presserat und dessen Beschwerdekommission mehr gesetzliche Möglichkeiten geben, um gegen solche Winkeljournalisten - und schmutzige Boulevardpresse vorzugehen

Dépôt: M. Lee Michel Baseggio, le 01.06.2018

1037 - Demande de pétition publique: Cours de premier secours obligatoire pour passer un permis de conduire

Dépôt: M. Eric Ludwig, le 05.06.2018

1038 - Demande de pétition publique: Limiter les déplacements en voiture des travailleurs frontaliers

Dépôt: Mme Catarina Bastos, le 05.06.2018

4. 7308 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Déclaration de recevabilité

Da wollt ech lech matdeelen, dass d'Präsidentenkonferenz sech an hirer Reunion vum 31. Mee fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat huet. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7308, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisation vum Statsrot, déi de 15. Mee vun deenen Här Claude Wiseler, Léon Gloden a Paul-Henri Meyers deponeiert gouf.

Schleisst sech d'Chamber där Proposition vun der Präsidentenkonferenz un?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

5. Ordre du jour

De Projet d'ordre du jour fir d'Sézung vun haut hunn d'Fraktiounen an d'Sensibilitäten zougestallt kritt. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

No där Dagesuerdnung huet d'Chamber fir de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert déi europäesch Wirtschaftspolitik, besonnesch wat d'Fräihandelsverkommen ugeet, an d'Situatioun, nodeems d'USA Strofzell op Aluminium- a Stolimporter agefouert hunn. Déi Aktualitéitsstonn ass vun der LSAP-Fraktioun ugefrot ginn.

Mir behandle gläichzäiteg och déi Fro, déi vum Här Laurent Mosar zu deem Thema abruucht ginn ass, wou sengerzäit d'Urgence net ugeholl ginn ass, well mer dat ebe fir haut als ee vun den Haaptunkte programméiert haten. Dat ass och am Konsens mat jiddwerengem decidéiert ginn.

Den éischte Riedner ass de Verrieder vun där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, an deem Fall de Fraktiounschef vun der LSAP, den Här Alex Bodry.

6. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la politique européenne de commerce et notamment des accords de libre-échange ainsi que sur la situation actuelle en matière d'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par les États-Unis

Question parlementaire n°3844 de M. Laurent Mosar relative à la mise en place annoncée par le président américain de barrières commerciales à l'importation sur le marché de la sidérurgie au 1^{er} juin 2018

Exposé

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Welthandel an an der Weltpolitik geet et haapt-sächlech duerch déi Aktiounen vun den USA, vum Donald Trump, duerch déi Politik vum Fait accompli am Moment drënner an driwwer.

Den Donald Trump huet seng Ukënnung wouer gemaach a Strofzell op Stol an Aluminium, och fir d'EU, ab dem 1. Juni a Kraaft gesat. Beträff sinn net nëmmen d'EU-Staten, mä

och nach China, Kanada, Mexiko, Australien, Argentinien, also alles Staaten, déi am Welthandel zentralen. Dat Skurrillst an dat Schockantst an eisen Aen ass virun allem och d'Motivatioun vun deenen Douanestaxen, déi vun den USA unilateral agefouert ginn - well et ass déi eenzeg Motivatioun, déi eigentlech d'Welthandelsorganisatioun zouléist -: Als Motivatioun gëllt d'Gefor vun der nationaler Sécherheet fir d'USA. Also geet vu Länner wéi den EU-Staten, Australien, Kanada no Meinung vun der US-Regierung eng Gefor aus fir d'Sécherheet vun den USA.

Aus Partner, ech mengen, dat ware mer bis elo ëmmer an dat wëlle mer nach weider sinn, gëtt op eemol e Sécherheitsrisiko an den Ae vun den USA a vun hirem President. Wou bleift do déi vill beschwueren traditionell Partnerschaft a Wäertegemeinschaft, déi transatlantesch, déi soss esou gären eropbeschwuer gëtt?

No dem Austrëtt aus dem Paräisser Klimaabkommis, no dem Austrëtt och aus dem Atomabkommis mam Iran féiert den Donald Trump also seng Politik monter weider, fir sech eigentlech progressiv aus dem Multilateralismus an den internationale Relatiounen ze verabschieden. An et freet ee sech, wéi wäit ee sech nach ka weider an anere Froen op d'USA verloossen. Wéi steet et muer mat enger NATO? Wéi steet et muer mat anere Partnerschaften, déi iwwer Jorzéngten opgebaut goufen a gewuess sinn?

D'transatlantesch Frëndschaft huet sécherlech mat där doter Entscheedung a mat deenen Entscheedungen, déi déi leschte Méint vun den USA geholl gi sinn, schwéiere Schued gelidden. An et gesäit een eigentlech d'Enn net esou richtig vun där Spirale vun dem Auserneendriften, dat vum Donald Trump haapt-sächlech aus innenpoliteschen Iwwerleungen eraus declenchéiert ginn ass. An do wäert sech sécherlech um Sommet vun de G7-Staten elo den nächste Weekend näischt drun änneren. Deen Tweet, deen den US-Präsident geschéckt huet nom Finanztreffen vun de G7, weist ganz kloer drop hin, dass sech do keng Ännerung ze erwaarden ass.

D'EU muss also ferm reagéieren. Si muss onmëssverstandlech an eenheetlech Messagë ginn a Richtung USA. Dat heescht also, richtig eng Klo ze maache virun der Welthandelsorganisatioun, och wa mer wëssen, dass et jorelaang wäert daueren, bis do eng Entscheedung kënn, wann déi Welthandelsorganisatioun iwwerhaapt nach ka funktionéieren. Well do ass jo och eng Obstruktionspolitik, déi vun den USA iwwert déi lescht Méint do bedriwwen ginn ass.

Zweetens, Strofzell op US-Produkte aféieren, am Sënn vun enger Verhältnismëssigkeit selbstverstandlech, mä awer och vun enger kloerer Antwort. Well momentan par rapport zu den USA an hirem President Schwächt weisen, Onentschlossenheit weisen, dat, mengen ech, wär just dat Signal, wat nach géif méi lasstréppen op där anerer Säit. Dozou gehéiert och als drëtt Moosnam d'Weiderpräieren, ob eventuell Schutzmoosname néideg si fir d'europäesch Stolindustrie, wann et sollt zu enger Iwwerschwemmung vum Stolzmarkt hei an Europa kommen duerch amerikanesch Produkte.

An nëmmen eng onmëssverstandlech, eng staark Äntwert an en entschlossent Virgoe vun der EU a Konzertatioun och mat anere Länner ka vläicht Bewegung am positive Sënn an deen doten Dossier erabréngen.

Dës Entwécklung weist och, dass bilateral Handelsaccorden hir Wichtigkeet an hir Nützlichkeet hunn, méi wéi jee. Esou en Accord muss geziilt, mä awer a voller Transparenz an och mam feste Wëllen, héich internationalen Standarden duerchzesetzen, weidverfollegt ginn. D'Europäesch Union ass staark genuch, hir Positioun an esou bilaterale Verhandlung bei Handelstraitéien och kënnen duerchzesetzen.

Dës Heure d'actualité hunn ech ënner anerem och ugefrot opgrond vun deem Wunsch, deen Deeler vun de Zivillgesellschaft geäussert hunn, dass fir deen Handelsaccord mat Japan, deen elo ausgehandelt ass op de wesentleche Punkten an deen deemnächst och soll ënnerschriwwen ginn, dass mer d'Méiglechkeet och hunn, dat an der Chamber hei öffentlech ze debattéieren. Bis elo ass dat diskutéiert ginn an der zoustänneger aussepolitescher Kommissioun ënner hirem President, dem Marc Angel, wou den Ausseminister, de Jean Asselborn, a seng Mataarbechter de Kommissiounsmembere Ried an Äntwert stoungen, wat deen Handelsaccord mat Japan ugeet. An ech hunn den Androck, dass déi meescht Froen op jidde Fall, déi gestallt gi sinn, konnten eng zefriddestellend Äntwert kréien, wat deen Handelsaccord mat Japan ugeet.

Dësen Accord fält, europäesch gesinn, an d'Kompetenze vun den EU-Instanzen: vun dem Ministerrot, virun allem awer der Kommissioun,

déi d'Verhandlung gefouert huet mat engem Mandat selbstverstandlech vun Ministerrot, a schlussendlech muss deen Accord och approuvéiert gi vum Europaparlament.

National Zoustännegkeete falen direkt net an deen Accord mat dran. Firwat? Majo well dee ganz komplexen a leedege Volet vun de Schiidsgerichter eigentlech net an deem éischte Pak mat dran ass. Un deenen Dossiere gëtt weider verhandelt.

An och do, mengen ech, ass et wichtig, dass mer vigilent bleiwen. Fir d'LSAP ass et ganz kloer, dass mer do op kee Fall dierfen hanner CETA zrëckfalen an dass d'Léisung nëmmen doranner ka bestoen, dass mer en eenheetlech Schiidsgericht wäerten hu mat professionellen Riichter, déi all d'Garantië vu Kompetenz a vun Onofhängegkeet kënnen liwweren. Eppes aneschters kann net erauskomme bei deenen dote Verhandlungen.

Do wär et awer och gutt ofzewaarden, selbstverstandlech, dass den Europäesche Gerichtshaff hei zu Lëtzebuerg och nach géif am Kader vum CETA déi juristesche Froen, déi do opgeworf ginn, klären, ier et eigentlech zu engem formalen Accord op deem dote Punkt mat Japan komme kann. Et ass eis gesot ginn, dass d'Japaner éischeren an deenen traditionellen Handelsgerichter wëlle festhalen. Abee, mir sinn der Meinung, dass et keen Accord op där doter Basis ka ginn. Dat muss en eenheetlech Gerichtshaff sinn, wann ee sollt bei der Schiidsgerichtsbarkeit hei bleiwen am internationalen Handel.

Deen Text hei enthält och eng ganz Partie vu Garantien, déi jo och hefteg diskutéiert gi sinn, wéi mer eis Diskussiounen iwwer TTIP a besonnesch iwwer CETA gefouert hunn. Zu den Ängschten, déi bestanen hunn, dass déi Handelsvertrag kéint dozou féieren, dass Länner kéinte forcéiert ginn, eenzel Déngschtleeschungen ze privatiséieren, oder am Géigesaz, dass kéint verhënnert ginn, dass et zu enger Reprivatiséierung vun eenzelen Déngschtleeschungen kënn, all déi Ofsécherunge sinn an deem heiten Text, menge mir zumindest, op eng zefriddestellend Aart a Weis geléist ginn.

D'Länner aus der EU an d'EU selwer behalen och weider all Zoustännegkeeten, fir och hir Legislatiounen ze adaptéieren, ze änneren, souguer ze verschärfen, wann dat engem legitimen Interessi entsprécht a wann dat natierlech net eng verstoppte Schutzmoosnam ass, protektionistesche Moosnam ass, fir hire Commerce an hir Wirtschaft ofzesécheren.

Et ass also, mengen ech, esou, dass eng ganz Partie vun Elementer dra sinn, déi berouegen. Wat nach wie vor e Punkt muss bleiwen, wou mer hannendru mussen sinn, dat ass de Fait, dass Japan eréischt zwou vun de Basiskonventionen vun der OIT ratifizéiert huet. Fir eng drëtt soll dat deemnächst geschéien, mä d'Zil muss sinn, dass selbstverstandlech Japan sämtlech wichteg Konventionen vun der OIT ratifizéiert an dass mer si also iwwert deen Accord hei dozou drécken, dass dat soll an nächste Zäit geschéien. An do ass jo och selwer e Comité virgesinn, dee grad déi dote Fro soll och an deenen nächste Méint weider suivéieren.

De Precautionsprinzip steet am Lissabonner Vertrag, ass duerfir och weider maassgeblich fir deen heite Vertrag, well jo d'EU näischt ka maachen hei an deem Vertrag, wat konträr wär zu hiren eegenen Texten. Si ka jo net hei konträr handelen zu hiren eegenen Texten, soudass och déi dote Fro ofgesécher ass.

Eng aner kriddlech Fro, déi vill diskutéiert gëtt - ech komme gläich zum Schluss -, dat ass déi vun deenen technesche Kommissiounen, déi agesat ginn, déi, dat schéngt mer awer och elo méi kloer ze sinn, keng Decisiounsgewalt hunn, déi berodend sinn a wou muss derfir gesuergt ginn, dass déi Aarbechten do transparent sinn an dass op kee Fall déi Diskussiounen, déi do gefouert ginn, kënnen en Afloss hunn am Fong op d'Festleegung vun den Normen, déi nach wie vor nëmmen an deenen normalen, zoustänneger Gremie kënnen diskutéiert ginn.

Et ass also kloer, dass een hei net dierf elo maachen, wéi wann do keng Problemer kéinten entsto. Mir mussen weider dee ganze Prozess hei verfollegen, och a senger Applikatioun kucken, wéi da wierklech déi dote Kommissiounen funktionéieren, an derfir suergen, dass weiderhin och bei neien Accorden, well et sinn nei Opträg erausgaangen, wéi zum Beispill Verhandlungen ze féieren mat Australien, mat Neuseeland, dass do zumindest déiselwech Standarder respektéiert ginn, wéi dat hei de Fall ass, well eist Zil muss sinn a bleift och, dass mer e faire Welthandel kréien, e Welthandel,

dee konform ass zu héije Standarden am sozialen, am Umweltberäich an och am Beräich vun der Demokratie.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächste Riedner ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV, dee seng eege Fro an d'Stellungnam vun der CSV zu der Aktualitéitsstonn iwwerhëlt. Här Mosar wann ech gelift.

Débat

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Ech gi jo dann dovun aus, datt ech och zéng Minutten hei hunn, well déi zwou Saachen zesummekommen. Villmools Merci.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt emol, der LSAP-Fraktioun Merci ze soen, fir d'Initiativ vun deser Aktualitéitsstonn iwwert déi ablécklech Lag, wat d'Strofzëll vun de Vereenegte Staten op Stol an Aluminium aus Europa ugeet, geholl ze hunn.

An darselwechter Demande geet och rieds iwwert d'Handelsafkommes, wat d'EU soll mat Japan ofschléissen a wat mir iwwregens, an den Alex Bodry huet et och scho gesot, virun enger Rei vun Deeg am Detail an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert hunn. Ech wëll och direkt aleedend heizou soen, datt mir als CSV-Fraktioun dës Ofkommes ënnerstëtzen, wat iwwregens fir eis op enger ganzer Rei vu Punkte Virbildcharakter huet a wat sécherlech och als Modell fir zukünfteg Fräihandelsafkommes kann dëngen.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt iwwert dës Ofkommes mat Japan den Accès op deen enorme südostasiatesche Maart wesentlech méi einfach wäert ginn. An och duerch den Ofschloss vun deem Ofkommes wäert e gewëssenen Drock op China ausgeübt ginn, soudatt et dann och hoffentlech an Zukunft méi einfach wäert gi fir europäesch Entrepreneuren, sech kënnen a China niddereeloossen.

Doriwwer eraus ass och aussepolitisch bei den EU-Relatiounen mat Japan natierlech nach Loft no uewen. An och duerfir begrësse mir dës Ofkommes.

Här President, mä elo zréck bei d'Strofzëll, déi jo säit dem leschte Freideg effektiv gi sinn. D'USA hiewen also bis op Weideres 25% Douanestaxen op Stol- an 10% op Aluminium-importer aus der EU op. Meng Fraktioun an ech selwer maachen eis natierlech hei seriö Suergen, ganz besonnesch wat de Stolsecteur ubelaangt, wou mir jo dann als Land och direkt betraff sinn.

Ech hunn duerfir direkt eng parlamentaresch Fro gestallt, déi och dann elo de Mëtte mat der Heure d'actualité behandelt gëtt. „Behandelen“, Här President, ass iwwregens am duebele Sënn e passend Wuert, well et am Moment dem transatlantesche Patient, den USA, wirklech net gutt geet. An datselwecht gëllt am Iwwregen och fir de Fräihandel an de Multilateralismus am Besonneschen. Iwwert d'Heure d'actualité vun haut eraus muss mer nämlech feststellen, datt mer eis géigewäerteg an enger vun deene schwéiersten transatlantesche Krisen zanter dem Zweete Weltkrich befannen.

An ech wëilt dann och direkt domadder ufänken. Well ënner kengen Émstänn, Här Ausseminister, dierf dësen Handelskonflikt mat der Trump-Administratioun zu enger laangfristeger politischer Spléckung vun der transatlantescher Allianz, vun der NATO, jo, iwwerhaapt vun der Wäertegemeinschaft Weste féieren. Och wann een am Moment éischer vum „Wilden Westend“ wéi vun „Wäertewesten“ ka schwätzen!

Här President, wat ass elo déi richteg Aart a Weis, fir ze reagieren, wësend, datt en Handelskrich jiddwerengem en fin de compte wäert schueden an zu enger globaler Weltwirtschaftskrisis ka féieren? Fir esou en Handelskrich ze evitéieren, sollte mer als Europäer fir d'Alleréischte - an den Alex Bodry huet an déiselwecht Richtung plädéiert - emol e klore Kapp behalen. Och wann ech d'Roserei, ganz besonnesch déi vu Berlin a Paräis, iwwer e Frënd, deen eis friem ginn ass an dee sech wierklech zu engem Rüpel, muss ee scho bal soen, vun der Weltwirtschaft entwéckelt huet, ka verstoen, dierf een op jidde Fall net iwwerregieren. Wien d'international Bezéiungen net fir een Dag, mä fir Joren a Jorzénkten heegt a fleegt, dee muss och den Dag duerno d'Gretchenfro vun der Diplomatie beäntwerthen: Wat kënn duerno?

Wat kënn, wann d'Europäer dem Här Trump seng onerhéiert Strofmooosname géint seng eigentlech enk Alliéiert mat gläicher Mënz

wäerten zréckbezuelen a wéi geplangt also op hirer Säit nei Handelsbarrière géint den amerikanesche Whiskey, Jeans oder Orangen ariichten? Den US-President huet scho fir dese Fall mat weidere Strofzëll gedrot géint déi europäesch Autosexporter. Kënnst dës Eskalatiounsspiral emol richteg a Gang, gëtt et schwéier, sech herno dorauer ze befreien. An den Handelskrich aus der Weltwirtschaftskris vum 1929 soll eis ëmmer erëm e Beispill virun Ae sinn, wéi een et net soll maachen.

Wat sinn elo d'Alternativen? Normalerweis ginn Handelskonflikter vun de Schiidsgerichter vun der Welthandelsorganisatioun geregelt. Souwuel d'EU wéi och Kanada hu jo schonn eng Klo géint d'USA bei deser Welthandelsorganisatioun agereecht. A si weisen iwwregens ganz zu Recht drop hin, datt vun deenen amerikaneschen NATO-Alliéierte keng Gefor fir déi national Sécherheet vun den USA kann ausgoen.

Dem Trump seng Begrënnung fir déi Strofzëll ass also nëmme e Virwand, fir seng lokal an national Industrie ze schützen, wat awer manifest géint d'Regele vun der WTO verstéisst.

Allerdéngs wäert en Trump sech net nëmme mat der Handelsbibel stoppe loosse, well säi Wiesen a säin Zil si jo grad déi bewosst Regelverstéisst. Souguer wann dann d'WTO den Europäer an de Kanadier géif recht ginn, an dovunner ass emol ausgezoen, wäert den Här Trump sech kaum vun dese Riichterspréich influencéiere loosse. Well wéi huet schonn deenen amerikanesche President virun net esou laanger Zäit iwwert d'WTO geschwat? An ech zitieren: „En Desaster“, huet en d'WTO bezeechent.

An enger Welt vun der Muechtpolitik, an där d'Recht vum Stärkeren a leider net d'Stärkt vum Recht zielt, zitt ëmmer deejeinen de Kierzen, deen op de Respekt vun de Regele pocht. D'USA hu sech ënnert dem Trump deser machiavellistescher Weltusiicht ugenähert, déi de russesche President Putin scho méi laang verinnerlecht huet. An Europa an deser Diskussioun? Europa war bis elo ëmmer wirtschaftlech staark an erfollegräich, well et de Garant vun enger regelbasierter Weltwirtschaftsuerdnung war. Wann dës Uerdnung sech allerdéngs elo ënnert dem Drock vum Power Play vun de Groussmächten opléist, da brauchen d'Europäer eng nei Strategie, fir hir perséinlech Interessen ze schützen.

Dës, Här President, heescht allerdéngs net, datt Europa sech op dat perfid Spill vun engem Här Trump soll aloossen. D'Verdeedegung vun enger op gemeinsame Regele basierender Weltwirtschaftsuerdnung muss fir Europa eng vun den absolutte Prioritéite bliiwen. Dat huet och eppes mat Verlässlechkeet ze dinn. Mä d'EU muss awer och hiert ganz wirtschaftlech Gewicht duerfir vill méi staark an d'Woschuel werfen. Mat iwwer 500 Millioune Konsumenten ass den europäesche Bannemaart méi grouss wéi den amerikaneschen. A wann Europa sech eens ass, mat enger Stëmm ze schwätzen, da wäerte se souguer engem Trump seng Grenze kënnen opweisen.

Ech géif also op deem Punkt dem däitschen Ausseminister Heiko Maas recht ginn, dee gesot huet: „Déi richteg Äntwert op ‚Amerika first‘ ass ‚Europe united‘.“ Eenegekeet brauch Europa awer och, fir dem Trump mat senger Doppelstrategie ze begéinen. Eeschtens dierf d'EU net kleng bäiginn, mä muss op Strofzëll mat eegene Sanktiounen reagieren, well den Dealmaker Trump versteet beim Muechtpoker nëmme eng Sprooch: déi vun der Stärkt. An duerfir sinn och déi Moosnamen, esou wéi se vun der EU-Kommissioun decidéiert gi sinn, déi richteg.

Elong dergéintzehale kann awer och net déi eenzeg Äntwert sinn. Gläichzäiteg mussen d'Europäer den USA eng Offer maachen an op hirer Säit parallell d'Äntwert senken, wou si iwwert deenen amerikanesche fir Produkter aus der EU leien. An den Handel mat Autoen ass eigentlech hei en exzellent Beispill. Déi wirtschaftlech Konsequenze vun esou enger Offer sinn iwwregens och verkraftbar fir d'Europäesch Union, och, an dat wësse mer alleguer, fir déi franséisch Autosindustrie, déi sech jo natierlech haaptsächlech géint esou eng Zort vu Moosname wäert wieren. Dës Moosname sinn op jidde Fall vill méi geréng wéi de Schued, deen duerch en onkontrolléierten Handelskrich entstoe wäert.

Esou en Ofbau vun Douanestaxen an engem Handelskrich ass a sech déi richteg Äntwert, fir d'Spiral vum Schreck ze brieche. An dës wär zugläich a staarkt Signal, Här President, géint de Protektionismus a fir de Fräihandel. Hei kënn, Här President, den Europäer déi al Liewensweisheet entgéint, datt ee sech am Liewen ëmmer e puermol begéint. Mat anere Wieder: lergendwéini wäerten d'USA och erëm op Europa ugewise sinn. Zum Beispill, wann et drëm geet, eng gemeinsam Strategie

géint d'Dumpingpraktike vu China duerchzesetzen.

Zur Debatt wäert awer och déi ganz Diskussioun eng Kéier kommen iwwert den Déifstall vun den Droit-intellektuellen, wat alles Verstéisst géint d'WTO-Regelen duerstellt, iwwert déi sech an deem Fall Amerikaner an Europäer gemeinsam opreegen. Wann hei d'Amerikaner wëllen e bëssen de chineesesche Koloss bewegen, ass den Här Trump op d'Hëllef vun Europa ugewisen.

Schlussendlech, Här President, muss Europa awer weider gedéleg um Multilateralismus festhalen, well d'Welt vum 21. Jorhonnert dierf net an d'Zäite vu Bilateralismus, Unilateralismus, Protektionismus oder souguer vun engem regelrechte Chaos zréckfalen.

Et ass also an der Welthandelspolitik wéi am richtige Liewen: Et gëtt kaum eppes, dat esou negativ ass, datt et net och iergendwéi eppes Positives huet. An deem Fall dat, datt Europa erëm méi enk zesummerékelt! Dës ass jo schonn eng Konsequenz aus dem Brexit-Prozess. Den Handelskonflikt mat den USA kann dës Dynamik weider verstärken. Wa mir et also géife fäerdegbréngen, datt en nei vereentent Europa grad a schwierigen Zäiten och erëm mat enger staarker Stëmm an der Welt géif schwätzen, wäere mir als Europäesch Union e gutt Stéck virukomm.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här André Bauler fir d'DP.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schéngen eréischt um Ufank vum Trump-Poker ze sinn. Mam Här Trump ass jo eppes sécher: nämlech, dass näischt sécher ass.

Stroftaxe sinn ëmmer e Schlag an d'Gesicht vun all deenen, déi fir e fräien a fairen Handel plädéieren. Dës Politik schuet eendeiteg der westlecher Welt. D'USA verlossen net nëmme de bewäerte Kader vun der WTO, den Här Trump klëmmt och aus dem G7-Modell, wéi en zu Zäite vun Helmut Schmidt, Giscard d'Estaing a Gaston Thorn exzellent fonctionnéiert huet, eraus. Dese Modell stoung bis ewell fir de fräie Welthandel. Mat sengen Entscheedunge verléisst den Här Trump domat bewosst e System, dee fir Wuulstand an der westlecher Gemeinschaft, mä net nëmme den, gesuergt huet an dës och staark gemaach huet.

Stroftaxe sinn dacks en Zeeche vu Schwächt. Wann een et verschlof huet, fir en Deel vu sengen Industrien ze moderniséieren, fir um Weltmaart mathalen ze kënnen, da gräift een an déi bewäert Wullkëscht vun den Taxen oder technesch oder hygienesch Virschreften, fir anere Länner den Zougang op den nationale Maart méi schwéier ze maachen.

Den Här Trump ass op deem Wee. Et ass awer de falsche Wee, well e wäert domat d'Wirtschaftskraaft vum Weste schwächen an e wäert senger eegener Ekonomie keen Déngscht leeschten. An Handelskrich, deen eng Eskalatiounsspiral ausléise géif, schuet um Énn jiddwerengem, den Europäer an den Amerikaner. An zu de Verléierer gehéieren zu allem Iwwerdross och nach déi aarm Länner, déi et nach méi schwéier kënnen kréien, fir en Zougang op e Maart am OCDE-Raum ze kréien.

D'USA an d'EU sollten awer en engem Strang zéien a sech net bekriechen. Dat schuet de Konsumenten op béide Säite vum Atlantik. D'DP bedauert net nëmme dese Wee, mä ënnerstëtzt och all Initiativ, fir dës Mesur bei der Welthandelsorganisatioun unzefechten. D'Amerikaner hu sech meeschtens kooperativ gewisen, och den George Bush Junior hat am Ufank vun deem Jorhonnert séier agelenkt, wéi hie gemierkt huet, dass d'EU-Moosname vun deemools verschiddene vu senger Wahlkreesser geschuet hunn.

Här President, et ass richteg, dass d'EU elo an deem Handelssträit net aknéckt. D'Taxen op landwirtschaftleche Produkter wéi Gromperen an Tomaten treffen de ländleche Raum an Amerika, deen éischer republikanesch stëmmt. Wien Harley-Davidson-Motorrieder mat méi héijen Douanestaxe beleet, dee strooft de Wahlkrees vum Paul Ryan. A wie Bourbon Whiskey aus dem Kentucky, der Heemecht vum Majoritéitsleader am Senat, mat méi héijen Douanesteieren taxéiert, deen trifft alt nees e Republikaner. Dat Ganzt kléngt natierlech kantereg. Ma wann een net aneschtens kann oder wann et net aneschtens geet, da muss een et ebe spieren.

Sécherlech gëtt et Ongläichgewiicht an der Taxatioun vun de Wueren. D'DP ass och der Meenung, dass een dës soll ofbauen. D'Taxe sollen aus eiser Siicht generell ofgebaut ginn, vu sämtleche Wueren. Aus der EU si 50% an den USA net besteiert, ëmgekéiert sinn ongeféier 28% vun de Wueren aus den USA an Eu-

ropa net besteiert, an et ginn op deenen och keng Douanestaxen opgehuewen. Op dës Ongläichgewiicht hinzeweisen ass legitim. Mä d'Aart a Weis, wéi dem Här Trump seng Regierung dat elo mat der Erhéijung vun den Taxen op Stol- an Aluminiumprodukte mécht, ass inakzeptabel a muss condamnéiert ginn. An eent steet fir d'DP och fest: Mat de Muskele spillen, wéi den Här Trump dat elo mécht, kënn vläicht gutt bei senger Wieler un, mä wäert sécherlech de Fond vum Problem net léisen.

Zum Schluss kann ee Folgendes festhalen: Et gëllt, eng Eskalatioun an en Handelskrich ze vermeiden. D'EU muss an deser Matière zesummenhalen a staark oprieden. Effektiv, dat Gutt un der Situatioun ass, dass d'EU sech zesummerappe muss, fir géent no baussen opzotrieden, virun allem vis-à-vis vun engem Trump, deen e knallhaarde Geschäftsmann an alles anescht wéi en Diplomat ass, dee léiwer pokert a launesch optrëtt, wéi sech direkt a fair op fair, oppen, multilateral Gesprécher anzeloossen.

Dem méiglechen Handelskrich kann een awer eppes Positives ofgewannen: E wäert d'Europäer éischer zesummeschweessen. Zesumme muss mer verhënnern, dass op eis erëmgetrampelt gëtt. D'Zil muss et duerfir sinn, fir d'Problemer um Verhandlungsdësch ze léisen, op Aenhéicht. Et ass jo net, wéi wann d'EU net verhandlungsbereit wier.

D'Zil muss och ëmmer de fräien Handel mat héije Standarden an oppene Weltmäert sinn. En Handelskrich wiergt déi wirtschaftlech Entwécklung of an trëfft virun allem déi Schwaach an onser Gesellschaft. Eng Handelskrichrhetorik wëllt leschten Enns keen. An duerfir heescht et, no der Opreegung vun de leschten Deeg esou séier wéi méiglech un de Verhandlungsdësch zréckzekéieren, fir d'Ongläichheeten ze behiwen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Henri Kox fir déi gréng.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Fir d'Éischt emol Merci och fir d'Initiativ. Och wa fënnf Minutten net vill sinn, esou erlaabt et awer, kuerz nach eng Kéier eis Position vun deene Gréngen zum internationalen Handel ze erklären.

Als Éischt: D'Welt an d'Europäesch Union bräichten eiser Meenung no eng ganz aner, eng nei Generatioun vun Handelsafkommessen. Si brauchen Handelsafkommessen, déi den Umweltschutz an d'sozial Kritären op déi alleréischte Plaz stellen, fir d'Klimaziler, d'sozial Gerechtegkeet och anzehalen. Si brauche fräi Handelsafkommessen, déi op demokratesche Grondprinzipie berouen. A si brauchen Handelsafkommessen, déi déi nohalteg Entwécklungsziler vun de Vereenten Natiounen nach méi eescht huelen. Si brauchen Handelsaccorden, déi de Mensch an de Mëttelpunkt, virun d'Interesse vu grouse multinationale Gesellschaften, setzen.

déi gréng stinn emol fir d'Éischt fir e Multilateralismus, wéi schonn e puermol hei erwänt. Mä mam Begrëff „Fräihandel“ selwer hu mer schonn um Begrëff e Problem, well et geet ni just em Fräihandel. Handel léisst sech net isoléiert vun allen anere gesellschaftleche Contrainten oder Besoine kucken, sief et déi sozial Normen oder d'Émwelt an de Klima, haut ëmsou méi de Klima, d'Klimaproblematik. Déi Standarde sollen an d'äerfen net ausgehiewelt ginn, wou de Fräihandel da soll iwwer allem stoen, inklusiv eegene Gerichtsbarkeeten, wat jo awer ee vun de gréisste Problemer duerstellt. Mä d'Fräihandelsaccorde sollen dofir e Mëttel an net onbedéngt e Selbstzweck duerstellen. Fräihandelsaccorde sollen zu Léisunge vu Problemer bäidroen, do sollen de Mensch an d'Gesellschaft insgesamt profitéieren an net just d'Kapital an déi grouss Firmen. Dofir wär de Begrëff éischer einfach op Handelspolitik ze beloossen, anstatt ëmmer de fräien Handel an de Mëttelpunkt ze stellen.

Dofir hu mer an der Vergaangenheet besonnesch d'EU-Handelspolitik méi kritesch belicht, besonnesch wat den TTIP ubelaangt, awer och, wat de CETA ubelaangt. Ech kommen herno nach eng Kéier kuerz drop zréck.

D'EU mécht eng ganz Rei vun Handelsaccorden, oder et sinn der ënnerwee, ech mengen 33, et sinn der en attente, et sinn der an der Iwwerschaffung, an ech mengen, 19 sinn der elo konkret an de Verhandlungen, an de Leschten - ech kommen och do drop zréck - ass dee mat Japan.

Vläicht nach eng Kéier déi véier Hauptgeforen, déi mir gesi bei deenen Handelsaccorde vun der Vergaangenheet. Dat ass éischters d'Transparenz oder oft d'Ontransparenz, wat zu villen

Opreegung gefouert huet, d'Verwässerung vum Rechtsstat, sief et am Recht an och op den Institutionen, an dann d'Gefor vun de Schiidsgerichter.

Vläicht just als Erënnerung zu de Schiidsgerichter: A sech si se jo agefouert ginn, well Investisseuren a Länner gaange sinn, wou éischters d'Korruptioun ganz grouss war oder eng wackelig Justiz do war, fir eben eng Garantie ze hunn a sech selwer hir Gerichtsbarkeit ze ginn. Tëschtent demokratesche Länner, mengen ech awer, wéi Lëtzebuerg - Kanada a Lëtzebuerg - Japan oder der Europäescher Unioun an deene Länner, misst et eben en anere System wéi just grad déi Schiidsgerichter ginn.

An zum Schluss: Eng véiert Gefor ass, dass multinationale Entrepreneuren op d'Gesetz an d'Reglementer awierken.

Dofir dräi, véier Proposen: Transparenz, ganz wichteg! Dann eben, wéi virdu an och scho vum Här Bodry gesot, d'Gerichtsbarkeit! Wann se agefouert gëtt, da muss se ganz transparent sinn, natierlech onofhängeg a méiglechst och mat héich qualifizéierte Richter ausgestatt. D'Reglementierung vun Ëmwelt- a soziale Standarden ass gradesou wichteg. An: multilateral viru bilateral. Dat ass, mengen ech, och scho virdu emol gesot ginn.

Vläicht zum Trump: Et ass jo virdu vill dorwäert gesot ginn. Och Lëtzebuerg wäert dorënner leiden, besonnesch wann et em de Stol geet, well mer do ganz héichwäerteg Produkter hunn, déi betraff sinn. An ech géif gärden hei en Zitat vum Här Bütikofer, engem gréngen Europapolitiker, soen. Hie seet: „(...) die Ausrède, es gehe hier um Amerikas nationale Sicherheit. Eine starke Wirtschaft sei gut für die nationale Sicherheit, behauptet er. Tatsächlich heißt die amerikanische Botschaft: Recht soll sein, was den USA passt.“ Also dat kann et net sinn! An hie seet ganz kloer: Mir müssen eis wieren! Dat kënne mir nëmmen ënnersträichen. Awer mir müssen eis géenegen wieren, dat heescht, net mat Queeschschëss, déi awer ënnert den europäesche Länner de Moment de Fall sinn.

Et kann och eng nei Chance gi fir d'Europäesche Unioun - dat ass virdu vum Här Mosar an och vum Här Bodry scho gesot ginn -, wann ee wirklech eng Koalitioun mat Länner ageet, fir de Multilateralismus kënnen duerchzuführen, fir och kënnen Drock opzebauen, wann een Alliiierter huet, sief et an Asien, an Afrika an a Südamerika.

D'Zäit leeft mer leider elo scho fort. Ech wëll awer och nach zwee Wuert zum JEFTA soen, zum Accord mat Japan. Effektiv hate mer eng ganz konstruktiv Reunion de leschte Freideg, wou eng Rei Kritike konnten entschärfert ginn. Et bleift awer, oder ech muss soen, dass d'Schiidsgerichter jo erauskomm sinn, an dat wëll ech och der Zivillgesellschaft eng kéier soen, dass et awer wichteg ass, sech anzubringen. An dat huet och derzou gefouert, dass souwuel wat am TTIP ganz kritesch war wéi och am CETA, dem Accord mat Kanada, wat zu deene Schiidsgerichter problematesch war, wat schlisslech um Geriicht lant, dass dat och hei erausgeholl ginn ass (veuillez lire: dass d'Schiidsgerichter dofir hei erausgeholl gi sinn). Mä och do d'Gefor: Wat kënnt elo? An do kann den Här Minister eis vläicht eng Äntwert drop ginn, wat dann do als Konsequenz ze gesi wär.

Et géif nach aner Punkten ze soen, besonnesch, wat déi regulatoresch Kooperatioun ubelaangt. Vläicht do just ee Punkt, an dat war de leschte Freideg och an der Kommissioun esou gesot ginn, de Principe de précaution: Dat wär awer wichteg, wann de Minister dat nach eng kéier méi offensiv no bausse géif verdeedegen. Wann dat esou ass, dass deen ëmmer géllt, och bei Importprodukter, déi mer aus anere Länner kréien, dann, mengen ech, ass awer eng grouss Suerg vun der Zivillgesellschaft domadder aus dem Wee, well et ass keng Ennerhielegung vu Standarden, déi an der Europäescher Kommissioun (veuillez lire: Europäescher Unioun) sinn, domadder passéiert.

Ech sinn um Schluss, scho wäit iwwerzunn, dofir Merci fir d'Nolauschteren.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Kox. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härn, mir soen der LSAP Merci, fir d'Initiativ fir dës Debatt hei ze huelen. Mir waren awer e bësse verwonnert, well mer u sech déi Problematik hei scho viru e puer Wochen diskutéiert haten, an ausser dat dat agegratt ass, wat ugekënnegt war, gouf et eigentlech elo keen neit Element, wat dat hei elo justifiéiert hätt.

Mir wëllen awer, wann d'LSAP hei déi Initiativ hëlt, eng Feststellung maachen. Hei seet de Vertrieder der LSAP: „Mir müssen dat och hei am Parlament diskutéieren.“ Mä gläichzäitig sinn et och déi europäesch Sozialisten, déi op europäeschem Plang dorobber hiwieren, dass u sech d'Decisioun iwwert d'Fräihandelskommissionen ëmmer méi an d'Europaparlament verlagert gëtt an net méi den Accord mixte, deen och den nationale Parlamenten virgellecht gëtt, an där Form respektéiert gëtt. Ewell si mer jo schon op deem Punkt, dass mer solle getrennt Accorden hunn, wou de Gros am Europaparlament ratifizéiert gëtt an nëmme verschidde Rechtsdeeler, wou wirklech reng national Kompetenz sinn, dann an engem Accord séparé vun den nationale Parlamenten sollen ofgeseent ginn, dat an der Folleg vum Singapur-Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff.

Dat ass eng Perspektiv, déi mir als ADR net deelen, well mir soen: „All déi Aspekter betreffen natierlech och déi national Parlamenten, a mir wëllen eis net an eise Rechter als Chamber beschneide loosse!“ Et ass eng Entwécklung, déi komm ass notamment opgrond vun deem, wat am wallounesche Parlament geschitt war.

Eng zweet Bemierkung: Et war verwonnerlech fir eis, der CSV hei nozelauschteren. Déi éischt fënnf Minutten waren anti-Trump, déi nächst fënnf Minutten waren eppes ganz aneres. Do huet den Här Mosar hei zu Recht gesot: „Mir müssen och mat den USA Allianz sichen.“ An et gëtt effektiv Beräicher, wou mir vill ze vill iwwertaxéieren als Europäesche Unioun. Et ass also net eng arbiträr Decisioun vun den Amerikaner, wéi dat dacks duergestallt gëtt, mä och si hunn Ursache fir Doleancé géintiwwer der Europäescher Unioun. A mir solle géintiwwer eisen amerikanesche Partner déi Eierlechkeet hunn, och de Balken an eise An ze gesinn - fir dat ze zitieren -, an net nëmmen d'Spläiter an hirem An.

Et ass och vläicht der CSV an Erënnerung ze ruffen, wa si seet, den transatlantesche Partner wär dee Kranken - ech hu geduecht: „E schwätzt elo vun Europa“, mä neen, den Här Mosar huet sech op d'USA bezunn -, mä et wär vläicht Zäit, dass d'CSV mierkt, dass dat Europa, vun deem si ëmmer schwätzt, an där Form iwwerhaapt net méi existéiert! Mir hunn de Brexit, Italien, och e groust Land, mécht elo eng aner Politik, Spuenien huet intern riseg Problemer, Polen huet aner Iddien iwwer Europa, Eisträich, Ungarn, ee Land nom aneren. Ass et dann nach logesch, ass et nach realistesch, ass et politesch nach am Sënn vum Méiglechen, esou ze maachen, als hätte mer eng eenheetlech europäesch Interessellang vis-à-vis vun den USA? Mir hunn dat net. An dat ass eng Erausforderung, och fir déi Lëtzeburger Diplomatie, mat Realitéiten ze schaffen an net mat Wonschdrem, déi viru 20 Joer vläicht nach hir Berechtigung haten.

Dann, wat de Fong ugeet, muss mer och ganz kloer gesinn, dass mir als Europäer Interessi hätten, net nëmmen, fir dat erëm richtig ze maachen, wat mer vläicht falsch gemaach haten, mä och an den Amerikaner Alliiierter ze gesinn, fir déi Problemer, déi mer mat China hunn, ze léisen. Mir wëssen dach aus eiser industrieller Geschicht, aus der Geschicht vun eisen Handelsbeziehung mat China, dass och mir Problemer hate mat der Propriété intellectuelle, mat dem Patentschutz. Alles dat kenne mer dach. Mir kennen et och aus der Geschicht vun eiser Stolindustrie.

An déi Doleancen, déi d'Amerikaner géintiwwer de Chinesen hunn, dat sinn dach och eis. An ech mengen, amplaz dass mer eng kënschtlech Rivalitéit oder eng feindschaftlech Stëmmung hei opkomme loosse, sollte mer net nëmmen eng fair a korrekt Verhandlung féieren iwwert déi Problemer, fir se ze léisen, mir sollten och an den Amerikaner Partner gesinn, fir déi strukturell Problemer, déi esou vill Länner hunn, notamment mat China, ze léisen. China ass e Land, wat nach ëmmer keng onofhängeg Justiz kennt. Den Investoreschutz a China ass fir eis wichteg, esou wéi e fir d'Amerikaner wichteg ass. Da loosse mer dat mat hinne zesummen upaken!

Dann ass et eng Fro vun der nationaler Sécherheet. De President Trump hat erkläert, firwat et eng Fro vun der nationaler Sécherheet ass, dass déi amerikanesch Stol- an Aluminiumindustrien esou vill Problemer hunn. An et erkläert och d'Kritik vun dem President Trump zum Beispill géintiwwer enger NAFTA, well d'USA eng ganz Rei vun Delokalisatiounen vu gesonde Betriber a Mexiko haten, a Kanada haten, Aarbechtsplaz verluer haten duerch de Fräihandel, eng vun deenen Ursachen, firwat de President Trump iwwerhaapt gewielt gouf. Ech mengen, et muss een déi Komplexitéit an d'Realitéit vun der Situatioun einfach emol objektiv analyséieren, amplaz hien unzekloen, Alliiierter am Stéch ze loosse oder elo wëllen

aus dem Multilateralismus erauszeklappen. Well, loosse mer dach éierlech sinn: De Multilateralismus ass eppes, wou mir zu Recht drun hänken, mä de Multilateralismus ass och eppes, wat net ëmmer esou gutt fonctionnéiert huet, wéi et soll.

Ech soen eng lescht Bemierkung zu eise gréngen Frënn. Dee gréngen Vertrieder kënnt heihinner a seet, u sech wäer se net fir de Fräihandel!

(**Interruption par M. Henri Kox**)

Mä ech wëll awer deene Gréngen soen, dass déi ganz Lëtzeburger Prosperitéit vun deene leschte Joren opgrond vun engem Fräihandelsafkommen opgebaut gouf, wéi et soss keent an der Welt gëtt! Dat heescht, de Bannekaart an der Europäescher Unioun, d'Liberté de circulation des biens, des personnes, den Dénegschleeschungen, dat ass Fräihandel. Dat ass dat, wou déi Gréng och all Dag dervu profitéieren, an eist ganz Land. Wann elo eng Partei heihikent a seet: „Mir si géint de Fräihandel!“, hei zu Lëtzebuerg, da froen ech mech awer: Wat versteet déi gréng Partei vu Wirtschaftspolitik? Iwwerhaapt näischt!

Ech soen lech Merci.

(**Interruptions**)

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Oh mäi Gott!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Nächste Riedner ass den Här Marc Baum fir...

(**Brouhaha**)

...déi Lénk. Kolleginnen a Kollegen, de Marc Baum huet ugekënnegt...

(**Brouhaha**)

Wann ech gelift! Den Här Baum huet ugekënnegt, dass hien eng Motioun géif deponéieren. Wann Der dermat d'accord sidd, da kann hien dat elo direkt presentéieren, da géife mer bei der Riedezäit deem Rechnung droen, soss misst hien nach eng kéier eropkomme fir d'Motioun.

(**Interruption**)

Sidd Der domat d'accord, dass mer dat an engem Jet maachen?

(**Assentiment**)

Merci. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Merci, Här President. Ech hunn där Aktualitéitsdebatt, déi d'LSAP gefrot huet, deenen enzelnen Intervenanten ganz intensiv nogelauschert. An et gëtt awer schon e Paradox an der Argumentatioun, fannen ech. Engersäits gëtt vu praktesch jiddwerengem zu Recht kritiséiert, dass den amerikanesche President ewechgeet vun engem Konzept vu Multilateralismus an ëmmer méi just déi eegen Interessen an de Vierdergrond wëllt stellen, ob dat am Ëmweltberäich ass, wat d'COP21 ugeet, ob et de Welthandel ugeet, wou d'Amerikaner ufänken, d'OMC ausbluden ze loosse. An op där anerer Säit ass an darselwechter Heur d'actualité e bilaterale Accord tëscht der Europäescher Unioun a Japan, dat heescht, d'Europäesche Unioun wierkt hei an deem JEFTA-Accord och net multilateral, mä bilateral.

Här President, et ass elo annerhalft Joer hier, dass d'Leit hei zu Lëtzebuerg zu Dausende géint e Fräihandelsaccord op d'Strooss gaange sinn. Net nëmmen hei am Land, mä a ganz Europa huet d'Bevëlkerung sech 2016 massiv mobiliséiert, fir d'Eischt géint den TTIP an duerno géint de CETA.

All dës Leit, kritesch, engagéiert Bierger, Gewerkschaften, Sozial- an Ëmweltverbänn, Konsumentenschutzorganisationen an ONGe waren a sinn net géint den Handel, obwuel se sech de Virwurf ëmmer erëm hu misse gefale loosse. Si hu sech zesumme gewiert géint eng Zort Fräihandelsaccorden, déi hanner zouenen Diere verhandelt gi sinn an déi kuerzfristeg Profitinteresse vu grouse Multinationallen iwwert déi legitimem sozial, demokratesch an ekologesch Bedenke vun der Bevëlkerung stellen. Si hu sech zesumme gewiert géint Fräihandelsaccorden, déi op internationalem Niveau fir eng verschärfte Konkurrenz tëscht de Populatiounen stinn an net fir eng gestärkte Kooperatioun.

Déi Manifestatiounen waren duerfir och net einfach just „dergéint“. Et war viru allem en Opruff un d'Politik, sech fir Alternative staarkemaachen, Weeër ze siche fir eng aner Handelspolitik, eng Handelspolitik, déi op Transparenz opbaut an op Consultatiounen, eng Politik, déi de sozialen Zesammenhalt an de Respekt viru der Ëmwelt als verbindlech Zil ugesäit an net als lästeg Hindernis.

Här President, haut, annerhalft Joer duerno, muss ee feststellen, dass dës Leit scheinbar net gehéiert gi sinn. Mir hunn elo e weideren Accord mat enger grousser Handelsmuecht virleien, mat Japan an deem Fall, deen exakt op deemselwechte Modell berout wéi TTIP oder

CETA a wou schon nees dee ganzen Inhalt op d'Interète vu Multinationallen ausgeriicht ass.

An et féint een déiselwecht problematesch Konzepter wéi beim CETA erëm. Et geet em d'reglementaresch Kooperatioun an, domadder verbonnen, d'Gefor vun engem „standstill“, dass esou vill Akteure kënnen transnational hir Avisen ofginn, dass sech enzel Länner respektiv d'Europäesche Kommissioun bal net méi trauen, nach selwer d'Standarder weider an d'Luucht ze setzen. Et sinn déiselwecht Konzepter vun der Liberaliséierung vun de Services unhand vun Negativlëschten an et sinn déiselwecht Konzepter vun der Liberaliséierung vun de Marché-publicken a vun de Kapital- a Finanzflëss.

D'Schiidsgerichter, an dat stëmmt, sinn hei provisoresch ausgeklamert, mä si sollen an enger zweeter Etapp nokommen. An et kann ee just déi allergréissten Hoffnung ausdrécken, dass dat net privat Schiidsgerichter sinn, mä dass dat effentlech Richter sinn, déi do wäerten zesumme mat Japan ausgehandelt ginn, an dass d'Europäesche Unioun do an hirer Haltung staark bleift.

Et sinn, no den Erfahrung vum TTIP a CETA, grouss Versprieche gemaach ginn a Saachen Transparenz. Mä ech muss lech soen, dass mir als Deputéiert an deem ganze Verhandlungsprozess guer net involvéiert waren, gradesou wéi d'Bierger dobaussen och net informéiert waren dorwäert, am Géigesaz zu groussen Industrieverbänn, déi an Honnerte vu Reunionen iwwer alles informéiert gi sinn, wat mer jo elo nach kierlech confirméiert kruten.

Am Dezember d'lescht Joer gouf den Accord finaliséiert. Mä eréischt zanter sechs Wochen, also zanter dem 18. Abrëll dëst Joer, ass déi konsolidéiert Fassung um Site vun der Kommissioun ze fannen, en Dokument, wat awer ëmmerhi mat de jeeweiligen Annexen 1.500 Säite laang ass a wat den 23. Juni, also an emol net dräi Wochen dann, vun der Regierung soll ënnerschriwwen ginn.

Mir mengen, dass do de Constat awer sans appel ass, näämlech: Amplaz sech mat de berechtigte Suerge vu Biergerinnen a Bierger ausenarzesetzen an iwwer Inhalter ze schwätzen, gëtt weidergemaach wéi virdu.

An der Kommissioun den 1. Juni, effektiv an enger vun zwou Kommissiounssitzungen, hu Vertrieder vum Aussenhandelsministère Äntwerte ginn, Äntwerten op Froen, déi mir als Lénk och schrëftlech eraginn hunn. A mir hu sécherlech Äntwerte kritt, mä ech géif awer zumindest fir eis Säit behaupten, dass se eis op jidde Fall net honnertprozenteg zefriddestelle konnten.

Duerfir, Här President, deposéieren ech hei am Numm vun der Lénker eng Motioun, déi d'Regierung opfuert, dësen Accord den 23. Juni net ze ënnerschreiw. Wann ech gelift.

(**Motion 1**)

La Chambre des Députés,

considérant

- que les négociations entre la Commission européenne et le Japon sur la mise en place d'un accord de libre-échange ont débuté en 2013 et ont été finalisées le 8 décembre 2017;

- que les membres de la Chambre des Députés, ainsi que le grand public, n'ont pu prendre note du texte final consolidé de près de 1.500 pages qu'à partir du 18 avril 2018;

- que le Conseil est invité à donner son accord pour la signature de l'accord JEFTA le 23 juin 2018;

- que la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés a uniquement été informée de manière très succincte du contenu du traité dans deux réunions (le 25 mai et - sur demande de déi Lénk - le 1^{er} juin) et qu'aucune analyse détaillée des articles n'a été menée au sein de cette Commission parlementaire;

- que l'accord va loin au-delà d'une simple réduction des obstacles tarifaires pour comprendre entre autres une libéralisation des services, de l'investissement, du commerce électronique, de la circulation des capitaux, des modes de paiement ou des marchés publics, ainsi que des dispositions de longue portée sur entre autres la coopération réglementaire, la gouvernance des entreprises ou la propriété intellectuelle et que par conséquent une analyse approfondie s'impose;

- qu'aucune étude d'impact de cet accord sur le Luxembourg n'a été réalisée et que les études d'impact de la Commission européenne, portant sur l'ensemble de l'Union européenne, présentent des déficiences méthodiques ostensibles;

- que le résultat des négociations JEFTA ne se différencie que très peu de l'accord CETA avec le Canada qui a fait l'objet d'une forte contestation de la part de la société civile luxembourgeoise et notamment des syndicats et des organisations environnementales, sociales et de développement;

- que toutes ces organisations réunies au sein de la plateforme «Stop TTIP & CETA» s'expriment en défaveur de l'accord de libre-échange JEFTA;

- que le résultat des négociations JEFTA a été fortement influencé par les lobbies industriels et que les craintes par rapport à un affaiblissement des normes sociales et environnementales n'ont pas pu être dissipées;

- que tout accord de libre-échange bilatéral mine les efforts de renforcer le cadre commercial multilatéral et mène à une déviation du commerce au détriment de pays tiers et notamment des pays en voie de développement;

invite le Gouvernement luxembourgeois

- à refuser au Conseil son consentement à la signature de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon (JEFTA).

(s.) Marc Baum, David Wagner.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*). - An der parlamentarescher Kommissiounssëtzung vum 1. Juni hunn d'Beamte vum Aussenhandelsministère zum Deel dat bestätegt, wat mir gefaart hunn. Et gëtt näamlech keng Impaktanalys op déi Lëtzebuurger Wirtschaft. Et konnt emol net graff gesot ginn, wéi eng Secteure vum eiser Économie am meeschte géife profitéieren, geschweige dann, wéi eng riskéieren enner Drock ze geroden, mä et ass ganz allgemeng gesot ginn: „Esou Accorde sinn ëmmer gutt fir déi ganz Économie!“

An dat ass awer schonn erstaunlech, wa Lëtzebuerg elo awer mat deem JEFTA-Accord Deel vun der weltgréisster Fräihandelszon soll ginn, weltgréisst Fräihandelszon no deenen Accorde vun der neier Generatioun.

Am Kader vun den Debatten hei am Haus iwwer CETA ass den Aussenhandelsminister net midd ginn ze ennersträchen, datt mer bei CETA an engem ganz anere Film wäer wéi beim TTIP, notament wat d'sozial Rechter ugeet, well Kanada, am Géigesaz zu den USA, déi zentral ILO-Aarbechtskonventionen ennerschriwwen hätt. Mir gesinn awer elo hei bei Japan, datt zwou vun deene véier Kärkonventionen net ennerschriwwen sinn. An doropshi gëtt eis dann an där Kommissioun gesot, datt wär awer net schlëmm, well Japan géif sech engagieren, dat nozehuelen. Mä genau dat doten Engagement, dat och zum Deel am Accord steet, ass alles mä net verbindlech. Et ass eng reng „Goodwill-Erklärung“, am Géigesaz zu anere liberalen Dogmen, fir déi et verbindlech Regele gëtt.

Här President, et gëtt ee ganz dacks an Debatten iwwer esou Fräihandelsaccorden d'Gefill net lass, datt jiddwereen, deen déi aktuell Handelspolitik e bësse méi nuanciert gesäit, entweder als nationalistesche Protektionist ofgestempelt gëtt, souzesoen als eng Zort Trump-Unhänger, oder awer als hoffnungslosen Utopist.

Mir mengen awer, datt déi Dausende Leit, déi op d'Strooss gaange sinn, och all déi Organisationsen, déi se vertrauen hunn - an et brauch ee se net opzezielen, si sinn nach ëmmer regruppéiert an där Plattform -, weder Nationaliste sinn nach Protektionisten an och net Utopisten, mä et si Representanté vum der Lëtzebuurger Zivilgesellschaft. An ech denken, et wär gutt gewiescht, déi Bedenken och seriö ze huelen.

Ech mengen, datt se ofzestempelen e grouse Feeler wär, well esou eng Approche wär stellverriedend fir eng Politik, déi d'Suerge vun de Biergerinnen a Bierger ignoréiert an déi onfäeg ass, sech kritesch mat deenen dominante wirtschaftlechen Dogmen auserneezenesetzen.

Här President, als Lénk si mir fir Handel, mir sinn och fir fräien Handel. Mä dat, wat haut enner fräiem Handel verstanen gëtt, datt ass en Handel ouni Regelen. Mir mengen, datt mer staark Regele brauchen. Mir brauchen eng Handelspolitik, déi mat de Bierger fir d'Bierger entsteet, eng Handelspolitik, déi de sozialen an ekologesche Fortschritt promouvéiert, eng Handelspolitik déi op Multilateralismus an net op Bilateralismus opbaut an d'Kooperatioun sicht amplaz eng verschäerft Konkurrenz tëschent de Länner. Mir brauchen och eng Handelspolitik, déi net per force Handelsiwwerschëss op d'Käschte vun anere Länner pro-

duzéiert, mä eng harmonesch Entwécklung an den internationale Bezéiunge promouvéiert.

All dëst fanne mir awer an deem Accord mat Japan net erëm. Ganz am Contraire, mir mengen, deesen Accord geet alt nees an déi falsch Richtung. Duerfir fuerdere mir d'Regierung och dréngend op, deem Accord zu Brüssel net zouzestëmmen. Net well mer als Lëtzebuurger géint den Handel sinn, mä well mer géint des Handelspolitik vun der EU-Kommission sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*). - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och. Domat si mer um Enn vun eiser éischter Ronn. An déi zweet Ronn, déi ass elo um Ausseminister, dem Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.* - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, also ech mengen, mir sinn trotzdeem domadder d'accord, dass déi Tensionen, déi mer elo erliewen, eigentlech d'Konsequenz si vun enger Position an Amerika, déi sech total ennerscheet vun deem, wat Amerika vum Enn vum Zweete Weltkrich u bedeit huet. Amerika huet de System vum Fonds monétaire international mat opgebaut, de GATT-Agreement. D'Amerikaner waren ëmmer déi grouss Promoteure vum fräien Handel, och an der OECD, a mir gesinn elo e Revirement, wat zimlech kategoresch ass.

Mir däreferen natierlech d'Aen elo net zoumaachen. An do hu verschidde Kolleegen hei recht, wann een d'Konsequenze kuckt vum Verhale vu verschidde Länner, déi d'Regelen ëmginn duerch illegal Subventionen, duerch Dumpingexporter, dass och dat natierlech den internationalen Handel staark perturbéiert.

Nun, d'Regelen, déi am Kader vun der WTO vun alle Stäte gemeinsam geholl gi sinn, hunn et eigentlech erméiglecht, de Welthandel - an dorëms geet et fir unzefänken - méi transparent ze maachen, Protektionismus ofzeschaffen, a virun allem ass et am Interêt vun deene manner gutt gestallte Länner, wann de Welthandel transparent an offe funktionéiert.

De System, dee mer hunn, ass doudsécher net perfekt. Mä denke mer drun, ech hunn dat elo an e puer Reunione gesinn, souwuel zu Nairobi wéi och elo an Argentinien, dass déi ärmste vun de Länner am meeschten drënner leiden, wann d'OMC hippt.

Wat vläicht de Stol fir d'Éischt ugeet, Här President, den Här Mosar ass jo speziell dorop agaangen a mir hate jo eng Debatt hei a mir hunn och an der Chamberskommissioun dacks driwwer geschwat: Dir wësst, dass elo zënter dem leschten Donneschdeg déi 25% zielen um Stol an déi 10% um Aluminium. Bon, mir si jo mam Aluminium als Land elo net esou concernéiert. Mir hunn alles gemaach, och zu Washington, fir eisen amerikanesche Frënn ze soen, dass mer awer och hei zu Lëtzebuerg Produkter hu wéi d'Grey-Träger, wéi d'Palplanchen, déi ganz spezifesch sinn. An et ass do net ausgeschloss, net nëmme mat Lëtzebuerg, dat huet elo näischt mat enger Desolidarisierung mat der Europäescher Unioun ze dinn, mä op verschidde Marchéen, wa Produkter importéiert ginn an Amerika, déi produktspézielles sinn, dass do kënnen och Ausname gefrot ginn. A mir hoffen natierlech, dass déi 10% vun eise Stol, déi an Amerika ginn, dass déi eis Siderurgie net ze vill perturbéieren. Well ech mengen, et gëtt vill hei vu Multie geschwat, mä d'Multien an op jidde Fall d'Siderurgie zu Lëtzebuerg assuréiere jo awer Dausende vun Aarbechtsplazen, direkt an och indirekt.

Wat elo déi europäesch Reaktioun ugeet, och dorivwer kann ech näischt Neies erzielen, just formell soen, dass déi Géigemesuren elo fir déi éischt 2,8 Milliarden - de Volume gëtt geschat op 5,6 Milliarden -, also fir 2,8 Milliarden elo agefouert ginn. Direkt! Ech huelen un, dass dat uganks Juli geschitt, an dass fir de Rescht, déi 3,6 Milliarden, fir do Taxen och dropzesetzen, ofgewart gëtt, wat fir eng Decisioun um OMC-Geriicht erauskënn. An den Alex Body huet hei total recht. Et si siwe Riichter an deem OMC-Geriicht. De Moment si mer op véier. Wann nach een ewechfällt, da kann dat Geriicht keng Decisioun méi huelen. Mä och dat ass mëttel- a laangfristeg geplangt ebe vun deem Stärkste vun der Welt, doranner, fir vläicht zu deem Resultat ze kommen.

D'Unioun huet jo och sech decidéiert, fir juristescht Schrëtt ze huelen. Also, et ass... Den Här Kartheiser, mengen ech, war et, dee gesot huet, e géif verstoen, dass dat mat Sécherheet ze doen hätt an Amerika. Also, ech ka mer wierklech net virstellen, dass wann europäesch Autoen an Amerika zirkuléieren, dass dat eppes ze dinn huet mat der amerikanescher Sécherheet. De President Trump huet ee Moment

kloer gesot, e wëllt kee Mercedes, deen net an Amerika gebaut géif ginn, op hire Stroosse méi fuere gesinn.

Ben, mir musse wëssen, a mengen Aen, dass dat heiten en éischte Schrëtt ass, an dass en fait d'Potenzial vum Export vun der Europäescher Unioun a virun allem, wat d'Autoen ugeet, vun Däitschland an och vun Italien viséiert ass. Also mir, mengen ech, hu kee schlecht Argument virun der OMC, fir ze soen, dass dat doten, dass d'Sécherheet just evouéiert gëtt aus enger Ursach: Wann et d'Sécherheet ass, da kann de President eleng entscheeden, wann et net d'Sécherheet ass, ass et eng Affär, wou de Kongress matschwätzt.

Dann dat Drëtt. Et gëtt wéineg dervu geschwat, mä dat schéngt mer dat ze sinn, wat kann am meeschte wéidinn. Dat ass, wa keen esou e grouse Volume vu Stol méi op den amerikanesche Maart kënn, da ginn aner Mäert gesicht, da ginn d'europäesch Mäert gesicht. Aus dem asiatesche Raum eraus kéint also nach méi eng Iwwercapacitéit an Europa op de Maart kommen, d'Präisser falen, an och dat huet Konsequenzen net nëmme fir eis Économie en général, mä och fir d'Aarbechtsplazen an Europa.

D'Fro ass elo gewiescht am Conseil, Här President, Dir hutt dat jo e wéineg gefrot... Bon, et gëtt déi zwee gréisst Länner vun der Europäescher Unioun - déi Däitschland hunn natierlech en immensen Iwwerschoss un Export, wat Amerika ugeet, an d'Fransousen hunn dat net. D'Fransousen hunn éischter, dass se méi importéieren aus Amerika wéi se exportéieren. Duerfir waren och d'Interëten zwar déi nämlech, fir geschlosse virzegoen, mä et ass do awer trotzdeem eng kleng Nuance dran. An d'Fro ass gaangen: Wivill leet een op d'Wo, fir am Virfeld vum leschten Donneschdeg dem amerikanesche President awer ze soen, mir als Europäer wäer jo bereet, fir och iwwert d'Regelen ze schwätzen, fir iwwer Taxen ze schwätzen, wa mer déi vergläichen - d'Camionen an d'Autoen an esou weider -, mä dat alles huet jo, wéi Der wësst, näischt gedéngt.

Ech wëll vläicht och soen, dass d'Cecilia Malmström, déi zoustänneg Kommissarin, ganz vill geschwat huet mam Här Ross, mam Här Leitheiser, awer mir sinn de Moment an enger Phas an Amerika, déi zimlech komesch ass. Well déi Leit, mat deenen ee schwätzt, soen engem zwou Saachen. Dat Éischt, dat ass: Si wëssen net, ob se mar nach do sinn, fir mat engem driwwer ze schwätzen. Mä virun allem soe se: „Et ass egal, wat mir ofmaachen, et ass ee Mann, deen a leschter Instanz decidéiert.“ Dat ass eben de presidentiale Regimm, wéi en de Moment an Amerika funktionéiert, an do weess keen, wat à la fin du compte richteg erauskënn.

D'„Eenegkeet“ vun der Europäescher Unioun, ech hat mer dat Wuert hei opgeschriwwen, effektiv. Bon: Aussepolitik, Migratiounspolitik, Handelspolitik - ech maachen hei kee Sammelsurium vu Saachen, wou nach Sputt no uewen do ass, oder vill Sputt no uewen do ass, mä dat ass ginn. Ech mengen, dass mer an där Fro hei bis dato, wann een emol eng Klammer mécht, wat den Iran ugeet an d'Position vun den Europäer, dass mer an der Handelspolitik dach awer, géif ech soen, zu 90% zuesammestoungen an d'Staang och do, bis elo op jidde Fall, riichtgehalen hunn.

Wat och elo d'Handelspolitik ugeet, net nëmme mat Amerika, mä och mat China, wëll ech dem Här Mosar soen, Här President, dass d'Europäesch Unioun de leschte Freideg juristescht Schrëtt géint China bei der WTO ageluecht huet, well eis Betriber gezwonge sinn, hir Technologie ofzeginn, wa se a China Geschäfte maache wëllen. Ech mengen, och dat ass eppes, wat géint d'Basisregele verstéisst. An duerfir, mir hu schonn en Interêt, dass d'Geriicht vun der WTO weiderbesteet, an et kéint och och zum Beispill an deem Punkt hei tranchéieren.

Nun, bon, Här Baum, ech mengen, wann de Welthandel géif funktionéieren, wéi e misst funktionéieren, da bräichte mer, an do ginn ech lech recht, keng bilateral Accorden ze maachen. Nu gëtt et awer bilateral Accorden op der ganzer Welt, well eben de Welthandel u sech net esou funktionéiert, wéi e misst funktionéieren. An do macht Der e Feeler, a mengen Aen, wann ech lech dat dierf soen: dass dat d'Schold wär vun den Europäer. Dat ass eng Tatsaach, déi mer hunn, wou eis Länner dru schold sinn, de Westen, wann ech esou dierf soen, mä awer och aner Länner, déi éischter zu de Länner an Afrika oder an Asien oder a Latäinamerika gehéieren.

Bon, mat Japan dann hu mer... Dat ass eise sechsten Handelspartner vun der Europäescher Unioun. A mir hunn am leschten Dezember - wann ech soen „mir“: déi zoustänneg Instanze vun der Europäescher Unioun - dee Fräihandelsvertrag ofgeschloss. Vun do u steet och al-

les, wat negociéiert ginn ass, um Internetsite vun der Kommissioun. En ass elo aktualiséiert ginn. Do hutt Der recht, mä alles, wat am Dezember bestanen huet, ass fir de Public oppen.

An den 11. Juli ass jo e Sommet Japan/Europäesch Unioun, an da soll en ennerschriwwen ginn. Ech géif, Här President, éischter soen, dass mer d'Motioun net kënnen unhuelen, well mir wiere mat absolutter Wahrscheinlechkeet dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, wat do géif e Problem gesinn. Et ass keen aner Land an der Europäescher Unioun, wat am Conseil Problemer ugemellt huet. An ech muss lech och éierlech soen: Ech wësst net firwat.

Den Investorenschutz, och fir dat hei eng Kéier kloer ze soen: Mir sinn net méi beim ISDS. Mir ware scho beim CETA net méi beim ISDS, dat heescht bei deene private Schiidsgeriichter. Mir hunn e spezifesch System entwéckelt, deen heescht ICS. Dat soll e Geriicht ginn, wat eng Compétence mondiale huet, mat gewielte Riichter, mat Riichter, wou ee kann e Recours maachen op deene Geriichter.

An deen ICS, ob deen agesat gëtt beim CETA oder net, hängt jo dervun of, wéi den Avis ass vun der Cour européenne de justice. Deen Avis ass gefrot. Dat ka bis den Hierscht daueren, et kann awer och nach vläicht ee Joer daueren; dat weess een net. Mä wann deen Avis do ass an den ICS ass kompatibel mat der europäescher Gesetzgebung, dann, mengen ech, kënn de Schrëtt, dass een dann och kéint den ICS, also dat internationalaalt Geriicht, afléisse loosse an de CETA.

A mir hunn allegueret gesot, an net nëmme mir hei an der Chamber oder mir an der Regierung, mä och d'Europäesch Parlament, an ech mengen, do soll een e wéineg Fiduz hunn, dat si jo awer och Leit, déi trotzdeem och wëssen, wat den Interêt vun Europa ass, an déi hu gesot: „Et gëtt näischt méi ennert dem ICS.“ A wann et näischt gëtt ennert dem ICS, da sinn déi normal Geriichter zoustänneg. Do si mer am Droit commun.

Elo kënn Der soen, et géif jo ëmmer goen am Droit commun. Am Droit commun ass ee Problem, dass et kéint sinn, dass d'Geriichter soen: „Mir sinn net zoustänneg dofir. Dat do ass völkerrechtlech achséiert an duerfir si mir net zoustänneg“, an da géif keen eng Decisioun kënnen huelen. Bon, et gëtt méi grouss Spezialiste wéi ech, mä ech mengen och, dass dat heite kéint lafen ouni dat, mä loosse mer ofwaarden, wat d'Cour européenne de justice seet, an da kucken, wéi d'Diskussiounen weiderginn.

Dir wësst, mat Mexiko hu mer fäerdeg verhandelt, och zu deesen Zäitpunkt. Dat ass wichteg fir d'Mexikaner, well se an de Seeler hänke mam NAFTA. Mir hunn och zwee Mandater ugeholl, déi och um Internetsite sinn, mat Neuseeland a mat Australien, zwee Länner, déi ganz vill Interêt hunn, fir mat eis en Accord ze maachen.

Ee wichtegen Accord ass mam Mercosur. An do si mer jo net méi am Bilateralen, do si mer jo awer wierklech... De Mercosur ass eng regional Organisatioun a Latäinamerika. An Europa, wou mer gären hätten, dass mer géife virkommen, do wësst Der, dass alles, wat den Agrarsecteur ugeet, immens sensibel ass, mä do muss ee waarden, bis d'Wahlen a Brasilien eriwwer sinn, ier ee kann do weiderkommen.

Bon, mir hunn, mengen ech, och hei zu Lëtzebuerg, wann ech dat dierf soen, Här President, trotzdeem en immensen Interêt, dass déi Ouverture, déi eist Land ëmmer hat, net nëmme um europäesche Bannemaart, mä och dorivwer eraus, net zougemaach gëtt. An ech denken do net en éischter Stell en eis Finanzplatz, mä ech denke virun allem un déi Zukunftsträger vun eiser Lëtzebuurger Économie, déi Kleng- a Mëttelbetriber och.

An am Fall vu Japan musse mer wëssen, dass zum Beispill bei der Statsvitt d'lescht Joer ganz groussen Interêt war vu Lëtzebuurger Entrepreneuren, déi méi enk mat deem Land zuesumme wëlle schaffen. Do ware ganz innovativ Betriber derbäi: Telekommunikatioun, Robotik an esou weider. A mir hunn eng Rei Betriber, déi Industriekomponente produzéieren.

A wann d'Tariffer tëscht Japan an der Europäescher Unioun erofginn, also d'Zolltariffer, da ginn eis Exporter an d'Luucht. Denke mer un d'Autoen zum Beispill. Also kéint dat och am Interêt sinn, wann dat steet, vun eise Kleng- a Mëttelbetriber. An do hutt Der schonn eng Antwort op Är Fro, wat dat der Lëtzebuurger Économie kéint bréngen.

Bon, de Vertrag huet och e speziell Kapitel, dat et de PMEe méi einfach maache soll, vum Accord kënnen ze profitéieren. Et gëtt virun allem Wäert drop geluecht, d'Prozedure méi transparent ze maachen, fir dass d'Betriber méi séier an och méi einfach un déi néideg Informatiounen kommen.

Bon, déi Handelsvertråg. An ech sinn dee Leschten, Här Baum, dee seet, dass se net och géif Bedenken auslisen an der Société civile. Dat ass kloer. An ech mengen, déi Angscht soll een eescht huelen. D'Globaliséierung ass e Phenomeen, deen an eiser Gesellschaft op d'Émwelt zum Beispill oder fir vill aner Saachen Awierkungen huet. An et kann een net einfach soen, dass dat Spénner sinn oder Leit sinn, déi op der Trump-Achs do gewéckelt wieren. Dat soen ech absolut net!

Duerfir hu mer an deem Kontext och zu Bréisel... An och vun allen anere Länner aus der Europäescher Uniqun ass drop geschaff ginn. An ech wëll fir d'Éischt emol soen, dass et essenziell ass, dass d'Aarbechtsnormen an dann och eis Émweltnormen net dierfe geaffert ginn - et steet kloer dran -, fir méi héich Profitter ze erwirtschaften.

Et ass och essenziell, dass déi Normen, déi eisen Alldag bestëmmen, net verwässert ginn. Ech denken do un d'Qualitéit vun eise Liewensmëttel, de Gesondheetssystem an d'effentlech Déngschter. An ech mengen, do halen ech deen nämlechten Langage am Numm vun der Regierung wéi deen, deen ech bei CETA gehalen hunn.

Den Asaz elo fir d'Erhalen oder fir d'Verbesserung vun eisen Aarbechts- an Émweltnormen fënnst och net am geschlossene Raum statt am Kader vu Fräihandelssofkommissen. Neen! Mat de Fräihandelsvertråg, do gi keng Entscheedunge getraff, déi eben eis Normen oder eis Regele changéieren, déi mer hunn. Dat gëtt an deene Kompetenzen, Enceinten diskutéiert wéi hei an der Chamber oder wéi zu Bréssel am Europaparlament. An d'Fräihandelsvertråg, dat ass ganz kloer: D'Parteie si gehalen - den Droit de réguler -, dat heescht, sech selwer ze bestëmmen, wat se fir sech a fir hir Leit gutt fannen, an net, fir eben d'Normen en fait an Enceinten, déi niewebäilafen, ze änneren.

D'Fräihandelsvertråg gesinn en Dialog vir. Dat ass kloer, dat ass bei alle Vertråg dran. Déi verschidde Parteie kënnen do zesummekommen. Dat heescht awer net, dass mer probéieren, eis Partner ze iwwerzeegen, elo international agreéiert Normen ze adoptéieren, fir dass eis Entrepreneuren hir Produkter méi einfach kënnen exportéieren. Dat ass kloer. Ech ginn lech ee Beispill: 2018 kann elo Béier, deen a Japan exportéiert gëtt, och „Béier“ heeschen, an net méi „alkoholesche Softdrink“, wéi dat bis elo de Fall war.

Bon, deen Dialog ass net méi wéi en Dialog. Decisioune ginn do net geholl.

Fir ofzeschlëssen, Här President, wëll ech nach soen, dass ech och wëll erwänen, ob mer elo domadder d'accord sinn oder net, dass d'Zil vun europäesche Fräihandelsvertråg jo net nëmme exklusiv ka sinn, fir mat deene Länner ze verhandelen, déi um Enn vun Wee ukomm sinn an déi déi beschten Normen an alle Beräicher hunn. Ech mengen, et ass jo och an eise Interêt, dass mer dat maache mat deenen, déi wierklech Fortschreter gemaach hunn, déi och bereet sinn, méi ze maachen, an dann ze kucken, d'Saachen ze verbesseren.

Ech mengen, de Respekt vun internationalen Aarbechts- a vun Émweltvertråg, och dem Paräisser Klimaafkommes, ass jo awer e Beispill, e wichtegen Deel vun eisen Handelsaccorden, an do, wou et Mängel ginn, sech ze engagéieren als Partner, fir se ze verbesseren.

Et stëmmt zwar, dass des Vertråg elo keng Strofe virgesinn, wann et net weidergeet, mä et dierf een net ënnerschätzen, wéi schnell d'Saachen a Bewegung kënnen kommen - do hutt Der och erëm recht -, wann d'Zivillgesellschaft an den Dialog implizéiert ass a wann d'Rapporte vun den Experte verëffentlecht ginn. Dat sinn Dispositionen, déi eis an eise Vertråg, déi mer ofschlëssen, och bilateral, eng Upak ginn, déi mer net mat anere Länner hunn, wou mer keng Fräihandelsaccorden ofgeschloss hunn.

Duerfir, Här President, ech mengen, mir kéinte mat rouegem Gewëssen, géif ech emol am Numm vun der Regierung proposéieren, och mat deem Accord vu Japan d'accord sinn.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président.* - Merci och dem Här Ausseminister.

Motion 1

Wëllt ee vun de Kollege Stellung zu der Motion huelen?

(Négation)

Den Ausseminister huet dat gemaach. Da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwergoen, wa keng weider Wuertmeldung kënnst.

Vote sur la motion 1

An ech géif d'Ofstëmmung da lancéieren. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

(Interruption)

Mir droen deem Rechnung beim definitive Vott.

D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. 2-mol Jo; 55, 56 oder méi Neen,...

(Interruption)

...wa mer dat kontabiliséiert hunn, wou d'Maschinn net gaangen ass. Mir maachen dat dann direkt. Merci.

Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 56 voix contre et 2 voix pour.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Simone Asselborn-Bintz, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger (par M. André Bauler), Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Edy Mertens), Mme Joëlle Elvinger (par M. Alexander Krieps), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir ginn zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour iwwer. Dat ass de Projet de loi 6994, an anere Wieder: dat neit Déiereschutzgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Gusty Graas. Här Graas wann ech gelift.

7. 6994 - Projet de loi sur la protection des animaux

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

► **M. Gusty Graas (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren: „D'Gréisst vum enger Natioun an hir moralesch Räifheet loosse sech doru moossen, wéi se mat hiren Déieren emgeet“, esou den indesche Statsmann Mahatma Gandhi. An do läit ouni Zweifel ganz vill Wuerecht dran. D'Relatioun Mënsch/Déier hält eng grouss Plaz an der Entwécklung vun der Mënschheet an. Et ass munchmol eng ugespaant Relatioun, wou oft och net genuch d'Interesse vun Déier vertruede ginn.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt sech um legislative Plang zënter 1879 méi intensiv mam Schutz vun Déier beschäftegt. 1924 hat den deemolegen Deputéierte René Blum eng éischt Proposition de loi an deem Beräich virgeluecht, déi allerdéngs eréischt 1937 vum Statsrot aviséiert gi war. An dat allerdéngs mat engem Avis négatif. 1965 krute mer u sech dat éischt richteg Déiereschutzgesetz, 1983 en neit. An haut maache mer ouni Zweifel e grouse qualitative Sprong, fir nach méi Rechter vun den Déiere kënnen ze vertrieben.

Mat der Aféierung vum Term „Dignitéit“ an eis Gesetzgebung iwwert de Schutz vun Déier duerchbrieche mer ouni Zweifel eng gewësse Schallmauer. Bis elo war jo d'Konzept vun der Dignitéit exklusiv dem Mënsch reservéiert. Dat ass also schon e Paradigmewissel. Mir ginn also deelweis den Anthropozentrissem op. Mir erkennen dem Déier de Statut vun engem net mënschleche Wiesen zou, wat Schmäerz a Sensibilitéit empfanne kann.

Bis elo huet u sech eréischt d'Schwäiz als éischt Land formell deem Term a seng Gesetzgebung 1992 ageschriwwen. Mir hunn déiselwecht Definitioune wéi d'Schwäizer iwwerholl, déi si am Artikel 3 vun hirem Gesetz vum 16. Dezember 2005 integréiert hunn.

An deem Kontext hei muss een och vläicht op den Artikel 13 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der EU hiweisen, an deem d'EU-

Memberstaten opgefuerdert ginn, dem Wuelbefanne vum Déier Rechnung ze droen. En eise Gesetz geet et och ëm de physiologeschen an de psychologeschen Zoustand vum Déier.

Den ekonomesche Volet vum Déierenhandel ass ouni Zweifel ganz grouss hei an Europa, natierlech och hei zu Lëtzebuerg. Ech wëll drop hiweisen, datt mer an der EU 23 Milliounen Mëllechki hunn. Et ginn all Joer 22 Milliounen Tonne Schwéngfleesch an 13 Tonne Geflüggfleesch an der EU produziéiert. Donieft gëtt et 66 Milliounen Kazen a 60 Milliounen Hënn, hei zu Lëtzebuerg eleng 50.000 Hënn.

Wann de Mënsch muss mat esou enger héijer Quantitéit vun Déieren emgoen, dann ass et normal, datt och muss eng streng Legislatioun geschaf ginn. An dat versiche mer ouni Zweifel mat deemem Projet de loi, deen den 23. Mee 2016 vum Landwirtschaftsminister Fernand Etgen deposéiert gouf.

An hirer Sëtzung vum 29. September 2017 hat d'Agarkommissioun hire President zum Rapporteur genannt. Zweek Joer méi spéit, no ville wäertvollen Diskussiounen an Entrevuen, si mer haut prett, dese modernen Text der Chamber virzeleien. Ech wëll direkt awer hei betounen, datt dëst Gesetz sech just un d'Wirbeldéieren an d'Cephalopoden, also Kopffüßer, riicht, also applizéiert.

Et gëtt haut wëssenschaftlech Etüden, déi ganz kloer beweisen, datt d'Wirbeldéiere Péng kënnen verspiere. Si hunn ouni Zweifel och e komplexen Nervesystem. Ech wëll awer och direkt hei ënnersträichen, datt d'Juegd an d'Fëscherei an déi schiedlech Organismen net ënner dës Gesetzgebung falen.

Wat d'Juegd an d'Fëscherei ubelaangt, do gëtt et jo spezifesch Gesetzgebungen. An et soll een dat och ganz kloer hei ënnersträichen. Dat si jo zwou Aktivitéiten, déi awer och streng geregelt sinn.

Wat sinn elo déi markantst Punkte vun deemem Gesetz? Et sinn der ganz vill. Et kann een natierlech net an all Detail agoen. Ech wëll awer op déi wesentlechste hei agoen, selbsterständlech.

Duerch dëst Gesetz soll e wierdegen Émgang mam Déier garantiéiert ginn. De Mënsch muss ouni Zweifel wëssen, datt seng physesch an och seng intellektuell Iwwerleeenheet net dierf zuongonschte vum Déier ausgespillt ginn. Den Artikel 4 soll duerfir e Garant sinn. Och nëmme Déieren, déi op enger spezifischer Lëscht stinn, dierfe gehale ginn.

Et ginn natierlech Exceptiounen, zum Beispill fir en Zoo oder fir en Zirkus. Wa mer scho beim Zirkus sinn: Déi mussen dem Minister duerch eng Nott matgedeelt ginn. Datselwecht gëllt iwwregens och fir Déierenausstellungen oder Déieremäert. Dës Notifikatioun muss och 15 Deeg virun dem Evenement gemaach ginn. Et ass dat och am Sënn vun enger Simplification administrative.

Et sinn dann eng Rei aner Aktivitéite mat Déieren, déi awer am Virfeld vum Minister mussen autoriséiert ginn. Et gëllt also och, en Énnerscheid ze maachen zwëschen Notifikatioun an Autorisatioun. Esou muss zum Beispill fir d'Zucht vun Hënn a Kazen oder fir den Tournage vun engem Film mat Déieren eng Autorisatioun virleien. Pensiounen an och kommerziell Etablissementer fir Déiere brauchen natierlech och eng Autorisatioun vum Landwirtschaftsminister.

Besonnench wichteg ass allerdéngs och d'Formatioun. Kee soll also esou eng Aktivitéit, wéi den Artikel 6 dat och virgesäit, ouni déi néideg Ausbildung ze hunn, ausübe kënnen. Fir esou eng Autorisatioun ze kréien, muss natierlech awer och e kompletten Dossier mat enger Rei elementaren Informatiounen opgestallt ginn.

Déiereschutzorganisatiounen, iwwregens och déi, déi hire Site am Ausland hunn, kënnen vum Minister agreéiert ginn. An déi hunn och an Zukunft d'Méiglechkeet, sech als Partie civile ze konstituéieren am Fall, wou Infractionne géint dëst Gesetz virleien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 7, dee regelt déi künstlech Zucht vu Wirbeldéieren. Hei bewege mer eis jo ouni Zweifel och an engem ganz delikate Beräich. Grondsätzlech ass dese Genre vun Zichterei verbueden, wann e Risiko fir d'Gesondheet vum Déier oder vum Mënsch besteet, wéi zum Beispill, wann onnatierlech Organer oder Kierperdeeler wuessen oder natierlech Organer um Kierper ganz feelen, bref, wann et zu Mëssbildungen kënnst.

Ursprünglech war och an eiser Kommissioun virgesinn, fir den Term „animal nuisible“ anzeféieren. Deen Term wär allerdéngs ze vill flou an dowéinst hat de Statsrot sech och opposéiert. Mir hunn duerfir d'Bezeechnung „organisme nuisible“ zrëckbehalen, déi jo och an der europäescher Gesetzgebung verankert ass.

Regelméisseg gëtt sech dann och iwwer Déierentransporter, an zu Recht, opgereegt, wou oft Schwäin, Kéi oder aner Béischte queesch duerch Europa gefouert ginn, an dat ënner oft inakzeptable Konditiounen. Deem Aspekt gëtt och am Gesetz Rechnung gedroen. Op Basis vum europäesche Reglement 1/2005 stellt de Minister eng Autorisatioun aus. Besonnench déi laang Transporter bréngen jo Gefore fir d'Déiere mat sech. An duerfir ginn déi virun allem méi streng behandelt. Gläichzäiteg muss allerdéngs och den Transporteur am Besëtz vun engem „certificat d'aptitude professionnelle“ sinn, deen hie bei der zoustänneger Verwaltung kritt.

Eng Konsequenz vun der wierdeger Behandlung vun engem Déier ass natierlech och, wéi de Mënsch en Déier doutmécht. Den Artikel 9 ass ganz kloer: En Déier dierf nëmme doutgemaach ginn, nodeems et virdu betäubt gi war. Domadder ass och ausgeschloss, datt en Déier nach viru sengem Doud onnéideg Qualen erleide muss. Dës Dispositioun gëllt allerdéngs net fir d'Juegd a fir d'Fräizäitfëscherei respektiv och net bei der Lutte géint schiedlech Organismen. Ech maachen hei och eng Referenz op d'europäescht Reglement 1099/2009.

Wéi e roude Fueдем, an dat mierkt een och schonn aus den Ausféierungen, zitt sech natierlech den Term „Dignitéit“ oder zéie sech och d'Termen „Dignitéit, Wuelbefannen, Schutz vum Déier“ duerch dëst ganz Gesetz. Et gëtt also drëms - och bei der Gefor, wéi gesot, sech hei ëmmer erëm ze widderhuelen -, datt d'Déier an alle Situatiounen aartgerecht behandelt gëtt. Dat gëllt och prioritär fir all Interventioun, déi un engem Wirbeldéier realiséiert gëtt. Duerfir kënnen och gewëssen Agréierer nëmme ënner Anästhesie gemaach ginn, déi natierlech och just vun engem Veterinär erlaabt sinn. Ausnamen, zum Beispill fir wëssenschaftlech Zwecker, kënnen vum Minister autoriséiert ginn. Och eng Amputatioun kann nëmme op Urode vun engem Veterinär oder aus zootechnesche Grënn gemaach ginn.

Da ginn awer och eng ganz Rei vu Praktike verbueden. Esou dierfen Déieren zum Beispill net méi bei Concoursen, Lotterien, Wetten oder äänleche Geleeenheeten e Gewënn oder en Don sinn. En Déier dierf och net gezwonge ginn, Leeschtungen ze bréngen, fir déi et a priori net capabel ass. Verbueden ass och, Publicitéit mat engem Déier ze maache respektiv e Film ze dréien, wann dat mat Péng verbonnen ass.

Mir wësse jo, datt et eng Rei vu Länner ginn, wou et besonnench beléift ass, Concoursen ze organiséieren, wou Déiere géinteneen opgehëtz ginn. Selbsterständlech ass dat bei eis och verbueden. Énner Strof gestallt gëtt dann awer och, wann Déieren absichtlech mat Force gefiddert ginn. Datselwecht gëllt iwwregens och, an dat ass nei am Gesetz, fir sexuell Praktike mat engem Déier. Wéi gesot, och des Dispositioun ass nei am Gesetz. Et dierfen och keng Produkter vu Kazen an Hënn kommerzialiséiert ginn, ausser fir medezinesch oder wëssenschaftlech Zwecker.

Ech wëll dann awer och op de Punkt 13 vum Artikel 12 hiweisen. Bis elo war et jo och eng gängig Praxis, datt zum Beispill männlech Jippelcher direkt no der Gebuert doutgemaach goufen, well se eben net zur Eeërproduktioun konnten déngen. Dës net novollzéibar Aktioun gëtt selbsterständlech och verbueden. An dat gëllt net nëmme fir Jippelcher, mä dat gëllt am Allgemenge fir all Déier. Wéinst reng ekonomeschen Ursachen dierf also keen Déier doutgemaach ginn.

Zu villen emotionalen Diskussiounen féiert jo selbsterständlech och de Gebrauch vu Pelz. Och dat ass en Discours, deen ëmmer fir vill Reaktiounen suergt. Zënter Jorzéngte si mer dat jo gewinnt. Mir haten och eng deementsprechend Motioun hei an der Chamber. Jiddefalls ass et esou an Zukunft hei zu Lëtzebuerg, datt keng Déieren dierfe geziicht ginn exklusiv mam But, fir hire Pelz, hir Haut oder Plommen ze notzen an doraus, wéi gesot, Produkter hierzustellen. Dat wëllt allerdéngs net heeschen, datt d'Droe vu Pelz an Zukunft hei zu Lëtzebuerg verbueden ass. Neen, ech mengen, mir sinn an der Europäescher Uniqun an do gëtt et nach Länner, wou d'Produktioun, wéi gesot, vun deene Wueren nach ëmmer erlaabt ass.

Kazen an Hënn dierfen dann och net op engem Maart oder op enger Strooss gehandelt ginn. Stroffbar ass jo och d'Non-assistance à personne en danger, an dat gëtt, wéi gesot, dann och iwwerdroen op d'Déier. Wann engem e Fall bekannt ass, wou Déiere mësshandelt ginn, dann ass een och verpflichtet, dat natierlech den Autoritéiten ze mellen.

Virun allem um Joresenn - an et muss ee jo éierlech zouginn, datt do eng Rei Leit dat och gären hunn - ass de Foie gras natierlech op der Menükaart ze gesinn. An do gëtt natierlech oft d'Produktioun stigmatiséiert, wa virun allem Gänse mat Force gefiddert ginn, fir dann herno Foie gras ze produzéieren. Déi Praktike si selbstverständlech och hei zu Lëtzebuerg verbueden. Wat allerdéngs och erëm net heescht, datt een net awer d'Foie gras konsuméieren.

Een och ganz staark diskutéiert Thema ass natierlech d'Benotze vun Déiere fir wëssenschaftlech Zwecker. Grondsätzlech ass déi Praxis hei zu Lëtzebuerg net verbueden, mä si ënnerläit och an Zukunft ganz strengen Oplagen an duerfir ass dann och en Agreement vum Minister noutwendeg. Esou e Projet muss awer schonn educativ oder wëssenschaftlech justifiéiert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat bescht Gesetz ass natierlech ëmmer nëmmen esou vill wäert, wéi et an der Praxis ka kontrolléiert ginn. A besonnesch do ginn awer och immens Efforte gemaach. Ech wëll do op déi Kontroll- a Sanktionsmechanismen hiweisen. Zum Beispill mat dem Artikel 14 ginn elo „mesures administratives d'urgence“ agefouert, wat och eng Neierung par rapport zum Gesetz vun 1983 ass.

Esou kann zum Beispill den Direkter vun der Veterinärverwaltung bei Verstéiss engem Propriétaire d'Hale vun engem Déier verbidden oder och d'Schléissung vun engem Betrib ordonnéieren. Dës Ordonnance huet am Prinzip eng Dauer vun 48 Stonnen a muss awer duerch eng Decisioun vum Minister konfirméiert ginn. Bannent 40 Deeg ka selbstverständlech géint déi Decisioun och Recours beim Tribunal administratif gemaach ginn.

All Fraisen, déi doduerch entstinn an och duerch eng eventuell Saisie, ginn natierlech zulaaschte vum Propriétaire. Eng ganz Rei vu veredegte Fonctionnaire kënnen nieft der Police, wéi gesot, och Infractionen zu deemem Gesetz um Terrain feststellen. Si mussen allerdéngs och eng speziell Formatioun maachen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

A bei engem Verdacht hu se och d'Recht, Dag an Nuecht déi viséiert Installatiounen opzesichen. Eventuell d'äerfe se och souguer tèschent hallwer siwe moies a Mëtternuecht an Haiser eragoen, wann e ganz grave Verdacht virläit. Et kënnen Analyse gemaach ginn, et kënnen Echantillone geholl ginn an och d'Déiere kënnen saisiéiert ginn. Opgroun vun enger Autorisation vum Procureur d'État kënnen och Déieren ageschléifert ginn.

D'Mainlevée vun der Saisie vun engem Déier ass dann am Artikel 16 genee reglementéiert, an an Drénglechkeetsfall kann den Untersuchungsrichter bannent 14 Deeg eng Vente de gré à gré oder eng Stee organiséieren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wéi eescht et dem Legislatuer jiddefalls mat deemem Gesetz ass, fir Infractionen ze bestrafen, dat geet och aus dem Strofegëster ervir. Ëmmerhi kënnen elo Amendes tèschent 25 an 1.000 Euro fir méi kleng Vergoen ausgesprach ginn. Dozou gehéiert ënner anerem, wann een engem Déier net dat néideg Umfeld ubitt, wat d'Temperatur oder d'Beliichtung ugeet, wann een Déieren hält, déi net där noutwendeger Geneemegung ënnerleien. Oder fir gréisser Dote ginn et natierlech da ganz aner Strofen. An zwar kënnen do Prisonsstrofe vun aacht Deeg bis dräi Joer respektiv Geldstrofe souguer bis zu 200.000 Euro ausgesprach ginn.

Et gëtt also hei e ganz kloert Zeeche gesat, datt verschidde Praktiken am Émgang mat Déieren inadmissibel sinn. Ech denken do zum Beispill u Fäll, wou Déiere quasi zu Doud gequält ginn, ouni Grund amputéiert ginn oder wann een en Déier hält, obwuel en net méi dat Recht dozou huet. De Riichter kann iwwregens esou enger Persoun d'ëst Recht fir dräi Méint bis zu 15 Joer entzéien.

Eng wesentlech Neierung ass dann awer d'Afféierung vun Avertissements taxés, déi duerch e groussherzoglecht Reglement geregelt ginn. De Minimum ass hei 25 Euro an de Maximum 250 Euro.

Vläicht zum Schluss dann nach e puer Wuert zu deenen eenzelnen Avisen. An hirem Avis vum 18. Abrëll 2017 huet d'Landwirtschaftskummer drop higewisen, datt eng Distorsion ënner den EU-Memberstaten am Beräich vun Déiereschutz negativ Konsequenze fir d'Kompetitivitéit kéint hunn. Et soll awer hei ënnerstrach ginn, datt keng nei Oplage fir d'Landwirtschaft duerch d'ëst Gesetz entstinn, well et um euro-

päeschen Niveau awer schonn eng Rei Bestëmmunge gi fir zum Beispill d'Hale vu Schwäin, Kaalwer oder Hénger.

Well all Mesuren am Interêt vum Béischt och Käschte mat sech bréngen, bedauert déi Kummer dann awer och, datt net ëmmer e gerechte Präis bezuelt gëtt fir déi Produiten, déi hiergestallt ginn.

A sengem Avis vum 15. Juni 2016 hat dunn de Collège vétérinaire och eng Rei Remarque formuléiert. Ënner anerem hat e sech um Term „transporteur d'animaux“ gestéiert, well och eng Persoun, déi hiert Hausdéier dorëmmer féiert, u sech géif dorënnerfallen, wat mer dunn och geännert hunn.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 17. März 2017 siwen Oppositions formelles festgehalen. Deenen hu mer selbstverständlech alleguerte Rechnung gedroen, well et muss een och zouginn, datt de Statsrot sech intensiv mam Term „dignité“ auserneegesat huet. En huet d'Diskussion op en interessante philosopheschen Nenner do bruecht. D'Fro no der Valeur normative vun där Ausso, datt d'Déieren hir eege Würd hätten, gouf natierlech och opgeworf.

No engem éischten Avis complémentaire vum 20. Abrëll 2018 (veuillez lire: 20. März 2018), wou nach zwou Oppositions formelles dra waren, hat d'Kommissioun nach eng Rei zousätzlech Amendementer formuléiert. De Statsrot hat sech virun allem, wéi gesot, um Term „animal nuisible“ gestéiert. Deen hu mer jo dann dunn duerno och ersat duerch „organisme nuisible“.

An hirem zweeten Avis complémentaire vum 8. Mee 2018 haten dunn d'Membere vum Statsrot definitiv gréng Luucht fir de Projet de loi ginn. An de Rapport gouf den 11. Mee eestëmmege vun der Kommissioun ugeholl.

Ech wëll ofschléissend och verschidde Leit nach Merci soen, och an éischer Linn fir déi gutt a konstruktiv Aarbecht, déi mer an der Kommissioun haten. E spezielle Merci awer och de Vertrieeder vum Ministère, dem Christian Lamesch aus der DP-Fraktioun, och dem Timon Oesch, dem Sekretär vun der Agrarkommissioun, wéi och senger Nofolgerin, dem Patricia Pommerell.

Wéi gesot, ech mengen, mir maachen haut e ganz wichtege, qualitative Sprong no vir. Et ass dat am Interêt vum Déier. D'Déiere ginn eis vill als Mënschen. Mir als Mënsche si gefuerdert, och eppes zrëckzeginn. A mir maachen dat haut duerch deen neie legislative Kader. Ech wär an deem Sënn fro, wann Der och deem neie Gesetz hei Är Ënnerstützung géift ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Rapporteur Gusty Graas. Als éischte Riedner hunn ech elo ageschriwwen den Här Aly Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, jo, wéi viru gutt 30.000 Joer den éische Wollef domestizéiert ginn ass, ass souzesoen de Grundstee fir déi haiteg Déieren/Mënsch-Beziehung geluecht ginn. Deemoos, wéi de Mënsch nach Jeeër a Sammler war, war d'Relatioun zum Déier awer eng ganz aner wéi déi, déi mir haut a sech kennen.

Do war den Hond net do, fir mat em Gassi ze goen, mä den Hond ass ganz geziilt agesat ginn, fir bei der Juegd op aner Déieren ze hëllefen. Och déi al Ägypter wousste scho viru 4.000 Joer, d'Kaz fir hir Zwecker ze nutzen. D'Kazen hu si geholl, fir d'Mais aus de Weesskummeren erauszehalen.

D'Mënschheet leeft deemno zënter Laangem schonn zesumme mat den Déieren. D'Déierenzuucht an d'Déierennotzung duerch d'Bauern ass ee vun den elste Beruffer vun dëser Welt. Déi gemeinsam Geschicht vu Mënsch an Déier ass eng Geschicht vun Hëllef, vun Notzen, vun der zesumme verrichter Aarbecht, vun der Ernährung an och vun der Begleedung.

D'Relatioun tèschent Mënsch an Déier ass eng, déi am Verlaf vun der Zäit awer enorm evoluéiert huet. Ganz laang waren Déieren haapt-sächlech Aarbechtsgeräter, Transportmëttel, Liewesmëttelliwveranten a virun allem en Hëllefsmëttel, fir dem Mënsch d'Liewen op eng rasonabel Aart a Weis ze gestalten an ze erlichteren.

Mat der Industrialisierung awer si vill Déiere vun de Maschinnen als Notzdéier ofgeléist ginn. Si sinn ëmmer méi zum Partner vun de Mënsche ginn an et huet sech eng déif Bannung tèschent dem Mënsch an dem Déier entwéckelt. Haut, jo, haut ass et eis a sech egal, ob den Hond gutt ka joen oder ob d'Kaz ka Mais fänken. Haut gëtt och kaum nach e Päerd agesat bei den Aarbechten um Bauerenhaff.

Fräizäit, Sport, Tourismus a punktuell Aarbechten am Bësch bleiwen a sech déi Beräicher, wou d'Päerd nach zum Asaz kënnen.

D'Déieren hunn haut e ganz anere Stellewäert an eiser Gesellschaft. Fir déi meescht Leit sinn hir Hausdéieren, ob dat eben Hënn, Kazen, Goldfësch oder vill anerer sinn, wichteg Begleeder an hirem Liewen an treie Frënd an hirem Alldag. Si ginn net méi als Objet, als Mëttel zum Zweck wouergeholl, mä ganz kloer als Liewewiesen.

Jo, Déiere si lieweg Wiese wéi mir och. Si si keng Saach, keen Objet, deen een einfach esou mir näischt, dir näischt ewechgeheien oder no Loscht a Laun quäle kann. Dowéinst ass den Déiereschutz e wichteg Uleies vun enger ziviliséierter Gesellschaft, déi de Respekt virum Liewen, an zwar virum allem Liewen, op hirem Fändel wëllt stoen hunn.

Duerfir gehéiert all Déier beschtmeiglech geschützt, geuecht a versuergt. Dës Grondprinzipie gi mam neien Déiereschutzgesetz net nëmme gefestegt, mä souguer verbessert a méi effikass. An dat, mengen ech, zum Wuel vun all Déier.

Virun allem de Fait, a virun huet de President a Rapporteur vun der Agrarkommissioun et scho gesot, datt d'Déiere mat deemem Gesetz eng Dignitéit kréien, ass als Novum ze gesinn. Och wann dese Fait juristesch gekuckt vläicht net grad op festem Buedem steet, esou geet et hei a sech awer virun allem drëm ze soen, datt d'Déieren an eiser Gesellschaft vill méi respektéiert ginn.

Et ginn näamlech nach ëmmer ze vill Beispiller, wou Vereenzelter nach ëmmer net verstanen hunn, datt d'Déieren och eng ganz Rei vu Rechter hunn. A genee dës Leit, déi dës Grondprinzipien a Fro stellen, wëssentlech a wëllentlech géint si verstoussen, ginn an der Zukunft ganz kloer méi streng bestrooft.

Dat ass richtig esou, well et kann net sinn, datt ee sech aus iergendwelleche Grënn d'Recht eraushëlt, sech un Déieren ze vergräifen, si ze mësshandelen, hinne Péng zouzefügen, si ouni Grund an ouni Sënn doutzemaachen. Esou Praktiken, esou Machenshafte kënnen an d'äerfe mir net toleréieren. Do muss kloer rout Linne gezu ginn, déi net duerfen iwwerschratt ginn. An dat geschitt ganz kloer mat deemem Gesetz. Och gëtt, wann een en Déier hält, kloer definéiert, wéi eng Flichten een deemem Déier vis-à-vis ze erfüllen huet.

Ech wëll mer an deemem Kontext och erlaben, dem honorabelen Här Gusty Graas villmools Merci ze soe fir säi ganz ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport, mat deem en eis am Detail d'Haaptneierunge vun deemem Déiereschutzgesetz explizéiert huet. Hie war och als President an der zoustänneger Agrarkommissioun ëmmer oppe fir all Zort vu Verbesserungsvirschléi, wat dozou gefouert huet, datt mer haut iwwer e modernt an awer och pragmatescht Déiereschutzgesetz kënnen ofstëmmen, wat mir natierlech als CSV-Fraktioun selbstverständlech och kënnen matdroen.

Madamm Presidentin, Déiereschutz ass net nëmmen eng Fro vum Prinzip, et ass och eng Fro vun den Instrumenter, vun de Moyenen, déi ee sech ganz einfach gëtt, fir den Déiereschutz och gutt kënnen ze garantéieren. An et ass eng Fro vun der Bewäertung, déi den Déiereschutz an eise Normesystem, an eiser Hierarchie vun de Regeln huet an anhëlt.

Fir eis gehéiert e valabel Déiereschutzgesetz grad esou zu enger moderner Gesetzgebung wéi den Ëmweltschutz oder insgesamt eis sozial Gesetzgebungen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt elo just kuerz op e puer Punkte vun deemem Gesetz agoen. Den Artikel 12 definéiert eng ganz Rei, et ass viru schonn erwänt ginn, vu Praktiken, déi an Zukunft net méi mat Déieren duerfen duerchgefouert ginn.

Jo, ech wëll eent vun de Beispiller nennen: Wie weess net oder wie ka sech net u Kiermessen erënneren, wou et Déierebude gi sinn a wou een da konnt Louse kafen an e Goldfësch gewonnen huet oder e Wellensittich. Jo, dacks ass dee Goldfësch schonn um Réck geschwommen, ier een doheem ukomm ass, oder de Wellensittich ass an enger net aartgerechter a vill ze klenger Këscht verpaakt gi respektiv et huet een deen an de Grapp gedréckt kritt. Dat sinn alles Saachen, déi an Zukunft verbuede sinn. An, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeginnen a Kollegen, dat ass gutt esou.

Genausou begrësse mir, datt all Zort, awer och all Zort vun Déierekampfe verbuede sinn. Och si mer averstanen, datt keen Déier méi ouni Grund duerf doutgemaach gi respektiv Péng zougefuegt kréien. Et sinn am Ganzen, wann ech richtig gezielt hunn, 17 Punkten an deemem Gesetz opgeléist. Et wier vläicht gutt, wann ee grad hei de Leit géif ganz präzis dës 17 Punkte méi no bréngen.

Madamm Presidentin, och gëtt an deemem Gesetz hei e ganze Strofekatalog opgestallt fir déi Leit, déi sech net un d'Spillregele vun deemem Gesetz halen. Jo, déi Strofe sinn zu engem gud-den Deel e gudder Krack an d'Luucht gesat ginn. Et sinn neier derbäikomm. Fir d'CSV-Fraktioun sinn dës Strofen och an hirem Héicht ugepasst, well mir bréngen domadder zum Ausdrock, datt d'Quälen an d'Mësshandele vun Déiere kee Kavaléiersdelikt ass, wou bis elo an der Regel héchstens eng symbolesch Prisonsstrof gesprach ginn ass, déi dann awer kaum nach ugetruede ginn ass, well se extrem kuerz war.

Leit, déi mengen, si missten hir Roserei an hir Schlechtegheet un engem Déier ausloossen, well dat sech jo bekanntlech an deene meeschte Fäll net ka wieren, déi mussen wëssen, datt se an der Zukunft richtig bestrooft ginn. Et ass aarmséileg a feig - ech betounen nach eng Kéier: aarmséileg a feig! -, wann ee sech un engem Déier vergräift, well een, jo, Divergenz respektiv Problemer mam Patron vun deem Déier huet.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Aly Kaes** (CSV).- D'Déierequälerei, dat muttwëllegt Doutmaache vun Déieren, d'Mësshandele vun Déieren, dat sinn eeschthaf, ganz eeschthaf Delikter, déi och mussen an Zukunft deementsprechend bestrooft ginn. Wie sech un engem Déier vergeet, vergeet sech un engem liewege Wiese mat Gefiller, wat Angscht huet a wat säi Wéi genausou spiert wéi mir Mënschen.

D'Déiere sinn an deene meeschte Fäll ze schwaach, wéi ech et scho gesot hunn, fir sech selwer ze wieren. Dat mussen d'Mënsche fir si maachen. Et muss an deem Kontext awer och séchergestallt ginn, datt Verstéiss géint d'Déiereschutzgesetz mat där néideger Prioritéit a Konsequenz behandelt ginn. Déi bescht Regelungen an deemem Beräich setze viraus, datt se och ugewannt ginn. Wann dat net geschitt oder geséichert ass, da sinn och déi beschten Texter näischt wäert.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Déiereschutz huet och mat aartgerechter Haltung vun Déieren ze dinn. Dat ass wichtig doheem an och an der Landwirtschaft. Dat bréngt mech zu eppes, wat mir perséinlech ganz besonnesch um Häerz läit a wat dacks an der Diskussioun ëm den Déiereschutz ze kuerz kënn: Dat ass d'Wuel vun eisen Notzdéieren a besonnesch am Beräich vum Transport, deen och schonn hei ugeschwat ginn ass.

Den Transport vun Notzdéieren ass e sensibelt Thema a virun allem duerch europäesch Virschrëfte reglementéiert, déi sech, jo, am Laf vun der Zäit Gott sei Dank verschäerft hunn. Den Ubléck vun total iwwerfüllte Camion mat Béischten, mat Schwäin, mat Gefligel, déi dacks ouni Waasser an ouni lesse stonnelaang queesch duerch Europa gefouert ginn, ass Gott sei Dank ganz selte ginn. Hei am Land hu mer streng Regeln, déi sech op den Déierentransport applizéieren. Ausserdeem hu mer hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, relativ kleng Distanzen ze fueren.

Et gëtt och gekuckt, d'Déieren esou no wéi méiglech bei där Plaz ze schluechten, wou se hierkommen. Domat gëtt d'Zäit vum Transport vu Schluechtvéi op den néidege Minimum reduzéiert an d'Déiere mussen manner Stress erliden, wat sech noweislech och op d'Qualitéit vum Fleisch auswirkt.

Wann ech scho beim Schluechte sinn, wëll ech och just kuerz soen, datt natierlech och beim Schluechtprozess selwer séchergestallt muss ginn, datt alles selon les normes ofleefft an datt d'Déier net onnëtz muss leiden. Och dat gëtt ganz kloer an deemem Gesetz geregelt.

Bon, ech kommen nach eng Kéier zrëck op den Déierentransport. Mir hunn zu Lëtzebuerg ganz streng Kontrolle vun den Déierentransport. Esou gëtt séchergestallt, datt d'Regelen, déi mer hunn, och agehale ginn. Mir sinn als CSV-Fraktioun der Meinung, datt widerhin alles muss drugesat ginn, fir d'Fuerzäite beim Déierentransport op den absolute Minimum ze reduzéieren, hei zu Lëtzebuerg, mä awer och virun allem an Europa, an datt widerhin alles muss gemaach ginn, fir datt den Déierentransport, souwäit en iwwer Lëtzebuerg geet, op eng propper an anstänneg Manéier iwwert d'Bün geet.

E Schluechthaus, Här Minister, e Schluechthaus fir Gefligel hei zu Lëtzebuerg géif de Produzenten zum Beispill viles méi einfach maachen, och am Beräich vum Transport. Leider ass dat awer bis haut net de Fall.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Joren a Jorzéngten huet de gesellschaftleche Wäert vum Déiereschutz sech stänneg weiterentwéckelt. D'Bewosstsinn ëm d'Wichtegkeet an d'Néidegkeet vum Déiereschutz huet sech generaliséiert, kaum ee stellt d'Noutwendegkeet vum Déiereschutz haut

nach a Fro. Duerfir ass et gutt, datt mer dem Déiereschutzgesetz haut de Mëtten en neien Ustrach ginn.

Erlaabt mer zum Schluss, well den Här Rapporteur mat engem Zitat ugefaangen huet, da mat engem Zitat opzehalen, dat fir mech perséinlech e ganz besonnesche Stellewärt huet: „So mir, wéi s de mat Déieren emgees, an ech soen der, wat fir e Mënsch datt s de bass.“

An deem Sënn, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Presidentin, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Kaes. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Édý Mertens. Här Mertens, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Edy Mertens** (DP).- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, viles ass gesot ginn. Merci fir dem Här Kaes seng schéi Ried, do wor ewell viles dran, do wëll ech net nach eng Kéier drop agoen. Mä et ass duerch Zoufall, bei deenen tropeschen Nuechten hei kann ech net schlofen, kréie meng übblech Schweessaubrëch an da liesen ech dorëmmer, an duerch puren Zoufall ass mer virun e puer Deeg do en Artikel opgefall, wou drastoung: Wat ass eigentlech Déiereschutz? Wat bréngt et iwwerhaapt? Wouzou kann et féieren?

An deen Artikel wor ganz interessant, do stoung näamlech dran, datt e puer esou Hennesen erëm virhatten, zu Neu-Delhi an Indien dann esou e Becken ze schafen, wou e puer Delfinen draschwammen, obschonn datt déi - déi hu sech Spezialist genannt - wëssen, datt d'Delfinen e risege Raum brauchen, fir kënnen ze existéieren a fir kënnen glécklech ze sinn an deem Waasser.

An deen aneren, deen hat en Elefant, deen ewell 40 Joer oder 50 Joer, stoung dran, un engem Fouss mat enger Ketten ugestréckt wor, an deen ass och fräigelooß ginn, well deen armen Däiwel, deen den Elefant do presentéiert hat a vläicht verloungt hat fir déi eng oder aner kleng Aarbecht, konnt op eng aner Aart a Weis gehollef kréien.

A si hu geschriwwen, datt dat natierlech nëmmen dem Déiereschutz ze verdanken ass oder där Persoun, déi sech drëm gekëmmert hat, souguer an engem Land wéi Indien. An do stoung nach virun, datt do viles op de Wee bruecht ginn ass, fir eben op eis Déieren opzepasst. An ech fannen, de Mënsch, datt ass jo och heiansdo ganz komesch, de Mënsch stellt sech jo iwwer alles. Mir menge jo ewell..., oder mir bezeichnen eis als dat gescheitste Wiese vun der Welt an da bestëmme mer natierlech, wat mer maachen, wat mer mat den Déiere maachen an esou virun.

A mir hunn natierlech och eng Portioun - do zielen ech och derzou - Feigheet an eis. Well natierlech ass dat flott, wann ech esou e klenge Mippchen hunn an deen op de Schouss kann huelen. Dee frësst mech net. Dat ass jo méi einfach, wéi wann op eemol do e Krokodil mech bekuckt oder ech weess net soss eppes.

Ech hunn do e puer Problemer mat Spannen. Mat Spannen, wierklech, do kënn Der mech egal wou hindreien, et ass schrecklech! Mä ech hunn an der Zäit meng Mamm ëmmer geruff: „Komm séier, et ass eng Spann hei.“ Also d'Leit hunn de Kapp gerësel, da gouf d'Spann an d'Hand geholl a virun d'Dier gesat. Dat gouf et och nach. Mä ech hunn do wierklech meng Schwierigkeeten dermat.

Mä da muss ee jo soen als Mënsch: „Firwat dat do Déier an net dat anert?“ Well et méi ellen drakuckt? Ech hat dat elo erlieft a Kambodja mat enger Tarantel, ech kann lech soen, ech wor ni esou séier aus enger Toilette eraus wéi do. Awer net, well do eng Tarantel souz, mä well dat eng Maartplatz wor, wou d'Fra mat engem Plateau entgéintkoum a gesot huet: „Hätt Der gär déi do oder déi do gegrillt?“ Also ech kann lech soen, ech wor bal kollabéiert. Ech sot: „Ëm Gottes Wëllen, Madamm, hei kritt Der d'Suen, mä verschwannt mat där Tarantel!“ Mä esou ass nun eben emol de Mënsch. Firwat ass et esou, datt dat eent Déier em gefält an dat anert net? Naja, esou si mir eben. An aner Kulturen hunn eben aner Gebräicher. Dann ass dat vläicht an deem Sënn méi einfach.

Jo, den Déiereschutz soll een eescht huelen. Dat hat d'Demokratesch Partei an hirem Wahlprogramm 2013 stoen. An ech muss och soen, datt mer dat eescht geholl hunn. Dofir sinn ech och houfreg haut, datt eise Landwirtschaftsminister, de Fernand Etgen, sech déser Aufgab ugehall huet an zesumme mat deene Leit vum Terrain, déi dagdeeglech mat Déieren emginn, sech em se këmmere, wahrscheinlech dat

fortschrittlech Déieregesetz gemaach huet, wat et am Abléck dorëmmer gëtt, oder ausgeschafft huet mat de Kolleegen a Kolleeginnen zesummen aus der Kommissioun, wou iwwerengens eng fantastesch Zesummenaarbecht an deem Domän stattfonnt huet.

De Rapport vum Gesetzesprojet gouf unanime an der zoustänneger Chamberskommissioun do ugehall. Och dat ass en Zeechen, datt mir e gutt Gesetz hei op d'Bee gestallt hunn, wat vu jiddwerengem gedroe gëtt a wou d'Finalitéit vu jiddwerengem als wichteg ugesi ginn.

Madamm Presidentin, wann ee bedenkt, datt en Déier hei zu Lëtzebuerg juristesche gesi bis elo, wéi den Här Kaes virdru gesot huet an och den Här Gusty Graas, en Objet wor, also eng Saach, als Saach definéiert gouf, da kann ee sech jo wierklech gutt virstellen, datt d'Strofen, déi do ugewannt goufen, ganz aneschtens woren, wéi wann een do engem Mënsch e Leed ugedoen hätte.

Ma jiddereen, deen awer en Hausdéier doheem huet oder hat, dee weess, datt en Déier vill méi ass wéi eng einfach Saach. En Hausdéier ass fir vill Leit wéi e Member vun der Familljen. Mir schenken hinnen eppes, Zoutrauen, Léift, a si schenken eis dat retour. An ech ka mat Recht behaupten, datt et näscht méi Treies gëtt wéi en Hond. An ech kann lech dat och aus Erfahrung soen, mir haten ëmmer doheem an der Familljen Hénn, an dee leschten, en Dackel vu 14 Joer, ass viru Chrëschttag ageschleift ginn aus Krankheetsgrënn. An ech wëll net soen, ech si relativ en Haarden, mä dat wor ganz dramatesch ginn. Do huet een einfach e Member vun der Famillje verluer. A wann een eleng ass, ech mengen, dat Vertrauen, wat ee kritt, an dann déi Trei, déi dat Déier wierklech engem beweist, souzesoen, hat do vläicht och erkläert, firwat datt ech mer aner Saachen net zougeluecht hunn am Haus; mä dat ass awer eng aner Fro.

► **(Hilarité)**

Als Dokter kann ech lech och soen, datt d'Déieren och an der Medezinn natierlech eng ganz wichteg Roll spillen. Ech schwätzen awer elo net vun de Versuchsdeieren. Dat ass strikt geregelt dran, a wou et nëmme méiglech ass, gi jo och keng Versuchsdeiere méi ugewannt. Hei am Land hat d'Zuel vun de Versuchsdeieren awer elo zougeholl. Mä ech mengen, et sinn nach just dräi Sorten, déi gebraucht ginn. Dat si Raten a Mais, an ech mengen, nach eng Zort. De Rescht awer net méi. Dat ass streng geregelt. Mä de Verbrauch vun deenen Déieren ass awer massiv gestiegen duerch d'Anwesenheet vun eiser Universitét.

Neen, ech schwätzen elo net dovun, ech schwätze vun den Therapiedéieren: Déiere wéi Hénn, Kazen, Päerd, souguer Lamaen, déi ginn dacks agesat bei psychiatresche Fäll, psychesche Kranken, neurologeschen Erkrankungen an awer och bei geschecheg behënnerte Kanner, bei Erwuessener. Mä ech mengen, Dir verstitt mech richteg an Dir wësst dat och, des Déieren heelen natierlech keng Krankheeten. Dat kënn Der vergiessen, déi do Krankheete sécher net! Mä si wierke sech awer ganz positiv op d'Moral an op d'Psyche vun deene Leit aus an dat kann, wéi gesot, ganz positiv Effekter mat gudde Resultater bei deene Patiente bréngen.

Ma och fir déi Leit, déi net krank sinn, mä einfach just eleng sinn, wat ech jo virdru gesot hunn, well zum Beispill de Liewenspartner kierzlech verstuerwen ass, sinn Hausdeieren eng grouss Hëllef. Dacks sinn et och eeler Leit, déi vun der Präsenz vun engem Hausdéier profitéieren, fir iwwer hiert Elengsinn ewechzokommen. Ech kann och soen aus Erfahrung, an ech hunn och esou eng Studie gelies, datt e Mënsch, deen zum Beispill en Hireschlag hat, laang am Spidol wor, méi séier erëm gesond gëtt an op d'Bee kënn, wann e weess, doheem waart een, wann en dann heemgeet bei säin Déier. Alles dat ass sécher bewisen an Dir kennt sécher och där Fäll, gradesou gutt wéi ech.

Ma net nëmme fir déi eeler Leit sinn Hausdeiere gutt. Verschidden Etüden hunn eben erausfonnt, datt Kanner, déi mat Déiere groussginn oder op engem Bauerenhaff groussginn, manner Allergien opbauen, manner respiratoresch Infektiounen hu wéi aner Kanner. Des Etüd, déi behaupt souguer, datt Kanner, déi mat Déieren opwuessen, och eng besser Laun un den Dag leeën, e bessert Verhalte weise vis-à-vis vun anere Kanner, léiwer deelen, Selbstwärtgefill opbauen an esou virun.

Bewisen ass och, datt d'Hausdeieren e positiven Afloss op Leit mat Depressiounen hunn. Si hëllefeng engem, wann een emol am Liewen en Down huet, wann een an en déift Lach gefall ass, vill méi einfach do erauszokommen. Hausdeieren hunn näamlech keng A-priorien, si kënnen engem bedéngungslos Zouneigung

entgéintbréngen an engem d'Gefill vermëttele, als Mënsch gebraucht ze ginn. Jo, si sinn och en Usprichpartner, deen och a schwierigen Zäiten zur Verfügung steet a sech mat Gedold d'Problemer unhéiert, ouni ze jugéieren.

Fir Leit mat Depressiounen ass et eng Motivatioun, wa se en Déier hunn, fir sech aus dem Bett ze maachen. Dacks ass et jo esou, datt moies déi schlëmmste Phas vun der Depressioun ass, wou d'Leit Schwierigkeeten hunn, sech ze bewegen, a Gang ze kommen. Si wëssen awer: „Do ass en Déier, wat op dech waart, du muss mat deem erausgoen.“ An déi Studie beweist enner anerem och, datt déi wëssen, datt se do musse si fir hiert Déier. A souguer bei deenen, déi do gefärdet sinn, ass d'Rat vum Suicide méi niddreg.

Madamm Presidentin, wéinst all dese Grënn ass et fir mech nëmme richteg, datt mat deem neien Déiereschutzgesetz d'Déieren net méi als Objet, mä als Liewewiesen ugesi ginn, déi Péng verspieren an eventuell souguer verschidden Emotiounen kënnen ausdrécken. Dat neit Gesetz wäert d'Haus-, awer och d'Notzdeiere viru Mësshandlung, onnéideger Péng schützen an hiert Wuelbefanne garantéieren. Jo, eist Gesetz geet souguer esou wäit, wéi virdrun och gesot gouf, datt mer den Déieren hir Dignitéit unerkennen.

Ech wëll awer Verschiddener berouegen: Et wäert och an Zukunft méiglech sinn, eng Méck, Moustique oder anert Ongezifer mat der Méckebaatsch onschiedlech ze maachen. Datselwech géllt dann elo och fir Spannen, mä ech mengen och Seejommessen, déi gesetzlech als „organismes nuisibles“ definéiert ginn - ass et esou, Här Rapporteur? -, a vun de Mesuré vun diesem Gesetz ausgeklammert sinn.

► **(Interruption)**

Ech wëll och déi Leit, déi op d'Juegd ginn oder fësche ginn, berouegen: Do sti keng Strofen drop. Dat bleift alles, wéi et bis elo wor.

Madamm Presidentin, ech sinn zwar net vu Beruf Veterinär, mä ech wor awer ganz, ganz laang mam Veterinär ennerwee, méi wéi zéng Joer, 15 Joer, an ech kann lech soen, et gëtt kee Bauerenhaff, an dem Clierfer Kanton op alle Fall an an engem gudden Deel vum Wëlzter Kanton, wou ech net wor, wou ech net do-banne wor a jorelaang d'Betreie vun deene Béische bei eise Bauere gesinn hunn. An ech kann lech soen, deene meeschte Béischen, déi ech do gesinn hunn, geet et ganz gutt, an dat nëmme, well eis Bauere sech natierlech ganz gutt em hir Déiere gekëmmert hunn.

D'Wuelbefanne vun den Déieren an der Landwirtschaft ass näamlech kee Widersproch. Mir hunn zu Lëtzebuerg jo quasi nëmme Familljebetrëber an ech muss soen, déi Béischen, déi déi Leit hunn, déi gehéiere praktesch zur Famill.

Ech verstinn och net, wann een heiansdo do-bausen héiert, dat wor déizäit, wann ech dann an d'Haiser koum als Hausdokter, datt dann heiansdo fierchterlech Saachen erzielt gi sinn, déi d'Leit um Fernseh gesinn hunn, déi Grujelhaltunge vun den Déieren do: Openeegepfercht leie se do, si hunn d'Schwänz zerbass an ech weess net wat nach alles, et ass wierklech grausam, déi Massentierhaltung. Ech mengen, an eise Familljebetrëber ass mir jiddfalls an eise Kanton kee bekannt, wou dat esou wor. An ech géif och mengen, do gëtt da Remedur geschaaft duerch d'Veterinärinspektioun an et gëtt do drop opgepasst, datt dat eben net de Fall ass.

Eis Betrëber, déi hunn dat och verstanen, well et ass de Konsument, deen och net méi bereet ass - deen dat doten alles weess -, Produiten ze kafe vun Déieren, déi enner onméigleche Konditiounen gehale ginn. Ech mengen, datt eben de Bien-être vum Déier fir eis Landwirtschaft, esou kann een et vläicht ausdrécken, och en ekonomesche Facteur ass. Bei eis ginn d'Béische meeschtens a Lafstall gehalen, ginn net ugestréckt, déi Käfeghaltung vun den Hénger ass ewell laang verbueden an och eis Schwéngszüchter halen hir Schwäin an neie Ställ, heiansdo a Gruppen, fir opzepasst, datt et och deene besser geet.

► **(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

Mat deem neien Déiereschutzgesetz ginn och verschidde Praktike ganz kloer verbueden. An Zukunft ass et verbueden, Déieren aus ekonomesche Grënn doutzemaachen; dat gouf virdrun och ewell gesot. Esou dierf ee keng männlech Jippelcher méi duerch de Schredder kéieren, well se ebe keng Eeër leeën an dofir net esou gebraucht gi wéi déi aner. Och dierfen Déieren net wéinst dem Pelz, de Plommen oder wéinst hirer Haut geziicht ginn.

Ech muss wierklech och soen, datt ech do heiansdo, wéi ech mam Veterinär matgefuer sinn, Saache gesinn hunn, wann da Mësstänn festgestallt ginn: Dann hunn d'Leit sech un

d'Polizei gewannt an d'Police ass da kucke gaangen, wat mat den Déiere lass wor. An do woren dann heiansdo Leit esou besuergt em déi Déieren, datt ech da mam Védokter dohinkeroum, datt deen da gesot huet: „Ma Madamm, dat sinn zwar Lamaen, mä déi ginn elo net...“, bei minus engem Grad fallen déi net em an déi sinn den aneren Dag erfuer an dout.“ Oder wéi ëmmer erëm de Problem, deen der alleguerte kennt, mat de Päerd: Wa Leit spadéiere ginn, gesi se Päerd op enger Wiss stoen... Do hat de Veterinär sech ëmmer geiergert a gesot: „Ma setzt dach emol e puer Artikelen an d'Zeitung, da sot Der, datt e Päerd gären dobaussen ass! E Päerd gehéiert dohin, et kritt säi Wanterpelz an esou virun.“

Do maachen d'Leit sech dann iwwermësseg Suergen, mä dat ass net ëmmer esou. An da gouf direkt d'Police ageschalt, déi dann e Certificat gebraucht hat, fir eben déi Leit ze berouegen. Mä dat huet sech da meeschtens awer agerent.

Ech kann och soen, datt ech e puer Fäll gesinn hunn, déi och an den Zeitunge stoungen, déi um Geriicht waren, déi grausam waren. Un ee Fall kann ech mech erënneren, dee wor ganz schrecklech. Do louchen d'Déieren an der Ketten, si woren dout, si kruten näscht ze drénken, kruten näscht ze iessen. Mä ech kann lech awer soen, datt wor elo net normal, absolut net normal, well déi Leit schwéier krank waren. Also, de Bauer, deen hat eng Psychos an hat den Optrag kritt, dat esou mat sengen Déieren ze maachen, an huet natierlech misse psychiatresch gehollef kréien. En zweete Fall, dee wor genausou, do si mer ëmmer mam Védokter higeuer. Dunn huet de Bauer gesot: „Den Däiwel ass eraus, hënt wor den Däiwel bei menge Kaalwer a bei menge Kéil!“ Mä et gouf awer opgepasst, de Veterinär ass regelmësseg kontrolléiere gaangen, fir eben ze verhënnere, datt elo op eemol och nach do den Optrag komm wier, fir deenen näscht méi ze iessen oder ze drénken ze ginn.

Ee Mënsch, deen awer elo absolut kee Respekt virun Déieren huet, net psychesche krank ass an dee wierklech esou grausam Saache mécht, wéi ech se och gesinn hunn - en Hond läit als Skelett am Bësch un engem Bam ugestréckt an ass do erhéngert, wahrscheinlech, well een iergendengem e Geschenk wollt maachen, an herno konnte se den Hond net méi gebrauchen -, dee soll gestrooft ginn! An dofir sinn ech och frou, a mir si frou vun der DP aus, datt mat deem neie Gesetz Strofe fir déi Leit, déi sech net adequat verhalen, kënnen ausgesprach ginn an des och daitlech eropgesat goufen. Ech fannen näamlech, an Dir allegueren och, datt et näscht méi Degueulasses gëtt, wéi wann ee sech net em e Liewewiese këmmert, ob dat elo e Mënsch ass, fir deen een d'Responsabilitéit huet, oder en Déier.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Edy Mertens** (DP).- Här President, en Déier ze mësshandelen ass kee Kavaléiersdelikt, a mat deem neien Déiereschutzgesetz wäert d'Déierequalerei och net méi als Kavaléiersdelikt behandelt ginn. Ech mengen, wann ech mech richteg erënneren, gëschter hat ech an der Zeitung gelies, datt nach ee Prozess am Abléck amgaang ass wéinst Hénn, déi esou gehale goufen. D'Strofe fir Leit, déi Déiere quälen, ginn drastesch an d'Luucht. Finanziell kann een an Zukunft eng Geldstrof vu bis zu 200.000 Euro kréien, a wann et eng Widderhuelungstat ass oder et féiert ee sech onméiglech op, wéi verschidde Leit, déi ni zur Raison kommen, kann et do emol passéieren, datt ee Prisong dofir kritt, an dat kann ausgesprach gi bis zu dräi Joer.

An Zukunft wäerten dann déi Leit, déi eng Infraktioun géint dat Gesetz konstatéieren, och d'Méiglecheit hunn, méi séier ze reagéieren wéi bis elo. Bei administrative Sanktiounen kënne si direkt déi Déiere confiscéieren an op enger Plaz ennerbréngen, wou se dann och adequat versuergt ginn.

Här President, et gëtt awer och Leit, déi elo net muttwëlleg déi Déiere mësshandelen oder sech net richteg em se këmmere, nee, wéi ech virdru gesot hunn, gëtt et och Leit, déi sech ze vill em d'Déiere këmmere. Si huelen der eng ganz Partie un, déi se net méi bewältegen. Dir kommt an Haiser eran, do frot Der lech wierklech! Do richt et nach just no Kazen an ech weess net wat. An obschonn een d'Leit gutt kennt a weess, datt déi alles fir déi Déiere maachen - déi liewe praktesch dann do mat den Déieren -, ass dat heiansdo ganz schwéier, deene bäizebréngen, datt dat awer esou net geet. An ech mengen, an deem Gesetz hei ass och déi eng oder déi aner Strof dofir virgesinn,

mä si brauchen natierlech net direkt dofir an de Prisiong ze goen.

Wat d'Hale vun Hausdéieren ubelaangt, wëll ech dann awer och nach eng Kéier un de gesonde Mënscheverstand appelléieren. En Déier ze besetzen ass, wéi gesot, eng Verantwortung, déi een net ënnerschätzen däerf. Et gëtt leider nach ëmmer Leit, déi hirem Kand oder dem klengen Enkelchen dann en Hausdéier fir Chrëschttag schenken, well dat esou kuscheleg ass, well dat esou flott ass. An dann op eemol, de Wanter geet eriwuer, et kënnt d'Vekanz am Februar an da muss een an d'Schivakanz. A wat maache mer dann elo mat deem Hond, mat deem Déier? An da gëtt dat ausgesat. An dat ass dat, wat ech virdu gesot hunn: Dat ass grauenhaft! Also, wéi kann e Mënsch dat dote maachen? Et muss ee virdu ganz genau iwwerleeën: Hu mer Zäit? Hu mer Raum fir en Déier? Këmmere mer eis ëm dat Déier? Da kann dat jo wierklech ganz flott sinn. Mä dat doten, dat geet net!

An Dir braucht nëmmen d'Leit ze froen an den Déierenasyl: Déi si strubbelvoll mat Déieren, déi op déi Aart a Weis vun anere Leit dohinnergedroe goufen an déi do fachgerecht betreit ginn. Ech wëll och hei op dëser Plaz profitéieren, fir all deene Leit villmoos Merci ze soen, déi sech daageeglech ëm déi ausgesat, mësshandelt Déiere këmmere, déi kucken, datt et hinnen erëm gutt geet a si erëm en neit Doheem fannen.

Ech hunn nach fënnf Minutten Zäit a wollt lech nach eng Geschicht erzielen, déi eemoleg vläicht ass, mä wat Der alles als Dokter erlieft. Ech wor als Hausdokter -virun et wäerten elo sechs, siwe Joer sinn - an engem Haus, an do wor ech an der Kichen an ech wor amgang, d'Rezept ze schreiw. Dunn op eemol kuckt aus der Stoff ee Kitz eran. Ee Réi kuckt eran! An ech hat gemengt: „Elo ticks du net méi richtig, oder wat ass hei lass?“ Ech sot: „Ëm Gottes Willen, wat ass dat do dann?“ - „Jo, dat, mä ech hunn dat fonnt dobaussen. Ech betreien dat.“ Du sot ech: „Madamm, dat geet awer net. Wann dat Kitz herno eraus ass, ass et total verluer, dann ass et sécher drun.“ - „Jo, de Jeeër sot mer dat och ewell, den Noper. Mä ech ginn dat net méi hier. Dat bleift esou.“

14 Deeg méi spéit sinn ech erëm dohinnerkomm. Jo, dat Kitz, dat wiisst, gellt. Dat ass net méi op de Plättercher stoe bliwwen, dat ass dorëmmer gerësch. Ech sot: „Ëm Gottes Willen, also wann Der elo näischt maacht, da muss ech awer agräifen, da musse mer bei eng aner Instanz goen. Dat do ass net aartgerecht fir dat Réi.“ - „Jo, mä wann ech et an de Gaart doen, da spréngt et herno iwwert den Zonk oder et gëtt vum Fuuss erbass oder ech weess net wat.“

Dat gëtt et och. Mä d'Leit sollen dach mat deem Blödsinn ophalen! Mir hu jo och Stellen, wou een esou Déiere kann hiféieren. Nee, well wann dann op eemol am Haus e Réi do aus der Stoff kuckt, dat sinn awer scho komesch Situatoune!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wat ass da mam Kitz geschitt?

► **M. Edy Mertens (DP).** - Ma d'Kitz ass dunn awer ausgesat ginn, an d'Madamm hat behaupt, et hätt net allze laang gelieft, well dat fënn sech dann net méi erëm - et si Jeeër heibannen, ech sinn net Jeeër - an dann huet et dobausse keng Chance méi. Also natierlech, e Kitz, wat beim Fernseh louch - et wor samschdes mëttes, d'Sportschau ass gelaf - also d'Kitz...

(Hilarité)

...louch do an der Stoff! Dat ass kee Witz, wat ech soen. Dat ass tatsächlech wouer! Esou en Unfug soll een natierlech net maachen.

An déi aner Geschicht, déi och ganz flott war, dat wor d'Madamm mam „Löw“. Also, mir haten eng Cliente, oder Patientin, déi Madamm hat telefonéiert: „Kënnst Der net laanschtkommen, Véidokter, de Léiw ass krank?“

(Hilarité)

An dunn hat dem Véidokter seng Madamm dat op de Block geschriwwen: „De Léiw ass krank.“ A wéi ech dat gesinn hunn, sot ech: „Jo, wat ass dat do dann?“ - „Jo, dach“, sot hien, „déi huet e Léiw.“ Jo, dat wor alles schéin a gutt! Wéi mir dohinnerkamen, wor de Léiw esou grouss, du wor dat nach esou e schéine Léiw, deen nach net dorëmmer gekraazt huet. An du sot hien erëm eng Kéier: „Madamm, et geet elo duer, Dir kënnt dee Léiw net halen. Dir wësst et jo.“ - „Oh, mäi Löw, mäi Löw“ - si wor aus Däitschland -, „mäi Löw, et ass awer esou schéi mat deem Löw.“

(Hilarité)

An dunn, e bësse méi spéit, e puer Méint méi spéit, hunn ech dunn d'Situatioun erlieft, datt de Papp Veterinär...

(Hilarité)

...datt de Papp Veterinär vu sengem Jong gesot krut: „Jo, Papp, du bass ewell al, an deemools hat Dir op der Universitéit dat net geléiert. Mir hunn zu Hannover eng extra Ausbildung gemaach, fir och mat Wëlldéieren ëmzegoen, mat Léiwen.“ Du sot hien: „Ma da fuer du, well ech fuere net méi. Elo sinn ewell esou vill Méint ëm. Also ech ginn net méi eleng dohinner, well wann dee Léiw, deen... Da bass du drun. Da gees du dohin.“

An dat wor eng ganz flott Geschicht, déi guer kee Geheimnis ass. Et hat keng Stonn gedauert, du koum de Fils vum Véidokter mat enger zerrassener Box erëm, du wor hie beim Löw,...

(Hilarité)

...hie wor vun uewe bis ënnen zerkaazt. Also et wor eemoleg. Also, esou Saache soll een natierlech och net maachen! Du sot hie séier: „Oh Papp, du muss telefonéieren, et muss eppes geschéien, et muss eppes geschéien!“

(Hilarité)

Mä dat ass och net esou einfach, fir Léiwen ze behandelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wat ass mam Löw geschitt?

► **M. Edy Mertens (DP).** - Ma de Löw, deen ass... Du si mer zrëckgefuer an de Löw ass mat enger Sprëtzt betäubt ginn - dat gouf et déizäit och ewell - an dunn op déi richtig Plaz komm.

(Hilarité)

Jo, jo, jo.

(Brouhaha)

Gutt. Ech weess net méi, wou ech sinn.

Zum Schluss misst ee vläicht nach, no där schéiner Geschicht, e Wuert zu den Zirkusdéiere soen, well et jo do an der Vergaangenheet Déiere gouf, déi net esou gehale goufen, wéi dat soll sinn, do goufe Kontrolle gemaach. Zu Lëtzebuerg ass dat awer garantéiert, datt et keng mësshandelt Déieren an Zirkusse gëtt, déi zu Lëtzebuerg Statioun maachen, well d'Déieren am Zirkus, mengen ech, Här Minister, komplett verbuede sinn - jiddefalls, wéi mer eis nach kënnen erënneren.

Här President, wéinst all deene Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, ass d'Demokratesch Partei der Iwwerzeegung, datt mir haut e gutt a wonnerbaart Déiereschutzgesetz wäerte stëmmen. Ech wëll nach eng Kéier villmoos Merci soen all deenen, déi matgeschafft hunn an der Kommissioun. Wéi gesot, et wor eng ganz gutt Zesummenaarbecht. An dofir kritt dese Gesetzesprojet natierlech a selbstverständlech den Accord vun der demokratescher Fraktioun.

An ech soen dem Här Gusty Graas villmoos Merci fir dee gudder Rapport. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen fir d'LSAP.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken e grouse Merci dem Rapporteur fir säin ausféierleche mëndlechen an och schrëftleche Rapport, wou wierklech ganz vill Detailer, virun allem hei am mëndleche Rapport, waren. Dat wäert mir et dann och erméiglechen, iwwert déi eng oder aner Saachen ewechzegoen. Oder ech wäert vläicht awer déi eng oder aner Kéier repetitiv sinn, well et mer wichteg ass, esou Saachen nach eng Kéier ze widderhuelen, déi an deem Gesetzestext och hir Importenz hunn.

Dee Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut schwätzen, gouf jo scho méi oft als ganz progressiv, jo, als ee vun deene fortschrëttlechen an der Welt bezechent. Dobäi muss ee soen, dass ganz vill Elementer aus dem aktuelle Gesetz iwwerholl goufen an d'Ënnerscheider op den éischte Bléck och guer net esou revolutionär wierken. Dat, wat sech awer mat deem neie Gesetz ännert, ass d'Approche. Et gëtt eng kloer Unerkennung, dass en Déier keng Saach ass, mä e Liewewiese mat eegene Bedierfnesser a wat genausou Péng empfanne ka wéi e Mënsch.

Fir dat ze verdäitlechen, hu mer de Begrëff vun der „Dignitéit“ vum Déier agefouert. Dese Begrëff am Zesummenhang mat Déieren ze nennen ass schon net onëmstridden, well mer e soss jo just fir Mënsche gebrauchen, awer net datselwecht mengen. An deem neie Gesetz ginn d'Déieren näamlech mat Mënschen net gläichgestallt. Et ass och an Zukunft erlaabt, Déieren ze halen, ze zichten, ze verkafen, ze

kastréieren, ze schluechten an ze essen. Mat Dignitéit am mënschleche Sënn huet dat jo eigentlech näischt ze dinn.

Ech sinn awer frou, dass de Minister bereet war, nom Depôt vum initiale Projet nach eemol méi eng breet Diskussioun opzemaachen an Aweise vu verschidde Akteuren ze berücksichtigen. Dobäi ass en och dem Wonsch vun der LSAP nokomm, fir eng präzis Definitioun vun der Dignitéit vum Déier am Gesetz ze hunn. A vu dass d'Gesetz sech staark un der Schwäizer Legislatioun orientéiert, wou esou eng Definitioun och dran ass, louch et op der Hand, fir sech bei dëser Definitioun un deen Text unzeleenen. Et muss jo net nëmme kloer sinn, dass mam Begrëff vun der Dignitéit net eng Zort Mëscherechter fir d'Déiere gemengt sinn, mä et muss genausou novollzéibar sinn, wat d'Plus-value zum „bien-être de l'animal“ ass, dee mer haut jo schon an eisen Texter hunn.

Et geet hei net nëmmen ëm d'Flicht, d'Grondbedierfnesser vun engem Déier, wat een hält, ze erfëllen, mä dorëm, d'Déier als en eegestänneg Wieser ze kucken an och ze respektéieren. Et bedeit, dass en ëmmer eng Rechtfertigung muss hunn, wann een d'Déier an iergendenger Form aschränkt, wann een em weideet oder awer wann een et doutmécht. Den Notze fir de Mënsch muss ofgewie gi géint d'Leide vum Déier.

Dobäi muss ee betounen, dass dësen Notze vum Mënsch bestëmmt gëtt. Et ass an et bleift e Gesetz, dat vu Mënsche fir Mënsche gemaach gëtt, fir hiren Émgang mat den Déieren ze regelen. Am Kär ass dat eng ethesch Fro, déi zesumme mat der Gesellschaft evoluéiert. Wann ee kuckt, wéi mer zu Lëtzebuerg en géneral mat den Déieren ëmginn, wéi effentlech d'Diskussioun gefouert ginn a wat fir eng Decisiounen d'Konsumenten huelen, da kritt een och e Gefill derfir, wéi den allgemenge Konsens zum Thema Déiereschutz an der Gesellschaft ausgesäit.

D'Gesetz ass an deem Sënn progressiv, dass et probéiert, am Interessi vun den Déieren e bëssen iwwert dee Konsens erauszegoen, ouni awer d'Akzeptanz vum Gesetz an der Gesellschaft ze verléieren. De Fait, dass d'Gesetz sech un engem gesellschaftleche Konsens orientéiert, bréngt awer och eng Rei Inkohärenze mat sech, déi erklärebar an och legitim sinn. D'Mënschen hu schon eng ganz eege Logik, wat hiren Émgang mat Déieren ugeet, meng Virriedner si schon e bëssen dorobber agaangen.

Eis Fäegkeet, Empathie ze empfangen, ass net fir all Déier d'selwecht. Eis Schutzinstinkter, déi kënnen ganz staark si bei Déieren, déi souzesoen dem „Kindchenschema“ entsprechen an déi Geräischer maache wéi e kleng Puppelchen. Mir hu méi Matgefill mat léiwe, kleng Pelzdeieren ewéi mat Schlaangen, Fësch, Spannen oder groussen Déieren, déi mir als méi bedrolech empfangen. E ganz héije Stellwäert kann en Déier kréien, wa mer et als Hausdéier an eis Famill integréieren, wougéint deeselwechten Typ Déier eis relativ gläichgültig léisst, wann e just gehale gëtt fir ze essen. Vill vun eis iesse jo Schwéngfleesch. Mä wann en eenzelt Schwäin ewéi e Mupp als Hausdéier gehale gëtt, da kritt et en Numm an de Besëtzer gëtt sech bewusst, wéi sensibel an och intelligent esou e Schwäin ass.

Fir de Mënsch ass dat Verhale ganz normal an et ass net domm, wa Mënsche grad bei bestëmmten Déieren och ganz emotional reagéieren. Et ass en normalen Ausdrock vun Empathie. E Mënsch, deen ouni Grond an ouni Hemmung en Déier quält, ass och am Émgang mat Mënschen net vertrauenswürdeg a wäit vu respektvoll.

Eis emotionaler Reaktiounen eleng bilden awer keng gutt Grondlag fir en Déiereschutzgesetz. D'Situatioun vum Déier muss onofhängeg dovunner gekuckt ginn, ob et léif ausgesäit oder net. De Gradmesser ass dofir an eise Gesetz d'Fäegkeet vum Déier, Péng ze spieren. Aus Grënn vun der Rechtssécherheet bezitt sech d'Gesetz iwwert den Déiereschutz just op d'Wirbeldeieren an op d'Kopffüßer an net, ewéi am ursprénglechen Text virgesinn, op allegeren d'Déieren. Dat kënnt dohier, dass bei enger Rei vu Wirbellose kloer Indikatiounen bestinn, dass se wuel Péng empfangen, mä et wëssenschaftlech nach kee Konsens gëtt. Bei de Kopffüßer, also Tëntefësch oder Aänlecher, ass et sécher, dass et sech ëm héich entwéckelt Déieren handelt, déi Péng spieren. Well si zum Deel fir Déiereversich benotzt ginn, war et awer wichteg, se ausdrécklech mat an de Geltungsberäich vum Gesetz eranzehuelen.

Nieft eiser emotionaler Relatioun zu den Déiere gëtt et rational Grënn, fir d'Déieren net ëmmer d'selwecht ze behandelen. Dat neit Gesetz ännert ausdrécklech jo näischt um Juegd-, Fëscherei- oder Naturschutzgesetz, et beschränkt sech deemno gréisstendeels op Hausdéieren, iwwert

déi mir direkt d'Verantwortung hunn. Obwuel e wëllt Déier genausou leidensfäeg ass wéi en Hausdéier, wende mer hei en anere Moosstaf un. An der Natur gëllt näamlech d'Gesetz vum Dschungel, vum „survival of the fittest“. Aus der Vue vum eenzelnen Déier kann d'Natur ganz grausam sinn. Mä all gesonden Ekosystem funktionéiert no deemselwechte Prinzip, d'Populatiounen ginn nun eemol reguléiert iwwert d'Narungsangebot an d'Existenz vun natierleche Feinden. Mir behalen eis als Mënschen och d'Recht vir, eis géint Déieren ze schützen, wann zum Beispill eng Epidemie kënnt, wou fir eis oder eis Hausdéieren eng Gefor besteet.

Wat ännert dann elo ganz konkret mat deem neie Gesetz? Et gëtt eng nei Approche, wéi ech scho gesot hunn, wat d'Hale vun Hausdéieren ugeet, déi an der Praxis zwar net vill ännert, awer, wéi och de Rapporteur scho gesot huet, e Paradigmewissel ass. An Zukunft ass et jo generell verbueden, Déieren ze halen, mat Ausnam vun deenen, déi op enger Lëscht stinn. Aner, méi exotesch Déiere kënnen zwar an Zoen oder zu pädagogeschen Zwecker gehale ginn, mä dofir brauch een dann awer eng speziell Autorisatioun. Et gëtt och eng Iwwergangsbestëmmung fir Leit, déi am Moment Déieren halen, déi net op der Lëscht stinn.

Eng liicht Ännerung gëtt et bei der Aschtzung, wat fir en Notze mer als legitim empfangen, fir Déieren ze schluechten, a wat fir een net. Nei an deem Kontext ass, dass mer verbidden, Déiere just fir hire Pelz oder fir hir Woll ze halen.

Déi meescht Ännerungen, wéi déi grad genannten, fanne mer bei den „pratiques interdites“. Wéi kohärent des Verbueter sinn a wat se konkret fir en Impakt hunn, ass och ganz ënnerschiddlech. Déi éischt Pratique interdite betrëfft d'Verlousen oder d'Verschenke vun Déieren am Kader vu Concoursen als Präisgeld an esou weider. Dat ass richtig a gutt, fir dat am Gesetz ze verankeren. Mä ech hunn zanter ville Joren och net méi gesinn an och net méi héieren, dass dat nach géif gemaach ginn, soudass sech hei kaum eppes ännert. Aänlech gesäit et och am Verbuet, fir Hënn a Kazen op Mäert, op der Strooss oder awer an Akafszentren ze verkafen.

E bësse speziell, wann awer och richtig, ass de Verbuet, fir d'Déiere sexuell ze mëssbrauchen, wat bis elo nach net am Gesetz stoung.

Nei ass och de Verbuet vu Qualzuuchten, wat bedeit, dass een d'Déieren net däerf duerch Ziichten esou veränneren, dass se zousätzlech Kierperdeeler hunn oder hinne Kierperdeeler feelen oder dass hir Kierperform e Liewen ouni Péng a Gesondheetsproblemer onméiglech mécht. Dat schéngt op den éischte Bléck selbstverständlech ze sinn, ass et awer net.

Aänlech Verbueter gëtt et och an eisen Nopeschlänner, mä mat der Émsetzung deet ee sech generell ganz schwéier. Wann een de Verbuet eescht hält, misste verschidde Hondsa Kazerasse verbuede ginn, déi duerchaus beléift sinn, wéi Hënn ouni Pelz, déi, déi e verkrëppelt Gebëss an eng Immunschwächt hunn, oder Kazen ouni Pelz a Schnurrhoer, déi awer schlussendlech e wichtegt Sennesorgan sinn, oder awer wäiss Perserkazen, déi oft daf sinn.

Och d'Landwirtschaft kéint betraff sinn. Esou dierft zum Beispill déi belsch Rannerrass „Blanc bleu belge“ ënnert den Artikel 7 falen, déi duerch d'Ziichtung en enorme Muskelzuwuess huet, woubäi d'Becke vun de Kéi ze enk ass, fir normal ze kaalwen.

Et stelle sech och Froe bei Gefligel, déi esou schnell Flesch usetzen, dass, wa se net ausgewuess sinn, d'Schanke vun den Déieren au fur et à mesure vun hirem Alter se net méi kënnen droen. Jee, ob den Artikel 7 rechtlech standhält, fir gewëssen Zuuchtpraktiken ze ënnerbannen, bleift dann elo ofzewarten.

Méi kloer ass elo de Verbuet vun den Amputatiounen, déi net medezinesch begrënnt sinn, deen och iwwert dëst Gesetz erwidert ginn ass. Déiere mat net erlaabten Amputatiounen, wéi zum Beispill Hënn mat coupéierten Oueren oder Schwänzen, däerfen net méi gehalen oder verkaaft ginn.

Souwuel bei deene besteeënde wéi bei deenen neie Verbueter gëtt et der, déi éischter e symbolesche Bannemaart sinn, well mer am europäesche Bannemaart sinn an domat och den Handel mat bestëmmten Produkter net kënnen verbidden. Zu de Klassiker, mir hunn et schon haut de Mëtten héieren, gehéieren de Foie gras an och d'Stoppe vun de Gänsen, eng Praxis, déi zu Lëtzebuerg verbueden ass an och bleift.

Aänlech ass et mat deem virdrun zitierete Verbuet vun de Pelzfarmen. Soulaang déi an den aneren EU-Länner zougeloooss sinn an et zu Lëtzebuerg eng Demande gëtt, fir Pelzmäntel oder Aänleches ze kafen, huet esou en nationale Verbuet just Symbolcharakter.

Ganz onnëtz ass et awer net, well et an der EU schonn oft esou war, dass d'Virbild vun enzelne Memberstate vun anere Länner iwwerholl ginn ass an et schlussendlech zu engem EU-wäite Verbuet koom. Dass dat net ganz vun der Hand ze weisen ass, weist e Brëif vun „Für Europe“, dee mer als Deputéiert kruten an dee probéiert, dese Verbuet zu Lëtzebuerg ze verhéieren.

En neie Verbuet, deen am internationale Verglach nach ganz wäit geet, gesäit vir, dass een Déieren net aus reng ekonomesche Grënn däerf doutmaachen. Dorënner fällt enner anere dat vill diskutéiert Schreddere vu Jippelcher. Et betrëfft awer och aner Déieren, wou jee no Zweck vun enger bestëmmter Rass nëmmen déi weiblech oder déi männlech Déiere gebraucht ginn a gewënnbréngend kënne verkaaft ginn. Esou gi generell och aner Rassen als Mëllechvéi gehale wéi als Fleeschvéi.

Et gëtt en Iwwerschoss vu Källefcher vu Mëllechvéirassen, déi meeschtens schnell an Holland exportéiert ginn. Well d'Mäschte vun deenen Déieren net immens rentabel ass, sinn och d'Bedéngungen, ënnert deenen dës Källefcher hiert kuerzt Liewe fristen, net onbedéngt vereinbar mat engem progressiven Déiereschutzgesetz.

Mä vu dass et net zu Lëtzebuerg geschitt, hu mir och dorobber keen Afloss. Mam Schreddere vun de Jippelcher ass et äänlech. Et sinn nun eemol d'Hénger an net d'Hunnen, déi d'Eeër leeën. Eng Rass, déi drop geziicht ass, e Maximum un Eeër ze leeën, bréngt net och männlech Déieren ervir, déi géegent sinn, fir ze mäschten. A jee no Geschlecht ass also ëmmer d'Halschecht vun de Jippelcher ze vill an ouni ekonomeschen Notzen.

Mat Ausnam vun e puer klengen Initiativen a Pilotprojete gëtt bis elo keng Alternativ zu der Selektioun gebueden, soudass de Konsument hei zu Lëtzebuerg eigentlech och kee geziilte Choix huet an och keng aner Produktiounsmethod kann ennerstetzen.

Eng schnell Léisung fir dee Problem gëtt et net, hunn ech elo grad gesot. Allerdéngs kënnen den Drock vu Politik a Gesellschaft, awer och effentlech Investissementer an d'Recherche an och alternativ Züchtungen et mat der Zäit méiglech maachen, fir vläicht ganz op dat Schreddere vun de Jippelcher ze verzichten.

Et bleift, dass och dat fortschrëttlech Déiereschutzgesetz den Déiere just eppes bréngt, wou et strikt ugewannt gëtt; wat och vu menge Virriedner hei scho gesot gouf. Wivill sech zu Lëtzebuerg an deem Sënn verännert, hânt zum Deel vun der Interpretatioun vum Text, mä virun allem och vun de Kontrollen a vun de Sanktiounen of. Dat neit Gesetz geet vill méi am Detail op dës zwee Voleten a wéi dat aktuell, soudass d'Grondlag fir eng seriö Bestrofung vu Verstéiss géint d'Gesetz elo do ass.

Et bleift ze hoffen, dass dat a Realitéit och vun der Police an de Gerichter esou ëmgesat gëtt. De Fait, dass agreéiert Déiereschutzorganisationen an Zukunft als Partie civile kënnen optrieden an och soss méi Méiglechkeete kréien, fir matzeschaffen, dierft e Bäitrag an deem Sënn leeschten.

Eng vun deene Saachen, déi d'Leit am Allgemengen am meeschten opreegt, si schwéier Fäll vun Déieremësshandlung, wou de Responsable mat enger liichter Strof dervukënnert oder d'Affär klasséiert gëtt. Oft ginn esou Fäll ganz staark mediatiséiert, awer d'Urteel, wat vill méi spéit geschwat gëtt, gëtt net onbedéngt verëffentlecht, soudass den Androck entsteet, dass hei näischt gemaach géif.

An deem Kontext wéilt ech vläicht kuerz eng Informatioun hei weiderreechen, déi ech net méi spéit wéi op der Generalversammlung gëschter Owend vun der Déiereschutzliga nach matgedeelt krut: dass et ëmmer erëm virkënnert, dass Déiere mussen iwwer laang Zäit, jo, alt bis zu zwee Joer, an d'Asyl kommen, well ebe just hire Propriétaire an enger Gerichtsprozedur ass, déi onendlech laang dauert. An och do wär et wierklech vu Virdeel, och am Sënn vum Déier, wann do eppes géif ennerholl ginn, fir dass déi Prozedur géif acceleréiert ginn.

Et wier deemno ebe just am Sënn vun der Mediatisatioun begrëssenswäert, wann et eng besser effentlech Kommunikatioun zum Déiereschutz géif ginn. Esou wéi de Ministère kierzlech e Portail zur Landwirtschaft ageriicht huet, kéint een och d'Thema Déiereschutz vill méi siichtbar maachen, Här Minister.

Well ganz vill Instanzen zoustänneg sinn, fir d'Anhale vum Gesetz ze iwwerwaachen, kéint een op esou engem Site och eng eenzeg Kontaktstell uginn, wou d'Leit e Fall vun Déierequälerei kéinte mellen. All Kloen an Urteeler kéint een do verëffentlechen, soudass et fir jiddweree siichtbar gëtt, dass e Verstouss géint d'Déiereschutzgesetz seriö Konsequenzen huet. Dës Form vun Transparenz kann hëllefen, d'Diskussioun ronderëm den Déiereschutz méi sachlech ze maachen.

Ech kommen zur Konklusioun. Als LSAP begriisse mir dat neit Déiereschutzgesetz a mir gi selbsterständlech mat Freed eisen Accord. Mir ennerstetzen d'Zil vum Gesetz, fir d'Déiere mat Respekt ze behandelen an unzëerkennen, dass et Liewewiese mat eegene Bedürfnisser sinn, déi leiden, wa mer se ouni Rücksicht fir eis Zwecker benotzen. Mir hoffen dofir, dass och an der Praxis den Déiereschutz eescht geholl gëtt a Verstéiss géint d'Gesetz konsequent bestrooft ginn.

Ech wéilt och op deser Plaz mäin déifste Respekt alleguerten deenen Déiereschützer ausdrécken, déi net op dëst Gesetz gewaart hunn an déi sech onermiddlech permanent fir den Déiereschutz agesat hunn.

Ech hunn lech et gesot, ech war gëschter op enger interessanter Generalversammlung an ech hunn lech eng Citatioun matbruecht, déi mech ganz speziell markéiert huet: „E Mënsch, dee sech fir Déieren asetzt, vergësst heiansdo, dass d'Déier am Mëttelpunkt sollt stoen, an net de Mënsch.“ Merci der Madamm Liliane Ferron. Si mécht Effentlechkeetsaarbecht an der Déiereschutzliga a si huet eis dës Citatioun mat op de Wee ginn.

An, wéi gesot, ech soe Merci fir d'Nolauschteren an ech widerhuelen, dass eis Fraktioun mat Freed den Accord gëtt fir dëst Déiereschutzgesetz.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia fir déi gréng. Här Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Léif Kolleginnen a Kollegeen, en neit Déiereschutzgesetz fir Lëtzebuerg, e Modell fir d'Groussregioun: dem Déier eng Dignitéit zougestoen, et als Liewewiese wouerhuelen, em Rechter zougestoen. Hei ka Lëtzebuerg, mengen ech, Natioun Branding maachen iwwer den Déiereschutz an e Modell sinn, fir no baussen ze wierken.

E grouse Merci un de Rapporteur, un de Gusty Graas, deen ausféierlech d'Artikelen belicht huet an dat alles och detailléiert a sengem Rapport gemaach huet. An duerfir wéll ech och net op alleguerten déi Aspekter zrëckkommen. An ech probéieren, lech hei e bësse mat op eng Rees ze huelen.

déi gréng, déi si säit 2016 amgang, ganz intensiv op deem Thema ze schaffen, an zwar an engem internen Aarbechtsgrupp, wou mer eng Partie Entrevuen haten, souwuel mat de Ministären an de Verwaltung wéi mat der Uni, mat Fuerschungsinstituter, wou mer och déi Thematik vun de Schluechthaiser ugaange sinn a wou mer och zu deem Thema zwou Table-rouden organiséiert hunn.

En Déiereschutz ass also en Urthema vun deene Gréngen. Wou se e puer Froe stellen, dat ass d'Ethikfro, déi Froen zum Gesondheits- a Verbraucherschutz an och déi Froen zum Matenee vu Mënsch an Déier. An duerfir huelen ech lech gär mat op esou eng Aart Billerrees duerch d'Naturschutzgesetz (veuillez lire: d'Déiereschutzgesetz) mat Biller, déi eis all an de Käpp ronderëmging, wa mer un Déieren denken an iwwer Déiere schwätzen. An déi Etappen, déi ech mat lech wéll goen, dat sinn emol déi, dass d'Déier keng Saach ass, dass mer och de Volet vun den Déiereversich zu Lëtzebuerg hunn, dass den Déierentransport an d'Schluechthaiser en Thema sinn an och zum Schluss ganz kloer d'Notzdéierenhaltung hei zu Lëtzebuerg.

D'Bild vun Hausdéieren, Kaz an Hond, déi net genuch Auslaf hunn, déi geschloe ginn, déi maltraitéiert ginn, déi am Auto an der Sonn setzen, déi eleng gelooss ginn, dat kenne mer alleguerten, oder déi ganz einfach ausgesat ginn, well se net méi an eist dagdeeglecht Liewenskonzept passen. Dat ass eppes, wat eng Realitéit zu Lëtzebuerg ass. An den Déierenasyl ass voll mat deenen Déieren, vun deenen ech hei elo grad schwätzen.

An och vu mir aus, wéi mäi Virriedner dat och gemaach huet, mäi Respekt an e Merci un déi Equipp am Déierenasyl, déi sech fir déi Saach do hiergëtt!

Hei setzt dëst Gesetz ganz effikass un, andeem dass et ganz säftig Strofen ausschwätzt, déi am Fall vun esou enger Mësshandlung vun Déiere wäerte gräifen. A ganz kloer ass en Déier keng Saach, déi mer wéi eng al Schlapp kënnen an d'Dreckskecht werfen, wa mer se net méi brauchen.

En éischt Bild, e Bild zu den Déiereversich: Da kommen engem d'Laboen an d'Kopp, wou een eng Haltung do viru sech huet, wou déi Déieren dann natierlech engem Versuch ennerzu ginn. Dat hu mer och hei zu Lëtzebuerg, an dat a verschiddenen Instituter, an duerfir wéll ech dat just mat e puer Zuelen ennerleeën. Säit iwwer dräi Joer gëtt un deem Déiereschutzgesetz geschafft. An duerfir huelen ech och

d'Zuelen, déi elo publizéiert gi sinn, vun 2015 bis 2017, da gesitt Der, wat fir eng Dynamik an deem Secteur ass. 2015 hate mer am Total bei de Versuchsdéieren ëm 3.500 Déieren, virun allem 3.000 Mais a Raten, a wat elo de Virriedner net méi wouss, dat waren d'Zebrafesch, déi drëtt Gattung, op déi zu Lëtzebuerg an der Fuerschung gesat gëtt.

2017, déi Zuele sinn elo eraus, hu mer en Total vu 25.800 Déiere mat 5.500 Mais, och nach en Deel Raten an dann 20.000 Zebrafesch. Mir hunn also do e ganz starken Uwuess, well ebe verstärkt gefuerscht gëtt.

An déi grondsätzlech Fro, déi ee sech do muss stellen: Sinn Déiereversich noutwendeg? Kann een net ganz dorop verzichten? Gëtt et net och Alternativen zu dese Methoden? A solle mer net zu Lëtzebuerg och op dës Methode setzen, grad well mer am medezinnesche Beräich an der Fakultéit vun der Uni wëllen e Kompetenzzentrum fir d'Groussregioun sinn?

An et ass och ganz encourageant, an deem Beräich ze héieren, dass ee Fuerscher zu Lëtzebuerg, deen am Luxembourg Centre for Systems Biomedicine op der Uni Lëtzebuerg fuerscht, den internationale Lush-Präis 2016 kritt fir den Entworf vun engem In-vitro-Modell vum Daarm, an dat als Alternativ zu Déiereversich.

Et ass och ganz encourageant, wann ee weess, dass eng EU-Richtlinn ennerwee ass, fir d'Déiereversich carrement ze eliminéieren a fir alternativ Versuchsmethoden ze promouvéieren. An dorop soll Lëtzebuerg och ganz massiv setzen, fir grad do eng Innovationsnisch ze besetzen a fir sech entsprechend opzustellen. An och elo scho gëllt fir all eis Fuerschungsinstituter déi Regel vun deenen dräi „R“en: Replacement, Reduction a Refinement, mat där si all hir Projeten, déi se uginn, a sech belichten, iwwerkucken an och probéieren ze verbessern.

„Wou ass elo de Lien mat deem Gesetz?“, froet Der lech. Ma d'Fuerschung ass zum Deel ausgeklammert respektiv huet Spezialbedéngungen. An deene Gréngen no wär et ganz wichteg, dass mer duerfir am Zuch vun deem neien, modernen Déiereschutzgesetz och géifen de Règlement grand-ducal vun 2013, deen d'Protection des animaux utilisés à des fins scientifiques ugeet, iwwerschaffen, an zwar op zwee präzise Punkten: Deen éischte Punkt, dat wär de Gréngen no d'Aféierung vun engem Comité d'éthique, besat mat onofhängegen Experten, déi déi Projeten all Kéiers géife belichten, ennersichen, an dat, fir se och entsprechend op hir Sënnhaftegkeet an op hiren Notzen ze bewäerten.

En zweete Volet, dat wär eng informatesch Plattform opzebauen, eng Austauschplattform vu Fuerschungsergebnisser fir eis Instituter. E Fuerschungszwierk, wou a sech all Resultater vun deene Fuerschung géifen dran afléisen, och d'Resultater vun deene Fuerschung, déi a sech net dat gewünscht Resultat erbruecht hunn an déi a sech och duerfir net schréftlech an enger Aarbecht niddergeluecht gi sinn an och net entsprechend nozelen sinn.

Do ass et natierlech ëmmer ze beuechten - well mer déi Diskussioun och mat deene Leit aus dem Secteur haten -, dass dat natierlech an der Groussregioun misst geschéien, dass ee muss oppassen, dass déi Instituter jo och a Konkurrenz zuenee stinn an dass natierlech eben do och e gewëssene Volet vu Kompetenz net dierf verluer goen. An dat géif awer erméiglechen, redundant Versich mat äänlechen Usätz, déi zu näischt gefouert hunn, a sech ze eliminéieren.

En anert Bild ass d'Bild vun den Déierentransporter a vun de Schluechthaiser. Ass et am Zeeche vum Déiereschutzgesetz, wann Déieren openeegepfercht, gestresst, zesummege-driwwen an duerch d'hallef EU transportéiert ginn? Ass et am Zeeche vun engem Déiereschutzgesetz, wann Déieren a Panik duerch d'Schluechthaiser geschleest ginn, fir den Aarbechtsprozess maximal ze rationaliséieren? Nee, dat kann an dierf - der Meinung vun deene Gréngen no - net sinn! Den Transport ass ganz kloer op EU-Niveau geregelt an dat gëtt och hei zu Lëtzebuerg entsprechend agehalen a gëtt och ennersicht. Mir mussen awer ganz kritesch hannerfroen, wéi déi Transporter a sech organiséiert sinn.

Zum Beispill ass den Transport vun trächtege Kéi verbueden an trotzdeem tauchen och hei zu Lëtzebuerg an och am noen Ausland an de Schluechthaiser Kéi op, bei deenen, wa se geschleucht ginn, de Fötus a sech am Endstadium ass. An do mengen ech, dass mir dat op nationalem Niveau hei zu Lëtzebuerg och missten opgräifen an awierken.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Et mussen och Alternative fonnt gi fir d'Schluechten, wat jo eng Fatalitéit ass, well et zesummegeet mat dem Fleischkonsum vun der Gesellschaft, fir

dat méi stressfräi, wann dat iwwerhaupt méiglech ass, fir d'Déieren ze gestalten, am Sënn vun der Déierewürd a vum Respekt vun dem Liewewiesen.

Alternative wäeren do op enger Säit natierlech Betäubungsmethoden, déi agesat ginn, an op där anerer Säit och den Asaz vu mobile Schluechthaiser, wat natierlech eng Alternativ ka sinn zu dem Transport vun den Déiere bis an e Schluechthaus eran, deen da kéint vermidde ginn.

Elo kënn awer ëmmer erëm datselwecht Argument, dat Argument vum Präis vun deenen alternative Methoden. Da muss ech awer hei elo ganz däitlech soen, dass, wa mir wëllen den Déiereschutz eescht huelen an héichhalen, da muss mir als Konsument och bereet sinn, den entsprechende Méipräis ze bezuelen, soss si mer fir eis selwer net glafwierdeg. Mir kënnen eis net opreegen iwwer Biller vu Schluechthaiser, vun Déierentransporter, wa mer net bereet sinn, op Alternativen ze setzen.

Een anert Bild: dat Bild vun der Héngerhaltung. Et ass virdru gesot ginn, an deem Gesetz wär et verbuede ginn, dass a sech d'Déiere kënnen ouni d'Notze vun hirem Fleisch geschleucht ginn, ëmbruecht ginn. D'Beispill vun de männleche Jippelcher ass genannt ginn, déi direkt nom Schlüpf geschreddert ginn. Domat ginn natierlech d'Halschent vun deene Jippelcher an d'Dreckskecht gepucht. Dat ass elo verbueden hei zu Lëtzebuerg, dat ass gutt!

Dat gëllt awer och fir ze schwach Fierkelen an dat gëllt och fir Källefcher. Virdrun ass geschwat gi vun de männleche Källefcher bei Mëllechvéi, déi eben och kee Fleisch usetzen. Esou Beispiller kenne mer, wou déi Déieren eliminéiert ginn, aus dem noen Ausland. Ech wéll net soen, dass dat hei zu Lëtzebuerg d'Regel ass. Mä do muss mer awer oppassen, dass den ekonomesche Volet sech net duerchsetzt. An de Problem hannendrun ass jo dee vun deenen, menger Meinung no, iwwerziichte spezialiséierte Rassen. Virdrun ass vun de Qualzuuchte geschwat ginn, vum Bleu de Belgique, déi a sech esou vill Fleisch usetzen, dass se a sech...

► **Une voix.** - Blanc bleu belge.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Den „Blanc bleu belge“, Merci. Den Numm war mer entwuscht. Dat kann emol virkommen.

...vum Blanc bleu belge, deen a sech esou vill Fleisch usetzt, dass d'Källefcher just nach per Kaiserschnëtt kënnen op d'Welt kommen. Mir hunn déi Rassen och zu Lëtzebuerg. An da muss mer oppassen, ob mer net do am Verstouss zu engem Artikel aus eise Déiereschutzgesetz sinn. Dat kann net am Sënn vun der Zucht sinn.

Déi Zuuchten, déi mer elo hunn, sinn eben ëmmer och en Optimierungsprozess vun entwedeer Fleisch-, Mëllechproduktioun, Eeërproduktioun oder ebe Fleisch bei der Héngerproduktioun. An do gëtt et awer och positiv Beispiller. Ech nennen do eent, dat heescht „Romeo & Julia“. Dat ass a sech e Projet vun der Biolandwirtschaft mat enger anerer Rass, déi souwuel Eeër produzéiert wéi eben och Fleisch usetzt. Weder esou vill Eeër, wéi dat eng Eeërzuucht mécht, nach esou vill Fleisch, wéi eng Fleischzuucht et mécht, mä wou natierlech och dat einzelt Produkt erëm méi kascht, an do kann de Konsument da Verantwortung iwwerhuelen, wann en an déi Richtung geet an dëst Produkt eraussicht.

Ech muss e bëssen hei zouleeën. En anert Bild, dat mer haten op RTL, ass dat vun der Héngerhaltung. Dat ass dee Stall zu Wëntger, deen do genannt ginn ass mat 16.000 Pouleten op zirka 1.100 m². Do ass fir all ausgewessene Poulet nach een DIN A4-Blat Rescht. Wa sech do soll beweegt ginn, dann ass dat à la queue leu leu, da muss een deen aneren e bësse weiderdrécken. An da muss een nach soen, dass mer zu Lëtzebuerg do wäit enner der europäescher Norm sinn. Déi gëtt gerechent am Liewendgewicht mat 42 kg/m², an zu Lëtzebuerg dierfen dat maximal 33 kg/m² sinn. An an der Biolandwirtschaft geet dat nach eng Kéier erof op 21 kg/m². Do ka jo jiddweree sech ausrechnen, wéini wat fir een Déier méi Plaz do hätt.

Als Verbraucher muss mer do och oppassen, d'Bild gëtt ëmmer projezéiert vun den Hénger, déi dobaussen iergendwou an der Wiss schären a Wiern picken. Dat ass en Trugschluss. Dat ass net dat, wat bei eis um Teller lant a wat an d'Deppe kënn a gekacht gëtt.

Ee Volet, deen do och ass - ech maachen et do e bësse méi kuerz: Zwangsweis bei der intensiver Haltung vun Déiere muss méi Medikamenter agesat ginn, muss méi Antibiotika

agesat ginn. An am Sënn vun der Gesondheet vun eis selwer, vun dem Konsumentenschutz, vun engem präventive Verbraucherschutz misste mer eis iwwerleeën, wat fir Haltungsforme mer och do mat géife promovéieren. An da muss mer eis entscheeden, ob mer léiwer bëlle Liewensmëttel hunn oder ob mer méi Déiereschutz an aartgerecht Haltung wëlen an domat och a sech eiser eegener Gesondheet eppes Guddes géifen dinn.

An dee Schwaarze Péiter kënnen mer net dem Bauer zouschousteren. Do muss mer och bereet sinn, dann den entspreche Präis ze bezuelen, déi Suen an de Grapp ze huelen, fir dee Méiopwand - et si manner Déieren, déi eeben da muss gehale ginn - och ze bezuelen. Dat ass ganz kloer, do ass d'EU gefuerdert, d'Politik, déi national Gesellschaft an all Einzelnen, fir kënnen géigenzesteieren.

Datselwecht géllt och fir Schwäin. Och do hu mer äänlech Oplagen a wéineg Raum fir déi Déieren an eng Haltung zu Lëtzebuerg, déi et och mat sech bréngt, dass deelweis d'Zänn gestutzt ginn, dass präventiv de Schwanz geschnidde gëtt an och, dass mer do leider präventiv an d'Kastréierung eraginn, déi net onbedéngt zwéngend noutwendeg war an och op EU-Niveau a sech de principe esou verbueden ass.

Ech wëll eng Kéier ganz kuerz och op d'Kéihaltung agoen, well mer dat och wichteg ass, well dat mat dee gréisste Secteur zu Lëtzebuerg ass, eis Fleeschproduktioun an eis Mëlchproduktioun. Och do hu mer e Bild am Kapp, dat vun de Kéi mat Haren, déi op enger Almwiese, ganz gréng, do Kraider iessen. An dat Bild geet ëmmer méi an eng Richtung, déi deem guer net méi entsprécht hei an der Groussregioun an och zu Lëtzebuerg. D'Kéi sinn Häerdendéieren, si Widderkauer, valoriséieren d'Gréngland, wat de Mënsch jo net ka maachen. An dat ass awer net méi d'Realitéit. Mir kommen ëmmer méi an eng Stallhaltung eran. Mir kommen an eng Haltung eran, wou méi mat Kraaftfudder geschafft gëtt, mam Silage, mat dem Soja, woumat, wéi een Expert an net ech selwer gesot huet, mir eis Kéi géifen halen e bësse wéi d'Schwäin a se géife mäschten.

An do muss mer an eng aner Richtung goen, do sinn ech iwwerzeegt dervun. An ech stelle mer d'Fro, ob mer do net an där méi aartgerechter Haltung och missten higoen a soen an iwwerleeën, ob mer net de Weidegang fir d'Kéi missten an iergendenger Aart a Weis obligatoresch enzwousch aschreien.

Léif Kolleginnen a Kollegen, dëst Gesetz ass e modern Gesetz. Et ass e gudd Gesetz a gëtt dem Déiereschutz en anere Stellwäert zu Lëtzebuerg. Wat eis Notzdéieren ugeet, do muss mer op EU-Niveau an op nationalem Niveau nach ganz kräfteg nosteieren, fir dem Déiereschutz méi eng aartgerecht Haltung och als Vektor bei eisen Notzdéieren ze ginn. Mir müssen dat eescht huelen.

An ech wëll nach eng Kéier zum Schluss widderhuelen, dass de Konsument och deen ass, deen ee muss mat op de Wee huelen, fir e gerechte Präis fir Liewensmëttel ze bezuelen, fir dem eenzelne Bauer et och ze erméiglechen, dass de Méi un Déierewuel méiglech gëtt an och garantéiert gëtt an dass seng Aarbecht och valoriséiert gëtt.

Eng Iddi kéint do sinn, en Déierewuel-Label anzeféieren, en Usaz, deen de Konsument géif guidéieren a sengem Kafverhalten an deen et och géif méiglech maachen, dass de Bauer, deen an deem Sënn wierklech eppes ënnerhëlt, deen do och staark Kritären anhält, och géif seng Wuer anescht kënnen duerstellen.

Mir sinn do all Einzelne gefuerdert, an dës Richtung ze wirken. An duerfir ginn ech d'Zoustëmmung vun der grénger Partei zu dësem Projet de loi, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Mir sinn als ADR immens frou iwwert dëst neit Gesetz a soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi wierklech extrem komplette Rapport, an och de Virriedner, déi alleguerten op hir Aart a Weis e Bäitrag bruecht hunn zu dëser Thematik an all hiren Dimensionen. Ech hunn also eng gudd Nouvelle: Ech wäert mech zimlech kuerzhelen.

Et muss een dem Här Minister Etgen eppes loossen, e kann immens gudd ofschreien. Säi

Projet de loi, déposiert de 24. Mee 2016, définiert d'Déier als «être vivant non humain doué de sensibilité».

„Kredjéft!“, hunn ech geduecht, „dat doten hues de dach schonn iergendwou eng Kéier gelies.“ An dunn hunn ech nogekuckt. A richtig, an der ADR hirer Proposition de loi vum 13. Oktober 2015 steet dach net tatsächlech, d'Déiere missten definéiert ginn als «êtres vivants doués de sensibilité dont la dignité doit être reconnue». Dat war déi Proposition...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - A wou hat Dir et ofgeschriwwen?

► **M. Roy Reding (ADR).** - Dat war déi Proposition de loi, déi mer gemaach hunn zur Modifikatioun vum Code civil, fir datt do d'Déier net méi soll als reng Saach ugesi ginn.

(**Brouhaha**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir hutt net d'Autorenrechter dorop, zimlech sécher.

(**Interruption**)

Solle mer google goen?

► **M. Roy Reding (ADR).** - Firwat déi Proposition, aviséiert vum Conseil d'État, net zesumme mat dësem Projet de loi traitéiert gouf, erschléisst sech mir genausou wéineg wéi d'Fro, firwat der ADR hir Proposition, d'Verfassung ze änneren, eis Proposition de révision 6889, och vum 13. Oktober 2015, net och haut ofgestëmmt gëtt, well anscheinend besteet jo och do e breede Konsens iwwert deen Text, wou mer gefuerdert hunn, de Stat «reconnait aux animaux le statut d'êtres vivants doués de sensibilité et veille à protéger leur dignité et leur bien-être». Zesumme wieren déi dräi Texter en nach méi staarkt Zeeche gewiescht, wéi eescht dës Chamber den Déiereschutz hëlt.

An och de Statsrot huet a sengem Avis monéiert, datt de Code civil net ugepasst gëtt an datt do d'Déieren nach ëmmer als eng reng Saach definéiert sinn.

Elo zum Fong vun der Saach: Ech mengen, kee vun eis ass dergéint, datt d'Déierequalerei wesentlech méi streng a méi adequat an Zukunft bestrooft gëtt. All zesumme kënnen mer deene Leit, déi Dag fir Dag schaffen zum Wuel vun den Déieren, siefen dat Pompjeeën, Polizisten, Benevollen, Déiereschutz an esou weider an esou fort, guer net genuch Merci soen.

Wa mer an dësem Kontext u grujeleg Biller denken, da kommen engem oft déi schrecklech Biller vun der Massendéierenhaltung - an et ass hei e puermol ugeschwat ginn - an de Sënn. Eng aartgerecht Déierenhaltung ass déi eenzeg Méiglechkeet, fir Déieren, déi geziicht a gehale ginn, fir eiser Ernährung ze dengen, e wierdegt Liewen ze garantéieren.

An hei leet d'Chambre d'Agriculture an hirem Avis de Fanger op d'Wonn: De Fleeschpräis ass einfach lächerlech niddreg. Am Moment kritt e Bauer fir ee Kilo Schwéngfleesch 1,42 Euro. Wéi soll esou e Präis engem Betrib d'Iwwerliewe garantéieren, ouni ze schwätze vun de Méikäschen an der Mannerproduktioun, déi zum Beispill eng aartgerecht Fräiländhaltung necessairement géif mat sech bréngen? An hei muss mir eis all froen: Si mir als Konsumente bereet, de Präis ze bezuele fir Fleesch aus aartgerechter Haltung? A si mir als Politik bereet, aartgerecht Haltung ze promovéieren an och ze subventionéieren?

Dann eng Fro, déi ech mer gestallt hunn: Gëtt et aartgerecht Schluechten? Déiere kann een net douthemelen. Wat mer awer kënnen maachen, ass d'Déier net onnéidegem Stress aussetzen. En Highland-Rand, wat op der Wiss aartgerecht op d'Welt koom, nimools e Stall, geschweige dann e Camion vu banne gesinn huet, fir dat ze zwéngen, a gefaangen, eventuell betäubt, agespaart, an e Schluechthaus transportéiert ze ginn, dat ass net aartgerecht. Hofschlachtung sollt also promovéiert, vereinfacht, wa méiglech och subventionéiert ginn. An och d'Kooperatioun tëschent Bauerebetreiber, déi sech op enger Plaz esou Installatiounen schafen, sollt onbedéngt geförderert ginn. Och dat ass Déiereschutz. Och dat ass Respekt vum Liewen.

En allerlescht Wuert - et ass ugeschwat gi vum Cécile Hemmen, dankenswäerterweis -, d'Déierenasyler kréien, wéi si richtig gesot huet, oft Déieren zougewisen, déi mësshandelt ginn, déi net richtig gehale ginn. An da muss se méint an oft jorelaang waarden, kënnen net adoptéiert ginn, bis endlech een Uerteel virläit. An hei muss mer eis einfach emol virstellen, datt e mësshandelten Hond, dee vläicht eng Liebenswaardung huet vun aacht oder vun zéng oder vun zwielef Joer, eng ganz aner Opfaassung huet vun der Zäit wéi eis Bürokraten an eis Justiz. An hei denken ech, brauche mer dréngendst d'Procédure d'urgence, fir deem dote Mëssstand Einhalt ze gebidden a fir et ze

erlaben, datt deenen doten Déieren hiert Leide verkiert gëtt, datt se schnell kënnen adoptéiert ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Aartgerecht gehalten an ofgerichteten Hënn kënnen och ni nëmmen duerch hir Rass geféierlech sinn. Mä doriwwe schwätze mer da muer mat de Petitionären zur Fro vun de Lëschtelhënn.

A well esou vill schéin Zitater komm sinn, erlaabt mer, ausnamsweis och eent ze bréngen, an zwar vum Albert Schweitzer. „Ich bin Leben, das leben will, inmitten von Leben, das leben will“, sot hien 1923. An dat Liewen ze respektéieren, duerfir steet meng Partei, duerfir steet d'ADR zu 100%, fir d'Déieren, mä och fir de Mënsch.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo dee leschte Riedner, den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech fille mech e bëssen onwuel, fir iwwert den Déiereschutz ze schwätzen, net well ech géint den Déiereschutz wier. Am Géigendeel! An dat heite Gesetz geet mir souguer am Fong geholl net wäit genuch. Ech erklären herno, firwat. Mä ech fille mech e bëssen onwuel, well ech mech an enger hypokritescher Situatioun befinnen. Wahrscheinlech sinn ech net deen Eenzeg an deem Fall, well ech sinn näämlech e Fleeschesser! Jo, a wahrscheinlich iessen ech souguer méi Fleesch wéi néideg, wann et iwwerhaupt néideg ass, Fleesch ze iessen. Ech mengen, de Georges Christen ass e gudd Beispill, e liewege Bewäis derfir, datt et net néideg ass.

Ech hunn Déiereprodukter ganz gären. Eeër, zemools déi vun Tandel, a Kéis hunn ech och ganz gär, an alles.

(**Brouhaha et hilarité**)

Voilà, elo kréien ech eng Dose gratis.

(**Interruptions**)

Jo, mä justement, de Problem mat den Zoossissen: Da gesäit een eng Zoossiss oder en Tournedos oder eng Traip an da mécht ee sech d'Liewen einfach an et vergësst een, datt e sensibelt Liewewiese säi Liewe fir eise Confort u sech geopfert krut.

(**Interruption et hilarité**)

Wann een eng Kou... Ah, ech sinn e bësse kathoulesch erzu ginn an dat schlecht Gewëssen, dat huet een einfach, dat gëtt een einfach net lass.

(**Interruptions et hilarité**)

Mä eng Realitéit ass déi, wann een eng Kou gesäit, dann huet ee keng Loscht, déi Kou ëmzebréngen. An ech mengen, déi Sympathie kann een och bei aneren Déiere kréien. E Schwäin kann ee léif fannen an deeselwechten Dag ässt een herno eng Hameschmier. Mir si wierklech an enger komplexer Situatioun.

Op Facebook ginn dann och Videoe gedeelt, wou een da gesäit, wéi en Hond a China gequält oder doutgemaach gëtt. An dat fanne mer natierlech och insupportabel. Mä mir iessen trotzdem Déieren, wou mer net onbedéngt wëssen, ob si virun hirem Doud manner gelidden hunn. An dovunner ofgesinn hu mer och e bëssen eng eurozentresch Approche, wat den Émgang mat den Déieren ugeet. Mir fannen et onméiglech, datt Hënn giess ginn, wat an Europa nach am leschte Jorhonnert Usus war, genausou wéi en Inder eisen Émgang mat Kéi oder Rëndvéi als barbaresch empfënt.

Et fënnst een onméiglech vläicht, datt Muslimen a Judden Déiere schächten, a Muslimen a Judde fannen et komesch, datt ee Schwäin iesse kann. Mir reegen eis op iwwer, jo, vläicht fragwürdege Traditionen op de Färöer Inseln, wou Walfesch am Fräie massiv ëmbruecht ginn, a vergiessen, datt an eise Schluechthaiser och Déieren ëmbruecht ginn. An dat ass ni schéin ze gesinn. Mä ëmmerhi sinn déi net aus Glas an dat mécht d'Saach méi einfach, well wa se aus Glas wieren, da géif ee gesinn, wat do-banne geschitt. Ech mengen, à la limite kann ee soen, d'Färöer, déi hu weinstens d'Eierlechkeet, ze weisen, wat se maachen.

Et ass ëmmer einfach, deenen anere Lektionen ze ginn. Doranner si mer gudd. Mä méi schwéier ass et, viru senger eegener Dier ze kieren. An doranner si mer net esou gudd.

An och, wa mer mat dësem Projet de loi de Biesem aus dem Schaf awer erausgeholl hunn, ass nach net fäerdeg gekiert ginn.

Här President, och wa mir der Meinung sinn, datt dës Projet de loi bäi Wäitem net wäit genuch geet, ginn et - ëmmerhin - keng Ver-

schlechterungen. Am Géigendeel! Wann dëst Gesetz sollt a Kraaft treden, da kann ee mat Verbesserungen a puncto Déiereschutz rechnen. Aus deem Grond wäerte mer och dee Projet de loi matstëmmen.

Wat positiv ass, dat ass, datt elo d'Déiereschutzveräiner endlech de Statut vun enger Partie civile kréie bei Verletzung vum der Gesetzgebung géintwuer Déieren an datt direkt och en Avertissement taxé vun der Police oder der Veterinärsinspektioun op der Plaz kann ausgestallt ginn an datt och d'Peinen eendeiteg méi streng ginn.

Och begrësse mer, datt ab elo Welpen net einfach esou op der Strooss fir en Apel an e Stéck Brout kënnen verkaaft ginn. Do kann d'Police am Prinzip dann och agräifen.

En anere Punkt, dee mech och freet, dat ass, datt an Zirkusser keng wéll Déiere méi dierfen optrieden zur Belustigung aller. Et huet mir scho souwisou als Kand ni gefall u sech, datt d'Déieren am Zirkus do hu missen optrieden, well als Kand huet ee vläicht eng Sensibilitéit, et mierkt een, datt eppes net korrekt ass doranner, an et spiert ee wahrscheinlich, datt déi Déieren dat net aus Freed maachen oder net glécklech sinn. Déiere sinn net do, fir datt den Uz mat deene gemaach gëtt. A wann ee sech opreegt iwwert d'Corrida - zu Recht! - a Portugal, a Spuenien, a Frankräich, da muss ee sech och iwwert d'Zirkussen opreegen, wou d'Déieren och op laang Zäit, och wa se net ëmbruecht ginn direkt, op laang Zäit gequält ginn. En Zirkus ass do fir Mënschen, wou Mënsche matmaachen, déi dat aus Iwwerzeugung a fräiwëlleg matmaachen.

Här President, souwisou, de fräie Wellen ass scho beim Mënsch net einfach ze deiten, mä bei Déieren nach manner. Dofir fanne mer et trotzdem schued, datt weiderhi sougenannten Haus- oder Notzdéiere wéi Hënn oder Geesse kéinten am Zirkus optrieden. Zwar gëtt ënnerstrach, datt se net kënnen gezwonge ginn, Saachen ze maachen, déi se net wëllen. Ech géif awer gäre wëssen, wéi een dat kann aschätzen, wat en Déier wëllt maachen oder net wëllt maachen, ob mer Spezialisten hunn an der Déieresprooch, ob mer den Dokter Doolittle hunn am Landwirtschaftsministère. Ech si mer do net ganz sécher. Ech mengen, dat kann een net aschätzen. An ech mengen, an deem Fall muss een einfach drop verzichten.

Här President, och wa mer dës Projet de loi matstëmmen, kann een en net als ganz grouse Worf bezeichnen. An do freet ee sech, ob d'Regierung et wierklech ganz eescht hëlt mam Déiereschutz. Mir hunn eischter den Androck, datt hei e Gesetz a minima geschriwwen gouf, dat heescht, datt nëmme minimal Fuerderungen och vun EU-Säit iwwerholl gi sinn.

An et heescht och, datt d'Regierung awer geknéit huet virun der Lobby vun der Agroindustrie, well weiderhi barbaresch Methode bei Notzdéiere wéi Rëndvéi méiglech sinn: Kastriieren ouni Anästhesie, d'Coupéiere vu Schwänz, Agréff an der Zong, d'Benotze vun elastische Réng an ätzende Substanze beim Ewechhuele vun den Haren an esou weider, elektresch Asätz beim Auder.

Fir d'Schwäi gesäit et net besser aus. Et hätt ee missen derfir suergen, datt dës Déieren och permanent Zougang zu Waasser sollen hunn a sech och permanent mat Stréi kënnen beschäftegen. Do hätt een och sollen d'Coupéiere vun de Schwänz verbidde genausou wéi d'Ofklemme vun den Zänn bei de Fierkelen, d'Asetze vun Nuesréng, genausou wéi d'Klammern an d'Dreit an der Rüsselscheif hätte misse geregelt sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Mä dat ass net geschitt.

Och méi generell hätt ee sollen d'Amputatioun vun den Déieren aus ästhetesche Grënn oder fir d'Steigerung vun der Produktivitéit verbidde. An och si mer der Meinung, datt een déi laang Transportweeër vu liewegen Déieren hätt misse staark reduzéieren, zum Beispill op sechs Stonnen.

Fir dat alles hinzekréien, fir dat alles och ze kontrolléieren, muss ee sech natierlech och d'Mëttele ginn, zum Beispill andeems een och d'Administration des services vétérinaires gestärkt hätt. Mä ech mengen, dat ass och elo net virgesinn. An dat ass och de Problem: Wann een eng Administratioun stärker wëllt, da muss een natierlech investéieren. Dat kascht näämlech eppes. Mä fir ze investéieren, brauch ee Recetten, an et kann een net, esou wéi déi liberal Ideologie et virschreift, Recetté vum Kapital erofschrauwen a mengen, et hätt een nach Sputt, fir ze investéieren.

An ech wëll och nach e bësse bei der liberaler Ideologie bleiwen, well wann d'Déieren onnëtz leide müssen, dann huet dat mat der Maxi-

méierung vum Profit ze dinn, och an der Landwirtschaft! D'Notzdiere leide wahrscheinlech haut méi wéi virun honnert Joer oder virun nach vill méi Jorhonnerten.

D'Industrialiséierung vun der Véizuucht, d'Sich nom maximale Rendement, den Drang, fir ze exportéieren, fir ze rationaliséieren, dat alles si Konsequenze vun enger kapitalistescher Maartwirtschaft, déi alles zur Wuer mécht. D'Natur gëtt denaturaliséiert, de Mënsch gëtt deshumaniséiert an d'Déiere ginn objektivéiert. Et geet awer aneschtens.

An dofir muss een ophalen, eng Landwirtschaftspolitik ze bedriewen, déi dem 20. Jorhonnert ugehéiert, déi also der Vergaangenheet ugehéiert. Mir mussen ewechkomme vun enger produktivistescher Landwirtschaft, well déi, éischters, kleng Landwirten ekonomesch ruinéiert, de Buedem an d'Émwelt zerstéiert, d'Déiere quäält an ëmmer manner natierlech Produkter produzéiert, mat deene sech d'Leit lues a lues vergéffen. Et ass also fir kee gutt.

An ech profitéieren och vun der Okkasioun, well den Här Minister ass jo och fir de Konsumenteschutz zoustänneg. Dir wësst - ech hat dat schonn eng Kéier gesot, mengen ech -, Dir hutt op den Zigarettäck jo esou Warnungen, wou dropsteet, datt et net gesond ass an esou weider. Ech hunn och kee Problem domadder. Ech weess et ganz gutt, datt et net gesond ass, an et ass och wichteg, datt et dropsteet. Mä firwat kann déi Logik net och weidergedriwwen ginn?

Wann een an de Supermarché geet an et huet een d'Bioprodukter; d'Bioprodukter sinn a Wierklechkeet déi normal Produkter! Dat ass u sech dat Normalt, dat ass dat, wat d'Normalitéit misst duerstellen. An de ganze Rescht, dat, wat verschafft gouf, wat net bio ass, dat ass anormal an et ass am Prinzip jo och ongesond. An op Dauer weess ech net, ob et manner schlëmm ass, wéi Zigarett ze fëmmen, wat gewësse kribberregend Saachen ugeet.

Et kann ee sech wierklech... Jo, ech weess, Dir maacht „hm, hm“, mä ech weess net, ob een déi ganz Chemie aus der Agroindustrie, wann een déi all Kéiers ésst... Also well Zigarette si schlecht. Ech halen och eng Kéier op mat fëmmen.

(Interruptions)

Et ass méi einfach opzehale mat fëmmen, wéi ëmmer ganz genau ze wëssen, wat een ésst. Dat ass de Problem! An a Wierklechkeet misst een an de Supermarché oder an de Geschäfte wierklech ugezeent hunn: Hei, dat doten ass Chemie an Dir riskéiert dat an dat, wann Der dat isst. Wann ee konsequent wier, misst een dat maachen. Et ass keng Ironie, ech mengen dat wierklech.

Bon, an duerno kritt een dat alles net vun haut op muer verännert, well ech mengen, och wat d'Bauern ugeet, et muss een awer och d'Bauern ënnerstëtzen, well eng Landwirtschaft kann een net vun haut op muer ënnerstëtzen (veuillez lire: ëmkrempelen). A mir hunn eng Méiglechkeet verpasst deemools beim PNR, wou een awer och hatt kënne justement déi Bauere finanziell ënnerstëtzen, déi eng korrekt Déierenhaltung maachen.

Well natierlech, et kann een net einfach soen: „D'Konsumente mussen méi bezuelen!“ Dat ass einfach gesot. Et ass net jiddweree gläich. An et kann een och net soen: „D'Bauere mussen einfach kucken, datt se selwer eens ginn.“ Neen, do muss de Stat eng aner Prioritéit setzen, wat d'Finanzéierung ugeet vun de Baueren a Richtung korrekt Behandlung vun den Déieren, ënner anerem.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat ass d'allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet den Här Minister, den Här Fernand Etgen.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn houfreg, lech haut eent, wann net dat modernste Gesetz a puncto Déiereschutz an Europa virstellen. Fir d'Éischt awer wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Deputéierte Gusty Graas, villmools Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Merci och der Chamberskommissioun fir hir gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht.

Fir mech ass dësen Text eng éischt Victoire, e Schrëtt an déi richteg Richtung. Dir musst wëssen, datt ursprénglech virgesi war, deen Deel iwwert d'Sanktiounen vun deem ale Gesetz nei ze maachen. A bei der Redaktioun vun dëser Modifikatioun hu mer direkt festgestallt, datt dat aalt Gesetz vun 1983 a verschiddene Punkten net méi zäitgeméis wier. Dofir hu mer et

virgezunn, e ganz neie Gesetzestext ze schreiwen, amplaz just déi eenzel Artikelen ze änneren.

Domadder ass d'Envergure vun der Aarbecht eng aner ginn. Mir hunn eis am Ausland ëmgekuckt, wéi déi verschidde Länner d'Problematik vun Déiereschutz juristeschem ugepaakt hunn a versicht, aus deene verschiddene Legislatiounen déi bescht Saachen eraszehuelen.

Mir haten net beim Här Reding ofgeschriwwen, well wat wichteg ass, dat ass, datt mer bei där ganzer Definition den „non humain“ bäigesat hunn, datt mer wollte kucken, fir Rechtssécherheet ze kréien. A wann den Här Reding an der Kommissioun derbäi gewiescht wier, dann hätt och hien déi kleng Nuance do jiddefalls matkritt.

(Brouhaha et protestations)

Dëst ass e ganz neien Text bei deem Projet, deen haut hei zum Vott steet, an et gouf Zäit, wann ee weess, datt all déi al Bestëmmunge vun 1983 stamen a längst iwwerlieft sinn.

Duerch déi sëllegen nei wëssenschaftlech Erkenntnisser huet och d'Ästellung vun de Leit vis-à-vis vun den Déieren onwahrscheinlech geännert. Mir hunn där Evoluitioun an deem Gesetz Rechnung gedroen. Mä ech kann lech elo scho soen: D'Welt dréit weider an et wäert doudsächer keng 35 Joer méi daueren, bis och dëst Gesetz nees wäert adaptéiert ginn.

Wann ee bedenkt, a wéi engem Mooss eis Attitud an eisen Émgang mat den Déieren an deene leschten honnert Joer geännert hunn, dann ass dat schonn impressionant. D'Relatioun Mënsch-Déier huet onwahrscheinlech evoluéiert. Haut huet d'Hausdéier e ganz anere Stellenwert an eiser Gesellschaft, an de franséischen Term stellt et nach besser duer: Et ass en „animal de compagnie“ ginn, een Déier, wat eis Gesellschaft leescht. Fréier wier dat onvirstellbar gewiescht. Fréier hunn d'Leit Déiere gehalten, fir sech ze ernieren a fir sech viru Geforen ze schützen. D'Déiere goufen als Maschinn, sief et fir um Feld ze schaffen oder fir d'Leit ze transportéieren, agesat.

Eréischt méi spéit ass d'Zuel vun den Hausdéieren explodéiert, datt well d'Déieren eng wichteg Roll fir d'Wuelbefanne vun Mënsch spillen. Si spenden Trouscht a ginn dacks als moralesch Ennerstëtzung ugesinn. De Besëtzer gesäit säin Déier net méi als Saach, mä als Partner un. Deemo baséiert d'Relatioun Mënsch-Déier net méi eleng op materiellen Aspekter. Ech mengen, déi verschidde Riedner hunn am Fong dës Relatioun mat ganz flotte konkrete Beispiller illustréiert.

Dës Evoluitioun hu mer probéiert beim Ausschaffe vun eise Gesetzestext Rechnung ze droen. Mat deem Gesetz maache mir en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung, virun allem awer maache mer hei ee ganz wichtige Schrëtt, well d'Déier elo net méi als eng Saach, mä als Liewewiesen ugesi gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Objektiv vun deem Gesetz ass elo net nëmmen, fir d'Déiere besser ze schützen, mä och fir hir Dignitéit, hir Sécherheet an hiert Wuelbefannen ze garantéieren. De Respekt vun der Dignitéit vun Déier ass also ee ganz neien Aspekt an deem Projet. Och gëtt dem Déier eng Sensibilitéit zougessprach an et ass elo wëssenschaftlech unerkannt, datt d'Déiere Gefiller wéi Péng kënne verspieren.

An dësen neien Text sinn och Avise vu verschiddenen Déiereschutzorganisatiounen mat agefloss, déi jo vill praktesch Erfarungen um Terrain hunn. D'Veterinärverwaltung huet e groussen Deel zu deem neien Text bäigedroen, well hir Inspekteren dagdeeglech mat Verstéiss géint d'Déierewuel konfrontéiert sinn a gutt kënne beuerteelen, wou d'Launne bestinn a wou am ale Gesetz Verbesserungsbedarf bestanen huet.

Et kann een also soen, datt dat neit Gesetz den Déieren nei Rechter zougesteet, déi zu hire Gonschte kënne ageklot ginn.

Den zweete Quantessprung, dee mer an deem Gesetz maachen, ass a puncto Strofdoten, wou et am viregte Gesetz grouss Defiziter goufen, déi leider vill ze dacks als Konsequenz haten, datt ënner anerem d'Police net genuch an der Hand hat, fir en Delikt festzustellen, oder d'Gerichter net déi néideg legislativ Basis haten, fir Delikter ze bestrofen.

Dat ännert elo mat deem neie Gesetz. Mir féiere méi a méi streng Strofen an. Virun allem awer sinn déi eenzel Delikter och vill méi präzis beschriwwen, wat et méi einfach fir d'Gerichter mécht, fir d'Gravititéit vun der Strofdot festzelleen an deementspriedend Sanktiounen ze sprächen. De Katalog vun de penale Sanktiounen gesäit eng Maximalstrof bis zu dräi Joer Prisong respektiv eng Geldstrof vu bis zu 200.000 Euro vir, wann d'Gericht eng Person wéinst engem grave Verstouss géint d'Déiereschutzgesetz veruerteelt. Dës verhältnisméisseg

héich Strofe sollen an Zukunft, esou hoffen ech, och e verstärkten ofschreckende Charakter hunn.

Eng aner interessant Neierung ass d'Méiglechkeet, datt e Veterinärinspekter bei klenger Verstéiss géint d'Déiereschutzgesetz direkt e Protokoll ka schreiwen, äänlech wéi bei Verstéiss géint de Code de la route. Dës Avertissements taxés ginn an engem neie Règlement grand-ducal festgehalten. Hei huet den Inspekter op der Plaz also eng schnell Handhab.

Zousätzlech féiere mer nientend deem penale Voleit also och elo administrativ Strofen a Mesures d'urgence an, wou den Direkter vun der Veterinärverwaltung séier eng Decisioun kann huelen, fir d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun den Déieren ze retableieren.

Duerch dës administrativ Moosnamen ass et an Zukunft zum Beispill méiglech, engem Betrieb d'Autorisatioun ewechzehuele respektiv en zouzemaachen. Dësen neien Arsenal u Strofen ass fir mech och ganz kloer déi drétt wesentlech Verbesserung an deem Text.

An der Vergaangenheet hu mer näämlech ëmmer nees festgestallt, datt mer e ganz schwierige Wee virun eis haten, wann et geheescht huet, den Déieren esou séier wéi méiglech ze hëllefen a se weiderverméttelen. Dat gëtt heiduerch elo méi einfach.

Bis elo war et jo och esou, datt an deene meeschte Fäll Déiere bei enger Saisie an engem Déierenasyl respektiv bei Leit vun Déiereschutzorganisatiounen ënnerbruecht goufen. Dacks huet et dann awer bis zu engem Joer oder driwwer eraus gedauert, bis d'Déierequälerei viru Gericht koom, eng laang Zäitspann, an där een net wouss, wat mam Déier geschitt. Dat ass ënner anerem och e Grond, firwat d'Déierenasyler leider aus allen Néit patzen.

Dee Prozess gëtt elo acceleréiert. Am Fall vun enger Urgence kann den Untersuchungsrichter, wann de Propriétaire net reklaméiert, an engem Délai vu véierzéng Deeg decidéieren, d'Déier fir de Verkaf fräizégin. D'Asyl oder déi Organisatioun, déi d'Déier vum Gericht ënner Obhut kritt huet, kann dann d'Déier adoptéieren, fir fräi iwwert d'Déier ze verfügen an et deemno och bei eng Famill ze vermëttelen.

Dat ass am Sënn vun Déier, datt et net méi fir länger Zäit an engem Asyl muss ënnerbruecht ginn, ass awer och am Sënn vun den Asyler, déi doduerch nees e bësse Loft kréien.

Eng véiert grouss Neierung an deem Gesetz ass, datt et zu Lëtzebuerg verbueden ass, Déieren aus ekonomesche Grënn doutszemaachen, wéi zum Beispill d'Schreddere vu männleche Jippelcher oder d'Eliminéiere vu männleche Kaalwer am Kader vun der Mëlchproduktioun. Heimadder si mer dat éischt Land an Europa, wat dat aféiert.

Mir hunn zum Wuel vun Déier iwwregens och an deem Text schwaarz op wäiss festgehalten, datt bei all Interventioun, déi mat Péng ka verbounne sinn, eng Anästhesie vun engem Veterinär muss gemaach ginn. Dat ass zwar virdrun och schonn esou gehandhabt ginn, elo gëtt et awer zousätzlech gesetzlech verankert.

Ee fënnefte Punkt, deen nei ass an deen ech wëll ervirsträchen, ass, datt mer an Zukunft net nëmmen soen, wéi een d'Déieren hale soll, mä och nach, wéi eng Déieren datt een därfer halen. Zu deem Zweck hu mer eng Positivlésch opgestallt fir Mammifären an Netmammifären, wéi zum Beispill Fësch, Reptilien, Schlaangen an esou weider. Grad beim Hale vun Hausdéiere war et noutwendeg, fir esou eng Lésch opzestellen, well ënner Hausdéier versteet een net méi wéi fréier e Goldfësch, en Hamster, en Hond oder eng Kaz. Hautdesdaags empfangen d'Leit och ëmmer méi Begeeschtung fir Frettercher, Raten, Mais, exotesch Fësch oder Schlaangen.

Op där Positivlésch ass präzis detailléiert, wéi eng Déieren een därfer an Zukunft halen. Wann een en Déier huet oder wëllt, wat net op dës Lésch steet, muss een eng Demande un de Minister maachen. Falls een déi verschidde Konditiounen, wat d'Infrastrukturen, d'Kenntnisser an eventuell Formatioun ubelaangt, erfëllt, kritt een dann déi néideg Autorisatioun, déi u verschiddene Oplage gekoppelt ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Eng äänlech Positivlésch gëtt et och am Zesummenhang mat den Zirkusdéieren. Do dierfen awer just sougenannt Hausdéieren, wéi zum Beispill Honn, Kazen oder Kanéngercher, optrieden; déi sougenannt „wëll Déieren“ sinn an Zukunft am Zirkus hei zu Lëtzebuerg verbueden.

Et ass och wichteg hei ze präziséieren, datt dëst Gesetz sech net op d'Invertébrés, mä just op d'Vertébrés, also op d'Wierbeldéieren, bezitt.

Dëst aus deem ganz einfache Grond, well wëssenschaftlech Etüde weisen, datt d'Wierbeldéiere Gefiller an notament Péng kënne verspieren, wat bei den Invertébrés net de Fall ass. De Sënn vun deem Gesetz ass jo, d'Dignitéit, d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun den Déieren, déi laut der Positivlésch, déi via Règlement grand-ducal définéiert gëtt, därfer gehale ginn, ze assureieren.

Wéi scho gesot, betrëfft d'Gesetz weder d'Méck un der Mauer nach d'Seejomes un Buedem. Dat neit Déiereschutzgesetz enthält och eng Notion vun „organismes nuisibles“. Dat neit Gesetz erlaabt, dës Déieren ouni Betäubung doutszemaachen, mä verflücht deejéinegen, an der Handhabung all onnéideg Péng a Qual vun Déier ze vermeiden.

Wat d'Hale vun Notzdéieren ubelaangt, esou ännert sech duerch dësen Text eigentlech näischt Wesentlech fir d'Bauern. Fir d'Notzdéieren hu mir souwisou schonn eng ganz Rei Dispositionen un kommunautairé Plang festgehalten, wéi zum Beispill, wéi vill Meterkaree d'Beischten am Stall musse Plaz hunn.

D'Bauere sinn awer natierlech duerch dëst Gesetz och gehalen, d'Dignitéit, d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun den Déieren ze garantéieren. Mä dat war bis op e puer schwaarz Schof allgemeng souwisou och scho virdrun de Fall. Et dierf een net vergiessen, datt de Bauer en ekonomesche Virdeel huet, wann e seng Déiere gutt hält. Dëst Gesetz gëtt eis allerdéngs nach eng besser Méiglechkeet, fir déi schwaarz Schof auszesortéieren. Am Kader vun Cross Compliance hunn d'Bauern eng Verflüchtung, eng aartgerecht Haltung am Respekt vun Déiereschutz ze garantéieren, soss kënne d'Primme gekierzt ginn. Dat hei kann eigentlech just eng Plus-value fir de Bauer sinn.

Mir sinn och frou, datt de Statsrot keng weider Oppositions formelles un Fong, mä just a puncto Form hat. Allerdéngs, an dat muss een awer ervirsträchen, huet de Conseil d'État eng Rei philosophesch Froen opgeworf, well dat hei eigentlech jo e ganz subjektive Sujet ass, wou d'Emotiounen eng ganz grouss Roll spillen, déi duerch dëst Gesetz awer en objektiven a sachleche Charakter kréien. Anescht wier et jo och net méiglech gewiescht, fir Strofdote respektiv Strofe festzelleen. An déi eenzel Delikter, dat hunn ech uganks jo scho gesot, si par rapport zum viregten Text vill méi detailléiert beschriwwen, wat fir d'Gerichter ee vill besseren Outil duerstellt, fir d'Gravititéit vun der Strofdot ze ermëttelen an deementspriedend Strofen ze sprächen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ech bei der Ausaarbechtung vun deem ganz modernen Text esou flott fonnt hunn, ass, datt en op enger breeder Consultatioun fousst. Wëssend, datt et eng ganz komplex Matière ass, déi op engem wëssenschaftlechen Hannergrond baséiert an awer op eng ganz emotional Manéier diskutéiert gëtt, hu mer eis eng ganz Partie Avisen ageholl, zum Beispill vun den Déiereschutzorganisatiounen. Mir hunn eng Partie vun hire Propositionen an de Gesetzesprojet matagebaut.

Erlaabt mer op dës Plaz drop hinzeweisen, datt d'Déiereschutzorganisatiounen mat hire ville Benevollen, déi jo eng wesentlech Roll am Anhale vun Déiereschutz spillen, eng wäertvoll Aarbecht um Terrain leeschten an och ganz effizient mat den offizielle Kontrollinstanzen zesummeschaffen. Hinne vun hei aus ee ganz grouse Merci!

Derbäi koom, datt verschidde Petitiounen zu deem Thema déi néideg Zuel vun Ennerschrëften erreicht hunn an dofir hei am Haus mat de Petitiounen an enger ganzer Rei vun Deputéierten diskutéiert goufen. A bei deenen Diskussiounen koumen och eng Rei vu gudder Virschléi zum Virschäin, déi mer versicht hunn, an den Text anzubauen.

Zu gudder Lescht hu mir och nach déi eng oder aner Virschléi vun de Justizautoritéite kritt, déi mer versicht hunn, esou wäit dat méiglech war an eisen Text anzubannen. Dat nennen ech ee participativen, demokratesche Prozess, deen awer grad bei deem Gesetz wichteg war!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, mir hunn eis d'Aufgab net einfach gemaach a versicht, praktesch an der Diskussioun mat der gesamter Gesellschaft dëst komplex Thema, dat souwuel eng ganz subjektiv an emotional Komponent huet, op eng objektiv Aart a Weis an engem juristeschen Text ze behandelen. An ech hoffen, datt dat eis gelongen ass, an dat am Interêt vun den Déieren.

Loosst mech zum Schluss dann awer och nach eng Kéier eppes kloerstellen. Ech hunn déi eng

oder aner Kéier héieren, datt de Landwirtschaftsminister eigentlech net och fir den Déiereschutz dierft zoustänneg sinn. Dat wier de Bock zum Gärtner gemaach.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Fakt ass awer, datt d'Veterinären d'Experten an dëser Matière sinn. Et sinn d'Veterinären, déi d'wëssenschaftlech Kenntniser hunn, op deenen dëst Gesetz fousst, an d'Veterinärinspektioun ënnersteet nun emol dem Landwirtschaftsministère, an dat ass och gutt esou.

Ech wëll op jidde Fall de Veterinären, mat un der Spëtzt hirem Direkter, dem Dokter Wildschutz, villmools Merci soe fir hire fantascheschen Engagement an deenen dote Froen.

An ech ka mech nëmme widerhuelen: Dësen Text ass a mengen Aen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir méist elo zur Konklusioun kommen, Här Minister.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - ...eng éischt Victoire, jo, well en an déi richteg Richtung geet. De Fait, datt mer d'Déieren elo net méi als Saach consideréieren, mä als ee Liewewiesen, wat Péng verspiirt a Gefiller kann empfangen, ass de Bewäis, datt mer eis beim Redigéiere vun dem ganz neien Text op déi rezent wëssenschaftlech Erkenntnisser baséiert hunn.

Et ass e modernen Text, mat deem Lëtzebuerg eng Virreiderroll an Europa spillt. Fir eis ass dësen neien Text eng éischt Victoire och am Kader vun Nation Branding, well déi aner europäesch Memberstate sech a Saachen Déiereschutz nëmme positiv bei eis kënnen inspiréieren.

Mat deem Gesetzestext leeë mir de Grondstee fir den Opbau vun engem modernen „Code du bien-être animal“ a mir ginn dem Landwirtschaftsministère déi legislativ Basis, déi e brauch, fir dësen opzestellen, an och de Kontrollinstanzen déi néideg Moyenen, fir déi schwaarz Schof an deem Beräich ze poursuivéieren an adequat ze strofen.

Mir hunn och eng Sensibilisationcampagne virgesinn...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister,...

(Brouhaha)

...Här Minister, wann ech gelift, kommt zum Schluss!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Erlaabt mer nach just deen dote Saz!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, mir ware scho ganz fei mat lech.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Mir hunn eng Sensibilisationcampagne virgesinn, an där mer wëllen d'Leit informéieren, wat an deenen eenzelne Beräicher wäert änneren. Vu muer un, wann den Text elo gestëmmt gëtt, wäert extra dowéinst an Internetsite - déiereschutzgesetz.lu - online sinn, souzesoen eng Plattform, wou een d'Gesetz kuerz an einfach virgestallt kritt an eng Äntwert op seng Froe fënnt. Et geet hei drëms, d'Leit opzékären...

(Brouhaha général)

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, Här Minister, maacht elo e Punkt!

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Ech wëll just dann ebe schléissen, andeems datt ech soen,...

(Hilarité générale)

...Déiereschutz ass eppes, wat eis alleguer ugeet, sief dat als Besëtzer oder als Halter...

(Interruption par la présidence)

...vun engem Déier, awer och als Konsument vu Liewensmëttel, déi vun den Déieren ofstamen.

Ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren. Merci, Här President, fir Är Gedold a Merci fir eng breet Zoustëmmung!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6994.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6994 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Da ginn ech dovun aus, dass mer zu 60 waren?

(Assentiment)

Dann ass et 60-mol Jo an de Projet de loi 6994 ass mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Françoise Hetto-Gaasch) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Élvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Interruption)

Jo, selbstverständlech.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir kommen zu eisem leschte Projet vun de Mëtteg, dem Projet 7153 betreffend de Bail à ferme. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Gusty Graas.

8. 7153 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et

2° de certaines dispositions du Code civil

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

► **M. Gusty Graas (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei deemem Projet geet et drëms, fir d'Gesetz vum 18. Juni 1982 iwwert de Bail à ferme ze verbesseren. Ech betounen direkt: ze verbesseren! Och wann d'Zuel vun de landwirtschaftleche Betriber hei zu Lëtzebuerg vun 1990 u permanent zréckgaangen ass, an zwar vun 3.803 op 2.022 am Joer 2015, esou ass awer gläichzäiteg déi landwirtschaftlech Fläch am selwechten Zäitraum ëm 5.000 Hektar an d'Luucht gaangen.

Zënter 1985 hu mer eng kloer Tendenz hei bei eis, datt ëmmer méi Baueren och Land pachte mussen. 1985 waren nach eng gutt 66.000 Hektar a Privatbesetz, 2015 waren dat der nëmmer nach ongeféier 53.000. 2015 hunn 11.988 Hektar de Famillje gehéiert, während awer 65.337 Hektar an der Hand vun Drëtten waren, déi keng Familljerelatioun mam Piechter haten. An duerfir gëtt et och eng Rei Ursachen: d'Landesplanung, den Ëmwelt- an den Naturschutz, d'Entwécklung vu landwirtschaftleche Strukturen, den Drock op de Grondbesetz an natierlech och de Wunnengsbau.

Wa mer awer wëllen an Zukunft eng nohalteg Landwirtschaft kënnen garantéieren, da mussen d'Bauere selbstverständlech fruchtbar an och gutt Land zur Verfügung kréien. Si mussen virun allem awer och eng Perspektiv hunn, datt se iwwer e längeren Zäitraum de kënnen hir Fläche bewirtschaften. A grad dat Zil wëlle mer mat deemem Gesetz erreechen. D'Sécherheet an d'Planung an och déi finanziell Onofhängegkeet vun de Bauere kënnen nëmme garantéiert ginn, wann d'Land an engem relativ laangen Zäitofschneitt ka geréiert a kultivéiert ginn. Allerdéngs däerf dës Zäitspann och net iwwerméisseg laang sinn, well soss kann ee

sech awer och virstellen, datt eenzel Proprietären net esou ganz frou driwwer wieren.

Natierlech spille bei der Fixatioun vun der Pacht d'Offer an d'Demande eng Roll. Zënter 1983 huet zum Beispill de Loyer vun Agrarland sech méi wéi verduebelt, an zwar vun 112 Euro den Hektar op 233 Euro den Hektar. Dat war awer och nëmme méiglech, well de Bail ebe just eng Dauer vun dräi Joer hat.

Nach méi eng grouss Garantie muss natierlech spillen, wann en Haff gepacht gëtt. Schliesslech ass dann awer och e grouse Maschinnepark gefuerdert an eventuell ass och vill a Béischen investéiert ginn. Duerfir ass et och jiddefalls nëmme ze begréissen, datt elo d'Mindestpachtdauer vun engem Haff vun 9 op 15 Joer eropgesat gëtt.

D'Kënnegungsfrist, déi de Verpiechter muss accordéieren, déi gëtt vun dräi op fënnf Joer eropgesat. Wann an där Situatioun de Piechter nach e ganz Joer um Haff ass, gëtt automatesch en neie Bail vu 15 Joer geschafen. Bis elo waren dat nëmmer dräi Joer. An deem Fall bleift de Preavis vun der Kënnegung bei néng Méint. Mir waren der Meenung, deen Delai net ze héijen, well e Piechter, dee gekënnegt krut, dee soll awer net déiselwecht Rechter kréie wéi een, deen de Bail net denoncéiert krut.

Bei der Parzelle kann de Bail elo fir sechs Joer verlängert ginn. Bis elo waren dat jo nëmmer dräi Joer. Och de Preavis ass no uewen ugepasst ginn, an zwar bedréit deen elo an Zukunft dann zwee Joer. Eng Revisioun vun der Pacht kann nach just all fënnf Joer ugefrot ginn. Meeschtens gi jo dann d'Loyeren net onbedéngt no ënnen ugepasst. Et ass jo éischer dann de Contraire. Eng Verlängerung vum Delai vun dräi op fënnf Joer ass dann och am Interêt vum Preneur.

Dës Ännerungen hunn dann och e Virdeel bei der Ufro vun enger Rei vu Primmen; ech denken zum Beispill un d'Mesures agro-environnementales oder d'Landschaftsflieg, déi d'Dauer vu fënnf Joer u sech jo munchmol dépasséieren. An dowéinst ass et och besser, datt mer hei déi Verlängerung och virgesinn.

Mat deem Gesetzesprojet gëtt jiddefalls och profitéiert, fir der gesellschaftlecher Entwécklung Rechnung ze droen, an zwar wat agedroe Partnerschaften ubelaangt. Esou gi Schutzmesuren och dem Partner iwwerdreien an dat am Sënn vum Gesetz vum 9. Juli 2004 „relative aux effets légaux de certains partenariats“.

Eng aner wichteg Neierung an deemem Gesetz ass, datt elo de Propriétaire dem Piechter muss matdeelen, wann e säi Land wëllt verkafen. D'Vente kann dann net virun engem Mount geschéien an an deem Delai huet de Preneur d'Méiglechkeet, fir eng Kafoffer ze maachen. Wann de Bailleur dës Klausel net respektéiert, ass seng Vente ongültig. Dës Klausel spillt awer net, wann de Bailleur decidéiert, e Verkauf duerch eng éffentlech Ausschreiwung ze maachen, oder wann et sech ëm eng Vente forcée handelt. Ech wëll awer och hei ënnersträichen, datt de Preneur hei net en Droit de préemption huet.

Da gëtt och den Artikel 815-1 vum Code civil geännert, wat d'Indivisioun an eng Attribution préférentielle am Fall vun enger Successioun ubelaangt. D'Indivisioun kann a verschidde Fall opgrond vun enger Decisioun vum Tribunal bäibehale ginn, datt awer nëmme fir maximal fënnf Joer. Deen Delai kann awer ënner gewëssene Konditiounen verlängert ginn, ënner anerem bis zur Groussjäregkeet vum jéngsten Nokommen. Wann eng Exploitatioun op Basis vum Artikel 815-1 net an der Indivisioun bleift an och net den Objet vun enger Attribution préférentielle duerstellt, kann den Ierwen awer Rechter op de Betrib mam Véibestand froen.

Fir dem Bailleur dann awer och nach méi Sécherheet ze gi bei der Restitutioun vu sengem Terrain no Oflaf vun der Pacht, kommen nach Obligatiounen fir de Preneur, wat d'Planzen, d'Erhalen oder d'Ersetze vu Wäiberger a Bongerten ubelaangt.

Natierlech mussen och elo eng Rei Iwwergangsdyspositiounen hei virgesi ginn, fir datt keng Problemer mat de lafende Pachtverträge entstün. Den Artikel 41 hält duerfir folgend Delaie fest: Am Fall vun engem Haff, deen zënter mindestens sechs Joer gepacht gëtt am Moment, wou dëst Gesetz a Kraaft trëtt, kann de Bail mat engem Preavis vun zwee Joer gekënnegt ginn. Wann et ëm Grondstécker geet, déi zënter mindestens dräi Joer verpacht sinn, ass de Preavis zwee Joer. Schlussendlech, wann et ëm Grondstécker geet, déi zënter weinstens néng Joer no Akraafttriede vun deemem Gesetz verpacht sinn, dann ass de Preavis fir eng Kënnegung néng Méint.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wuert och nach zu den Avisen. D'Chambre d'Agriculture, wéi och net aneschtens ze erwaarden, huet natierlech dese

Projet de loi gelueft, weist awer drop hin, datt domat awer net de Problem vu Penurie vu Land hei zu Lëtzebuerg geléist ass.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 7. November 2017 eng Opposition formelle zum Artikel 35bis gemaach, wat d'Obligatioun vum Bailleur ubelaangt, de Piechter iwwer en eventuelle Verkauf ze informéieren. Doropshin hate mer dann och an der Kommissioun eng Rei vun Amendementer ugeholl, déi de Statsrot a sengem Avis complémentaire vum 8. Mee 2018 guttgeheesch hat.

Och wann et sech bei deemem Gesetz deelweis ëm e juristesche ganz komplexe Kader handelt, esou wäert et awer am landwirtschaftleche Milieu ouni Zweifel op e ganz positiven Echo fallen, well eben doduerch elo vill méi Planungssécherheet entsteet. Ech gi ganz gären zou, datt dat hei, wéi gesot, net esou einfach ze verdauen ass. Mä denke mer un déi Leit, déi dovunner hei profitéieren! An dowéinst géif ech lech och ofschléissend bieden, deemem Gesetzestext zoustëmmen, a ginn och gläichzäiteg den Accord vun der DP.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Éischt Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President, an och e grouse Merci un de Rapporteur, den Här Gusty Graas, fir säi ganz ausféierleche Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, och 1982 war et immens wichteg, datt mer en neit Pachtgesetz kritt hunn. Et ass och extra eng Broschür gemaach ginn deemools. An ech mengen, déi Broschür, déi läit an all Bauerebetrib doheem. Elo muss mer also ee fannen, deen eis eng nei Broschür mécht.

Fakt ass op jidde Fall an der Landwirtschaft: Den Undeel vun Eegentum hält of, den Undeel vu Pachtland hält zou. D'Betriber ginn ëmmer méi ofhängeg vum Pachtland. An dofir begrësse mer et als CSV, datt d'Planungs sécherheet fir déi landwirtschaftleche Betriber duerch dëst Gesetz an d'Luucht geet. D'Mindestpachtdauer gëtt jo eropgesat an d'Verlängerung, wann e Pachtvertrag bis ausleeft, gëtt och eropgesat. D'Planungssécherheet gëtt also am Ganzen eropgesat, wat immens wichteg ass fir eis Baueren. Dofir ginn ech och hei den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deemem Projet de loi.

Ech hunn awer nach zwou Froen. An zwar, den Här Graas huet gesot gehat, wa Pachtland verkaaft gëtt oder wann ee Pachtbetrib am Ganze verkaaft gëtt, da muss de Verkeefer dem Pächter Bescheid soen an de Pächter huet u sech ee Mount Zäit, fir eng Offer ze maachen.

An ech hunn dozou zwou Froen. Dat Éischt ass: Firwat ass net iwwerluecht ginn, fir awer dem Pächter, datt heescht dem Bauer, eventuell e Virkafsrecht zouzegestoen?

An déi zweet Fro ass: De Bauer kritt ee Mount Zäit, fir eng Offer ze maachen, dëst och beim Verkauf vu ganz ville Flächen oder och beim Verkauf vun engem ganze Betrib. Ee Mount, dat ass extrem kuerz, dat huet de Conseil d'Etat och gesot. Dat bezitt ee jo net aus der Täsche, fir ee ganze Betrib oder och 50 Hektar ze kafen. Déi Suen huet een normalerweis net. Et muss een also e Prêt maache goen, et muss een op d'Bank goen, et muss een e Businessplang eraecheen an esou weider. Ee Mount ass definitiv zimlech kuerz.

Also do meng Fro dann nach: Firwat ass dës Zäit net eropgesat ginn? Bon, hei hätt d'Gesetz an eisen Aen nach kënnen verbessert ginn. Mä wéi gesot, mir ginn awer den Accord zu deemem Projet de loi, well et am grouse Ganze wichteg ass, datt d'Planungssécherheet zouhëlt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton.

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci un de Rapporteur, de Gusty Graas, fir säin exzellente mëndlechen an och schrëftleche Rapport. E war esou komplett, dass deem näischt bäizefügen ass. Duerfir maachen ech et kuerz: Ech ginn direkt den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Villmools Merci un de Gusty Graas fir de Rapport. Et ass kloer, dass d'Situatioun vis-à-



vis vun 1982 sech komplett gedréit huet à l'envers, dass just nach en Drëttel vum Land an Eegentum ass an zwoe Drëttel a Pachten. Duerfir ass et och gutt, dass d'Landwirtschaft hei eng Planungssecherheet kritt, déi et erméiglecht, d'Betriebsstrukturen entspreechend ze organisieren.

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann den Här Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här Président. Ech bréngen och den Accord vun der ADR zu deemem Text a schlësse mech och der Fro vun der Madamm Martine Hansen un. Effektiv, e Virkafsrecht ass jo normalerweis, dass de matgedeelt kriss: „Ech verkafen zu deem an deem Präis“, an dann exercéiers de däi Virkafsrecht. Hei ass just eng Offer, op déi een dann awer net muss agoen. Et ass e bëssen en drolege Mechanismus, deen hei virgesinn ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här Président. Dës Gesetzesännerung soll jo de Baueren, déi en Haff oder Parzelle loune mussen, eng méi staark ekonomesch Sécherheet ginn, andeem enner anerem d'Laufdauer vun de Pachtverträge verlängert gëtt an aner Dispositionen dra sinn, fir et fir d'Locataire méi previsibel ze maachen.

Déi proposéiert Ännerunge ginn och eiser Meenung no an déi richteg Richtung, mä mir mengen, datt mer eis awer mat deemem Gesetz an engem méi breeden a komplexe Kader bewegen. Wann een d'Gesetz liest, da kéint ee bal mengen, datt d'Problematik vum Drock op d'Präisser vum Akerland an de schwéieren ekonomesche Bedéngunge besonnesch fir déi meescht méi kleng Betriber vum Himmel gefall wär.

Mä et ass awer eiser Meenung no eng Konsequenz vun enger bestëmmter verfeelter Landwirtschaftspolitik, déi och ënnert deser Regierung weider an déi falsch Richtung gedriwwen gouf. An et ass d'Resultat vun enger Politik par rapport zum Buedem, déi d'Feeler aus der Landesplanung a besonnesch och aus der Logementpolitik iwwerhëlt.

Am Exposé des motifs gëtt op de Réckgang vun de Bauerebetriber an der wuessender genotzter landwirtschaftlecher Fläch higewisen. Et gëtt och ennerstrach, datt déi meescht Fläch méttlerweil vu Betriber gelount muss ginn. Dës zwoe Entwécklung sinn Ausdrock vu méi fundamentale wirtschaftleche Problemer.

Engersäits si se d'Konsequenz vun enger Industrialiséierung an enger Konzentratioun innerhalb vun der Landwirtschaft. Dat ass eppes, wou mer gesinn, datt d'Weichen an Europa wéi och zu Lëtzebuerg ëmmer méi a Richtung intensiv Véihaltung gestallt ginn. Dat heescht, d'Zuel vun de Ranner pro Betrib geet och zu

Lëtzebuerg wesentlech an d'Luucht, och dat an deene leschte Joren.

Well e Betrib pro Rand eng gewëssen Agrarfläch virweise muss, muss e Betrib, dee seng Produktioun u Flesch an/oder Mëlch erop-schrauwe wëllt, ëmmer méi Agrarfläch zur Verfügung hunn. Dësen Drock op d'Betriber ass héich, well d'Liberaliséierung op europäischem Niveau an d'Enn vun de Mëlchquote si ëmmer méi dozou zwéngt ze wuessen, fir iwwerhaupt nach kënnen ze iwwerliewen.

Dernieft gëtt awer och national eng Subventionspolitik mat der Strenz gemaach, déi grouss Betriber tendenziell bevirdelegt. D'Resultat vun deem ass, datt eng Course entstanden ass em de landwirtschaftleche Buedem, d'Präisser ginn erop an d'Betriber geroden ekonomesch ëmmer weider enner Drock.

Anerersäits befanne mer eis hei an engem Beräich, an deem de Grondbesëtzer natierlech och ganz zentral ass. A wann ëmmer méi Fläch vun ëmmer manner Betriber gelount gëtt, da weist dat am Émkéierschloss, datt d'Landwirtschaftsnotzfläch ëmmer méi am Besëtzer vun e puer groussen Terrainsbesëtzer ass an also eng Muechtkonzentratioun an a ronderëm d'Landwirtschaft amgaangen ass ze Entstoen.

A grad an deem Zesammenhang feelt eis an deemem Gesetz, ännlech wéi d'Madamm Hansen et virdu scho gesot huet, d'Afféierung vun engem wierklechen Droit de préemption vum Exploitant-Locataire, wann de Propriétaire vum Haff oder der Parzell verkafe wëllt. Och de Statsrot weist a sengem Avis dorobber hin!

D'Landwirtschaft steet an engem Spannungsfeld tëschent dem Manktem un an dem Besoin no Flächen engersäits an dem ëmmer méi staark konzentrierte Besëtzer vun deene Flächen anerersäits. Datselwecht Phenomeen besteet am Logement. Mir wëssen, a wéi eng dramatesch Schifflag eis dat féiert!

Här Président, mir hu kee Problem mat deem, wat am Gesetz steet, mä mir mengen, datt esou Mesuren onzouräichend sinn, fir op eng positiv Aart a Weis op d'landwirtschaftleche Entwécklung anzewierken. Mir mengen, datt d'ekonomesch Sécherheet vun de Betriber an d'Resilienz vun der lëtzebuergescher Landwirtschaft esou net verbessert ginn. Duerfir bräicht een aner Mëttelen.

An am konkrete Fall vun den Terraine stelle mer eis vir, datt, wéi elo am Kader vum Naturschutzgesetz, de Stat e Virkafsrecht op d'Landwirtschaftsnotzfläch misst hunn, fir op deem Wee Betriber, ob bestoender oder neier, ze ënnerstëtzen an déi Betriber ze ënnerstëtzen, déi no sozialen an ökologesche Kritäre schaffen, an domadder d'Lëtzebuergescher Landwirtschaft op méi eng breet a méi eng stabil Basis ze setzen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs.** - Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech all deene Mercien, déi virauser ausgeschwat gi sinn, vu ganzem Häerzen uschleissen.

Ech wëll just ee Merci derbäisoen, dat ass am Fong de Merci un d'Vertrieder vum Beruff fir hir Virschléi, hir Suggestiounen an hire wäertvollen Input, well mir hunn nämmlech mam Secteur selwer d'Fro, ob mer net sollten e Virkafsrecht do mat abréngen, diskutéiert a mir sinn eis mam Secteur eens ginn, wéinst deem enormen Drock, deen hei zu Lëtzebuerg um Foncier ass, fir dorobber ze verzichten.

Ech mengen, e bëssen aus deeneselwechten Ursachen eraus hu mer et du bei deem Informationsrecht eben och bei engem Mount be-looss, well dat Ganzt jo keng verpflichtend Konditioun ass, well et jo nëmme en Informationsrecht ass. An duerfir si mer dann eben deen dote Wee gaangen.

Ech mengen, ier am Joer 1982 dat éischt Pachtgesetz gestëmmt gouf, ass d'Pacht iwwert de Code civil geregelt ginn. Dem Legislatuer war et am Pachtgesetz schon deemoools wichteg, de Betriber eng gewësse Planungssecherheet ze bidden. Elo, bal 36 Joer méi spéit, muss awer onbedéngt nogebessert ginn, well d'Situatioun vun eise Bauerebetriber, wéi dat scho gesot ginn ass, eng aner ass.

Eis Dierfer hu sech zu engem Liewens- a Wunraum fir ëmmer méi Leit entwéckelt, an dat heiansdo zum Nodeel vum Bauer. War et viru Jorzéngten nach esou, datt d'Bauerebetriber oder Familljememberen déi meeschten Terraine selwer besiss hunn, mussen Betriber elo ëmmer méi Terraine vun Drëttersoune pachten. D'Betriber hunn haut prozentual gesi vill manner Eegebesëtzer wéi fréier. Esou sinn 2015 11.988 Hektar vun de Familljebetriber vum Bauerebetrib un de Betrib (veuillez lire: vun der Famill un de Betrib) selwer verpacht ginn, awer schonns iwwer 65.000 Hektar hu misse vun Drëttersoune gepacht ginn.

Dat féiert noutgedrongen zu enger Situatioun, wou déi eenzel Bauerebetriber ëmmer méi ofhängeg vun den Decisiounen vun Drëttersoune. De Bauer ass domat mat deen Eenzege, dee sech säi wichteg Handwierksgeschir - d'Land, fir drop ze schaffen - net méi esou einfach leeschte kann. Bei kengem anere Beruff ass dat an deem Ausmooss de Fall. De Bauerebetrib huet haut nient der Wirtschaftlecheit vill Eerausforderungen, wéi zum Beispill d'technesch Evolutioun vu Produktiounstechniken an en héije Bedarf vu Kapital am Allgemengen.

Derbäi kënn den immensen Drock op d'Land hei zu Lëtzebuerg an déi héich Präisser vun den Terrainen. Well d'Bauerebetriber fir eist Land awer vu kruzialer Wichtigkeet sinn, muss alles gemaach ginn, datt si och an Zukunft genuch Planungssecherheet hunn an d'Terraine méiglechst zu akzeptable Präisser kënnen verpachten (veuillez lire: pachten). Duerfir hu mer,

esou wéi de Rapporteur dat gesot huet, am Fong nach eng Rei Dispositionen, wat d'Pachtdauer, d'Kënnegungsfrist, d'Laufzeit vun de Kontrakter, déi Informationspflicht do ugeet, awer agefouert, fir dat dann och ze maachen.

Awer besonnesch hu mer och d'Delaie geännert, fir eben de Pachtpräis ze änneren, well et eben einfach och wichteg gëtt, datt de Bauer eng gewësse Planungssecherheet kritt.

An deem Sënn soen ech lech och scho fir dese Projet Merci fir eng breet Zoustëmmung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7153 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7153 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7153 ass mat der Unanimitéit vun 58 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Gérard Anzia), Mmes Josée Lorsché (par Mme Sam Tanson) et Sam Tanson;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

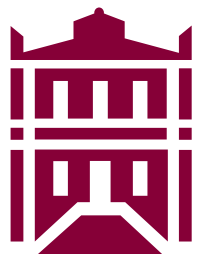
Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous d'nächst Woch. Merci an e schéinen Owend!

(Fin de la séance publique à 17.53 heures)



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

- M. Claude Wiseler, M. Félix Braz, Ministre de la Justice

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°323 du 11 juin 2018 de M. Gusty Graas relative à la situation politique actuelle au Nicaragua, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

- M. Gusty Graas - M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Question n°324 du 12 juin 2018 de Mme Nancy Arendt relative à la nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes pris en charge par l'assurance maladie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- Mme Nancy Arendt - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°325 du 12 juin 2018 de M. Georges Engel relative au conflit social au sein de la maison de soins à Bettembourg, ainsi que d'une éventuelle intervention de l'Etat, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

Question n°326 du 12 juin 2018 de M. Marc Baum relative à la grève dans une maison de soins à Bettembourg et à son financement, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- M. Georges Engel - M. Marc Baum - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°327 du 12 juin 2018 de M. Gast Gibéryen relative aux aides pour le secteur touristique suite aux intempéries, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. Gast Gibéryen - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie

Question n°328 du 12 juin 2018 de M. Henri Kox relative aux inondations récentes et aux mesures de prévention, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- M. Henri Kox - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

Question n°329 du 12 juin 2018 de M. Laurent Zeimet relative à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 6 juin 2018 relatif à l'article 17, alinéa 1^{er}, première phrase de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- M. Laurent Zeimet - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

Question n°330 du 11 juin 2018 de M. André Bauler relative aux nuisances olfactives de l'élevage porcin, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

Question n°331 du 12 juin 2018 de M. Marco Schank relative au déroulement de l'enquête publique sur la désignation des nouvelles zones de protection autour du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- M. Marco Schank - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

5. 7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles (suite)

- Prise de position du Gouvernement (suite): Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

6. 7045 - Projet de loi sur la Police grand-ducale et portant modification:

1° du Code de procédure pénale;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

et portant abrogation:

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; 2. le Code d'instruction

criminelle; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique; 2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

- Rapport de la Commission de la Force publique: Mme Claudia Dall'Agnol (intervention de M. Jean-Marie Halsdorf)

- Discussion générale: M. Léon Gloden (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. le Ministre Etienne Schneider et M. Michel Wolter) (dépôt de trois amendements), Mme Claudia Dall'Agnol (interventions de M. Léon Gloden), M. Max Hahn, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (intervention de M. le Ministre Félix Braz)

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure (intervention de M. Gast Gibéryen)

- Votes sur les amendements 1 à 3 (rejetés)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 7262 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques

- Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 7232 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en vue de l'introduction de lettres de gage portant sur les énergies renouvelables

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 7299 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

- Rapport de la Commission du Règlement: M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum

- Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Kolleginnen, Kollegen, wann Der wëllt Plaz huelen, da kann ech d'Sëtzung opmaachen. An ech brauch déi traditionell Fro net ze stellen.

2. Communications

D'Kommunikatioune vun eis aus sinn dann och déi gewinnten: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. An d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung agaange sinn, an d'Lëscht vun de Petitioune sinn un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidergaangen.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivant ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7314 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union et modifiant

1. la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale et

2. la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre de technologies de l'information de l'État

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 06.06.2018

7315 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aides de minimis

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.06.2018

7316 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.06.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

1039 - Demande de pétition publique: Vignette pour les voitures étrangères

Dépôt: M. Joel Maikel Ferreira Machado, le 06.06.2018

1040 - Demande de pétition publique: Eng gratis Zeitung ganz op Lëtzebuergesch

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 07.06.2018

1041 - Demande de pétition publique: Gratis lëtzebuergesch Sproochecoursë fir d'Awunner Cours de luxembourgeois gratuits pour les résidents Gratis Luxemburgischkurse für Einwohner

Dépôt: Mme Lucia Granieri, le 07.06.2018

1042 - Demande de pétition publique: Verbot von Feuerwerk in Luxemburg - Interdiction des feux d'artifice au Luxembourg

Dépôt: M. Kim Meyer, le 09.06.2018

1043 - Demande de pétition publique: Helfpflicht um Vëlo bis 12 Joer

Dépôt: Mme Mandy Michels, le 11.06.2018

1044 - Demande de pétition publique: Legalisierung vom Cannabis in Luxemburg

Dépôt: M. Andy Schumacher, le 11.06.2018

3. Ordre du jour

Dann den Ordre du jour, dee vun der Conférence des Présidents virgeschloe ginn ass an den Der iwermëttelt kritt hutt: Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer fänken d'Sëtzung vun haut mat enger Froestonn un d'Regierung un. Dir wësst, dass de Froesteller zwou Minutten huet an d'Regierung véier Minutten, fir dorobber ze äntwerthen. A wann Der mat mir d'accord sidd, wäert ech och drop oppassen, dass dat esou agehale gëtt.

Den Här Wiseler freet d'Wuert?

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Här President, ech wollt awer nach virdrun eng Remark maachen, notament iwver eng Demande de convocation, déi mer geschriwwen haten den 19. Abrëll, fir an der Commission de la Force publique an an der Commission juridique iwvert déi Incidente vu Bouneweg a vu Lausduer ze schwätzen, haaptsächlech am Kader vun Respekt vun der Autoritéit vun der Polizei engersäits an op där anerer Säit vun der Informatiounspolitik bei esou Evenementer.

Bal zwee Méint duerno, virun e puer Deeg hu mer d'Äntwert dorobber kritt, wou déi zwee Ministeren eis soen, doriwver kéint an demem Moment net diskutéiert ginn, well hei e Secret de l'instruction drop wär an Informatiounen iwvert dës Affär exklusiv vum Parquet général oder vum kompetente Parquet géife gemaach ginn.

An et gëtt esouguer de Procureur général hei zitéiert, deen an engem Bréif da schreift, datt de Principe de séparation des pouvoirs dat net géif méiglech maachen, fir eis an demem Moment en „quelconque rapport sur l'état d'avancement des instructions en cours“ ze ginn.

Dat wësse mir selbstverständlech och, datt dat net méiglech ass. Et ass och net dat, wat mer gefrot haten an deem Bréif, an där Demande de convocation, déi mer geschéckt haten. Mir hätte gär en mir géife gär mat de Ministere schwätzen iwver eng besser Informatiounspolitik, wou mer och wëssen, datt de Justizminister jo de Service virun enger Zäit reorganiséiert huet.

Et ass iwvert dat an iwver näischt anerer, wou mer wëllen driwwer schwätzen, net iwver e Secret de l'instruction. An déi Froen, déi mer gestallt hunn, dat si Froen, wou ee sech net kann hannert dem Secret de l'instruction verstoppen. A mir fannen, datt mer duerchaus berechtigt sinn, fir déi Froen hei an der Chamber ze stellen.

Dofir insistéiere mer, datt deen do Sujet a Präsenz vun de Ministeren an der Kommissioun ugeschwat gëtt, well mer mengen, datt dat besser wär, wéi wann en hei am Plenum misst ugeschwat ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Wiseler fir d'Präzisiounen. An ech géif dann d'Wuert direkt un den Här Justizminister weiderginn, fir dorop ze reagéieren.

► **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice.- Merci, Här President. Ech géif dem Här Wiseler just wëlle proposéieren: Vu dass mer hei awer och an enger schréfflecher Prozedur sinn, wou eng Demande vun der CSV komm ass, déi mir och schréfflech beäntwert hunn, geet et eis drëms, fir kloerzestellen, dass mer fir dat gemeinsam Gespräch iwvert d'Informatiounspolitik, iwver Interna vun der Polizei, wéi déi organiséiert sinn, an dat hu mer och an eisem Bréif un lech, allen zwee zesammen, jo direkt am éischten Alinea kloer festgehalen, selbstverständlech ëmmer zur Verfügung sinn, fir mat der Chamber iwver all Punkt ze diskutéieren, deen an eng vun eisen Attributioune fält. Dat ass ganz evident.

Dir hutt lech awer an Ärem initiale Bréif op zwou präzis Affäre bezunn: Lausduer a Bouneweg. An dat ass dee Punkt, wou mer kloer musse soen: Doriwver kënnen mer net mat den Deputéierten diskutéieren. Den drëtte Pouvoir mécht seng Aarbecht a vollstänneger Onofhängegkeet, notament wat d'Informatiounspolitik betrëfft. Déi ass beschriwwen am Code de procédure pénale. Dee Rappel hu mer an deem dote Bréif gemaach. An dee Punkt, mengen ech, ass och domadder präziséiert.

Wann elo den Här Wiseler am Numm vun der CSV-Fraktioun quasi hir Demande reformuléiert a seet: „Mir wëlle gär en onofhängeg vu Lausduer an onofhängeg vu Bouneweg oder vu soss Iergendenger anerer Affär, déi an der Instruktioun ass, de façon générale mat deenen zwee Ministeren iwvert d'Informatiounspolitik an d'Organisatioun vun der Polizei diskutéieren“, sti mir dozou selbstverständlech zur Verfügung.

Ech géif also dem Här Wiseler proposéieren, eis dann eng nei Demande zoukommen ze loosse, déi déi Ambigüitéit evitéiert an déi kloer mécht, dass et net em eng präzis Affär geet. Da wäerte mir selbstverständlech esou séier wéi méiglech e gemeinsamen Datum fannen, fir doriwver ze schwätzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Den Här Wiseler freet d'Wuert nach eng Kéier.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Also ech soe Merci fir déi Äntwert. Ech gesinn zwar net, fir wat ech eng nei Convocatioun soll erausschécken, well mer relativ kloer gär géife schwätzen iwver „comment mieux faire respecter l'autorité de la police et comment mieux informer le public“. Déi Demande hu mer hei expriméiert an iwvert déi Demande géife mer gär esou an enger Kommissioun schwätzen.

► **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice.- Ech fäerte ganz, Här President, da gi mer net eens. Mir hunn e Bréif kritt vun der CSV-Fraktioun, dee sech kloer op zwou lafend Affäre bezitt, wou eng Instruktioun amgaangen ass. Op dee Bréif hu mir geäntwert. Wann dat dee leschte Stand och weiderhi bleift vun der Demande, dann ass eis Äntwert och eise leschte Stand vun der Äntwert.

Ech proposéieren dem Här Wiseler ganz frëndschafleech, eis eng reformuléiert Demande ze stellen, déi Abstraktioun mécht vun enger lafender Affär. Dat ass kee Problem. An da si mir selbstverständlech direkt bereet.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech géif all deene proposéieren, eise Bréif ze liesen. Mir schécken lech dee gär en nach eng Kéier eran.



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Vu dass mer eis am Fong eens sinn, misste mer och an der Form eng Eenegung kënnen fannen, well et geet jo hei schliisslech ëm de Fong. Ech ginn da vun der Wäisheet vun deenen zwou Säiten aus, dass mer dat och an der Praxis kënnen esou maachen.

An da gi mer zur Froestonn un d'Regierung iwwer. Déi éischt Fro kënn vum Här Gusty Graas an dréit sech ronderëm d'politesch Situatioun an Nicaragua. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°323 du 11 juin 2018 de M. Gusty Graas relative à la situation politique actuelle au Nicaragua, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire**

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem 18. Abrëll ginn et ganz seriö Onrouen am mëttelamerikanesche Stat Nicaragua. Ursach sinn am Fong geholl déi geplangte Reformen um Niveau vun der Pensionspolitik vum President Daniel Ortega, dee jo zënter 2007 do um Rudder ass. Leider hu sech déi Onrouen elo och zu bluddegen Opstänn entwéckelt. Entre-temps sinn eng 130 Leit do ëmkomm, virun allem Studenten. An en Enn ass nach ëmmer net ofzegesinn. An déi Protester hu sech elo géint aner Sujeten entwéckelt: géint Korruptioun, géint Fraendiskriminatioun an och géint onopgeklärte Morden.

Wa jiddefalls den Här Ortega, virun allem och seng Fra, d'Rosario Murillo, zënter 2017 iwwerengs Vizepresidentin, um Rudder bleiwen an deem Stat do, da riskéiert leider erëm en zweete Biergerkrich auszubrechen, dee jo schon zënter 1981 bis 1990 do war. Erstaunlech ass och, dass u sech an der internationaler Press iwwer déi Entwécklung do relativ weénege ze liesen ass. Mä ech mengen, eis als lëtzebuergesch Land kann dat awer elo net onberéiert loossen, virun allem well eben Nicaragua en Ziland ass vun eiser Entwécklungspolitik. An zënter den 1990er Jore maache mir do eng ganz geziilt Entwécklungspolitik. Mir sinn de Moment am drëtten PIC, an zwar ass dee jo verlängert ginn op 33 Milliounen, virun allem am Beräich vun der Santé an dem Tourismus. Dee soll jo bis 2019 lafen.

Duerfir wollt ech den Här Minister vun der Kooperatiounspolitik hei awer méi spezifesch op dräi Punkte froen: Éischtens, wéi schätzt d'Lëtzebuerg Regierung de Moment d'Situatioun an Nicaragua an? Zweetens, ass d'Sécherheet vun eise Leit op der Plaz garantéiert? Mir wëssen, dass jo do eng Rei vu Leit, virun allem vu Lux-Dev a vun der Ambasad, tätég sinn. Dréttens, huet déi negativ Entwécklung an deem mëttelamerikanesche Land och gegebenenfalls eng negativ Konsequenz fir eis Kooperatiounspolitik mat Nicaragua?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo de Kooperatiounsminister, den Här Romain Schneider.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Merci, Här President. Merci och dem Här Graas fir déi Fro, eng Fro, déi eis selbstverständlech als Kooperatiounspolitik och beschäftegt. Ech mengen, richtegerweis huet en hei gesot, dass zënter iwwer 50 Deeg effektiv Onrouen an Nicaragua sinn, dat opgrond vun Decisiounen, déi geholl goufen, wat de Beräich vun de Pensionen betrëfft, virun allem d'Baisse vun de Pensionen.

Et huet sech awer ausgeweit. Am Ufank goufen et vehement Reaktiounen vun der Regierung selwer mat Gewalt géint d'Leit an duerno waren et awer virun allem och d'Demonstranten, déi sech zesummegeedo hunn an déi dann natierlech och am Kader dovun eng Rei aner Saache mat a Fro gestallt hunn: engersäits natierlech de Schluss vun der Gewalt op de Stroossen an hannendru virun allem och dee ganze Volet vun der Korruptioun respektiv deen och vun der Zensur eigentlech op dem Informatiounsfloss, och ee wichtige Punkt.

An da fuerdere se virun allem, mengen ech, awer och de fréizäitege Récktrëtt vum President Ortega a virun allem och vu senger Fra, der Vizeministesch (veuillez lire: Vizepresidentin) Rosario Murillo. Ech mengen, dat sinn d'Hannergrënn gewiescht. Dunn ass natierlech déi ganz Situatioun eskaléiert. An ech mengen, dowéinst koum et dann dozou, dass effektiv bis elo iwwer 130 Leit gestuerwe sinn, zum Deel erschoss gi sinn. Et ass jo du reagéiert ginn, andeems sech zesummegeesat gouf, fir ze probéieren, en Dialog ze kréien. Deen Dialog huet och stattfonnt, dee geet awer relativ zéi virun.

Fir eis als Lëtzebuerg Kooperatioun ass dat wichteg. Ee vun de Partnerlänner zënter laangem, wéi richteg gesot gouf, Nicaragua, wou mer och wierklech flott Projeten zesummen hatten, virun allem dee Volet vun der Stärkung vun der Zivillgesellschaft, de Volet awer och vun der Educatioun, vun der Formatioun bei der Jugend, de Volet vum Tourismus, déi mer virugedriwwen hunn. A mir sinn natierlech och ganz besuergt iwwer d'Situatioun vun der Sécherheet dohannen. A mir hunn och kloer Sécherheitsmesurë geholl, fir déi Lëtzebuerg respektiv déi, déi ënner Lëtzebuerg Mandat do schaffen, weider ze securiséieren. Hei si Moosname geholl ginn.

Mir hunn eis och zesummegeeschloss mat de Spuenier, wa Leit misste rapatriéiert ginn, dass dat direkt kéint stattfannen. Déi Lëtzebuerg kéinten also direkt zrëckkommen, wann d'Situatioun géif eskaléieren. An effektiv op där anerer Säit hu mer eis och mat den EU-Länner ausgetosch, fir ze kucken, wéi d'Situatioun permanent ass.

Déi Fro, mengen ech, déi Dir konkret hutt, ass: Wéi geet et viru mat eiser Kooperatiounspolitik? Ech mengen, et ass kloer, dass grad zu deene Momenter, wou et virun allem déi dote Froe sinn, déi a Fro gestallt ginn, déi vun der Stärkung vun der Zivillgesellschaft, déi vun der Stärkung vun deem ganze Kontakt mat der Zivillgesellschaft, dat genau gréisstendeels déi Projete sinn, déi mer och wäerte viruféieren. Et ass do, wou mer grad elo, mengen ech, mussen d'Zivillgesellschaft stärken. Et ass awer och ganz kloer esou, dass déi Projeten, wou mer en direkte Finanzement un d'Regierung maachen, op Äis geluecht sinn.

De Moment ass et ganz kloer, fir d'Situatioun de Moment och an deem Volet ganz kloer ze ënnerscheiden - an deem neie PIC hate mer jo ewell déi Richtung geholl -, dass mer d'Zivillgesellschaft effektiv méi wëlle stärken, fir dass eben déi och grad an dese Situatiounen hire Poids kriit an eben och en neit Gewicht an deenen einzelnen Decisiounen eriwuerkënn.

Ganz kloer, mir halen d'Situatioun am A. Eis Entwécklungspolitik wäert virugoe fir d'Stärkung vun der Zivillgesellschaft, d'Stärkung vun der Jugend. Mä all déi Projeten, wou Regierungsbefeelegung mat drop ass, wäerten op Äis geluecht ginn de Moment.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Déi nächst Fro kënn vum der Madamm Nancy Arendt, riicht sech un de Sozialminister an dréit ronderëm d'Nomenclature vun de Services vum Kiné a vum Masseur, déi vun der Krankekeess iwwerholl ginn.

- **Question n°324 du 12 juin 2018 de Mme Nancy Arendt relative à la nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes pris en charge par l'assurance maladie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President. Duerch Changementer an der Nomenclature vun de Kinesitherapeuten, déi den 1. Januar 2017 a Kraaft getratt sinn, sinn eng Rei vu Patiente mat schwéiere Krankheeten am Fall, dass se elo eng Participation personnelle droe mussen, déi nawell erheblech ass, woubäi se virun der Reform näischt hu misse bäileeën. Esou zum Beispill Patiente mat Polyneuropathien, déi oft duerch Kriibsbehandlung wéi Chemotherapie oder duerch Diabète provoziert ginn.

Déi Kinésbehandlung ginn elo net méi 100%eg rembourséiert oder en charge geholl vun der CNS, well se elo net méi ënnert deene sougenannte Pathologies lourdes erëmzefanne sinn. Ënner anerem figuréieren och d'Amputatiounen - dat muss ee sech emol virstellen - net op dës Lésch, wat bedeit, dass ee Patient, deen zwee Been amputéiert huet, keng Pathologie no Äre Kritären huet, also och net kann zu 100% rembourséiert ginn.

Dat huet als Konsequenz, dass ee Patient, deen zweemol an der Woch Kiné doheem kriit huet, elo 15 Euro pro Seance bäileeën muss. Dat mécht 1.627 Euro am Joer, fir néng- bis zéngmol am Mount Kiné ze kréien, wat awer absolut noutwendeg ass bei esou Krankheitsbiller.

Ass den Här Minister sech bewosst, dass déi Polyneuropathien net mat iwwerholl gi sinn a Beenamputéierter och net ënner Pathologie lourde falen an doduerch d'Patienten esou vill misse bäileeën bei hirem Kinéstraitement?

Och kënnen dës schwéierkrank Leit nëmmen acht Seance beim Kiné op eng Ordonnance médicale kréien, woubäi der awer 64 erlaabt wäeren, wann hir Krankheet als Pathologie lourde klasséiert wär. An doduerch misse se no all acht Seancen zrëck bei hiren Dokter, fir frëscher verschriwwen ze kréien, wéi wa se net scho genuch geplot wäeren.

Handelt et sech hei ëm en Oubli? A besteet nach eng Kéier d'Méiglechkeet, déi Opleschtung vun de Pathologies lourdes ze iwwerkucken an direkter Zukunft?

D'Associatioun vun de Kinesitherapeuten huet och schon des Efteren op dës Mësstänn hingewisen, allerdéngs ouni Erfolg.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Sozialminister, de Romain Schneider, huet d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President. Madamm Deputéiert, Är Fro, déi gestallt gouf, ass jo eigentlech och eng Suite vu Froen, déi mer engersäits hei mëndlech gestallt goufen, eng Kéier vum Dokter Mertens, an och eng Kéier als schrëftlech Fro, déi gestallt gouf am Kader vun där neier Nomenclature, déi am Beräich vun de Kinée respektiv de Masseure besteet. Ech mengen, et ass eng Nomenclature, déi erstallt gouf zesumme mat dem Daachverband vun de Kinéen, der Association luxembourgeoise des kinésithérapeutes diplômés. An ech mengen, an deene goufen eng Rei Saachen nei gegliedert. Am Ufank, mengen ech, hate mer d'Diskussiounen, dass d'Ulafschwieregkeete relativ schwéier waren, bis dat konnt lafen.

An der Tëschenzäit ass dat alles geregelt. An ech mengen, d'CNS huet déi Saachen och zesumme mam Daachverband an de Grëff kriit an och am Echange mat den Dokteren, sou dass, mengen ech, dee Volet ofgedeckt ass. Et ass och kloer gewiescht vun Ufank un, dass selbstverständlech dann, wann een eng nei Nomenclature mécht, an dat war och en Uleies vum Daachverband an och en Uleies vun der CNS, ee regelméisseg déi Saache kuckt, wéi se um Terrain lafen, ob effektiv och alles esou ukënn, wéi et effektiv geduecht ass. An dat ass d'CNS de Moment och amgaangen ze maachen. Virun allem dee ganze Volet vun de Pathologie-lourden ass ee schwéieren, fir genau ze definéieren, wat drënnerfällt.

A bei deene Beispiller, déi Dir hei zitéiert hutt, ass fir mech ganz kloer, wéi d'Antwort do muss sinn: Do muss een, wann dat esou ass, Revisiounen dovun maachen. An deem do Kader ass jo zum Beispill ee Volet vun enger ganz geziilter Aktioun, déi hei och eemol Thema war, de ganze Volet ronderëm d'Lipödemen. Dat ass jo ee Beräich, deen zum Beispill an d'Luucht gesat ginn ass. Do komme mer vun 8 op 24 Seancen. Dat weist also och, dass selbstverständlech déi Nomenclature net nëmmen eng Rei vun neie Problemer bréngt, mä eigentlech och eng nei Orientatioun bréngt. Mä déi dote spezifesch Problemer ass d'CNS amgaangen, an Kader vun de Pathologie-lourden ze kucken. An ech wäert se och nach eng Kéier opfuerderen, dass schnellstméiglech ze maachen a mer och e Rapport doruwwer ze maachen.

Merci bien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Déi nächst Fro kënn vum Här Georges Engel, riicht sech och un de Sozialminister an dréit ronderëm de Streik zu Beetebuerg respektiv de Konflikt, deen et am Secteur vun de Soine gétt. Den Här Georges Engel huet d'Wuert.

- **Question n°325 du 12 juin 2018 de M. Georges Engel relative au conflit social au sein de la maison de soins à Bettembourg, ainsi que d'une éventuelle intervention de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

- **Question n°326 du 12 juin 2018 de M. Marc Baum relative à la grève dans une maison de soins à Bettembourg et à son financement, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. Et geet, wéi Der gesot hutt, ëm de Streik an der Résidence pour personnes âgées An de Wisen zu Beetebuerg. An der Press stoung, dass d'Haus vun enger quasi Faillite géif schwätzen. D'Gewerkschaft schwätzt vun engem dubiose Firmekonstrukt. A Suerge maachen ech mir ëm d'Personal an natierlech ëm d'Awunner, ëm d'Pensionären aus deem Haus.

Ech hunn hei zwou Froen un de Minister. Et geet bei deem Konflikt ëm d'Personal, dat entweder am SAS oder am FHL ënner Kollektivvertrag agestallt ass.

Éischtens, kann de Minister eis soen, ob déi néideg budgetär Mëttele zur Verfügung gestallt gi sinn, fir d'Salären, nodeems et ënner anerem bei verschiddene Carriären Upassunge goufen, kënnen deementspreechend ausbezuelen? An zweetens, sinn déi Sue beim Personal ukomm? Oder ginn et hei Problemer op engem aneren Niveau?

Ganz wichteg ass et, dass d'Pensionären hir Soine kréien, déi se brauchen. Heizou dräi Froen:

Éischtens, ass hei an deem Fall vun engem Streik d'Qualitéit vun de Soine weider assuréiert? Zweetens, ass genuch Personal disponibel, fir déi Soine kënnen ze ginn? An dréttens, huet d'Personal, wat aktuell déi Soinen do mécht, déi néideg Qualifikatioun a Kompetenz, fir déi Soinen och kënnen ze prestéieren?

Eng weider Fro handelt iwwer d'Sécherheet vun de Pensionären. D'Personal mécht vu sengem Streikrecht Gebrauch. D'ITM war gëschter och op der Plaz, fir sech e Bild vun der Situatioun ze maachen.

Éischtens, kann de Minister eis schon Detailer iwwer d'Appreciatioun vun der Situatioun, wat d'ITM ugeet, gi respektiv eis assuréieren, dass d'Wuel vun de Pensionären net a Gefor ass?

An da meng leschte Fro: Awéiwäit ass deen Agreement, deen d'Madamm Minister vun der Famill hei ginn huet, nach respektéiert, well jo een Agreement muss gefrot gi fir all Haus vun deem Zweck a well deen Agreement jo am Règlement grand-ducal vum 10. Oktober 2009 festschreift, souwuel am Artikel 7 an och am Artikel 17 an och am Artikel 34, wat d'Mataarbechter vun der Qualifikatioun mussen hunn, wat hir Obligatiounen sinn - ...

(**Interruption par la présidence**)

...ech si ganz, ganz séier fäerdeg -, dass d'Regelen, d'Gesetze an d'Reglementer vun der Sécherheet, der Hygiène an der Solidaritéit mussen agehale ginn? Et stellt sech also d'Fro, ob deen Agreement an der spezieller Situatioun hei nach agehalen ass a wat d'Konsequenzen dovunner kënnen sinn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir behandelen d'Fro vum Här Marc Baum zum selwechte Sujet mateneen. Da kann den Här Sozialminister zesummen op déi zwou Froen äntwerten.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Den Här Engel ass schon op Deeler agaangen. Mir hunn haut de sechsten Dag vun engem Streik, deen een duerchaus kann als historesch bezeichne fir lëtzebuergesch Verhältnissen. Et ass déi éischte Kéier an der Geschicht vun eise Land, wou Beschäftegter aus dem Flegesecteur d'Aarbecht niddleeën doduerch, well Geranté vu verschiddene Flegeshaier sech vu kollektivvertraglech ausgehandelte Verbesserungen net befräff fillen.

Objet am Moment ass natierlech dat Flegesheim An de Wisen zu Beetebuerg, wat och an der Vergaangenheet schon ëmmer erëm zu Diskussiounen Ulass ginn huet an zu soziale Konflikter gefouert huet. D'Bedriewgesellschaft vun An de Wisen ass Sodexo Asbl, eng Duechterorganisatioun vun enger global agéierender Multinationall - Sodexo - mat engem Chiffre d'affaires vun iwwer am zweestellege Milliardeberäich.

An der Vergaangenheet huet och scho Sodexo ëmmer nees erëm behaupt, si kéinten déi kollektivvertraglech Verbesserungen net finanzéieren. Ee Moment huet souguer ee Sozialplang an der Loft gehaangen. An dat erstaunt awer ëmsou méi, well no Gewerkschaftsinformatiounen d'Asbl dem Mammenhaus Préten a Milliounenhéicht mécht.

A mer fannen et och erstaunlech, dass si an hire Bilanen ugin, dass verschidden ausgelagert Prestatiounen sech an deene leschte fënnf Joer verduebelt hunn, ouni dat dorauer hätt kënnen e Mehrwärt ersichtlech sinn, ausgelagert Prestatiounen vun der Asbl un d'SA, also intragruppe souzesoen. An et kann och sécherlech net um Loyer leien, dee ganz dezent ass mat 1.000 Euro de Mount.

Duerfir d'Froen un den Här Minister. Well en 2017 an enger Chamberskommissioun gesot huet, de Ministère géif déi Situatioun am Detail kucken, wollt ech da froen: Ass déi Analys gemaach gi vun deem dote spezifische Grupp, wou et sech jo awer ëm eng speziell Konstruktioun handelt? Sinn do Irregularitéite festgestallt ginn?

An déi grouss Fro ass natierlech: Wou ginn d'Suen hin?

An der Vergaangenheet ass och ëmmer gesot ginn, dass d'Valeur monétaire an d'Luucht gesat ginn ass. De Minister huet gesot, d'Geld wier do. Elo ass et awer esou, dass zwee verschidde Kollektivverträge domadder befaasst sinn. Wéi gedentk de Minister oder gedentk de Minister do nach eng Kéier un d'Valeur monétaire ze goen, en aneren Distributiounsmechanismus eventuell ze entwéckelen am Interessi vun de Salariéen an deem Sozialkonflikt?

Merci.



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo de Sozialminister, den Här Romain Schneider.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President. Et waren esou vill Froen, datt ech hoffen, an där Zäit vun dräi Minutten och dee gréissten Deel dovunner ofgehaakt ze kréien. Wann net, da muss se schréftlech nogestallt ginn. Selbstverständlech äntwerten ech dann och drop.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Véier!

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Véier Minutten? Ah, Merci, Här President. Dann hu mer ewell eng Minutt gewonnen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - A vu dass et zwou Froe sinn, sidd Der e bëssen...

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Okay. Très bien! Da fueren ech lass, soss verléieren ech nach méi Zäit.

Bon, ech mengen, déi zwou Froen, déi hei gestallt sinn, weisen op ee Problem hin, deen net nei ass. Et ass ee Problem, deen zënter laange Jore besteet. Ee Problem, deen iwwer eng gewëssen Zäit emol erëm eng Kéier geléist gi war, andeem ganz einfach bei enger Konvention virun allem och gekuckt gouf, bei der Valeur monétaire, bei der Verdeelung vun der Valeur monétaire, grad deenen, déi eben en Differential haten, dat auszegläichen.

Dat gouf dunn ee Moment erëm arrétéiert, soudatt de Problem eigentlech haut deen ass, deen een eng Kéier kuerz ka beschreiwen, andeem ee seet: Gutt, mir hunn am SAS-Secteur de Kontrakt SAS, a mir hu verschidde Leit, déi do schaffen, ongeféier eng ronn 650, soen ech emol esou, déi ancien FHL-Kontrakter hunn, wou et ganz kloer ass, datt, wann een déi eenzel Käschten hält, datt en Ennerscheid besteet tëschent deenen zwee.

Wéi dunn d'Kollektivvertragshandlung waren a Verbesserung koumen - dat muss ech och emol eng Kéier soen -, bal zu 10% an deenen eenzelne Carrièren, déi - an dat ass hei richteg vun deenen zwee Riedner gesot ginn - och finanziell begleet goufe vun der Regierung am FHL-Secteur iwwert d'Erhéijung vun der Enveloppe budgétaire an am Kader vum SAS iwwert d'Erhéijung vun der Valeur monétaire. Déi huet jiddweree kritt. Also, déi Erhéijung vun deem, wat am Gehälterofkommens koom, ass virugaangen eent zu eent, soudatt natierlech de Problem vum Differential vu virdu bestanen huet.

Et ass awer esou, wann ee kuckt, ech kommen da spezifesch op d'Haus An de Wissen, wat Der hei zitëiert hutt, wou ech selbstverständlech och net kann dermat d'accord sinn, datt dee Streik do viruleeft an datt nach keng Léisung de Moment fonnt ginn ass. Et ass och esou, datt ech d'Haus selwer, plus déi aner zwee Haiser oder Gruppen, déi och nach dovunner betraff sinn, déi net deenen 300 Leit, déi am Spill sinn, de Moment déi Sue viruginn hunn, déi mir och eleng schonn an der Valeur monétaire erhéicht hunn, niewent deem Differential, deen nach besteet, dertëschent wäert kuerzfristeg ruffen, zesumme mat anere Regierungsvertrieder respektiv anere Verwaltungen, fir och do de Punkt nach eng Kéier ze maachen an och wierklech nach eng Kéier d'Situatioun vun den Haiser ze kucken, och nach eng Kéier ze kucken, wat fir eng Méiglechkeeten do sinn, och ganz einfach eng Kéier d'Fongen ze kucken, déi do sinn, datt et wierklech esou ass, datt een an der Faillite ass respektiv datt keng Gelder do sinn, fir dat ausbezuelen.

Dir hutt zu Recht zitëiert, datt mer virun enger Zäit schonn d'Haus An de Wissen, de Grupp Sodexo, eng Kéier gekuckt haten. Mir hunn dat gemaach. Mir hunn eis deemools zesummegeest mat zwee anere Ministären - mam Ministère des Finances a mam Ministère de la Famille -, well Dir wësst, datt dat Haus conventionnéiert ass iwwer an der Tëschenzäit keng Konvention méi mam Ministère de la Famille, mä virun allem iwwer ee Bail emphytéotique mat de Finanzen.

An deem Kader hu mer eis zesummegeest a mir hunn och eng Léisung proposéiert, déi, fir mech, an där Reunion, déi mer haten, gedroe gouf vun deem Partner, deen awer da kuerz Zäit duerno geschriwwen huet, hie misst dat nach eng Kéier juristesesch préiwen.

Ech mengen, déi Léisung, déi mir proposéiert haten, fir dat, wat ech eng Kéier an der Chamberskommission gesot hat, fir effektiv eng Perennitéit an de System ze bréngen, ass eng, déi dréit an déi effektiv eng Rei Solutiounen

bréngt an déi och eng Léisung kéint ginn, fir effektiv hei déi Paien ausbezuelen. Dat, mengen ech, geet ganz kloer aus där Entrevue eraus, déi mer deemools zesummen haten.

Hannendru gouf d'Fro gestallt, datt de Moment d'Situatioun am Haus esou ass, datt ee misst préiwen, wéi den Zoustand vun de Leit ass. Dat ass fir mech déi ganz éischt Prioritéit: datt selbstverständlech alles muss erfëllt ginn. Déi Informatioun, déi mir haten, ass, datt dat de Fall wier, mä mir hunn et elo esou gemaach, datt eis Verwaltung, déi zoustänneg ass, fir vun eiser Säit aus ze kontrolléieren, datt déi Prestatiounen, déi d'Leit kréien, och erfëllt ginn, wäert dohinnegeen. Zesumme mat der Santé wäerte se dohinnegeen, fir dat ze préiwen op der Plaz, fir eis dann e Rapport ze maachen, wéi d'Situatioun ausgesäit.

An ech mengen, da gesi mer jo, ob effektiv déi Saachen, déi hei zitëiert goufen vum Här Engel respektiv vun lech, erfëllt sinn oder net. Ech ginn dervun aus, datt dat dote misst ofgemaach ginn, mä dat kréie mer de Mëtteg. D'Leit vun der neier Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance plus déi vun der Direction de la santé ginn op d'Plaz, fir dat doten ze préiwen.

Dann d'Fro: Wéi kann et weidergeen? Et ass esou, wéi ech gesot hunn, datt deen Differential jo nach ëmmer besteet. A wann een dee wëllt opfänken, da muss een en opfänke fir all d'Leit, déi an deem dote Beräich sinn. Dat geet et net nëmme em déi 300, déi opstinn, mä da geet et em déi, soen ech emol, 650; ouni datt ee mech un déi Zuel do festneelt. An da muss mer kucken, wat fir eng finanziell Moyenen datt mer hunn, fir dat ze maachen.

De Minister vun der Sécurité sociale huet gesetzlech keen anere Moyen wéi iwwert d'Enveloppe budgétaire am FHL-Secteur an iwwert d'Valeur monétaire am SAS-Secteur. An da muss ganz einfach eng Decisioun kommen, datt staatlech nei Gelder erakommen.

Et ass och dofir, datt ech déi Analys zesumme mat deenen dräi Haiser wäert maachen an dann och dem Regierungrot dat doten zur Diskussion ginn, wou een da muss engersäits d'Situatioun vun den Haiser kucken a muss kucken, wéi adequat et do ass, datt de Stat do deen doten Differential dréit, fir datt d'Leit dann eben och virun allem hir Suen ausbezuelt kréien, well et geet jo virun allem och dorëmmer. Déi eng hunn déi Haussé kritt an déi aner hunn déi Haussen nach ëmmer net kritt.

Ech mengen, datt déi doten Decisiounen elo imminent ustinn. Mir mussen endlech kucken, datt mer dee Streik do op en Enn kréien. Ech hoffen, datt béid Partner an déi Richtung schaffen, virun allem am Interessi vun de Leit, déi dohanne versuergt ginn, wat, wat ech nach ëmmer hoffen, zur vollster Zefriddenheet vu jiddweringem stattfënn.

Merci bien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An déi nächst Fro kënn vum Här Gast Gibéryen, riicht sech un de Wirtschaftsministère an dréit ronderëm d'Hëllef an Tourismussecteur no deene schlëmmen Iwwerschwemmungen. An d'Madamm Statssekretär am Wirtschaftsministère wäert drop äntwerten. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°327 du 12 juin 2018 de M. Gast Gibéryen relative aux aides pour le secteur touristique suite aux intempéries, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, an de leschten Deeg a Wochen hate mer schwéier Wiederer hei am Land, wou och schwéier Schued war. De Mëllerdall war ganz staark betraff. An ech mengen, et muss een och soen, datt eng ganz grouss Solidaritéit hei am Land gespilt huet vis-à-vis vun deene Leit, déi Schued hunn.

Mir hunn Instrumenter, dat ass och vun der Regierung esou gesot ginn, fir deene Leit ze hëllef. Och gëtt et Formulieren, et gëtt Prozeduren, fir de Leit ze hëlfe. Mä meng Fro, déi ech haut wëll stellen, ass méi spezifesch a geet am Fong iwwert déi Leit, déi vläicht net direkt duerch d'Wieder e Schued haten, mä déi awer en Ausfall an hirem Commerce haten duerch dee Schued, deen entstanen ass, wéi zum Beispill Bäerdref, wou vun dräi Zoufaartsstroossen der zwou gespaart sinn. Et ka souguer sinn, datt déi Méint bis ee Joer gespaart ginn. An et ass am Fong nëmme méi eng Zougangstrooss do, déi och nach net aus dem Touristengebitt Mëllerdall oder lechternach kënn.

An esou gëtt et sécherlech nach Géigenden an deem Eck, wou Leit e Schued hunn, wat e kommerziellen Ausfall bedeit, well mer eben elo just virun der Touristesaison sinn an déi Leit do och mat Ausfall ze rechnen hunn. Souwuel déi Haiser, déi e Schued an hirem Commerce

hunn, wéi déi Haiser, déi direkt kee Schued an hirem Commerce hunn, dierften Ausfall kréien. An duerfir geet meng Fro an déi Richtung, wat d'Regierung an dese spezifische Fäll vu Moyenen huet, fir deene Leit ze hëlfe a wéi déi Hëllef kéint zustan kommen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet direkt d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère, d'Madamm Francine Closerer.

► **Mme Francine Closerer, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Merci, Här President. Déi Iwwerschwemmungen waren effektiv oder sinn och elo nach ëmmer en zolitte Coup fir jiddwereen, deen dovunner betraff ass, a besonnesch am Mëllerdall, a besonnesch fir de Secteur vum Tourismus, dee pro Joer 45 Milliounen Emsaz mécht, 450.000 Nuiteeën all Joer, a 64% dovunner eleng an deenen dräi Méint Juni, Juli, August. Besonnesch fir de Camping sinn dat decisiv Méint, souzesoen de Karschnatz, well do 75% vun hirem Chiffre d'affaires gemaach ginn.

Duerfir ass et natierlech wichteg, dass mer de Mëllerdall, awer och déi aner Géigende vum Land, séier erëm op d'Been kréien, dass mer alles maachen, fir deene Leit ze hëlfe. D'Regierung huet jo och séier reagiert a schnell 30 Milliounen Euro deblockéiert fir Privatleit engersäits an awer och fir Betriber anerersäits.

Wat d'Iwwerschwemmungen elo vu gëschter ugeet, krute mer bis haut de Mëtte keen neie Fall gemellt, wou e Betrib Schued erlidden hätt. Ech schlëssen awer net aus, dass dat vläicht nach kënn. Mä, wéi gesot, bis elo krute mer nach näischt gemellt. Par contre sinn erëm e puer Hotellen an och Campinge betraff, déi schonn den 1. Juni betraff waren.

Haut de Mëtten ass, zu deem Moment, eng Reunion amgang, déi koordinéiert gëtt vum Office régional du tourisme am Mëllerdall op der Heringer Millen, déi jo selwer och gelidden huet. An do gëtt de Point gemaach mat sämtlechen Akteuren aus der Region, ënnert der Leedung, wéi gesot, vum ORT. Nach hu mer jo net alleguerten d'Schied opgeléicht, geschweige da gefléckt an nei opgeriicht. Dat dauert jo nach eng Zäit.

Vläicht wichteg ze nennen: Et sinn am Ganzen 22 Betriber, déi sech bis elo bei eis gemellt hunn um Wirtschaftsministère: 7 Hotellen, 5 Campingen, 1 Restaurant, 2 Garagisten an nach e puer méi kleng Betriber; déi meescht aus dem Mëllerdall, mä och aus anere Regionnen. A mir kënnen jo als Wirtschaftsministère do, wou d'Assurance net aspréngt, eng finanziell Hëllef ginn. Dat hu mer schonn am lernzdall gemaach, wou mer am Ganzen 13 Betriber konnt hëllef mat am Ganze 630.000 Euro.

Dës Kéier ass de Schued vill méi héich. An duerfir ass et och gutt, dass mer aus den Iwwerschwemmungen am lernzdall Konsequenze gezunn hunn, näamlech am neie Bähellegesetz fir kleng a mëttelgrouss Betriber. An dat Gesetz gëtt an deenen nächste Méint hei gestëmmt. Doranner hu mer explizitt drageschriwwen, dass mer kënnen bei enger Catastrophe naturelle bis zu 100% vum Schued rembourséieren.

Et ass awer méiglech scho virum Vott vun deem Gesetz ze hëlfe mat bis zu 200.000 Euro Direkthëllef pro Betrib. An zwar geet et duer, wann d'Betriber, déi Schued hunn, Devisen zum Beispill vun Elektriker oder Installateure bei eis eraginn.

De Schued wäert dës Kéier - den direkte Schued - an e puer Milliounen Héicht grouss sinn. Et ass elo nach net ofgeschätzt. Do muss jo nach fir d'Éischt déi Devise gemaach ginn. D'Experte mussen alleguerte laanschtgoen.

Wat awer stëmmt, dat ass, dass et och indirekte Schued wäert ginn, ebe well och Stroossen zougemaach gi sinn, well et och zu Annulatiounen wäert kommen, well de Passage natierlech och an enger ganzer Rei vu Betriber massiv wäert erofgoen, well eben d'Stroossen zouginn. An duerfir ass et gutt, dass deen Artikel 9 an deem neie PME-Gesetz eben och virgesäit, dass ee kann ee Betriebsausfall, ee Geschäftsausfall kompenséiert kréien duerch de Stat.

Natierlech gëtt et do europäesch Regeln ze beuechten an ze respektéieren. Duerfir muss mer dat och ganz genee kucken, mä theoretesch gëtt et déi Méiglechkeet, och iwwert deenen doten Artikel d'Betriber ze entschiedegen.

Merci, Här President. Dat war et.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Statssekretärin. An déi nächst Fro kënn vum Här Henri Kox, riicht sech un d'Émweltministesch an dréit ronderëm d'Preventionmoosname géint Iwwerschwemmungen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°328 du 12 juin 2018 de M. Henri Kox relative aux inondations récentes et aux mesures de prévention, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement**

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. U sech geet et an déiselwecht Richtung wéi virdrun och bei mengem Kolleg Gast Gibéryen, iwwert déi dramatesch Zoustand vun eise Wiedersituatiounen.

Et muss ee leider feststellen, dass eben de Klimawandel awer och hei ukomm ass, dass duerch déi Temperaturerhéijung méi Lofftichtegkeet an der Atmosphär gesammelt gëtt an dass et - an dat waren d'Previsiounen scho virun 10, virun 20 Joer - zu esou lokale Wiedersituatiounen ka kommen.

Hei kann een awer och nach eng Kéier soen, an et ass virdu vu Solidaritéit geschwat ginn, dass een awer e grouse Merci un eis Rettungsdéngschter kann ausschwätzen, déi eng ganz gutt Aarbecht um Terrain geleescht hunn. A wat een och ka feststellen, dat ass Gott sei Dank esou, dass kee Mënsch zu Schued komm ass direkt, soudass dat awer glimpflech ausgegangen ass.

Wichtig sinn awer elo déi Preventionmoosnamen. A mir hunn der, wéi virdrun am Finanziellen, wat e bëssen no der Katastroph de Fall ass. Esou hu mer awer Méiglechkeeten, mengen ech, déi am Gesetz vum Waasser virgesi sinn, fir eis un de Klimawandel unzepasen. An ech mengen, et gëtt verschidde Regiounen, déi schonn eppes gemaach hunn.

Et wär wichteg, dat nach eng Kéier vun der Ministesch ze héieren. An dofir ass och meng Fro, wat genau vu Preventionmoosname kënnen um Terrain emgesat ginn, wat deen Einzelne ka maachen. Sécherlech kréie mer dat doten net alles an de Grëff, mä mir kënnen munches besser plangen, besser virgesinn, soudass am Endeffekt vläicht dann net de Wirtschaftsminister muss antrieden, fir Hëllef zur Stell ze bréngen.

Mä allgemeng muss een awer hei feststellen, dass mer als ganz Regierung, als ganz Land eng ganz gutt Aarbecht um Terrain geleescht hunn, wëssend, an dat huet sech jo gëscht erëm erausgestallt, dass et awer dramatesch ka sinn, wann eng ganz Autobunn och nach eng Kéier op eemol ënner Waasser gestallt gëtt, wat ganz vill Auswierkungen op dee ganze Verkéier dann huet. Dat wär d'Fro un d'Ministesch.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Émweltministesch huet direkt d'Wuert, d'Madamm Carole Dieschbourg.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Villmoos Merci, Här President. Dir Dammen an Härren Deputéierten, dem honorabelen Deputéierten Henri Kox e grouse Merci fir déi Fro, déi, mengen ech, eng grouss Aktualitéit huet.

Ben, mir hunn et hei mat Extremereignisser ze dinn, an dat gouf scho gesot, wou eis klassesch Héichwaasserkarten net spillen. Mir hunn an de leschte Jore vill investéiert, well mer déi och brauchen am Kader vum Klimawandel, well mer mussen och fir d'Wanterméint insgesamt gerüst sinn.

Dofir gëtt et haut vill besser Previsiounen. An dat huet d'ailleurs an deem Fall an deene leschte Wochen, wann et d'Sauer betrëfft, an dat, wat an d'Sauer erakom, ganz gutt geklappt, soudass vill Leit konnt hir Saachen erophiewen, bezéiungsweis Previsiounen huelen. Dofir ass déi klassesch Previsioun eng wichteg Saach. An do hu mer jo och Verbesserung gemaach, soudass een haut och do am Internet awer och scho per Mail kann avertéiert ginn. An do wäert deen nächste Schrëtt sinn, dass mer dat nach verbesseren.

Des Weidere si mer amgang, eng Risikokaart ze erstellen fir genau dee Beräich vun de starke Reefäll, well et gëllt, elo an deene beaffene Gebidder, awer och iwwert d'ganz Land, déi Risiken nach méi däitlech an de Grëff ze kréien an ofzefiederer. An do hu mer am Kader vum Waassergesetz, wat hei gestëmmt gouf virun net allze laanger Zäit, awer e groussen Deel vun der Prevention scho mat dran, andeems mer d'Renaturéierung wëlle méi féieren, do méi Gelder eragemaach hunn, de Krees vun deenen, déi kënnen renaturéieren, d'ailleurs och opgemaach hunn, bis hin zu de Privatleit, fir dem Waasser genuch Plaz ginn an uerdentlech Retentionen maachen.

Beim Plange vun neie Wunnregionnen, vun neien Industriezonen, do gëllt et ëmmer erëm, dem Waasser genuch Plaz ze ginn, Reen an Ofwaasser ze trennen, Réckhaltebecke si wichteg.

An ech mengen, dat Ganz hu mer zesummegefasst an enger Uppassungsstrategie. Dat ass e Pabeier, deen ass am Abrëll duerch de Regie-

rungsrot gaangen, do spillt de Waassermanagement eng ganz wichtige Roll, och am Zesummenhang mat all deenen anere Secteuren, déi dee Moment getraff ginn. An déi Explikatioun wäerte mer am Fong och ginn, do komme mer nach gären eng Käier heihinner, fir genau all d'Mesuren, eng no där aner, ze explizéieren, well do hu mer schonn eng Risikoanalyse gemaach fir 13 Secteuren hei am Land, vun der Landwirtschaft iwwert d'Wirtschaft, iwwert den Tourismus, awer eben och iwwert d'Beschbewirtschaftung.

An ech mengen, wa mer eis där Strategie unhuelen, wa mer konkret déi Mesuren, déi Saachen och ëmsetzen, fir déi mer eis iwwert d'Waassergesetz haut scho Moyene ginn hunn, da kënne mer zumindest offideren, wat de Leit geschitt ass, wa mer dem Waasser genuch Plaz loossen. An eis dann drun erënneren, an Zäiten, wou et net esou staark reent, dass, wa mer nei Gebidder erschleissen, mer déi Regeln dann och respektéieren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Déi nächst Fro kënnt vum Här Laurent Zeimet, riicht sech och un d'Ëmweltministesch an dréit ronderëm en Arrêt vun der Cour constitutionnelle zum Naturschutzgesetz.

- **Question n°329 du 12 juin 2018 de M. Laurent Zeimet relative à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 6 juin 2018 relatif à l'article 17, alinéa 1^{er}, première phrase de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et les ressources naturelles, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement**

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Jo, léif Dammen an Hären, den Artikel 14 vun eiser Verfassung, deen hält de Prinzip fest, datt et keng Strof ouni Gesetz ka ginn. Den Artikel 17 Alinea 1 vum Naturschutzgesetz verbitt d'Zerstörung vum Biotop an a stellt esou eng Zerstörung dann och ënner Strof.

Elo war d'Cour constitutionnelle gefrot ginn ze analyséieren, ob den Artikel 1 konform wär zum Artikel 14 vun eiser Verfassung, a kouw de 6. Juni zu enger Konklusioun. Si huet analyséiert a festgestallt, et géif keng kloer a präzise Definitioun vum Biotop ginn, déi géif feelen, besonnesch fir déi Fäll, déi net am Gesetz opgezielt wieren. Dës géif ze vill Interpretationsspillraum zouloossen. An esou kouw d'Verfassungsgericht zur Konklusioun, datt den Artikel 17.1 net kompatibel wier mam Artikel 14 vun eiser Verfassung.

Elo ass d'Fro un d'Madamm Minister, ob se d'Repercussione vun dësem Uerteel kann aschätzen an natierlech och, ob d'Definitioun am Naturschutzgesetz, wat jo haut nach eng Käier um Ordre du jour steet, dann elo der Verfassung vun eisem Land méi gerecht géif ginn.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Madamm Ëmweltministesch ass prett, fir ze äntwerten. Madamm Dieschbourg, wann ech gelift.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Bon, déi dote Fro ass kloer formuléiert ginn, d'Analys ass och scho vum Här Zeimet gemaach ginn, dofir ass meng Äntwert och ganz kloer. D'Analys war déi, dass de Biotop am Artikel 17 vum alen Naturschutzgesetz net genee genuch definéiert ass an alles, wat net nominal opgezielt ass, deemno hei contraire ass. An dat wäerte mer de Mëtteg mat Ärer Ennerstetzung iwwert dat neit Naturschutzgesetz an deem neien Artikel, wou dann och de Biotop protégé definéiert gëtt, natierlech léisen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Déi nächst Fro kënnt vum Här André Bauler, erëm eng Käier un d'Madamm Ëmweltministesch, an dréit ronderëm d'Geruchsbelastung vun der Schwängszucht.

- **Question n°330 du 11 juin 2018 de M. André Bauler relative aux nuisances olfactives de l'élevage porcin, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement**

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Och ech wollt nach eng Fro un d'Madamm Ëmweltministesch stellen. Och wa vill Schwängszüchtereien ausserhalb vun eisen Uertschaften installéiert sinn an alle Qualitätsstandarde vun enger korrekter Véihaltung entsprechen, esou gëtt et nach ëmmer deen een oder anere Betrib, deen no bei den Haiser läit a bei schmeieren, sommerlechen Temperature fir vill Gestank suert, wahrscheinlech, well en net propper schafft. Et héiert een och vu verzweifelte Leit, dass esou Betrib net ëmmer an

deem Mooss kontrolléiert géife ginn, wéi ee mengt. Si reklaméieren da bei de staatlechen Instanzen. Bon, dat Ganz hätt net ëmmer eng Suite, d'Ëmweltverwaltung kéim seelen à l'improviste, an da kéinten déi betraffe Betrib Virkéierungen treffen an de Stall botzen. Duerno géing de Misär dann awer erëm vu vir un.

An deem Kontext wollt ech d'Madamm Minister Folgendes froen: Kann d'Madamm Minister mir soen, wéi d'Schwängsbetrib hei am Land kontrolléiert ginn, wat hire Volet ugeet? Gouf et a leschter Zäit Reklamatiounen vu Leit, déi sech iwwert d'Loftqualität an hirem Duerf beschwéiert hunn? Sinn déi Reklamatiounen iwwerprüft ginn, a krute se eng Suite? Stëmmt et, dass d'Ëmweltverwaltung net ëmmer, oder guer net, à l'improviste kënnt? A wa jo, wat fir Aufgabe kréien déi Betrib operluecht, fir deen onagreabelen, jo, duerchdrängende Gestank an de Grëff ze kréien, a wéi ginn dës duerno nees iwwerprüft?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Ëmweltministesch, d'Carole Dieschbourg.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Och hei dem honorabelen Deputéierten, dem Här Bauler, e grouse Merci fir déi Fro, well eréischt ganz zäit hier ass -, mat eisen dräi Verwaltungen eng Pressekonzferenz iwwert d'Ëmweltkontrollen ze maachen. A mir konnte berichten, dass eis Ëmweltverwaltung am leschte Joer 101 Kontrolle gemaach huet am Ëmweltberäich, dovunner sinn der 20 am Beräich vu Geruchsbelastung gewiescht. Dës Joer sinn d'Zuelen: 64 Kontrollen an 9-mol wéinst Geruch.

Ech muss awer soen, dass mir elo perséinlech kee spezielle Fall bezüglech Schwängszüchtereien an dem leschten een an en halleft Joer gemellt ginn ass. Wichtig ass awer ze wëssen: Mir hunn e Formulaire online stoen, wou d'Leit eis kënnen, wann eppes net an der Rei wär, schreiwen, an da geet eis Ëmweltverwaltung natierlech direkt op den Terrain a kontrolléiert dat, do si mer an der Pflicht.

Déi grouse Betrib d'ailleurs falen ënnert d'IED a gi regelméisseg all dräi Joer kontrolléiert. Fir déi Betrib, iwwer 2.000 Déieren, do gëllt d'Kommodoklass 1. Do muss no der däitscher Geruchsmessrichtlinn eng Ausbreitungsschicht gemaach gi vum Geruch. Fir déi Betrib gëtt et also Begrenzung vum der Geruchsbelastung. Déi méi kleng Betrib, déi falen dann ënnert d'Klass 2 oder 4 a falen net hei drënner. Wann also eppes ass, a wa Leit elo Problemer hätten, da ginn eis Leit vun der Ëmweltverwaltung wierkelech gären op den Terrain, si sinn ënnerwee, an dat kann een um Internet an engem Formulaire och ufroen. Da sinn d'Leit sécher, dass se gutt geschützt sinn an dass hir Liewensqualität garantéiert ass.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An eis lescht Fro fir de Mëtteg kënnt vum Här Marco Schank, riicht sech alt erëm un d'Ëmweltministesch an dréit ronderëm den Oflaf vun der effentlecher Ëmfro zu den Naturschutzzone ronderëm de Stauséi.

- **Question n°331 du 12 juin 2018 de M. Marco Schank relative au déroulement de l'enquête publique sur la désignation des nouvelles zones de protection autour du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement**

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och meng Fro dréit ëm d'Waasser an der Region vum Stau. Et gëtt de Moment ganz vill iwwert dat neit Waasserschutzzonekonzept diskutéiert, an et gouf ab 2012 och eng éischt Phas vun Abezie vum de Gemengen, virun allem vun der Landwirtschaft a vun de Professionellen aus dem Tourismus. D'LAKU gouf gegrennt, d'Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer, an et war och eng zweet Phas Participatioun geplangt. Dës zweet Phas ass awer net zustane komm. D'Gemenge krute keng Asicht an dat entsprechend Gutachten, dat am Hierscht 2017 virlooch.

Déi éischt Suerg, déi d'Gemengeresponsabelen dunn haten, mat all den Interessegruppen an der Naturparkregion, virun allem och de Baueren, ass déi, datt d'Enquête publique géif an d'Sommervakanz falen, mat all den Nodeeler, déi dat mat sech bréngt, an dem zwangsleefeg Virwurf un d'Regierung, et hätt een eppes ze verstoppem, zu Recht oder Onrecht. An enger Demande vun de Buergermeeschteren aus der Region an enger kuerzfristeg aberuffener Reunion huet awer, dat muss ee soen, d'Ministesch gesot, datt se dat awer net wëllt.

Eng zweet Suerg ass déi, datt de Gemengen, de Baueren an all deenen aneren aus der Region ze wéineg Zäit zur Verfügung steet, fir

op de Projet vum Règlement grand-ducal ze reagéieren, zum Beispill, sech fachlech a juristisch beroden ze loossen a sech kritesch mat deene geplangte Moosnamen auserneezenetzen.

Meng Fro deemno: Erlaabt den Oflaf an den Timing vun de Prozedure mat der Enquête publique, esou wéi d'Regierung sech se virstellt, eng vernünfteg Reaktioun ouni Zäitrock säitens de Gemengen an all deenen aneren Akteuren aus der Stauséiregion, wuel wëssend, datt d'Gemengen och nach Avisen zu Plans sectoriels zu deemselwechten Zäitraum mat zousätzleche Congéen, mat deenen ee jo muss ëmgoen, vun de Leit aus de Gemenge mussen artikuléieren?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Ëmweltministesch ass ënnerwee.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Villmools Merci. An och hei e Merci fir d'Fro, well dat erlaabt mer, nach eng Käier op d'Kritikpunkten anzegoen. An ech verstinn déi Gemengeresponsabelen natierlech, wa se Suergen hunn, dass se sech wëlle seriösem en Dossier këmmen.

Dofir hat ech och an enger gemeinsamer Reunion, déi mer haten - eng d'lescht Woch, eng, déi awer schonn eng ganz Zäit hier ass -, mat de Gemenge vum Stauséi, gesot: „Et ass eis wichtig, dass d'Leit agebonne ginn, an et ass eis wichtig, dass d'Prozeduren agehale ginn.“

Och kommen ech ganz gär nach eng Käier do-robber zrëck, wéi hei den Timing virgesinn ass. D'Schutzzon, deen Avant-projet, dee soll elo geschwënn an de Regierungsrat goen. A wann de Regierungsrat déi Etapp validéiert huet, da wäerte mer fir d'Éischt de Gemengeresponsabelen nach eng Käier eingehend an en détail d'Zon virstellen. Eng effentlech Veranstaltung ass scho virgesinn. Déi soll de 04.07. sinn. Duerno hunn d'Gemengen dann, wéi et de Regeln am Waassergesetz entsprécht, zwee Méint Zäit, fir déi effentlech Prozedur anzegoen, wou also scho kann analyséiert an iwwerluecht ginn.

An dann ass ee Mount laang, während 30 Deeg, Zäit, wou d'Leit och kënnen den Avis un d'Gemenge ginn, soudass dann d'Procédure publique Mëtt Oktober wäert fäerdeg sinn, well mir ginn natierlech net an d'Vekantz. Dat ass mer ganz wichtig hei ze betounen, dass et net esou ass, dass mer eng Procédure publique an der Vakanz maachen! Mir fänken déi de 15.09. hoffentlech zesumme mat de Gemengen un, ech vertrauen op déi Gemengeresponsabel, dass si dee Moment dee Volet, dee jo hir Aufgab ass, eescht huelen, an dass mer dann eng Procédure publique maache kënnen. Dann hunn d'Gemengen nach eng Käier ee Mount Zäit, fir hiren Avis eranzeschecke, an dann hoffen ech, dass mer bis Enn dës Joers dës wichtig Waasserschutzzon hunn, déi eise gréissten Drénkwaasserreservoir schützt a soumat d'ganz Land mat guddem Drénkwaasser beliwert.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci villmools. Domat si mer um Enn vun eiser Frostonn ukomm a mer géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7048, wou mer alleguer matkritt hunn, dass eise Kolleg, de Camille Gira, an der Äntwert vun der Regierung duerch déi Ëmstänn ënnerbrach ginn ass, déi mer kennen. An dofir huet haut d'Madamm Ëmweltministesch d'Wuert, fir d'Äntwert vun der Regierung op déi Diskussiounen ze ginn, déi haut virun dräi Wochen hei an der Chamber gelaf sinn.

D'Madamm Ëmweltministesch huet d'Wuert.

5. 7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant

1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;

3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles (suite)

Prise de position du Gouvernement (suite)

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Villmools Merci, Här Pre-

sident. Dir Dammen an Hären Deputéiert, eist Land, eis Landschaft, eis natierlech Ressourc si begrenzt, si stinn eis net onendlech zur Verfügung. Eis Landschaft an eis Natur hunn e Wäert, si sinn eist Kapital, dat vun eis Mënsche genotzt gëtt an dat eng Generatioun un déi nächst weidergëtt.

D'Regierung, d'Parlament, d'Gemengen, d'Gerichter, all d'staatlech Institutiounen hunn an der Konstitutioun den Optrag, eis Ëmwelt ze schützen an zu engem Gläichgewicht tëschent Naturschutz an de Besoine vun de Mënsche bäzedroen. An dës Naturschutzgesetz ass eent vun deene Gesetzer, wat deen allgemengen Optrag aus eiser Verfassung am Artikel 11 bis präziséiert a konkretiséiert.

An ech mengen, mir sinn eis eens, dass den Naturschutz ee vun deene Voleten ass, deen de Mënschen hei zu Lëtzebuerg, a virun allem och an Europa, immens wichtig ass. An dofir wëlle mer haut mat dësem Gesetz, mat dem Vott hei an der Chamber, dat aalt Naturschutzgesetz, wat der haiteger Zäit an den haitegen Eerausforderungen an Uferforderungen net méi ugepasst ass, upassen a votéieren.

D'Prozedure gi gestrafft, d'Biergerbedelegung an d'Biergerinformatiounen gestärkt, d'Jurisprudenzen - dat hate mer elo just - ginn an d'Gesetzesartikelen integréiert, nei Begrëffer an Definitiounen kréien e legale Charakter, wéi zum Beispill d'Biotopes protégés, d'Corridors écologiques, d'Connectivité écologique an d'Services écosystémiques.

Jo, Naturschutz ass kee Luxus. D'Natur ze schützen ass eng Konditioun an d'Basis, fir eist Liewen ze erhalen. A mir liewe just mat där Natur, an de Camille huet et gesot: „Mir sollen den Aascht, op deem mer sëtzen, net ofseeën!“ Dofir wëll ech och net, an akzeptéieren ech perséinlech och net, dass mer eng Géint-iwwerstellung maachen tëschent Mënsch an Natur, tëschent Wirtschaft an Natur. Et geet just mateneen an ouni polariséierend Debatten.

D'Natur erhalen heescht och, an dat ass elo ee vun de Piliere vun de Gesetzer, do, wou mir eppes kapottmaachen, och erëm fir Ersatz ze suergen. Dës fundamentale Prinzip, deen nenne mir Kompensatioun. Fir dass eng Kompensatioun, also esou eng Ersatzmesure, awer tatsächlech wierkt, an de Wäert vun der Natur erhale bleift, mussen dës Mesurë richtig konzipéiert, geplangt an och realiséiert ginn, an net all Professionellen am Secteur an net all Verursaacher huet dat néideg Wëllen oder kënnen, fir dat richtig ze maachen. Mä nom Prinzip „pollueur-payeur“ ass et esou, dass de Verursaacher responsabel ass fir d'Kompenséierung vum Schued. Dofir féiert dës neit Naturschutzgesetz en neie Kompensatiounssystem an, bei deem dës Schued monetariséiert gëtt.

Dir Dammen, Dir Hären, wa mir eis de Fonctionnement ukucken, da geet dat am Prakteschen esou: D'staatlech Verwaltung, d'Natur a Beschverwaltung iwwerhëlt d'Planung an d'Realiséierung vun den ekologesche Mesuren an de Verursaacher bezilt dës Leeschtung a brauch sech net ëm Weideres ze këmmen. Dës Monetariséierung vun der Natur geschitt an zwee Schrëtt: engem éischte Schrëtt, wou de Biotop, de Liewensraum, en ekologesche Wäert kriit, deen an Ekopunkten ausgedréckt gëtt, an an engem zweete Schrëtt, wou de Käschtepräis ermëttelt gëtt, also d'Geldzomm, déi muss bezuelt ginn. An ech kann lech och scho soen, dass déi éischt Berechnungen erginn hunn, wat en Ekopunkt wäert ass: Den Zoufall ergëtt et, dass een Ekopunkt genau een Euro ass.

Dat heescht, an Zukunft wäert et ganz kloer sinn, auszerechnen, wat d'Zerstörung vun engem Biotop oder vun engem Liewensraum ausmécht. De Käschtepunkt wäert also bei alle Projekte bekannt sinn. Da kann een also soen: „Do kann een dermat rechnen!“ An ech hoffen natierlech, dass, wann ee mat deem Käschtepunkt rechne kann, et zu engem Erofsetze vun Zerstörung feiert an och Incitatiounen gëtt, fir méi ze erhalen.

Elo kënnt Der natierlech soen: „Dat do ass eng Privatiséierung, reng op d'Geld gespillt!“ Mä dat ass et eben net! D'Kritik wär nämlech berechtigt, wann de Präis dem private Marché géif iwwerlooss ginn. Dës ass awer net de Fall. De Stat, deen ass deen Eenzegen, deen dee Punktwäert iwwer e Règlement grand-ducal festleet, deen Eenzegen och, deen d'Punkte verkeeft. Wuel kënne Gemengen a Gemengesyndikater och e regionale Flächepool uleeën, mä et ass awer ëmmer nach den Ëmweltministère, dee kontrolléiert an nom selwechte System geréiert.



Den neie Flächepool, deen neie System, do maache mir, an dat ass mer wichteg ze soen, op engem Minimum vum Terrain e Maximum vu Punkten, well mer integréierten Naturschutz a Waasserschutz maachen, well mer Situatione kreéieren, wou mer wierklech op engem klengen Terrain grouss Erfolleger kënnen erzielen, dat heescht, mir verbrauchte manne Fläch wéi bis elo. An déi Fläch, déi verbraucht gëtt, do gëtt et och nach Chancé fir d'Landwirtschaft drop, well si bleift der Landwirtschaft erhalen, mat de Basisprimmen an natierlech och mat den Zousazprimme fir d'Biodiversitéit.

An et gëtt schonn éischt Beispiller, déi mer amgaange sinn en place ze setzen, déi eben eng gutt Gestiou mat de Bauerebetreiber wirtschaftlech och interessant maachen an déi deeselwechte Verdéngscht versproche mat manne Aarbecht, manne Stress.

Mir sinn also gutt preparéiert. Mir hu schonn éischt Beispiller. Mir hu scho méi wéi 450 Hektar kaaft an zwar - an dat ass och wichteg - an deene fënnef Secteur-écologiques, déi per Gesetz définéiert sinn. Mir si prett an de Règlement ass fäerdeg.

D'Grondprinzipien däre mer awer trotzdeem net vergiessen, och wa mer elo e Flächepool hunn: Do gëllt et als éischt ëmmer erëm, d'Zerstéierung ze evitéieren, zweetens d'Zerstéierung ze minimiséieren, an als Drëtt, an dat ass dann awer eréischt déi lescht Alternativ, heescht et ze kompenséieren.

Dir Dammen, Dir Hären, déi zweet wichteg Neierung, dat ass, dass de kommunalen Naturschutz gestärkt gëtt. De kommunalen Naturschutz kritt am Artikel 69 hei eng legal Basis. Et ass eng Unerkennung fir d'Aarbecht vu ville Pionéier an deem Beräich, dréit awer och derzou bäi, dass des net exklusiv eng Affär vum Stat ass, mä dass mer alleguerten um Terrain praktesch solle matupaken. Dat ass äänlech wéi am Klimaschutzberäich, dass mer all d'Akteure brauchen, an och do si mer kohärent a prett. Mir fänke gläich a véier Regione mat Comitéde-pilotagen fir d'Natura 2000-Gebidder un, am Minett, am Ourdall, am Atertdall an awer och am Mëllerdall.

D'Kohärenz an d'Afféierung vun dese Comitéde-pilotagen, fir dass d'Gestiounspläng am Natura 2000-Gebitt gemaach an emgesat ginn, ass ganz wichteg. An hei sinn et grad d'Gemengen, déi d'Haaptakteure sinn. An déi Mesuren, déi hu mer jo schonn am Virfeld, am zweeten nationalen Naturschutzplang, festgeleecht, a mer hunn net nëmme Mesuren an Aktiounen festgeleecht hunn, mä sinn och nach vu 50 op 100 Milliounen eropgaangen, déi mer wellen investéieren. Dat soll eis e ganz grouse Schrëtt weiderbréngen, wat den Naturschutz ugeet, an zwar mat de Partner, well alleng wäerte mer et net schaffen.

Déi drëtt wichteg Ännerung, dat sinn eben d'Ziler an déi nei Definitiounen. Heizou just véier Beispiller: déi sougenannt Services écosystémiques, also d'Déngschtleeschungen, déi d'Natur eis gëtt, gratis, sief et duerch eng Renaturéierung vun enger Beach, déi och nach an Héichwaasserschutz beaacht, déi eis hëllefen, gratis Insekten ze verdillen, an esou der Landwirtschaft hëllefen.

Dann eng weider Definitiou: d'Corridors écologiques, well et ass immens wichteg, dass mer e genetesch Austausch hunn an net nëmme vereenzelt Naturschutzgebidder, déi natierlech eis Kärstécker sinn, mä dass do Korridore sinn, wou e genetesch Austausch ka stattfannen, an dass mer zum Beispill Wäldbrécke maachen iwwer eis grouse Zerschneidungen, Autobunnen oder den Zuchreseau.

Drëttens gëtt awer och de landwirtschaftlechen Terrain geschützt. An Zukunft ass dës e Kritär fir Autorisatiounen an der Zone verte, an dat gëllt natierlech och fir staatelech a kommunal Projeten. An dofir kann et duerchass sinn, dass dat e Kritär ass, wou emol eppes net gemaach kéint ginn, well et ass eis wichteg, dass genau deen Terrain och geschützt gëtt.

Op déi rezent Diskussioun vun de Biotopen, wou mer jo elo just an der Question parlementaire geschwat hunn, ginn ech elo net méi an, dat hat ech elo op deem Punkt vir.

Deen nächste wichtige Punkt ass natierlech d'Transparenz, kloer Regeln. Dës Gesetz hei ass besser strukturiert, et fënnt ee sech besser dran zréck. D'Naturschutzgeneemung gi méi transparent kommunizéiert, fir dass all d'betraffe Bierger kënnen kucken, wat bei hinne an der Gréngzon geschitt. A generell ginn all naturschutzrelevant Informatiounen online gesat.

Mir raumen dann och mat verschiddene Saachen op, déi laang onkloer waren a fir Sträit gesuergt hunn, zum Beispill den Artikel 17 iwwer Biotopen innerhalb vum Bauperimeter. Innerhalb vum Bauperimeter wäert et esou sinn, dass Biotopen op Demande zerstéiert kënnen ginn, si mussen awer monetär kompenséiert ginn. Domat, mengen ech, beendege mer e jorzéngelaange Sträit.

Da ginn och d'Regele fir d'Bauen an der Gréngzon méi kloer, well hei mat engem Règlement grand-ducal geschaff gëtt, fir dass mer et äänlech hu wéi op anere Plazen, a vun A bis Z iwwerall d'selwecht jugéiert gëtt.

D'Indemniséiere vum Schued vu geschützten Aarten ass en Thema, deen an deem Gesetz och ugaange gëtt, an hei handelt et sech natierlech ëm geschützten an net jobar Aarten an Indemnisiatiounen, déi domadder zesummenhängen. Dës kréien elo duerch dat neit Naturschutzgesetz eng legal Basis, fir dass de Stat fir dese Schued opkomme kann.

Dir Dammen, Dir Hären, mir schafe mat deem neien Instrument, mengen ech, eppes ganz Schlagkräftiges, fir dem Aarteschwond, deem mer begéien, entgéintzewierken. Mir setzen - an dat hat den Henri Kox a senger Ried gesot - Leitplanke fir d'zukünfteg Entwécklung vu Lëtzebuerg, Leitplanken, fir d'Liewensqualitéit hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Wichtig ass - an dat war ee vum Camille senger Message -, dass awer net ee Gesetz eleng eis wäert aus deem ganzen Aarteeverloscht, Verloscht vu Biodiversitéit eraushëllefen. Et wäert och mussen esou sinn, dass mer seriö iwwert d'Agrarpolitik schwätzen, déi gemeinsam Agrarpolitik, déi elo zur Debatt steet, well mir brauche souwuel e gutt Naturschutzgesetz, mä awer och all d'Partner um Terrain, déi mat an déiselwecht Richtung zéien.

Ech hoffen op jidde Fall dorop. An ech gesinn am Alldag ganz erfreeschlech Beispiller vu jonke Baueren, déi fir den Naturschutz schaffen, an och uerdentlech Leeschtungen dofir erwaarden. An ech mengen, dass, wa mer an déi Richtung ginn, mer hei zu Lëtzebuerg, genau wéi beim Klimaschutz, och am Naturschutz e Stéck weiderkommen. Dorobber ziele mer.

An ech wëll dës Bün elo net verlossen unni e puer Merciën. Ech wëll fir d'Éischt emol dem Camille senger Famill e grouse Merci soen, dass si mir dem Camille seng Ried zur Verfügung gestallt hunn, fir mech fir de Mëtteg ze inspiréieren. Mir hu se natierlech ëmgeschriwwen op den haitegen Dag, dofir menge Mataarbechter, déi och douewe sätzen an déi lescht Woche matgekämpft hunn, e grouse Merci, dass si mir gehollef hunn, dass mer dat heiten haut hkréien. An net zulescht dem Camille fir säin Asaz e grouse Merci. An hie géif sech freeën, haut derbäi ze sinn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Ëmweltministesch. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7048 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7048 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss: 34-mol Jo, 26-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7048 adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Mergen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete

Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn dann nach mat enger Motiou vun de Kollege vun der CSV saisiéiert. Ech ginn der-vun aus, dass d'Motiou virgestallt gi war vun der Madamm Martine Hansen.

Ass de Wonsch do, fir dozou nach Stellung ze huelen?"

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motiou iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer. 26-mol Jo a 34-mol Neen. Domat ass d'Motiou 1 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Mergen), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7045, der Reform vun der Police. An d'Madamm Rapportrice, d'Claudia Dall'Agnol, ass prett fir hire Rapport.

6. 7045 - Projet de loi sur la Police grand-ducale et portant modification:

1° du Code de procédure pénale;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

et portant abrogation:

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; 2. le Code d'instruction criminelle; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Rapport de la Commission de la Force publique

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Dir Häre Ministeren, léif Kolleginnen a Kollegen, Här President, ech mengen, Dir

wësst et am Allerbeschten als fréiere Rapporteur: Virun net grad 20 Joer, am Mee 1999, hu mer hei zu Lëtzebuerg eng déif gräifend Reform duerchgefouert, déi aus der deemoleger Police an der Gendarmerie ee gemeinsame Corps geschafen huet, esou wéi mer en haut kennen, näämlech d'Police grand-ducale.

Säitdeem gëllt hei am Land, dass et eng Police gëtt, déi fir d'Sécherheet am Land zoustänneg ass, also ee gemeinsame Corps.

Wann een nach eemol dee Rapport noliese geet vun deemools, da stellt ee fest, dass d'Ziler vun där Reform 1999 och haut nach ëmmer gültig sinn, näämlech ze garantéieren, dass d'Police schnell op der Plaz ass, wa se gebraucht gëtt, an dat natierlech 24 Stonnen op 24, dann eng Vereinfachung och vun den interner Strukturen an d'Festschreiwung vun de präventiven a repressive Mesuren, déi d'Police huele kann, fir sech am Kontext vun enger ëmmer méi komplexer Kriminalitéit gutt opzestellen.

Genau dës waren net just d'Ziler vun der Reform vun 1999, mä et sinn och d'Ziler vun der Reform haut.

An da kéint ee sech jo froen: Firwat brauche mer dann eigentlech nach eng Reform, wann d'Ziler eigentlech déiselwecht bliewen? Ma ganz einfach: D'Welt, an dat wësse mer alleguerten, ass an de leschten 20 Joer net stoe bliwwen, a genaous wéineg natierlech d'Police. Mir brauchen awer haut aner Moyenen, fir déiselwecht Ziler ze erreechen an och e gudd Fonctionnement vun der Police garantéieren ze kënnen.

Säit 1999 huet sech zu Lëtzebuerg an an der Welt natierlech ganz vill verännert. An d'Police huet eng ganz Rei nei Aufgaben derbäikritt. Ech zielen lech elo hei just déi wichtigste op: de VisuPol, de Service vun der Videoiwwerwachung hei an der Stad; de Service fir d'international Relatiounen, dee sech ëm déi ëmmer méi wichteg international Responsabilitéit vun der Police këmmert; d'Operatiounen vum Schengener Informatiounssystem hei zu Lëtzebuerg an natierlech déi méi enk Zesummenaarbecht mat de Policeservicer vun deenen aner Memberstate vun der EU; oder och elo nach ganz rezent d'Afféierung vun de Radaren. Do muss jo dann och een déi net ganz beléifte Protokoller verschécken an och d'Fotoe vun de Blëtzer kontrolléieren.

Mä och aner nei Aufgaben hu bei der Police spezifescht Fachpersonal erfuerdert, sou zum Beispill d'Begleitepersonal fir de Policehelikopter, dee mer zënter 2005 hunn. An dann natierlech och Informatiker a Programmierer, souwuel fir d'Präsenz vun der Police um Internet an an de sozialen Netzwerker wéi och speziell ausgebildete Beamten, fir d'Kriminalitéit an deem Secteur ze bekämpfen. Eng Kriminalitéit, déi et esou virun 20 Joer nach quasi iwwerhaapt net gouf.

En vue vun all deesen zousätzlechen Aufgaben, déi ech elo opgezelt hunn, vun der Police, zousätzlech nach zu der demografescher Entwécklung hei am Land, verwonnert et och sécher net, dass d'Police mat engem Manktum u Personal ze kämpfen huet.

(Interruption par la présidence)

Ech huelen un, dat war net fir mech.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Dann ass et gutt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et war fir...

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Dat braucht Der mer elo net ze soen.

Zwar ass d'Unzuel u Poliziste vun deemools 1.593 op haut 1.840 Leit eropgaangen, zousätzlech zu engem méi groussen Undeel un Zivilpersonal och an der Police, fir si ze ënnerstëtzen, mä net an deem Mooss, wéi et néideg gewiescht wär, fir den Entwécklung Rechnung ze droen.

Derbäi kéint dann natierlech och, dass ëmmer méi héichqualifizéiert a spezialiséiert Personal och gebraucht gëtt, fir héichtechnesch Dossierer ze behandelen, wéi zum Beispill an der Wirtschafts- oder och der Finanzkriminalitéit.

D'Personal brauch awer och regelméisseg ugepaste Formations continues an natierlech och dat entsprechend Material, fir effikass schaffen ze kënnen. Dofir goufe jo och d'Waffe vun de Polizisten no laange Joren endlech ausgewieselt.

Mä et geet net duer, einfach just méi Personal anzustellen, och wann dat natierlech e ganz wichtige Volet ass. Et muss een och kucken, dass déi Fraen a Männer op den Terrain kommen an hir Aarbecht och anstänneg do verriichte kënnen. Dofir gesäit dës Reform och eng Territorialreform vir, well et huet sech an



de leschte Jore gewisen, dass d'Opdeelung tëschent de Centres d'intervention a Commissariats de proximité dobausse vum Bierger net verstanen an eigentlech och net gebraucht gëtt.

Wat de Bierger interesséiert, dat ass, wann en op de Büro geet, op de Policebüro geet, wou „Police“ dropsteet, dann och Police dran ass respektiv e Polizist och do ass, deen em virunhëllef kann.

Déi aktuell Commissariats de proximité sinn allerdéngs haut oft zou. Firwat? Well do meeschens just véier bis fénnef Poliziste schaffen. Wann dovunner dann ee krank ass, een am Congé ass an ee vläicht nach detachéiert gouf op eng national Missioun, fir ze hëlfe, dann ass entweder de Büro zou oder et fanne keng Patrouille méi statt. An dat wëlle mer mat dëser Reform dann definitiv änneren.

De Volet vun der Territorialreform an dësem Gesetz gesäit dofir vir, dass et zukünftig just nach véier a keng sechs Policeregione méi wäert ginn: d'Regioun ronderëm d'Haaptstad (Région capitale), Norden, Süden-Osten an Zentrum-Westen (veuillez lire: Süden-Westen an Zentrum-Osten), mat hire jeeeweilegen Zentralen an der Stad, zu Dikrech, zu Esch an zu Gréiwemaacher.

Doduerch, dass et manner Regione wäert ginn, gëtt eng besser Gestiou, Organisatioun an och Kooperatioun tëschent de Policeservicer erméiglecht. Ausserdeem gëtt et, wéi ech grad schonns erkläert hunn, an Zukunft just nach Polizeikommissariater a keng Clen oder CPe méi. D'Proximitéit beim Bierger ass zukünftig elo d'kloer Missioun vun all Polizist a Polizistin.

Zu de Fusione vun de Policekommissariater, déi och ni ouni Averstännis vun de betraffene Gemenge gemaach ginn, ass et vläicht och wichteg, emol oder nach eng Kéier ze soen, dass et ebe grad drëms geet, méi Polizisten op den Terrain ze kréien a se doduerch eben och disponibel ze maache fir d'Leit, de Bierger an d'Biergerin also. Well wat bréngt et, an all Duerf e Büro mam Schëld „Police“ ze hunn, wann dee Büro quasi ni op ass?

Bis elo hu schonn dräi där Fusione stattfonnt. Déi éischt waren d'Porte du Sud zu Schëffleng an de Commissariat Syrdall, donieft hunn och déi zwoe Commissariater vun Esch fusionéiert. Zousätzlech hunn awer och eng ganz Rei Commissariater sech emol fir eng Versuchsphas zsummedoen. Eleng doduerch gëtt d'Disponibilitéit vun de Polizisten an deene Gemengen ëm ronn 80% gesteigert.

Dës Iwwergangsphas soll et an de betraffene Gemengen erméiglechen ze gesinn, dass dëst fir si effektiv eng gutt Léisung ass an domat e bessere Service um Bierger kann duerstellen, fir dass se dann och hoffentlech eemol definitiv fusionéiere kënnen. Säit Januar d'lescht Joer sinn et insgesamt aacht där Communautéte vu Commissariater.

Donieft ass awer och eng besser intern Struktur vun der Police néideg, fir dass eben effikass Decisiounen kënnen getraff ginn. Dofir gëtt dann och d'Direktioun vun der Police ëmorganséiert. An Zukunft gëtt et nieft dem Directeur général just nach een Directeur général adjoint an dofir véier Directeurs centraux, déi fir d'Police administrative, d'Police judiciaire, Resources et compétences a Stratégie et performance zoustänneg wäerte sinn.

Dës sechs Leit, déi bilden da gemeinsam de Comité de direction, deen dofir do wäert sinn, generell Froen ze klären an och d'Richtung vun der Police allgemeng festzeleeën. Dëse Comité soll dem Directeur général als Berodungsorgan déngen, fir wichteg strategesch Decisiounen ze huelen.

Mä net nëmmen d'Cheffe ganz uewen, mä d'Cheffen op allen Niveaue sollen doriwuer eraus méi staark responsabiliséiert ginn a fir Decisiounen stoen, fir dass d'Police insgesamt besser fonctionnéiere kann an och méi dynamesch gëtt.

Schliisslech ass et och noutwendeg, eng modern Personalpolitik bei der Police kënnen ze bedriewen. Dofir geet et an dëser Reform och drëms, eng méi strategesch Gestiou vun de Ressources humaines ze erméiglechen, sief dat fir de Rekrutement, d'Formatioun oder och d'Carrièresméiglechkeeten an der Police, déi duerch d'Aféierung vun de Carrièren A2 a B1 verbessert an un den allgemenge Statsbeamtestatut ugepasst ginn.

Zousätzlech muss och d'Zivillpersonal nach besser matagebonne ginn, fir d'Police bei all deenen Aarbechten ze ënnerstëtzen, déi keng reng Policearbechte sinn.

Schlussendlech gëtt och d'Ausbildung an der Policeschoul reforméiert. An déi zukünftig Poliziste ginn deenen anere Fonctionnaires-stagiaires beim Stat wäitestegeend gläichgestallt.

Eng weider Baustell, déi betrëfft d'Police judi-

ciaire. Duerch déi bishereg Opdeelung huet et un enger nationaler koordinierter Virgeewis vum der PJ wäitestegeend gefeelt. Doduerch, dass et net ëmmer eng kloer Kompetenzenopdeelung tëschent der PJ an de SRECe gouf, konnt net ëmmer optimal zsumme-geschafft ginn. A grad an Zäiten, wou d'Kriminalitéit awer, wéi ech virdu scho sot, ëmmer méi komplex an och iwwerregional an iwwert d'Landesgrenzen ewech fonctionnéiert, ass esou eng Zesummenaarbecht immens wichteg. Dofir gëtt d'PJ esou reforméiert, dass d'SRECe doran integréiert ginn, ouni awer, an dat ass immens wichteg, de proaktive Volet vun hirer Aarbecht um Terrain doduerch ewechfalenzelossen.

Et wäert an Zukunft just nach eng Zort vun Enquêteure ginn, déi an der Police judiciaire zsummeschaffen, mat enger nationaler Koordinatioun an dezentraliséierte regionale Servicer.

Ausserdeem gëtt e Comité d'accompagnement vun der PJ geschaaft, dee paritéitesch besat gëtt vun der Justiz a vun der Police, fir an der Haaptaach d'strategesch Prioritéite vun der PJ ze definéieren.

E leschte Volet betrëfft awer och déi legal Mesuren, déi der Police zur Verfügung stinn, fir dass d'Police am Déngscht vum Bierger ka schaffen an och effikass agéiere kann. Dofir brauch se déi néideg Moyenen, fir d'effentlech Uerdnung och kënnen ze erhalen an och soumat d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren.

Dofir sollen duerch dës Reform och definitiv d'Mesur d'Police administrative, also der vorbeugender Policearbecht, legal kloer definéiert ginn. Dat selbstverständlech, an dat betounen ech, ouni de Schutz vun de Fräiheete vun de Leit ze gefäerden. Grad op deem Volet gouf och ganz vill a laang verhandelt, geschaaft an diskutéiert, fir hei e gudden Equilibre ze fannen.

An ech ginn hei kuerz op zwoe Punkten an, wou vill Diskussiounen waren, wéini d'Mesures de police administrative solle kënnen agesat ginn.

Dat Éischt betrëfft d'effentlech Uerdnung, déi an a fir sech eng relativ vag Notioun ass, déi sech och mat der Zäit gewandelt huet. Mä déi wichtegst Elementer dovunner sinn d'effentlech Sécherheet, d'effentlech Rou an d'Proximitéit vum effentleche Raum. Mir hunn dofir bei deene meeschte Mesuren ëmmer kloer derbäigeschriwwen, a wéi engem konkrete Fall se dierfen ugewannt ginn.

Dat Zweet betrëfft d'Notioun vun enger Gefor, déi „grave, concret et imminent“ muss sinn, fir dass esou Mesuren iwwerhaupt dierfe geholl ginn. Virun allem beim „imminent“ hu sech ganz vill Froen gestallt, wéi sech dat an der Praxis gestalte kann. Et gouf dofir och kloergestallt, dass et sech dobäi net ëm eng Gefor handelt, déi direkt antrëtt, well da wär et jo quasi schonn ze spéit, mä dass et awer kloer ass, dass se sech deemnächst wäert ofspille respektiv wann den Zäitpunkt vun enger erhéichter Gefor schonn am Viraus kann determinéiert ginn.

D'Police, déi kritt also an Zukunft d'Méiglechkeet, wann dës Konditiounen jeeeweils erfüllt sinn, e Sécherheitsperimeter ze etabléieren, a wann een do erawëllt, Identitéitskontrollen duerchzuführen bezüchungsweis bei engem Auto och eng Duerchsuechung vun deem Auto ze maachen, e Commerce oder en effentlecht Gebai vorübergehend zouzemaachen, eng Saisie vun Objeten duerchzuführen oder och eng Person, déi kéint eng gesichte Person sinn, esou laang festzehalen, bis hir Identitéit konnt festgestallt ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn lech elo vill vun den Entwécklungen vun der Police an de leschten 20 Joer geschwat an och vun de Grënn, firwat dës Reform batter néideg ass, an de Léisungen, déi dës Reform ubitt. Mä och de Wee bei dës Reform war e längeren, deen ech dann och hei kuerz an Erënnerung ruffe wëll.

Et sinn awer entre-temps och schonns bal zéng Joer, dass mer dovunner schwätzen, dass et néideg ass, d'Police ze reforméieren. Am Regierungssaccord vun 2009 gouf eng éischte Kéier festgehalen, dass d'Police sollt reforméiert ginn. Bis 2013 hu mer awer net vill matkrut dovunner. Dunn, an ech hunn den Datum nach eng Kéier erausgeschriwwen, de 4. Juli 2013 krute mer endlech en Avant-projet de loi presentéiert.

Dëse Projet gouf vun der leschter Regierung net méi deposéiert. Dofir stoung am Regierungssaccord...

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV)**.- Dach, e gouf deposéiert! E gouf deposéiert als Avant-projet.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)**, rapportrice.- ...vun der neier Regierung, also vun dëser

Regierung, och dran, dass mer déi Reform maache géifen, awer eréischt nodeems op der Basis vun engem externen Audit d'Situatioun genau analyséiert gi wär.

Den 30. Oktober gouf dësen Audit lancéiert. Am Juni 2015 gouf dann de Bilan vum Audit gezunn. An déi wichtegst Konkusiounen goufen den 22. Juni 2015 an der Kommissioun presentéiert.

Dës Konkusiounen hunn och schonns eng Rei Piste presentéiert, déi hire Wee schlussendlech och an déi Reform fonnt hunn: esou d'Reduktioun vun de Policeregionen, d'Fusion vun de Commissariater, eng Reorganisatioun vun der Police judiciaire, eng Reorganisatioun vun der Policedirektioun an och d'Aféierung vun zousätzleche Carrièren an der Police, fir d'Police dann och méi attraktiv ze maachen.

Doropshi goufen an der Police sechs thematesch Aarbechtsgruppen agesat, fir konkret Propose fir d'Reform auszuschaffen. An deene waren all d'Carrièren vun der Police grad wéi d'Personalvertriedungen an d'Associatiounen och vertrauden.

De Bilan vun dësen Aarbechte gouf der Chamberskommissioun dunn den 21. Dezember 2015 presentéiert. An ier déi legislativ Texter dunn definitiv finaliséiert goufen, hate mer den 28. Juni 2016 nach e groussen Débat de consultation hei an der Chamber.

Am August datselwecht Joer gouf dunn de Projet de loi deposéiert an de 27. September eng éischte Kéier an der Kommissioun presentéiert. An duerno si mer natierlech an enger ganzer Rei Sitzungen Artikel fir Artikel duerch den Text gaangen.

Natierlech krute mer och d'Avis vu ganz villen Akteuren, sou wéi vun den Associatiounen vun dem Zivillpersonal, de Cadres supérieurs an dem Personal vun der Police judiciaire, an da selbstverständlech och dee vum SNPGL, der Policegewerkschaft.

Den éischten Avis vum Statsrot koum de 14. Juli 2017. An d'Regierung huet doropshin nach eng ganz Rei Amendementer gemaach, déi eis ëmmer erëm an der Kommissioun och presentéiert goufen, bis de Statsrot schlussendlech a sengem zweeten Avis complémentaire de 24. Abrëll 2018 keng weider Opposition formelle méi ze maachen hat.

Den 3. Mee goufe vun der Kommissioun dräi Amendementsproposen vun der CSV ofgeleent, déi vun der Kommissioun majoritär fir onnéideg befonnt goufen.

Ech selwer gouf iwwregens den 28. September 2017 offiziell zur Rapportrice vun dësem Gesetzesprojet ernannt. Mäi schrëftleche Rapport, dee sollt dunn ursprüngelech de 17. Mee ugeholl ginn, mä opgrond vum trageschen Doud vum Staatssekretär Camille Gira een Dag virdrun hu mer natierlech dës Sëtzung ofgesot a se op den 31. Mee verréckelt.

An dësem Rapport recommandéiert d'Kommissioun der Chamber selbstverständlech, dëse Projet haut ze stëmmen. Si weist awer och drop hin, dass mer de Projet de loi 7044, deen d'IGP reforméiert, en temps utile wäerte musse stëmmen, fir dass béid Gesetze zäitgläich a Kraaft kënnen trieden. A viséiert gëtt do ufanks Juli.

Domat wär meng Aarbecht als Rapportrice vum Projet de loi dann elo ofgeschloss. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten. A menger Fonctioun als Presidentin och vun der Kommissioun vun der Force publique profitéieren ech awer - den Hals gëtt awer esou lues dréchen - nach eng Kéier dovunner, fir all deene Leit, déi an iergendenger Form dozou bäigedroen hunn, dass mer dëst Gesetz haut kënnen stëmmen, en oprichteger Merci ze soen: ënner anere natierlech der Police an och hirer Direktioun, allen zoustänneger Ministèren an all hire Mataarbechter - et sinn der ze vill, fir déi elo hei enzel opzezielen -, den Associatiounen an de Personalvertriedungen, déi eis op d'Fangere gekuckt hunn, dem Personal natierlech aus der Chamber a virun allem dem Nathalie Schmit, eiser Mataarbechterin an der sozialistescher Fraktioun.

Voilà! D'Merci si verdeelt, mä den Accord vun de Sozialisten, dee ginn ech nach net zu dësem Projet de loi, well ech kommen herno dofir nach eng Kéier zréck, fir dann och de Projet de loi aus der Vue vun de Sozialisten ze beliichten. Fir elo emol villmools Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci der Madamm Rapportrice. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden fir d'CSV.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV)**.- Merci, Här President. Merci direkt der Madamm Rapportrice

fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Projet de loi.

De Minister Schneider sot an engem RTL-Interview de 4. Mee, an ech zitieren, et wier „einfach irresponsabel, wann eng Partei wéi d'CSV dat do net wëllt stëmmen, wéi gesot, bon, mam Virwand vun eppes, wat eigentlech Kabes ass.“ Viru seet en...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure**.- Et fänkt gutt un!

(Hilarité)

► **M. Léon Gloden (CSV)**.- Lauschtert gutt no, well et gëtt net besser fir lech!

Viru seet en: „Ech kann et net novollzéien an ech muss lech ganz éierlech soen, datt d'CSV hei e Projet wëllt blockéieren, dee wierklech am Interêt ass vun enger Verbesserung vun der Sécherheet vun de Bierger, vu méi Proximitéit a virun allem och, fir der Police hir Aarbecht ze vereinfachen.“

Här President, et ass keng wesentlech Verbesserung, dëse Projet de loi, net fir d'Sécherheet an net fir d'Proximitéitsaarbecht vun der Police! D'CSV huet konkret Virschléi gemaach, déi mir e puermol an der Kommissioun an och hei am Plenum, notamment am Kader vun der Debatt zur Lag vun der Natioun wéi och an enger Interpellatioun 2017, virgedroen hunn.

Déi do dach e bëssen arrogant Positioun vun engem Minister weist, datt en iwwerhaupt net drop...

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. Léon Gloden (CSV)**.- ...aus ass... Dach, Här Minister! Lauschtert no! Dir sidd iwwerhaupt net drop aus, fir en Accord ze fannen.

(Brouhaha général)

D'Amendementer sinn einfach ofgeschmettert ginn ouni nohaltege Géigenargumenter... Dach! Den Här Schneider huet een Haaptargument: „Et ass alles Kabes.“ Ech hunn dunn am Internet nogekuckt, firwat de Kabes alles esou gutt ass. An ee vun den Effets bénéfiques vum Kabes ass, datt e gutt ass géint d'Moschwieren.

(Hilarité)

Här Minister, Dir hutt besser, d'europäesch Produktioun vum Kabes opzekafen, well déi Polizisten, déi déi Reform hei musse ëmsetzen, wäerte ganz vill a ganz oft Moschwiere kréien.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. Léon Gloden (CSV)**.- Ech widerhuelen et nach eng Kéier, Här President, hei direkt am Resumé, ier ech am Detail drop aginn: Dës Regierung huet sech zum Dogma gemaach, d'Commissariats de proximité zouzemaachen. Här Minister, och wann am...

(Brouhaha)

Här President, et ass vill Opreegung, wann d'CSV schwätzt.

(Brouhaha général)

Och wann am Text steet, Här Minister: «La Police est proche de la population, à laquelle elle fournit conseil et assistance.», beweist dat net, dass Der lech fir d'Proximitéitsaarbecht asetzt, well dat do ass einfach eng generell Floskel, eng Considération générale vun engem Text.

Mir hätte gär eng richteg Police de proximité, déi déi néideg Mëttel zur Verfügung gestallt kritt, fir de Service um Bierger um Terrain beim Bierger auszuüben. De Problem ass, Här Minister, Dir sidd net um Terrain! Ech sinn alt frou, datt Der haut hei sidd, fir Are Projet de loi ze verdeedegen, well no lech...

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. Léon Gloden (CSV)**.- ...ass et jo eng Jorhonnertreform. Well déi lescht Zäit war Ar Präsenz an der Chamber jo net berauschend! Mä gleef mer, mir sinn um Terrain bei de Leit a mir wëssen, wou de Schong dréckt!

(Brouhaha général)

Zweetens, zweete Punkt...

(Brouhaha général)

► **Une voix**.- Mir si ganz wäit ewech!

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Also, Kolleegen, et huet just een d'Wuert, deen awer muss a Kaf huelen, wann en esou attackéiert, dass och Onmut geäussert gëtt.

► **M. Léon Gloden (CSV)**.- Zweete Punkt: de Platzverweis. Hei huet d'Regierung... Oh, Här Bodry, verteidegt net ze vill den Här Schneider, well en huet lech haut de Moien net verteidegt!

(Hilarité et brouhaha)

Hei huet d'Regierung, zum Platzverweis...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech mengen, esou schlecht ass d'Dräierkoalitioun awer net.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix**.- Ah! Très bien!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Gesitt Der, Dir hutt en...

► **Une voix**.- Wann s de dee Blödsinn do héiers!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Zum Platzverweis. Hei huet d'Regierung et sech praktesch zur Aufgab gemaach,...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

...vehement géint d'Fuerderung vun der CSV virzegoen. Dëse Refus absolu, fir de Platzverweis an d'Gesetz anzuschreiben, kënne mir einfach net verstehen! D'DP ass derfir. Souguer an der Stater Schäfferotserklärung steet des Fuerderung. D'Syndikater fuerderen et och. Op der leschter Versammlung am Garer Quartier ass dovunner geschwat ginn. A mir kréien dann, wéi et Ar Aart a Weis ass, Här Minister, esou lapidar einfach gesot, mir wiere géint d'Heescherten!

Ech soen lech just, Här Minister, ganz besonnesch d'Geschäftsleit hunn et déck do sätzen! A virun e puer Wochen ass et zu engem Incident komm bei engem Geschäft bei der aler Bourse, wou d'Polizisten hu misse geruff ginn, well d'Leit sech net méi getraut hunn, aus dem Geschäft erauszegoen. Mir als CSV fannen dat...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Dat ass jo awer gutt fir d'Geschäftsleit!

► **M. Léon Gloden** (CSV).- ...net normal. A wann Der der Meinung sidd, Här Minister, datt d'Proximitétsaarbecht am Gesetz esou verankert ass, wéi Dir dat de Leit dobaussen erkläert, da gëtt et keen Argument, fir géint de Platzverweis virzegoen. Et ass eng Mesure administrative, déi de Polizisten et erméiglecht, präventiv ze agéieren an net mussen ofzawaarden, bis eppes geschitt. Mä Dir wëllt d'Leit jo just ewechspären!

Mir fuerderen dann och nach bei der Police judiciaire direkt Rekrutierungsméiglechkeete souwéi eng Antenn vun der Police judiciaire an der Stad.

Här President, alles dat si legitimm Fuerderungen, déi vum Terrain kommen, souwuel vun de Leit wéi vun de Polizeigewerkschaften. Ier ech am Detail awer op des Punkten aginn, erlaabt mer, e chronologesche Réckbléck ze maachen.

D'Rapportrice huet et gesot: Den aktuelle Gesetzeskader vun der Police geet op 1999 zrëck. Den deemolegen Innenminister Michel Wolter hat dunn d'Police an d'Gendarmerie fusionéiert an enner anerem och d'Commissariats de proximité op där enger Säit an d'Centres d'intervention op där anerer Säit agefouert. Mir wuesse permanent. Et kënnt deemno och ëmmer méi Aarbecht op d'Polizisten duer. D'Erausfuerderunge ginn och ëmmer méi komplex. Mir sinn eis eens, datt d'Strukturen an d'Moyene vun der Police un déi nei Realitéiten ugepasst musse ginn.

Genee dat hat déi viregt Regierung och an hirem Programm stoen! Et sollt zu enger Revision vum Gesetz iwwert d'Police an d'Generallinspektioun vun der Police, ma och vum Disziplinargesetz an der Force publique kommen. Sou huet de fréieren Innenminister Jean-Marie Halsdorf och mat de Viraarbechte vun enger Gesetzesupassung ugefaangen an hat der Police den Opdrag ginn, fir eng gréisser Analys vun der Policeaarbecht ze maachen, déi dann de Guide fir d'Reform sollt ginn. Dës grouss Linne sinn och an der Kommissiounssetzung vum Juli 2013 virgestallt ginn, an no mengen Informatiounen, Madamm Rapportrice, ass dunn och den Avant-projet de loi am Regierungsrot am Juli 2013 ugeholl ginn.

Déi fundamental Elementer wéi d'Proximitéit, d'Interventioun an d'Autonomie régionale woren net a Fro gestallt gi vum Här Halsdorf. Hie wollt diesen Esprit am Gesetz bäibehalen. Et bräicht een awer eng méi grouss Flexibilitéit an Effikasitéit, wat d'Asetze vu Personal an deene jeeweilege Kommissariater ugeet.

An deem Kontext huet de fréiere Minister am Kader vu Pilotprojeten op verschiddene Plazen am Land d'Clen an d'CPe regruppéiert an op

anere Plazen, virun allem am ländleche Raum, sougenannt „communautés de commissariats“ getest.

Ma och, wat d'Organisatioun vun der Police-direktioun ugeet, goufe scho konkret Pläng opgestallt, déi och an de grouss Linne vun der Regierung an diesem Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, iwwerholl ginn. Dës Regierung huet an hirem Programm stoen, si géif d'Policereform, an ech zitieren: „finaliséieren“. Dat heescht fir eis, datt se um Avant-projet vum Här Halsdorf géif baséiert a fäerdeg gemaach ginn. Virdu sollt awer nach en Audit iwwert d'Organisatioun an de Fonctionnement an der Police gemaach ginn, op enger transparenter an objektiver Basis, mat Implikatioun vun allen Akteuren, déi concernéiert sinn.

Den Audit, Här President, huet ganzer sechs Méint gedauert, an zwar vun November 2014 bis Mee 2015, an huet ronn 215.000 Euro kascht. Domadder awer nach net genuch, well déiselwech Firma, déi fir den Audit mandatiéiert ginn ass, krut och nach zousätzlech 1,6 Milliounen Euro, fir d'Police an der Ëmsetzung vun der Reform ze begleeden an ze ënnerstëtzen.

De Rapport vun diesem Audit ass schlussendlech awer just an enger resüméierter Versioun dem Public presentéiert ginn. Op enger Pressekonferenz am September 2015 hat mäi Fraktiounskolleg, de Michel Wolter, staark bedauert, datt mir als éischte Pouvoir vum Land d'Méiglechkeet net kritt hunn, fir dee ganze Rapport ze liesen. Just op konsequent Nohake via Bréiwer un de Chamberspräsident kruten d'Deputéiert dunn endlech d'Méiglechkeet, an d'Chamber ze goen an den Audit sur place ze liesen. Et gouf eis awer strengstens verbueden, eppes iwwert de Contenu dobaussen ze soen.

Mä och d'Objektivitéit ass fir eis ze kuerz komm, well d'Regierung respektiv den Auditeur kee Bilan vum aktuelle Gesetz gemaach huet. Den Audit huet vill Facettë vun der Police guer net erwäant, sief et d'Gesamtaufgab vun der Police, d'Schwächen an d'Stärkten, de Problem vun der Police des transports, d'Relatiounen tëschent Präventioun an Interventioun an d'Zesummenaarbecht an d'Roll vun de Gemengen. Och wat d'Rekrutierungsproblematik an der Police ugeet, ass kee Wuert am Audit gefall.

Här President, eis Fraktioun hat am Oktober 2015 eng Orientierungsdebatt ugefrot, déi awer vun der Regierung ignoréiert ginn ass a ganzer sechs Méint méi spéit an eng Konsultationsdebatt ëmgewandelt ginn ass. Dat d'autant plus, well den Débat de consultation just zwee Méint virum Depot vun dem Text Ënn August stattfonnt huet. Wat bréngt do nach eng Debatt, wou d'Regierung d'Chamber iwwer e Sujet consultéiere soll? Hei hat de Michel Wolter nach eemol de Manktum un Transparenz, Objektivitéit an Implizéiere vun allen Akteure mat Recht kritiséiert.

Den Dépôt final vun deenen dräi Projet-de-loien, d'Police, d'IGP an de Statut disciplinaire, ass wéi gesot während der Sommervakanz Ënn August virun zwee Joer gemaach ginn.

Am Kader vun de Kommissiounsaarbechte muss ech awer och hei nach eemol ganz kloer soen, datt mir d'Manéier, mat där hei gefueert ginn ass, net korrekt a seriö fannen. Hei sinn d'Ministere mat enger Armada vu Beamte mat TGV-Tempo duerch déi eenzel Artikeler gefueert, ouni sech Zäit ze huelen, fir déi eenzel Dispositiounen am Detail ze analyséieren a mat de Membere seriö duerchediskutéieren.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Fläisseg!

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Et ass kee Signe vu Fläissegkeet, Madamm Loschetter! Et war manifest... Dir hutt jo och dofir haut esou e flotten orangé Schal un!

Et war manifestement guer kee Wëllen do fir eng konstruktiv Kooperatioun oder en Dialog.

(Interruptions)

Zum Fong, Här President.

(Brouhaha et interruption par Mme Viviane Loschetter)

Wéi och schonn d'Rapportrice gesot huet, war den éischten Avis vum Statsrot relativ kritesch ausgefall. Et ass hei besonnesch ëm d'Vermischung tëschent den Autoritéit de police an de Forces de police gaangen, also deenen, déi iwwer eng Mesure decidéieren, an deenen, déi se exekutéieren, an awer och ëm d'Recoursméiglechkeeten an deenen neien administrative Missiounen vun der Police, déi am ursprénglechen Text net virgesi waren.

All deene Kriticke vum Statsrot ass an der éischter Serie vun de Regierungsamendementen Rechnung gedroe ginn.

Déi nei Struktur vun der Policedirektioun fënt

eis Zoustëmmung, well se sech och inspiréiert um Projet de loi vum Jean-Marie Halsdorf.

► **Une voix**.- Ah!

► **M. Léon Gloden** (CSV).- An Zukunft gëtt et nieft dem Generaldirekter just nach een Adjoint. Zesumme mat deenen anere véier Zentraldirektiounen forméiere si de Comité de direction. An zwou vun deenen Zentraldirektiounen, nämlich d'Ressources et compétences an d'Stratégie et performance, däerfe sech elo zivill Leit op Direkteschposte mellen.

Ech kommen dann zu den Haaptpunkten.

Nach eng Kéier d'Proximitéit: Deen Term, deen am Gesetz vun 1999 ageschriwwen gouf, ass elo fale gelooss ginn. Mir als CSV kënne mat diesem Prinzip net d'accord sinn. Fir eis ass a bleift d'Mission de proximité eng Conditio sine qua non vun der Police, esou wéi et am Projet de loi steet am Artikel 2: «La Police est proche de la population (...)». Wéi gesot, seet dat net vill aus.

Fir de Proximitéitsgedanken am Gesetz bäizebehallen, hu mir als Fraktioun an enger Kommissiounssetzung am Oktober 2017 en Amendement deposéiert, deen an déi richteg Richtung geet.

Mir hunn eis inspiréiert...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Här Gloden!

► **M. Léon Gloden** (CSV).- ...un enger Proposition de loi vum 11. September 2017 vum fransésche Senat, déi d'Police de proximité nees rehabilitéiere wëllt, nodeems déi vum fréiere President Sarkozy sengerzäit ofgeschaaft ginn ass. D'CSV ass der Meinung, datt een d'Proximitéit kloer am Gesetz soll verankeren an datt d'Missiounen, d'Moyenen an d'Formatiounen den haitege Realitéiten ugepasst solle ginn. An eisen Aen ass dëst mat dësen...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Här Gloden,...

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Loosst mech virschwätzen!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- ...dierf ech lech eppes froen?

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Loosst mech meng Iwwerleung fäerdeg maachen! Duerno dierft Der mech eppes froen.

An eisen Aen ass dëst mat diesem Projet de loi net garantéiert. Aus de fréiere CPen a Cle ginn elo just nach Policedirektiounen, deenen hir Missiounen awer net kloer definéiert sinn. D'Rapportrice huet selwer gesot: Elo ka jiddwereen alles maachen. D'CSV steet fir eng kloer Police de service de proximité.

Här Minister!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Här Gloden, ech géif lech just... Dir zitéiert ëmmer d'Gesetz just deelweis. Dierf ech lech froen, den Artikel 2 vum Gesetz eng Kéier ganz ze liesen?

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Ech hunn deen am Ufank ganz zitéiert.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Neen, Dir hutt en net ganz zitéiert.

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Dach, am Ufank...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Neen, Dir loosst ëmmer en Deel vum Saz...

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Neen.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- ...ewech, wat d'Proximitéit ugeet.

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Neen, ech hunn e ganz am Ufank...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Dierf ech lech da rappeléieren, dass do net just steet: «La Police est proche de la population, à laquelle elle fournit conseil et assistance.» Do steet och nach: «Elle agit par des actions préventives, pro-actives, dissuasives et répressives.» Wann dat net Proximitéit ass, da froen ech mech wierklech, wat se ass!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Et ass just eng Definitioun.

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Et ass eng Definitioun, et ass keen Term „proximité“ dran.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...dat ass d'Differenz vum Ënnerscheid.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Här President, en anere Bewäis...

(Brouhaha)

...derfir, datt d'Regierung keng Proximitétsaarbecht ënnerstëtze wëllt, sinn déi vill Fermeturé vum de Polizeikommissariater. Net nëmmen eis Memberen hu sech doriwwer gewonnert a

sech Suerge gemaach, mä och d'Kollege vun der DP an LSAP hu méi wéi eng Kéier eng Question parlementaire dozou gestallt.

An deem Kontext hu mir eis kloer och fir eng Kompetenzerweiderung vun den Agents municipaux, de sougenannten „Pecherten“, ausgeschwat. Do diskutéiere mer jo zurzäit och e Projet de loi mam Här Innenminister.

Fir eis ass et op jidde Fall net normal, wann d'Police hire fundamentale Missiounen, deene vum Maintien de l'ordre, net méi nogoe kann. Dat ass eng Kapitulation vun enger vun den Haaptaufgabe vun engem Rechtsstat! D'Regierung war awer net bereet, mat op dee Wee ze goen.

Zu de Mesure-administrativen, d'Madamm Rapportrice huet hei eng ganz Rei Mesuren opgezéit. Esou kréien d'Polizisten d'Méiglechkeet, am Fall vun enger eeschter, konkreter an eminenter Gefor zum Beispill, Identitéitskontrollen duerchezeféieren, e Sécherheitsperimeter opzestellen, Autoen ze duerschichen, sech Zougang a Gebaier ze verschafen, Geschäftshaiser fir eng gewëssen Zäit zouzemaachen, eng Saisie ze maache souwéi eng Persoun en détention ze setzen. Och d'Eropsetze vun der Durée, fir eng Identitéitskontroll ze maachen, vu véier op sechs Stonne kënne mir matdroen. Dëst war iwwerengs am initialen Text net dran. A meng Fraktioun huet dat vun Ufank u gefuerdert.

Alles dat sinn nei präventiv Instrumenter, déi mir als Fraktioun begrëissen. Trotzdeem si se fir eis net komplett.

Wat d'Identitéitskontrollen ugeet, hu mir bemängelt, datt dës just fir verschidde Kontexte virgesi sinn an in fine d'Moyene vun de Polizisten aschränken. Zum Beispill dierf e Polizist keng Identitéitskontroll maachen, wann d'Tranquillité publique viséiert ass. D'Reform gesäit nieft enger Fouille de véhicules, also enger Autoduerschichtung a bestëmmte Fäll, keng Fouille de sécurité vun enger Persoun vir. D'Regierung - an de Justizminister sätzt hei - ass elo op de Wee gaangen an huet e separate Projet ausschaffe gelooss, deen och deponéiert ginn ass, betreffend d'Fouilles administrative a judiciaire.

Här Minister, wa mer am Prinzip dee Projet kënne begleeden, opgrond vun éischten Avisen, mengen ech, muss mer awer e bëssen un der Formulatioun schaffen, well en ass heiandsdo konfus formuléiert, datt een net richtig weess, wou ass elo den Ënnerscheid tëschent der Fouille administrative a judiciaire.

Mä mir bemängelen awer virun allem, datt d'Regierung net dovunner profitéiert huet, fir och de Platzverweis mat an de Katalog anzuschreiben. Mir hate schonn an eisem leschte Wahlprogramm de Platzverweis stoen. Jiddweree fuerdert och de Platzverweis, just net d'Regierung!

A menger Interpellatioun iwwert d'Sécherheet vum Land den 19. Januar 2017 wollte mer d'Regierung froen, wéi si déi rezent Kriminalitéitsfall an och dat subjektivt Sécherheitsgefäll bei de Leit gesäit a wëllt dergéint virgoen. An deem Kontext hu mer als Fraktioun eng éischt formell a konkret Initiativ ergraff an d'Regierung via Motioun opgefuerdert, de Platzverweis an de Katalog eranzehuelen. Dës Motioun gouf un déi zoustänneg Kommissioun verwisen an am Virfeld vun dieser Decisioun kloer vun der DP duerch hiren Deputéierte Max Hahn ënnerstëtzt als effikass Mesure.

Och d'Stater Buergermeeschtesch hat sech am August 2015 ganz kloer an daitlech fir de Platzverweis ausgeschwat. Trotz dieser positiver Haltung vun enger vun de Regierungsparteien, wat de Platzverweis betrëfft, ass eis Initiativ aus Koalitiounsgrënn spéider verworf ginn.

Och d'Policegewerkschaft SNPGL, d'Croix-Rouge an d'Caritas ënnerstëtzen eis an där Approche.

Mir hunn deemools ugekënnegt, datt mir, am Fall wou d'Motioun net vun der Majoritéit géif matgedroe ginn, en Amendement géife maachen. De Platzverweis ass duerfir an eisen Ae wichteg - awer net nëmmen, wéi gesot - fir d'Sécherheet vun de Bierger, mä och fir d'Sécherheet vun de Beamten, vun de Pompjeeën, Polizisten, Ambulancierien an anere Leit, déi sech asetzen. Wann hei eng Persoun oder e Grupp vu Leit den Ordre public stéieren a refuséiere fortzegoen an doduerch eng Gefor duerstellen, kënnen d'Polizisten, ouni mussen op eng Commission d'infraction ze waarden, also ouni drop ze waarden, datt een eng Strofdot begeet, intervenéieren. Mir verstinn dës Haltung vun der Regierung einfach net!

De Minister hat als Géigenargument zum Platzverweis gesot, datt d'Gesetz d'Méiglechkeet gëtt vun der Détention administrative. Dës Dispositioun, Här Minister, ass awer vill méi restriktiv wéi eise Platzverweis. An duerfir verst mer Är Haltung net.

Zur Police judiciaire. Zu deenen anere Missionen vum der Policeaarbecht gehéieren déi, déi manner visibel fir de Bierger sinn, mä déi och genausou wichteg sinn, fir d'Vertrauen an d'Justiz och ze gewannen. Et handelt sech ëm d'Police judiciaire, also d'Enquêteuren, déi um Terrain sinn, wann eng Dot geschitt ass a wou d'Prävention net méi duergaangen ass. E Polizist kann nun emol net déi ganzen Zäit op alle Plaze gläichzäitig stoen. Do ginn et, am Vergleich zu der Police administrative, awer relativ wéineg Artikelen am Projet de loi.

De Gesetzesvorschlag gesäit och eng Restrukturatioun vum de Servicer vum der Police judiciaire vir. Nieft der Direktioun vum dem SPJ kommen dräi regional Antennen derbäi, an zwar an de Regiounen Norden, Südwesten an Zentrum-Osten. Heizou hu mir als Fraktioun och nach virgeschloen, eng véiert Antenn an d'Haaptstad ze setzen. Dës soll genee wéi déi aner dezentraliséiert Servicer sech ëm déi méi kleng Kriminalitéit um Territoire vum der Stad Lëtzebuerg këmmen an ass also net ze verwiesele mat der Direktioun, déi och an der Stad hire Sätz huet, mä déi sech ëm déi méi grouss Kriminalitéit këmmert, déi sech mat deene méi grouse Kriminalitéitsfäll befaasst.

Fir eis ass dës esou wichteg, well mir d'Proximitéitsaarbecht wëlle bäibehalen, déi, och wat d'Aarbecht vun den Enquêteuren ugeet, soll lokal verankert bleiwen.

Doriwwer eraus hu mir och virgeschloen, datt d'Relatiounen tëschent deene verschiddene Servicer vum der PJ souwéi och den Informationsaustausch regelméisseg solle stattfannen. Dësen Ajout ass fir eis wesentlech, fir datt kohärent an effikass Enquêté garantéiert ginn an d'Aufgabe vum de verschiddene Servicer kloer gestallt ginn. Och dat ass verworf gi vun der Regierung.

Här Minister, Dir hutt haut de Moien um Radio gesot, wann ech lech gutt verstanen hunn, dat géif jo am Text stoen, well et wier e Comité d'accompagnement. Ech muss lech dann invitéieren, Ären Text eng Kéier ze iwwerliesen. Artikel 48.(1) «La direction centrale police judiciaire comprend le Service de police judiciaire (...) composé d'une direction, de départements subdivisés en sections, de services décentralisés de police judiciaire dans les régions Nord, Sud-Ouest et Centre-Est. Le nombre de départements et de sections ainsi que leurs missions respectives», also just d'Département an d'Sektiounen, «sont déterminés sur avis du comité d'accompagnement.» Do steet näischt vun de Services décentralisés dran.

E leschte Punkt: Wat de Regimm vum der Responsabilité civile ugeet, do war am initialen Text eng Derogatioun fir d'Poliziste virgesinn, déi awer vum Statsrot eng Rout Kaart weinst „différence de traitement“ ausgedeelt krut. Doropshin huet d'Regierung déi Dispositiounen einfach aus dem Text erausgeholl a gesot, si géif dat iwwer e separate Projet regelen.

Och hei hätte mir léiwer gehat, datt déi Fro am Kader vum dësem Gesetz geregelt gi wier. Mir sinn awer der Meenung, datt een d'Fro vun der Haftpflicht am Fall vun engem Accident fir jiddwer Beamten, deen eng Waff a senger Funktioun dréit, soll regelen, dat heescht, fir d'Police an awer och d'Armée, d'Douanieren an d'Membere vum Geheimdängsch.

Här President, ech deposéieren déi dräi Amendementer, déi dann herno jo och zur Ofstëmmung kommen, déi och sechs Signaturen hunn. Wann ech gelift!

Amendement 1

Amendement

L'article 2 est modifié comme suit:

«Art. 2. Dans l'exercice de ses missions la Police exerce un service de proximité tendant à maintenir l'ordre public et à assurer des relations de confiance avec la population, veille au respect et contribue à la protection des libertés et des droits individuels.

La Police est proche de la population, à laquelle elle fournit conseil et assistance. Elle agit par des actions préventives, pro-actives, dissuasives et répressives, tout en prenant en compte les attentes de la population.»

Commentaire de l'amendement

Pour notre groupe politique, la mission première de la Police doit être celle de la prévention. Elle n'est pas là uniquement pour faire de la répression, mais doit en quelque sorte rappeler et expliquer les règles et prendre également en compte les attentes de la population en matière de sécurité locale. Pour ce faire, elle doit être en contact permanent avec les citoyens, sensibiliser la population aux questions de sécurité pour favoriser également une participation active des citoyens, dans l'objectif d'établir une relation de confiance entre la population et les forces de l'ordre. Bien que la notion de proximité ait été introduite dans le cadre de la loi du 31 mai 1999, censée être

remplacée par le projet de loi sous rubrique, l'évaluation de la criminalité mais aussi de la technologie et des modes de vie ont accentué au fil du temps la rupture du lien entre la police et le territoire. C'est pour cette raison que nous estimons que la notion de proximité devrait être maintenue dans le cadre légal tout en soulignant que les missions doivent être clairement définies et les moyens nécessaires mis à disposition.

Le Gouvernement actuel a l'intention de fusionner un certain nombre de commissariats de proximité. Une telle réorganisation est compréhensible à condition de contribuer effectivement à une meilleure efficacité et disponibilité des agents de police sur le terrain. Afin de garantir cette amélioration, nous proposons de réintégrer la notion de «proximité» dans le projet de loi en nous inspirant de la proposition de loi du 11 septembre 2017 de la Chambre haute du Parlement français (Sénat) visant à réhabiliter la police de proximité.

(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Nancy Arendt, Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar.

Amendement 2

Exposé des motifs

Le groupe politique CSV estime que la réforme de la police envisagée par le Gouvernement actuel devrait être mise à profit pour fournir à la police les moyens nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Ainsi, le CSV soutient l'ambition du Gouvernement - une ambition d'ailleurs partagée par les Gouvernements précédents - de procéder à un renforcement des effectifs de la police (policiers et cadre civil). D'autre part, le CSV salue la volonté du Gouvernement de détailler une à une les mesures de police administrative que pourront actionner les agents de la police.

Nous considérons que l'accomplissement efficace des missions de police administrative est fondamental pour assurer le maintien de l'ordre public, pour prévenir les infractions et protéger les personnes et les biens. Il s'agit de faire jouir leurs habitants des avantages d'une bonne police, comprenant la propreté, la salubrité, la sûreté et la tranquillité dans l'espace public.

C'est au vu de toutes ces considérations que notre groupe politique a, à plusieurs reprises, notamment via motion déposée le 19 janvier 2017, invité le Gouvernement actuel à introduire dans notre arsenal juridique l'instrument du «Platzverweis». À la différence du périmètre de sécurité qui limite l'accès à ou le séjour dans celui-ci généralement à toute personne, l'injonction de quitter un endroit vise une personne voire un groupe de personnes déterminé(e) qui menace ou trouble l'ordre public.

Nous considérons dès lors que les agents de la force publique devraient pouvoir enjoindre à une personne troublant l'ordre public de quitter un endroit pour une durée limitée dans le temps.

De surcroît, la police devra, pour empêcher la commission d'infractions, pouvoir interdire à des personnes déterminées l'accès et le séjour dans un endroit précis. Prenons l'exemple de soi-disant «supporteurs» connus pour avoir été impliqués dans des exactions au bord de matchs de football. Via la mesure de l'interdiction d'accès et de séjour prononcée à l'égard de telles personnes, la police devra pouvoir utilement prévenir la commission d'infractions.

Il va de soi que lors de l'exécution de ces mesures, la police veille au respect de la protection des droits et libertés fondamentales, et notamment des libertés d'expression, de réunion et de circulation.

Amendement

Il est ajouté un nouvel article 7 libellé comme suit:

«Art. 7 (1) Lorsqu'une personne ou un groupe de personnes se comportent de manière à créer un danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique, le bourgmestre ou le ministre respectivement son délégué, à la demande du bourgmestre peut, tant que ce danger perdure, instituer pour la période de temps qu'il détermine et qui ne peut excéder dix jours renouvelables sur décision du bourgmestre ou, le cas échéant, du ministre respectivement de son délégué, une interdiction d'accès et de séjour sur une partie de la voie publique ou dans les lieux accessibles au public concernés par ce danger, qui sont déterminés par le bourgmestre ou, le cas échéant, par le ministre respectivement par son délégué. L'interdiction d'accès et de séjour peut être instaurée sur décision orale du bourgmestre ou, le cas échéant, du ministre respectivement de son délégué, à confirmer par écrit dans les quarante-huit heures.

Si l'interdiction d'accès et de séjour est susceptible de concerner le territoire de plusieurs communes, l'institution en appartient au ministre ou à son délégué.

(2) Toute personne concernée par l'interdiction d'accès et de séjour, qui se maintient dans la partie concernée, peut être éloignée, au besoin par la force.

(3) L'interdiction d'accès et de séjour est faite par un officier de police administrative.»

Commentaire de l'amendement

À l'instar du Gouvernement, notre groupe politique souhaite fournir à la police les moyens lui permettant d'être plus efficace dans le domaine de la police administrative et donc de la prévention. Nous considérons que les mesures prévues par le texte de loi en projet sont à cet égard insuffisantes.

Le libellé du nouvel article 7 est inspiré de la législation de certains Länder allemands, tels la Rhénanie-du-Nord-Westphalie ou Bade-Wurtemberg.

Le paragraphe 1^{er} précise que la police peut ordonner à une personne, qui, par son comportement ou son action, trouble ou menace la sécurité publique, de quitter immédiatement un lieu déterminé ou de ne plus y accéder temporairement. Cette mesure viendra en sus de la mesure dite du périmètre de sécurité qui, tel que cela ressort du commentaire du nouvel article 6 du projet de loi n°7045, ne pourra par exemple pas être actionnée en cas de rassemblements de personnes intimidant les passants.

Au cas où la personne n'obtempère pas à l'injonction, elle pourra être éloignée, si nécessaire, par la force.

Le nouvel article 6 accorde à la police la possibilité d'interdire à des personnes déterminées, tels par exemple des «hooligans», l'accès et le séjour à un endroit précis. Cela permettra à la police de prévenir la commission d'infractions. L'interdiction d'accès est toutefois limitée dans l'espace et dans le temps, à savoir dix jours au plus, par analogie des contrôles d'identité, de l'instauration d'un périmètre de sécurité et des fouilles de véhicules, et est également susceptible d'un recours en réformation devant le tribunal administratif. Elle ne peut être exécutée que par un officier de police administrative.

L'ajout de ce nouvel article aura comme conséquence que la numérotation des articles subséquents, de même que les renvois à ces articles devront être adaptés.

(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Nancy Arendt, Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar.

Amendement 3

Amendement

L'article 49 (ancien article 48), paragraphe 1, est modifié comme suit:

«Art. 49. (1) La direction centrale police judiciaire comprend le Service de police judiciaire, désigné ci-après „SPJ“, composé:

1° d'une direction;

2° de départements subdivisés en sections;

3° de services décentralisés de police judiciaire dans les régions Capitale, Nord, Sud-Ouest et Centre-Est.

Le nombre de départements et de sections ainsi que leurs missions respectives sont déterminés sur avis du comité d'accompagnement.

Le SPJ a son siège dans la Région Capitale.

Le SPJ et les services décentralisés entretiennent des relations régulières et s'échangent les informations utiles à leurs missions respectives.»

Commentaire de l'amendement

Toujours dans l'esprit du maintien de la proximité dans le travail policier, notre groupe politique estime qu'à côté des trois services décentralisés de police judiciaire, il serait opportun de prévoir un service décentralisé dans chaque région, y compris la région «Capitale». Il importe de préciser que ce service, de par ses missions, se distingue du siège du SPJ, également situé dans la région «Capitale».

La centrale de SPJ dispose donc, à côté de ses trois services décentralisés (antennes) déjà prévus dans le projet de loi, à savoir ceux de Diekirch, Esch/Alzette et Grevenmacher, d'une antenne implantée à Luxembourg-ville. À l'instar des autres services décentralisés de police judiciaire, dont l'intérêt principal est la proximité géographique, elle est compétente en matière de criminalité générale, de délinquance juvénile, de vols organisés et de stupéfiants.

Dans le cadre de leurs missions respectives, la centrale et les antennes régionales sont tenues d'entretenir des relations et échanges réguliers. Cette obligation découle de l'intérêt commun à mener des enquêtes efficaces et coordonnées dans les régions respectives. Il est en effet d'une importance cruciale d'avoir un échange d'informations régulier entre les différentes entités afin de ne pas mener des enquêtes parallèles ou d'exécuter des missions qui, en fait, de par leur nature, devraient être attribuées à la centrale respectivement au service décentralisé territorialement compétent.

(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Nancy Arendt, Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Zum Schluss vun dëser Ried wëll ech awer Merci soen all deene Polizisten, déi dagdeeglech hiert Bescht ginn am Dëngscht vum Bierger. Ech maachen och en Hommage un déi, déi am Asaz hiert Liewen hu misse loossen oder verletz gi sinn, an dat mat de Wieder vum Hervé Vlamynck, e franséische Magistrat an ancien Commissaire principal de police, dee sot a sengem Buch iwwert d'Policerreform a Frankräich: «A la mémoire des policiers pour qui le métier de policier, métier difficile physiquement, nerveusement, émotionnellement et familialement, constituait un véritable sacerdoce.»

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Claudia Dall'Agnol fir d'LSAP.

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP).- Ech hat net domat gerechent, dass et esou séier schonn erëm u mir wär. Här President, Dir Häre Ministeren, d'Sécherheet, dat ass e Grondrecht. Ouni Fräiheet keng Sécherheet an ouni Sécherheet keng Fräiheet: Ech mengen, dat gouf scho méi dacks hei, net nëmme vu mir, vu ville Riedner op der Tribün gesot.

D'Sécherheet vun de Bierger, a vun alle Bierger, ze garantéieren, dat ass eng primär Aufgab vum Stat an zwar vum Stat ganz eleng. Wann ee Stat dëser Aufgab net méi nokomme kann, da féiert dat zur Privatisierung vu Sécherheet, zur Schafung vun „gated communities“ fir Superräicher, zur Kreatioun vu Bürgerwehren duerch besuerge Bierger, déi d'Gesetz an déi eegen Hand huele wëllen. Et féiert also onweigerlech dozou, dass Leit an hire Grondrechter, an hirer Sécherheet souwéi an hirer Fräiheet beschnidde ginn.

Leider sinn esou Zeenarien och hei an Europa keng abstrakt Schreckgespenster méi, mä et gëtt ëmmer méi konkret där Beispiller. Esou wäit d'äerf et hei zu Lëtzebuerg, léif Kolleginnen a Kollegeen, ni kommen!

An dofir brauche mer eng modern Police, eng Police, déi den Erausforderunge vun eiser Zäit gewuess ass an déi och déi noutwendeg Moyenen zur Verfügung huet, fir dës Erausforderungen unzegoen.

D'Reform vum Policegesetz, ëm dat et haut geet, ass dozou ee ganz zentralen an och immens wichtige Bausteen, well duerch d'Gesetz d'Police déi wichteg an néideg Moyenen op enger legaler Basis zur Verfügung gestallt kritt, fir eben hir Aarbecht, déi keng einfach ass, gutt kënnen ze maachen.

Mä d'Reform vun eiser Police, déi fänkt haut net mat dësem Text oder mat dësem Vott un! Zur Reform gehéieren och eng ganz Rei net legislativ Mesuren, déi zum Deel schonn ëmgesat goufen an och éischt Resultater bréngen. Sou huet eise Minister, den Etienne Schneider, quasi vun Ufank un de Rekrutement fir d'Police massiv an d'Luucht gesat doduerch, dass en all Anwärter, déi den Opmexamme gepackt hunn, och zur Ausbildung zougeloo ass huet, a jiddwereen, deen den Ofschlossexamen gepackt huet, och als Polizist vereedeget an agestallt ginn ass.

Zousätzlech ass och vill méi zivill Personal agestallt ginn, fir d'Police bei hirer Aarbecht ze entlaaschten. Dat war eng éischt, awer eng immens wichtige Mesure, fir d'Situatioun, wéi mer se virfonnt hunn, an de Grëff ze kréien. Sou konnten d'Effektiver vun der Police netto vun 2.153 am Joer 2014 op 2.341 am Joer 2017 klammen.

Dernieft hunn éischt Kommissariater fusionéiert - ech si virdrun am Rapport drop agaangen -, wou een och e ganz positive Feedback kritt. Et soll een also net maachen, wéi wann dat en Echec wär!

Wichteg Material ass erneiert gi bei quasi allen Unitéiten a Servicer, wéi zum Beispill bei der Spezialunitéit. An d'Police huet och endlech, wéi ech virdrun scho sot, nei Dëngschtwaaffe kritt. Ech si virdrun am Rapport drop agaangen, dofir ginn ech elo net méi an den Detail.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De Budget vun der Police ass dofir och vun 208,5 Milliounen am Joer 2014 op méi wéi 227 Milliounen 2017 eropgaangen.

Zousätzlech dozou ass jorelaang um sougenannten „virtuelle Kommissariat“ geschafft ginn, fir dann déi Proximitéit zum Bierger och

online Realitéit ginn ze loosse. An dësen ambitiöse Projet soll jo och elo séier Realitéit ginn.

Dës Mesuren an déi gutt Aarbecht, déi vun de Leit an der Police geleescht gëtt, déi dréit och hir Frichte, well d'Kriminalitéit hei am Land ass säit 2014 vu Joer zu Joer kontinuierlech ëm ronn 4,5% zrëckgeangen. Dat ass elo definitiv eng gutt Noriicht an och e positive Bilan vun der Aarbecht, déi vun allen Akteuren an de leschte Jore geleescht gouf.

Mat deem Policegesetz, dat mer haut hei stëmmen, kënn awer e wichtege Bausteen derbäi. An d'Ëmsetzung vun deem Gesetz och iwwert dës Legislaturperiod, déi elo gläich wäert zum Schluss kommen, eraus wäert d'Basis vun enger erfollegräicher Policeaarbecht fir déi nächst 20 Joer bilden.

Mä kommt, mir kucken nach eng kéier kuerz zrëck! Virdrun ass vun der Fusioun geschwat ginn. D'LSAP hat deemools déi Fusioun an hirem Wahlprogramm. A wa meng Informatiounen richteg sinn, da kumt se deemools net an de Regierungsprogramm eran, well d'CSV dat net wollt. An eréischt wéi een hanne bäi a vir widder war, du konnt den Alex Bodry, den deemolege Policeminister, déi Fusioun do goen. Et soll een also hei keng Geschichtsverfälschung maachen a maachen, wéi wann och déi Fusioun deemools op der Mëscht vun der CSV ganz eleng gewuess wär!

An da kommen ech natierlech och net derlaanscht, fir e puer Wuert zu den CSV-Amendementen ze soen an och, firwat meng Partei, d'Sozialisten, déi net matgedroen huet an der Kommissioun an déi och hei herno net wäert matdroen.

Ech fänke mam Platzverweis un. D'CSV huet mat der Fuerderung nom Platzverweis jo ëmmer erëm datselwecht gemaach. Offiziell fuerdert se déi, fir zum Beispill géint Hooligans virzegoen. Mä an den Debatte komme se dann awer ëmmer erëm op dat zrëck, ëm wat et hinnen eigentlech geet, näamlech ëm d'Heescherten. An dat kann een och am Analyteschen...

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Dat ass jo guer net wouer!

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- ...noliesen, well do gouf d'Kand all kéiers mam Numm genannt. An, Här Gloden, hei ass den Analytesche vum 19. Januar an och dee vum 9. Februar. Ech hu leider net Zäit genuch, soss hätt ech lech e puer Saachen dovunner virgelies. Mä jiddweree kann dat selwer doheem noliesen.

(Interruptions)

Soll ech eppes virlesen? Maja.

(Brouhaha)

„Et entsteht awer eng Kontrovers op d'Mendicitéit.“ Sinn dat net Heescherten?

► **Plusieurs voix.**- Dach!

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Voilà! An dann: „Eleng ronderëm de Royal Hamilius souzen op 100 Meter dräi bis véier Heescherten.“

► **Une voix.**- Oh!

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Uuh! Wat kann ech dann nach virlesen? Kommt, ech huelen dann een aneren!

(Brouhaha et interruption par la présidence)

„Et geet drëm, mam Platzverweis mat enger onbürokratescher Mesure schnell um Terrain an am effentleche Raum ze handelen, wann d'Biergerinnen an d'Bierger an hirem subjektive Sécherheetsgefill affektéiert ginn.“ Op dat Subjektivt kommen ech awer nach eng kéier zrëck.

Haut gouf effektiv d'Kand net eng kéier mam Numm genannt. Mä kommt, mir huelen emol nach eng kéier dat offiziell Argument, dat se dann hei virbréngen, dass eng Persoun oder eng Personengrupp, déi Hooligans, solle kënnen vun enger effentlecher Plaz verwise ginn, wann, esou soe se, si sech géifen esou behuelen, dass se eng Gefor fir d'effentlech Sécherheet wieren! Hei gëtt et zwou Mesuren am Policegesetz, déi déi Fäll ofdecken! E Sécherheetsperimeter - ech si virdu schonns drop agaangen -, an dee keen erandäerf, vun deem d'Identitéit net kontrolléiert gouf. A wann do eng Persoun da randaléiert, dann dierf se natierlech och aus deem Perimeter erausgehait ginn.

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Dee muss awer fir d'Éischt definéiert ginn.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Wann also elo gewosst ass, dass op en internationale Fussballmatch Hooligans kommen, an dat ass meeschtens gewosst, mir kenne jo d'Equppen,

géint déi eis Nationalequipp spillt, da kann een och déi Gefor domadder matzäit ënnerbannen.

A fir déi aner Fäll, do gëtt et och en Artikel, den Artikel 14, laut deem eng Persoun, déi eng Gefor fir sech selwer oder fir aner duerstellt, ka bis zu 12 Stonne matgeholl ginn. Dat war virdrun den Artikel 37. Dir kënn lech erënneren, d'Policedirektioun huet extra nach Präzisiounen ausgeschafft.

Dofir bleiwe mir Sozialiste bei eiser Meenung, dass déi Mesuren duerginn an dass mer dee Platzverweis hei net brauchen.

De Problem vum Platzverweis: Dee wär an engem Fall, wou wierklech eng Gefor vun enger Persoun géif ausgoe fir d'effentlech Sécherheet, deemno iwwerhaapt net effikass genuch, well wéi wëllt ee kontrolléieren, wann d'Police deen elo mathält, dass en net direkt erëm zrëckgeet oder op enger anerer Plaz - mir schwätze meeschtens vun der Stad Lëtzebuerg -, op enger anerer Plaz vun der Stad Lëtzebuerg da randaléiert? Muss dann d'Police deem Mann oder där Fra duerch d'ganz Stad hannendrunlafen? Ech mengen, déi Froen hunn ech hei schon eng kéier bei der Debatte opgeworf gehat.

Wéi gesot, der CSV geet et eigentlech och guer net ëm dat, wat se hei freet, ëm d'Hooligans. Dofir huet jo och, wéi gesot, den Här Gloden zweemol zu deem Thema hei d'Heescherte genannt. Ech sot virdrun, en hätt gesot: „(...) wann de Bierger oder d'Biergerin an hirem subjektive Sécherheetsgefill affektéiert ginn“. Bon, bei allem Versteesdemech derfir, dass ee sech perséinlech onwuel fille kann, ech mengen, dat hat jiddweree vun eis schon emol déi eng oder déi aner kéier, mä d'Police kann awer net opgrond vun enger gefillter Gefor vun enger Persoun Leit vun enger Plaz verweisen!

De Platzverweis, dat wär en Agrëff - an dat wësst Dir als Jurist besser wéi ech - an dat vun eiser Verfassung garantéiert Grondrecht, sech op der Place publique fräi kënnen opzehalen an ze bewegen. An dat Grondrecht, dat kann een net ausser Kraaft setze just duerch individuell gefillte Situatiounen, wou d'Grenzen iwwregens fir all Persoun anescht leien. Deen ee fillt sech éischter onsécher wéi deen aneren.

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Dat do Argument...

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Mä dat soll nëmmen an objektive Fäll de Fall sinn.

► **M. Léon Gloden (CSV).**- ...spillt fir all Mesure administrative.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Mir als Sozialisten, an ech soen et nach eng kéier, mir bleiwen dofir bei eisem Standpunkt, deen ass, dass de Platzverweis, wéi Dir e fuerdert, net sennvoll ass an dass d'Mendicitéit virun allem e soziale Problem ass, deem een och duerch sozial Mesurë begéine muss. An dat ass net primär e Sécherheetsrisiko.

A wa mer bei der Stad Lëtzebuerg sinn, ech mengen, Här Gloden, Är Partei huet jo och do Verantwortung. Dir hutt eng Sozialschäffen, d'Madamm Wiseler, an den Här Wilmes soll e Plan logement ausschaffen. Gesitt an der Stad déi néideg Léisunge vir, gesitt genuch Sozialwunnengen a Projete vir fir déi Leit. An da kann een dee Problem vun der Mendicitéit, vun den Heescherten och sécherlech an der Stad Lëtzebuerg an de Grëff kréien.

(Brouhaha)

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Dir sidd hors sujet.

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).- An dann zur...

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Ee Moment, ee Moment. E bësse Rou, wann ech gelift!

Madamm Dall'Agnol, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser lech eng Fro stellt? Oder zum Schluss?

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Nee. Den Här Kartheiser huet herno Riedezäit genuch. Ech fueren elo a mengen lwwerleunge weider,...

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Nee? Okay. E kann lech eng Fro stellen, mä nodeem Der fäerdeg sidd.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- ...well ech hunn net esou vill Riedezäit.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Da waart en e bëssen.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- D'CSV seet och - ech kommen zur Proximitéit -, dass mer d'Proximitéit géifen ofschafen. Ech mengen, mir hunn elo laang a breet heiriwwer diskutéiert, de Minister ass och schonns drop agaangen, si huet dofir och nach eng kéier en

Amendement proposéiert, fir dat am Gesetz ze erhalen. An dobäi steet direkt am Artikel 2 vum neie Gesetz, dee gouf och zitéiert: «La Police est proche de la population (...)».

Ech weess jo, dass hei an deem Haus ganz vill Wäert op Lëtzebuergesch geluecht gëtt, dofir iwwersetzen ech dat dann: „proche de la population“, dat heescht „no beim Bierger“, also Proximitéit, an zwar fir déi ganz Police. Dat ass e Schrëtt no vir an net een no hannen, well virdu waren esou gesinn eigentlech just déi Poliziste vun de Commissariats de proximité dofir zoustänneg an all déi aner Polizisten net.

An Zukunft ass virgesinn, dass d'Missioun vun all Polizist a Polizistin déi ass, no bei de Leit ze sinn, an zwar an der Praxis an net just an der Theorie.

Ech mengen, ech hunn dat virdu schon erklärt: Mä nëmmen dofir maache mer eigentlech iwwerhaapt eng Territorialreform, fir dass d'Polizisten erëm op den Terrain kommen, do wou d'Bierger sinn, a fir dass de Policebüro och op ass, wann de Bierger wëllt dohinnergoen.

An da kommen ech nach zu der Police-judiciaire-Antenn an der Stad. An darselwechter Logik vun anscheinend feelender Proximitéit freet d'CSV dann nach, dass et nach en zousätzleche Service décentralisé vun der Police judiciaire an der Stad soll ginn. An dat, obwuel sech an der Stad jo grad d'Zentral vun där Police judiciaire befanne soll. Mä mir hu laang iwwert de Personalmangel geschwat, deen et an der ganzer Police gëtt. An dofir muss d'Police déi Ressourcen, déi se huet, och méi effikass kënnen asetzen. An da solle mer net erëm higoen an double Emploi maachen an erëm eng kéier en onnéidegen, zousätzleche Poste schafe fir en dezentraliséierte Service vun der PJ op darselwechter Plaz, wou och d'Zentral vun där PJ ass. Fir eis ass dat...

(Interruption)

...kontraproduktiv. Dofir hu mer deen Amendement och net matgedroen. Mir mussen déi Ressourcen, déi mer hunn, kënnen gutt asetzen, esou gutt, wéi et geet.

Här President, ech hu virdrun als Rapportrice d'Virdeeler vun deem Gesetzestext och presentéiert. Pardon, et ass d'Madamm Presidentin.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Et ass kee Problem.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Ech hunn och nach eng kéier elo hei kloergemaach, firwat mir als Sozialisten net hannert de Virschléi, den Amendementen vun der CSV stinn.

Ech wëll mech dofir och elo net allze laang widerhuelen, mä just nach eemol betounen, dass dësen Text der Police et erlaabt, méi effikass ze schaffen an och erëm méi präsent um Terrain ze sinn, duerch eben déi Territorialreform an och duerch déi intern Reformen, duerch méi Moyene fir d'Police administrative an och eng besser Zesummenaarbecht mat der Justiz an der Police judiciaire.

An duerch dës Reform ginn d'Carriären an der Police och zum Deel opgewäert an un d'Fonction publique ugepasst, dat gouf virdu scho gesot. An dat wäert och d'Attraktivitéit vun deem Beruff duerchaus steigern.

Et ass laang an et ass vill un deem Gesetzestext geschafft ginn. An den Text, dee representéiert e Kompromëss aus ville verschiddene Points de vue an och aus verschiddene berechtigte Fuerderungen, sief dat vun de verschiddene Berufssparten an der Police, hirer Gewerkschaft, der Policedirektioun, der Justiz an natierlech och eis, der Politik. E Kompromëss, an dat wësst Der alleguerten, dee bréngt et logescherweis mat sech, dass net jiddweree zu 100% ka Satisfaktioun kréien. Mä et ass awer wichtege, dass ënnert dem Stréch d'Police an domat d'Sécherheet hei am Land herno besser opgestallt si wéi virdrun. An dat wäert hei definitiv de Fall sinn, wa mer dat Gesetz herno hei stëmmen.

Mä d'Reform wäert domat stoen a falen, dass d'Police genuch Moyenen zur Verfügung huet, fir se ëmzesetzen, sief dat, nach eng kéier, genuch Personal, genuch Material, genuch Moyenen a virun allem och déi richteg Moyenen. Dës Reform ass weder den Ufank a scho guer net den Endpunkt vun engem Reformprozess, deen dës Regierung lancéiert huet. Dofir ass et eis als Sozialisten och immens wichtege, d'Ëmsetzung vun där Reform och an deenen nächste Méint an och Jore konsequent ze begleeden an och virunzebréngen. Zum Beispill doduerch, dass d'Astellungspolitik, déi ënner eisem Minister ugefaange gouf, och weidergefouert wäert ginn, fir dass mer ni méi zu esou engem Enkpass kommen, wéi mer en elo virfonnt hunn.

Nei Poliziste mussen och verstärkt an deenen Unitéiten a Plazen agesat ginn, wou elo déi

gréissten Nout um Mann an un der Fra ass. An dobäi muss virun allem och drop opgepasst ginn, dass déi Jonk net a verschiddenen Unitéiten elenggelooss ginn. Wa se keen erfuerene Beamten dobäi hunn, fir se unzeléieren, dann, dat wësst Der alleguerten, geet dat schif.

En aneren, immens wichtege Volet hei sinn och d'Formatiounen, déi fir d'Aarbecht vun alle Polizisten eng extrem wichtege Basis duerstellen, sief dat um Terrain, wou d'Polizistinnen an d'Polizisten et net ëmmer einfach hunn, ganz am Géigendeel, vu dass d'Policeaarbecht leider, an dat wësse mer zënter deene rezente Virfäll, ëmmer méi geféierlech gëtt, sief dat och an enger PJ, wou méi spezifesch Formatioune gebraucht ginn, fir eng gutt Enquêteursaarbecht garantéieren ze kënnen.

Ech weess, dass de Règlement grand-ducal iwwert d'Formatiounen deemnächst soll verëffentlecht ginn. An ech mengen, de Minister wäert herno vläicht e puer méi präzis Informatiounen dozou kënnen ginn.

D'Afëiere vun der Fouille corporelle, déi an engem separaten Text zum Justizminister behandelt gëtt, oder d'Erweiterung vun de Kompetenzen fir d'Pecherten ënnert der Fiederféierung um Innenminister, fir d'Police dann och nach weider kënnen ze entlaaschten, sinn zwee immens wichtege Gesetzestexter, déi mer schnellstméiglech brauchen.

Dir gesitt, dass d'Aarbecht eis als Politik, mä och der Police an hirer Direktioun, an deenen nächste Méint an an deenen nächste Joren net wäert ausgoen.

Mä haut kënnen a solle mer och stolz drop sinn, dass mer dës ganz wichtege Etapp zesumme gepackt hunn. An ech wëll dofir dann och am Numm vun de Sozialisten nach eng kéier dem zoustännegen Minister, senge Mataarbechter an natierlech och der ganzer Police, de Beamtinnen a Beamten um Terrain e grouse Merci soen, och fir hir Mataarbecht bei dëser Reform. Si hunn, dat gouf vu mengem Virriedner och scho betount, eng wichtege Aarbecht, si hunn eng schwéier Aarbecht, déi se all Dag am Déngscht vun eis, vun der Politik, fir de Bierger an d'Biergerin dobausse maachen. An dofir en oprichtige Merci!

An domat ginn ech awer elo wierklech den Accord vun de Sozialisten zu deem Projet de loi.

An ech soen lech awer Merci, nach eng kéier, dass Der mer fir d'Zweet och nach eng kéier nogelauschert hutt. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Merci der Madamm Dall'Agnol. An als nächste Riedner hunn ech den Här Max Hahn ageschriwwen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Madamm Presidentin. D'Police ass am Déngscht vum Bierger, ëmmer disponibel, e Corps, dee Verantwortung iwwerhëlt an deen op déi nei gesellschaftlech Phenomeener reagéiert. Fir dass d'Police och no deene Prinzipie fonctionnéiere kann, muss si déi néidege Moyenen zur Verfügung gestallt kréien. Elo, wou déi nei visuell Identitéit, den neie Look vun der Police déi Aspekter no baussen hi vermëttelt, ass et un der Zäit, der Police de gesetzleche Kader heifir ze ginn.

D'Rapportrice vun deem Gesetzesprojet huet d'Ausrichtung vun der Reform an d'Hannergrënn, op deene se berout, op de Punkt bruecht. Et ass keen einfachen Exercice, eng ausschlaggebend Reform, op déi elo schon esou laang gewaart gëtt an déi eng ganz Rei technesch Detailer behandelt, kloer a verständlech an ouni simplistesesch ze sinn eriwuerzebréngen. Am Numm vun der Demokratescher Partei soen ech hir Merci fir hire schréfflechen a mëndleche Rapport.

Madamm Presidentin, wéi eng Roll d'Police als Institution an eisem Land anhëlt, weist sech an hirer deeglecher Aarbecht, am Émgang vun de Beamte mat de Bierger, an hirer Fäegkeet, aus hiren Handlungen ze léieren, an der Kontroll, déi se selwer op sech ausüübt. Et weist sech doran, wéi se mat hirer Muecht an hire Befugnisse emgeet, awer och wéi innerhalb vum Corps mateneen ëmgaange gëtt. D'Relatioun mam Bierger seet vill iwwert d'Police aus. An zwar: Wéi huelen d'Bierger d'Polizistinnen an d'Poliziste wouer, wat erwaarden d'Bierger vun der Police a wéi gi se mat de Beamten ëm?

D'Police muss hir Aarbecht an de beschtméigleche Konditiounen ausüben kënnen. Hir Aarbecht ass „präventiv, proaktiv, dissuasiv a repressiv“. Si muss ëmmer asazbereet sinn, an dat flächendeckend. Si muss gutt forméiert an equipéiert sinn. D'Police muss permanent e Sécherheetsgefill vermëttelen, däréi dobäi awer op kee Fall de Bierger a senge Fräiheeten aschränken.

An hirem Beruff gëtt vill vun hinnen ofver-

laangt a si schaffen enner enormem Drock. Asätz, déi uganks harmlos wirken, kënnen schnell kippen. Derbäi kënt, dass d'Gewaltbereitschaft an der Gesellschaft méi grouss gëtt an d'Beamte gi selwer och zum Zil vun Iwwergrëff.

Dëst Gesetz stellt fir d'Police an domat fir de Bierger eng kloer Verbesserung duer, sief et duerch d'Reorganisatioun vun der Generaldirektioun, d'Reorganisatioun vun der Police judiciaire, d'Moyene vun der Police administrative oder och nach déi nei territorial Organisationsioun. An dat wäert virun allem dem Bierger zeguttkommen. Eleng duerch d'Zesummeleeeë respektiv duerch d'Fusioun vun de Kommissariater wäert d'Policepräsenz an d'Disponibilitéit an domat hir Proximitéit zum Bierger wesentlech verbessert ginn.

Duerch déi erweidert Öffnungszäite wäert d'Police fir den eenzelne Bierger méi accessibel sinn. 13 Kommissariater si 24 op 24 Stonnen an dat siwen Deeg op siwen op, déi aner vu moies 7.00 bis owes 21.00 Auer. Derbäi kënt, dass de Bierger och d'Méiglechkeet huet, e Rendez-vous um Kommissariat ze huelen, an an noer Zukunft wäert och en E-Kommissariat e weidert Mëttel sinn, fir sech un d'Police ze wenden. Wou „Police“ dropsteet, wäert deemno och wierklech Police dra sinn.

Madamm Presidentin, eng ganz Rei Mesurë wéi d'Saisie administrative oder de Sécherheitsperimeter wäerten d'Aarbecht vun der Police administrative um Terrain effikass ënnerstëtzen. Hei gouf sech un der franséischer an der belscher Legislatioun inspiréiert. Selbstverständlech war et wichteg, en Equiliber ze fannen tëschent der Méiglechkeet fir d'Police, den Ordre public ze garantéieren an de Bierger déi individuell Fräiheeten ze garantéieren. Dofir gouf fir all déi administrativ Handlungen d'Autoritéit compétente festgehalen. Dat ass de Minister a fir verschidde Fäll de Buergermeeschter.

Madamm Presidentin, säit der Fusioun vun der Police an der Gendarmerie am Joer 1999 liewe mir an engem anere Kontext. Eis Gesellschaft ass 2018 eng aner wéi deemools. Déi sozial Realitéit, déi demografesch an déi wirtschaftlech hu sech geännert an domadder och d'Erausforderunge fir d'Police. Erlaabt mer, op e puer dovun anzegoen!

Et ass kee Geheimnis: Bei der Police feelt et u Leit. Een Zil vun der Reform ass jo, d'Zuel vun de Beamten eropzesetzen. Dës Regierung huet awer net op dës Ofstëmmung gewaart, mä ass de Problem direkt ugaangen. D'Casernement während der Formatioun ass dunn direkt vun zwee op ee Joer erofgesat ginn. 2015 si fir d'Formatiounen um Verluerekascht gläich 105 Kandidaten zougelooss ginn, wat eng Steigerung vu 75% am Verglach mat de Jore virdu war.

D'Casernement no der Instruction tactique de base awer ganz ofzeschaffen, huet net nëmme Virdeeler: Wuel wëssend, dass déi Entscheidung mam neie Statut vun de Schüler ze dinn huet, ass et awer genee während dëser Zäit, wou sech den Esprit de corps bilt. Während deene Méint léieren d'Schüler zesammenzehalen, an dat och ausserhalb vun de Coursen. Dat Zesummenhalen ass duerno am Beruff um Terrain wichteg, a jo, a verschidde Fäll souguer liewenswichtig. Deen Zesummenhalt ass ee Grondstee vun der Policeaarbecht.

No zwee Joer Formatioun ass dann och eng speziell Vereedegung virgesinn an d'Schüler hunn da Befugnissen vun engem Agent de police judiciaire respektiv vun engem Agent de police administrative. Mat där Mesure kënnen d'Policeschüler um Terrain e groussen Deel vun der Aarbecht offiziell iwwerhuelen.

E Stat, dee seng Bierger och an Zukunft schützen wëllt, muss sech am Klare sinn, dass déi Sécherheet och en Zil an der Digitaliséierung muss sinn, Stéchwuert Cybersécherheet. Do sinn digital Ermittlungsmethoden an zäitgeméis Instrumenter gefrot. D'Police brauch och Spezialisten an aneren héich techneschen Domänen, wéi zum Beispill an de Finanzen an an der Wirtschaft. Gesellschaftlech, wirtschaftlech an technesch Entwécklungen um nationalen an internationalen Niveau verlaange vun der Policeaarbecht eng stänneg a flexibel Upassung. Mä och an hirer interner Organisationsioun ass d'Police gefuerdert, sech stänneg unzupassen. Intern brauch d'Police Féierungskräfte fir eng modern Personalféierung.

Wéinst all dese Grënn muss d'Police diversifizéiert Profiler kënnen unzéien an alle Carriären a besonnesch och am Cadre supérieur. Wéi och an anere Verwaltung vum Stat gëtt op en effikass Management Wäert geluecht. Deen Typ Aarbecht ass hautdesdaags mat ganz spezifische Studiegäng verbonden. Berufserfahrung an deem Domän kann och nëmme eng Plusvalue sinn. An deem Sënn kann ee sech d'Fro stellen, ob een, fir esou Profiler an der Police ze kréien, déi obligatoresch Formatioun an der Offiziéeschoul net sollt iwwerdenken. Be-

sonnesch Leit mat Berufserfahrung kann esou eng Formatioun ofschrecken.

Eng aner Pist bleift natierlech d'Aselle vun Zivillpersonal. Selbstverständlech bleift et extrem wichteg, dass och de Cadre supérieur de Beruff um Terrain kenneléiert.

Madamm Presidentin, d'Reform féiert och zwee nei Groupe-de-traitements an - de B1 an den A2 - an de Groupe de traitement D gëtt ofgeschafft. Well de Personalmangel net zum Sécherheitsproblem dierf ginn, gesäit ausserdeem en Artikel vir, dass d'Unzuel vun zousätzleche Posten am B1 pro Joer ëm 20 Stéck kann eropgesat ginn. De Beamten aus dem B1 wäert kënnen méi fréi de Statut vum Officier de police judiciaire kréien. E gudden Officier de police judiciaire ass op enger Dénsgchststell, wou et richteg virugeet, vu grousser Wichtigkeet. Et ass och d'Erfahrung, déi e gudden Officier de police judiciaire ausmécht.

Madamm Presidentin, fir d'Police um Terrain ze entlaaschten, sollen d'Agents municipaux deemnächst eng ganz Rei nei Kompetenzen kréien. Mir kréien et ëmmer nees vun de Gemengeresponsablen vun de gréisseren Gemengen, a jo, besonnesch och vun der Stad Lëtzebuerg, gesot: „D'Police ass ze iwwerlaascht, fir kënnen bei klengere Verstéiss géint d'Policereglement ze intervenéieren“, zum Beispill beim Méien, beim Dreck um Trottoir, Hondsdreck an esou virun.

Mam neie Kader fir d'Agents municipaux geet et net drëms, dass d'Police Kompetenzen opgëtt, vill méi gëtt d'Police ënnerstëtzt. D'Police wäert um Terrain entlaascht ginn. Et ass sécherlech sénnvoll, no e puer Joer Praxis hei e Bilan ze maachen an iwwer Upassungen an eventuell Erweiderungen ze diskutéieren.

Madamm Presidentin, zum Effectif wéilt ech nach eng lescht Iwwerleeung am Numm vun der Demokratescher Partei virbréngen, an zwar déi vum Gefaangenentransport, dee weiderhin d'Kompetenz vun der Police bleift. Och an den Diskussiounen ëm d'Reform vun der Prisonsverwaltung ginn d'Argumenter duergeluecht, firwat et zu deem Entschloss komm ass. Trotzdeem: D'Faart an de Prisons, dann op d'Gericht an dann d'Waarde während de Sëtzungen, dat benéidegt Polizisten, déi eis um Terrain feelen.

D'Kompetenz vum Justizvollzugsbeamte bei eisen däitschen Noperen, dat ass an eisen Aen e Statut fir d'Giischercher, iwwert dee weider nogeduecht muss ginn. Sinn et dann net grad d'Giischercher, déi d'Prisonnéier betreiben an d'Prisonnéier am beschte kennen? Kéint ee sech net vorstellen, dass d'Giischercher duerch eng weider Formatioun a mat erweiderte Kompetenzen d'Prisonnéier och ausserhalb vun de Prisonsmauere kéinte begleeden?

Madamm Presidentin, mir wëllen a mussen nees méi Beamten op den Terrain kréien. Fir dat ze erreechen, leet d'Reform grouss Wäert op eng effikass Organisationsioun vun der Policeaarbecht. Déi soll enner anerem duerch eng Optimiséierung vun den informatesche Moyenen erreicht ginn.

Erlaabt mer, an deem Kontext eppes zur Simplification administrative an dem Gebrauch vun der Informatik ze soen. Dat waren och Punkten am Résumé vum Audit. Fir lech heibannen emol e Bild ze verschafen, wéi dat um Terrain konkret ausgesäit, hunn ech mer erkläre gelooss, wat alles un administrative Schrëtter, also Bürosaarbecht, ufält bei enger relativ geleefeger Handlung vun der Police, nämmlech dem Ofschleefe vun engem Auto.

Eleng d'Unzuel un Akteuren, déi bei esou enger Affär gefuerdert sinn, ass impressionnant. Dat geet vum Operateur um 113, meeschtens en Zivilist, iwwert de Polizist am Centre d'intervention aus där zoustänneger Regioun, der Patrull vun der zoustänneger Dénsgchststell bis bei d'Beamte vun der Police de la route, déi fir d'Fourrière zoustänneg sinn.

Wann d'Aarbecht um Terrain dann emol ofgeschloss ass an den Agent traitant zréck op d'Dénsgchststell fiert, fänkt eng informatesch Herkulesaarbecht un. Do kompletéiert hien den „journal des incidents“ mat deenen op der Plaz gesammelten Informatiounen. Da mécht de Beamten de Brouillon an der „information policière“ op, der IP, an dréit dann an engem Interface, den Windows-3.11-würdeg ass, déiselwecht Informatiounen an, déi scho virun an de JDI agedroe goufen. D'Informatiounen mussen nach eemol eenzel an d'IP agedroe ginn, well keng technesch Méiglechkeet besteet, se ze kopéieren.

Näischt ass vun engem Programm an deem anere Programm iwwerdrobar. Da muss de Polizist sech duerch de Menü, de Submenü, de Subsubmenü regelrecht kämpfen a sech duerch en Urwald vu Feelermeldunge klicken, fir eng vun den einfachsten Interventiounen um Terrain erfollegräich ofzeschleissen.

Domadder awer net genuch: Gouf d'Geldbous

boer bezuelt, muss déi Transaktioun zesumme mat all den Donnéeën nach eng Kéier separat an engem MS-DOS-Programm agedroe ginn. Och hei ass et net emol usazweis méiglech, eng Copy-paste-Fonctioun unzewenden. Déi, déi sech an den 80er Joren net mat der Informatik ofginn hunn, wëssen emol, mengen ech, net méi, wat MS-DOS ass.

An dëser Software kann een emol net de Cursor vun der Maus vum Computer benotzen. Domadder, Madamm Presidentin, hätte mir eis Zäitrees duerch d'Informatik vun der Police dann ofgeschloss a wären am Joer 1985 ukomm. Vereenzelt Poliziste schätzen, dass duerch déi informatesch Ergonomie pro Dag zwou bis dräi Stonnen op de Kapp kéinte gespuert ginn. Ech erspueren lech dann elo déi Geschichten, déi mir zougedroe goufen, wat d'Kontabiliséiere vun Nuets- an Iwwerstonnen op verschidde Dénsgchststellen ubelaangt.

Madamm Presidentin, d'Lëtzebuurger Police wäert no dëser Reform hir Aarbecht a bessere Konditiounen ausüben kënnen. An och op den eenzelne Beamte wirkt sech d'Reform positiv aus. Et ginn hinnen nei Perspektive gebueden an de Beruff gëtt insgesamt méi interessant gemaach. Dat fänkt beim Policeschüler un, den elo wéi am Rescht vun der Fonction publique de Statut vum Fonctionnaire-stagiaire wäert hunn, woumadder och säi Basisgehalt eropgeet.

Positiv fir d'Perspektive vum Beruff ass et och, dass e Polizist sech fir e Poste mat méi Responsabilitéite ka mellen an dofir net eleng seng Anciennetéit eng Roll spillt, mä och säin Asaz. Am Kontext vun de Postes à responsabilité ass et dann och gutt, dass an den Dispositions transitoires de Contingent vun de Postes à responsabilité vu 15% op 20% - wéi an anere Verwaltungen iwwerregens - gehuewe ginn ass.

Op d'Formatioun ass awer och grouss Wäert geluecht ginn. Esou zum Beispill kënnen säit Kuerzem d'Beamte sech wéi och am Rescht vun der Fonction publique déi Formatiounen eraussuchen, déi hinnen am meeschten zousoen an hinnen och am meeschte bréngen. De Changement de carrière ass och en Aspekt, dee fir d'Motivatioun wichteg ass. Dee muss ëmmer méiglech bleiwen an intern Barriären duerfen dofir net entstoen.

Fir déi heite Regierung war et wichteg, fir Polizisten, déi riskéieren ugesicht zu ginn, well se am Numm vum Stat Gewalt ausgeübt hunn, net am Ree stoen ze loossen. Deemo soll bei der Reform vum Waffengesetz e Régime de responsabilité civile dérogatoire virgesi ginn. Et steet also ausser Fro: D'Reform mécht de Beruff vum Polizist méi attraktiv.

Madamm Presidentin, et si Primme vun 20 Punkte fir verschidde Poste virgesinn: fir den Officier an den Agent vun der Police judiciaire, fir d'Membere vun der Unité spéciale a fir déi Polizisten, déi fir de Service de protection vun der Regierung detachéiert sinn. Och d'Hondsmeeschtere kréie fënnf Punkte méi.

Wou awer och Bedarf besteet, ass a puncto Valorisation vun der Aarbecht, déi ausserhalb vun de Bürosstoele prestéiert gëtt. Mir wëssen, dass d'Nuetssschichteschaffen en negativen Impakt op d'Gesondheet huet. Vläch misst een en anere Kompensatiounsmodell fanne wéi zum Beispill d'Individualiséierung vun de geleeschtenen Stonnen.

Am Moment ass et esou, dass e Polizist iwwert d'Joer gesi 440 Stonne muss prestéieren, fir iwwert dat ze kommen, wat d'Prime d'astreinte scho bezelt. Wann e Polizist zum Beispill 440 Nuetsstonnen a sechs Méint schafft an dann aus Krankheetsgrënn, wéinst engem Congé parental oder well en an der Police d'Plaz gewieselt huet de Rescht vum Joer keng Astreinte méi schafft, da gëtt et fir Nuets-, Weekends- a Feiertagestonne keen Euro weider. D'Stonne ginn nämmlech iwwert dat ganz Joer kontabiliséiert an net pro Mount.

Madamm Presidentin, d'Gewaltbereitschaft vis-à-vis vun Polizisten, mä och generell am Retungsdénsgscht hält zou. Et vergeet kee Weekend, wou net an der Press ze liesen oder ze héieren ass, dass e Polizist physisch oder verbal ugegraff gouf. Leit, déi Leit an Nout wëllen hëllef a fir Uerdnung musse suergen, musse mat deem néidege Respekt behandelt ginn. Well dese Respekt awer oft feelt, ass d'Politik gefuerdert, méiglechst zousätzlech Strofen an deem Kontext an d'An ze faassen.

Madamm Presidentin, d'Akraafttriede bréngt net nëmme der Police als Corps nees Rou, mä deenen eenzelne Policemembere an de verschidde Unitéiten eng relativ Planungssécherheet, wat hir beruflech Zukunft ubelaangt.

Dës Reform war a villen Aspekter säit Joren iwwerfällg. Et gouf scho laang virun dëser Regierung doruwwer diskutéiert. Och wann d'Erausforderungen um Terrain eis keen anere Choix loossen, wéi de Fonctionnement an d'Opstellung vun der Police unzupassen,

brauch esou eng Reform awer och de politesche Wëllen. Eng Institutioun wéi d'Police ze reforméieren, ass keng einfach Saach a geschitt net iwwer Nuecht. De grouss Kader ass elo gesat an dat heite Gesetz erlaabt et der Police, sech nei opzustellen. Elo ass et un der Police-direktioun, sech intern ze strukturéieren an d'Polizisten ze motivéieren.

Madamm Presidentin, mir dierfen eis näischt virmaachen: D'Aarbecht vun der Police wäert mat de Jore bestëmmt net méi einfach ginn. D'Aarbecht vun der Politik wäert et da sinn, an zwee bis dräi Joer en éischte Bilan ze maachen, all d'Säiten ze héieren an ze kucken, wou eventuell Upassung mussen ennerholl ginn.

Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren, gi mat grousser Satisfaktioun den Accord vun der Demokratescher Partei a soen, d'selwecht wéi meng Virriedner dat gemaach hunn, de Leit um Terrain, de Polizisten, de Leit aus der Verwaltung, dem Ministère plus de Kommissiounsmembere an ganz grouss Merci fir hiren Asaz.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Hahn. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox ageschriwwen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Mëtteg stëmme mer also en neit Policegesetz.

En neit Policegesetz, wat sech den héijen Ufuerderunge vun haut stelle muss an hinnen och gerecht muss ginn, sief et am direkte Kontakt mat de Biergerinnen a Bierger an dem Anhale vum Ordre public, dem sougenannten Dräiklang: Tranquillité, Sécurité a Salubrité, fir de kriminelle Gauner an d'Spur ze kommen an net zu Lescht der internationaler Kriminalitéit an dem Terrorismus d'Stir ze bidden.

En neit Policegesetz, wat de Gréngen no duerch nei, iwwersichtlech Strukturen a besser Moyenen dës Ufuerderunge wäert gerecht ginn.

Ufänke wëll ech awer fir d'Éischt mat engem Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Claudia Dall'Agnol, fir hiren ausféierleche Rapport, souwuel dee schrëftlechen, awer och fir dee mündleche Rapport virun hei. Hir detailléiert Ausféierunge mat villen Zuelen an awer och konkrete Beispiller vum Terrain erlaube mir et, net méi op alles mussen anzegoen a just déi Punkten erauszehuelen, déi mir als Gréng nach eng Kéier besonnesch ernimmt wollten hunn.

Mir stëmme haut dëst Gesetz mat, net, well et esou am Koalitiounsvertrag virgesi war, mä well mer der Iwwerzeugung sinn, dass dëst Gesetz effektiv eng ganz Rei vu Verbesserunge mat sech bréngt, ouni awer de Respekt - an dat wëll ech awer ennersträichen - vun de fundamentale Rechter vun eise Biergerinnen a Bierger aus den Aen ze verléieren.

Dass eng Reform vum Policegesetz néideg war an och ass, gouf och schonns vu menge Virriedner erwänt. No der grousser Policereform vun 1999 mat der Zesummeleung vun der Gendarmerie grand-ducale an der Police war eng Iwwerschaffung méi wéi ubruecht. D'Policegesetz vun 1999 war an ass den Ufuerderunge vum 21. Jorhonnert net méi gewuess an dofir war déi Iwwerschaffung méi wéi néideg.

Et huet awer och zu engem gewëssene Reformstau gefouert, well schon am Koalitiounsvertrag vun 2009 stoung an der Regierungserklärung: „Mir wëllen dës Reform duerchféieren.“ Ech wëll dës Koalitioun, awer och der Majoritéit hei Merci soen, dass konsequent iwwert déi lescht fënnf Joer hei an der Chamber un deem neie Gesetz geschafft ginn ass an d'Viraussetzung geschafte ginn ass, fir dass mer haut dëst Gesetz hei kënnen stëmme.

Esou wéi am Regierungsprogramm och ugekënnegt, gouf am Virfeld vun dëser Gesetzgebung en Audit duergeluecht. En Audit, dee mat engem Bilan opgehale huet an deem a verschidde Aarbechtsgruppen och behandelt gouf, enner Abezuegung vun der Police an natierlech mat engem Débat de consultation, deen hei am Joer 2016 an der Chamber ofgehele gouf, wat schlussendlech dann zu der Gesetzespropos 7045 gefouert huet.

Sécherlech wäert dëst Gesetz seng Stärken, awer och seng Schwächen weiderhin hunn. An d'Zukunft wäert och weisen, wou da vläch nogebessert muss ginn. Wichteg schéngt et mir awer, dass eng breet Abezuegung bei dem Ausarbechten an awer och während dem ganze legislative Prozess bestanen huet, fir e

méiglechst gudden an ausgewogene Gesetzes-text ze kréien.

Eng Refonte vun deser Envergure, besonnesch och dann, wa vill Personal mat am Spill ass, ass ëmmer eng Gratwanderung a verlaangt och e gewëssent Fangerspëtzegefill, dat de Minister hei, mengen ech, gewissen huet. Dass et sech do och ëm Kompromisser handelt, versteet sech da vum selwen. Et kann een eben dann net jiddwerengem gerecht ginn, mä déi generell Ausriichtung muss zu enger Verbesserung um Terrain dobausse bei de Beamten am Allgemengen, awer virun allem bei der Aarbecht dobausse bei de Biergerinnen a Bierger féieren.

déi gréng sinn dofir der Iwwerzeegung, dass d'ëscht Policegesetz déi richteg Antwort op d'Erausforderung vun haut gëtt an och déi néideg Verbesserung mat sech bréngt. Wichteg ass et awer, dass mat der néideger Energie des Reform elo a Musek ëmgesat gëtt. A wa sollte Schwaachpunkte optrieden, wéi mäi Virriedner och hei scho gesot huet, soll een dann awer net nach eng Kéier 19 Joer waarden, fir eng Reform kënnen duerchzuführen, a méiglechst schnell dann dat aus der Welt schaffen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären..., oder „Här“ President elo direkt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Déi zwee.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Här President an nach Presidentin, ech ginn dann op déi Haaptelementer vun deser Reform nach eng Kéier kuerz an, déi mir als Gréng nach eng Kéier wollten ervirsträchen.

Éischtens - bon, ech orientéiere mech do e bëssen un der Rapportrice hirem schrëftleche Rapport, deen, wéi virdu gesot, ganz exzellent ass, an ech huelen och deen éischte Punkt do - ass dat nämlech d'Reorganisatioun vun der Generaldirektioun. Ech denken, d'Reorganisatioun war iwwerfällg an och néideg. Eng modern Verwaltung vun haut muss kënnen duerch kloer an onmëssverständlech Organigrammen organiséiert sinn. Mir ënnerstëtzen ausdrécklech des Reorganisatioun, well se de Besoinen op ville Punkten ebe gerecht gëtt. Eng propper an iwwersichtlech Struktur kann nëmme vu Virdeel si fir eng attraktiv Verwaltung a muss och eng Viraussetzung dofir sinn.

Dës Reorganisatioun vun der Direktioun ass awer kee Selbstzweck, mä muss zu enger effikasser Struktur an der ganzer Verwaltung bäidroen, ouni zu engem „déi do uewen“ an „déi do ënnen“ ze féieren. Et ass ee Corps, et ass eng Police an d'Strukture mussen dofir kloer novollzéibar sinn. An ech mengen, d'Viraussetzung vun deem Gesetz ass ginn.

Zweete Punkt: déi territorial Reorganisatioun. Déi territorial Reorganisatioun ass vläicht déi Ännerung, déi am meeschte vun eisen Awunner wouergeholl gëtt an déi och am meeschte vläicht contestéiert ass. Net averstane sinn ech mat der CSV, dass hei eng Verschlechterung vum Service an der Proximitéit soll geschéien. Duerch d'Zesummeleung vun de Centres d'intervention an de Commissariats de proximité, de sougenannten Clen an den CPen, an déi regional Zesummeleung vun de Commissariats zu engem Commissariat de police sollen déi néideg Ressourcë fräi ginn, fir déi néideg Präsenz um Terrain ze garantéieren.

An ech hat d'Chance eben als Buergermeeschter vu Réimech, iwwer aacht Joer ganz enk mat engem Commissariat zesummenzeschaffen, do wou souwuel den CI an den CP doheem waren, iwwerengs eng ganz gutt Zesummenaarbecht iwwert déi Joren!

Eppes hunn ech jiddefalls ni verstanen: firwat am Gesetz vun 1999 déi Struktur, déi Trennung deemools esou agefouert ginn ass. Sécherlech huet et vill mat de Cheffen deemools och ze dinn, wéi eng Zesummenaarbecht um Terrain ass. Mä et kann net nëmme vun de Persounen ofhängeg sinn, mä ganz kloer, wann d'Struktur dat net hiergëtt, ass et och ganz schwéier, dann um Terrain déi néideg Zesummenaarbecht kënnen ze maachen. A wa leider dann eng mënschlech Komponent dertëschentkennt, ass et net dénglech, wat d'Zesummespill ubelaangt, an da kann et net sinn, dass de Ball da vun deem engen deem aneren zougeschoutert gëtt.

Dofir mengen ech, dass des Reform méi wéi iwwerfällg war an dass des Zesummeleung vun deenen zwee - CI an CP - zu engem Commissariat de police iwwerfällg war. An dofir kënnen mer dat och nëmme mat zwou Hänne ënnerschreien an dat wäert och déi néideg Ressourcëfräiheeten dann zur Verfügung

stellen, fir déi Proximitéitsaarbecht och kënnen ëmzesetzen.

Déi geografesch Zesummeleung ass natierlech e bësse méi komplizéiert. Et ass ëmmer schwéier, de Leit um Terrain dobaussen ze soen, insbesondere de Biergerinnen a Bierger, wann eppes soll zougemaach ginn, ouni dat am Detail genau wellen ze erklären. Et gëtt gesot, dass effektiv duerch des Zesummeleung, CPen an Cle mat de regionalen zesummen, 80% méi Präsenz ka garantéiert ginn, déi eben de Biergerinnen a Bierger kann zur Verfügung gestallt ginn.

Ech mengen, och wann nëmme 50% an der Realitéit herno um Terrain erausspringen, da sinn ech sécher, dass d'Proximitéit wäert gestärkt ginn. Ech kann dofir och net déi Schwaarzmolerei vun der CSV hei deelen.

Wat de Standuert ubelaangt, an do géif ech dann och nach eng Kéier... De Buergermeeschter vu Mondorf, ech kucken e kuerz un. Dass effektiv zwee CPen sollen zesummegeleucht ginn, ech stëmmen deem och zou. Et ass mer och u sech egal, wou en da schlussendlech soll sinn, zu Réimech oder zu Mondorf. Wat et net däerf sinn, an dofir wëll ech dat awer och hei nach eng Kéier ernimmen, dat ass, dass en op der grénger Wiss soll entstoen.

Wann nei Kommissariater solle gebaut ginn, da wann ech gelift net op eng gréng Wiss, zum Beispill zwësche Réimech a Mondorf am „Triangle Vert“. Dat géif ech als falsch Plaz gesinn, well déi mussen awer fir mech an engem Zentrum, no bei engem Zentrum sinn, well et gehéiert dohin an dat ass och en Zeeche vu Proximitéit, d'Gefill, dass e Commissariat nach an der Émgeigend ass.

Wat genau d'Fallbeispill elo vu Réimech a Mondorf ubelaangt, ech hat deemools nach en Terrain uginn. Ech kann dat jo haut dem Buergermeeschter vu Mondorf matdeelen, dass e staatlechen Terrain zu Réimech zur Verfügung steet. Mä vläicht kann de Minister selwer herno nach eng Kéier op déi verschidden Zesummenaarbechten tëschent deenen eenzelne Corpsen agoen, a wéi déi Zesummenaarbecht haut schon an der Praxis ass. An dat weess ech och erëm aus dem Beispill vu Réimech a Mondorf, dass déi Zesummenaarbecht awer exzellent funktionéiert an dass doduerch och d'Proximitéitsaarbecht vill méi no komm ass.

Den drëtten Punkt ass d'Reform selwer, de Renforcement vun der Police administrative an der Police judiciaire, woubäi ech bei der Police judiciaire vläicht gären op d'Ausföerung vun der Rapportrice zréckverweisen, déi dat Néidegt scho gesot huet.

Jo, eng Rei Moyene ginn dobäi zur Verfügung gestallt, fir de sougenannten Dräiklang, ech hat e virdu schon eng Kéier gesot, d'Tranquillitéit, d'Sécurité an d'Salubrité publique, kënnen anzehalen.

Vill Mesurë sinn och scho genannt ginn, déi sinn hei am Gesetz opgezielt. Et ass de Contrôle vun der Identitéit, et ass den Etablissement vun engem Périmètre de sécurité, et sinn d'Fouillen, also d'Duerchsichtung, d'Fermeture vun den Etablissements an esou weider, och deels mat der Aschränkung ëmmer vun de perséinleche Fräiheeten, wat natierlech ëmmer am Respekt vun dem néidege Gesetz muss geschéien.

An dat ass och hei an deem Gesetz e Kompromiss gewiescht, well d'Definition ass haut: «danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique». Den „imminent“ schéngt mer awer och de gesonden Equiliber tëschent eben dem Anhalte vum Ordre public an awer och der Anhalung oder der Sécuritéit vun der perséinlecher Fräiheet ze bewahren.

„Imminent“ schéngt vläicht an der Praxis deem engen oder aneren nach schwéier ze falen, fir et ze interpretéieren. Ech mengen awer, dass et ganz wichtig ass an engem Rechtsstat, dass mer dee gesonden Equiliber do weiderhin oprechterhalen.

An déi verschidden Avisen vun der Commission consultative des droits de l'homme oder och nach vum Parquet général, mat ageschloss deem vun der Stad a vun Dikrech, weisen op dee wictegen Equiliber hin. Et ass och eng Erklärung nach eng Kéier ginn, dat steet och nach am Rapport, iwwert d'„imminence d'un danger“ an den „danger immédiat“, soudass een do awer déi néideg Erklärung fënnt, fir kënnen den Equiliber do ze fannen.

E puer Wuert nach zum Platzverweis, well och mir Gréng - an d'Madamm Claudia Dall'Agnol als Rapportrice..., net als Rapportrice, mä virdu als mandatär Spriecherin vun der LSAP huet et och hei scho gesot -, mir Gréng hunn dräi Argumenter, firwat mer et u sech net onbedéngt brauchen: well de Platzverweis fir eis keng Plus-value mat sech bréngt. Et gi Moosnamen, déi et kënnen bewierken, et ass virdu

schon eng Kéier genannt ginn. An deem Gesetz stinn der och derbäi.

En zweet Argument: De Platzverweis ass oft nëmmer eng Symptombekämpfung an de Problem gëtt u sech verlagert, vun A no B verschoben, wat also keng onbedéngt Léisung ass.

An dat drëtt Argument, wat och an deem Zesammenhang gëllt - an ech wëll och do nach eng Kéier op d'sozialesch Verriederin hei verweisen -, ass, dass déi, déi cibléiert sinn, op der ënneschter Spross vun der Sozialleeder stinn an oft dann éischter stigmatiséiert ginn, wat mir op kee Fall kënnen akzeptéieren. Dofir ass aus eiser Sicht éischter do eng cibléiert Sozialpolitik néideg, fir deem entgéintzewierken, an net onbedéngt e Platzverweis.

Dann denken ech, dass och d'Kameraiwwerwaachung e bëssen an déi Richtung geet. Ech mengen, den Direkter vun der Police hat an engem rezenten RTL-Interview gesot, dass et wahrscheinlech awer och bei der Kameraiwwerwaachung zu enger Verlagerung vun der Problematik kënn. Och do stellt sech dëselwecht Problematik, dass een et anescht muss ugoen.

Dann nach zu der Moderniséierung vun de Ressources humaines, ech mengen, dat ass de Knackpunkt. Ech mengen de Knackpunkt ass, fir eng attraktiv Police duerstellen. Mir brauche vill nei Rekrutementsleit, déi sech engagéieren, fir dee schwéiere Beruff auszuféieren. Ech mengen, dass eng Rei Verbesserungen an deem Gesetz och virgesi sinn, fir d'Carrièren opzewäerten, wëssend, dass déi, déi haut elo scho bei der Police sinn an déiselwecht Ausbildung schon haben, déi mat der Première, da vläicht en ongutt Gefill hunn, fir net direkt an déiselwecht Carrière ze kommen. Ech mengen awer, dass am grouse Ganzen déi Opwärtung méi wéi néideg war an och richtig esou ass.

Dofir ass d'Schoul eng ganz wictege Rekrutementsméiglechkeet. D'Schoul muss gestärkt ginn. D'Schoul muss professionell sinn. D'Schoul muss awer och déi néideg Infrastrukture kréien. A Gespécher mat der Policeworkerschaft hu mer laang iwwert d'Formation geschwat. Ech denken, dass dat en Uleies ass, dat och der Direktioun net onbekannt ass. Dofir wär et wictege, dass mer wierklech duerch d'ëscht Gesetz de Rekrutement stärken. A mir mussen eis vläicht op nei Weeër astellen, fir méi Leit kënnen ze rekrutéieren, fir dass d'Police och dobaussen déi néideg Stärkung fënnt.

Madamm Presidentin, oder Här President - en ass erëm do -, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen also zum Schluss.

déi gréng ënnerstëtzen des Policereform, well mer fir d'ëscht Land ganz kloer Verantwortung wëllen iwwerhuelen. Mir maache keng Schwaarzmolerei, well mir si sécher, dass d'Proximitéit heimadder gewaart ass, a mir maachen och keng onberechtigt Angscht.

Dës Policereform ass wictege fir eist Land, well se mat aneren Institutiounen de wictegen Zesammenhalt vun eiser Gesellschaft garantéiert. Dofir kënnen mer nëmmer zu deser Policereform Jo soen a mir ginn de Jo zu der Gesetzespropos vun haut.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus fir d'Éischt emol e ganz häerzleche Merci un d'Madamm Dall'Agnol, déi eis wéi gewinnt hei dee Projéit mat vill Temperament virgedroen huet. Dofir e grouse Merci!

Ech wëll soen, et wär, mengen ech, net richtig an net fair, wann ech des Ried net géif ufänke mat engem Kompliment un de Minister Schneider, deen eng komplizéiert Reform awer haut hei presentéiert, wat net einfach war a wou mer eis och driwwer freeën, dass Verschiddenes an där Reform ass, wat mir als ADR scho laang gefuerdert haben, wéi zum Beispill eng am Gesetz verankert Police administrative. Och huet de Minister an deene leschte Joren effektiv derzou bäigedroen, dass d'Effektiver vun der Polizei an d'Luucht gesat goufen. Dat sinn Eforten, déi ee muss unerkennen. Dat maache mer och.

An no deene Komplimenter, muss ech awer soen, komme soss awer elo keng méi an deenen zéng Minutten, déi eis zur Verfügung stinn, well et gëtt an deem Gesetz ganz viles, wat ee kann a wat ee muss kritiséieren.

(Interruption)

Dat Éischt ass d'Attitud vun der Regierung géintiwuer der Sécherheetspolitik, géintiwuer de Sécherheetsorganer. A mir hunn dat schon e puermol monéiert hei an deser Legislaturpe-

riod, dass d'Regierung ëmmer dat Gefill vermittelt - a menger Meenung no huet een dat Gefill och zu Recht -, dass des Regierung eigentlech hire Sécherheetsorganer net traut, dass se hinnen net wëllt Kompetenze ginn. Firwat, muss si selwer wëssen.

An et äussert sech och op Pläng, déi mir net kënnen akzeptéieren. Dat Éischt ass en individuelle Plang, den eenzelne Polizist. Den eenzelne Polizist huet e Recht op eng Protection du fonctionnaire, en huet e Recht drop, vu senger Regierung geschützt ze ginn an net am Reestoe gelooss ze ginn. En huet Recht drop, bei der Rebellioun ënnerstëtzt ze ginn. En huet Recht op d'Assistance juridique a priori, vu vireran, quitte dass herno muss e Recours geholl ginn - alles dat gëtt et hei net. An et ass net nëmmer individuell, mä och kollektiv, well mir mierken, dass eigentlech d'Hierarchie an der Police op verschiddene Punkten hei a Fro gestallt gëtt, relativéiert gëtt, wat fir e Corps aus der Force publique och keen einfache Prozess ass an och wäert zu Schwieeregkeete féieren.

Wann eng Regierung kee Vertrauen an hir Police huet, an hir Sécherheetsorganer, da brauch ee sech och net ze wonneren, dass et u Kompetenz feelt, do wou se néideg wäeren, quitte dass d'Police hei méi Kompetenz kritt a verschiddene Beräicher wéi se hat, mä awer net dat, wat ee brauch an eisen Zäiten, net dat, wat der Situatioun wierklech ugemess ass.

Als Éischt wëll ech de Contrôle d'identité vläicht als Beispill huelen, eng Selbstverständlechkeet, dass ee sech muss kënnen géintiwuer der Police ausweisen, wann dat néideg ass. Dat gëtt hei ënner ville Kontrollen deelweis komplizéiert erlaabt, eng Selbstverständlechkeet!

Gëschter si mer nach gewuer ginn, dass d'Police emol net deen normalen Accès, „sauf dans le cadre d'une enquête“, op de Fichier huet vun de Fangerofdréck vun den Demandeurs d'asile. Dat misst eng Selbstverständlechkeet sinn. An déi Virfall, déi mer viru Kuerzem an Däitschland haben, déi sollten eis jo och nach eng Kéier drun erënneren, wéi wictege esou elementar Saachen awer sinn.

De Platzverweis: Ech wëll lech soen, ganz kloer, zemoos nodeem dass den Här Hahn besonnesch laang haut iwwert de Platzverweis a senger Ried geschwat huet, dass dat eppes ass, wat d'ADR voll matdréit. De Platzverweis ass net nëmme fir Hooligans, wou een et am Viraus weess. Et ass och, fir Atropementener kënnen entgéintzewierken, déi net virauszegesi sinn. Et ass e wictege Sécherheetsinstrument, wat och iwwerall ronderëm eis funktionéiert. Mir hätten et och gär zu Lëtzebuerg.

Dat Argument, dass wär fir d'Heescherten, dass muss ee relativéieren. Mir gebrauchen dat an eiser Argumentatioun net, well bei deenen Heescherten, déi an enger sozialer Noutlag sinn, do kënnen mer sympathiséieren mat deem, wat gesot ginn ass, dass een do muss eng sozial Approche hunn. Ech mengen, dat ass mënschlech.

Mä et gëtt och déi organiséiert Heeschebanden. An dat ass eppes, wou net sozial Mëttele dergéint hëlfeën, mä do muss ee kloer soen, dass ass en Abus vum Bewegungsrecht an der Europäescher Unioun. Dat ass den Usazpunkt, deen ee muss huelen, fir géint dat Iwwer virzegoen. Do ass de Punkt. An ech mengen, mir mussen einfach och an där do Diskussioun differenzéieren. Mä mam Platzverweis huet dat an eisen Aen näischt ze dinn. Hei si mer am Beräich vun der Sécherheetspolitik an do hätte mir gär dat Instrument.

Och géife mir als ADR der Police kee Maulkuerf ginn, wéi et am Abléck ass. Eis Effentlechkeet huet e Recht drop, transparent an objektiv iwwert d'Sécherheetslag informéiert ze ginn, net ënner engem ideologesche Brëll, net mat den Non-dits, déi nëmmer zu Spekulationen Ulass ginn an herno d'Analys vun der Sécherheetsituatioun am Land doduerch méi schwéier maachen, dass kee méi esou richtig weess, wat eigentlech lass ass, wouduerch d'Spekulationen iwwerhaupt eréischt opkommen.

Och sollte mer d'Kompetenz vun der Police nach eng Kéier iwwerdenken, an zwar virun allem och do, wou se mat anere Corpsen muss zesummeschaffen: mat der Douane bei Fouillen, bei Grenzkontrollen, a mat der Arméi deelweis, fir ze kucken, dass mer awer an engem Asaz äänlech disziplinaresch an äänlech Kompetenzdispositiounen kënnen hunn.

Mir hätte gär als ADR eng effikass Police an eng Police, déi weess, dass se sech kann op hir Autoritéit verloossen. Dat ass am Abléck leider net de Fall.

E grouse Problem, dee mir och ëmmer als ADR uschwätzen, ass dee vun der Gewaltentrennung. Mir hätte gär, dass et ganz kloer ass, dass d'Police eng Verwaltung vum Pouvoir exécutif ënner der Verantwortung vum Polizeiminister ass. Mir hunn do eng kloer



Linn. Mir wëlle keng Verwësungen. Mir wëlle virun allem net, datt d'Autorités judiciaires do kënne matschwätzen, wou net hir Plaz ass.

D'Autorité judiciaire, d'Justiz allgemeng, ka sech total op d'Ennerstetzung vun der ADR verlossen do, wou si eben an hirem Rôle ass. Si ass net an hirem Rôle, wann et drëm geet, fir d'Nominatiounen an der Police judiciaire matzestimmen! Si ass net an hirem Rôle, fir d'Inspection générale de la Police ze féieren! Si ass net an hirem Rôle, fir de SREL ze féieren! Dat ass net d'Aufgab vun der Magistratur.

An d'Magistratur ass manner kontrolléiert, manner demokratesch kontrolléiert wéi all aner Organ vum Stat, wéi all aner Institutioon. Och dat ass e strukturellen Nodeel. An dofir insistéiere mir op eng kloer Gewaltentrennung an op d'Verantwortung vun deene respektive Ministere vun der Regierung fir dat, wat an der Police geschitt.

Mir wëllen och ganz kloer nach eng Kéier deen Aspekt vun der Carrière vun den eenzelne Polizisten hei ervirhiewen. Et gëtt an deem Gesetz Verbesserungen. An déi begrësse mer ausdrécklech. Et ass e schwéiere Beruff. Et ass e Beruff, deen ëmmer méi Qualifikatiounen verlaangt vun deene Leit, déi de Courage hunn, déi en Engagement weise fir eis Gesellschaft, fir sech an der Police ze engagéieren.

Awer des Regierung huet net nëmme Verbesserung bruecht. Si huet hir Carrière hei, hir Legislaturperiode ugefaange mat däitleche Verschlechterungen, mat der Affär ronderëm d'Déngschtwunnengen an esou villem, net nëmme bei der Police, mä wou se och erëm gewisen huet, mat wéi engem Gescht se eigentlech mat de Sécherheetsorganer wëllt ëmgoen. Et war eng traureg Geschicht, wou grouss materiell Verloschter fir vill Polizisten dermat verbonne waren.

Och den Émgang mat de Polizeigewerkschaften huet eis verwonnert, well mer eis jo virun allem vun enger LSAP geduecht hätten, datt déi méi en entspaanten Émgang ka mat Gewerkschaften hunn. Dat war net de Fall. Och den Audit war komplizéiert aus enger ganzer Rei Ursachen; aner Virriedner si schonn drop agaan. Alles onnéideg an dacks klenglech Iwwerleeungen: klenglech Iwwerleeungen, wann et och em kleng statutaresch Fro schlussendlech gaangen ass, wéi den Ufank vun der Carrière, de Casernement an d'Denominatioun vun deenen, déi an der Carrière ufänken. Dat si klenglech Problemer. Alles dat wär net néideg gewiescht.

Mir soen als ADR, datt déi, déi an der Force publique sinn, am SREL, an der Douane, an den Administrations pénitentiaires och, datt déi vill Affer bréngen fir eist Land an doduerch och sollen dignement traitéiert ginn.

Mir hunn d'Police gär, dat soen ech hei ganz kloer, mä mir hu se net esou gär, datt mer der zwou oder dräi gär hätten. Eng geet duer! An och dat ass eng Derive, déi mer am Abléck e bësse feststellen, datt d'Police, déi jo d'Fusioun mat der Gendarmerie hannert sech huet, wou mer alleguer soen: „Et ass gutt, datt mer ee Corps hunn“, datt et awer Tendenz gëtt, fir do ze subdiviséieren, sief et wéinst der Ambitioun vun den Autorités judiciaires, datt mer Subënnerscheeder maachen tëschent der administrativer Police, tëschent der judiciaire Police. Fir eis ass dat ee Corps, wou och e gerechten Iwwergang vun deem engen zu deem anere muss méiglech bleiwen.

A mir brauche scho guer net eng drëtt Police a Form vun der Inspection générale de la Police. Wa mer iwwert dat Gesetz schwätzen, wäerte mer och do besonnesch insistéieren, datt mer net dräi Policen am Land brauchen, wou u sech eng vëllegen duergeet.

De Rekrutement vun der Police ass natierlech eng Erausforderung. Den Niveau scolaire muss gekuckt ginn, och well och des Regierung eng Verantwortung dofir dréit, datt den Niveau an eisem Enseignement weider erofgeet. Awer d'Besoinen um Terrain, déi ginn net erof! Dat heescht, mir mussen de Schoulniveau erop-schrauwen. Mir mussen jo sécherstellen, datt wann e Polizist e Rapport schreift, datt dee Rapport ka virun der Justiz Bestand hunn, datt e gutt formuléiert ass, datt en en zuverlässig Beweisemittel kann duerstellen.

An egal wat hei u Schoulpolitik an deser Regierung virbruecht gëtt, d'Realitéit um Terrain, dat ass dat, mat deem mer konfrontéiert sinn. A mir mussen einfach derfir suergen, datt mer gutt ausgebildete Polizisten hunn, och an deenen dote Beräicher.

Fir vläicht eng Konklusioun ze zéien: Mir wëssen heibannen - op jidde Fall wësse mir et an der ADR -, datt mer dat Gesetz geschwé mussen nobesseren. Eis Police verdéngt e besert Gesetz wéi dat, wat mer haut virgueluecht kréien. Eis Gesellschaft muss kënne a Sécherheet liewen. Dat ass op jidde Fall fir eis als ADR eng Prioritéit. Mir stinn hannert der Police

a mir wäerten d'Police weider moderniséieren. Dat Gesetz hei ass allerhéchstens en éischte kleng Schrëtt an déi richteg Richtung, mä leider huet et esou vill Nodeeler, datt mir et net kënne matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech hat scho bei der Debatt d'Geleeenheet, dat hei ze soen, mä ech soen et erëm eng Kéier: An enger besserer Welt bräicht ee wéineg Police, vläicht souguer guer keng. D'Leit komme weder schlecht nach gutt op d'Welt. Si entsprangen hirem Milieu, deen hir sozial Bezéiungen, hir Educatioun, hir Verhalensweis bestëmmen wäert. An natierlech spillt och de fräie Wille vun all Eenzelnem, well mir Mënsche si weder ganz determinéiert, nach si mer fräi vun allen Zwäng. Jee no Schicksal hätt deeselwechte Mënsch en Dokter oder Pompjee kënne ginn, dee Liewe rett, oder e Kriminellen, deen aneren d'Liewen hält oder d'Liewen zur Häll mécht.

Mir liewen nach an enger Gesellschaft, déi Gewalt an allen Niveaue produzéiert. A wann déi sozial Gewalt an d'Schéier tëschent Räich an Aarm ëmmer méi grouss gëtt, da wäerten déi aner Forme vu Gewalt weider zouhuelen. Et geet eis net drëms ze entschëllegen. Et geet eis drëms ze erklären, datt d'Gewalt net vum Himmel eroffalt oder do ass, well et Leit gëtt, déi einfach esou wieren. Et brauch een nëmme uechtert d'Welt ze kucken: An deene Länner, wou den Ecart tëscht ganz aarm a ganz räich ganz grouss ass, do huet een et och mat extreme Forme vu Gewalt ze dinn.

Eng Saach ass awer wichteg ze verstoen, an ech wëll dat och betounen, well ech mengen, datt een déi Nuance erabrénge muss: Eng materiell a finanziell aarm Gesellschaft ass net gezwongenermoosse gewalttätig. Et sinn d'Ongläichheeten, déi des Gewalt produzéieren! Dofir stellt een oft vill méi Gewaltdelikter a Crimmen a grouse Metropole fest, wou déi zwou Welten openeeknallen.

Ech kann awer nëmme do virdru warnen, ze mengen, datt een des Problemer mat ëmmer méi Polizei an ëmmer méi Polizeimesurë bekämpfe kann, amplaz eng reell sozial an ekonomesch gerecht Politik ze maachen. D'Polizei spillt an engem gewëssene Mooss Pompjee vun de Resultater vun de sozialen Ongläichheeten.

Här President, ech hunn et virdru gesot, datt eben an enger besserer Welt mer net vill Police bräichten, mä mir si leider nach net esou wäit. Dofir ass an eisen Aen d'Police e wichtige Service public, deen e Minimum vu Gerechtegkeet ka bréngen do, wou Ongerechtegkeet geschitt. An dofir brauche mer eng Police, déi do ass fir d'Bierger, där hir Missioun kloer definéiert sinn. An dat ass zemoos wichteg fir d'Bierger, mä och fir d'Polizistinnen an d'Polizisten, déi um Terrain schaffen a mat heiansdo komplizéierte Problemer konfrontéiert sinn a wou et och fir si besser ass, datt si sech an engem kloer definéierten an delimitéierte Kader bewegen, wou se wëssen, wat se dierfen a wat se net dierfe maachen.

Et gi gewësse Mesuren, déi geschafe ginn am Kader vun der Police administrative, op déi ech herno zrëckkommen an deem Sënn. Mir zweifelen drun, well de Flou weder gutt ass fir Bierger nach och fir Terrainspolizisten. An der Police ass et wéi och an alle Beräicher an der Gesellschaft: Et si meeschtens déi, déi ënne sinn, déi d'Zopp ausläffe mussen. Et huet ee gemierkt op der leschter Generalversammlung vum SNPGL, datt e richteg Ongerechtegkeetsgefühl bei der Police, zemoos ënnert den ënneschten a mëttlere Carrièren, herrscht géintiwuer hirer eegener Direktioun.

Ech sinn net genuch an deser Welt bewandert, fir mer eng objektiv Meinung ze bilden, mä ech lauschten no, wat d'Leit soen, dat prinzipiell, an ech huelen dat och escht. An do muss ech awer soen, datt e puer Saache mech schockéiert haten, zum Beispill déi Saach och mat den Iwwerstonnen, déi Stagiairen net bezuelte kritt hunn.

Ech duecht ee Moment, ech hätt net richteg héieren. Ma neen, dat ass esou! Dat gouf souguer confirméiert. An et ass och nach an der Fonctioun publique, wou et geschitt. De Minister huet och op eng Question parlementaire geäntwert gehat, vum Här Kartheiser gestallt, datt dat och kéint geregelt ginn, ënner anerem och iwwert de Compte épargne-temps.

Mä elo hu mer souwisou awer trotzdem... Well et ass net alles schlecht an deem Gesetz, dofir wäerte mer eis och enthalen, datt soen ech lech dann och elo direkt. Et ass awer ze begreissen, datt elo am Gesetz den normale Re-

gimm och vun de Stagiairen agefouert gëtt wéi am Rescht vun der Fonctioun publique, wat hinne dann och eng besser Ufankscarrière garantéiert. Eng Ufankscarrière, déi zwar, muss een erëm betounen, aus klengleche Spuergrënn viru véier Joer verschlechtert gouf. Et huet een awer héieren - et ass jo elo gläich Wahlkampf -, datt deiselwecht, déi se verschlechtert hunn, et erëm wëlle réckgängig maachen. Et misst all Joers Wahlkampf sinn, da géife manner Dommheete geschéien.

Et muss ee leider awer och bedauern, datt weiderhi gewësse Servicer vun der Police net déi néideg Opwärtung kréien, déi se verdéngen. An dorobber kommen ech nach zrëck, wat den ECOFIN ugeet.

Da gëtt et och nach deen anere Problem, do stellen ech mer einfach e puer Froen, an zwar dee vum Transport vun de Prisonnéier. Do huet och d'Policegewerkschaft gefuerdert, datt den Transport vu Prisonnéier vum Prisonspersonal, am Volleksmond vun den „Giischercher“, misst assuréiert ginn. Dee gëtt awer vun der Police assuréiert. De Problem ass awer deen, datt e Prisonnéier engem Polizist wahrscheinlech verständlecherweis manner gutt geséint ass wéi engem Giischercher, well en deen net onbedéngt als Feind ugesäit.

Souwäit ech weess, ass de Justizminister net der Meinung, datt d'Police dat misst iwwerhuelen. Vlächcht kann een dorop eng Antwort kréien. E weist Neen, mä da kënne mer...

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Ech stinn zu 100% hannert deem Text, dee mer haut stëmmen, ouni iergendeen Zweifel.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Okay. An der Rei.

An da misst een awer och nach iwwer een Deel justement schwätzen, iwwert déi ekonomesch a finanziell Kriminalitéit zu Lëtzebuerg, wou mer wëssen, datt deen Deel, déi Sektioon vun der Police staark ënnerbesat ass. A vlächcht ass dat och bewosst ëmmer esou gewiescht. Ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen, deen dat mengt. Ech mengen, och d'Presidentin vun der APPJ huet dat an engem Interview am „Quotidien“ ugedeit.

An et konnt een och noliesen am Audit, datt d'ECOFIN-Sektioon net genuch ausgebild ass, mä och net déi néideg Formatioun kritt, fir esou komplex Dossierer ze meeschten. Zu Lëtzebuerg si se wahrscheinlech nach méi komplex wéi op anere Plazen. D'Resultat ass, datt PJ-Leit sech ebe méi op manner komplex Dossierer konzentréieren, dat heescht och op méi kleng Fësch, well fir déi déck ze fänken, huet d'Police weder d'Zäit nach d'Méttel. An dat dréit et net zur Moral bäi an deem Service, well déi Leit wëssen dat och. An dat kann och zu Burnout-Fäll féieren.

Et ass also en historiesche Fall souwisou vu Klassejustiz, well grad e staarke Renforcement vun deem Service kéint derzou bäidroen, datt ee kéint géint déi grouss Kriminalitéit, déi am Col blanc, virgoen. Dat ass natierlech manner mediewierksam wéi iwwer Platzverweis oder géint Obdachloser ze schwätzen. Et sinn der, déi reege sech regelméisseg iwwert d'Heescherten op, e puer aarm Däiwelen, déi e puer Euro froen, mä déi, déi Milliounen klauen, déi schéngen deiselwecht manner ze interesséieren.

Här President, och wann des Policereform néideg war, mierkt een, datt se nach staark geprägt ass vun der Ambiance, déi d'Attentater a Frankräich an an der Belsch an an nach anere Länner hannerlooss huet. Et soll ee sech awer viru Politiker hidden, déi Gesetzer maache wëllen no engem schlëmme Fait divers oder souguer no engem Attentat, wa jiddwereen ënner Schock ass.

Dat wierkt gutt an engem éischte Moment virun de Kamerae vun der Tële, mä et ass op laang Dauer geféierlech, well eppes Aussergewéinlech gëtt zur Normalitéit. Et ass och um Terrain wahrscheinlech net esou effikass, wéi ee mengt, an heiansdo souguer kontraproduktiv. A mir stellen eis awer och Froen iwwert d'Pertinenz vun enger Rei Mesuren an neie Méiglechkeeten am Kader vun der Police administrative.

Natierlech kann ee soen: „Dat geschitt alles am Kader vum Gesetz“, mä dat wëllt näischt heeschen, well et geschitt ëmmer alles am Kader vum Gesetz. E Gesetz garantéiert net onbedéngt ëmmer all Fräiheeten. Och e Polizeistat, dee mer glécklecherweis net sinn, schafft am Kader vum Gesetz. Dat dierf een ni vergiessen.

Bon, do gëtt et Beispiller, eben dat faméist Beispill vun den Identitéitskontrollen am Kader vun engem „danger grave, concret et imminent“, wou och d'Commission consultative des droits de l'homme gesot huet: „Et gëtt awer en Ënnerscheid tëschent ‚imminent‘ an ‚immédiat‘.“ Ech mengen, de Parquet huet dat och gesot, wou de Minister Kontrollen iwwer zéng Deeg renouvelabel kann ordonnéieren. Dat ass eng

Fro, a souguer de Cabinet d'Instruction stellt déi Fro och, ob dat wierklech net e Flou bedeit, dee kéint problematesch ginn.

Am Kader vun engem Refus kann déi Persoun awer och a Retentioun gehale ginn, wou een net wierklech weess, wat dat kéint bedeiten. Mir hunn zwar nach genuch Vertrauen an den aktuelle Fonctiounnement vum Stat a vun der Police, datt och net an deem Kader automatesch eng grouss Zuel vun Exzesser bedriwwen gëtt, mä d'Gesetz mécht an deem Sënn d'Dier op fir méiglech Exzesser, wann de politesche Kader sech änneren géif.

An et dierf een net vergiessen, datt et a Frankräich, wat och e Rechtsstat ass, zu Exzesser koum. Dat féint ee vlächcht anekdotesch, bis een emol selwer eng Kéier dovunner betraff gouf.

Och wat d'Fouillë vun Autoen ugeet, sinn d'Dieren opgemaach ginn. Bis elo sinn déi vun der PJ exekutéiert ginn. Dat gouf am Gesetz vun 2007 festgehalen. An enger éischer Fassung war deemools net virgesinn, datt de Procureur d'État déi misst unuerdnen. Dat ass duerno awer op Urode vum Statsrot an de Code d'Instruction criminelle eragefloss. Elo ass et awer esou, datt mer méi wäit ginn, net nëmme, datt de Procureur d'État net méi muss unuerdnen, mä datt en plus d'Police administrative an net méi d'PJ dat kann an deem Kader duerchféieren.

Mir stellen eis och Froen iwwert d'provisorescht Zoumaache vu Geschäfte a Caféen. De Problem ass deen, datt deemno wéi och finanziell Aboussen geschéien oder datt esou e Betrieb souguer e Reputatiounsverloscht kann erliden, wat ëmsou méi komplizéiert ka sinn, wann et net verdéngt war oder wann e grad eréischt opgemaach huet.

An dann den Traitement vu perséinlechen Daten, wou sech op déi Autoritéit vun 2002 beruff gëtt, wou zwee Membere vun der CNPD an de Procureur d'État général dra sinn. De Problem ass just, datt se weder iwwer e Budget verfüügt nach iwwer Ressources humaines, fir hir Missiounen iwwerhaapt ze erfëllen.

Dat heescht, et kann een ëmmer Saachen an e Gesetz schreiwen, mä wann de Contrôle iwwert d'Abusen net geschitt, dann ass dat e Pabeiertiger.

Voilà! Ech hunn e bëssen ze vill geschwat an, ech mengen, et geet och elo duer. Dofir, aus deenen Ursachen: Et gëtt positiv Avancéieren, op déi ech net all konnt agoen, dofir wäerte mer net dergéint stëmmen, mä et gëtt e puer Doutten, déi mer awer trotzdem hunn, dofir wäerte mer och net derfir stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet den Här Etienne Schneider, den zoustännge Minister fir déi bannenzeg Sécherheet.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Merci, Här President. Fir d'Alleréischte wëll ech der Rapportrice, der Madamm Dall'Agnol, e grouse Merci soe fir dee schrëftlechen an och mëndleche Rapport, a virun allem och fir déi Gedold an déi vill Reuniounen, déi mer haten, fir déi heite Reform endlech hinzekréien.

Ech mengen, dass jiddweree mat mer d'accord ass, och déi, déi haut net fir de Projet stëmmen, dass et eng schwierig Reform war. Eng schwierig Reform aus enger Rei Grënn, ënner anerem dowéinst, well et ganz vill Akteure gi sinn an där heiter Reform. Et ass net nëmme eng Reform, wou de Minister, deen zoustänneg ass fir d'bannenzeg Sécherheet, implizéiert ass, mä och de Justizminister ass dran implizéiert, och de Fonctioun-publiques-Minister ass dran implizéiert an och den Interieursminister ass a verschiddene Voleten an déi Reform implizéiert. Mä domat geet et net duer.

Mir hunn et och an där Reform mat enger grousser representativer Gewerkschaft vun der Police ze di gehat a mat enger ganzer Rei Personalvertriedunge vun der Police ze di gehat. Mir hu misse mat de Gemengen op enger ganzer Rei Punkten eens ginn. Mir hunn awer och misse mam Parquet eens ginn, fir déi Reform hei hinzekréien. An ech kann lech soen, aus deene Joren awer vun Diskussiounen, déi mer elo haten, dass vill Interète vun deene verschiddenen Akteuren diametral opposéiert waren an dass et dofir net ëmmer evident war, fir ze tranchéieren a fir eng Léisung ze fannen.

Dofir sinn ech och d'accord mat deene Riedner, déi haut hei gesot hunn, dass déi Reform



net jiddwengem zu 100% gefält, mä ech mengen, an där Reform hei kann een awer zréckhalen, dass se richtig ass, dass se gutt ass an dass se d'Police e gutt Stéck wäert virubrénge.

Mir hu probéiert, wéi mer mat där Reform hei ugefaangen hunn, dat an aller Transparenz ze maachen. Dat huet ugefaange mat engem Audit, deen och hei schonn erwänt ginn ass, dee mer transparent gefouert hunn, wou all Polizist, dee wollt matschaffen, och konnt matschaffen. Mir hunn duerno e Comité de suivi agesat, wou och jiddwengem, dee wollt matschaffen, konnt matschaffen.

Mir hunn eis bei all Text, dee mer proposéiert hunn, bei all Text, dee mer ausgeschafft hunn, mat de Gewerkschaften an de Personalvertriedunge getraff, fir déi verschidde Voleten ze diskutéieren. Och do ass vill, oft an héfteg diskutéiert ginn. Och do ware mer eis net ëmmer op all Punkt eens, mä mir hunn herno tranchéiert. An d'Resultat hutt Der haut zum Vott hei leien.

D'Zil vun där heiter Reform ass, méi Präsenz um Terrain ze kréien duerch eng besser Organisation vun der Police, awer och doduerjer, dass mer der Police besser Moyene ginn - legal Moyenen, budgetär Moyenen. Mir ginn der Police awer och eng ganz Rei nei Kompetenzen. An d'Rapportrice ass am Detail do-rober agaan.

An deem Kontext gëtt enner anerem d'Direction générale, also de Kapp vun der Police, reforméiert an hirer Organisation. Mir hunn awer och eng territorial Reorganisation virgeholl, wou mer zum Beispill vu sechs op véier Regionen zréckginn, déi dann och am Accord si mat den Arrondissements judiciaires. Alles dat geschitt, fir de Waasserkapp bei der Police ofzebauen a fir méi effikass kënnen ze schaffen.

Mir hunn d'Commissariats de proximité an d'Centres d'intervention an deem Sënn ofgeschafft an et ginn nach just d'Commissariater. 13 dovou si 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg op siwen op. An déi aner sinn an Zukunft vill méi laang op, an zwar am Prinzip tëschen siwen Auer moies an néng Auer owes. Et kann een och zu all Moment e Rendez-vous bei dem Commissariat vu sengem Choix huelen als Bierger.

A mir wäerten den nächste Mount online goe mat eisem E-Kommissariat, wou d'Bierger kënnen eng Rei Aktivitéiten, déi se bei der Police hunn, wann et drëm geet, eng Plainte ze maache respektiv e Vol ze annoncieren oder aneres, online maache vun doheem, an dat ganz onkompliziert.

Mir hunn eng komplett Reorganisation vun der Police judiciaire virgesinn, wou mer an Zukunft nëmme méi een nationale Service vun der Police judiciaire wäerten hu mat dräi Antennen. Och dat, fir méi koordinéiert kënnen géint d'Kriminalitéit hei am Land virzegoen. An dee Service de police judiciaire kritt ee Comité d'accompagnement, dee presidéiert gëtt vum Procureur général. An dee Comité d'accompagnement mam Procureur général an der Spëtz soll dann och iwwert d'strategesch Prioritéiten vun der Police judiciaire kënnen decidieren.

Mir hunn awer och fir d'Polizisten nei Carrières-méiglechkeeten agefouert, andeem mer souwuel d'Bachelorcarrière wéi och d'Redakteschcarrière bei der Police agefouert hunn.

Mir hunn - an ech hunn et virdu gesot - der Police eng ganz Rei nei Kompetenze ginn am Beräich vun der Police administrative. Et ass vir-drin e puermol erwänt ginn, dass d'Police, contrairement zu deem, wat d'Leit oft mengen, mä dass se kann, dass Saachen, déi et haut nach net ginn et an Zukunft ginn, dass se kann enner gewëssene Konditiounen Fouillé maachen (veuillez lire: dass et, contrairement zu deem, wat d'Leit oft mengen, an Zukunft Saache wäerte ginn, déi et haut nach net gëtt, dass d'Police enner gewëssene Konditiounen Fouillé ka maachen), Fouillé vu Vehiculé ka maachen, Contrôle-d'identité ka maachen, Etablissementer kann temporär zoumaachen oder och e Périmètre de sécurité kann aféieren. Alles dat sinn nei Kompetenzen, déi d'Police brauch, fir hir Aarbecht am Interêt vun der Sécherheet vun deem Land kënnen besser ze maachen.

En attendant ass et awer esou, dass mer net just un der Reform geschafft hunn, mä mir hu villen scho realiséiert, wat mer konnte maachen, ouni d'Gesetz vun haut hei ze hunn, esou zum Beispill déi Communautés de commissariats, déi mer agesat hunn, dat heescht, wou mer Commissariater zesummegeluecht hunn, fir dass si hir Effektivitéit zesummekréien, fir doduerjer méi Präsenz um Terrain kënnen ze weisen a méi effikass kënnen ze schaffen. Mir

hunn och mat enger Rei Gemengen Accorde fonnt, fir Fusiounen vu Commissariater ze maachen.

Mir hunn der Police entre-temps eng ganz Rei nei Equipementer ginn, an net nëmme nei Pistoulen, mä och aner Equipementer. Mir hunn de Budget vun der Police dofir e gutt Stéck an d'Luucht gesat. A mir hu rezent jo och déi Diskussioun nach gehat, dass mer op verschidde Plazen, op verschidde Hotspots am Land an Zukunft och nach méi mat Videosurveillance wäerte schaffen.

Mir hunn och, fir der Kriminalitéit entgéintzewierken, an deser Legislaturperiode eng ganz Rei Razzien organiséiert, speziell eben am Drogemilieu, mat engem relativ interessanten Erfolg. Dat geet natierlech net duer. Mir wäerten och do weider ab haut, wann Der dat da stëmmt, hu mer et fäerdegbruecht, dass d'Kriminalitéit am Schnëtt zënter dem Joer 2014 all Joer ëm 4,5% erogaangen ass. An ech kann lech soen, dass mer dovunner ausginn, dass mat där Reorganisation, mat där Reform, déi mer haut hei wäerte stëmmen, deen doten Trend nach däitlech wäert verbessert ginn.

Mat all deenen dote Mesuren, also ouni elo nach d'Gesetz ze hunn, well dat kennt jo eréischt dann ab haut, wann Der dat da stëmmt, hu mer et fäerdegbruecht, dass d'Kriminalitéit am Schnëtt zënter dem Joer 2014 all Joer ëm 4,5% erogaangen ass. An ech kann lech soen, dass mer dovunner ausginn, dass mat där Reorganisation, mat där Reform, déi mer haut hei wäerte stëmmen, deen doten Trend nach däitlech wäert verbessert ginn.

Ech wëll awer ee Wuert soen zu der Approche vun der CSV, wat dat heite Gesetz ugeet: Ech fanne se ganz einfach schued! Ech erënnere mech drun, dass d'CSV laang an oft de Justizminister hat, dass d'CSV laang an oft de Policeminister hat, dass d'CSV souguer zäitweis de Justizminister hat, dee gläichzäitig Policeminister war. An all déi Punkten, weinst deene se haut dat Gesetz net wëllt stëmmen, huet se awer net fir néideg fonnt ëmzesetzen, deemools, wéi se de Pouvoir hat, fir dat ze maachen. Dat fannen ech ganz schued an dat weist, wéi éierlech et hinne mat deenen doten Amendementer gemengt ass.

Dovun ofgesi schwätzt d'CSV dauernd vu Proximitéit. Ech wëll d'Kollegee vun der CSV drun erënnere, dass et d'Kollegee vun der CSV sinn, déi an hirem Gesetz en Ennerscheid gemaach hunn tëschen Policebeamten, déi zoustänneg si fir d'Proximitéit, an deenen, déi net dofir zoustänneg sinn. Et ass duerch dat heite Gesetz, wou mer deen Ennerscheid ophiewen a wou an Zukunft all Polizist an deem Land zoustänneg ass fir d'Proximitéit beim Bierger.

An dann nach eppes, léif Kolleginnen a Kollegen: Wa mer haut méi wéi 200 Polizisten netto méi um Terrain hunn, da mengen ech, ass dat Proximitéit gelieft. Dat ass, mengen ech, vill méi wäert, wéi farfelu Artikelen an engem Gesetz wëllen ze änneren. Et geet drëm, Polizisten anzustellen a Polizisten op den Terrain ze kréien. An et ass genee dat, wat mer mat där heiter Reform wäerte maachen. Dofir fannen ech et schued, dass d'CSV decidéiert huet, déi batter néideg Policereform hei, am Interêt vun der Sécherheet vun de Bierger, mä och am Interêt vun den Aarbechtskonditiounen vun der Police, net ze stëmmen. Dir weist domadder, dass Der net hannert der Police stitt. An ech fannen dat schued.

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Eieieieie!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Ech fannen dat schued fir eng Partei, déi dat Land hei wëllt geréieren a regéieren. Ech fannen dat definitiv schued. An ech géif mer d'Fro erlaben, ob Der dann an Äre Wahlprogramm schreift, dass Der d'Policegesetz, wann Der da gewielt gitt, erëm opmaacht an dann déi doten Amendementer alleguerten do dräbréngt. Ech huelen un, dass ech do nach eng Äntwert wäert drop kréien.

Ech wëll op alle Fall vun där heiter Plaz alle Bedeelegten e grouse Merci soen, déi hei un där Reform matgeschafft hunn, deene ville Polizistinnen a Polizisten, déi mat dru geschafft hunn. Ech wëll der Gewerkschaft, dem SNPGL, an deenen anere Personalvertriedungen e grouse Merci soe fir hir Mataarbecht. Och wann et net ëmmer einfach war, och wa mer eis oft an den Hoer haten oder Divergenzen haten op verschidde Punkten, war Är Mataarbecht awer extrem wichteg, fir dass eppes Seriöses hei dobäi erauskënn.

Ech wëll och der Generaldirektion vun der Police Merci soen an un hirer Spëtz dem Philippe Schrantz, dee ganz, ganz vill Nerven och huet missen opbréngen, bis mer dee Gesetzesprojekt

hei haut konnte stëmmen. Ech wëll och dem Parquet Merci soe fir déi ganz gutt Kollaboration, déi mer mat hireren haten. An da wëll ech natierlech och dem Frank Reimen an dem Martine Schmit stellvertriedend fir all meng Leit aus dem Ministère vun der Sécurité intérieure Merci soe fir déi vill Iwwerstonnen, déi se och hei hu misse maachen, fir dat doten hinze kréien, an natierlech och de Kollegeen aus der Regierung, speziell dem Félix Braz an dem Dan Kersch, déi zesumme mat hire Beamte ganz vill un deem Projet matgeschafft hunn.

Finalemment wëll ech am Numm vun der Regierung hei awer och d'Geleeenheet notzen, fir alle Polizistinnen a Polizisten, mä och dem Zivilkader vun der Police e grouse Merci ze soe fir hiren Asaz am Alldag am Interêt vun der Sécherheet hei am Land, wat net ëmmer einfach ass, wat ganz oft schwéier Konditiounen fir si sinn. E grouse Merci un lech fir Ären Asaz am Interêt vun der Allgemengheet!

An domat schléissen ech meng Ried a soen lech elo scho Merci fir de Vott vun deem do Gesetz. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat doten huet scho bal wéi eng Abschiedsried geklungen.

(Hilarité)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Freet lech net ze fréi!

(Hilarité)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ier mer zur Ofstëmmung vum Gesetz iwwerginn, komme mer zu den Amendementen, déi vun de Kollegee vun der CSV abruecht gi sinn.

Amendements

Ass et gewënscht, déi Amendementen zousätzlech ze erklären? Ginn et soss Stellungnamen dozou?

(Négation)

Dat ass dann net de Fall. Da géife mer fir d'Éischt den éischten Amendement, deen den Artikel 2 vum Projet betrëfft, zur Ofstëmmung bréngen.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha)

► **Une voix.** - D'DP ass e bëssen duerjernee mat den Amendementen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Muss ech et molen?

(Hilarité)

Et geet ëm déi dräi Amendementen, déi abruecht gi si vun de Kollegee vun der CSV. Déi, déi mat den Amendementen vun der CSV averstane sinn, stëmme mat Jo.

► **Une voix.** - Mir haten et verstanen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An déi, déi net mat den Amendementen averstane sinn, stëmme mat Nee. Ass dat verstanen?

(Brouhaha)

Jo, ech ginn dovun aus. Ass de Vott ofgeschloss? Huet jiddwengem korigéiert, wat ze korigéiere war? Okay.

(Brouhaha)

Nee, et geet net duer.

(Hilarité)

Et ass 30-mol Nee an 29-mol Jo.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 1 est rejeté par 26 voix pour et 34 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty

Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Exclamations et brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech mengen, den Här Bodry hat awer recht. Den Här Bodry hat recht.

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Probéier nach eng kéier, mir hunn zwou Chancen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da géife mer zum Amendement Nummer 2 iwwergoen.

Vote sur l'amendement 2

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

26-mol Jo an 33-mol Nee.

(Exclamations et brouhaha)

Domat ass den Amendement ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 2 est rejeté par 26 voix pour et 34 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da géife mer zum drëtten Amendement iwwergoen betreffend den Artikel 48.

Vote sur l'amendement 3

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

34-mol Nee a 26-mol Jo. Domat ass den Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert den Ensembl vum Projet de loi iwwergoen. Déi, déi mam Projet d'accord sinn, stëmme mat Jo. An déi, déi net mam Projet an där doter Form d'accord sinn, stëmme mat Nee.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7045 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

32-mol Jo, 26-mol Nee, bei 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet 7045 adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwerzegoen, dem Projet de loi 7262 iwwert d'Feierwierksartikelen. D'Rapportrice ass d'Madamm Tess Burton a si huet direkt d'Wuert.

7. 7262 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques**Rapport de la Commission de l'Économie**

Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.- Genau. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, komme mer elo zu de Feierwierkskierperen. De Projet de loi, deen ech lech elo hei presentéiere wäert, ass e ganz kleng Projekt, mat deem mer eng Ongenauegkeet aus der Welt schafen. Ëm wat geet et genau?

De 27. Mee 2016 hate mer hei am Haus e Gesetz gestëmmt, mat deem mer eng Direktiv iwwert d'Feierwierkskierperen ëmgesat hunn. D'Feierwierkskierpere sinn a verschidde Kategorien - F1, F2, F3 an F4 - ageedeelt, jee nodeem, wéi en héije Risiko se kënnen hunn. Deemools ass festgehale ginn, dass d'Kategorien F1, F2 an F3 kéinte fräi verkaaft ginn, mä fir d'Feierwierkskierperen aus der Kategorie F4 muss de Keefer eng Autorisatioun nowiesen.

Dëst ass allerdéngs net am Aklang mat der ITM hirer Bestëmmung. Dofir wäerte mir mat deem Gesetzestext d'Kategorie F3 och ënnert d'Autorisatioun an ënnert d'Konditiounen vun der ITM stellen, esou wéi dat aktuell de Fall ass mat de Feierwierkskierperen aus der Kategorie F4.

Mat der Kategorie F3 sinn also dann och déi Feierwierkskierpere concernéiert, déi e mëttlere Risiko duerstellen, déi dobaussen am Fräien agesat kënnen ginn op groussen an oppene Plazen, mä wou de Schall, also de Geräischpegel kee Gesondheitsrisiko fir d'Mënschen duerstellt.

D'Feierwierkskierperen aus der Kategorie F4 presentéieren en erhéichte Risiko an anescht wéi aktuell fir d'Kategorie F3 dierfen d'Feierwierkskierpere vun där Kategorie och just vu Leit benotzt ginn, déi e speziell Wëssen duerch eng Formatzioun erlaangt hunn.

Här President, mat deemem Gesetzestext ännere mer dann elo d'Zougangsbestëmmung vum der Kategorie F3. Wéi elo scho bei der Kategorie F4 wäerte just nach Leit mat enger spezieller Formatzioun Feierwierkskierpere vun der Kategorie F3 kënnen kréien a benotzen. Esou bleiwen um Enn nach d'Feierwierkskierpere vun de Kategorien F1 an F2, déi net ënnert d'Zougangsbestëmmung vum der ITM falen. D'Kategorie F1 si Feierwierkskierperen, déi e ganz schwaache Risiko duerstellen an e minime Schall hunn.

Si kënnen a geschlossene Raim benotzt ginn. An d'Feierwierkskierperen aus der Kategorie F2 stellen och e schwaache Risiko a Geräischpegel duer. Si kënnen dobaussen am Fräie benotzt ginn oder an zouene Raim.

Déi zwou Kategorië si fräi fir jiddwereen um Marché verfügbar. Mir alignéieren eis mat deem Gesetzestext och un eis Nopeschlänner, d'Belsch, Däitschland an Holland, déi d'Kategorie F3 mat der Kategorie F4 scho gläichgestallt hunn. Domat brauch een also an Zukunft als Verbraucher eng speziell Formatzioun, souwuel fir d'Feierwierkskierperen aus der Kategorie F4 wéi och aus der Kategorie F3 kënnen ze kafen.

De Moment ass et esou, dass d'Feierwierkskierperen aus der Kategorie F3 net zu Lëtzebuerg verkaaft ginn, well de Stockage vun esou enger Wuer ze opwendeg ass. Wann esou Feierwierkskierperen de Wee op Lëtzebuerg fannen, dann ass dës Wuer am Ausland kaaft ginn. Hei zu Lëtzebuerg ginn et haaptsächlech zwee Rendez-vousen am Joer, wou Feierwierkskierpere kaaft ginn. Dat ass fir Nationalfeierdag, wat jo elo geschwënn ass, an och fir Sylvester.

Mat dëser Präzisioun am Gesetz soll d'Zuel vun den Accidenter mat Feierwierkskierpere reduzéiert ginn. D'Statistike vun 2013 bis 2014 (veuillez lire: 2016), dat heescht während véier Joer, hu 35 Accidenter an de Kliniken opgewisen. Allerdéngs ginn et keng Detailler, mat wéi enge Feierwierkskierperen dës Accidenter geschitt sinn, ob dat elo Knupperten aus der Kategorie F1, F2, F3 oder F4 waren.

Voilà, nach e puer technesch Informatiounen: De Projet de loi gouf de 15. Mäerz 2018 vum Wirtschaftsminister deposéiert. Eng Woch drop koum schonn den Avis vun der Chambre de Commerce an dräi Wochen drop huet de Statsrot säin Avis publizéiert.

D'Chambre de Commerce an de Statsrot haten an hiren Aweise keng weider Remarken, soudass de Rapport zu deemem Projet den 3. Mee an der zoustänneger Kommissioun ugeholl konnt ginn.

Voilà. Dëst scho gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deemem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och der Madamm Rapportrice. Kann ech dovun ausgoen, dass sämtlech ageschriwwen Riedner - d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch, déi Häre Max Hahn a Gérard Anzia - den Accord bréngen, oder ass deen een oder deen aneren, dee méi wëllt dozou soen?

Une voix.- Ech si Feier a Flam.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Voilà. Dir sidd alleguer Feier a Flam, hunn ech héieren. A wéi ass et mam Här Minister?

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.- De Minister ass ganz zefridde mam Rapport vun der Rapportrice vun der Kommissioun.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Majo da géif ech Merci soen a mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7262 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung vum Projet de loi 7262 fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hunn Unanimitéit mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum Projet de loi 7232 iwwerzegoen. Dat ass e Projet iwwert d'Lettres de gage am Finanzsecteur. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler.

8. 7232 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en vue de l'introduction de lettres de gage portant sur les énergies renouvelables**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

M. André Bauler (DP), rapporteur.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Beräich vun de grénge Finanzen ass e Secteur, deen eng speziell Relevanz fir Lëtzebuerg huet. Zum engen ass et e wichteg Element an der Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft a besonnesch hei vun eiser Finanzplatz. Et ass e Creneau, deen enorm gewuess ass an de leschte Joren a weiderhin nach vill Potenzial huet.

Lëtzebuerg huet do viru méi wéi zéng Joer déi richteg Jalone gesat, fir dass et haut weltwäit ee vun de beschte Standuerten fir d'Green Finance ass. Méi wéi d'Halschent vun de grénge Obligatiounen op der Welt ginn hei bei eis cotéiert.

Lëtzebuerg huet an deemem Kontext fréi d'Chancé gesinn an Innovatiounsgeescht bewisen. Mir waren a si Virreider an deem Beräich a wëllen dat och weider bleiwen, doduerch dass mer ënner aneren nei an innovativ Produkter fir d'Finanzmäert schafen, esou wéi dat mat deemem Gesetzesprojekt geschéie soll.

De Finanzsecteur ass zum aneren awer och eng wichteg Plattform, fir déi nohalteg Entwécklung an d'Dekarboniséierung vun eiser Energieproduktioun ze finanzéieren. Et muss ee sech bewosst sinn, dass déi effentlech Hand déi massiv Investitiounen an erneierbar Energien, an d'Kreislafwirtschaft an an den Émweltschutz net eleng meeschtere kann.

Duerfir ass et néideg, privat Investisseuren a privat Kapital unzezéien, doduerch dass de Stat den néidege Kader an déi néideg Sécherheete bitt. Tatsächlech ass d'Definitioun vun „gréng“ oder „nohalteg“ am Kader vun Finanzprodukter nach ëmmer relativ flou, well et keng international Standarde gëtt. Et gi wuel Labels wéi den „Green Bond“ Label oder den „Climate Finance“ Label, fir Investisseure méi eng grouss Sécherheet ze bidden.

Mat deemem Gesetz gi mer allerdéngs nach e Schratt méi wäit: Duerch d'Schafe vun enger „lettre de gage énergies renouvelables“, also engem Pandbréif fir erneierbar Energien, leed mer per Gesetz ganz präzis Kritäre fest, fir dass esou e Finanzproduit als grénge Pandbréif ka gellen. An et muss ee wierklech soen: Dat ass e weltwäiten Novum. Dat gëtt et bis ewell soss néierens. Op dës Manéier hunn d'Investoren eng grouss Sécherheet a Vertrauen an de Produit, dee se kafen.

Wat genee ass déi Lettre de gage énergies renouvelables? A wat gëtt am Gesetz diesbezüglich festgehale? Mam Gesetzesprojekt 7232 kréie Banken, déi op d'Emissioun vun Pandbréier spezialiséiert sinn, d'Méiglechkeet, fir eng nei Zort Schold opzehuelen, nämlich déi, déi duerch Rechter a Sécherheeten op materielle Gidder fir d'Produktioun vun erneierbaren Energie gedeckt ass.

Dës Rechter a Sécherheete mussen, wa se net an engem effentleche Regëster agedroe kënnen ginn, duerch e juristeschen Avis bestätegt ginn. De Gesetzestext definéiert dës Gidder och ganz genee. Dat sinn zum Beispill d'Material fir d'Produktioun, de Stockage an d'Transmissioun vun Energie, d'Assurancen, d'Rechter, d'Creancen an d'Akommens vun enger Entreprise an deem Beräich an esou weider an esou fort.

Duerch d'Droits de substitution gëtt des Weideren d'Kontinuitéit an d'Capacitéit vum Projet, fir Revenuen ze generéieren, garantéiert. Donieft gi mat deemem Gesetzesprojekt op Ureegung vun der Europäescher Bankenautoritéit och nach punktuell Ännerungen um generelle Regimm vun de Pandbréifbanke gemaach.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 29. Mee weider keng Observatioun, keng Bemierkung ze maachen an huet säin Accord zu deemem Gesetzesprojekt ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll de Beamten aus dem Finanzministère

Merci soe fir déi kompetent Begleedung an deem Dossier, besonnesch dem Här Andy Pepin, deen eis hei och op der Tribün en direct nolauschtert. Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu deemem Gesetzesprojekt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV).- Jo, Merci, Här President. Wéi mir dat vum Rapporteur gewinnt sinn, huet hie wéi ëmmer en exzellente schrëftlechen an och mëndleche Rapport ofgelievert. A mir bleift just nach, den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Da wär et um Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP).- Jo, Här President, dat hei ass e Projet, dee mir als LSAP begrëissen, well e sech an de Secteur, an de Beräich vun de grénge Finanzen areit, wat eng wëllkommen Diversifikatioun ass vun onsem Finanzsecteur, wou schon eng ganz Rei Produkter an nei Instrumenter geschaaft gi sinn. De Rapporteur huet de LuxFLAG genannt, déi gréng Bourse, mä och aner Initiativen zéien do de Finanzsecteur à contribution, fir och eppes fir d'Émwelt ze maachen, an dat ass natierlech eng gutt Saach.

Mir krute gesot an der Kommissioun vun de Beamte vum Finanzministère, dass et hei Akteure gëtt, déi sech dofir interesséieren, fir iwwer Lëtzebuerg Pfandbréifbanken esou instrumenter ze emetteieren. Dat ass am Fong en neien Elan fir en Instrument, d'Pfandbréier, déi zu Lëtzebuerg ni schrecklech vill Succès hatten. An dofir, mengen ech, ass dat och en interessante Punkt hei. Dat ass effektiv e ganz sécher Instrument, wat meeschtens e ganz héije Rating huet an dofir och sécher ass fir d'Investisseuren.

Mir kruten och gesot, an dat ass, mengen ech, och wichteg, dass et hei kee Risiko vun deem sougenannten „greenwashing“ gëtt, dat heescht där Praxis, déi am Fong doranner besteet, dass ee Saachen, jo, „gréng“ wäscht, dat heescht Saachen, déi a Realitéit näischt ze dinn hu mat den Erneierbaren, dass déi effektiv dann esou ugestrach ginn.

Et ass esou, dass déi Bienen, déi Avoiren, déi hei all déi Pfandbréier do ofsécheren, ëmmer mussen e Lien hu mat den Erneierbaren, sief dat Infrastrukturen, sief dat Creancen oder soss aner Gidder, mä et muss ëmmer e Lien hu mat erneierbaren Energien.

Dann en drëtten Punkt, deen och nach, mengen ech, derwärt ass, genannt ze ginn, dat ass, dass et bei der Valorisation vun dësen Avoiren, déi munchmol e bëssen delikat ka sinn, am Fong och eng ofsécherung gëtt, doduerch dass e spezielle Reviseur hei muss eng Valorisation ofgi vun deene Bienen no enger Method, déi „en bon père de famille“ geschitt, dat heescht, op eng ganz virsiichteg Aart a Weis iwwert d'Bün geet, soudass een, mengen ech, hei en Instrument huet, wat sécher ass, wat am Interêt vun enger Diversifikatioun vun onsem Finanzsecteur ass. An dofir, mengen ech, sollt et och vu jiddwerengem kënnen guttgeheescht ginn.

Dat gesot, géif ech nach dem Rapporteur André Bauler Merci soe fir säi gudden Rapport an den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. An d'Wuert huet direkt den Här Henri Kox.

M. Henri Kox (déi gréng).- Jo, Merci, Här President. Ech wëll et och ganz kuerz maachen, mä erlaabt mer, dass ech awer zwou Minutten d'Wuert ergräifen. Ech wëll fir d'Éischt dem Här Bauler Merci soe fir den ausféierleche Rapport hei vun deem, ech mengen, wichtege Gesetz. Dëst Gesetz reit sech an d'Klimapolitik vun der Lëtzebuerg Regierung an. Ech mengen, d'COP21 huet gewisen, dass mer vill mussen ënnerhuelen. An ënner aneren huet Lëtzebuerg jo och deemools bewisen, dass et och op esou enger Konferenz ganz gutt ka mathahlen.

Ech hat d'Chance, bei der COP23 och nach eng Kéier derbäi ze sinn zu Bonn. An de Finanzminister war mat op Bonn. Et war wierklech déi éischte Kéier, wou e Finanzminister mat op esou eng Klimakonferenz gaangen ass. An et waren eng ganz Rei vun interessante Virtrag vu Lëtzebuerg Initiativ am Lëtzebuerg

Pavillon, fir eben enner anerem déi verschidde Finanzprodukter, déi et méttlerweil an deem Beräich hei zu Lëtzebuerg ginn, och dem grand Public virzestellen. Dëst reit sech effektiv an eng ganz Rei vu gudden Initiativen an.

An et ass och wichteg, dass mer finanzkräfteg Leit fir dat sensibiliséieren, well mir brauchen eng Hiewelwierkung, fir kënnen dat ze stemmen, d'Iddi vun deemools vum Juncker-Projet, fir ze soen, d'Europäesch Investitiounsbank gëtt eng gewisse Garantie, a mir probéieren, um private Marché Suen ze fannen, fir an déi Richtung ze goen. A vun deene Sue gi jo och ganz vill Projeten an d'erneierbar Energien. A wa mer d'Transition énergétique wëlle packen, kann et nëmme iwwert dës Instrumenter goen.

Den Här Bauler hat et nach explizit och erklärt: De Greenwashing ass och eppes, wat eis uewe läit. An dofir ass et wichteg, dass heimatder och ganz kloer Kritäre verbonne sinn, fir kënnen dann den Investisseuren, awer och dem grand Public no baussen ze weisen, dass et ëm effektiv richteg Finanzéierung vun erneierbaren Energie geet.

Ouni deesen Invest kënnen mer et net packen. Dofir kënnen mer nëmme hei dat begrëssen. An ech bréngen dofir den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet den Här Finanzminister d'Wuert, den Här Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll e puer Wuert hei vun der Tribün soen, well dese Projet ass nawell e wichtige, well et eng Weltpremière ass, déi mer hei aféieren. Esou e finanzielle Produit gëtt et de Moment op der Welt nach net. An dofir freeën ech mech, dass Lëtzebuerg dat Land ass, wat dat aféiert.

Fir d'Éischt e grouse Merci un den André Bauler fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. En zweete Merci geet un alleguerten d'Akteuren an der Procédure législative, dass mer dat relativ séier hei kënnen an der Chamber stëmmen. D'Initiativ ass um Ufank vum Joer gewiescht. Mir hunn hei no enger kuerzer Zäit dat kënnen fäerdegbréngen.

Den André Bauler huet eis richtegerweis erklärt, dass déi Lettres de gage op Lëtzebuergesch Pandbréiwer sinn. Dat ass en typescht lëtzebuergesch Wuert, wat natierlech aus dem Däitsche kënnt. Mir hu scho Pandbréiwer zu Lëtzebuerg gehat, awer nach keng nohalteger, nach keng gréng.

Wat wichteg ass, a souwuel den André Bauler wéi och den Deputéierte Fayot an den Deputéierte Kox hunn drop insistéiert, dat ass, dass dat hei - tëschent Guillemeten - e ganz „serioe“ Produit gëtt, dat heescht, wou d'Moosstief, wou d'Standarden, déi virgesi sinn, seriö sinn, fir dass dat e kredibele Produit op den internationale Marchéen ass. Dat hei erlaabt eis, eis Finanzplaz ze diversifizéieren. An déi héich Standarden wäerten och dann zum Succès vun deem Produit bäisteieren.

Ech géif gären och hei soen, dass et derno ausgesäit, wéi wann am zweete Semester dann och déi alleréisch esou gréng Pandbréiwer géifen op de Marché kommen. Dann hu mer net nëmme als Éischt e Gesetz, mä och als Éischt dee Produit op de Maart bruecht. Dat kompletéiert dann eis Panoplie vu gréng Produiten.

Ech wëll vläicht ennersträchen, dass ronn een Drëttel vun den nohaltegen Investitiounsfongen schon haut zu Lëtzebuerg gefouert ginn, dass bal zwee Drëttel vun alle Mikrofinanzfongen, déi et an der Welt gëtt, och hei zu Lëtzebuerg ugesidelt ginn. Dir gesitt, dass mer also hei am Domän vun den Obligatiounen a vun de Fongen un der Spëtzt leien.

Wann ech scho vun Obligatiounen, vun nohalteger grénger Obligatiounen schwätzen, erënnerech eng drun, dass déi alleréisch 2007 zu Lëtzebuerg - dat war och eng Weltpremière - listéiert ginn ass vun der Banque européenne d'investissement. Mir hunn als Lëtzebuerg Regierung an deene leschten zwee Joer mat der BEI, déi jo hei hire Sëtz huet, eng ganz Rëtsch Initiative geholl. Ech rappeléieren, dass mer eng Plattform mat hinnen hu vu 60 Milliounen Euro, hallef an hallef, wou ech als Lëtzebuerg Regierung zesumme mat der Madamm Minister Carole Dieschbourg op der Lëtzebuerg Sait dat lancéiert hunn. Mir hunn en

Accelerateur geschafene a mir hunn haaptsächlech dat Ganzt émmert d'Zeeche vum Klimaschutz gesat.

Et ass esou, dass vill vun deene gréng Saachen net onbedéngt mam Klimaschutz ze dinn hunn. Déi kënnen ganz diversifiéiert an aner Zwecker hunn. Mä de Fait, dass mer et haaptsächlech versichen am Klimaschutz ze maachen, erlaabt eis, d'Konventioun vu Paräis méi séier a méi breet ëmzesetzen, well wa mer wëllen déi ambitiéis Ziler vun der Paräiser Konventioun ëmsetzen, da geet et net duer, dass Lëtzebuerg seng Emissiounen erfesetzt, wat mer natierlech wäerte maachen, mä da muss mer de Levi er, dee mer mat eiser Finanzplaz hunn, ausnotzen, fir deenen Ziler méi no ze kommen.

D'Lëtzebuerg Finanzplaz ass vun enger Agentur, déi Green Financial Centres kuckt an zertifizéiert, gekuckt ginn, an déi seet, dass Lëtzebuerg déi zweet Finanzplaz op der Welt ass, wat d'Penetratioun ubelaangt vu gréngen Instrumenter. Mat deem Produit, mat deene gréng Pandbréiwer, déi mer haut hei aféieren zu Lëtzebuerg an eiser Gesetzgebung, stärke mer déi Positioun, déi Lëtzebuerg do an der Welt huet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7232 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7232 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech, dann d'Procuratiounstëmmen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hunn Unanimitéit mat 59 vun 59 ofginnene Stëmmen: Domat ass de Projet de loi 7232 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7232 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An als leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer eng Ofännerung, en Ofännerungsvorschlag un eise Chamberreglement. An d'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Alex Bodry.

9. 7299 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zesumme mat de Kolleeg Viviane Loschetter a Claude Wiseler hunn ech eng Proposition de modification vun eise Reglement hei ennerschriwwen, dat opgrond vun Diskussiounen, déi mer an der Conférence des Présidents hatten.

Bei deesen Ofännerunge vun eise eegene Chamberreglement geet et eigentlech drëm, fir zwee Gesetzer, déi mer kierzlech gestëmmt hunn, och an eise Reglement ëmzesetzen, well u sech do Elementer dra sinn, déi net méi konform sinn zu deem, wat mer haut am Reglement stoen hunn.

Dat ass fir d'Éischt emol e Gesetz vum 7. November 2017 iwwert de Centre pour l'égalité de traitement, deen ënnert d'Fitticher vun der Chamber fält, déi also fir deen elo och dann zoustänneg ass. An ënnert déi Zoustännegkeet vun der Chamber gehéiert och, dass déi d'Finanzkontroll vun deem Centre pour l'égalité de traitement mécht. Déi gëtt d'selwecht opgebaut, wéi dat haut schon de Fall ass bei der Cour des comptes respektiv beim Mediateur. An et ass also esou, dass dat geschitt iwwer eng Spezialkommissioun vun der Chamber a mat Hëllef vun engem Réviseur d'entreprises, dee Joer fir Joer vun der Chamber bestëmmt gëtt. Déi nei gesetzlech Bestëmmung gëtt dann elo ëmgesat an eise Chambersreglement.

E bësse méi eng gréisser Ofännerung betrëfft dann u sech d'Chamber selwer, wat hir Sessiounen ugeet a wat hir Organisatioun betrëfft, an dat, well mer eis jo och iwwer eng Ofännerung vun eise Wahlgesetz eens waren, duerch e Gesetz vum 15. Dezember 2017, wou mer zwee wichteg Prinzipien eigentlech festgehalten hunn, an zwar déi, déi drop erauszilen, dass kee parlamentaresche Vakuum entsteet, wa bis Wahle festgesat sinn, dass, wann et also zu engem normale Wahltermin kënnt, dann u sech déi besteeënd Chamber am Amt ass, bis déi nei Chamber hir Wahle validéiert huet an also kann eng éischte Kéier zesummekommen.

Och do hu mer jo am Gesetz geännert, dass et elo net méi duerch eng Convocatioun vum Statsminister ass, wou déi nei gewielte Chamber zesummekënnt, mä dass dat a date fixe geschitt, an zwar den drëtten Dënschdeg no dem Wahlsonndeg. Dat heescht also, am Kloertext gëllt dat elo bei deene Wahlen, déi mer de 14. Oktober hunn, dass dann den 30. Oktober géif déi nei gewielte Chamber zesummekommen. A bis dohinner bleift dës Chamber am Amt.

Duerch deen neien Termin vum Oktober, wou elo d'Wahlen an Zukunft wäerten, sauf accident de parcours, ëmmer stattfannen, kréie mer eng kleng Interferenz mat der Dispositioun aus eise Chambersreglement, déi seet, dass sech dës Chamber fir eng Session ordinaire all Joers den zweeten Dënschdeg am Oktober automatesch trëfft.

Dat muss mer virgesinn, well d'Verfassung nach ëmmer vu Sessioune schwätzt. Mir hunn eigentlech wëlle gehat, dass mer déi Iddi vun de Sessioune sollte fale loossen an Zukunft, dass am Fong d'Chamber sech géif permanent an enger Sessioune befannen. Mä, wéi gesot, den Ausdruck vun der Sessioune steet nach ëmmer am Artikel 72.(1) vun der aktueller Verfassung, wou drasteet zur Session de la Chambre: «La Chambre se réunit chaque année en session ordinaire (...)», an eise Chambersreglement seet dann, wat dat heescht. Dat heescht also, dass se sech muss d'office versammelen den zweeten Dënschdeg am Oktober.

Dat géif elo dëst Joer an e puer Méint dozou féieren, dass mer u sech de 14. Oktober Wahlen hunn an dass mer den 9. Oktober, also e puer Deeg virum Wahltermin, hei missten zesummekommen. Et ass jo schéin, fir sech erëmzugesinn, mä et huet awer keen esou richteg Loscht an et gesäit virun allem keen de Sënn an, firwat mer dann eng feierlech Ouvertür, eng Reentrée parlementaire praktesch sollten hunn den 9. Oktober, wou dann och de President an de Chambersbureau géifen nei bestëmmt ginn, wou mer u sech kéinten d'Kommissiounen nei bestëmmen, fir dass mer eis dann an e puer Deeg bei Wahle géifen erëmfannen.

Duerfir ware mer der Meenung, dass eigentlech misst méi Flexibilitéit an deen dote System erakommen. An dat geschitt doduerjer, dass elo an eise Reglement géif stoe kommen, dass d'Chamber d'Méiglechkeet huet, op Proposition vun der Conférence des Présidents ze decidéieren, dass d'Chamber net deen zweeten Dënschdeg am Oktober automatesch zesummekënnt. Et ass also geduecht haaptsächlech, fir eben op dës speziell Situatioun an de Wahljore kënnen ze reagéieren.

Do hate mer Eestëmmegkeet och an der Conférence des Présidents, an der Commission du Règlement, fir op deen dote Wee matzuegoen.

A wann dat heite bis gestëmmt ass, da gëtt d'Reglement publizéiert. A wann et bis publizéiert ass, da kënnen mer dann och gläich drop eng Resolutioun stëmmen, wou mer da fir deen heite Fall vun deem Joer géifen dräschreiwene, dass d'Chamber net bräicht den zweeten Dënschdeg am Oktober zesummenzuekommen. Domadder wär dee Problem, mengen ech, geléist.

Et gëtt eng nei Situatioun, wa mer eng nei Verfassung hunn. Wann den Text esou gestëmmt gëtt, wéi en elo proposéiert ass, da brauche mer dat ganzt Gedeesmes ronderëm déi Sessioune eigentlech net méi nach eng Kéier virzugesinn an eise Reglement. Mä fir de Moment

gëllt déi aktuell Verfassung an duerfir muss mer weider un deem heite System festhalen. Dat gëtt also déi néideg Flexibilitéit, déi mer brauchen. An doduerjer, eis Interpretatioun wär dann, dass eis ordinär Sessioune, déi elo leeft, verlängert wär bis zu deem Moment, wou déi nei gewielte Chamber da géif den 30. Oktober zesummekommen.

Voilà, an deem Sënn géif ech lech proposéieren am Numm vun der Reglementscommissioun, déi esou léif war, mech als Rapporteur ze bestëmmen, fir deen heiten Text och unzehuelen. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Den Här Claude Wiseler huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech soen och dem Rapporteur Merci fir dee Rapport. Dat huet alles logesch a sënnvoll geklongen, wat en do gezielt huet. Duerfir hunn ech et och mat ennerschriwwene a proposéiere selbsterständlech, dass mer et als CSV-Fraktioun matstëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Ech wëll och d'Geleeenheet net verpassen, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir säi Bericht. Ech mengen, en huet wierklech all déi wichteg Elementer gesot.

Ech wëll vläicht just eng Kéier an engem Saz ervirsträchen, dass et hei virun allem drëms geet oder dass ee vun deene wichtige Punkten elo vun deenen Emännerungen deen ass, dass mer dat upassen un d'Wahlgesetz, wat mer am Dezember 2017, wou ech d'Éier hat, Rapporteur gewiescht ze sinn, gestëmmt hunn, dass mer also do dann deen Timing och esou agencéiere mat eise Reglement, wéi gesot, dass dann dës Chamber oder respektiv eng besteeënd Chamber sech eréischt opléist, wann déi nei net nëmme gewielt ass, mä dann och déi éischte Kéier zesummekënnt.

Respektiv och déi Bemierkung vum der Session ordinaire, wou mer dann hoffentlech mat enger neier Verfassung, déi an deenen nächste Jore awer eng Kéier wäert iwwert d'Bün goen, och dat kënnen definitiv regléieren.

Dat alles gesot, fir awer och kënnen hei ze bestätegen, dass d'DP-Fraktioun deem Reglement hir Zoustëmmung gëtt. Merci!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. D'Madamm Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Merci a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech soll och am Numm vun der ADR dem Kolleeg Bodry Merci soe fir säi gudden Rapport - hien ass e bësse Spezialist an der Matière ginn - a gläichzäiteg och d'Zoustëmmung vun eise Grupp bréngen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Ech kann deem och näischt bäifügen. Mir ginn och den Accord zu deser Ännerung vum Reglement.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci gesot. Da géife mer kënnen zur Ofstëmmung vun eise Reglementsännerung iwwergoen.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7299

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

60-mol Jo. Domat ass d'Ännerung vun eise Reglement adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo,



Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusti Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude

Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusti Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

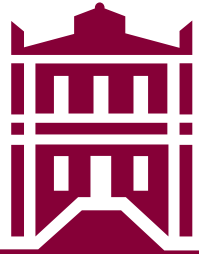
MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An hei brauch ech déi classesch Fro jo wuel net ze stellen.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir de Mëtteg ukomm. Ech soen lech Merci a ginn lech Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 18.29 heures)



SÉANCE 41

MERCREDI,
13 JUIN 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. 7206 - Projet de loi portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

3° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

4° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale;

6° de la loi du 29 juin 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental; 2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique; 4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; 5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS); 6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles

- Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Gilles Baum, M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Président, Mme Nancy Arendt et M. Gast Gibéryen), M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de Mme Martine Hansen)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. 7240 - Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification

1° de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster;

2° de loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux;

3° de loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles

- Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Gilles Baum, Mme Tess Burton, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 7132 - Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. André Bauler

- Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Simone Beissel, Mme Taina Bofferding (intervention de Mme Octavie Modert), Mme Sam Tanson, M. Roy Reding, M. Marc Baum, M. Franz Fayot, M. Alexander Krieps

- Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Mëtteg, ech maachen heimat d'Sëtzung op. An ech mengen, ech kann direkt dem Rapporteur vum Gesetz 7206, dem Lex Delles, d'Wuert ginn, deen eis de Projet iwwert d'Neierunge beim Rekrutement vun Enseignanten am Fondamental wäert maachen. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

2. 7206 - Projet de loi portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

3° de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

4° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale;

6° de la loi du 29 juin 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental; 2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 3. de

la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique; 4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; 5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS); 6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.** - Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 7206 sollt am Fong just e puer punktuell Ännerunge vu Gesetzestexter virhuelen. D'Ännerunge sollte virun allem op d'Reform vun Inspektorat, also der Aféierung vun de regionalen Direktiounen am Fondamental zréckgoen. Aner Modifikatiounen sollten deem oft ugeschwatene Accord tëschent dem Educatiounsministère an dem SNE Rechnung droen. Wann do näischt derbäikomm wier, da wier ech elo scho bal fäerdeg mat mengem Rapport.

(Hilarité)

Et ass awer Gott sei Dank nach ganz vill derbäikomm, näämlech eng ganz Rëtsch Pisten, déi den Educatiounsminister an Zesummenaarbecht mam SNE ausgeschafft huet, fir den Defi vum Rekrutementsmangel am Fondamental unzegoen an an de Grëff ze kréien. Een Defi, dee sech scho säit Jorzéngten ugedeit huet, mä dee bis elo nach net richtig an definitiv an de Grëff geholl ginn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ech géif da mat deene Mesuren ufänken, déi dësem Projet de loi hire Stempel opdrécken. Wéi ech scho virduen ugedeit hunn, ginn dës Mesuren op en Accord zréck, deen den Educatiounsminister an de Syndicat national des enseignants, den SNE, zesumme fonnt hunn. Derbäi steet virun allem d'Attraktivitéit vum Beruff an d'Qualitéit vum Enseignement a vun de Schüler am Mëttelepunkt.

Den Hiewel gëtt u sech bei dräi konkrete Punkten ugesat: beim Accès zum Concours, beim Concours selwer a bei der Dauer vum Stage.

Fänke mer mam Accès zum Concours un! Do war et bis elo esou, datt ee just konnt de Concours matschreiwien, wann een een Diplom hat, fir an alle Cyclen ze enseignéieren, also vum Cycle 1 bis de Cycle 4 oder, wéi et fréier geheescht huet, vun der Spillschoul bis d'sechst Schouljoer.

Falls een also zum Beispill ee Bachelor fir d'Éducation préscolaire hat, huet een nach e Passerellesjoer missen am Ausland drunhänken, fir dann och kënnen am Enseignement primaire ze ënnerriichten an domat zum Concours zougelooss ze ginn. Déi Konditioun gëtt elo ofgeschafft.

De Concours gëtt dofir gewässeremoossen an zwee gespléckt. Et ginn zwou Optiounen agefouert: eng Optioun C1, fir de Cycle 1 also, an eng Optioun Cycle 2 bis 4 fir de Rescht. D'En-

seignanten, déi deemno eng Qualifikatioun fir den C1 hunn, kënnen sech dem Concours stellen, andeems se sech fir d'Optioun C1 aschreiwien. Dat nämlecht gëllt fir d'Diploméiert aus dem C2 bis C4; déi kënnen sech da fir déi aner Optioun aschreiwien.

D'Enseignanten, déi een Ofschloss hunn, fir am ganze Fondamental kënnen ze enseignéieren, vum Cycle 1 bis de Cycle 4, kënnen sech selbstverständlech eraussichen, fir wéi eng vun deenen zwou Optiounen se sech aschreiwien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.** - Et gëtt awer och nach eng weider Méiglechkeet agefouert. Falls een Enseignant zum Beispill am Ausland studéiert hat an do - entre guillemets - „just“ en Ofschloss fir de Préscolaire hätt, an awer wéilt am ganze Fondamental enseignéieren, da kann hien déi Formatioun elo während dem Schouljoer beim IFEN nohuelen.

Et muss een also net méi e ganz Passerellesjoer am Ausland maachen, mä et kann een eng Formatioun en cours d'emploi nohuelen. Déi fënnt innerhalb vun engem Schouljoer statt an huet e Volumen vun 216 Stonnen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum zweete Punkt oder besser gesot zu enger weiderer Dier, déi opgemaach gëtt, fir sech eventuell eng Kéier kënnen dem Concours ze stellen. Bis elo war deen näämlech just Bacheloren en sciences de l'éducation virenthalen. Dës Dier gëtt awer elo an Zukunft net opgerappt, mä just e Stéckelche weider opgemaach.

Et geet elo ëm déi vill thematiséiert Quereinsteiger, Bacheloren, déi en Ofschloss an engem

Fach hunn, dat mat den Ziler vun der Éducation nationale iwwereneestëmmt. Ech wëll awer direkt virausschécken, datt d'Dier just opgemaach gëtt, falls sech net genuch Kandidaten iwwert den normale Wee mellen, falls also déi ausgeschriwwen Plazen net kënnen all besat gi vu brevetéiertem Léierpersonal. Et geet also nom Prinzip: „Esou mann wéi méiglech, mä esou vill wéi néideg!“

An deem Fall - an nëmme nach an deem Fall! -, gëtt eng extra Rekrutementskommission convoquéiert, déi den Dossier vun esou Kandidaten analyséiert. Och des Bachelors mussen natierlech eng pädagogesch Formation beim IFEN nohuelen, éier se sech dann nom erfollegräichen Ofschluss vun dese prakteschen an theoretische Coursé fir de Concours kënnen aschreiwen.

An der Educationskommission gouf iwwerdeems entscheet, fir desen neie Mechanismus mat de Quereinsteiger op eng Dauer vu fénnef Joer ze limitéieren. Duerno - also bis 2023 - muss een da weider kucken, ob een heirunner festhält oder net.

Ech komme schon zum drëtten a leschte Punkt; dee betrëfft de Stage. Och dee gëtt elo zugonschte vu ville jonken Enseignanten adaptéiert. Huet een näamlech während senger Studienzäit vu véier Joer scho mindestens 20 Woche Stage gemaach, da kritt een ee Joer guttgeschriwwen. De Stage gëtt deemno vun dräi op zwee Joer verkierzt.

Wa mir zum Beispill e Student vun der Uni.lu huelen, dee mécht während senger véierjäreger Ausbildung méi wéi drësseg Woche Stage. Him seng Stagezäit gëtt also op zwee Joer verkierzt.

Et war ugangs u sech ugeduecht, datt d'Formation vum Enseignant dann ëmmer sechs Joer sollt hunn, entweder véier Joer Uni mat zwee Joer Stage oder dräi Joer Formation an dräi Joer Stage; also ëmmer sechs Joer.

De Statsrot huet allerdéngs gemengt, dat kéint problematesch si fir déi Stagiairen, déi elo schon am Stage dra sinn an déi eventuell en drëtt Joer Stage missten untrieden. Hien huet zwar keng Opposition formelle ausgeschwat, mä huet awer virgeschloen, eng temporär Derogation an d'Gesetz ze schreiwen. Deem ass d'Kommission och nokomm, esou datt d'nächst Joer jiddwer Stagiaire, deen elo am zweete Joer Stage ass, keen drëtt Joer maache muss.

Här President, d'Efforte vun der Regierung droen hir éischt Friichten. Mat 201 frësch diploméierten Enseignantë stelle sech 2018 méi wéi duebel esou vill Kandidaten dem Concours wéi nach am Joer virduen; 2017 waren et där näamlech nëmme 91. Am Ganzen hu sech fir dës Joer 239 Kandidaten ageschriwwen; d'lescht Joer waren et der just 168. Et erkennt een also eng däitlech Hausse.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen dann zum zweeten Deel vum Rapport, also deen iwwert déi aner kleng Adaptationen, déi dese Projet de loi nach mat sech bréngt.

Esou wéi et am Accord tëschent dem Educationministère an dem SNE virgesi war, kréien d'Schoulen nach zwou Stonnen an hire Contingent derbäi, fir de Schoulentwécklungsplang, de sougenannte Plan de développement d'établissement scolaire - oder kuerz PDS -, auszeschaffen.

Doriwwer eraus gëtt awer och d'Tâche vun den Enseignanten aus dem Cycle 1 adaptéiert, falls dat an den eenzelen Schoule fir sënnavoll empfongt gëtt. Viru kuerzem gouf et jo do schon eng Adaptation. D'Enseignanten aus dem Cycle 1 krute manner Stonnen am Kader vum Appui pédagogique ze leeschten an dofir méi Stonnen, fir am Interêt vun de Schüler an der Schoul ze schaffen, notamment 18 Stonnen, fir de Programm vun der méisprochegeger Frëfëderung ze preparéieren.

D'Gesamttaache ass allerdéngs onverännert bliwwen. D'Stonne si just aneschtens opgedelt.

De Projet de loi gesäit elo vir, datt een ausnamswies d'Tâche fir den Appui pédagogique erëm kann op 54 Stonne pro Joer erhéijen - also esou wéi et fréier war - an d'Tâche am Interêt vun de Kanner an der Schoul deementsprechend ze verkierzen.

Firwat gëtt des Méiglechkeet agefouert? Et huet sech erausgestallt, datt d'Reduktion vum Appui pédagogique a verschiddene Schoulen zu organisatoresche Problemer geféiert huet, besonnesch bei der Surveillance vum Depart an der Arrivée vum Schoultransport.

Well et eng Fro vun der Schoulorganisation betrëfft, kann d'Initiativ fir esou eng Adapta-

tion vum Schoulcomité kommen, déi dann un de Gemengerot weidergeleert gëtt. D'Decision ennerläit dem Minister. Hie kann, no engem favorablen Avis vun der regionaler Schoul-direktion, des Derogation fir sämtlech Cycle 1-Klassen aus enger Schoul erlaben.

Ee weidere Punkt vun deem Projet de loi betrëfft d'Affektation vum de Stagiaireschoulmeeschteren, déi all Examen gepackt hunn, mä nach net offiziell nominéiert gi sinn. Des konnte sech bis elo just op der Lescht 2 aschreiwen. An Zukunft kënnen si sech och fir ee vakante Poste vun der Lescht 1 oder der Lescht 1 bis aschreiwen. Dat erméiglecht natierlech net nëmme, eng besser Kontinuität vun der Schoulequipp an enger Gemeng ze garantéieren, mä erlaabt den Enseignantë virun allem och, hir Klass an engem zweete Cycle-joer weider ze halen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dese Projet de loi schléit nach e puer méi kleng Adaptationen am Gesetzestext vir. Ech wëll awer fir déi op mäi schréffleche Rapport verweisen.

Zu deem Gesetzesprojet sinn och zwee Avisen un d'Chamberskommission adresséiert ginn, ee vun der Chambre de Commerce an ee vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Béid hu sech gréisstendeels zefridde mat de proposéierte Verbesserung gewisen, an ech wëll och hei op mäi schréffleche Rapport verweisen.

Dat war et fir de Rapport. Mäi Kolleeg Gilles Baum wäert fir d'Fraktion vum der DP nach weider Erklärungen ofginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen fir d'CSV.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Fir datt ech net vergiessen: Och e grouse Merci dem Här Lex Delles fir säi Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, an deemem Projet de loi, deen den 18. Oktober 2017 deposéiert gi war, waren u sech just kleng Ännerunge virgesinn - den Här Delles huet et gesot. Dat war eben, wéi gesot, den 18. Oktober, kuerz nom 15. September, kuerz no där awer katastrophaler a chaotescher Rentrée scolaire vum leschte Schouljoer.

(Interruption)

Den 13. Februar dëst Joer ass dunn u sech op dee Chaos reagéiert ginn an et sinn eng Partie nei Amendementer proposéiert ginn.

Ech wëll awer fir d'Éischt nach eemol op déi lescht Rentrée scolaire agoen. De Rekrutementsproblem war jo dunn u sech am Hierscht eskaléiert an an eisen Ae stelle sech do zwou Froen.

Dat Éischt ass: Firwat war de Rekrutementsproblem net viragesi ginn? An dat Zweet dann natierlech: Wéi kréie mer de Rekrutementsproblem elo an de Grëff? An do soll jo dann elo de Projet de loi hei eng Äntwert ginn.

Ech fänken awer mat där éischter Fro un - Firwat war de Problem net viragesi ginn? -, well ech denken, datt et ganz wichteg ass, datt déi do Fro och gestallt gëtt an datt mer och do eng Äntwert kréien.

Firwat ass de Problem net matzäit vum Ministère erkannt ginn? Well de Minister, dee sot jo zur Rentrée nach an engem Interview, hie wier net am Stress, et wier alles optimal virbereet. Oder ass de Problem just net unerkannt ginn? Dat weess ech net.

Well wéi d'Enseignanten aus der Region 15 Alarm geschloen hunn, sot de Minister indirekt, si géifen net ganz d'Wourecht soen, well dat war net esou, wéi si dat géife soen.

Tatsaach ass awer, datt ganz Schoulklasse risquéiert hunn, keen Enseignant ze hunn, datt d'Léierpersonal selwer huet missen no Léisunge sichen. D'Enseignanten hunn dunn lwwerstonne gemaach. Klasse sinn opgeléist ginn a Kanner goufen op aner Klasse verdeelt. Dat heescht, d'Léierpersonal huet sech agesat, fir de Chaos ze regelen. Si hu Verantwortung iwwerholl an et ass selbstverständlech, datt si sech licht am Stach gelooss gefillt hunn.

Ob dat elo bewosst, gewosst oder onbewosst geschitt ass, datt ass am Prinzip egal. De Minister huet duerno senger Verwaltung indirekt d'Schuld ginn, well hie sot, hie wär geschockt, well virun zwee Joer hätte seng Servicer hien nach virun enger Lehrerschwemme gewarnt. An et gouf du quasi ofgeroden, fir den Enseignantsberuff ze léieren.

Hie sot dunn awer och, et géif een Audit gemaach ginn, fir erauszefannen, firwat seng Ver-

waltung de Problem net erkannt hat. An do wär et wierlech interessant, ze wëssen, ob hei elo eng konkret Analys och vun de Prozedure gemaach ginn ass, fir eben erauszefannen, firwat de Problem net matzäit erkannt ginn ass. An, wa Jo, sinn do prozedural Verbesserungsvirschléi gemaach ginn?

Allgemeng wëll ech awer och soen, datt eng Grundvoraussetzung, fir kënnen konkret Previsiounen ze maachen, déi ass, datt een och genau weess, wat alles geplangt ass respektiv wou iwwerall Personal verplangt ass.

An ech mengen, datt dat net de Fall war. Well ech hat eng Question parlementaire am September 2016 gestallt, wou ech u sech als Äntwert kritt hunn, datt fir 2017-18 239 Poste virgesi wäeren. Dat Joer duerno krut ech als Äntwert, fir datselwecht Schouljoer, et wäeren 291 Poste virgesinn. Dat heescht, fir datselwecht Schouljoer 50 Poste méi, wéi dat nach d'Joer virdu geplangt war.

Dat hei war jo elo keng Previsioun iwwer eng laang Zäit, mä et war just eng Previsioun iwwer ee Joer. Déi 50 zousätzlech Posten, entsprechen déi vläicht deene ville Posten IEBSen, ID-Sen an esou weider, déi d'lescht Joer geschaaft gi sinn?

Wann dat esou ass, a wann déi Poste vläicht dat Joer virduen nach net bekannt waren, da léisst et sech natierlech schwéier Previsiounen maachen. Mä wann dat de Problem vun de Berechnung war, dann ass en awer och einfach ze léisen. Et soll een einfach matzäit wëssen a kommunizéieren, wat een alles wëllt lasskapen. An am beschten och virdu kucken, ob ee genuch Leit huet, fir dat alles ze droen, wat lassgekapt ginn ass.

Wann dat awer net de Problem war, dann hu mer nieft dem Rekrutementsproblem definitiv och ee richtege Planungsproblem - wou ech dann hoffen, datt mer e mëttlerweil am Grëff hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Tatsaach, datt mer ee Mangel u qualifizéiertem Léierpersonal hunn, ass dramatesch fir eis Schoul. Op de gudden Enseignant kennt et un, dat sinn 80 bis 90% vum Loyer, an net d'Strukturen. An duerfir hätte mer eis als CSV eng breet Diskussion gewënscht, am Virfeld vum Minister sengen Amendementer zu deemem Projet de loi.

Wa mer bei esou engem wichtige Dossier keng breet Diskussion hunn, da weess ech net, bei wéi engem Dossier soss. An duerfir fanne ech et och schued, datt d'Interpellation vum Här Adam, an elo vun der Madamm Lorsché, u sech net konnt am Virfeld gefouert ginn, well do hätte mer méi breet kënnen diskutéieren.

Ech verstinn awer och, datt et kee Sënn méi elo mécht, elo wou mer d'Gesetz stëmme, nach Interpellation ze maachen, dat ass e bëssen „moutarde après diner“ oder Beschäftigungstherapie. An ech ginn dovunner aus, datt mer alleguer beschäftigt genuch sinn!

Ech wäert dann awer elo op déi eenzel Punkten aus dem Projet de loi agoen. Mat deemem Projet de loi, den Här Delles sot et, kritt all Schoul zwou Stonne bäi am Contingent fir de Schoulentwécklungsplang. Ech hat schonns bei der Reform vun der Grondschul gesot, datt d'Schoulentwécklung an eisen Ae muss en dynameschen a participative Prozess sinn, datt en awer leider zimlech schwéierfällig definéiert ass a vu ville Leit éischter als zousätzlech Laascht empfongt gëtt wéi als Chance zur Schoulentwécklung.

Als CSV hu mer elo näischt géint déi zwou Stonnen zousätzlech fir de Plan de développement scolaire. Mä an eisen Ae wär et méi wichteg gewiescht, fir de gesamte Prozess op de Leescht ze huelen, ze vereinfachen a sech Gedanken ze maachen, wéi ee kéint méi gezielt Schoulentwécklungsaktivitéiten ennerstetzen, esou zum Beispill wéi de Projet d'établissement an de Lycéeën. Esou eppes ass motivant a fërdert och Innovationen.

Da kommen ech och schon zu den Amendementer vum Februar, ebe mam Haaptzil, fir op de Rekrutementsproblem ze reagéieren. Fir elo méi Enseignanten an d'Grondschul ze kréien, proposéiert den Här Minister enner anerem, d'Zoulassungsbedingung zum Concours ze änneren. Ab där nächster Schoulentrée sollen elo och Studenten, och dat sot den Här Delles, déi entweder just fir de Cycle 1 oder och just fir de Cycle 2-4 habilitéiert sinn, fir Schoul ze halen, u sech kënnen ufänke mat Schoul halen. Dat betrëfft virun allem d'Studenten aus der Belsch.

Falls des Kandidaten dann eng Formation en cours d'emploi maachen, déi se dann och packen, si se am Prinzip fir all Cycle habilitéiert, fir do ze ennerriichten. Mat deser Moosnam kréie mer elo natierlech fir déi nächst Rentrée souzezoen eng Verdeubelung vun de potenzielle Kandidaten. Mer rekrutéieren näamlech zwee

Joergäng op ee Coup, wat de Problem sécherlech fir déi nächst Rentrée hëlleft, ze léisen. Wat awer fir déi iwwernächst Rentrée riskéiert, zu engem Schoss ze ginn, dee kéint no hanne lassgoen, well mer eben, wéi gesot, elo zwou Studentekohorte rekrutéieren. Do feelen eis der awer dann d'Joer duerno.

An deem zweete Punkt, dee mer net dierfen aus den Ae verléieren, ass: D'Belsch ass amgaangen, hir gesamt Ausbildung ze reforméieren, soudatt mer riskéieren, och doduerch an den nächste Joren nach manner Studenten vun do ze kréien. Also muss mer wierlech déi Reform aus der Belsch an den Ae behalen.

De Minister kierzt dann och de Stage. Mat deem Gesetz gëtt elo festgehalten, datt déijéineg Studenten, déi véier Joer Uni hunn a mindestens 20 Woche Stage - am Prinzip déi vun der Uni.lu -, ee Joer manner Stage kréien.

Och hei hu mer als CSV näischt géint eng Reduzéierung vum Stage. Mä einfach just eng Kierzung, dat ass Fassadegleescht. An ech weess och nach net, ob d'DP sech elo parteiinternen eens ass, wéi vill soll gekierzt ginn, well wéi den Här Minister moies „ee Joer“ gesot huet, dunn huet méites seng Parteipresidentin - e bëssen nom Motto: Wie bitt méi? - schonns direkt vun „zwee Joer“ geschwat.

Bon, fir eis als CSV wär et méi logesch gewiescht, zumindest wann een dovunner ausgeet, datt de Stage eppes soll bréngen - an ech hoffe jo, datt jiddwereen heibannen dovunner ausgeet, datt dat soll de Fall sinn. Mä dann hätt ee fir d'Éischt missen iwwert d'Form an d'Inhalter vum Stage diskutéieren, amplatz direkt op d'Stee ze goen.

Fir eis ass et kloer, datt de Stage muss komplett op de Leescht geholl ginn, de Stage muss ugepasst ginn. E soll eng Hëllef sinn a keng Plo.

An ech hat dat och schonns eng Kéier hei beim État de la nation gesot, ech ka mech nach relativ gutt u mäi Stage erënnere, ech hunn elo keng behalen dovunner, mä ech hunn et awer verhalten, datt d'Theorie, wann een déi léiert, da packt ee se, mä si bréngt engem net onbedéngt ganz vill. Dat, wat engem eppes bréngt an der Schoul, virun allem am Schoulhalen, wann ee vun der Uni kennt, dat ass, wat ee gesot kritt, wann ee lauschtere kennt, wann een da gesot kritt: „Hei dat do, probéier, dat emol anescht ze maachen!“ Wann ee bei en anere Stonne lauschtere geet, wann een zesummen Tester preparéiert, wann ee kuckt, wéi soll evaluéiert ginn an esou weider, dat bréngt engem eppes.

Duerfir, de Stage muss an déi Richtung ugepasst ginn. En ass nach ze vill theoretisch. Et ass zum Deel och nach ze vill double Emploi dran, well, ech widerhuele just, eis Grondschoulsenseignanten, dat si schon ausgebilte Pädagogen. De Stage soll also virun allem eng Hëllef si beim Schoulhalen, awer och bei der Elterenaarbecht; och déi ass wichteg, an ech mengen, déi gëtt nach ëmmer méi wichteg. Coaching, Begleedung soll e sinn, e muss esou reforméiert ginn. An esou eng Reform, dat kéint och dozou bäidroen, datt den Enseignantsberuff erëm géif méi attraktiv ginn.

Da solle mat deemem Projet de loi elo och all Bacheloren zum Concours zougeleescht ginn, déi eng Ausbildung am Zesammenhang mat den Ziler vun der Grondschul hunn. Dat kann elo e Bachelor, en Educateur sinn, et kann ee Geschichtsbachelor, ee Geo-, ee Science-, een Däitsch-, ee Sportbachelor, also awer bal jiddweree sinn.

Déi Fro, déi ee sech, mengen ech, muss stellen, ass: Soll esou de Spezialist duerch d'Hannerdier agefouert ginn? Dës si jo vun hirer Ausbildung hier éischter Spezialisten. Wann dat esou ass, dann denken ech, da muss een oppen doriwwer schwätzen. Als CSV hu mer vun Ufank u gesot, datt dës eng geféierlech Ouverture wär. D'Qualitéit vum Unterrecht hänt an éischter Linn vum Enseignant of - ech hunn dat schonns e puermol gesot - an och vill méi wéi vun iergendwelleche Strukturen.

An duerfir, ech widerhuele mech, ass et traureg, datt mer dës Gesetz elo mussen als Pompeleslösung stëmme, ouni eis richtig Gedanken iwwert de Problem ze maachen. Mat deser Ouverture hätte mer riskéiert, wann den Här Minister net averstane gewiescht wär, fir et zäitlech ze begrenzen, datt et op eemol méi interessant gi wär, iergendee Bachelor ze maachen, fir sech dem Concours ze stellen, amplatz ee Pädagogiestudium ze maachen, well mer wëssen, wann ee Sciences de l'éducation studéiert, dann huet een u sech net vill aner Méiglechkeeten, wéi an d'Grondschul schaffen ze goen. Wann ech awer iergendeen anere Bachelor ka maachen, da stinn engem vill méi Dieren op.

Wann dat sech zu enger richteger Alternativ entwéckelt hätt, dann hätte mer definitiv ee Problem kritt, an dës virun allem, wéi gesot, well mer eis am Virfeld net genuch Gedanke



gemaach hunn. Duerfir begrësse mer och, datt de Minister, nodeems en zwee-, dräimol Nee gesot hat zu enger zäitlecher Begrenzung, dës Léisung dann am Endeffekt awer akzeptéiert huet.

Fir eis als CSV ass et wichteg, datt mer alles drusetzen, fir gutt ausgebildeten Enseignanten an eis Grondschoulen ze kréien. Dës Bacheloren, déi kréien elo direkt ee CDI a maachen dann eng Formation en cours d'emploi vun 216 Stonnen a ginn dann zum Concours zouge-looss. Si ginn also direkt fest age stellt.

Ass dat sännvoll? Ech denken, déi Fro kann ech sech stellen. Virun allem: Wat geschitt, wa se d'Formation net packen? Se si fest age stellt, dann däre se awer Schoul halen!

Hir Formation maache si während dem Schouljoer. Si kréien eng Referenzpersoun zur Säit gestallt a se kréie fénnef Stonnen Decharge. Eng Referenzpersoun, eng Decharge sinn u sech wichteg, ganz wichteg, fir datt d'Leit sech anstännege kënnen op hire Beruff virbereeden. Dës Referenzpersoun, déi de Chargé aféiert an d'Gebai, déi en aféiert a seng Tâchen, an d'Missionen, déi en assistéiert, be-réit a guidéiert, déi muss dat laut IFENs-Gesetz gratis maachen. Ech hat och deemools schonn drop higewisen. An ech weess net, wéi vill moti- viéiert Enseignanten ze fanne sinn, fir dës Tâche ze iwwerhuelen. Et wär awer eng ganz wichteg Tâche. Den Terrain ass, wéi gesot, op d'mannst esou wichteg wéi d'Theorie.

An heizou dann awer nach eng Bemierkung. Mir hunn och nach Chargéen, déi am Track 2 dee ganze Studium nomaachen, also ee rich- tege Bachelor en sciences de l'éducation, an dës beruflibegleedend. Dat erfuerdert zimlech Asaz. Ech hat och eng Kéier esou ee Master niewebäi gemaach.

An der Kommissioun krute mer awer erkläert, datt déi Kandidaten am Track 2 keng Decharge kréien. Hei bevirdelegt de Ministère also kloer déi Leit, déi eng Formation beim IFEN ma- chen, vis-à-vis vun deenen, déi e Studium en cours d'emploi bei der Uni maachen. An do kann ee sech froen, firwat.

Ech stellen d'Fro elo emol einfach esou: Ass den Här Minister mat der Formation, wéi se op der Uni.lu ugebuete gëtt, net esou ganz ze- fridden? An der Kommissioun krute mer näamlech erkläert, datt eis Uni och géif op d'Recherche virbereeden, wat an der Belsch esou net de Fall wär a wat ee beim Schoulhale jo och net onbedéngt esou bräicht.

Mä wann de Ministère mat der Ausbildung op der Uni net esou zefriden ass, da géif ech mengen, da misst ee wierklech emol mat deene Verantwortleche Kontakt ophuelen a vläicht diskutéieren, wéi déi Ausbildung kéint nach verbessert gi respektiv nach méi prak- tisch orientéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert d'Schoul diskutéieren, däre se mer d'Qualitéit vun Enseignement definitiv net aus den Ae verléieren. Ech hunn dat scho méi dacks gesot: Op dee gudden Enseignant kennt et un an dee muss fachlech a pädagogesch top sinn.

An duerfir, fir datt mer déi gutt Leit dohinner kréien, mussen mer de Beruff och erëm méi atr-aktiv maachen. Et ass elo keng Zäit, fir dat am Detail ze diskutéieren, mä just e puer Stéch- wiederer.

De Stage - hei war ech schonn drop agaangen - muss reforméiert ginn. Mir müssen den admi- nistrativen Opwand reduzéieren. Mir müssen déi virgeschriwwe Prozeduren op de Leescht huelen. Wann Hëllef gebraucht gëtt an de Schoulen, da muss déi Hëllef séier do sinn. An als CSV si mer nach ëmmer der Meenung, datt, wa mer eng Direktioun op der Plaz hätten, ee Pouvoir hiérarchique op der Plaz hätten, dat sé- cherlech hëllefbräich wier. Eist brevetéiert Léier- personal soll virun allem kënnen Schoul halen.

De Minister huet elo doduerch, datt hien all Bachelor am Zesammenhang mat den Ziler vun der Grondschoul zum Concours zouléisst, bewusst oder onbewusst d'Diskussioun iwwert den Enseignant-Spezialist lassgetréppelt.

Als CSV soe mer, datt mer net de spezialiséier- ten Enseignant wéi am Secondaire an der Grondschoul wëllen. An der Grondschoul brauchen eis Kanner eng Haaptreferenzper- soun. Mä et ass awer och eng Tatsaach, datt mer dee Generalist, deen alles kann, esou net méi hunn. An dorun ass den Enseignant net schold. Dat ass zum Deel sécher op eise Schoulsystem zréckzeféieren, wou mer jo och Schwächten zouloossen.

Den Opnametest vun der Uni.lu bestätegt dës och. An Dir kennt lech selwer testen. Ech hat och do schonn eng Kéier d'Adress uginn, op <http://bsce.assessment.lu>. Et muss ee 50% vun de Punkten hunn, fir et ze packen. A ganz vill Studente packen awer net dee Franséischtest, anerer net d'Mathé, d'Däitsch oder och d'Wëssenschaften. Elo kann ee vun deem Test

halen, wat ee wëllt, e beleet awer, datt mer den absolute Generalist esou net méi onbe- déngt hu respektiv vläicht net méi an där Masse critique hunn, wéi mer e bräichten.

Do solle mer dann awer net d'Aen zoumaa- chen, an dës am Sënn vun der Qualitéit vun Enseignant, well pädagogesch top ass wichteg, mä dat eleng geet net duer! Een Enseignant, dee Franséisch enseignéiert, muss d'Franséisch perfekt beherrschen. Een Enseignant, deen awer och d'Wëssenschaften enseignéiert, muss och a sengem Beräich sech doheem fillen, well soss bréngt e keen interessanten Unterrecht vir.

An ech hat dat Beispill och schonn eng Kéier hei gesot: Wann een an der Grondschoul er- klärt kritt, datt et „Vollkornkartoffeln“ ginn, da muss ee sech Froe stellen!

(Hilarité)

An dann, mengen ech, wier et besser, wann ee sech an engem Fach net wuelfillt, datt een dat Fach net hält, an dann hält een en anert Niewefach, wou ee gutt ass, well et ass wich- teg, datt ee gutt doranner ass. An dat géllt fir all d'Fächer, fir de Sport, fir d'Musek. Wann ech engem misst Sange ginn, ma dat aarmt Kand! An da wier et definitiv besser fir all Mënsch, ech bräicht dat net ze maachen, an och fir mech, well ech wär net gutt dran.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, an ech stellen déi Fro wierklech hei: Wie vun eis heibanne mengt dann, hie wier an all Fach 100%eng gutt?

► **Une voix.** - D'Madamm Viviane Reding!

(Hilarité générale)

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech mengen, dat géif heibanne kee behaupten.

(Hilarité)

Wär et dann net méi éierlech vu jiddwer- engem, géif ech elo emol soen,...

Also zumindest sinn ech frou, datt jiddwereen heibannen net behaupt, datt en an all Fach gutt ass!

Also, solle mer dat dann och vläicht net vun den Enseignanté verlaangen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mä, Madamm Hansen, Dir sidd awer elo e bëssen iwwerrascht.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Datt keen et hei behaupt? Jo, Jo, mä mäi Gott, ech sinn awer frou, datt ech eng Äntwert kritt hunn.

Also, Dir wësst jo, am Enseignement muss een d'Leit ëmmer erëm eng Kéier zou sech kréien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, dat stëmmt!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - A wa se dann eng Kéier alleguerte gelaacht hunn, eppes gesot hunn, dann huet een erëm eng Kéier d'Opmierksamkeit.

Sou, da soen ech: Wier et dann awer net méi éierlech, ze soen, eis Enseignanté kënnen och net an alle Beräicher de Spezialist sinn? An do, wou se et net sinn, kéinte mer hinne vläicht ee Platten erlaben a si missten d'Méiglechkeit kréien, dat entweder an hirem Studium oder an der Weiterbildung nozehuelen. A wa si dann eng Schwächt behalen, dann ass dat vläicht och nach keen Drama, mä am Sënn vun der Qualitéit vun Unterrecht däre se si dat Fach net enseignéieren. Natierlech däre den Enseignant awer nëmmen an engem Haapt- fach oder eventuell an engem Niewefach eng Schwächt hunn. An da missten d'Enseignanten no hire Stärkten zesummen als Equipp eng Klass encadréieren.

Och am Moment hu mer schonns méi wéi een Enseignant op der Klass. Dës géif allerdéngs eng aner, eng méi opwennege Stonneplangor- ganisatioun, Schoulorganisatioun erfuerderen. Alt erëm ee Punkt, dee fir ee Schouldirekter an der Schoul, eng Professionaliséierung vun Schoulpresident schwätzt.

Ech denken, datt dës eng vu ville Pisten ass, déi ee misst duerchdiskutéieren. Leider konnte mer dës Diskussiounen am Virfeld vun dësem Projet de loi net féieren. Mir brauchen awer eng breet Diskussioun an net... Ech soen et nach eng Kéier, et ass awer e bëssen eng Pom- pjeesléisung, erëm ee Projet de loi, dee mer elo kuerz virun der Vakanz mussen stëmmen. An duerfir wäerte mer eis als CSV bei dësem Projet de loi enthalen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Hansen. An nächsten ageschriw- wene Riedner ass den Här Gilles Baum fir d'DP. Dat sinn déi speziell Regeln.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Merci fir d'Wuert, Här President. „Auf den Lehrer kommt es an“, dat ass wuel eent vun deene bekanntesten Zi- tater, déi een zurzäit an de Bildungs- a Fachkreiser héiert. Et staamt vun renommiéier-

ten neuseeländesche Bildungsfuerscher John Hattie, deen an enger Synthesen vun iwwer 300 Meta-Etüde probéiert huet erauszefannen, op wat et da wierklech am Enseignement ukënn, fir dass e gutt ass.

A senger Aarbecht „Visible Learning“ sinn iwwer 50.000 eenzel Ennersichungen a Wäer- ter vun iwwer 250 Milliounen Schüler agefloss. A bei deem Volume un Donnéeë kléngt seng Konklusioun am Fong ganz einfach: Et kënn op den Enseignant un! Dës Ausso treëft et ge- nau op de Punkt: den Enseignant, dee mat sen- gem Wëssen, senger pädagogescher Fach- kenntnis, sengem Engagement seng Schüler vun Ufank bis zum Schluss begleet, hinnen eppes bäibréngt, si inspiréiert an hinnen och Wäerter vermëttelt a mat op de Wee gëtt.

Et sinn d'Enseignanten, déi hir Schüler am beschte kennen, déi wëssen, wéi déi eenzel Ta- lenter vun de Schüler am beschte musse gefër- dert ginn a wéi ee ka Lacunnen opfänken an opschaffen. A genau dat ass d'Erausfuerderung vun engem Enseignant: jiddwer Schüler ze fër- deren op eng differenziéiert Aart a Weis, den in- dividuelle Besoine vun de Schüler ugepasst. Dat ass eng nobel Aufgab, déi vill Engagement a vill Häerzblutt erfuerdert, an dat Dag fir Dag, vun eisen Enseignanten. An ech wëll dat hei op dëser Plaz emol eng Kéier an aller Däitlechkeit gesot hunn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech awer kann e gudden Enseignant ginn, muss ech emol als Eischt age stellt ginn. An dat ass den Objet vun dësem Projet de loi, deen eng ganz Rei Verbes- serunge mat sech bréngt, wéi mäi Kolleg Lex Delles et schonn erkläert huet.

De Problem, fir genuch diploméiert Enseignanten ze fannen, gëtt et net eréischt zënter gëschter an och net säit der Rentrée 2017. Scho méi laang stelle mer fest, dass sech net genuch diploméiert Enseignanten dem Concours stellen an dass een dem Rekrute- mentsplang soumat permanent hannendrun- hänkt.

Dat ass awer keng spezifesch Lëtzebuenger Pro- blematik. Och an Däitschland feelt et enorm un Enseignanten. Eleng an Nordrhein-Westfalen feele 4.000 Enseignanten, an et huet elo e Kol- leeg mer déi Deeg zougedroen, dass an der Schwäiz et och déi Problemer gëtt. An an der Schwäiz si se amgaangen, hiert Léierpersonal, wat an d'Pensioin gaangen ass, erëm ze rekru- téieren, fir auszuhëlfen.

Ech wëll awer direkt betounen, dass dat aller- déngs net nëmmen an der Educatioun de Fall ass. U sech betrëfft et déi ganz Fonctioun pu- blique. D'Administratiounen, d'Gemengen, d'Police, d'Giischercher, d'Magistratur, d'Stei- erverwaltung, si all hu Problemer, fir genuch qualifizéiert Personal ze rekrutéieren, a si si frou fir all Mann an all Fra, déi eng Hand mat upake kënn.

De Rekrutement ass eng allgemeng Erausfuer- derung fir den öffentlechen Dëngscht. Ech fan- nen, et sollt een dat am Hannerkapp behalen, wa mir haut spezifesch iwwert den Defi an der Educatioun schwätzen. Den öffentlechen Inter- essi dobaussen ass natierlech vill méi grouss, wann et ëm d'Schoule geet. Klassesäll ouni Schoulmeeschter oder ausgefale Schoulston- nen, dat suert mat Sécherheet fir méi Opree- gung, léisst sech och politesch besser vermaa- ren, wéi wann an enger Administratioun eng Plaz net besat gëtt. Dat ass wuel och net gutt, mä et ass awer mat Sécherheet méi einfach ze iwwerbrécke wéi an der Educatioun.

Bis elo stoung nach keng Klass ouni Schoul- meeschter do. Och net am Norde vum Land, wou et jo uganks der Rentrée zu enger gewë- sener Opreegung koom. Fakt ass, dass an alle Riejoune de Cours normal konnt ufänken an dass déi virgesinne Schoulstonnen iwwerall am Land konnten assuréiert ginn. An de Collège des directeurs de l'enseignement fondamental, déi fréier Inspekteren, huet et relativ séier an engem Communiqué déi doten Informatioun confirméiert.

Dat verhënnert allerdéngs net, dass ee sech dem Defi muss stellen! Ech sinn der Meenung, dass een dat sollt op eng sachlech an onpole- mesch Aart a Weis maachen, well dese Sujet parteipolitesch auszeschlechten, ech mengen, dat notzt kengem. Do huele mer eis alleguerte bluddeg Nuesen, d'Virgängerregierung an déi heiten. An ech mengen, dat ass och net am In- terêt vun deenen, ëm déi et hei geet, näamlech d'Kanner.

D'Bildung sollt een a mengen Aen aus de poli- tesche Spillercher erausloossen. An dofir huet de Minister Claude Meisch jo och d'Iddi vun engem Bildungsdësch lancéiert. A wann ee fir déi néideg Rou wëllt surgen, da muss ee sech zesummen un den Dësch setzen an dofir pro- béieren, dee gréisstméigleche Konsens ze fan- nen.

Här President, ech wäert elo op déi verschie- den Ursache vun der Penurie agoen, éier ech dann awer och d'Léisungsvirschléi vun dësem Projet de loi belichten.

Eng vun den Haaptursachen ass sécherlech, dass d'Unzuel vun de frësch diploméierten En- seignanté sech zanter Joren a Grenzen hält. Fir 2017-2018 zum Beispill war et virgesinn, fir der 291 ze rekrutéieren, also anzustellen. Et hu sech der awer nëmmen 168 fir de Concours gemellt. A vun dësen 168 waren der och just 91 frësch diploméiert. Déi aner ware scho Chargé de cours an hu schonn zu deem Mo- ment am Enseignement geschafft. Dat kann natierlech op laang Dauer net gutt goen a scho guer net, wa mer wäeren, wéi sech eist Land, wéi sech eis Schoulpopulatioun an den nächste Joren entwéckele wäerten.

Et fällt awer och besonnesch op, dass d'Ofschlëss op der Uni.lu zréckginn. Dat ass och net gutt. An hei muss a mengen Aen eng genau Analys gemaach ginn, firwat dass dat esou ass. An ech ka mer eventuell virstellen, dass et un deene strenge Selektiounskritären hänkt. Mir kommen dofir mat Sécherheet net derlaanscht, fir d'Uni eng Kéier op dësem Gebitt besser ze belichten, soudass si hir Forma- tioun kann ausbauen a genau zentréieren op d'Besoine vun der Education nationale. Also, do hu mer nach eng Aufgab virun eis.

Eng aner Ursach fir déi aktuell Penurie huet natierlech mat der Entwécklung vun der Schoulpopulatioun ze dinn. Wat ee méi Schüler huet, brauch ee jo logescherweis méi Personal. Dat ass eng logesch Konsequenz. Mir wëssen, dass mir an de leschte Jore vill gewuess sinn, a mir wëssen, dass mir och weiderhi wäerte wuessen. Dat gëtt op ganz anere Plazen en Defi. Et ass och en Defi, fir d'Qualitéit vun En- seignement ze assuréieren.

Eleng tëschent Mäerz 2016 a Juli 2017 sinn 844 Schüler nei an eis Schoulen derbäikomm. Dat ass enorm! A fir dat ze stämmen, huet de Ministère ronn 700 Stonne Contingent méi zur Verfügung gestallt. Vum leschten op dës Schouljoer sinn am Ganze 4.200 Stonne pro Woch um Contingent derbäikomm.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt also net un de Schoulstonne gespuert, mä et stinn haut méi Stonne pro Schüler zur Verfügung, wéi dat fréier de Fall war. Den Educatiounsministère huet also net nëmmen op d'Hausse vun de Schüler reagéiert, mä huet och weider an d'Qualitéit vun Enseignement investéiert. A grad fir den Enseignement fondamental huet d'Regierung sech d'Moyene ginn, fir zousätz- lech spezialiséiert Personal an eise Schoulen ze engagéieren.

Ech denken do zum Beispill un déi IEBSen, déi sech an de Klassesäll ëm d'Kanner mat spezife- sche Besoine këmmen. D'Schoule froen no esou speziellen a spezialiséierten Enseignanten, déi si am Klassesäll kënnen ënnerstëtzen. Déi Offer, an dat wësse mer, wäerte mer an Zu- kunft nach sécherlech missen ausbauen.

Ech denken awer och un d'Instituteurs spéciali- sés en développement scolaire, also un d'Enseignanten, déi an der Schoulentwécklung hël- len. Wann ee wëllt méi Qualitéit an den En- seignement kréien, da muss ee sech och dofir d'Moyene ginn. An et geet net duer mat Sätz wéi „et soll een net méi kappen, wéi ee ka schéppen“, wéi eng Deputéiert et an der Kom- missioun gesot huet. Ech mengen, domadder ass kengem am Enseignement gehollef.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Mä wéi den Educa- tiounsminister Claude Meisch gesinn huet, dass een de Kanner mat spezifesche Besoinen net genuch Rechnung konnt droen an dass ee misst besser, méi séier a fachgerecht hëllef, dunn huet hien d'Schépp net am Schapp stoe gelooss, mä hien huet ugepaakt an hien huet eppes ënnerholl, fir genau deene Kanner ze hëllef, déi Schwiererekeiten hunn, fir am re- guläre Schoulbetrib mat virunzuekommen. Dat erfuerdert Ressourcen, dat erfuerdert Efforten.

Här President, wa mer iwwert de Récklaf vun diploméierte Personal schwätzen, da gëtt och ëmmer erëm iwwert d'Attraktivitéit vun Beruff geschwat. Et gëtt gesot: „De Beruff ass net méi attraktiv. Déi Jonk wëllen dat do net méi maa- chen. De Stage hält vill Leit of.“ Dat sinn déi üblech Sätz, déi een héiert, déi awer, mengen ech, net fondéiert sinn.

Kloer muss de Beruff vun Enseignant attraktiv sinn a bleiwen. Mä ech mengen, dat géllt och fir alleguerten déi aner Beruffer. An et mécht een et sech e bëssen einfach, wann een et do- bäi beléisst, ouni op de Fong vun de Saachen ze goen.

Wat ass dann déi éischt Konditioun iwwerhaapt, fir kënnen an deem Beruff ze schaffen, fir kënnen an deem Beruff virunzekommen a fir kënnen an deem Beruff glécklech ze ginn? Ma déi éischt Konditioun ass, dass ee muss frou mat de Kanner sinn. An déi zweet Konditioun ass, dass een och mat de Kanner eens gëtt. Een, deen an dee Beruff do wëllt goen an deen déi zwou Konditiounen do net erfëllt, dee wäert mat Sécherheet eng ganz laang, awer och eng ganz traureg an onzefriddestellend Carrière viru sech hunn, och fir d'Kanner.

„Et ass net attraktiv“, dat ass esou eng Ausso, déi ëmmer iergendzousch aus dem Kontext gerappt gëtt an dann dohinner gesat gëtt, wou se engem passt. Si ass awer absolutt nichtssagend. Iwwert d'Attraktivitéit vun engem Beruff kann ee vill schwätzen. An ech fannen, grad mat der Education nationale hu sech an der leschter Zäit eng Rei Opportunitéiten opgemaach, déi de Beruff méi attraktiv, méi divers maachen an déi engem et erlaben, méi Verantwortung ze iwwerhuelen, wann een dat wëllt.

Ech denken zum Beispill un déi spezialiséiert Enseignanten an der Carrière vum IEBS, dat heescht d'Enseignanten, déi sech ëm d'Kanner bekëmmere mat Besoins spécifiques. Ech denken un d'Posten an de regionalen Direktiounen. Ech denken un déi Leit, déi fir d'Schoulentwécklung zoustänneg sinn, awer och fir d'Formatiounen, fir d'Ve-et-sociétés-Coursen, wou een nach eng Kéier ee ganz aneren Zougang zu senger Schüler ka kréien. Dat sinn alles Carrièresméiglechkeeten, déi engem en anere Bléck an d'Education nationale erlaben a wou ee ganz vill vu senger Berufserfahrung ka mat erabréngen. Wann ee scho vun Attraktivitéit schwätzt, da soll een och dës nei Aspekter net aus den Ae verléieren.

Et gëtt och behaupt, d'Afëierung vum Stage géif vill Leit ofhalen, fir Enseignant ze ginn. Ech muss lech soen: Dat kann ech net verstoen, well wann een aus Begeescherung de Beruff wëllt maachen, da stéiert ee sech bestëmmt net um Prinzip vun engem Stage! Natierlech kann een iwwert d'Form vum Stage diskutéieren, de Minister huet dat jo och gemaach an de Stage an deem Sënn zesumme mat de Schüler zweemol nogebessert.

Et ass awer a mengen Ae falsch ze soen, de Stage wär ee vun de Grënn, fir d'Penurie vun de Leit am Beruff ze erklären, a firwat dass manner Leit wëllen an dee Beruff kommen. Ech ka mech erënnere, wéi ech ugefaangen hunn, war ech och déi zweet Joer am Stage. Et war zwar net de Stage, wéi en haut ass, mä ech hat déi zweet Joer keng fest Ustellung, a wann d'Gemeng mer gesot hätt nom éischten oder nom zweeten Joer: „Du muss trëppelen, mir wëllen dech net méi heil!“, dann hätt ech dat och misse maachen. Dat war déizäit och eng Proufzäit, eng Stagezäit, an ech komme souwiso geschwënn nach eng Kéier op de Stage zrëck.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei all de Mesuren, déi mäi Kolleg Lex Delles viru scho virgestallt huet, geet et drëms, fir op déi ugeschwate Penurie ze reagéieren. An am Vierdergrond steet natierlech d'Qualitéit vum Enseignement, dat ass der Regierung an der DP natierlech besonnesch wichteg.

Ech wëll virun allem op déi sougenannt Quer-einsteiger agoen, also op déi Kandidaten, déi mat engem Bachelor - dat heescht, déi dräi Joer Uni gemaach hunn - kënnen rekrutéiert ginn. Ech wëll dat Ganz mat engem Rendez-vous bei engem Dokter vergläichen. Et ass net esou, wéi wa si sech géifen en Ticket zéien a si kéinten dann direkt an d'Dokteschzëmmer eragoen. Neen, si huele sech als éischt emol an der Salle d'attente Plaz, a falls keen diploméierten Enseignant méi virun hinnen ass, eréischt dann ass et un hinnen, eréischt da kënnen si sech bewerben. Dat heescht, si kënnen sech nëmme bewerben, wa fräi Plazen do sinn.

Ech muss soen, déi Leit, déi elo hei a Fro kommen, déi hunn dräi Joer Uni gemaach. Ech mengen, mir vergiessen, dass mer do awer trotzdem wierklech qualitativ héichwärtet Personal kënnen kréien. Ech wëll drun erënnere, dass mer am Moment Leit hunn, déi Schoul halen, déi eng Première hu plus véier Woche Formatioun. Ech mengen, wa mer awer een hunn, deen dräi Joer Uni huet an duerno 240 Stonne ka maachen, dass dat awer eng qualitativ Opwärtung vum ganzen Enseignement wäert sinn.

Ech betounen et nach eng Kéier kloer an däitlech: Et kann nëmme op déi Leit zrëckgegraff ginn, falls net all d'Plaze vun diploméiertem Personal besat ginn! Falls dat de Fall ass, da

mécht eng Rekrutéierungskommissioun eng Selektioun vun deene Kandidaten, déi duerfir iwwerhaapt a Fro kommen. Duerno maache se während engem Joer eng zousätzlech theoretisch a praktesch Formatioun vun 240 Joer, pardon, 240 Stonnen d'Joer. 240 Joer, dat wär eng laang Carrière, dat wär eng laang Carrière!

(Hilarité)

En diploméierten Enseignant, dat ass kloer, deen huet seng véier Joer gemaach, huet och seng Stagë gemaach. Mä ech wëll nach eng Kéier betounen: Mir maachen e Qualitéits-sprung, wa mer et kënnen erméiglechen, dass Leit mat engem Bachelor vun der Uni kommen, well mir hu Leit an der Schoul, déi hunn eng Première oder eng Treizième plus véier Wochen.

Op där anerer Säit muss ee sech awer och agestoen, dass vill Klasse géifen ouni Enseignant dosto, wa mer net scho säit laange Joren - säit ganz laange Joren! - géifen op d'Chargé-de-coursé kënnen zrëckgräifen. Déi meescht dovunner hu véier Woche Stage an der Grondschoul, éier se da kënnen iwwer Wochen, Trimesteren oder ganz Schouljoren ersetzen. Zukünfteg Enseignant mam Bachelorniveau ze rekrutéieren ass, wéi gesot, natierlech e Qualitéitsprung an der Réserve des suppléants, an dës Reserv gëtt valoriséiert.

Ech kommen zu der Organisatioun vum Concours u sech. Do ginn, wéi gesot, schonn zwou Optionen agefouert, eng Kéier d'Option Cycle 1 an eng Kéier d'Option Cycle 2 bis 4. Dat erméiglecht et Studenten aus dem Ausland, déi souwiso entweder nëmme e Cycle 1 oder déi méi Grouss wëllen enseigneieren, sech direkt am Concours ze stellen. Si mussen an deem Fall kee véiert Joer méi drunhänken. Falls si awer an deene véier Cycle wëlle Schoul halen, kënnen se dat dann iwwert d'Formation en cours d'emploi nohuelen. Den Accès zum Concours gëtt also elo méi séier an och méi flexibel.

Ee Wuert zu der Réduction de stage, eng Mesure, mengen ech, déi vun den Enseignantskandidaten am meeschte begréisst gëtt. Dese gëtt vun dräi op zwee Joer verkierzt, falls de Kandidat e Studium vu véier Joer hannert sech huet a während deene véier Joer och 20 Stonne Stage, praktesche Stage, an de Schoule kann nowiesen. Déi praktesch Erfahrung vum Studium gëtt also an Zukunft méi valoriséiert.

Ech wëll awer ënnersträichen, dass de Prinzip vun engem Stage net soll verdäiwelt ginn. Wéi mir virun dräi Joer iwwert d'Schafe vum IFEN heibannen diskutéiert hunn, do ware mir eis allegeruerten ents, dass de Stage soll eng Hëllefstellung sinn. Et geet net drëms, déi zukünfteg Enseignanten zousätzlech ze schikanéieren, mä fir si während engem Prozess ze begleeden a se esou beschtméiglech op dat virzebereeden, wat si duerno am Kllassesall erwaart.

Souwäit zum Fong. Sécherlech kann een iwwert d'Form an iwwert déi konkret Organisatioun vum Stage nach schwätzen, mä ech mengen, dass den Educationminister Claude Meisch d'Doleance vun de Kandidaten do ganz eescht geholl huet an och relativ gespréchsbeereet war. Dat ass jo elo rezent geschitt. An ech denken do zum Beispill just un de Kalenner vun de Formatiounen vum IFEN, deen adaptéiert gouf. Et gi keng Formatiounen méi ugebueden direkt no der Rentrée oder während der Period, wou d'Bilansgesprécher virgesi sinn, de Choix vun de Formatiounen ass méi grous ginn, et ass méi eng individualiséiert Hëllef agefouert ginn. Dat si konkret Verbesserungen, déi den Enseignanten zeguttkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, déi éischt Zuele vun dësen Adaptatiounen loosse sech weisen. Fir de Concours hu sech dës Joer méi wéi duebel esou vill Leit ugemellt, wéi dat d'lescht Joer de Fall war. Am Ganze sinn et 239 Kandidaten, dat sinn der däitlech méi wéi am Joer 2017, wou sech der nëmme 168 gemellt haten.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Schoul ass, bleift a wäert och ëmmer an engem stännegen Evolutionsprozess bleiven. An et muss ëmmer derfir gesuergt ginn, dass mer weiderhi genuch gutt ausgebilt an och motivéiert Leit hunn, déi dësem nobele Beruff oder dëser nobeler Berufung nogoe kënnen.

D'Fransouse schwätzen an dësem Kader vum „plus beau métier du monde“, dat ass esou, an ech géif dann net mat engem Zitat ophalen dës Kéier. Ech géif lech e Film un d'Häerz leeën, deen esou heescht, de Film huet deeslechten Titel: „Le plus beau métier du monde“ mam Gérard Depardieu. Wann Der eng Kéier Zäit hutt an Dir wëllt kucken, wéi et ass an deem Beruff: Et ass net alles schwaarz a wäiss, et ass net all Dag einfach, et ass awer och net all Dag schweier. Wann Der eng Kéier Zäit hutt, kuckt lech dee Film un.

Domadder géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An elo ass den Tour um Här Georges Engel fir d'LSAP.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi et schonn e puermol gesot gouf, a wéi de Rapporteur - deem ech hei wéilt Merci soen duerfir - et och a sengem exzellente a gudd schréfflechen a méndleche Rapport gesot huet, huet deen Text hei zwee Voleten: een ursprénglech Projet, deen u sech eng Rei méi technesch Adaptatiounen, déi duerch d'Reform vun der Inspektioun an d'Afëierung vun den Direkteren am Enseignement an der École fondamentale néideg gi sinn, sollt virhuelen, an du koumen eng Rei vu Regierungsamendementen am Februar, an de Projet, deen huet u sech eng nei Envergure, eng nei Nues kritt, well do duerch och elo eng Reform vum Stage fir d'Enseignanté virgeholl gouf an och un dem Rekrutement geschafft ginn ass, fir aner Leit mat an den Enseignement eranzekréien.

Déi Mesuren hei sinn am Aklang mat dem SNE geholl ginn. Effektiv ass den 23. Januar en Accord zustane komm tëscht dem Minister, dem Ministère an dem SNE, fir haaptsächlech beim Rekrutement méi effikass ze ginn, ouni awer un der Qualitéit vum Enseignement ze verléieren.

Deemno ass d'Flexibiliséierung bei der Option C1 an der Option C2 bis C4 agefouert ginn. Dat ass eng gutt Saach, virun allem fir déi, déi am Ausland, ënner anerem an der Belsch, hir Studie maachen, déi mussen dann net onbedéngt dat zousätzlech Joer maachen.

Mir haten do als LSAP an der Commissioun nogefrot, an de Minister hat ze bedenke ginn, dass an der Belsch am Moment gréisser Reformen an deem Beräich géife lafen. An duerfir meng Fro, ob de Minister do nei Erkenntnisser huet, ob hie weess, wat do geplangt ass a wat déi Reform da mat sech bréngt, a virun allem, wéi déi Reform dann och Auswierkungen huet op eis Enseignanten, déi dann eng Kéier hei am Enseignement solle schaffen. Wa mer do nach weider Informatiounen kéinte kréien, wär dat ganz fein.

E weidere Punkt ass, dass déi praktesch Stagë während der Ausbildung eng Réduction de stage vun engem Joer bedeite kënnen. Doderch kréie mer och eng Opwärtung vum Bachelor an der Education op der Uni Lëtzebuerg. Si mussen da just nach zwee Joer Stage maachen. U sech ass dat eng gutt Saach, hei de Stage un deen ausgeschaffte Bachelor vun eiser Uni unzepassen. Doderch huet een dann och e Virdeel, wann een dese Bachelor gemaach huet, wat dann och deemno eng Opwärtung vun der Formatioun ass.

D'Praxis während dem Bachelor a Kombinatioun mat deenen zwee Joer Stage um Terrain sinn eng gutt Basis, fir dann am Beruff kënnen ze stoen. Et gouf hei viru gesot, dass d'Praxis ganz wichteg ass - d'Madamm Hansen huet dat gesot -, dass een d'Theorie zwar muss hunn, mä wann een herno effektiv um Terrain schafft, da gesäit een, wat déi Theorie wäert ass, an ech ginn hir do och vollkommene recht, dass een déi praktesch Ausbildung net dierf vernoléisegen.

Dës Regel wäert och fir déi Leit gëllen, déi aktuell am Stage sinn, an eng Entrevue d'lescht Woch mat der SNCSE huet eis en direkte Retour vun Terrain ginn. Et ass och en Challenge fir déi Leit, déi aktuell am Stage sinn, sech deementspreechend ëmzestellen. Si brauchen doderch d'Ennerstëtzung vun den Direktiounen, an déi Direktiounen sinn och ganz motivéiert, fir déi Ennerstëtzung ze ginn. Mä et ass awer och d'Aufgab vun der Politik a vum Ministère, duerfir ze suergen, dass déi Direktiounen genuch Moyenen hunn, fir déi Stagiäre kënnen gutt ze ennerstëtzen.

Dann nach e ganz wichtige Punkt. Mir maache mat dësem Gesetz de Rekrutement vun Enseignanten am Fondamental op fir Leit mat engem Bachelor, e Bachelor, deen a Relatioun mat den Ziler vum Fondamental muss stoen. Et ass viru och schonn oft genuch gesot ginn a jo, hei gëtt et eng Rei vu Kriticken. Zum Beispill hu mir an der Commissioun driwwer diskutéiert, ob een net soll eng kloer Lëscht vu Bacheloren definéieren, déi hei sollen zougelooss ginn, fir dee Wee do kënnen anzuschloen. Dat ass awer u sech ganz schwiereg en vue vun där grousser Unzuel vun deene verschiddene Studiengäng, déi et gëtt, a mir wollten d'office och keen ausschléissen, well wann een net op esou enger Lëscht erfaasst wier, da kéint deen u sech net rekrutéiert ginn. Hien hätt awer wahrencheinlech oder vläicht e ganz interessante Studiengang fir de Fondamental kënnen absolvéieren, an esou wär deen dann ausgeschloss. Duerfir ass du vun där Lëscht ofgesi ginn.

Eng zweet Kritik: Leit, déi de Beruff vum Schoulmeeschter net geléiert hunn, hätten net genuch Anung vu Pädagogie a géifen elo an

dës Carrière erageholl ginn. Effektiv kann een déi Kritik do deelen. Et ass wichteg, dass een eng fundéiert Formatioun kritt, well Leit no zwou Wochen oder véier Wochen Intensivtraining virun engem Klass ze stellen, dat ass net esou ohne. Jiddwereen, deen emol eng Kéier selwer e Cours gehalen huet, an heibanne sinn där jo och, déi wëssen, dass dat net esou einfach ass, och wann een dat kéint mengen.

An dat ass och sécher net den Idealfall, well Kanner, grad wa se kleng sinn, mussen vun deene beschte Leit d'Basis fir d'Liewe matkréien. A vläicht kann de Minister eis dann och nach e puer Präzisiounen zu där pädagogescher Ausbildung do ginn.

Mä, an dat huet eis dann och beweegt, den Text hei matzedroen: Mir kënnen eis just ausrichten nom Ist-Zustand an net nëmme nom Idealfall. Et dierf een net vergiessen, dass mer och haut scho Leit am Enseignement hunn, vun deenen eng ganz Rei eigentlech nëmme eng limitéiert pädagogesch Ausbildung hunn, an dat sinn eis Chargé-de-coursen, vill engagéiert Leit, déi säit Joren e feste Bestanddeel si vun eisem Schoulbetrieb an ouni déi eise Schoulbetrieb och iwwerhaapt net méi kéint assuréiert ginn. Awer si hunn dës Ausbildung vum Enseignant jo och net, maachen awer zum allergréissten Deel eng wonnerbar Aarbecht, déi een net denigréieren dierf. Duerfir kann dat hei eng wichteg Chance sinn, eng Rei diploméiert Leit an de Schouldéngscht eranzekréien, déi a Relatioun mat den Ziler vum Fondamental sinn.

Dobäi soll een dann och net vergiessen, onbedéngt weider de Chargé-de-coursen all d'Chancen ze ginn, fir dann den Diplom op eng uerdentlech Aart a Weis, déi machbar ass, nozehuelen. D'Erfahrung, déi dës Leit mat engem anere Bachelor aus hirem Studium aus engem anere Beruff an um Terrain mat sech bréngen, déi kann een och als Plus-value fir d'Kanner an der Schoul gesinn, wann ebe garantiéiert ass, dass si déi pädagogesch Ausbildung dann och kréien.

An och si wäerte grad am Ufank zousätzlech Ennerstëtzung brauche vun den Direktiounen, an do ass, oder do muss dann, wéi gesot, d'Politik der Direktioun déi Méiglechkeeten och ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Een anere Kritikpunkt, deen ass dann och vum SEW-OG-BL geäussert ginn: Wa mer aner Leit géifen erahuelen, géif doderch de Bachelor an der Education, déi dat geléiert hätten, entwäert ginn a sech an Zukunft nees manner Jonker fir dese Bachelor aschreiwene. Dës Kritik wär berechtigt, wann et eng dauerhaft Mesure wär. Deem ass awer net esou. De Minister huet den Appell do héieren an huet déi richtig Decision hei geholl, dass hien der Mesure hei d'office eng Grenz vu fënnf Joer opgesat huet an dass d'Studenten, déi mat engem Bachelor aus der Education kommen - dat huet den Här Baum viru nach ganz kloer eng Kéier an e puer Sätz ëmmer erëm widerholl -, eng absolutt Prioritéit hunn.

Dat ass eng gutt Decision. An ech mengen, dass mat där Mesure hei, déi begrenzt ass, déi awer Plaz léisst fir déi Leit, déi dat geléiert hunn, mer heimadder kënnen eng Deelléierung hu fir de Problem.

Voilà. Alleguerten eens ware mer eis, dass dës Mesure absolutt noutwendeg ass, fir deem akute Mangel un Enseignanten am Fondamental entgéintzewierken. A vu dass dat heiten eng zäitlech begrenzte Mesure ass, ass et eng pragmatesch an eng gutt Deelléierung. De Risiko wär näamlech gewiescht, dass mer am September kee virun de Klasse gehat hätten, fir Schoul ze halen.

Ech soen Deelléierung, well ee sech awer muss e puer prinzipiell Froe stellen. Prinzipiell muss ee sech näamlech d'Fro stellen, firwat mer en Enkpass un Enseignanten hunn. Dat ass zwar net eréischt säit geschicht de Fall, mä elo ëmsou méi akut.

Ass dat, well de Beruff net méi attraktiv genuch ass? Well d'Ufuerderunge vläicht ze héich sinn? Well de Studiengang net deem entsprécht, wat ee sech virstellt? Well et am Enseignement am Ganzen awer vläicht e bëssen ze vill Reforme gouf an doderch de System un d'Wackele koum an et doderch eng Instabilitéit gëtt, déi Onsécherheet mat sech bréngt? Déi Froen, mengen ech, muss ee sech dierfe stellen. Och wann een hei déi Reformen, déi alleguer zum Zil hunn, dass et an der Schoul besser geet, matgedroen huet, dierf ee sech déi Fro awer stellen.

Fir d'Sozialisten ass et kloer: Mir mussen dem Personalangel an der Schoul begéinen, bei den Enseignanten, mä och op allen aneren Niveaue vum Schoulbetrieb, well nëmme mat genuch qualifiziertem Personal an alle Beräicher vun der schoulescher an ausserschoulescher Betreuung sinn ambitiéis pädagogesch Konzepter an der Schoul ëmsetzbar, fir all Kanner mat-



zehuelen, fir se ze fërderen an hir Kompetenze beschtméiglech ze entwéckelen. An hei muss een dann och d'Fro stelle vun der Orientéierung vun eise Schüler no der Première, déi jo virausschauend muss sinn an déi den Defie vun deenen nächste Jore muss gerecht ginn, well déi Leit muss jo nach eng Zäit studéieren.

A wa mer haut Gesetzer maachen, wou mer Leit brauchen, déi mer awer net hunn, da muss ee sech och Gedanke maachen iwwert d'Orientéierung vun deene Schüler no der Première. Wa mer haut zum Beispill vill Orthophoniste brauchen, da muss mer matzäit dee Studiengang virbereeden an d'Leit och an dee Studiengang orientéieren. Orthophonist ass ee Beruff, deen ech elo erausgeholl hunn, mä et gëtt nach eng ganz Rei anerer.

Fir déi laangfristeg Problemer ze beäntweren, brauche mer duerfir och eng gréisser Analys, déi eis haut nach feelt an déi eis an der aktueller Situatioun jo och net direkt hëlleft, dem Noutstand vun den Enseignanten, dee mer hunn, direkt entgéintzewierken.

Duerfir sinn déi Mesuren, déi an deem Gesetz virgesi sinn, gutt Mesuren. Si bidden eng gutt a pragmatesch Léisung fir de Problem, dee mer elo hunn, an duerfir dréit d'LSAP dee Projet hei mat a wäert dese Projet och matstëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech ass et jo kaum ze verstoen, datt ee vun de weltwäit deierste Grondschulsystemer mat enger Penurie u qualifiziertem Personal ze kämpfen huet trotz deenen dach gudden Salären, déi an deem Secteur bezuelt ginn, jidde-falls wann ee mam Ausland vergläicht.

Dat ass e grouse Problem, dee mat deem Projet de loi kuerzfristeg behuewe ka ginn. Kuerz gesot geet et nieft enger ganzer Rei méi klengen Adaptatiounen jo doréms, d'Penurie ze behiewen, an dëst Gesetz ass dann och tëschent der Enseignantsgewerkschaft SNE an dem Educatiounsministère ausgehandelt ginn, während déi aner Enseignantsgewerkschaft SEW sech éischter mat Hänn a Féiss géint eenzel Punkte gewiert huet, well se d'Beruffsbild vum Enseignant a Gefor gesäit. D'Ausgangssituatioun ass also net ganz einfach.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu der éischter a wahrscheinlech ëmstridder Dispositioun. Hei geet et, wéi gesot, doréms, datt d'Inhaber vun engem Bachelor ënner gewëssene Konditiounen Schoulmeeschter oder Léierin däreft ginn, wann hire Studium a Relatioun stoung mat de Missiounen vun der Grondschul, wéi et am Gesetzestext heescht. Dës Dispositioun ass, wéi all déi aner, aus der Urgence eraus decidéiert ginn an ass op fënnf Joer limitéiert. Si huet de Virdeel, kuerzfristeg sécherzestellen, datt am Hierscht all Klass mat engem Enseignant besat ass.

Dat ass d'Hauptvoraussetzung, Dir Dammen an Dir Hären, fir datt eis Grondschoulen am Hierscht iwwerhaapt kënnen funktionnéieren, an duerfir droe mir als Gréng dës Decisioun.

Allerdéngs hu mir och eng Rei Bedenken, op déi ech kuerz wéilt agoen. Dëse Projet de loi definéiert näamlech net kloer, em wéi eng Bacheloren et geet a wéi eng Bacheloren Prioritéit kréien. Dat ass ganz schwierig. Den Här Baum huet dat och esou erkläert. Mä duerfir léisst dës Dispositioun awer och Plaz fir Spekulationen. Eng vun de Méiglechkeete besteet jo doran, datt Sozialpädagogen oder eben Educateurs gradués sech fir déi Poste bewerben an effektiv rekrutéiert ginn. Hire Profill läit net wäit ewech vum Profill vum Enseignant, si hunn eng gewëssen Erfahrung am Umgang mat Kanner, a schonn alleng duerch de Choix vun deem Beruff hu se bewisen, datt se sech zu sozialpädagogeschen an educative Missiounen beruff fillen.

Hannendru stellt sech dann awer eng Fro, Här Minister: Wat geschitt, wann d'Educateuren an d'Sozialpädagoge massiv kandidéieren a vun der Selektiounskommissioun als déi géeege Kandidaten ausgewielt ginn, am Fall, wou vill där Leit gebraucht ginn? D'Konsequenz wier jo dann déi, datt dës Persounen aus dem Betreuungssecteur an de Schoulsecteur ofwandere, mam Resultat, datt d'Penurie vum Schoulsecteur an de Betreuungssecteur verlagert gëtt.

Attraktiv ass dës Ofwanderung an d'Grondschul allemol, schonn alleng doduerch, datt d'Gehältertabell an der Grondschul méi attraktiv ass wéi am Betreuungssecteur. Attraktiv ass de Wiessel an d'Grondschul och, well eng voll Tache an der Grondschul méi niddreg ass wéi am Betreuungssecteur, méi Vakanz versprécht an doudsächer och manner belaauschend ass wéi d'Aarbecht an engem Kannerheem, wou Nuettschichte mussen gemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, am Fong kann de Risiko vun der Penurie am Betreuungssecteur just verhënnert ginn, wann net vill Kandidaten aus deem Secteur ugeholl ginn, obscho se sech wahrscheinlech am beschten duerfir eegnen.

An dat féiert dann zu eiser zweeter Fro. Et ass déi: Wat geschitt, wa Persoune rekrutéiert ginn, déi nach ni e Kand vun no gesinn hunn, och wann hire Bachelor mat engem Schoulfach ze dinn huet? Datt eng perfekt formuléiert Lettre de motivation - déi jo ausschlaggebend ass - oder eng villversprechend Selbstduerstellung um Pabeier net duerginn, fir déi mënschlech an educativ Capacitéite vun engem Mënsch richtig aschätzen ze kënnen, weess jiddwereen, dee regelméisseg mat Astellungen am educative Secteur ze dinn huet. Eng Persoun, déi zum Beispill e Bachelor an der Mathé huet an d'Hannerdier vun deem Projet de loi benotzt, fir méiglechst schnell Geld ze verdéngen, muss nach laang kee gudden Enseignant sinn. Am Hierscht riskéiert hien, virun enger Klass ze stoen an iwwerfuert zinn.

An deem Kontext werfen ech d'Fro op, wéi de Problem vu fréizäitegen Demissiounen geléist ka ginn am Fall, wou verschidde Persoune merken, datt se awer net fir diesen Job gemaach sinn a sech no e puer Méint nees zréckzéien. Grétt dee Moment op d'Réserve des suppléants zréckgegraff? Oder ginn direkt nei Bachelorinhaber age stellt?

A schlussendlech froe mir eis och, ob de sougenannten „Track 2“ fir Leit, déi och zum Deel e Bachelor hunn, nach attraktiv ka bleiwen. Hei geet et jo dréms, datt d'Chargéen, déi op d'mannst fënnf Joer Schoul gehalen hunn, hir Formatioun och en cours d'emploi kënnen maachen. Den Ennerscheid zu der neier Dispositioun ass allerdéngs deen, datt dës Persounen hir Formatiounen ausserhalb vun de Schoulzäite mussen maachen, während déi nei rekrutéiert Bachelorinhaber een Dag d'Woch fir d'Formatioun fräigestallt ginn. Mir ginn ze bedenken, datt dës Fräistellung net nëmme zu Reiwereien um Terrain ka féieren, mä och zu Schwierigkeete bei der Organisatioun vum Schoulalltag, wann déi nei rekrutéiert Kandidaten a Kandidatinnen all zesummen all Mëttwoch feelen, fir an d'Formatioun ze goen. Mir mengen, datt dat net esou einfach wäert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Konklusioun, déi mir als Gréng an deem éischte Punkt zéien - dat ass deen heikelsten -, ass kuerz gesot folgend, d'Fransouse géife soen: «A situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle.» Dat heescht, mir droen dës Moosnam mat, well et sech em eng Noutléisung an enger Noutsituatioun handelt.

A mir begrëssen ausdrécklech, Här Minister, datt Dir bereet waart, dës Bréck fir Quereinsteiger op fënnf Joer ze limitéieren am Hibleck op eng Evaluatioun, grad wéi och d'Dispositioun, datt dese Leit net d'Prioritéit wäert ageraumt ginn. Dat ass ganz wichteg.

Den zweete Punkt, op deen ech ze schwätze kéim, betrëfft d'Reduktioun vun der Ausbildungszeit op de belschen Unien, och mam Zil, kuerzfristeg méi Enseignanten op den Terrain ze kréien. Studenten, déi entweder fir de Cycle 1 oder fir d'Cycle 2 bis 4 ausgebild sinn, kréien domat d'Méiglechkeet, no hiren dräi Joer Studium schaffen ze goen an hire Brevet en cours d'emploi ze kompletéieren mat 160 Stonne Formatioun um IFEN. Dës Moosnam ass natierlech sënnavoll, fir der Penurie entgéintzestieren. Allerdéngs sende mir domat d'Signal aus, datt e Studium vun dräi Joer duerguet, fir Schoul ze halen. Ob dat dee richteg Message ass, doriwier kann een diskutéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mir dann am Hierscht déi Leit aus der Belsch huelen, déi véier Joer studéiert hunn, fir hire Brevet fir d'Cycle 1 bis 4 ze kréien, a wa mir donieft och déi huelen, déi dräi Joer studéiert hunn, fir entweder am Cycle 1 oder an de Cycle 2 bis 4 ze ënnerriichten, da kréie mer effektiv fir d'nächst Rentrée vill Enseignanten op den Terrain.

Allerdéngs mussen mer och op d'Rentrée duerno kucken, wou kaum nach ee mat véier Joer aus der Belsch wäert kommen, well dräi Joer Studium jo dann duerginn. Fir d'Studenten vun der Uni bedeit dat eng gewëssen Diskriminatioun, géife mir mengen, well se net an de Genoss vun deser Moosnam kommen, souwäit hunn ech dat emol verstanen.

Virun allem muss een awer bedenken, datt d'Formation initiale vum Léierpersonal an der Belsch deemnächst wäert reforméiert ginn. An absehbarer Zukunft muss all Mënsch, deen an der Belsch wëllt Schoul halen, mindestens e Bac+4 ofgeschloss hunn. Interessant ass dobäi, datt d'Brevet anescht ënnerdeelt ginn. Et wäert e Brevet fir de Cycle 1 an 2 ginn, e Brevet fir d'lescht Joer vum Cycle 1 bis zum Cycle 4 inklusiv an e Brevet fir de Cycle 4 bis zum Ennergrad vum Secondaire inklusiv.

Wa mir da wëssen, datt haut méi wéi d'Halschent vun den Enseignanten am Fondamental an der Belsch forméiert gi sinn, dann däreft dës Reform eis net egal bleiwen, an da lande mir noutgedronge bei der Fro, ob mir weiderhi sollen dru festhalten, Generalisten auszubilden, fir den Term vu mengem Virgänger an deem Dossier, dem Claude Adam, ze gebrauchen, wann eist Nopeschland konsequent op de Wee vu Spezialiste geet.

An deem Kontext wier et net vu Muttwëll, ze evaluéieren, wat ee eise Grondschoulen iwwerhaapt bruecht huet, d'Formatioun vum Enseignant am Joer 2004 ze uniformiséieren an den Enseignant fir de Cycle 1 ofzeschaffen. Dat ass déi sougenannte Spillschoulsjoffer oder de Spillschoulsmeeschter, wann een en esou däreft nennen.

D'Belsch féieren dese Brevet, wéi gesot, nees an: mat der Extensioin op de Cycle 2 an op Basis vun engem Bac+4.

Den drëtten a leschte Punkt, op deen ech ze schwätze kommen, betrëfft d'Reduktioun vun der Stagezeit vun dräi op zwee Joer, nodeems de Stage 2015 am Kontext vun der Reform an der Fonctioun publique agefouert gi war. Hei muss ee bedenken, datt dës Moosnam schonn a Kraaft trëtt, éier déi éischt Period vun dräi Joer Stage iwwerhaapt emol eriwuer ass. Evaluéiert konnt se also nach net ginn, wat d'Netpertinenz vun deenen dräi Joer ënnerträicht.

Natierlech kann ee grad wéi virdru soen, datt och dës Moosnam aus der Nout eraus geholl gëtt, fir méi educativ Stonnen erauszuschloen oder awer och fir de Beruff vum Enseignant nees méi attraktiv ze maachen, wat eng Interpretatioun ass, déi net vu jiddwerengem gedeelt gëtt.

Ob aus der Nout eng Tugend gëtt, dat muss d'Zukunft weisen. Mä se weist et net vum selwen. Fir erauszefannen, Här Minister, ob dës Moosnam grad wéi aner Moosname sënnavoll a richtig sinn oder ebe kontraproduktiv a falsch, féiert kee Wee laanscht eng Evaluatioun, déi Dir jo och an der Kommissioun versprach hutt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dës Evaluatioun muss an engem festgeluechten Zäitraum stattfannen, an dat ass deen eenzege Wee, fir ze wëssen, wéi et an Zukunft soll weidergoen. Domat mengen ech och net just d'Evaluatioun vun deem Gesetz, mä d'Evaluatioun vu sämtleche Rekrutéierungsmoosnamen an der Fonctioun publique.

D'Fonctioun publique ass schlisslech e Ganzt a soll e Ganzt bleiwen, och wann d'Moosname jee no Secteur, jee no Ministère a Verwaltung verschidde kënnen ausgesinn. Well wat fir en Informatiker oder en Ingenieur ka richtig sinn, muss net richtig si fir e Jurist oder en Ekonomist an och net fir e Schoulmeeschter oder eng Léierin.

Dobäi ass et kee Geheimnis, datt net nëmme d'Grondschul mat personellen Enkpäss ze kämpfen huet. Och d'Ministère an d'Verwaltunge fanne kaum nach Kandidaten, wann et dréms geet, Ingenieuren, Informatiker oder Juristen ze rekrutéieren. E Stage vun dräi Joer mécht d'Situatioun hei och net besser an och net méi attraktiv. En dréit näamlech weder dozou bäi, datt méi Kandidaten fonnt ginn, nach datt déi richteg Kandidaten um richtige Posten landen a motivéiert schaffen. Duerfir brauch ee ganz aner Moosnamen.

Duerfir plädéiere mir als Gréng duerfir, datt an Zukunft net méi just iwwert d'Dauer vum Stage diskutéiert gëtt. Déi Diskussioun féiert zu näischt, well se sech net mat den Inhalter, mat de Methoden a mat den Ziler auserneeetzt an och net mat der Fro vun Alternativen zum Stage am Hibleck op eng besser berufflech Agliderung op allen Ebene vun der Fonctioun publique.

Op den Enseignement fondamental bezunn, heescht dat ganz vill. Eischstens muss analyséiert ginn, wéi de Beruff vum Enseignant nees méi attraktiv ka ginn. Iergendee Grond muss et jo ginn, firwat esou wéineg Leit sech duerfir interesséieren. An deem Kontext däreft d'Diskussioun ronderëm d'Reform oder carrement d'Ofschaffung vum Stage natierlech net feelen, ebe grad well d'Enseignanté scho während hirem Studium eng ganz Rei Stagé gemaach hunn.

Eng aner Pist, fir de Beruff vum Enseignant méi attraktiv ze maachen, gesi mir awer och an der Entbürokratiséierung vum Beruffsalldag. D'Léierinnen an d'Schoulmeeschtere mussen nees méi no bei d'Kanner réckelen, wat nëmme méiglech ass, wann de bürokrateschen Opwand an de Grondschoule reduzéiert gëtt.

Zweetens muss och d'Ausbildung nees zum Thema gemaach ginn. Dozou gehéiert, wéi scho gesot, d'Diskussioun, ob mir net äänlech wéi eis belsch Noperen op de Wee vun der

Spezialiséierung no Altersgruppen, Leeschnungsniveauen a Spezialfächer wéi Sängen - d'Madamm Hansen huet dat Fach genannt, et ginn der nach méi, zum Beispill och de Sport - kënnen goen. D'Situatioun an eise Schoule gëtt näamlech net ëmmer méi einfach, se gëtt ëmmer méi komplex a méi komplizéiert. Fir eis ass dat ee Grond méi, fir sech intensiv mat de Kompetenzen auserneezen, déi en Enseignant an Zukunft brauch, fir eiser villsprochege, multikultureller a sozial fragiller Schoulbevölkerung gerecht ze ginn.

D'Diskussioun iwwert d'Roll an d'Missiounen vum IFEN a vun der Uni Lëtzebuerg gehéiert natierlech an deeselwechte Kontext, grad wéi och d'Analys iwwert déi vill Echecken op der Uni Lëtzebuerg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en dréite Volet, dee muss analyséiert ginn, betrëfft deen zukünftege Personalbedarf an der Grondschul, mä och generell an der Fonctioun publique. Wann ee sech de rasanten demografesche Wuesstum ukuckt, da kann een dovun ausgoen, datt an Zukunft nach méi Personal an de Schoule gebraucht gëtt wéi haut an datt dowéinst nach méi Personal rekrutéiert muss ginn. Dat ass logesch.

Wa sech dee Moment erausstellt, datt net méi genuch Fësch am Baseng sinn, déi ee ka fänken, da muss een a méi e grouse Baseng fësche goen, fir et bildlech auszedecken. Dat heescht, wann net méi genuch Kandidaten ënner de besteende Bedéngungen ze fanne sinn, da mussen d'Bedéngunge geännert ginn. Dozou gehéiert, datt den Accès zu der Fonctioun publique an domat och den Accès zu der öffentlecher Schoul erweidert muss ginn, ouni datt d'Qualitéit dorënner däreft leiden.

Wier et wierklech en Drama, wann en Informatiker, deen enger Verwaltung schafft an net a Kontakt mat de Bierger a Biergerinne kënt, net gutt Lëtzebuergesch schwätzt?

► **Une voix.** - Ah voilà.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Mir mengen net. All dës Elementer bilden e grouse Chantier, op deem mir an Zukunft mussen schaffen. Zesumme mat de Sozialpartner an allen anere Partner mussen mer et fäerdegbréngen, d'Fonctioun publique an eben och déi öffentlech Schoul nees op fest Féiss ze stellen an an d'Besoine vun eiser multikultureller Gesellschaft unzepassen.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke ganz gär u mat engem Merci un den Här Lex Delles, deen eis dee Projet hei mat vill Begeescherung virgedroen huet, wéi mir dat vun him gewinnt sinn.

Et ass e Projet, dee ganz déif blécke léisst, well engersäits ass en och ze gesinn an dem Zesammenhang mat där Onrou, déi mer am September zejoert hate bei der Rentrée, wou mer jo och eng Diskussioun hate ronderëm dat, wat wierklech do am Éislek geschitt war. Ech muss soen, déi Diskussioun war net ëmmer transparent, vläicht och net ëmmer ganz éierlech. Mä virun allem mussen mer gesinn, datt déi Rekrutementsproblemer, déi mer elo hunn, net nëmme vun eis ausginn, well mer jo och e grouse Wuesstum vun eiser Populatioun hunn, mä och d'Resultat si vu ganz ville Feelentwecklungen am Enseignement.

Et ass näischt, wat einfach esou vun haut op muer entstanen ass. An ech wëll hei just vläicht eng Gewerkschaft zitieren, den SNE, deen och am Kontext vun deser Diskussioun gesot hat, et wär eng Konsequenz vun „ressourcenfressenden Reformen im Fondamental“. An e Beispill dovunner ass och, datt mer zum Beispill ganz vill Léierpersonal fräistellen, fir Recherchen ze maachen an innovativer Pädagogik. Nach dëst Schouljoer huet de Minister d'Ziel vun de Stonne prozentual guch héich an d'Luucht gesat, déi consacréiert ginn, fir Recherchen ze maachen an innovativer Pädagogik.

Wa mer awer gesinn, datt Leit um Terrain feelen, froe mir eis: Ass dat wierklech néideg? Eiser Meinung no gehéiert d'Léierpersonal an d'Schoullklassen. Dat ass d'Prioritéit. Mir si géint dee grouse Waasserkapp am Schoulministère.

Dat Zweet ass, datt et ganz vill Problemer mat der Demotivatioun vum Léierpersonal gëtt. An

och dat huet eng ganz Rei vu verschiddenen Ursachen. Dat Eischt ass emol d'Disziplin an de Schoulen, wou Gewalt, Gewaltproblemer (veuillez lire: wou et Gewaltproblemer gëtt), déi net dierfe klenggeriet ginn, wou et gutt wär, wann eng Hierarchie, eng Direktioun op der Plaz wär, fir och kënnen no de Schoulen ze kucken. An och d'Bürokratie, dat hunn hei scho Verschiddener ugeprangert, muss reduzéiert ginn. Mä et sinn ausgerechent déi Parteien, déi déi Bürokratie ageféiert hunn, déi haut soen, mir missten d'Bürokratie zréckschrauwen.

Mir als ADR waren ëmmer dergéint, wat de Plan de développement scolaire ugeet, wat d'Bilanen ugeet, an esou vill aner onnéideg Bürokratie, déi an eis Schoulen ageféiert gouf.

A loosse mer dann och emol e Bléck werfen op d'Ausbildung, déi hei am Institut de formation vun der Éducation nationale geleescht gëtt! Do ass zum Beispill d'Fro - an ech wëll do vläicht eng Klammer opmaachen -: Fält et da kengem an all deene quotebegeeschterte Regierungsparteien op, dass net vill Männer an dee Beruff wëllen, obschonn e jo attraktiv an interessant ass?

Iwwerall triert Der fir Quoten an. Hei ass dat op jidde Fall keen Thema, wann hei net vill Männer wëllen de Schoulmeeschterberuff ergräifen. Huet dat vläicht eppes mat deem Gegenders am Unterrecht ze dinn, och eng iwwerflësseg Saach, déi säit Jore forcéiert gëtt? An huet et net och eppes domadder ze dinn, net dass net vill Männer do komm sinn,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Kollegen, wann ech gelift, et ass e bësse vill Gemengels am Fall.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Mech stéiert dat net, Här President.

(Hilarité et brouhaha)

Si grommele vu Begeescherung, an dat ass ganz richtig esou.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Wéi ee Mann!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech fäerte ganz, dass dat net d'Ursach ass, Här Kartheiser.

(Hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dir wäert elo gesinn, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech fäerte ganz, Dir kritt dat net duerch.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dir wäert gesinn, mat deem, wat ech elo soen, wäerte Verschiddener heibanne grommelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Da wäert ech se awer och net méi stéieren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Neen, stéiert se net.

(Hilarité)

Et ass näamlech esou, wann Der dee leschte Rapport „Antisemitisme au Luxembourg“ gesinn hutt, déi Leit aus de Regierungsparteien hunn dat bestëmmt, deen ass näamlech ganz interessant. An eng Starroll an deem Rapport spillt de Comité pour une paix juste au Proche-Orient, dee kenne mer jo, deen an deem Antisemitismusrapport vill zitëiert gëtt.

Wat interessant ass, ass, dass deen am IFEN ka Schoul halen an dass, wéi de Minister mer och als Äntwert ginn huet op eng Question parlementaire, déi Coursen, déi Seminare vun dem Comité pour une paix juste au Proche-Orient sont „reconnus au même titre que les autres cours offerts à l'IFEN“.

Mir hunn also eng Situatioun an Europa, wou déi meeschte Regierungen an Europa géint den Antisemitismus kämpfen, an des Regierung mécht den Antisemitismus zu engem Schoulfach. Ech géif mer an Ärer Plaz emol richtig Froe stellen, wie bei lech dierf enseigner a wat Der mat deem maacht. Antisemitisch Organisations hunn an eiser Educatioun näischt verluer.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dann e véierte Punkt, wou mer gesinn, dass grouss Problemer an der Schoul sinn, dass sinn natierlech déi flexibel Aarbechtszäitmodellen, vill Congésdemanden. Och dat kann een an de Statistike vum Ministère liesen. Awer et komme weider Geforen op eis Schoul zou, och weider Facteuren, déi eis Schoulleit, eist Léierpersonal demotivéieren. An dat ass och den Nivellement vers le bas.

An déi Gefor kënn och, dass muss ech de Kollege vun der CSV awer och virhalen, wa si an eng Regierung kommen. Och dann ass déi Ge-

for net gebannt. Si hunn och scho geschwat vun Entschlacke vu Schoulprogrammer, d'Sprooch wären nach ëmmer ze vill komplizéiert. Brauche mer de Passé simple? Och d'CSV geet weider op de Wee, fir de Leit ëmmer manner bäizebréngen.

Eng wëssenschaftlech Etüd a Frankräich huet viru Kuerzem gewisen, dass vun 1987 bis 2009, zwanzeg Joer, de Schoulniveau ëm dräi Joer gefall ass, dräi verluere Schouljoren duerch déi Reformen, déi komm sinn an déi och hei zu Lëtzebuerg an enger ganz äänlecher Form erabreucht gi sinn.

Wa mer haut ëmmer méi laang Studienzäiten hunn, ëmmer weider d'Schoul verlängeren, wär et dann net dee gudder Wee, fir den Niveau erëm eropzesetzen an domadder Zäit ze spueren? An deen Niveauverloscht, dee gesi mer am Statexamen, am Premièresexamen an och am Concours elo, fir d'Léierpersonal opzehuelen. Mir hunn elo scho Leit, déi dee Stress net méi aushalen, Affer vun kompetenzorientierten Unterrecht. A mir wësse vun der Uni, vun deene Leit, mat deene mer do schwätzen, dass dat, wat do produzéiert gëtt, vun deene Leit, déi Sciences de l'éducation studéieren, dacks net an engem Franséisch formuléiert gëtt, wat een iwwerhaupt nach ka verstoen.

Ech huelen een Zeien, deen net verdächtig ass, den Här Claude Adam, dee mer elo leider net méi bei eis hunn, an hien huet an engem Artikel am Lëtzebuurger Wort an engem Interview vum 21. März dës Joer gesot: „Das Ministerium will, dass die Uni mehr Kandidaten mit Defiziten aufnimmt und ihnen bei der Aufarbeitung ihrer Schwächen hilft. ‚Das ist schön und gut‘, sagt Adam - de Gréngen, also ech stinn elo net am Verdacht, dass hei ze behaupten - „Was (...), wenn sie am Ende der Ausbildung ihre Defizite nicht aufgearbeitet haben? Was zertifiziert die Uni in solchen Fällen? Adam ist skeptisch. Die Erfahrung zeige, dass nur wenige Studenten mit einer Admission conditionnelle aktiv an ihren Defiziten arbeiten“, so Adam. „Wir riskieren, Generalisten auszubilden, die keine mehr sind.“ Dat ass d'Wourecht. Dat ass einfach esou, wéi et ass.

Mä firwat sinn net d'Konsequenzen, déi d'Politik dorauer zitt, dass mer konsequent géint den Nivellement vers le bas virginn, dass mer kucken, dass d'Leit erëm eppes léieren an eppes kënnen, an net d'Leit an d'Schoul ertolossen, déi selwer net méi deen Niveau hunn, dee se brauchen, fir iergendengem aneren eppes bäizebréngen?

Well loosse mer dach d'Realitäten esou uschwätzen, wéi se sinn! D'ADR ass, an dat ass meng déif Iwwerzeugung, déi eenzeg Partei heibannen, déi des feste Wëllen huet, den Nivellement vers le bas ze stoppen. Dass e Wahlversprechen, wat mir mat un déi éischt Plaz setzen. Mat eis geet dat do net esou virun, well mir féieren eist Land an eng Situatioun, déi eis net méi konkurrenzfähig mécht, déi eis Verwaltungen net kann um Fonctionnéieren halen, déi eiser Ekonomie schuet. Dat dauernd Ronderëmgeschwätz ronderëm d'Problemer an der Educatioun hëllef kengem Mënsch.

► **Une voix.**- Ganz richtig! Ganz richtig!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Wa mir dat Gesetz hei kucken, mussen mer eis och dräi fundamental Froe stellen. Dat Eischt ass: War et iwwerhaupt néideg, wa mer elo des Weeër opmaachen, dass mer d'Sciences de l'éducation esou virgeschriwwen hunn, fir kënnen an d'Schoulen enseigner ze goen? Wann dat net fonctionnéiert huet - an et huet jo offensichtlich net fonctionnéiert - an elo aner Voien opgemaach ginn, ass dann net d'Konklusioun och déi, dass mer müssen déi ursprénglech Orientatioun iwwerpräieren?

De Stage an der Fonction publique: Haut maache Partei wéi d'DP Propositionen am Wahlkampf, einfach esou: „Mir reduzéieren de Stage ëm ee Joer, ëm zwee Joer.“ Den 13. Oktober sinn et zwee Joer a sechs Méint. Mä et ass jo awer des Regierung, déi decidéiert huet, de Stage net nëmme ze harmoniséieren, mä ze uniformiséieren an der Fonction publique.

Wéi eng Konsequenzen huet dann des Entwécklung an der Éducation nationale op de Stage allgemeng? Wat soen dann déi aner Berufsgruppen an der Fonction publique zu deenen Entwécklungen? Mir si gespaant. A wéi wëll d'Regierung dann arbitréieren?

An dann, wéi gesot, hu mer Ongerechtegkeete géintwärtig deene Studenten, déi am Abléck am véierte Joer op der Uni sinn. Ech mengen, och do muss ee sech drëm këmmen, wann des Solutioun ageféiert gëtt.

Fir d'ADR ass dat hei e Gesetz, wat mer net matstëmme, mä mir enthalen eis. Mir enthalen eis, well et fir eis wichtig ass, dass mer eng Noutsituatioun elo palliéieren, well mer och mengen an der Iwwerzeugung sinn, dass mer müssen de Schoulbetrieb um Lafen halen.

Mä et ass eng Noutsituatioun, et ass näischt, wat mer gutt fannen. Et ass eppes, wat mer als Noutwendegkeet matdroen. Mä dee grouss Problem Schoul, dat gëtt fir eis eng Prioritéit am Wahlkampf. Mir sinn net d'accord, dass d'Schoul weider esou mësshandelt gëtt, wéi et an de leschte Jorzéngten de Fall war. Mir wëlle se erëm opriichten am Interessi vun eise Kanner an am Interessi vun der Zukunft vun eisem Land.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Emol een, deen d'Wourecht seet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- De leschte Riedner ass den Här Marc Baum.

► **Une voix.**- Et gëtt ëmmer eng éischte Kéier.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Elo ass et eriwier mat der Mäerchestonn.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Här President, alleguerten d'Virriedner si schonn drop agaangen, dass dat heite Gesetz oder deen heite Projet als Haaptobjekt huet, fir eng Penurie am Enseignement ze verhënnern oder eng Äntwert op eng Penurie ze ginn, fir dass bei der Schoulentrée am Hierscht net eng Katastroph geschitt.

Déi Penurie, dat muss een dann awer soen, déi huet verschiddenen Ursachen. Engersäits sinn net méi genuch Kandidaten, déi dee ganze Parcours wëllen aschloen. An ech hu scho vill Grënn héieren, firwat et net esou vill Kandidate méi ginn. Deen neisten hunn ech elo héieren, dee mech awer elle verwonnert, dee wier, dass esou vill Gegendert géif ginn. Ech mengen net, dass dat ee vun den Haaptgrënn fir d'Penurie ass.

Wat dese Projet awer mécht, dass ass, dass en an eisen Aen de Problem vun der Penurie regelrecht ëmgeet. An e stellt am Géigenzuch éischer d'Qualitéit vun der Ausbildung vun den Enseignanten an domadder d'Qualitéit vum Unterrecht a Fro. Virun allem d'Zouloosung vum Inhaber vun engem ganz vag formuléierten alternative Bachelor, also engem Bachelor an engem Beräich, dee vagement eppes mat den Objektiv vum Fondamental ze dinn huet, also alles ausser de Sciences de l'éducation, steet fir eng Entwäertung vum Diplom vun de Sciences de l'éducation, domadder natierlech och vum Beruff vum Enseignant. A wie seet Entwäertung, dee seet natierlech dann och, dass et e Beruff ass, dee manner attraktiv gëtt.

Dës Mesure gouf zwar duerch den Asaz vu Gewerkschaften oder de Widderstand vu Gewerkschaften op fënnf Joer begrenzt an och nëmme dann (veuillez lire: an dierf nëmme dann ugewannt ginn), wa sech net genuch Kandidaten am Concours presentéieren mat deem richtigen Diplom, also mam Diplom vun de Sciences de l'éducation.

Dës Mesure sollt also trotzdeem déi absolut Ausnam bleiwen, fir géint diesen Ëmstand virzegoen. Mir mengen, dass, wann e wierklech muss op des Mesure zréckgräifen am nächste Joer, een dat net hätt nëmme sollen op fënnf Joer, mä op zwee Joer begrenzen.

Ech kommen awer op den Ufank zréck, näamlech d'Fro, firwat sech esou wéineg Leit mellen, fir iwwerhaupt dee ganze Formationszyklus matzemaachen. An ech mengen, dass dat wierklech eppes mat der Attraktivitéit vun deem Beruff ze dinn huet, déi awer an der Vergaangenheet gelidden huet. D'Stéchwierder dozou sinn awer, mengen ech, d'Stagezäit, déi nei agefouert ginn ass, awer och d'Kierzung vu Gehälter respektiv mat der Stagezäit verbonnen och déi Constraints, dass d'Leit müssen e Memoire maachen, déi, op jidde Fall bei all deene Leit, mat deenen ech geschwat hunn, net wesentlech zur Attraktivitéit vun deem Beruff bäigedroen hunn. A wann et elo nach gläichzäitig dozou aner Leit ginn, déi quasi als Quereinsteiger do kënnen erakommen, dann ass dat, mengen ech, eng weider Entwäertung vum Beruff.

Ech mengen awer, dass e Grond vun der Penurie net nëmme deen ass vun de Kandidaten oder de feelende Kandidaten, mä och deen ass, dass den Educatiounsministère an deene vergaangene Joren an och an deene vergaangene Méint net midd ginn ass, seng eege Ressourcen ze verstreeën duerch d'Schaffung vun entretemps ronn 16 spezialiséierte Schoulorganismen, deenen hir Missioun sech awer och zum Deel iwwerschneiden. Géint de Schoulbroch a fir d'Réussite scolaire ass et an eisen Aen awer wichtig, gutt ausgebildeten Enseignanten, Sozialpädagogen a Psychologe fir d'Schoule selwer ze rekrutéieren, well do gi se och gebraucht.

Wann d'Enseignanten hir Tâche opginn, fir als Instituteur spécialisé an engem vun deenen x pädagogeschen Zentre Perspektiven op och eng deelweis méi attraktiv Pai an och méi attraktiv Aarbechtskonditiounen ze kréien, da

stellt de Ministère sech an eisen Aen domadder selwer e Been.

Duerfir menge mer, dass dese Projet allerhéchstens, allerhéchstens eng kuerzfristeg Noutlösung ass, fir am Hierscht eng Katastroph ze verhënnern, mä dass et net emol den Ufank vun der Debatt ass vun der Ursacheforschung, firwat mer do sinn, wou mer sinn, an dass awer heimadder och de Risiko leeft, dass eng ganz Rëtsch Mësstänn souguer nach weidergefouert gi respektiv souguer neier geschafte ginn.

Dës gesot, wäerte mer eis bei deemem Projet och enthalen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grouss Merci un de Rapporteur, dee jo nach eng Kéier den Historique an d'Motivatioun fir dese Gesetzesprojet, mä awer och déi eenzel Dispositiounen virgestallt huet. Ech wëll deenen eenzelne Riedner Merci soen. Well awer op e puer Aspekter nach eng Kéier agoen.

Et ass deelweis ugeklungen, dass mer heimadder effektiv besser opgestallt si bei der nächster Rentrée. An duerfir wonnert et mech awer, dass d'Zoustëmmung zu deemem Projet de loi hei net méi grouss ass a méi breet ass. An eigentlech hätt se missen unanime sinn. Well wa mer gesinn, dass mer fir déi nächst Rentrée heiduerjer däitlech méi a méi héich qualifizéiert Schoulpersonal kënnen rekrutéieren, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war, an ee sech dann heihinnerstellt a seet, et wëllt een eppes fir d'Qualitéit an der Schoul maachen a Qualitéit an der Schoul wär mat gutt qualifizéierten Enseignanten ze kréien, da misst eigentlech d'Zoustëmmung hei méi breet sinn, wéi se da finalement ass.

Mir wäerte fir d'Rentrée 2018 380 Poste publizéieren. Et ass de Mëtteg scho gesot ginn. Mir hu fir de Concours am Fondamental 243 Kandidature virleien, déi mer jo alleguerten dann no deenen neie Regele kënnen huelen. Do sinn der nëmme 39 dobäi, déi scho bei eis an der Réserve des suppléants schaffen, well se vläicht virdru just den Zougang zum C1 haten, well se vläicht virdru nach d'Preliminaires net gepackt haten. Mä 204 sinn nei Diploméierter, déi de Bachelor en sciences de l'éducation hunn, also wou mer eis jo alleguerten eens sinn, dass et dat ass, genau dat ass, wat mer gären hätten, wat d'Enseignanten hei solle kënnen virweisen, fir an d'Enseignantscarrière eranzekommen.

Ech hunn de Mëtteg keen héieren, deen eppes aneres gesot huet. Heimadder erreeche mer dat doten. Am Verglach mat deenen 204 diploméierten Enseignanten, déi mer dës Joer nei kënnen an de System rekrutéieren, hate mer der d'lescht Joer just 91 kënnen rekrutéieren. An dat war eng vun den Haaptursachen, firwat mer punktuell Problemer - ech wëll nach eng Kéier betounen: punktuell Problemer - virun allem an enger Region um Land hate bei der Rentrée 2017.

Déi grouss Ännerung, déi och hei de Mëtteg diskutéiert ginn ass, dass ass, wa mer feststellen - an dorobber hu mer jo keen Afloss, dass stelle mer fest -, wéi vill Kandidaten dass mer hunn, wéi vill Leit dass wëllen an den Enseignement fondamental schaffe kommen, a mer mierken, et geet net duer, dass mer eis hei eng aner Méiglechkeet gi wéi déi, déi mer haut hunn, fir awer qualitativ héichwäerteg Leit kënnen ze fannen, déi dann déi Posten do occupéieren. An do muss een awer ganz kloer emol nach eng Kéier soen, wéi bis elo (veuillez lire: wéi dat bis elo gemaach gouf) - an dat war net nëmme d'lescht Joer an dat war och net nëmme déi lescht puer Joer, dass war déi lescht Jorzéngten esou, well déi lescht Jorzéngten hu mer eng Penurie am Enseignement fondamental gehat -: Da si Leit geholl ginn, déi eng Première haten, déi véier Woche Stage haten an déi ganz Tâchen hu missen iwwerhuelen. Dat wëlle mer eben elo net méi.

Mir wëllen, dass weiderhin deen, deen eng Première huet, véier Woche Stage huet, punktuell emol kann ersetze goen, ee Moien, zwee Deeg, dräi Deeg, vläicht emol eng Kéier eng ganz Woch, wann ee méi laang krank ass. Mä dass awer deen, deen e Congé de maternité, e Congé parental ersetzt, e Congé sans traitement ersetzt, fir déi Tâche iwwer laang Zäit vläicht als Titulaire de classe kënnen ze maachen, eng aner Formatioun huet. An haut ass et eben esou, dass deen e Bac huet plus véier Woche Stage an da riskéiert, scho mat esou Aufgaben am Enseignement fondamental betraut ze ginn. Ech soen et nach eng Kéier: Dass ass net nei, dass ass d'Realitéit zanter Laangem.

An domadder raume mer haut hei op, wa mer dat Gesetz hei stëmmen.

An duerfir verstinn ech och net, datt hei Kolléeginnen a Kolléegen higin an net matstëmmen an awer gläichzäiteg soen, mer missten eppes fir d'Qualitéit vun eiser Schoul maachen. Mir ersetzen hei net den diplomierten Enseignant duerch een, dee vläicht e Bachelorstudium an engem anere Fach huet. Mir ersetzen hei deen, deen eng Première plus véier Woche Stage huet, duerch een, deen e Bachelor huet an dann 240 Stonne Formation wäert maache während engem Joer, da seng Preliminairé muss maachen a sech dann am Concours muss placieren. Dat ass d'Realitéit. An domadder maache mer eis Schoul besser, Dir Dammen an Dir Hären.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ech wëll lech duerfir, Här President, e klenge Dokument ginn, well ech hunn elo vill Chiffere genannt. Dat kann ee vläicht eng Kéier ronderëm ausdeelen an och mat publizieren.

(**M. Claude Meisch dépose un document.**)

Dat vergläicht eigentlech nach eng Kéier déi Chiffere vun der Rentrée 2017 mat deenen, déi elo méiglech sinn an nëmmen elo méiglech si mat dësem neie Gesetz.

D'Fro ass absolutt pertinent a se ass vu bal alle Riedner ugeschat ginn, firwat mer dann an enger Situatioun sinn, wou et schwéier virauszugesinn ass, wéi vill Enseignanten datt sech d'nächst Joer mellen, wou et och net ëmmer einfach virauszugesinn ass, wéi vill dat mer der eigentlech brauchen. Et ass vill doriwwer geschwat ginn. An eigentlech kenne mer d'Antworten.

Et ass een Aspekt, deen eigentlech net genuch diskutiert ginn ass, well dee mécht et eis haut op den Dag nach relativ schwéier, fir feststellen, wéi vill Leit mer nach zousätzlech brauche fir den nächste 15. September. Dat sinn d'Congé, déi ugefrot ginn. E Congé parental, e Congé de maternité, e Congé sans traitement, e Congé pour travail à mi-temps oder en Temps partiel, déi hu vun der Rentrée 2016 op d'Rentrée 2017 em cumuléiert insgesamt 120 Posten zougeholl, net 120 Leit, déi dat gefrot hunn, mä cumuléiert 120 Poste méi innerhalb vun engem Joer.

A wa mer da gesinn, datt mer just à même waren, 91 nei diplomiert Enseignanten ze rekrutieren, nun, ech mengen, da stellt ee fest, datt dat doten ee ganz groussen Impact huet.

Een aneren Impact ass deen, datt jonk Studenten, an dat begrësse mer eigentlech, sech no hirem Bachelorstudium net onbedéngt direkt engagieren, fir an der Schoul ze schaffen, mä e Master maachen.

Mer hu selwer Carrièren opgemaach fir e Master an der Sonderpädagogik oder den Instituteur spzialisé fir den Émgang mat Kanner mat extrae Besoinen, de Master an der Schoulentwicklung, den Instituteur spzialisé pour le développement scolaire, deen och Enseignanten, déi en zousätzleche Masterstudium hunn, kenne maachen. An deen Appell ass gehéiert ginn. An ech muss soen, ech begrëssen dat, datt deen een oder deen anere seet: Ech ginn net direkt elo an de Beruff, ech maachen nach deen dote Master, an datt en zwee Joer méi spéit kënt.

Duerfir, wann een hei seet, mir hätten elo eigentlech just eng Bréck gebaut an déi wär nëmmen eemol ze bauen, well mer aus der Belsch e Joergang méi fréi géife kréien, nun hei sinn och déi, déi d'lescht Joer net komm sinn, well se e Master maachen, déi kommen dann d'nächst Joer, se komme mat engem Master, se si besser qualifiziert. Och dat, mengen ech, solle mer wüerdgen. A se kënnen aner Fonctiounen, déi mer dringend brauchen an eise Schoulen, dann och unhuelen.

Et war ganz schwéier, erauszefannen, wéi vill Studentinnen a Studenten op den Héichschoulen doruechter - zu Lëtzebuerg geet dat jo nach, mä an anere Länner, nottamment an der Belsch oder an der Schwäiz - ënnerwee sinn.

Ech si selwer bei d'Lëtzebuurger Studentinnen a Studente mat enger Equipp vum Ministère gefuer, duerch d'Belsch bis an d'Schwäiz, hu mat hinne geschwat, hunn och Kontakt opgeholl mat den Autoritéite vun de Schoulen, fir einfach méi regelméisseg Informatiounen ze kréien an awer och nach eng Kéier eis Rekrutementsprozeduren a -kritären, déi mer jo hei nach eng Kéier änneren, do op der Plaz ze diskutieren.

D'ailleurs ass do och ganz vill iwwert de Stage diskutiert ginn. An ech mengen, wa mer e mëttlerweil jo schonn zweemol geännert hunn, dann ass dat zum Deel och opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer do mat den zukünfte Leit vum Terrain haten.

Et ass och net evident, d'Schülerzuele vun engem Joer op dat anert virauszesoen. Mir wësse jo awer, datt mer eng gewësse Croissance démographique am Land hunn. Mir wëssen, datt d'Leit och vu bause bei eis kommen. Mir wëssen, datt déi och emol Kanner matbréngen. Dat ass eis jo awer alleguerten net ganz friem. A ganz vill Député-mairen, déi hei am Sall sinn, déi hu mer an de leschte Méint Bréiwer geschriwwen, se brächten nach deen een oder aneren zousätzleche Posten, well se grad déi dote Situatioun an hirer Gemeng hunn.

Da wonnert et mech awer, datt d'Madamm Hansen hei fret, wéi et da méiglech wär, datt d'Zuel vun Enseignanten, déi an engem Joer solle rekrutiert ginn, dann awer herno nach eng Kéier no uewen adaptiert gëtt. Ma ganz genau well mer déi leschten Zuelen eben nach eng Kéier kucken a well mer ganz no un der Entwécklung dru sinn an dann deem och nach eng Kéier Rechnung droen! Mer kënnen dach do virun net d'Aen zoumaachen. An duerfir hunn ech déi Fro nu wierklech net kënnen novollzéien.

(**Interruption**)

Wéi ech och net richtig kann novollzéien, Här President, datt hei awer net unerkannt... Dach, ech kann et novollzéien, well mer si jo hei an enger politischer Debatt. Et ass jo och ee Moment, wou dat da méi schwéier ass, vläicht nozevollzéien. Mä eigentlech si mer jo hei amgaangen, Problemer ze léisen.

Mat dësem Gesetz a mat aneren Diskussiounen léise mer Problemer. Eis hei virzwerfen, mir géife selwer déi dote Problemer schaffen, well, wéi esou schéi gesot gëtt, mir géifen dann ëmmer ze vill lasskappen doruechter,...

(**Interruption**)

...ma da muss een eis awer emol erklären, wat mer dann net sollte lasskappen! Solle mer da keng Instituteurs spzialisés huele fir den Émgang mat Kanner, déi extra Besoinen hunn,...

(**Interruption**)

...fir d'Inklusioun kënnen ze garantieren an de Schoulen? Solle mer dat dann net maachen?

E Rechtsusproch vun den Elteren, dee vun 1994 u gëllt, deen an eise Gesetz steet, datt, wann d'Eltere soen: „Ech hätt gären, datt mäi Kand an der Regelklass bleift“, datt dat och kann agelést ginn.

Ma mir müssen endlech do handeln, fir datt mer dat doten och kënnen hikeréien. An do brauche mer och déi personell Ressourcen.

Mir müssen eis endlech an enger Rei vun Domänern an der Educatioun Moyene ginn, fir eis Ambitiounen ze erfüllen, an net eis Ambitiounen reduzieren a se just nach eise Moyenen an eise Ressourcen upassen. Dorënner leiden d'Schoulen an dat geet zulaaschte vun der Qualitéit vun eise Enseignement.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, wéi virdu probiert ginn ass, d'Penurie vun Enseignanten ze léisen; de Contingent ass agefouert ginn. Iwwer zéng Joer sinn 300 Posten agespuert ginn an der Grondschoul, well de Contingent agefouert ginn ass.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Et war awer nach ni esou eng Rentrée scolaire!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - An ech denken, datt dat virun allem och Virstellungen an de Wonsch vum Finanzminister waren deemools, deen dat dote gemaach huet.

(**Interruption**)

Dës Regierung, Här President, ass higaangen an huet déi 150 Posten, déi agespuert gi sinn iwwert de Contingent, an dëser Legislaturperiode vun 2014 bis 2019, émgewandelt a se zréck op den Terrain, zréck an d'Schoule ginn als Instituteurs spzialisés.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Et si just keng Leit do...

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Dat ass déi Politik, déi dës Regierung mécht, fir de Schoule besser Moyene ze ginn, fir besser kënnen ze fonctionnieren. A mir probieren iwwert dëst Gesetz natierlech och, fir hannerdrun deementspriedend gutt a méi héich qualifiziert Leit fir eis Grondschoulen ze fannen.

Sech heihinnerstellen an ze soen: „Dir hutt elo regional Direktiounen gemaach.“ Natierlech schaffen do Leit, an dat sinn alleguerte fréier Enseignanten, déi do schaffen! An dann ze soen, dat wier eng Ursach vun där Situatioun, an am selwechten Otemzuch,...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Vun der Feelplanung!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - ...am selwechten Otemzuch awer ze soen: „Mir brauchen en Direkter an all Schoul.“ Wéi wann dat net fréier Enseignant wären, déi dann net méi virun der Klass wären! Also, do muss ee sech awer wierklech un de Kapp fillen...

(**Interruption**)

...fir dat nach alles kënnen nozevollzéien.

Grad esou, mä, ech mengen, et kann een net alles gelies hunn. Ech weess, datt d'Madamm Hansen ëmmer ganz akribesch all Dossier kuckt, mä dat heiten hutt Der iwwersi gehat. Och déi Accompagnateuren, déi déi nei Chargé-de-courses, déi elo mat Bachelor erakommen, wäerte begleeden an de Schoulen, kréien eng Indemnitéit. Déi maachen dat net gratis. Si wäerte 40 Euro Index 100 pro Trimester a pro Kandidat kréie bei der Begleedung vun deene sougenannte Quereinsteiger. Mä, ech mengen, et kann een do sécherlech och emol dat eent oder dat anert kënnen iwwersinn. Dat ass net schlëmm.

Mir begleeden...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, erlaabt Der eng kuerz Reaktioun?

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Wann et mer bei menger knapper Zäit herno net ugerechent gëtt, jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, selbstverständlech.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Well ech hunn nach e puer Saachen ze soen!

► **Une voix.** - Ouh?!!

(**Interruptions**)

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Just ganz kuerz. Ech hunn dat nogelies beim IFEN-Gesetz. A beim IFEN-Gesetz stoung dran, datt fir déi Leit, déi d'Chargé géife begleeden, u sech näischt géif bezuelt ginn. Déi missten dat gratis maachen. Dat war deemools och ugeschwat ginn an do krut ech och als Antwort, et géif tatsächlech u sech de Risiko bestoen, datt et u sech géif drun hänken, datt iergendee Fräiwëllege sech géif melden.

Ech begrëssen dann natierlech, wann dat elo geännert ginn ass.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Beim neie Règlement grand-ducal wor dat doten esou dran definéiert ginn, fir datt déi dat net benevoll maachen, mä datt se ugepasst zu hirem Aarbechtsopwand och duerfir honoréiert ginn.

Mir begleeden déi Reform an der Belsch natierlech. An ech mengen, datt dat net dat Eenzege ass, wou mer eis sollte Froen driwwer stellen. Froen, déi och hei an der Debatt opgeworf goufen, déi absolutt berechtigt sinn, wou mer sécherlech awer och ënnerschiddlecher Meinung sinn a wou ech mengen, datt mer net konnte virum Vott vun dësem Gesetz, sief et an enger Interpellatioun, an enger anerer gearteener Diskussioun se alleguerten esou beäntwerten, datt mer prett wäer fir déi nächst Rentrée an eng Rei vu Mesuren, déi kuerzfristeg gräife kënnen, ze huelen.

Mir hunn Informatiounen, jo, iwwert déi Reform an der Belsch. Et geet an déi Richtung, wéi d'Madamm Lorsché och hei beschriwwen huet. Allerdéngs wësse mer nach net, ob se esou émgasat gëtt. Eis schéngt et, an einzelnen Akteuren an der Belsch awer och, esou ze sinn, datt deen Timing, deen emol annoncéiert gouf, net onbedéngt ze halen ass, datt do virun allem hire Conseil d'État sech momentan domadder beschäftegt a gekuckt gëtt, wéi dat Gesetz do erauskënn an ob dann eng politesch Majoritéit do ass, fir an déi dote Richtung ze goen, oder wat herno wäert iwwreg bliwen.

Mä et kann eng Repercussioun op eis Rekrutementen hunn, woubäi ech nach mengen, datt se net - wann et esou geet, wéi momentan presentéiert ass an der Belsch - wäerte fundamentale Repercussiounen hunn op eis Rekrutementskritären, oder dat muss net onbedéngt sinn. Well deen, deen elo en C1-Zougang huet plus nach e Cycle 2, wéi et virgesinn ass, kann ëmmerhi bei eis an den C1 goen, wéi et elo ass. Deen, deen d'Cycle 2 bis 4 kann enseigneieren, an och nach dat lescht Joer vum C1 respektiv déi éischt Jore vum Secondaire, kann ëmmer seng Kandidatur stellen, och fir bei eis vum 2 bis 4. Mä trotzdeem ass et interessant ze wëssen, wat aner Länner maachen, fir och vläicht ze kucken, wat de Profill vun den Enseignanten da bei eis soll sinn.

An do si Froen opgeworf ginn, déi awer, mengen ech, och herno déif gräifend organisatoresch Verännerunge mat sech bréngen. Ech muss lech soen, datt ech a priori eigentlech

nach ëmmer en Unhänger si vum Generalist, en Enseignant an der Grondschoul, an datt ech eigentlech e Problem domadder hunn, wann ech an eenzel Klassen erakommen oder mat Kanner doruechter schwätzen a froen: „Wien ass dann deng Joffer? Wien ass däi Schoulmeeschter?“, an da kréien ech dräi, véier oder heiansdo fënnf Leit genannt, déi an der Woch sech do d'Klensch an de Grapp ginn.

A wa mer deen dote System elo nach verallgemengeren, andeems mer Enseignanten hunn, wou et kloer ass, datt deen een eigentlech just Franséisch a Mathe daerf enseigneieren, deen aneren awer just Däitsch an d'Sciencen daerf enseigneieren, da riskiere mer, datt mer dat doten net zesummededrückt kréien, datt mer dat doten net reduzéiert kréien, mä datt mer et éischer nach wäerten ausgedeeent kréien.

An do maachen ech mer awer scho Suergen. Organisatoresch Ännerunge géif dat dote jo bedeuten. An ech weess net, ob jiddwereen, dee sech haut de Mëtteg dofir ausgeschwat huet, sech dees bewusst ass. Déi Zoudeedung un d'Enseignant vum den eenzelnen Tächen ass jo dann net méi méiglech, wéi et haut ass, wéi et an de Permutatiounsreglementer vun de Gemenge steet, datt et zum ganz groussen Deel no der Anciennetéit ass. Alles dat, wat do haut besteet, datt geet iwwer Bord, wa mer de spzialisierten Enseignant hunn, dee just daerf eenzel Fächer enseigneieren an aner net. Da kréie mer eng ganz aner Organisationsform. An ech mengen net, datt jiddwereen dat esou ganz kloer gemengt huet, wéi en et vläicht de Mëtteg hei wollt soen.

Nun, déi Fro, déi hunn ech mer och gestallt, wou ech Minister gi sinn: War et opportun, fir virun hinzegoen an d'Ausbildung esou ze generalisieren op der Uni Lëtzebuerg, datt ee vum Cycle 1 bis de Cycle 4 kann enseigneieren? Well ech éischer scho ganz kloer aner Aufgaben och gesi fir de Cycle 1, zum Deel Aufgaben, déi sech iwwerschnede mat deem, wat mer an der nonformaler Bildung och maachen, wéi herno am Cycle 2 bis 4. Nu kann et interessant sinn, datt deen, deen herno am Cycle 2 bis 4 ass, och dat dote gesinn huet, mä deen aneren, deen am Cycle 1, huet och dat dote gesinn an e kann et eigentlech net all Dag an der Berufspraxis och ëmsetzen. Mä ech mengen awer och, datt mer dat net all puer Joer sollen änneren. Mä da solle mer nach eng Kéier eng Evaluatioun doriwwer maachen an nach eng Kéier d'Käpp beieneestrecken, wéi iwwer vill aner Punkten, a kucken, wéi et da fir déi nächst Jorzéngten eigentlech gutt wär.

Mir hunn d'Käpp mat der Uni Lëtzebuerg beieneegestreckt a se nach eng Kéier kloer un hir Aufgab och rappeliert, näamlech, datt se, wann et déi eenzeg Uni hei am Land ass, déi Enseignanten ausbildt, se eigentlech och esou passgenau op eis Besoinen hei zu Lëtzebuerg kann ausbilden. A mir wëssen, datt dat anerer sinn, déi vläicht op anere Plazen, wou Ausbildungen kenne geschéien..., da musse se méi wéi haut, vläicht héchstens e Véierel vun eise järeleche Besoin och als Effektiver erauskréien.

Se si sech där Responsabilitéit op der Uni.lu och bewusst a wäerten och scho fir déi nächst Rentrée Efforte maachen, an och lafen Diskussiounen, fir substanzuell vun ongeféier 60 jonken Diplomierten, déi erauskomme pro Joer, awer op ee Chiffer, deen ongeféier enger Verdräifung wäert relativ nokommen, géifen erauskommen. Do sinn awer och Investitiounen op hirer Säit dann noutwendeg.

Nach een allerlescht Wuert, Här President, wann Der erlaabt, zum Stage, deen dës Regierung jo net erfionnt huet, mä virun allem d'Riedner vun der CSV, wa se hei stinn, sech misste rappeliieren, datt et jo d'CSV war, déi och dee Stage do erfionnt huet, deen dës Regierung émgasat huet, esou wéi en ofgemaach war tëschent der viregter Regierung an de Gewerkschaften, dee bei mir net op esou eng grouss Géigeléift gestouss ass, soss hätt ech e wahrscheinlech mëttlerweil net scho mat dësem Gesetz fir d'zweete Kéier adaptiert. An ech si fest dervun iwwerzeegt, datt mer och weiderhi müssen driwwer nodenken; déi Erlicherungen, déi mer elo hei maachen, fir ze soen, et kann een en Deel Stage, deen een aus enger Initialausbildung gemaach huet, wou déi haiteg Enseignanten, déi scho bei eis schaffen, virun an hirer Initialausbildung a Klasse waren, begleet waren an evaluéiert goufen op deem Stage, dat muss een dach awer urrechnen, datt dat vläicht net dat Eenzege ass, wat muss ugerechent ginn, well mer musse wierklech gesinn, an och dat huet deen een oder anere gesot, datt den Enseignant am Fondamental ausgebild ass, fir eenzeg an eleng am Fondamental kënnen

nen ze schaffen, an datt mer duerfir vläicht net dee Stage brauchen, wéi mer e bei anere Kategorie vu Fonctionnaire quesch uechtert d'Fonction publique brauchen. Mä dat ass eng Saach, déi mer sécherlech intensiv an den nächste Méint an hoffentlech dann och duerno kennen diskutéieren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dir hätt dat wuel kënne spezifesch ëmsetzen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7206 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7206 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung gëtt elo mat engem Hechtspronng ofgeschloss.

(**Hilarité**)

32-mol Jo an 28 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7206 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Simone Asselborn-Bintz, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen: de Projet de loi 7240, d'Schafung vun engem neie Lycée zu Munneref. An de Rapporteur, den Här Lex Delles, dee weess eppes doriwwer ze erziele.

3. 7240 - Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification

1° de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster;

2° de loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux;

3° de loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange;

4° de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.** - Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, komme mer elo zu engem laang erwaartene Projet de loi. A gleefft mer, ech weess, vu wat ech schwätzen! Ech selwer war net am Alter, wéi de Lycée sollt op Munneref kommen, fir kënne an de Lycée ze goen, mä et ass awer scho säit ganz laanger Zäit, wou driwwer geschwat gëtt.

Eng vun deene gréissten Erausforderunge vun eiser Schoul, wann net souguer déi gréissten, ass déi vun där ëmmer méi heterogener Schoulpopulatioun. Ëmmer méi Kanner

schwätzen doheem zum Beispill kee Lëtzebuerger gesch als éischt Sprooch méi um lesdëschen. Während dem Schouljoer 2015-2016 louch de Prozentsaz vun de Primärschoulkanner, deenen hir éischt Sprooch doheem net Lëtzebuerger gesch ass, bei 63,5%, am Verglach zu 54,2% am Schouljoer 2009-2010. Am Enseignement secondaire ginn iwwer 52% vun de Schüler eng aner Sprooch wéi Lëtzebuerger gesch als geschwate Sprooch doheem un.

Wann d'Schüler sech änneren, dann dierf eis Schoul net déiselwecht bleiwen. Et dierf net sinn, dass mir just fir d'Halschent vun de Kanner eng Schouloffer ubidden, déi et hinnen erméiglecht, ze reusséieren. Bei deemem Projet de loi schwätze mer guer net vum „Nivellement vers le bas“ oder vun enger Privatisierung vun der Éducation nationale. Bei deemem Projet de loi geet et eenzeg an eleng em Chancéglichheit.

D'Regierung schafft zanter Joren drun, déi schoulesch Offer ze erweideren, ze diversifiéieren an ze flexibiliséieren. D'Ambitioun vun der Regierung besteet doran, all Student dozou ze bréngen, seng maximal Léiercapacités auszeschöpfen a jiddwengem eng Chance ze bidden, fir schoulesch erfollegräich ze sinn, onofhängeg vun der sozioekonomescher Situation vun der betreffende Schüler oder der Sprooch, mat där en doheem schwätzt.

E breet opgestallene Bildungssystem mat enger differenziierter Offer ass een Atout och fir de Standuert Lëtzebuerg. D'Philosophie vun de Reformen, déi um Secondairesniveau gemaach ginn, ass getrei dem Motto „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler“ initiéiert ginn. D'Schoule krute méi eng grouss Autonomie zougessprach, soudass se hiert Educationskonzept a Funktioun vun der Besonneschkeet vun hirer Schoulbevölkerung selwer definéieren kënne an anerersäits d'Schouloffer op hir Besoinen adaptéieren kënne.

Här President, no der Aféierung vun enger Formation préparatoire fir den internationale Baccalauréat an de britteschen Diplomer, huet d'Ouverture vun der Internationaler Schoul zu Déifferdang am Joer 2016 eng nei Etapp bei der Differenzierung vun der lëtzebuerger Education markéiert. Am Géigesaz zu aneren europäesche Schoulen zu Lëtzebuerg ass déi International Schoul an der Déifferdang Educationlandschaft, déi op Basis vun de Programmer vun den europäesche Schoule gegrennt ginn ass an déi fir jiddwengem zougänglech ass, an dëst ouni Aschreiwungsfrais.

Dës nei Schouloffer hat esou e grouse Succès, dass d'EID direkt no engem Joer huet missen extra Klassen zu Esch/Uelzecht organiséieren, fir der wuessender Demande Meeschter ze ginn. Dëst ass och de Grond, firwat dës Schoul méttlerweil an International Schoul Déifferdang an Esch/Uelzecht - EIDE - ëmbeannt ginn ass.

(**Interruption**)

Dëse Projet de loi proposéiert, d'Offer vun effentlechen europäesche Schoulen ze vergréisseren an ze dezentraliséieren, andeems dräi nei europäesch effentlech Schoule gebaut ginn, dovunner zwou am Osten, zu Munneref an zu Jonglënster, an eng am Norden, zu Clierf. D'Educationsoffer, déi an dësen europäesche Schoulen ugebuede gëtt, adresséiert sech net nëmme un eenheemesch Schüler, déi vun enger sproochlech a kulturell villfältiger Bildung wëlle profitéieren, mä och u jonk Leit, déi just iwwergangsméisseg am Grand-Duché wunnen.

Déi hei genannten nei europäesch Schoule funktionnéieren no de Grondsätz vun enger unerkannter europäescher Schoul. Verbonnen duerch eng Konvention mam europäesche Schoulsystem, bidde se eng Léier un, déi de festgeluechten Educationsvoraussetzung vun den europäesche Schoulen entsprécht, dëst am Kader vun nationale Schoulreseau. Duerfir sinn d'Verwaltung, d'Finanzierung an d'Personal vun den zoustännegen europäesche Schoule ganz ënnert der Leitung vun den Educationministère, währenddem d'Programmer, d'Grille-horaires an d'Zertifizierung vun de Richtlinnen den europäesche Schoulen ënnerleien.

Den Enseignement an dësen europäesche Schoulen ass multilingual a multikulturell. Besonnesch Opmierksamkeet gëtt op d'Promotion vun der europäescher Iddi geluecht, nottamment wat d'Education vu géigesäitegem Respekt tëschent Kulturen an Offenheet zur Aussewelt uegt.

Här President, ofhängeg vun de Besoinen an den disponibelen Infrastrukturen, bidden déi europäesch Schoule folgend Cyclen un: e Cycle vun zwee Joer préscolaire, déi sougenannt „early education“, d'Maternelle; ee Cycle vu fënnf Joer Enseignement primaire; ee Cycle vu

siwe Joer Enseignement secondaire. D'Ausbildung gëtt duerch een europäeschen Diplom zertifizéiert, deen an all EU-Memberstat an a villen anere Länner unerkannt gëtt an de Schüler esou d'Méiglechkeet gëtt, sech schoulesch weiterzubilden an deementspreechend d'Chance ze hunn, op eng Héichschoul oder eng Uni studéieren ze goen.

Et gëtt erwaart, dass d'Europaschoul zu Clierf an de kommende Joren engersäits ongeféier 300 Schüler an diversen europäesche Secondairesklassen an anerersäits nach eng Kéier ongeféier 300 Schüler an der Spillschoul an an der Primärschoul ophuele wäert. Déi europäesch Schoul, déi zu Jonglënster geschaaft gëtt, bitt Plaz fir ronn 500 Schüler am Secondaire souwéi 150 Schüler an der Primärschoul an an der Spillschoul. Déi International Schoul zu Munneref kann am Ganzen insgesamt ronn 1.500 Schüler ophuelen.

Déi akkreditéiert europäesch Schoule bidden op d'mannst zwou Sproochesektiounen un. Et muss een de Choix tëschent der englescher, der franséischer oder der däitscher Sprooch treffen. D'Schüler wielen also d'Sproochesektioun no der Offer, déi an deene verschiddene Schoulen ugebuede gëtt. De Lënster Lycée bitt eng engleschsproocheg Sektoun an eng däitschsproocheg Sektoun un. De Lycée Edward Steichen bitt eng franséisch- an eng däitschsproocheg Sektoun un. De Munnerefer Lycée bitt déi dräi Sproochesektiounen un, Franséisch, Däitsch an Englesch.

Wichtig ze betounen ass, dass d'Regierung sech och der grousser Bedeitung vun der Lëtzeburger Sprooch als Kommunikations- an Integratiounssprooch an eiseem multilingualen a multikulturellen Land bewosst ass. Mat deemem Projet de loi gëtt an deem Sënn och eng Obligation fir d'europäesch Schoulen agefouert, dass an all Cyclen obligatoresch Coursen op Lëtzebuerger mussen ugebuede ginn. D'Afëiere vu Schoulen nom europäesche Modell an d'Förderer vun der Lëtzeburger Sprooch schlësse sech deemno op kee Fall aus.

Här President, dëse Projet de loi bitt och d'legal Basis fir d'Schafung vun engem neie Lycée an der schéiner Gemeng Munneref. Enfin!

► **Plusieurs voix.** - Aah! Très bien!

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.** - Well elo kënn nämmlech d'Fro: Wouhinne kënn dës Schoul dann zu Munneref genee?

Et ass esou, dass de Site „Um Gremelter“ feste Bestanddeel schon ass, fir dës Schoul och duerno kënne ze accueilléieren, an d'Terraine souwéi d'Infrastrukturaarbechten do scho virgesi sinn, fir weiderzefueren. An der Tëschenzäit ass et awer esou, dass eng provisoresch Struktur uewe bei der „Villa Ungeheuer“ schon erausgesicht ginn ass, wou...

(**Interruption**)

Déi heescht esou.

...wou d'Infrastrukturaarbechten an d'Konventionen tëschent dem Ministère, der Gemeng an dem Domaine thermal och schon ofgeschloss sinn, dem Bau vun enger provisorescher Struktur also net nëmme néischt méi am Wee steet, mä schon ugefaangen huet an d'Halschent vun där Containerstruktur och scho fäerdeg ass an de Rescht an den Detail duerno iwwer Konventionen geregelt ass.

D'Implantation an d'Konstruktion vun dem neie Lycée baséieren op dem Rapport vun Plan directeur sectoriel «Lycées». Et geet natierlech haaptsächlech drëms, dem Oste vum Land eng ugepassten Offer u schouleschen Infrastrukturen ze bidden. Dernieft dezentraliséiert een awer och d'Schouloffer. Et reduzéiert een d'Distanzen an domat d'Trajete fir d'Schüler an et verstärkt een den Entwécklungs- an Attractiounszentrum an der Region.

Här President, fir den Detail vun deemem Rapport souwéi d'Avise verweisen ech gären op mäi schrëftleche Rapport an ech soen lech villmools Merci fir d'Noluschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An éischt ageschriwwer Riednerin ass d'Madamm Hetto-Gaasch.

Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken dem Här Lex Delles villmools Merci soe fir e wierklech explizite schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Mir stëmmen also haut engersäits d'Schafung vun engem neie Lycée zu Mondorf a gläichzäiteg awer och d'Integratioun vun dräi agreéierten Europaschoulen an deem neie Lycée zu Mondorf, awer och an de besteeende Lycée vu Lënster a vu Clierf.

De Rapport vun Plan directeur sectoriel «Lycées», deen hat effektiv deemools erginn, dass

de Südoste vum Land, wat d'Lycéeën ubelaangt, zimlech eidel ass. An de Lycée vu Mondorf, dee soll dann dat Lach do combliéieren. Agreabelen Nieweneffekt ass natierlech och d'Entlaaschtung vun eise Stroossen. An d'Zukunft mussen d'Schüler dann aus där doter Region net méi onbedéngt bis, ech soen emol, op Diddeleng, Esch, Maacher oder an d'Stad bruecht ginn, mä d'Schüler kréien endlech e Lycée, deen no bei hirem Wunnuert ass.

E Lycée am Südoste vum Land ass dann och e weidere Schrëtt vun der Dezentralisierung hin zu enger flächendeckender Offer vun der effentlecher Schoul. An der Internationaler Schoul zu Mondorf fanne ronn 1.500 Schüler Plaz an e weideren Atout vun där Schoul, vun deem Lycée ass, dass do och en Internat wäert si fir ronn 100 Schüler. Flott och natierlech, dass déi Schüler herno kënne vun deem neie Velodrom profitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wier awer och elo gutt ze héieren, wou bei deem Lycée Munneref de Schwéierpunkt soll ugesat ginn an ob sech do och mat deenen anere Lycéeën aus der Émgegend ofgeschwat ginn ass, fir wierklech eng kohärent an eng global Offer kënne ze schafen, soudass déi einzel Lycéeën sech am Fong geholl mat hire jeeeweilgen Offere kënne ergänzen an domadder och dem Besoin vun der Populatioun an dem Raum Südoste Rechnung gedroe gëtt.

Dir sot ëmmer, Här Minister, „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler“. Abee, déi ënnerschiddlech Schoule bréngen natierlech och ënnerschiddlech Fonctionnementssystemer mat sech. An do stelle sech fir eis awer dach eng ganz Partie Froen.

Mir froen eis zum Beispill, ob et gesond ass, innerhalb vum selwechte Gebai Leit ënner ganz ënnerschiddleche Statute schaffen ze hunn. Déi eng si Fonctionnaires publics, déi aner sinn Employés publics, nees anerer si Fonctionnaires stagiaires an da gëtt et och nach Salariés vum Stat. D'Fro ass do: Ënner wéi engem Statut ginn dann elo déi sougenannten Employés enseignants, wéi se am Gesetz genannt ginn, agestallt?

Zweetens: Obwuel mer hei an enger effentlecher Schoul sinn, sinn déi sproochlech Ufuerderungen un d'Personal net ëmmer déiselwecht. Déi eng mussen déi dräi administrativ Sproocher vu Lëtzebuerg beherrschen, déi aner, wéi déi Employés enseignants respektiv „native speakers“, awer och d'Assistant-socialen oder och d'Psychologen, déi brauche just eng vun den dräi administrative Sproochen ze kënne, an dat just am Niveau B2. Do froe mer eis: Wéi wëllt Dir an deem Fall garantéieren, dass d'Kommunikatioun optimal tëschent all deene Leit kann oflafen, déi awer mat deene Kanner do schaffen?

Drëttens: D'„native speakers“, déi engagéiert ginn, déi dierfe Schoul halen an den europäesche Klassen, mä net am Lëtzeburger System. An do froe mer eis, ob eise Generalist aus dem Fondamental mat deem Ganzen do a Fro gestallt gëtt.

Véiertens: Gëtt et Passerellé vum europäesche System an de lëtzebuergeren oder net?

Fënneftens stelle mer fest, dass am Primaire d'Klassen net, wéi bei eis am Lëtzeburger System, den Directions de région ënnerstinn, mä engem Schouldirekter. An e Schouldirekter fir de Primaire ass jo zanter Laangem eng Forderung vun der CSV.

Sechstens: Riskéiere mer net hei och e Broch ze kreéieren mat eise System, wa mer wierklech schon ufänken, am Primaire esou eng europäesch Offer unzebidden?

Dir Dammen an Dir Hären, d'Sprooch ass a bleibt aktuell den Haaptproblem an eiseem Bildungssystem. Op Hibleck vun der kultureller a sproochlecher Heterogenitéit vun eiser Bevölkerung ass et fir eis wichtig, dass déi Lëtzeburger Sprooch vu klengem un als Integratiouns- an och Kommunikatiounssprooch geförderet gëtt. Dëst kënn och der sozialer Kohäsion zegutt.

Mir begrëssen dohier, dass obligatoresch Lëtzebuergereschcoursé stattfannen an dass à terme den Niveau B1 a B2 vum europäesche Sproochereferenzkader fir d'Lëtzebuerger viséiert ass. Am Primaire gi Basiskompetenze vermittelt an dat Ganz soll da verdéift ginn am Secondaire. Eng Villfalt vun ënnerschiddleche Schoule kann allerdéngs net déi eenzeg Antwort op d'Sproocheproblematik sinn. De Sproochenunterricht u sech muss einfach reforméiert ginn.

Här President, ech kommen zu menger Konklusioun. Och wa mir eng ganz Partie Kritikpunkten hei opgeluecht hunn an och nach e puer Froe gestallt hunn, wou ech hoffen, dass de Minister eis kann eng Antwort dorobber ginn, esou ënnerstëtzt d'CSV awer de Projet vum Lycée zu Mondorf, deen iwwregens nach



ënnert der viregter Regierung vum deemolegen Infrastrukturminister Claude Wiseler an d'Wee geleet ginn ass. A mir ënnerstëtzen och déi nei Offer vun europäesche Schoulen, déi mer an déi zwee besteend Lycéëen, Lënster a Clierf, integréieren.

Et wier allerdéngs flott, wann een an e puer Joer géif kucken, wéi dat Ganzt sech entwéckelt an ob dann och d'Integratioun vun deenen dote Kanner sech an eis Gesellschaft mécht.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschtere.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächste Riedner ass den Här Gilles Baum.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Merci fir d'Wuert, Här President. Et ass de Mëtten e puermol ugeklongen, „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler“. Abee, dat ass eng Approche, déi einfach der Realitéit dobaussen am Land Rechnung dréit.

Dat, wat mer de Mëtten hei stëmmen, dat bedeit méi Autonomie fir d'Schoulen an et bedeit méi Handlungsspillraum fir eng ëmmer méi heterogen Schoulpopulatioun. Déi öffentlech europäesch Schoulen, déi de Mëtten hei zu Clierf, zu Mondorf an zu Jonglënster kreéiert ginn, déi féieren zu engem international unerkannten Diplom. An de Mëtteg vergrësse mer a mir dezentraliséieren d'Offer, déi ugebuede gëtt.

Zu Mondorf, do wäert eng däitsch, franséisch an och eng englesch Sektoun entsto. An ech sinn iwwerzeugt, dass do mam neie Mondorfer Lycée an och mat der öffentlecher Europaschoul, déi do entsteet, wäerte ganz flott Synergie méiglech si mam Schengener Lycée.

D'Europaschoul zu Clierf, déi wäert dem Kanton an der ganzer Géigend gutt do. Si ass complémentaire par rapport zu der besteender Offer an et ass e weideren Attrait an der schoulescher Landschaft am Norden.

An zu Jonglënster, do wäerten elo schon ab September déi europäesch Klassen opgoen. Virgesi war, fir am Fondamental eng englesch Klass ze maachen an eng däitsch am éischte Schouljoer. A virgesi war och, fir am Secondaire, dat heescht op der Septième, eng englesch an eng däitsch Klass ze maachen.

Ech hu Récksprouch geholl mat deene Responsabelen aus dem Lycée, déi dee Projet do och an Informatiounsversammlunge presentéiert hunn, an et ass esou, dass den Attrait wierklech ganz, ganz grouss ass. Am Fondamental wäerten net eng englesch Klass opgoen, mä et ass virgesinn, fir zwou englescher opzemaachen an eng däitsch. An op der Septième, dat heescht am Secondaire, wäerten zwou Klassen am Däitschen opgoen an zwou am Engleschen. Et kann een also soen, dass dat dote schon en absoluten Erfolleg ass. De Besoin ass do. Dës Regierung huet op de Besoin vun de Leit do-bausse reagiert a mir passen eis einfach der Realitéit un.

Ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, dass an deene Klassen - well ech weess, dass heibanne Leit sinn, fir déi dat ganz wichteg ass - och Lëtzebuergesch um Programm steet fir déi europäesch Klassen. An ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Klassen, déi do opginn an deenen europäeschen internationale Schoulen, net nëmme Klasse si fir auslännesch Kanner, mä dass och Lëtzebuergesch Kanner kënnen an déi Klassen a kënnen an déi Schoule goen.

Dat gesot, géif ech den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton.

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Education gehéiert ganz kloer zu de politesche Prioritéiten vun der LSAP. Bildung ass e Grondrecht fir all Kand, onofhängeg vu senger Hierkonft, vu sengem Geschlecht, vum Akommes vu sengen Elteren an och onofhängeg vu sengem Nationalitéit. Eng gutt a sozial gerecht Bildung ass fir d'Zukunft vun all Kand entscheidend. An och ass d'Bildung onverzichtbar fir déi sozial Kohäsion an eisem Land. An och den ekonomesche Succès vun eisem Land hänkt mat der Bildung vun eise Kanner zesummen. All Kand ass nëmmenlech eng Beräicherung fir eist Land.

An dofir ass et wichteg, dass eise Schoulssystem ëmmer erëm op eis Kanner adaptéiert gëtt, fir esou all Kand déi bescht Viraussetzungen ze bidden, fir säi schoulesche Parcours ze meeschteren, an et esou och op seng Zukunft virzubereeden. An och grad an deem Sënn muss eise Schoulssystem fir méi Chancégerechtkeet fir all Kand suergen.

Duerfir begrësse mir et als LSAP, dass niewent der Internationaler Schoul zu Déifferdeng an zu Esch elo och déi schoulesch Offer zu Clierf, zu Lënster an zu Mondorf, wat den internationale Volet betrëfft, erweidert gëtt. Esou schafe mer domat a weidere Regione vum Land eng Schouloffer, déi sech eisen heterogene Schüler upasst. Eng breet Schouloffer ass net nëmmen en Atout fir de Standuert Lëtzebuerg, mä och fir déi eenzel Regione an eisem Land. Mir valoriséieren domat déi eenzel Regione, well d'Familljen, fir déi esou eng international Schouloffer wichteg ass, mussen elo net méi dohinner wunne goen, wou dës Schouloffer ugebuede gëtt, respektiv d'Kanner hu moes net méi esou e laange Schoulwee, fir an esou eng Schoul ze fueren.

All Kand, egal wou et hei am Land wunnt, huet elo d'Méiglechkeet, a senger Region vum enger internationaler Schouloffer ze profitéieren.

Här President, niewent den internationale Sektoune an deene verschidde Schoule schafe mer mat deem Gesetz awer och e komplett neie Lycée, an dat am Südoste vun eisem Land, zu Mondorf. Domat gëtt d'Schouloffer am Osten och flächendeckend komplettéiert. D'Fläch vum Osten erstreckt sech iwwer eng relativ laang Streck, soudass mer elo mat véier Lycéëen am Osten an all Regione d'Offer ofgedeckt hunn.

Niewent dem Lycée lechternach, dem Maacher Lycée an dem Lënster Lycée kritt dann elo och den drëtten Kanton am Osten en eegene Lycée. Voilà, an dat scho gesot, ginn ech natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deemem Projet.

An ech soen natierlech Merci fir d'Nolauschtere.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Als nächst huet d'Madamm Josée Lorsché d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dese Projet de loi dréit engersäits dozou bäi, dass d'Lycéesoffer der wuessender Demande gerecht gëtt a geografesch gutt verdeelt ass. An anerersäits geet et bei deemem Projet de loi natierlech och ëm d'Integratioun vun engem agreéierten internationale Konzept an eise klaschesche Schoulssystem. An et sinn och dës zwee Volen, op déi ech kuerz wéilt agoen, grad wéi meng Virriedner.

Zu den Infrastrukturen: Wann ee sech de Bevölkerungswuesstum ukuckt, da weess ee ganz gutt, dass Lëtzebuerg an den nächste Joren nei Schoulinfrastrukturen brauch. An net fir nëischt sinn an de leschte fénf Joer ganzer 50 Projete um Niveau vun de Lycéesinfrastrukturen accordéiert, geplangt oder awer scho färdig gëtt ginn. An och an Zukunft wäert keng Regierung sech op deem Gebitt langweilen.

Elong an zéng Joer sinn d'Schülerzuele vu 36.900 op iwwer 45.000 gewuess, wat den Handlungsbedarf an deem Gebitt ënnersträicht. Esou zum Beispill an der Region ronderëm Mondorf am Südoste vum Land, wou schon zanter zwielf Joer op de Bau vun engem neie Lycée gewaart gëtt. Den Här Deputé-maire weess, vu wat ech schwätzen.

D'Finanzierungsgesetz, wat dat neit Gebai soll finanzéieren, wäert virausiichtlech virum Summer gestëmmt ginn, wat der Qualitéit vum Unterrecht natierlech wäert zeguttkommen. An ech denken, och doriwwer sidd Dir net onglécklech.

Handlungsbedarf gëtt et awer net nëmmen um Niveau vun den Infrastrukturen. Et gëtt och Handlungsbedarf, wat d'Konzepter vun der öffentlecher Schoul ugeet, jiddfalls wa mer wëlle verënnern, dass mir viru Privatschoulen oder Parallellwelte stinn a vun deenen iwwerrannt ginn. Eng Parallellwelt mat Privatschoule gëtt et net nëmmen zu Lëtzebuerg, et gëtt se och am Ausland, wou iwwer 3.000 Schüler, déi zu Lëtzebuerg wunnen, scolariséiert sinn.

Ganz oft hu si net de Profil, fir an eiser klaschescher Schoullandschaft Fouss ze faassen a flüchte souzosen an auslännesch Schoulen, wou se a ville Fäll reusséieren. De Problem läit net an engem Mangel un Intelligenz, mä daran, dass hir Sprochekultur eng Hürd duerstellt, déi net esou séier iwwerwonnen ka ginn.

Eent vun de Konzepter, fir deem Problem Rechnung ze droen, awer och fir eis Schouloffer generell ze diversifiéieren, ass ebe grad d'Konzept vun der agreéierter internationaler Schoul, ëm déi et an deemem Projet de loi geet.

Dir Dammen an Dir Hären, no zwou Chamberdebatten, déi schon zu deemem Thema stattfonnt hunn, ass d'Position vun der grénger Fraktioun längst bekannt. Als historescht Immigrationsland mat iwwer 170 Nationalitéiten, déi gutt zesummeliewen, mä och als histore-

sche Sëtz vun europäeschen Institutione kënnen mir eis et net leeschten, eise Schoulssystem virun internationale Modeller ze verschléissen, wuel wëssend dass och Lëtzebuergesch an deser Schoul wäert enseignéiert ginn.

Dat heescht, eng international Gesellschaft brauch eng gratis international Schoul, wa se alle Kanner wëllt gerecht ginn, déi an eisem Land liewen, an net just engem Deel dovun. A se brauch och eng gratis international Schoul, wa se de sozialen Zesummenhalt an eisem Land net wëllt a Gefor bréngen.

Aus deem Grond stoung mir der Integratioun vun esou Konzepter vun Ufank a positiv vis-à-vis a mir begrëssen och grad dese Projet de loi. Et ass e Projet am Sënn vun der Kontinuitéit a vun engem duerchduechte Konzept, wat mir heimat net nei erfannen, mä wat sech längst bewäert huet.

Här President, dat heescht net, dass mir blauäugeg sinn a mengen, dass mat engem Schoulmodell wéi deemem all sozial Problemer geléist kéinte ginn. A mir verstinn och der Chambre des Salariés hir Suerg, dass international Schoule Gefor lafen, privilegiéiert Institutier fir bessergestaltete Gesellschaftsschichten ze ginn.

Well de Prinzip vun der direkter Proximitéit vum Wunnsätz bei der Opnam net zielt a well grad déi bessergestaltete Schichten am beschten iwwert d'Schouloffer informéiert sinn, ass de Risiko vun der „non-mixité sociale“, wéi d'CSL sech ausdréckt, natierlech net ganz ausgeschloss. Allerdéngs ass dat fir eis kee Grond, fir déi international Ausrichtung vum Enseignement generell a Fro ze stellen. Et ass vill méi en Ustouss, fir eng besser Informatiounspolitik ze bedriewen a konsequent ze versichen, sämtlech sozial Schichte fir alternativ öffentlech Schoulmodeller ze begeeschteren.

An Zäite vu gratis öffentlechem Transport a gratis Schoul fir all Schüler a Student ass dat keng Fro vu Geld, mä eng Fro vun Informatioun a Motivatioun. Mir si jiddfalls zouversiichtlech, dass déi nei international Schoul de Schoulparcours vu ville Jonke wäert beräicheren an zum Erfolleg maachen, net am Ausland, mä zu Lëtzebuerg, an dës och net nëmmen zu Déifferdeng, wou se scho besteet a bewisenermoossen eng grouss sozial Mixitéit opweist, dat hunn ech mer vum Deputé-maire vun Déifferdeng soe gelooss a bestätege gelooss. Dat wäert och zu Mondorf, zu Lënster an zu Clierf de Fall sinn, an dës duerch dese Projet de loi.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun, natierlech net ouni dem Här Lex Delles Merci ze soen, mä mat engem grouse Merci. Ech hat et viru vergiess an d'uerfir soen ech lech elo zweemol Merci fir Are gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, da fänken ech do un, wou d'Madamm Lorsché opgehalen huet: E grouse Merci un den Här Delles, Felicitatioune och a senger Qualitéit als Buergermeeschter fir déi nei Schoul, déi elo op Munnereff kennt.

Et ass awer e ganz interessante Projet. Och mir als ADR hate schon e puermol d'Geleeenheet, op déi Logik anzegoen, déi hei hannendrusteet. Esou schéin et ass, dass mer méi Schoulen, méi Lycéëen an d'Land kréien, muss mer eis awer froen, firwat et déi heiten Entwécklung gëtt. Firwat steet se?

Mir hunn natierlech och duerch eise Wuesstum e relativ séieren demografesche Wuesstum an der Schoulpopulatioun, och ëmmer méi divers, dat ass hei erimmt ginn. Mä et gëtt zwou Grondapprochen, déi ee kann zu där Entwécklung huelen. Déi éischt ass de verstärkte Wëllen zur Integratioun vun deene Jonken, fir hinzegoen a se esou wäit wéi méiglech an de Lëtzebuergesche Schoulssystem ze integréieren, och ebe wou Lëtzebuergesch normal geschwat gëtt, oder awer de Wee vun der Segregatioun, de Segregatiounsweg, deenen d'Kanner vu klengem un iwwert d'Nationalitéit, iwwert d'Sprooch vuneneen trennt.

Dat ass dee Wee, deenen d'Regierung wëllt. Et ass net de Wee vun der ADR. Hei hu mer e fundamentalen Ennerscheid. Mir als ADR sti fir Integratioun. D'Regierung vertritt hei d'Philosophie, wann een dat esou kann nennen, vun der Segregatioun. Do ass also eppes, wat fir eis onvereinbar ass a firwat mir och deenen hei Projet net matdroen.

Selbstverständlech - mir si jo Realisten - och fir déi ekonomesch Entwécklung vun eisem Land brauche mer en Angebot fir auslännesch Kanner, deenen hir Elteren nëmmen e puermol heibleiwen, dat ass eng Selbstverständlechkeet. D'europäesch Institutione si genannt ginn. Jo gutt, do gëtt et jo de System

vun den Europaschoulen. Et gëtt och internationale Schoulen, wou Firmen heiansdo de Minerval bezuelt hunn. An och do hätt ee kënnen kucken, ob de Stat net do intervenéiert, fir keng sozial Ennerscheeder entsto. ze loosse bei Kanner, déi ebe just fir eng kuerz Zäit hei am Land sinn.

Dat ass eng speziell Situatioun. Mä fir déi aner, fir déi allgemeng Regel, hätt mir ëmmer plädéiert fir Classes d'accueil. Dat maache mer nach ëmmer, fir auslännesch Kanner sproochlech eben op deen Niveau erunzeféieren, deenen hinnen et erlaabt, fir an der Lëtzebuergescher Schoul ouni Risiko, wéinst sproochlechen Ursachen net kënnen ze reusséieren, kënnen integréiert ze ginn.

U sech, wann een dat politesch beschreift, ass dat heiten net en Émgoe mat der Diversitéit, mä et ass d'Kapitulatioun virun der Diversitéit. Et ass de Verzicht vun der Lëtzebuergescher Regierung, eng Integratiounspolitik ze bedriewen.

Dir sot, et si vill Lëtzebuergesche an deene Schoulen. Jo, mä wat fir eng Wiel hu vill jonk Lëtzebuergesche haut? Si hunn an der Lëtzebuergescher gratis öffentlecher Schoul u sech zwou Wielméiglechkeeten, déi och elo national iwwert d'Land verdeelt ginn. Entweder si bleiwen an eisem méi traditionelle System, wou se net wëssen, wéi den Niveau sech weiderentwéckelt, well se - mir haten et viru beschwat an deem Projet de loi, dee mer viru haten - dee kontinuéierlechen Nivellement vers le bas gesinn. Elo ass de Premièrsexamen nach eng Kéier ausgehelecht ginn. Si wëssen net: Wat ass deen Diplom nach wäert, deenen ech an e puermol hunn, wann ech an enger traditioneller Lëtzebuergescher Schoul bleiwen?

An dann hu se d'Alternativ am selwechten öffentleche lëtzebuergesche Schoulssystem mat engem international unerkannten Diplom, wou also och gewësse Garantié sinn, dass den Niveau awer muss an engem bestëmmte Rayon erhale bleiwen. Et gëtt eng besser Garantie op e valabele Schoullofschloss. An doduerch ass et och eng rational Decisioun fir vill jonk Lëtzebuergesche, déi Lëtzebuergesch schwätzen doheem, fir léiwer a Richtung Sécherheet ze goen, léiwer an d'Richtung vun engem Diplom, dee manner séier säi Wäert verléiert wéi dat, wat mer am Abléck an eisem Schoulssystem soss erliewen.

Et ass och eng ideologesch Ausrichtung. Do gëtt d'Promotion de l'idée européenne gemaach, wat u sech jo eng gutt Saach ass, wann een emol wësst, wou iwwer een hei schwätzt. Wat ass domadder gemengt hautzudaags? Ass et just, wéi hei gesot gëtt, de Respekt viru jiddwerengem? Dat ass eng elementar Saach. Ech wëll just drun erënneren, dass ass och an engem Reliounsunterrecht enseignéiert ginn, deenen dës Regierung jo awer méi wéi séier ofschafe wollt. De Respekt u sech ass net d'Idée européenne. Mir wëlle jo keng politesch Endoctrinatioun. Mir sollen de Kanner emol Substanz bäibréngen a Wëssen. Ech mengen, dorunner feelt et am meeschten.

An e leschte Punkt, firwat mir als ADR dat hei net matstëmmen, dass ass eben, dass an der Lëtzebuergescher öffentlecher Funktioun Sproochenausname beim Personal kreéiert ginn. Mir halen drop, dass déi lëtzebuergesch öffentlech Funktioun lëtzebuergeschsproocheg ass, och eng Konstant an eiser Politik. Mir sinn op kee Fall bereet, Ausnamen ze maache fir Leit, déi heihinnerkommen an da just ee B2 an enger vun deenen dräi administrative Sproocher vum Land hunn. Mir soen: Jiddwereen ass wëllkomm, mä déi, déi heihinnerkommen, si gebieden, Lëtzebuergesch ze léieren op engem héijen Niveau an déi dräi administrativ Sproocher vum Land ze kënnen. Wien heihinkënt, huet eng flott Carrièreperspektiv, en huet eng gutt Pai. Dat kann ee vun de Leit erwaarden.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer un Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Erzeiungsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ech schlësse mech all deene Mercien un un de Rapporteur, de Lex Delles, fir deenen et sécherlech e besonnesche Moment hei war, nach eng Kéier iwwert d'Success Story vun den europäesche Klasse generell kënnen ze schwätzen an eisem Schoulssystem, mä dann awer och der Chamber dat Gesetz ze presentéieren, wat e Lycée schaaft a senger Gemeng, wou en d'Chance huet, Buergermeeschter ze sinn, nëmmenlech zu Munnereff.

Effektiv, mir hu virun net emol zwee Joer d'École internationale zu Déifferdeng opgemaach. Mir hunn och hei driwwer geschwat. Mir waren eis och net alleguerten eens dee Moment. A mir woussten net richtig: Ass dat dat, wat bei eis passt? An haut wüsse mer: Et ass genau dat, wat bei vill vun eise Schülerinnen a Schüler passt. Mir hunn déi lescht Rentrée, ee Joer méi spéit, schonn e Gebai zu Esch annexéiert an elo nach eng Kéier ee Joer méi spéit, näamlech bei der nächster Rentrée, ass et esou, datt dann och zu Munneref, zu Clierf an zu Jonglënster europäesch Klasse wäerten opgemaach ginn.

An et ass hei schonn ugeklongen, Dir hutt et héieren an deene Gespréicher, déi mer an der Kommissioun haten, vläicht och an de Gespréicher mat deem engen oder aneren Direkter vun deene Schoulen, näamlech datt et e ganz, ganz grouse Succès ass. Ech selwer hat d'Geeleehheet, op e puer Informatiounsversammlungen dobäi ze sinn. Ech kann lech soen, ech hunn der an deene leschte fénnef Joer net esou vill erlieft, wou d'Leit gespaant a mat grousser Hoffnung och dohinnerkomm sinn, fir eng alternativ schoulesch Offer ze fannen.

An et verwonnert eigentlech och net, datt grad de Modell vun den Europaschoulen esou interessant ass an esou e Succès zu Lëtzebuerg fénnt. Well firwat goufen d'Europaschoule gegrënnt? Den Europaschoulmodell ass geschaf gi fir Kanner vun den europäesche Fonctionnaires, déi dann an engem anere Land geschafft hu bei den europäeschen Institutionen, déi eng ganz ënnerschiddlech Mammesprooch haten, fir se an eng Schoul, an engem Schoul-system awer och méisproocheg kënnen opwuessen ze loossen. An nun ass dat jo awer grad d'Situatioun, déi mer ganz heefeg hei zu Lëtzebuerg hunn. An duerfir passt dee Modell do ganz gutt bei ganz vill Schüler. An duerfir ass et och, mengen ech, eng Alternativ fir all Schüler.

Um Ufank ass nach gemengt ginn, et wär fir eng „expert community“, et ass gemengt ginn, et wär vläicht fir déi Immigration, wéi mer se schonn zënter Längerem zu Lëtzebuerg hunn. Dunn ass gemengt ginn, deen een oder deen aneren, deen eben an der Regelschoul net eens gëtt, geet dohinner. Mir mierken haut, datt eigentlech do d'Mixitéit wierklech ganz, ganz breetgeschriwwen gëtt an deene Schoulen, net nëmme vun de Mammesproochen hier, net nëmme vun deem, wat d'Eltere schaffen, net nëmme och wou d'Eltere da mat de Kanner wunnen, mä virun allem och déi sozial Mixitéit, déi ganz breet ass an eigentlech en absolut Spigelbild ass vun der Lëtzeburger Gesellschaft, esou wéi mer se och an deenen anere Schoulen queesch uechtert d'Land am Fondamental op jidde Fall fannen.

Jo, et ass gesot ginn a vu jiddwerengem gelueft ginn, datt mer hei... Vun engem ass et net, mengen ech, explizitt gelueft ginn, deen huet sech an deenen Diskussiounen virun emmer méi domadder gehat. Et ass vun deenen alermeeschten da gelueft ginn, datt hei Lëtzebuergesch enseignéiert gëtt, d'selwecht wéi et och op deenen anere Plaze bei den europäesche Klasse gemaach gëtt, well mer scho gesinn, datt mer e Problem hunn, datt, wa Kanner a Schoule ginn, wou aner Sproocheregimmer sinn, wou aner schoulesch Offere sinn, wou d'Lëtzebuergesch net déi natierlech Émgangssprooch ass, datt mer eben en zousätzlechen Effort an den Investissement musse maachen, an den Apprentissage vun der Lëtzeburger Sprooch, fir duerno d'Integratioun an d'Lëtzeburger Gesellschaft kënnen och ze garantéieren. Mä gläichzäiteg - mä dat läit op der Hand, wien Europaschoule seet, dee weess, datt dat quasi Synonym ass vun der Méisproochegkeet - gëtt d'Méisproochegkeet hei ganz, ganz staark geféiert.

Nun, eng mengen, an ech betounen dat ëmmer erëm, déi Schoulen hei, déi agreéiert Europaschoulen, déi sinn net besser wéi déi aner Schoulen, mä se sinn awer besser fir eng ganz Rei vu Schülerinnen a vu Schüler. An dat ass wichteg.

Eis Bildungslandschaft gëtt heimadder nach eng Kéier vill méi villfältig a se gëtt esou villfältig eigentlech, wéi eis Populatioun villfältig ass a wéi eis Schülerschaft an de Schoule villfältig ass. Wa mer all Kand wëllen eng fair Chance op eng gutt Qualifikatioun an op en Ofschluss ginn, da mengen ech, musse mer an der Schoul och déi Villfalt do ofbilden, wéi mer se an eiser Gesellschaft hunn.

D'Madamm Lorsché huet zu Recht drop higewisen, wa mer méi schoulesch Offeren ubidden, da musse mer och kucken, datt dat richtig Kand de Wee bei déi richtig Schoul fénnt,

déi grad bei säi Besoin passt. Ënner anere duerfir hu mer jo och nach eng Kéier déi Orientatiounsprouder méi opgemaach, den Elteren do méi Méiglechkeete matginn. Mir ënnerscheiden haut bei der Orientatioun tëschent dem Fondamental an dem Secondaire eigentlech net méi nëmme tëschent enger Orientatioun an de Modulaire, an den Enseignement secondaire général oder an den Enseignement secondaire classique, well mer ebe ganz vill aner Méiglechkeeten hunn.

Bei den europäesch Klasse wëll ech awer op dës Plaz och emol eng Kéier betounen, datt et eigentlech e Gesamtschoulmodell ass, dee mer hei aféieren, dee mer virun zwee Joer schonn agefouert hunn, wou mer dat an absolut Rou gemaach hunn, wou keen eigentlech gréisser doriwwer diskutéiert huet. Mä hei gi Kanner zesumme vum éischten Dag bis herno de Bac an eng gemeinsam Klass. Se léieren zesummen a se maachen hiren Ofschluss zesummen, egal ob se hir Orientatioun nom sechste Schouljoer an den Enseignement secondaire général oder den Enseignement secondaire classique haten; eppes, wou mer eis virun dräi Jorzéngten eigentlech vill hei am Land driwwer ënnerhalen hunn a mer net ëmmer enger Meenung waren, gëtt hei an aller Rou elo agefouert.

Mä wat ech wollt soen, dat ass, datt mer scho musse kucken, datt déi richtig Kanner de Wee bei déi richtig Schoul fannen. Duerfir och déi adaptéiert Orientatiounsprouder, duerfir awer och en Internetsite mengerschoul.lu, wou mer all déi Informatiounen do nach eng Kéier flott beienee resuméiert hunn.

Selwer war ech elo nach eng Kéier op ville Plazen ënnerwee an d'Leit stelle sech d'Froen: „Wat ass déi beschte Schoul fir mäi Kand?“, a probéiere schonn déi Ënnerscheeder vun de Modeller erauszefannen an ze kucken, wat dann elo wierklech e bessere Parcours ass an och wou hiert Kand besser Chancen op Reussite huet. An duerfir muss een et wëssen. An duerfir wäerte mer och weider Efforte maachen, dat bei d'Leit ze bréngen.

Zu Munneref sinn ech frou, datt mer och nach elo déi nächst Rentrée déi Schoul kënnen opmaachen. Dat wär net ouni déi gutt Zesummenaarbecht mat der Gemeng Munneref gaangen, déi wierklech e Lycée wëllt, déi ganz kloer seet: „Eis Regioun brauch dat doten, eis Leit brauchen dat do, eis Kanner brauchen esou eng Infrastruktur an der Regioun“, an datt dat fir de Strukturwandel an den Opschwung am Südoste vum Land sécherlech nach eng Kéier e groussen Impakt wäert hunn a sécherlech definitiv herno flott, och urbanistescht flott an ee ganz neie Quartier wäert integréiert ginn.

Zu Jonglënster si mer frou, datt mer hei e weidere Pfler eigentlech opbaue fir déi Schoul, iwwert déi mer an deene leschten zwee, dräi Joer oft diskutéiert hunn. Do hu mer Klassen, déi vläicht net deen néidegen Effectif hunn. Déi Offre scolaire, déi mer do maachen, déi stéisst net onbedéngt op déi Nofro an der Regioun. An duerfir mierke mer hei, datt genau déi heiten Offer, déi mer maachen, op extrem grouss Nofro an der Regioun do stéisst. An duerfir passt dat ganz gutt an ass complementaire zu der Offer vun deene reguläre Klassen aus dem Enseignement secondaire général oder dem Classique, déi zu Jonglënster ugebuede ginn.

D'ailleurs sinn ech awer frou, datt ech als Minister dann nach e bësse méi informéiert si wéi den Här Deputéierte Baum. Et ass näamlech net esou, datt nëmme zwou Klassen am Engleschen am Primaire opgemaach ginn, mä mer wäerte vum P1 bis de P5, also fénnef Klassen am Engleschen opmaachen. An och dat ass nach eng Kéier eng Reaktioun vun eiser Säit aus a vun der Schoul aus op déi grouss Nofro, déi do bestanen huet.

An e bëssen d'selwecht ass et eigentlech och fir de Lycée zu Clierf, wou mer nieft deene Klassen aus dem Secondaire général an dem Secondaire classique och hei en drëtt Standbee wäerten developpéieren. Dat och do, an do hätt vläicht deen een oder deen anere kënnen Zweifel drun hunn, absolut op eng Nofro stéisst. An och do wäerten d'Klasse vum éischte Joer u gutt geféllt sinn, wou mer do, an dat ass och interessant, probéieren, déi Offer an der Grondschoul éischer mat de Gemengen an de Gemengeschoulen och ze developpéieren. An do e grouse Merci och un déi Gemengeresponsabel aus där Regioun, datt dat do méiglech ass an datt mer dat déi nächst Jore kënnen zesummen opbauen.

Jo, d'Fro ass gestallt ginn: Wéi ass et mat deenen europäesche Grondschoulen? Et ass net Usus, datt de Stat selwer Grondschoule géiert a se dann och nach ënner d'Direktioun stellt vun engem Lycée. Mä et ass eng vun de Konditiounen, fir en Agreement vun den Europaschoulen ze kréien, datt ee sech net nëmme konzentréiert op de Secondaire, mä och eng Offer am Primaire ubitt.

Mir halen déi Offer am Primaire en fonction vun deem Besoin, wou mer wierklech gesinn, datt Schüler do sinn, déi net onbedéngt elo an déi regulär Klasse vläicht passen an déi hei besser Chancen hätten. Ech mengen net, datt mer elo d'Ambitioun hunn, fir landeswäit en zweete Primairesystem opzebauen. Datt mer och hei e Wee hunn, deen iwwert déi Primaireklasse vum europäesche System an de Secondaire europäen eraféiert, an awer och nach eng Kéier een, datt déi, déi e reguläre Primaire gemaach hunn an hirer Gemeng, an hirem Quartier duerno, nom sechste Schouljoer kënnen dohinner wiesselen. Dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn.

Ech mengen net, datt mer hei de Prinzip vum Generalist a Fro stellen, andeems mer och an deem dote Primaire da Leit mat anere Sproochekompetenzen enseignéieren hunn. Dir hutt virun mäi Plädoyer hei héieren an alleguerte matkritik, datt mäin Häerz eigentlech um Generalist als Grondprinzip vum Enseignement am Fondamental hant an ech sécherlech net drun denken, hei iergendwéi an déi dote Richtung elo iwwert deen dote Wee e grouss Changeement kënnen ze maachen.

Datt mer Personal vun ënnerschiddlechem Statut a Schoulen hunn, dat ass net nëmme hei bei deenen europäesche Klassen esou. Do kënn nëmme nach e Statut derbäi, well mer dann déi Leit hunn, déi derogéieren zu de reguläre Sproochekonditiounen dann iwwert deen dote Wee kënnen erakommen. Mä fir de Rescht hu mer Professore, mir hu Professeur-Candidaten déi hiren TC nach net gemaach hunn, mir hu Chargé-de-coursen an de Schoulen, mir hunn Expert-externen, déi och emol Formatiounen hale kommen. Mir hu verschidde Kategorien och elo mëttlerweil nach eng Kéier vu Chargé-de-coursen am A1 an am A2. Also déi Cohabitatioun do, déi fonctionnéiert eigentlech ganz gutt an de Schoulen. An ech sinn optimistescht, datt se och an den europäesche Klasse wäert fonctionnéieren.

Ech soen hei fir déi grouss Zoustëmmung vun der Chamber villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. A mer géifen dann direkt zur Ofstëmmung vum Projet 7240 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7240 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. 55-mol Jo, 3-mol No an 2 Abstentatiounen. Domat ass de Projet 7240 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modet, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Aselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lambert, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut kommen: de Projet de loi 7132 betreffend d'Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg. An d'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här André Bauler.

4. 7132 - **Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg**

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng héich qualifizéiert Bevëlkerung an eng performant Wirtschaft droe wesentlech dozou bäi, de Standuert Lëtzebuerg an Zukunft ofzesécheren. Am Zäitalter vun der Digitaliséierung an der Globaliséierung kënnen nëmme déi Länner an der éischer Liga matspillen, deenen hir Wirtschaft innovativ ass, déi Virreider an de Secteure vun der Zukunft sinn an déi nei Iddien a Léisungen unzibidden hunn. Gläichzäiteg ass eng gutt Ausbildung vun deene Jonken net nëmme d'Viraussetzung fir de wirtschaftleche Succès, mä och d'Grundlag fir eng oppen an dynamesch Gesellschaft.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Bildung, Fuerschung an Innovatioun, dëst sinn déi dräi Saiten, déi eis Gesellschaft an eis Wirtschaft haut an an Zukunft droen. An deem Kader huelen d'Uni, d'Centres de recherche publics an de Fonds national de la recherche eng zentral Plaz an. Aus deem Grond ass och am Budget pluriannuel fir den Zäitraum 2018 bis 2021 fir déi genannten Institutionen eng Steigerung vu 25% am Verglach zum Budget vu virun d'Virgese ginn. Dat ergëtt insgesamt eng budgetär Enveloppe vu bal annerhallwer Milliard, soit e Plus vu bal 300 Milliounen, déi mer an dee Secteur investéieren. Dat neit Unisgesetz, dat haut gestëmmt soll ginn, schreift sech an dese Kontext an.

De Gesetzesprojet 7132 huet effektiv als Zil, d'Gesetz vum 12. August 2003, dat d'Universitéit Lëtzebuerg geschaf huet, an en neie Kader ze géissen. Déi gesetzlech Rumm iwwert d'Organisatioun an de Fonctionnement vun der Uni gëtt der Entwécklung vun der Uni selwer grad wéi dem nationalen an internationalen Umfeld an de leschte 15 Joer ugepasst. D'Schafung vun der Universitéit Lëtzebuerg am Joer 2003 war eng strategesch Entscheidung an der wirtschaftlecher, gesellschaftlecher Entwécklung vum Grand-Duché. Si sollt eng Äntwert sinn op déi wuessend Besoinen no héich qualifizéierten Aarbechtskräften.

Op där anerer Säit goug et drëm, d'Wirtschaft ze diversifizéieren a se an deem Sënn méi breet opzestellen. Doriwwer eraus huet et awer och geheescht, den Uschloss un d'Wëssensgesellschaft net ze verpassen.

Zënterhier huet d'Uni Lëtzebuerg sech bannent 15 Joer rasant entwéckelt. Fläisseg a motivéiert Fuerscher a Professore hunn duerch hir Aarbecht dozou bäigedroen, dass d'Universitéit sech haut op internationalem Plang net ze verstoppe brauch. Duerfir ass et wichteg, dass si och an Zukunft hire Wee erfollegräich ka weidergoen.

Eng gutt Ausbildung, eng innovativ Wirtschaft an eng dynamesch Fuerschung gehéieren zu de wichtigste Bedéngungen, fir den Erausforderunge vu muer beschtméiglech kënnen ze begéinen an als Standuert attraktiv ze bliewen. Op europäeschem Plang gouf dowéinst ënner anerem 2009 de strategesche Kader Educatioun a Formatioun 2020 ausgeschafft, dee véier Haaptziler verfolge. Dorënner och d'Verbesserung vun der Qualitéit an der Wierksamkeit vun der Ausbildung an d'Ënnerstützung vum Esprit d'entreprise. Dës Ziler goufen 2014 aktualiséiert an nach méi präzis formuléiert.

Des Weidere gouf mat der Reform vum Bologna-Prozess versicht, nach méi eng staark Integratioun um Niveau vum Héichschoulwieser ze erreechen an d'Bildungssystemer europawäit ze harmoniséieren, fir esou déi jeeweileg Qualifikatiounen méi einfach kënnen unzëerkennen.

Nieft den Initiativen am Beräich vun der Héichschoul ass d'Schafung vun engem europäesche Raum vun der Fuerschung eng weider Zilsetzung vun der Bréisseler Kommissioun. D'Kommissioun huet hei sechs Prioritéite fixéiert, fir déi wëssenschaftlech Exzellenz, d'Kompetitivitéit an d'Innovatioun ze férdere. Et geet hei drëm, d'Wierksamkeit vun den nationalen Fuerschungssystemer ze verbessere, d'Zesummenaarbecht an déi transnational Konkurrenz ze optimiséieren, den Aarbechtsmaart fir Fuerscher opzemaachen, d'Gläichbehandlung vun de Geschlechter ze erreechen an d'Dimensioun Männer-Fraen an d'Fuerschung eranzubringen, d'Wësse besser ze verbreedere an e fräien Zougang ze garantéieren a letztendlich déi international Zesummenaarbecht ze férdere.

D'Reform vun eiser Uni, esou wéi dëst Gesetz et virgesäit, schreift sech an dee Kader an. Sou sinn och bei dëser Reform déi wichtigst Elementer gréisstendeels déiselwecht wéi bei den Unisreformen an aneren EU-Länner. Et geet, wéi an deene meeschten Fäll, drëm, fir d'Governance ze moderniséieren, derfir ze suergen, dass d'Etablissemter am Beräich vum Héichschoulwieser autonom sinn, dass mat externe Partner zesummeschafft gëtt, d'Finanzierung diversifizéiert gëtt, Privatfongen opgestockt a Bewäertungsprozeduren age-



fouert gi souwéi och d'Veerpflichtung, fir Resultater opzeweisen.

Madamm Presidentin, komme mer zum nationale Kontext!

Eisen Héichschoulssystem huet sech an deene leschte Jorzéngten zolidd entwéckelt. D'Centres de recherche publics goufen 1987 an 1988 geschaaft, de Fonds national de la recherche 1999 an d'Uni am Joer 2003. Dat sinn déi zentral Projeten, déi et erlaabt hunn, fir en dusse Start op en héijen Niveau ze erméiglechen, deen international mathale kann. Rezent hu mir jo mam Gesetz vum 3. Dezember 2014 d'Organisatioun vun de CRPen an deem Sënn geännert, dass nei Dispositiounen iwwert d'Governance vun deesen agefouert goufen, dat mam Zil, fir hir Aarbecht méi wierksam ze gestalten.

Wat sinn elo déi wichtegst Elementer vun dëser Reform?

Fir d'Gesetz vum 12. August 2003 ze moderniséieren, huet d'Regierung entscheet, fir d'Gesetz net einfach op ville Plazen ze änneren, mä e komplett neien Text virzeleeën, dee méi lesbar a méi kohärent soll sinn. De Gesetzesprojet 6283, deen 2011 deposéiert gi war, hat als Zil, fir dee vun 2003 nozebesseren. An nodeems d'Uni 2016 bewäert gi war, gouf schlussendlech entscheet, fir deesen Text vum Rôle erfroze huelen an en neien Text ze formuléieren.

Dësen neien Text ass a siwen Titelen ënnerdeelt. Deen éischten Titel couvréiert de Statut, den Objet an d'Missioune vun der Uni. Dës bleiwen onverännert.

Den neie Gesetzestext sollt d'Uni ursprénglech ënnert d'Tutelle vum Minister, deen d'Fuerschung am öffentleche Secteur ënner sengen Zoustännegkeeten huet, stellen, well eben d'Ëmsetzung vun de Recherche-Aktivitéiten zu de fundamentale Missioune vun der Universitéit gehéiert. An hiren Amendementer vum 9. Januar 2018 huet d'Héichschoukkommissioun awer festgehalen, dass d'Referenz op dese Minister ofgeschaaft gëtt, well de Grand-Duc des Kompetenz eenzeg an eleng dem Héichschoulminister zougestanden huet. Och wier esou eng Formulatioun inkompatibel mam Artikel 67 vun der Verfassung. De Gesetzesprojet präziséiert méi kloer d'Missioune vun der Uni, déi nieft der Recherche och virun allem den Enseignement supérieur assuréiert souwéi déi sozial, wirtschaftlech a kulturell Entwécklung vun der Lëtzebuurger Gesellschaft ze begleeden huet.

Zum zweeten Titel: d'Organer an d'Governance. D'Universitéit setzt sech aus dräi Organer zesummen: de Conseil de gouvernance, de Recteur an de Conseil universitaire. Den Dekanat, deen am Gesetz vun 2003 nach een Organ war, gouf ofgeschaaft, fir méi kloer téschent den Organer an de Composanté vun der Uni ze ënnerscheiden. D'Funktioen vum Doyen gëtt awer bäibehalen; hien oder si ass den Direkter vun enger Fakultéit.

Zum Conseil de gouvernance. Hien ass verantwortlech fir déi generell Politik an déi strategesch Orientéierung souwéi d'Kontroll vun den Aktivitéiten vun der Uni. Fir seng Roll ze verstärken, war ufanks virgesinn, d'Zuel vun de Membere vu siwen op néng eropzesetzen. Mat den Amendementer vum 9. Januar 2018 gouf des Zuel vun néng op 13 eropgesat, mam Zil, fir déi organisatiounell an decisionell Autonomie ze verstärken.

Vun de véier zousätzleche Membere ginn der zwee duerch de Conseil universitaire genannt, wat deem seng Entscheedungsmuecht soll verstärken. Déi aner zwee Membere sinn de President vun der Delegatioun vun de Studenten an de President vun der Personaldelegatioun. Alle véier hu se Voix au chapitre, Stëmmrecht also am Conseil de gouvernance. De Recteur kann nëmme mat berodender Stëmm am Conseil setzen an d'Participatioun vum Vertrieber vun de Proffen als Observateur gëtt och ofgeschaaft.

Wat de Poste vum Recteur ugeet, esou gëtt deen iwwer eng öffentlech Annonce rekrutéiert. E Comité de recrutement gëtt agesat, deen d'Kandidature kuckt an dem Conseil de gouvernance eng Propos mécht. De Conseil de gouvernance ernenn schlussendlech de Recteur. Fir d'Poste vun deenen zwee Vize-recteure gëllt déiselwech Prozedur. Wann d'Mandat vum Recteur bezéiungsweis vum Vize-recteur erneiert soll ginn, da muss d'Ausübung vun hire respektive Funktiounen gekuckt a bewäert ginn. Dat geschitt duerch de Conseil de gouvernance, dee letztlech entscheet, ob d'Mandat erneiert gëtt oder net.

D'Attributioun vum Conseil universitaire, dee jo als eng Aart akademesch Senat ugesi gëtt, gi méi präzis definéiert. Dese Rot setzt sech ausschliesslech aus interne Membere vun der Uni, déi engersäits dat akademesch Personal wéi d'Professoren, d'Fuerscher, d'Assistenten an esou weider, anerersäits dat administratiiv an

technesch Personal an d'Studente vertrieben, zesummen.

Dëst Organ kritt de Pouvoir, fir d'Orientéierung vun de Studieprogrammer festzeleeën. D'Amendementer vum Januar vun deem Joer detailléieren och d'Ernennung vun de Membere vun de berodende Kommissiounen. Wat seng Zesummesetzung ugeet, esou gëtt d'Zuel vun den Assistants-chercheurs verduebelt, de Conseil gëtt net méi d'office vum Recteur présidéiert, mä vun engem Member, dee vum Conseil universitaire gestëmmt gouf. De President vum Conseil universitaire däerf awer net gläichzäitig och Member am Conseil de gouvernance sinn. Domat gëtt et eng Trennung vun de Pouvoiren innerhalb vun der Uni.

D'Membere vum Rectorat, den administrativen Direkter, den Delegéierte fir d'Chancégläicheit, den Delegéierte fir d'Aménagements raisonnables, den Doyen an d'Direkter vum de Centres interdisciplinaires, hu just nach eng berodend Stëmm an de Sëtzunge vum Conseil universitaire. De Generalsekretär vum Conseil de gouvernance an ee Vertrieber vun der Personaldelegatioun huelen och mat berodender Stëmm an de Versammlungen deel. De Conseil facultaire, deen am urspréngleche Reformtext ofgeschaaft gi war, gëtt erëm agefouert.

D'Uni gëtt dann och ënnert d'Kontroll vum Rechnungshaff gestallt. Dat war der Kommissioun och ganz wichtig. Dese prüft, ob déi finanziell Mëttel richteg a konform zu de virgeschriwwene Regeln agesat ginn.

Mat deem Gesetz gëtt och eng Delegatioun vun de Studenten agefouert, fir dass och si am Entscheidungsprozess derbäi kënnen sinn.

Zum drëtten Titre dann. Hei geet et ëm d'Composanté vun der Uni. Déi zentral Verwaltung gëtt als nei Composante vun der Uni insituéiert. Et gi weider dräi Fakultéite bäibehalen. Am Géienzuch gëtt déi maximal Zuel vun den interdisziplinären Zentren op sechs eropgesat. Dat erméiglecht eng méi grouss Flexibilität, besonnesch well dese Modell sech bewäert huet an zur gudder Renommee vun der Uni bäidréit.

D'Fakultéiten an d'Centres interdisciplinaires wäerten d'Méiglechkeet hunn, fir Dokterschoulen a gemeinsam technologesch Plattformen anzeféieren.

Dann zum véierten Titre, dee concernéiert d'Personal. D'Gesetz vun 2003 hat zwee Typen vum Personal virgesinn: engersäits de Personnel enseignant-chercheur, anerersäits de Personnel scientifique, administratif et technique. Well dat awer zu Konfusiounen konnt féieren, ass d'Notioun vum Personnel scientifique ofgeschaaft ginn. Et gëtt elo vu Personnel administratif, financier et technique geschwat.

Wat dat akademesch Personal ugeet, esou gi verschidde Kategorien, Benennungen an déi minimal Kritären a puncto Kompetenzen a Grade fir déi verschidde Poste präziséiert souwéi och hir Nominatiouns- a Rekrutementsprozeduren.

Dese Gesetzesprojet gesäit och vir, dass verschidde Kategoriën vun den Enseignants-chercheurs iwwer eng intern Promotioun kënnen weiderkommen, dat also nieft der Prozedur vun der öffentlecher Ausschreiwung. Hei geet et och drëm, déi ze fideliséieren, déi e groust Talent hunn an déi een net einfach verléiere wëllt.

D'Gesetz gesäit och d'Notioun vum Professeur associé vir, deen zum Professeur ordinaire kann opsteigen. Dat gëllt och fir de Professeur assistant, deen de Rang vum associéierte Professeur no enger favorabler Bewäertung ka kréien.

De fënneften Titre geet iwwert d'Organisatioun vum Enseignement a vun der Fuerschung. En zentraalt Zil ass et, fir d'Autonomie vun der Uni op pädagogeschem an op wëssenschaftlech Plang ze verstärken. D'Gesetz gëtt der Uni de Pouvoir, fir e Règlement d'études unzehuelen, deen d'Detailer vun de Studieprogrammer, d'Bewäertungskritären an d'Prozedur vun der Admissioun an der Suspensioun präziséiert.

De Regierungsrat hat a senger Sitzung vum 22. März 2017 och der Uni d'Méiglechkeet ginn, fir spezialiséiert Medezinstudien unzebidden. Un déi aktuell Ausbildung an der Médecine générale, déi an der Uni integréiert gëtt, kënnen sech eng oder méi spezialiséiert Formatiounen drunhänken. Da gëtt d'Prozedur iwwert d'Validatioun vun den Acquis d'expérience réviséiert a präziséiert. Och ginn d'Dispositiounen an d'Gesetz iwwert déi sougenannt Aménagements raisonnables dragesat. Fir all weider Detailer verweisen ech do op mäi schrëftleche Rapport.

Den Titre sechs geet iwwert d'Qualitéit an d'Bewäertung. Fir eng héich Qualitéit an der Fuerschung an am Enseignement selwer ze halen, gi regelméisseg Bewäertungen duerchgefouert. De gesetzleche Kader heizou gëtt ugepasst. Intern gëtt d'Personal järelech bewäert.

Dat gëllt och fir déi nei Studieprogrammer. All véier Joer kennt et zu enger externer Bewäertung. Déi zweejäreg Bewäertung vun der Uni gëtt ofgeschaaft, well déi, d'Erfahrung huet dat gewisen, keng grouss Plus-value, kee grouss Méiwäert mat sech bruecht huet. D'Évaluatioun gëtt vun onofhängegen Experten an Agencen, déi vum zoustännege Minister designéiert ginn, duerchgefouert.

Den Titre siwe geet iwwert d'Bezéiungen téschent der Uni an dem Stat, d'Finanzéierung vun der Uni an d'Finanzgestioun. An deem Zusammenhang kann een nach soen, wat d'Kooperationsaccorden ugeet an d'Prises de participation, dass d'Nomenclature an deem Gesetz mat där iwwert d'Centres de recherche publics harmoniséiert gëtt.

D'Universitéit gëtt och autoriséiert, fir Participatioun an engem Groupement économique oder an engem Groupement européen d'intérêt économique, an enger Fondatioun oder/an enger Vereenegung ouni Gewënnzweck ze halen, enger Asbl also. D'Uni kann och Bedeelung via Apports en nature a Gesellschafte mat Gewënnzweck halen, déi beim Handelsregister agedroen ginn an deenen hiren Aktivitéitsradius mat deem vun der Universitéit vereinbar, kompatibel ass.

Dës Apporten zum gesetzleche Kader vun der Uni sinn als Basis geduecht, fir mat dem geplangte GIE mam Numm Centre de gestion pour la formation continue et professionnelle universitaire zesummenzeschaffen. Dese soll jo d'Relevé vum Institut universitaire international, dem sougenannt IUIL, huelen a wäert enner anerem d'Weiterbildung op der Uni verwalte souwéi d'Validatiounsprozedur vun den Acquis d'expérience geréieren.

Komme mer nach zu de verschidde Avisen! Fir d'Avis vum de professionelle Kummer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Et kann een awer ervirhiewen, dass d'Chambre des Salariés an hirem Avis vum 11. Juli 2017 fir e Gläichgewicht zu de verschidde Organer vun der Uni plädéiert hat an drop gepocht huet, dass den Text fir e grouss Konsens soll suergen.

De Conseil d'État huet säin éischten Avis den 28. November 2017 verëffentlecht an doranner néng Oppositions formelles formuléiert. Fir d'Éischt huet e verlaangt, dass den Objet vum Gesetzesprojet an den Artikel 2 soll integréiert ginn, esou wéi den Artikel 108bis vun der Verfassung dat verlaangt. Dann hat en nach eng aner Onzoulässegkeet festgestallt, well de Projet direkt zwee Ministere Kompetenzen iwwerdreien huet. A senger ursprénglecher Versioun wollt de Paragraph 3 vum zweeten Artikel d'Universitéit ënnert déi duebel Tutelle vun Minister, deen den Enseignement supérieur ënner sech huet, a vum Minister, deen d'Fuerschung a sengen Attributiounen huet, placéieren. Dat awer geet géint den Arrêté grand-ducal vum 28. Januar 2015, deen d'Ministère constituéiert huet. An deem stoung kloer dran, dass de Grand-Duc dem Minister vun der Héichschoul eenzeg an eleng d'Universitéit uvertraut huet.

Ech wëll elo net méi op all Oppositions agoen a verweisen och do op mäi schrëftleche Rapport.

A sengem éischten Avis complémentaire vum 6. März 2018 huet de Statsrot jiddfalls matgedeele, dass déi parlamentaresch Amendementer vum 9. Januar 2018 alle Recommandatiounen vum Statrot Rechnung droen, soudass e seng Oppositions formelles kann ophiewen. Dat gëllt och fir déi parlamentaresch Amendementer vum 27. März deses Joers. A sengem zweeten Avis complémentaire vum 8. Mee huet de Statsrot och do all Verännerung oder all Annerung guttgeheesch. Et goung ëm d'Veerpflichtung fir d'Studenten an all fräi Auteuren, an dem gesetzleche Regimm vun der Assurance maladie affiliéiert ze sinn, dat als Bedéngung, fir zur Uni zougelooss ze ginn.

De Projet de loi 7004, deen nach an der Prozedur ass, hätt dofir misse virum Unisgesetz ugeholl ginn. Fir awer net dorobber ze waarden, gouf entscheet, fir all Dispositiounen iwwert d'Affiliatioun vun de Studenten an der Krankenversicherung an de Gesetzesprojet 7004 anzuschreien an deesen an deem Sënn ze änneren. Domat kann de Gesetzesprojet iwwert d'Uni ugeholl ginn, ouni op de Vott vum Projet 7004 waarden ze mussen, soudass d'Uni all organisatoresch a strukturell Upassunge virun der akademischer Rentrée 2018-2019 virhuele kann.

Dat gesot, soen ech der Presidentin vun der Héichschoukkommissioun, déi als Presidentin elo vun der Assemblée hei hanner mer sëtzt, an de Kollegen aus der zoustännege Kommissioun fir hir konstruktiv, lieweg a kritesch Begleedung vun deem Dossier, déi um Enn zu engem akzeptabelen a breede Kompromëss gefouert huet, Merci. Iech all heibanne Merci fir d'Nolauschten a fir den Interess!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Rapporteur André Bauler. Als éischt Riednerin ass ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei zu Lëtzebuerg just eng öffentlech Uni, eis Uni.lu, an op déi kënnen mer u sech ganz houfreg sinn. Si huet sech an der leschter Zäit international ganz gutt etabléiert an dat wierklech an där kuerzer Zäit, wou et se eréischt gëtt.

Eis Matière grise, dat ass déi wichtegst Matière première, déi mer hunn. Ëmsou méi wichteg ass et, dass mer eiser Uni eng ganz gutt gesetzlech Basis ginn. Ier ech awer op den Inhalt vum Gesetz aginn, wëll ech nach op zwee Punkten agoen.

Dat Éischt, ech wëll dem Rapporteur, dem Här André Bauler, villmools Merci soe fir säi Rapport. Also dee war definitiv komplett, ausféierlech, ganz gutt. Do kann ech mech dann, brauch ech op jidde Fall op eenzel Punkten net méi anzegoen.

Zweetens wëll ech awer nach kuerz iwwert de Wee hin zu deemem Gesetz schwätzen. De François Biltgen hat 2011 eng Loi modificative deposéiert mam Zil, fir d'Uni no de Start-up-Jore méi demokratesch, méi participativ ze organiséieren an doduerch hir Autonomie ze stäerken.

Déi aktuell Regierung hat d'Reform fir d'Éischt emol op Ais geluecht, schlisslech dunn decidéiert, de Projet de loi zrëckzezéien, an huet dunn eréischt am Mee 2017 dese Projet, iwwert dee mer haut diskutéieren, deposéiert.

Et wär also u sech genuch Zäit do gewiescht, fir am Virfeld mat de Leit vum Terrain ze diskutéieren an och op si ze lauschten. Mä esou, wéi u sech den ursprénglechen Entworf vum Gesetz ausgesinn hat, kann ech mer net esou richtig virstellen, dass dat gemaach gi war.

Sou hat zum Beispill de François Biltgen probéiert, de Conseil universitaire ze stäerken. Nom éischten Entworf vum Här Hansen wär en u sech éischter geschwächt ginn. Eréischt wéi nom Dépôt d'Leit sech massiv zu Wuert gemellt hunn, d'Leit Upassung gemaach ginn. Ben, éischters verstinn ech déi allgemeng Virgeewis net an zweetens verstinn ech och net, firwat des Regierung dann onbedéngt wollt de Conseil universitaire éischter schwächen.

Tëschent 2013 an 2017 wär genuch Zäit gewiescht, fir mat de Leit ze schwätzen, dann hätte mer eis u sech deseen Zickzackkurs kënnen spueren. Mä Haaptsaach, d'Upassung si gemaach ginn!

Dann zum Projet de loi selwer. An hei wëll ech mat der Autonomie ufänken, iwwert déi jo esou dacks diskutéiert gëtt.

Laut der European University Association gëtt d'Autonomie duerch véier Haaptpillere markéiert: d'akademesch Autonomie, d'finanziell Autonomie, d'personell Autonomie an dann d'organisatiounell Autonomie. Bei deenen dräi éischte Pillere leie mer am europäesche Spëtzeveld. D'Autonomie vun eiser Uni ass also schon zimlech gutt. An d'Viraussetzungen heifir ware schonns mam Grënnungsgesetz vun 2003 geschaf.

(Éternement)

Gesondheet!

(Hilarité)

► **Une voix**.- Merci.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Sou. E bësse méi schlecht schneide mer just bei der organisatiouneller Autonomie of. An hei wëll ech awer op déi spezifesch Situatioun vun eiser Uni hiweisen.

Et ass eis eenzeg öffentlech Uni!

De Stat steiert dee gréissten Deel vum Budget bäi, 160 Millioune pro Joer. Ech rechne jo ëmmer a Lycéesgebaier: Dat gi bal zwee Lycéesgebaier pro Joer. Keng ze vill grouss. Eng vun den Aufgaben vun der Uni ass jo och „service to society“, contribuer au développement social, culturel et économique du Luxembourg; esou steet et am Gesetz. De Stat huet deemno och eng gewësse Verantwortung, wat mat de Steiergelder geschitt. Zumindest ass dat d'Meenung vun der CSV. An dëst gëtt dann och duerch d'Konventioun, déi d'Uni an de Stat maachen, geregelt.

Wa mer vun Autonomie schwätzen, da kann ee sech awer och d'Fro stellen, wéi vill Opträg



d'Regierung enger Uni soll ginn. Ee ganz schlecht Beispill ass op jidde Fall hei den Institut fir Zäitgeschicht. An hei wëll ech net deem seng Aarbecht beuerteelen, mä d'Aart a Weis, wéi d'Regierung deen der Uni als interdisziplinäert Zentrum imposéiert huet. Dat war u sech, ouni Rücksicht op d'Autonomie vun der Uni ze huelen. Déi Decisioun hätt misse vun der Uni zesumme mat der entsprecherender Fakultéit getraff ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Allgemeng kann een awer soen, datt d'Regierung, déi ënnerschiedlech Ministären natierlech sollen a kënnen enk mat der Uni zesummeschaffen. Optimal wär et, wann d'Opdrag vun der Regierung kéinten am Kader vun der Convention pluriannuelle définéiert ginn, zumindest de Gros dovunner. Dat géif op jidde Fall d'Organisation innerhalb vun der Uni wesentlech vereinfachen.

D'Gouvernance, ee wichtege Punkt, och bei der Uni! D'Gouvernance vun eiser Uni huet vun d'Fank un op den dräi Piliere, den Här Bauler huet dat gesot, dem Conseil de gouvernance, d'Strategien, d'Kontrollorgan, dem Rectorat, d'Exekutiv an dem Conseil universitaire baséiert. Hannert deem Modell sti mer als CSV och weiderhin. An ech si frou, datt de Minister och hei säin ursprénglechen Text u sech net bäibehalen huet. Hien hat nämlech d'Präzisioun, datt de Conseil de gouvernance, do wou also d'Strategie festgeluecht ginn, géif am Intérêt vun den Ziler an de Missiounen vun der Uni agéieren, am Ufank einfach gestrach. Dat hätt natierlech vill Spillraum fir vill verschidden aner Interéiten zougelooss. Firwat d'gestrach gi war, well Sträiche mécht ee jo trotzdeem awer bewosst, dat weess ech net. Mä och hei erëm eng Kéier: Haaptsaach, et steet erëm dran!

De Fränz Biltgen wollt, wéi gesot, bei senger Gesetzesännerung dem Conseil universitaire méi Poids ginn, well des Form vun Organisation nëmmen da funktionéiert, wa mer eng anstänneg Balance of power hunn. Am Här Hansen sengem urspréngleche Projet de loi war d'Gläichgewicht béis un d'Wanke komm. Wéi gesot, ech weess net, firwat dat gewollt war, mä, wéi gesot, et sinn Ännerunge gemaach ginn. Den Här Bauler ass och ausféierlech drop agaangen. An dat freet eis natierlech. An deem urspréngleche Projet de loi hätt de Recteur nämlech u sech, am Prinzip, just ee Géigegewicht no uewe gehat, nämlech de Conseil de gouvernance, an et wier kee richtegt Géigegewicht méi no ënnen do gewiescht. Mir begréissen also déi Upassungen, déi gemaach gi sinn.

Aus dem Rectorat gétt elo ee Recteur. D'Regierung huet sech hei fir den net kollegiale Modell entscheet. Et kéint also elo méi eng One-Man-Show ginn. Hei musse mer elo ofwaarden, wéi des Decisioun sech auswierkt.

Dann ass de Recteur, mat deem Projet de loi, u sech elo deen Eenzegen, deen am Conseil de gouvernance, do wou d'Strategie festgehale ginn, just mat Voix consultative deelhält. Ech hat an der Kommissioun den neie Recteur, den Här Pallage, dorobber ugeschwat, an hie sot, en hätt dat zur Kenntnis geholl, hie géif awer mengen, dat misst duergoen, fir datt hie seng Doleancé kéint un de Mann/un d'Fra bréngen. Ben, och hei, denken ech, musse mer ofwaarden, wéi des nei Zesummesetzung vum Conseil de gouvernance an déi nei Definitioun vum Recteur zesumme funktionéieren.

De Medezinnstudium ass nei an deem Gesetz. D'Méiglechkeet, fir e ganze Medezinnstudium op eiser Uni ze organiséieren, gétt mat deem Gesetz geschaaft. Am Moment soll d'Offer sech op ee Bachelor begrenzen an op Spezialisierungen an der Onkologie an der Neurologie. Datt mer hei zu Lëtzebuerg lafend gutt Medezinner brauchen, ech mengen, do si mer eis alleguer eens. Datt eis Studenten nom éischte Joer Ausbildung ganz dacks Schwierigkeiten an Ausland hunn, fir op enger Uni uegell ze ginn, och dat ass leider ee Fait. Lëtzebuerg huet also och seng Verantwortung an deem Beräich ze iwwerhuelen.

Vläicht hei eng kleng Remark. 2013, een Interview am „Lëtzeburger Land“ mam Här Tarrach, do war e gefrot ginn, ob mer hei zu Lëtzebuerg genuch potenziell Patienten hätten, fir dese Studiegang ze organiséieren. An den Här Tarrach sot: „U sech net.“ Mä e sot awer och: „E Land ka bal net ouni Medezinnstudium auskommen.“

Mir hunn awer, op där anerer Säit, an ech denken, dorunner muss een awer ëmmer denken, och zwielef Medezinnfakultéiten op zwou Ston-

nen ewech. Et soll een dofir an eisen Aen, an och am Sënn vun der Exzellenz, ganz enk mat deem zesummeschaffen. Sech op e Bachelorstudium begrenzen, bréngt och nëmmen eppes, wann duerno séchergestallt ginn ass, datt eis Studenten de Masterstudium op enger anerer Uni kënnen maachen. Wann dat nämlech net de Fall wär, dann hätte mer u sech de Problem just no hanne verréckelt.

D'Regierung sot, si géif eng Evaluatioun maachen a gegebenfalls ee Master ubidden. Ech ginn awer ze bedenken, datt, falls eis Studente géife riskéieren, net uegell ze ginn, da misst relativ séier ee Masterstudium op d'Bee gestallt ginn. An hei stelle sech e puer Froen: Wéi konkret sinn hei schonns d'Iwwerleeunge gemaach ginn? Soll dee Master an Zesummenaarbecht mat enger oder mat méi auslänneschen Unien organiséiert ginn? An dann: Wéi ka respektiv soll des Zesummenaarbecht formaliséiert ginn?

D'Regierung hat zesumme mam Bachelorstudium och déi geplangte Spezialisatiounen virgestallt. Och hei stelle sech e puer Froen. Souwäit mer informéiert gi sinn, soll dat een Text vum Gesondheitsministère sinn. Ech ginn awer emol dovunner aus, datt den Héichschoulministère och eppes domadder ze dinn huet, vu datt et eng Héichschoulausbildung ass. Des Spezialisatiounen sollen, deenen Informatiounen no, déi mer kritt haten, 2018-2019 offréiert ginn. Dat ass definitiv net méi laang. Och hei: Wou ass den Text drun? Gétt den Zäitplang agehalen? Well och hei hätte mer eng Partie Froen ze stellen.

Dann hat eis Uni d'lescht Joer eng Partie Schwierigkeiten. Des Schwierigkeiten hu gewisen, datt et, onofhängeg, wierklech onofhängeg vum Gesetz wichteg ass, datt kloer Prozeduren definéiert ginn, datt d'Kommunikatioun funktionéiert tëschent de Gremien, datt Transparenz besteet, datt fir Transparenz gesuergt gétt. Dat misst elo am Règlement interne festgehale ginn. Hei läit elo natierlech de Ball bei der Uni. Dat ass een immens wichtege Punkt fir de Management a fir de Funktionnement vun der Uni.

Autonomie op där enger Säit bedeit op där anerer Säit awer och Responsabilitéit iwwerhuelen a Rechenschaft ofleeen iwwert dat, wat gelaf ass. An deem Sënn ass déi intern an extern Evaluatioun vun der Uni immens wichteg. Bei der interner Evaluatioun hätte mer et als CSV léiwer gehat, wann déi sech net nëmme géif beschränken op d'Personal an op d'Programmes d'études. Eng intern Evaluatioun ass ee wichtege Motor fir d'Entwécklung a muss dofir méi breet gefaasst ginn. Mir hätten et och léiwer gesinn, datt eist Markenzeichen, eis allgemeng Prinzipie vun der Uni, nämlech d'Mobilitéit, de Multilinguismus, d'Interdisziplinaritéit an d'Internationalitéit, méi kloer visibel am Gesetz sténgen. Am Moment si se e bësse verstoppt. Doriwwer si mer net begeeschtert, mä mir kënnen domadder liewen.

Ofschléissend, Dir Dammen an Dir Hären: Mir sinn e klengt Land, mir hunn eng kleng Uni. Mir wäire gär ee Land mat Exzellenz. Mir brauchen och eng Uni mat Exzellenz, an d'enger limitierter Unzuel vu Beräicher. Mir brauchen exzellente Leit op der Uni, Stéchwuert: „A-players attract A-players, B-players attract C-players.“

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Eis Uni muss connectéiert sinn an d'ëscht op verschidden Aarten: mam Ausland, mat First-class-Universitëten, mat der Industrie, mat Betriber, mat de Recherchezentren an esou weider. Eis Uni soll eng Lokomotiv am Beräich vun der Digitaliséierung sinn. Mir brauchen een On-Campus.

Eis Uni huet also nach ganz vill Erausforderunge viru sech. Eis Erwaardunge si grouss. Dat, wat definitiv opgebaut ginn ass, muss kënnen erhale ginn a sech weiderentwéckelen. An als CSV hoffe mer, datt mat deem Gesetz d'Basis fir d'Schaffen nach eemol verstärkt gétt. An domat ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, haut ass e wichtege Dag am Lëtzeburger Héichschoullandschaftswies, an dofir wëll ech virop e puer Mercie lassginn.

Fir d'Éischt dem Rapporteur André Bauler fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mä awer och dem Minister Marc Hansen, deen ech elo erlieft hunn a wierklech laanger Zäit, déi lescht laang Méint, fir seng Efforten, säin Asaz, awer och seng Motivatioun, fir d'ëscht

Unisgesetz wierklech zu engem gudden Ofschluss ze bréngen. Net ze vergiessen doniewent säi super Team, den Dokter Diederich, d'Madamm Huberty an den Här Misteri nottamment. A wann ech elo kee wëll vergiessen, déi eng optimal Hëllef ginn hunn, an lech alleguerten als Membere vun der Kommissioun och en härerleche Merci. Mir haten intensiv Diskussiounen, mä Dir hutt alleguerte matgemaach. Ech mengen, mir wëssen alleguerten, em wat et hei geet an dass dat Gesetz wichteg ass, trotzdeem dass een ëmmer ka Kriticken ubréngen an et kann een et jo och nach spéiderhi verbesseren.

Här President, e Land, wat wëllt modern sinn, innovativ a fuerschungswëleg, brauch eng héichkaräteg Universitëit. Mir hunn elo 20 Joer gebraucht - 20 Joer! -, fir d'ëscht wichteg Gesetz zu engem Ofschluss ze bréngen, an dorëm geet et.

Här President, d'DP huet erkannt, dass sougutt d'Héichschoul wéi d'Innovatioun wéi och d'Fuerschung vital si fir d'zukünftge Generatiounen vu Lëtzebuerg, well si solle gutt ausgebilt, kompetent a staark sinn. Dofir soll Lëtzebuerg an deem Secteur eng Virreiderroll spillen. Et geet drëm, fir Talenter unzezéien. Dir wësst alleguerten déi Secteuren, wou mer wëllen extrem performant sinn. Et geet ëm ICT, et geet ëm molekular Biologie, et geet ëm Weltraumressourcen a mir wëllen no Qualitéit an Exzellenz striewen, fir dass mer eis am internationale Ranking ëmmer besser positionéieren.

Mir sinn elo bei de jonken Universitëten, dat heescht, an dem Ranking vun den Universitëten ënner 50 Joer, an dee gétt jo vum „Times Higher Education“ geféiert, do si mer op Plaz zwielef. Wann een international kuckt, an och sportlech an den Top Twenties, mengen ech, leie mer schonn op enger ganz gudder Plaz. Mä et geet drëm, dass mer dat viru verbesseren.

Et ass u sech eng Question d'honneur fir d'DP, dass mer alles maachen, fir en exzellente, le-gale Kader ze schafen. Mir hu ganz vill Upassungen gemaach. Mir hunn dee ganze Kader optimiséiert, fir dass mer elo en exzellente Gesetz kréien.

Nom Gesetz vun 2003, wat jo d'Ufanksgesetz war, a wou mer u sech, wéi mer ëmmer hei zu Lëtzebuerg sinn, ganz vursichteg waren, well et Neiland war, koom dat ganz wichteg Gesetz 2014 iwwert d'Centres de recherche publics an dat war och wichteg, dass dat du geholl ginn ass.

Madamm Hansen, et kann een driwwer diskutéieren, ob do wierklech sollt e Lach bliwwen sinn, am Timing, mä, ech mengen, dat Fuerschungsgesetz, dat war ganz wichteg. Wéi 2017 den definitiven neie Projet vun Minister Marc Hansen komm ass, dat huet sech u sech an enger Logik agereit. An, ech mengen, mir kucken elo no vir, an dat ass och gutt esou.

Et geet vill rieds hei iwwer Autonomie. D'Autonomie gétt gestärkt. Meng Virriedner hunn dat alleguerte schon ënnerstrach. Et geet drëm, dat ass wichteg an international, op all Uni soll de Freigeist gestärkt ginn. De Freigeist, de kritesche Geescht, dee Loscht huet, ze léieren, mä och Loscht huet, d'Saache kritesch ze begutachten - wat jo eng vun den Erausforderunge vun all Uni ass: „faire des têtes bien pleines, mais aussi des têtes bien faites“, wou ee wierklech oppasst, wéi een u d'Saachen erugeet, an dat ass hei garantéiert ginn. Ech ginn net méi dorop an. Dir hutt dat alleguerte scho gutt belicht.

Autonomie beinhalt awer méi Eegeresponsabilitéit. Dat ass och ënnerstrach ginn. Eng intern méi gestrafften Opstellung, Visiounen, déi ganz kloer émrass sinn, wéi déi ganz organisatiounell Opstellung soll goen.

Wat ganz wichteg ass, an, ech mengen, wat eis alleguerte gefall huet an der Kommissioun, dat ass, dass ebe méi de Geescht vun der Participatioun démocratique oder Démocratie participative - mir streiden ëmmer iwwert déi Wieder, wéi se zesummegehieren - nach gestärkt gétt, nottamment mat de Studenten, nottamment mam Personal, déi vill méi agebonne ginn. An, ech mengen, fir d'Wuelgefill vun der ganzen Universitëit ass dat positiv, well da fillt d'ganz Equip sech besser a méi zesummen.

Här President, wie vun Autonomie schwätzt, schwätzt natierlech automatesch och vu Finanzen. Well et gétt keng Autonomie, wann d'Finanzen net klappen. Ech wëll et nach eng Kéier ënnersträchen: Momentan ass et esou, dass all Joer 450 Milliounen vun der Regierung an ënner wierklech och dem Opdriff vun dem Minister Marc Hansen an de ganze Secteur fléissen. Dat heescht, fir d'Studentebourssen, fir d'Universitëit a fir d'Fuerschungszentrum. Dat ass wierklech eng important Zomm an dat ass e ganz wichtege Invest. Well, ech mengen, an deem Secteur kann een net vu Käschtepunkt

schwätzen, et soll ee vun engem Invest schwätzen, engem Invest an d'Zukunft vun de jonke Leit, an d'Zukunft vun onsem Land. Well mir brauche se alleguerten, fir dat Land hei bescht-méiglech..., an och vun anere Länner, wou se Responsabilitéit kréien, dass se do hire Mann oder hir Fra stellen, fir eng exzellente Gestiouen vun hire Länner ze garantéieren. En Invest an d'Zukunft also, kee Käschtepunkt.

E lescht Wuert zum Budget pluriannuel. 1,45 Milliarden, wann ee sech dat op der Zong zergoe léisst, zwëscht 2018 an 2021. Do hu mer d'Contrats de performance um Secteur vun der Recherche, mir hunn d'Contrats d'établissement am Secteur vun der Uni selwer. Ech mengen, dat si wichteg Zommen, déi weisen, dass d'Regierung gewëllt ass, no vir ze goen. An de Minister Marc Hansen, ënner der Egide vun der ganzen Regierung, huet eben déi Montanten duerchkritt. Dir wësst, dass ëmmer mam Finanzminister an all Land muss gekämpft ginn, fir esou Zommen ze féieren. Mä mir wëllen déi Uni no vir kréien. Mir wëllen déi Uni stäerken. An dofir ass dee Montant dat, wat mer op d'mannst brauchen. A wann dat esou virugeet an och déi gutt Resultater, déi mer geliwert kréien, da ginn déi Zommen natierlech ugepasst.

300 Milliounen méi wéi de Plang vu virdrun, dat si 25%. Ech mengen, dat éiert eis alleguerten zesummen, dass mer dat esou gesinn an dass mer dat virubréngen.

Dee ganze Projet hei, quitte dass, wéi dat bei all schwierige Projet zu Lëtzebuerg ass, heiansdo e bëssen Hickhack war - et ass nogebessert ginn, et ass ganz vill mat de Leit geschwat ginn, mir hu versicht, fir esou vill wéi méiglech d'Leit anzebannen. An do wollt ech och dem Minister Merci soen, well ech krut vu bause gesot, dass wierklech extrem vill Gesprächer hei gelaf sinn. Dee ganze Projet geet also an déi richteg Richtung an ech bréngen hei mat Freed den Accord vun der DP.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Taina Bofferding.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ëscht Gesetz ass wuel eent vun deene wichesten an deser Legislaturperiode, well mer mat deser Reform d'Uni als en zentraalt Element vun der intellektueller an der kultureller Entwécklung vun eisem Land stäerken.

No ronn 15 Joer Existenz, déi duerch rasant a virun allem eng erfollegräich Entwécklung gekennzeechent ass, maache mer elo hei essenziell Ännerungen.

No enger éischerer Phas, nenne mer se Startphas, sinn Upassungen néideg, fir der Uni ze erlaben, elo an eng Konsolidierungsphas iwwergoen ze kënnen. Mat deem Gesetz gétt d'Autonomie vun der Héichschoul ausgebaut. Si kritt den néidege Fräiraum, fir sech am Beräich vun der Léier a virun allem och op dem héijen Niveau weider kënnen ze entwéckelen.

D'LSAP huet sech ëmmer fir eng eegestänneg Uni hei am Land ausgeschat an och ëmmer dofir gekämpft. Mir Sozialiste gesinn d'Uni als eng Plaz fir de kritesche Meinungsaustausch, deen domadder wesentlech zur Weiderentwécklung vun eisem Land an och senger Matbierger bäidreit, an och, fir Lëtzebuerg als Wëssenschafts- a Fuerschungsstanduert op der Weltkaart fest ze verankeren.

An eisem Wahlprogramm vun 1999 hu mer schonn ausféierlech dozou Stellung geholl. Mir hu plädéiert, an ech zitieren hei den deemo-lege Spracher, de Ben Fayot, beim Debat vun 2003, wou mer d'Gesetz gestëmmt hunn: „(...) fir eng international Universitëit zu Lëtzebuerg, déi op sollt si fir Studente vu Lëtzebuerg a vun der ganzen Welt. (...) Mir hu plädéiert fir eng autonom funktionéierend Uni, an där sech Fuerschung an Enseignement géigesäiteg géifen inspiréieren, a mir hunn déi Spezialitéiten opgezielt, an deenen een an der Zesummenaarbecht mat den Universitëten vun der Groussregion esou eng Universitëit schafe kéint. Schliisslech hu mer fir en dezentrale Modell plädéiert, dee lues a lues opgebaut an organesch wuesse soll.“

Mat esou Iwwerleeungen hu mer eis ëmmer ganz kloer vun anere Parteien ofgegrenzt. D'DP zum Beispill ass an hiren deemo-legen Aussoen, an ech sinn hei nach bei der Zäit virun 2003, ëmmer zimlech vag bliwwen.

D'CSV huet sech hirersäits bei der Schafung...

(**Interruption**)

...dovunner iwwerzeegt gewisen, datt d'Uni hir Roll an der wirtschaftlecher Entwécklung wäert spillen, dat virun allem um Niveau vun der ekonomescher Diversifizierung.

Wahrscheinlech gouf dat deemools esou gesot, fir d'Gemiddler ze berouegen, well d'Uni net vu jiddwengem direkt gedroe war. Och hei muss ee soen: Et gouf net ëmmer eng eenheetlech Meenung. Och net an der CSV, well kee geréngeren - an dorunner kann ech mech nach erënnere - wéi de laangjäregge Statsminister Jean-Claude Juncker huet sech ëmmer vehement géint eng komplett Uni hei zu Lëtzebuerg gestäipt.

Fir eis ass d'Uni awer en Instrument, fir méi Chancéglichheet ze schafen.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- En huet sech awer herno iwwerzeege gelooss vum Géigendeel!

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).**- Wat geflitt?

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- En huet sech awer vum Géigendeel iwwerzeege gelooss. Dofir ass d'Gesetz jo och du komm.

(Interruptions)

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).**- Mir si jo och frou, dass Der haut d'Reform wäert matstëmmen.

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wien ass si?

► **Une voix.**- Jo, d'Madamm Bofferding!

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ah, dat kléngt scho besser!

► **Une voix.**- Jo. Ech hu se mam Numm genannt!

► **Une autre voix.**- Très bien!

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).**- Okay. Wéi gesot, fir eis ass d'Uni ëmmer en Instrument, fir méi Chancéglichheet ze schafen. Dëst, andeems eng Uni de jonke Leit eben erlaabt, hei am Land en Héichschoulofschloss ze absolvéieren.

Wéi d'Erfahrung aus deem leschten annerhallwe Jorzéngt weist, kommen eng ganz Rei Jonker eréischt op d'Iddi vu postsecondaire Studien, nodeems se iwwert de Wee vun der Uni gewuer gi sinn, wat d'Uni alles unzebidden huet, an dass dat och eppes fir si kéint sinn. An deem Sënn dréit d'Uni och konsequent dozou bäi, dass Lëtzebuerg d'Objektiver vun der Strategie „Europa 2020“, déi doranner bestinn, dass an zwee Joer 66% vun der Bevëlkerung tëschent 30 a 34 Joer en Héichschouldiplom soll hunn, an dëst net nëmme iwwert de Wee vun der Immigration.

Eng Uni ass fir eis fir d'Éischt awer och emol eng sozial a kulturell Noutwendegkeet, dann awer eng wëssenschaftlech an eng wirtschaftlech.

D'LSAP ënnerscheet sech och grondleend vun deenen, déi den direkte wirtschaftleche Gewinn vun enger Uni gesinn, also bei allem ëmmer en „return on invest“ fuerderen. Als Sozialistin, mä virun allem och als Soziologin, kann ech nëmme soen, dass fir mech d'Grund-

lagefuerschung, also d'Schafung vu Wëssen an och d'Vermëttlung vun deem Wëssen, virun enger reng wirtschaftlecher mat direkter praktescher Uwendung muss stoen.

Aus deene genannte Grënn iwwerrascht et also och net, dass d'LSAP, bei aller Iwwerzeegung vun enger Wichtigkeet ebe fir eng Uni fir eist Land, mam Gesetz 2003 net ganz glécklech war. Och d'Entwécklung vun der Uni an den éischte Joren hu mer kritesch gesinn, well des nëmme mat enger zentraliséierter Top-down-Gouvernance konnt erreecht ginn an domadder wäit ewech vun engem participative Modell, engem Bottom-up, wéi mir eis e wënschen. Wann dëse System an den éischte Joren novollzéierbar war, well et jo nach keng Uni gouf, esou mécht dat awer fir eis no 15 Joer Sënn, déi néideg Adaptatiounen ze maachen.

Ouni hei wëllen op déi wuel villfälteg Grënn anzegoen, firwat et an deene leschte Joren, annerhaleft Joer, Schwierigkeeten op der Uni gi sinn, kann een awer wuel soen, dass sécherlech zu engem groussen Deel d'Resultat vun deene Schwierigkeete wuel selwer am System läit. Déi extern Evaluatiounsrapporte weisen drop hin, dass d'Strukturen et am Moment net erlaben, fir eng transparent Meenungsbildung ze organiséieren. Déi vill, meeschtens ganz kritesch, awer bal ëmmer konstruktiv Stëmmen aus dem akademesche Milieu, déi sech an an no der sougenannter Kris zu Wuert gemellt hunn, awer och elo an der Diskussioun ronderëm d'Reform, déi beweisen, dass et héich Zäit gëtt, fir um gesetzleche Plang eppes ze änneren.

„D'Administratioun vun der Uni Lëtzebuerg soll professionaliséiert ginn.“ Dat, Här President, sot den neie Recteur viru Kuerzem an enger Radioemissioun. D'Uni misst méi transparent ginn an eng besser, och intern Kommunikatioun kréien. D'Uni wär laang als Start-up gereiert ginn, mä dat wier se haut net méi. Dofir misst d'Administratioun méi no un hire Clientë sinn, an dat wieren d'Studenten, d'Professoren an d'Chercheuren.

Prinzipiell kënnen mir Sozialiste mat deenen Aussoen averstane sinn, och wann hien am Interview keng Detailler iwwert dës Aarbechtsmanéier ginn huet. Mä vläicht ergëtt dëst sech jo mam neie Gesetz, well et e bësse méi präziséiert gëtt. Mir hoffe just, dass den Ausdrock „Client“ sech net dorobber bezitt, dass den neie Recteur d'Uni wéi eng Entreprise, spréich wéi eng Post wëllt féieren. Mä dofir si mir jo als Legislatéur do, fir de Kader fir déi zukünfteg Gouvernance ze setzen.

Wat de Projet de loi betrëfft, si mer frou, dass deenen nogebessert gouf. De Minister, dee war dialogbereit, hat ëmmer en oppent Ouer, an och an der zoustänneger Kommissioun hu mer vill diskutéiert an et gouf ganz vill geschafft. Duerfir wëll ech och elo nach dem Rapporteur felicitéieren fir seng zwee Rapporten, wou en och am Detail déi verschidden Ännerungen op eng ganz verständlech Manéier erkläert. Mä sozialistesche Kolleg, de Franz Fayot, dee wäert herno nach op eenzel Punkten agoen, déi an eisen Aen och wichteg si fir d'Weiderentwécklung vun der Uni.

Wéi Der awer aus mengen Ausféierungen erkenne kënn, ass fir d'LSAP d'Gouvernance an d'Matbestëmmung d'Kärlees. Mir hunn eis engagéiert, fir vun deem ufanks dach éischter entreprise-orientéierter Féierungsstil ewechzekommen, dass et bei de Pouvoiren eben zu enger neier Opdeelung soll kommen. Als Garant vun der akademescher Fräiheet muss d'Matbestëmmung vun allen Akteuren - an d'Betounung läit hei wierklech bei „vun allen Akteuren“ - vun der Uni onbedéngt gestärkt ginn.

De Conseil de gouvernance als rengt extert Gremium huet extrem vill Muecht. Hei konzentréiert sech de Gros vun de Pouvoiren. Zum Verglach: Op deenen aneren europäeschen Unien ass et Tradition, dass d'Professoren mat schwätzen a matdecidéieren kënnen.

Hei zu Lëtzebuerg muss een awer feststellen, dass deene Leit, déi inhaltlech an och formal aus enger Uni iwwerhaupt eng Uni maachen, d'Proffen, d'Chercheuren an d'Studenten, dass deenen elementar demokratesch Matsproocher an der Gouvernance vun der Uni verweigert ginn.

Et ass deemno also héich Zäit ginn, dass mer dës Reform maachen, fir hei kënnen eben d'Gouvernance unzepassen, domadder eben ewech vun enger staark ausgeprägter Zentralisierung hin zu enger méi partnerschaftlecher Gouvernance mat méi demokrateschen Entscheidungsprozesser.

Mir Sozialisten hunn eis och staarkgemaach, dass den Universitätsrot, deen zwar weiderhin e consultatiiv Gremium bleift, awer Rechter bäikritt, fir esou méi Poids, also méi Géigegewicht zum Rektorat an zum Conseil de gouvernance ze kréien.

De Conseil universitaire kritt also méi Afloss a ka seng eegen Dynamik entfalten. Duerfir ass et gutt, dass de Recteur och net méi d'office President vun deem Gremium soll sinn.

Iewescht Organ bleift weiderhin de Conseil de gouvernance. A mir si frou, dass deenen duerch zwee proposéiert Membere vun Universitätsrot an och dem President vun der Personaldelegatioun an dem President vun de Studenten (veuillez lire President vun der Studentendelegatioun) dann elo an Zukunft erweidert gëtt, dass si och Membere mat vollem Stëmrecht wäerte ginn.

Doduerch ass d'Uni selwer am wichtigsten Organ representéiert. Gären hätte mer och gehat, dass bei der Opdeelung vun den Decisiounen tëschent dem Conseil de gouvernance an dem Conseil universitaire, en faveur vun deem leschtgenannten, e bessere Reequilibrage komm wär. Mir hätten zum Beispill kee Problem domadder gehat, wann och de President vun dem Universitätsrot Member vun dem Conseil de gouvernance gi wär.

De Kompromëss, dee mer awer elo fonnt hunn, gëtt op alle Fall dem Personal an de Studente méi Matsproocherecht an deem Opichtsrot. Dat begrësse mer absolutt. Den interne Sozialdialog gëtt gestärkt. Och eppes, wat insgesamt vun der Uni wéi vun der Personalvertriedung an och vum OGB-L begrësst gëtt.

An eisen Aen ass dat extrem wichteg, fir eben och esou en equilibrierte Mix ze kréien, well dëst, wéi gesot, soll an eisen Aen och eng Stärkt vun dëser Uni sinn, déi mer natierlech absolutt ënnerstëtzen. An dofir, wéi gesot, wëlle mer hei nach eng Kéier soen, dass mer frou sinn, dass vereenzelt Nobesserunge komm sinn an dass mer hei konnten awer, an eisen Aen, e ganz gudd Kompromëss erzielen.

Dëst zu mengen Ausféierungen. An déi Reschtzäit ginn ech dann nach dem Kolleg Franz Fayot, fir nach op weider Punkten anzegoen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson.

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).**- Jo, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn nach eng ganz jonk Uni. Si kritt zwar elo schon hiert zweet Gesetz, mä den internationale Standarden no ass se jonk. Dat wësse mer op d'mannst zënter dem Times Higher Education Ranking vun der viregter Woch iwwer jonk Unien, an deem Lëtzebuerg sech dëst Joer op der zweilefter Plaz placéiert. Bei dëse jonken Unien geet et ëm Unien ënner 50 Joer.

D'Uni Lëtzebuerg, wéi mer se kennen, gëtt et zënter 2003. Deem si ganz vill Debate virausgaangen. D'Madamm Bofferding huet elo nach eng Kéier drop higewisen: Bei hirer Grënnung hu vill Leit net esou richtig dru geleeft, dass et kéint eppes ginn. Mä, wéi sou dacks bei contestéierte Projeten: Haut ass d'Uni net méi

aus dem intellektuelle Liewe vu Lëtzebuerg ewechzededenken.

Si huet sech an de leschte 15 Joer etabléiert, eng gewësse Renommée kritt, wéi och de Ranking weist, an elo gëllt et, d'Strukture vun der Uni unzepassen. Et gëtt en neit Gesetz, quitte dass sech nëischt Fundamentales soll änneren. Déi wesentlech Aspekter, dat gouf jo elo schonn hei duergeluecht, esou wéi 2003 fixéiert, solle bleiwen, alle virop den internationale Charakter, dee jo vu Studentesäit absolutt gelongen ass mat 57% net Lëtzebuerg Studente, den enke Lien tëscht Enseignement a Recherche, och hei ervirzesträichen - fir d'Joer 2015/2016 si 600 Doktoranden op 6.000 Studente ageschriwwen gewiescht -, d'Villsproochegkeet an d'Interdisziplinaritéit. Woubäi et bei der Villsproochegkeet e kleng Bemoll gëtt, ervirgestrach vum Michel Pauly an engem Fräie Mikro um Radio 100,7 an zwar deen, dass de Multilinguismus sech just op de Bachelor an de Master bezitt an de Risiko kéint bestoen, wéi dat aktuell schonn a verschiddene Fuerschungszentren de Fall ass, dass all Projet vun enger Thees misst op Englesch presentéiert ginn.

Den Haaptzéipunkt vun deem neie Gesetz ass d'Stärkung vun der Autonomie vun hiren Haaptorganer, och doriwwer ass elo scho vill gesot ginn, dem Conseil de gouvernance an dem Recteur.

Wéi de fréiere Rektor Rolf Tarrach et den 13. Januar 2018 an enger Tribün am „Lëtzebuerg Wort“ geschriwwen huet, huet et der Uni bis ewell virun allem un organisatorescher Autonomie gefeelt. Dat soll mat deem Projet behuewe ginn: De Conseil de gouvernance, also dat Organ, dat déi generell Politik a Strategie vun der Uni soll festleeën, kritt méi Pouvoiren a gëtt verstärkt.

Absolutt begrëssenswäert ass och fir ons Gréng de Fait, dass dat hei am Dialog mat den Akteuren um Terrain a virop der APUL, der Associatioun vun de Proffen, stattfonnt huet, a verschiddene vun hire Revendicatiounen am Projet Rechnung gedroe gouf.

Et dierf een awer net vergiessen, dass hei verschidden Interëten am Spill sinn. Jiddwer Akteur begrëisst d'Verstärkung vun der Autonomie, mä inwëfern de Conseil de gouvernance soll autonom si par rapport zu de Proffen an dem Personal vun der Uni, ass déi Fro, déi jo fir vill Opreegung gesuergt huet. Dës Opreegung koum vläicht grad, well d'Diskussioun ronderëm de Projet an eng Phas vun Onroue gefall ass, déi et virun e puer Méint op der Uni gouf, an déi weisen, dass Dialog an Transparenz wichteg Elementer am Liewe vun der Uni sinn. D'Uni dierf op kee Fall duerch Krise gereiert ginn, déi doduerch géife provoziert ginn, dass de Conseil de gouvernance net géif op d'Enseignantë lauschteren, also op de Conseil universitaire, dat intern Organ vun der Uni, wann hien en Avis vum Conseil universitaire anhëlt, zum Beispill betreffend d'Ofschafung vun engem Centre disciplinaire oder bei Nominatiounen.

Natierlech gëtt et do déi ënnerschiedlechste Modeller am Ausland, vu komplett autogereierten Universitäten, also vun den Enseignantë gereiert, bis hin zu managerial gefouerten Institutiounen. Mir hunn e Mëttelwee gewielt: Eeef Membere gi vun der Regierung genannt, wou vun der fënnf Universitätsproffe mussen sinn, an déi aner eng Expérient a Kompetenz am Héichschoulesektor oder an der Gestiou a Gouvernance mussen hunn. An och wichteg: Just 40% dierfen (Veuillez lire: Mindestens 40% mussen) dem ënnerrepresentéierten Sexe uegheieren.

Datt d'Enseignantë e Wuert matzeschwätzen hunn, ass elementar. Wéi schreift de Professor Luc Heuschling a sengem Commentaire zum Projet de loi?: «Ce sont les professeurs, spécialistes en leur domaine, qui sont les mieux placés pour innover à la fois en recherche et en enseignement; dès lors, si la société veut au maximum tirer profit de la capacité d'innovation de ses enseignants-chercheurs, elle doit leur reconnaître, par un acte de confiance et par intérêt mûrement réfléchi, (...) un rôle (crucial, décisionnel) dans les choix stratégiques arrêtés au sein de l'université.»

Confiance, d'Vertrauen, ass e Wuert, wat am Kontext vun deem Projet dacks erëmkennt. An et ass schued, dass, wann ee mat de Vertrieder vun de Proffen diskutéiert, erauskéngt, si eng gewësse Mooss u Mësstrauen aus dem Projet erausgelies hunn. Dowéinst ass et jo positiv, dass de Conseil universitaire, dat Organ vun der Uni, an deem Enseignantë, Chercheuren a Verwaltungspersonal vertrauede sinn, elo e



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook,
Twitter et
Instagram



Recht drop huet, zwee Leit an de Conseil de gouvernance ze nennen. Dat war jo am ursprénglechen Text net virgesinn, dat ass schonn e puermol ervirgestrach ginn. An de President vun der Studentendelegatioun genee wéi de President vun der Personaldelegatioun sinn och d'office vertraueden.

D'Pouvoir vum Conseil de gouvernance sinn elo impressionnant, souwuel inhaltlecher Natur, wéi déi generell Ausrichtung vun der Uni, d'Strategie, d'Kreatioun, d'Erhalen oder d'Suppressioun vu Fakultéiten an interdisziplinären Zentren, souwéi personalpolitescher Natur mat wichtege Nominatiounen wéi där vum Recteur, Vizerektor, Doyenen, grad wéi d'Remuneratiounspolitik an och de Finanzvolet mat notament dem net onwichtege Aspekt vun de Frais d'inscription. Dowéinst ass d'Decisioun doriwwer, wien an Zukunft an de Conseil de gouvernance kéint, schonn eng iwwert d'Ausrichtung, déi ee sech fir dës Uni wéinst, an et wäert och an Zukunft ganz vill vun der Zesummesetzung vun dem Conseil de gouvernance ofhänken. E puer vun dësen Decisiounen mussen awer nach vum Minister aprouvéiert ginn.

Mir Gréng begréissen d'Usätz vun dësem Gesetzesprojet, mä mir hoffen awer, datt d'Uni als effentlech Institutioun weiderhin zwou fundamentale Rollen wäert spillen: éischtens, eng Méiglechkeet, e breede Spektrum u Fächer a gudden Konditiounen ze studéieren, an och an engem breede Spektrum u Fächer Recherche ze bedreiwen, zweetens, fir jiddwer potenzielle Student zougänglech ze sinn.

Ech erkläre mech: Eng Rëtsch kritesch Téin aus dem Beräich vun de Kulturwëssenschafter fäerten déi ëmmer méi finanztechnesch Orientéierung vun der Uni. Den „return on invest“ géif op der Uni ze vill eng wichtege Roll spillen, an et wier dacks méi schwierig, fir dës Sparte méi Moyenen accordéiert ze kréien, dat misst méi beluecht gi wéi bei méi rentable Filiären zum Beispill.

Eng Orientéierung reng an dës Richtung wär natierlech immens schued, well de Plus vun onser Uni läit net just an de Finanzwëssenschafter, mä ënner anerem och an der Geschicht, de Sproochen an der Philosophie. Ech erënneren an dësem Kontext och un d'Missiounen, déi d'Madamm Hansen schonn opgezielt huet, déi am Artikel 3 Paragraf 1.3 vum Projet fixéiert sinn, an deem och virgesinn ass, datt d'Uni sech nieft dem ekonomeschen och um sozialen a kulturellen Developpement vu Lëtzebuerg bedeelege soll. Den Accent op d'Kulturwëssenschafter ass néideg, fir dësse Aufgab gerecht ze ginn.

Den zweete Punkt betrëfft d'Aschreiwungskäschten. Ech hu vun Diskussiounen héieren, fir d'Aschreiwungsfraise fir eenzel Studiegäng konsequent eropzesetzen. Dat ass fir eng jonk Uni schonn e gewote Schrott, mä virun allem géif et risquéieren, en delikate Präzedenzfall ze schafen. Et kann een d'Iwwerleeunge verstoën. Och aner Unien, virop an den USA an a Groussbritannien, mä ëmmer méi och an Europa, hunn horrend Aschreiwungsgebühren. Mä ons Uni ass en Établissement public, deen zolidd vum Stat ënnerstëtzt gëtt, an d'Aschreiwungsgebühren dierfen an onsen Ae keng Hürd fir Studente mat manner Moyenen duerstellen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Sam Tanson** (déi gréng). - All Student muss kënne finanziell d'Méiglechkeet hunn, hei am Land seng Studien ze maachen. Mat engem aktuelle Stand téschent 200 a 400 Euro d'Semester ass dat méiglech. Wann do eng Null méi derhannert stéing, wier de fräien Accès op d'Uni net méi ginn.

D'Kompetenz, fir d'Fraise festzeleeën, läit elo beim Conseil de gouvernance, muss awer vum Minister aprouvéiert ginn. Et bleift ze hoffen, datt dës Fraise fir jiddwieren accessibel bleiwen. Et gi scho genuch Barrieren am Liewe vun engem Schüler, fir de Wee op d'Uni ze fannen, finanzieller soll et an onsem Lëtzebuerg net ginn.

Vu déi verschidde Suergen, déi mat dësem Gesetz verbonne sinn, ass et och gutt, datt weiderhin eng extern Evaluatioun am Véierjoresrhythmus virgesinn ass, déi den Enseignement an d'Recherche, d'Zentralverwaltung an déi intern Organisatioun soll kucken.

Mat där Remark wéll ech meng Interventioun op en Enn bréngen. Ech soen och dem Rapporteur nach emol Merci fir säin exzellente méndlechen a schrëftleche Rapport a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding** (ADR). - Merci, Här President. Ech wollt nëmme ganz kuerz Stellung huelen. Mir sinn absolutt fir d'Onofhängegkeet vun der Universiteit Lëtzebuerg a begréissen déi Strukturen, déi hei en place gesat ginn a wäerten dat Gesetz als ADR och matstëmmen.

Ech muss mech allerdéngs wonneren, wann als Grondsaz vum Projet gesot gëtt: „Mir halen héich d'Fräiheet vun de Gedanken, d'Fräiheet vun der Fuerschung, d'Fräiheet vun der Léier, déi soll fräi si vun alle politeschen, ekonomeschen, reliéisen an ideologeschen Emprisen“ - ech iwwersetzen dat emol mat „Bvormundungen“ -, datt da grad an esou engem Text en onsäglechen Délegué au genre genannt gëtt an datt an esou engem Text Quoten agefouert ginn, wou an engem Conseil de gouvernance 13 Leit sinn, vun deenen da 40% mussen engem spezielle Sexe uegehéieren. Dat ass de Contraire vu Fräiheet, datt ass de Contraire vu Qualitéit, datt ass de Contraire vun deem, wat mir fir richtig fannen. De Conseil universitaire kann zwee Leit an dee Conseil de gouvernance nennen, dovunner muss deen ee mat an deen aneren ouni Schniedel sinn.

Mir fannen esou eppes net richtig, mä trotzdem fanne mer d'Strukturre vun der Uni richtig, an duerfir stëmmen mer dat Gesetz trotz dëse prinzipielle Gedanke mat.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci. Den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk). - Jo, Merci, Här President. Als Alleréischt wéll ech mech entschëllegen, datt ech zu dësem effektiv ganz wichtege Gesetz just ganz sommaire intervenéieren. Eigentlech sollt mäi Kollege, den David Wagner, dozou Stellung huelen, dat ass him leider net méiglech gewiescht, an ech wënschen him vun hei op jidde Fall eng gutt Besserung.

Wat een zu dësem Gesetz soe muss, ass, datt eng vun deenen zentrale Froen an eisen Aen awer nach ëmmer net gekläert ass, nämlech, wat dann déi gesellschaftlech Roll, déi gesellschaftlech Aufgab vun där Universiteit soll sinn. Ass et e Mëttel zum Zweck vun ekonomeschen Interessen, ekonomeschen Aktivitéiten? Oder ass et eng Institutioun vu Wëssensschafung a Wëssensvermittlung?

Ech hunn dem Rapporteur intensiv nogauschtert an ech hunn awer och scho gläich a sengen éischte Satz ganz staark e Penchant zu deem Éischten héieren, nämlech datt et ganz vill géif drëm goen, den Esprit d'entreprise ze schäerfen, datt et zur wirtschaftlecher Kompetitivitéit géif bäidroen, wat alles sécherlech Elementer si vun der Aufgab vun enger Universiteit, esou wéi mir eis se virstellen, awer sech op kee Fall dorobber beschränke kann.

An ech mengen, datt dës Projet, och wann en duerchaus verschidde fortschrëttlech Akzente setze kann, awer nach ëmmer verhaft bleift an enger fundamental liberaler Orientéierung, déi ganz utilitaristesche geduecht ass. An d'Madamm Tanson huet virduro scho gesot, datt et duerchaus bei ganz vill Sparte berechtigt Kritik gëtt, datt d'Orientéierung un der Wirtschaftlechkeet, um „return on invest“, ganz staark a bestëmmte Beräicher priméiert virun deem, wat eigentlech d'Mission publique misst sinn a wat och d'Fräiheet vun der akademescher Fuerschung misst duerstellen.

A wann een dann natierlech mat där liberaler Ancreierung eng Universiteit zum Deel wéi e Betrib, e privatwirtschaftleche Betrib geréiert, da stellt dat eis natierlech virun eng ganz Rëtsch Problemer, och Problemer vun der Aart a Weis, wéi se geréiert gëtt. An der Vergaangenheet ass et eng ganz staark Zentraliséierung gi mat enger Top-down-Decisionfannung, an dat ass och mat dësem Projet an dese punktuell Verbesserungen net prinzipiell aus dem Wee geraumt. Mir mengen, datt den Universitätsrot nach ëmmer net dat Géigegewicht zum Conseil de gouvernance duerstellt, wéi dat eigentlech misst sinn, an duerfir d'Matbestëmmung - och wann et ganz kleng Fortschreitter gëtt - wierklech nach hannert deem zréckläit, wat ee sech eigentlech vun enger Universiteit misst erwaarden.

An duerfir wäerte mir eis och bei dësem Projet enthalten. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och. Dann huet d'Wuert den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot** (LSAP). - Merci, Här President. Léif Kolleginnen, Léif Kollegen, 1991 hunn ech mäin éischt Joer Droit gemaach, deemools um Centre universitaire. Ech hat deemools en Noexamen am Droit constitutionnel an an der Makroökonomie. Makroökonomie, dat war beim Michel Wurth, deen deemools Fi-

nanzdirekter bei der ARBED war. Et huet mech net ofgehalen, 20 Joer duerno da Budgetsrapporteur ze ginn hei an der Chamber. Et huet mech och net ofgehalen, Member ze gi vun der Constitutionskommissioun. Dat sinn also tardif, awer flott Revanchen op mäin deemools e bëssen, jo, net esou super Curriculum am éischte Joer Droit.

Ech zielen dat, well u sech de Centre universitaire deemools keng schlecht Schoul war, mä de Corps enseignant war zesummegehallt vu Leit aus der Privatwirtschaft, vun héije Beamten, Affekoten, Lycéesproffen an e puer franséischen Unisproffen.

Tëscht 2001 an 2006 war ech du selwer TDs-Chargé am éischte Joer Droit, an ech hunn deemools déi Transitioun matgemaach vun dem Centre universitaire eriwuer op d'Uni Lëtzebuerg, also vun deem Nukleus vun enger Uni, dee jo selwer aus där Ofschafung vun der Collation des grades erausgaange war 1969, op eng richtig Universiteit nom Gesetz vun 2003. An ech ka soen, dass déi Transitioun rasant war, impressionnant, an dorausser déi wierklech scho staark Uni erausgaangen ass, déi mer haut hunn, déi sech ganz schnell professionaliséiert huet an entwéckelt huet a bal alle Beräicher.

Här President, d'Taina Bofferding huet schonn op den Historique vun der politescher Diskussioun 2003 higewisen. Mä ech wéll nach eng Kéier ënnersträichen, dass et fir meng Partei ëmmer eng Evidenz war, dass mer eng Uni hei am Land bräichten, well mir eis och als klengt Land eis eegen intellektuell Instrumenter musse ginn, fir eis Problemer ze léisen.

D'Uni ass wichtege aus all deene Grënn, déi d'Taina Bofferding, d'Sam Tanson an och de Rapporteur, deem ech gär Merci soe fir säi gudden Rapport, scho genannt hunn. Mä et gëtt nach e weidere Grond, firwat déi Uni fir eist Land esou wichtege ass. D'Uni Lëtzebuerg ass en effentlechen Déngscht a si soll dofir och den éischten Uspriechpartner vun der Politik insgesamt ginn. Dat ass e Reflex, dee mer nach net ëmmer hunn. Et ass e Reflex, op dee mer higewise gi sinn duerch déi Initiativ vum FNR mam „Pairing Scheme“, wou mer eis, mengen ech, alleguete bewusst gi sinn - oder déi Kollegen, déi do matgemaach hunn -, wat de Rächtum ass vun eiser akademescher Zeen, wat déi méiglech Ressourc si fir d'Politik.

Lëtzebuerg huet eng ganz Rei Problemer hannert der Fassad vum Wuelstand, zum Beispill d'Wunnengspolitik, d'sozial Kohäsioun, d'Schoul- an d'Sproochesituatioun, d'Digitaliséierung a villes méi. Gëschter hu mer iwwer Saache geschwat wéi de Plazverweis. Mir schwätze vill iwwert de Wuesstem hei am Land. An iwwer all wéi Froe gëtt gefuerscht, och bei eis. An ech doen ze behaupten, dass mer déi Diskussiounen - an ech schlësse mech do sécher net aus - net ëmmer op deem leschten Zoustand vun der Wëssenschaft féieren, an ech mengen, dass et do utilité wär, wa mer als Politiker d'Uni géife méi à contribution zéien.

Här President, wa mir als LSAP ee kleng Regret hunn an der Aart a Weis, wéi dëst Gesetz ausgeschafft ginn ass, dann ass et, dass am Virfeld wuel consultéiert ginn ass vum Minister a vu senger Leit, mä dass een u sech net dee breede grondsätzlechen Debat hei hat, mat allen direkt Concernéierten, ob dat Enseignanté waren, Chercheuren, Personal, Studenten, awer och mat der Zivillgesellschaft, iwwert d'Lëtzeburger Héichschoul. Dat ass net an där Breet gefouert ginn, wéi een dat vläicht hätt kënne maachen.

An deem Kontext hätt ee sech kënne virstellen, fundamental Froen iwwert d'Ausrichtung an d'Funktionsweis ze diskutéieren, a probéieren, op déi spannend Fro ze äntwerten: Wéi eng Uni wëlle mer iwwerhaupt an dësem Land, elo, 15 Joer nodeems mer se agefouert hunn? Elo gëtt sech ganz vill mat Strukturangemeter befaasst, déi an eisen Aen absolutt noutwendeg sinn, an trotzdem vermësse mer eben déi Diskussioun an eng Ausso iwwer eng Visioun zur Lëtzeburger Héichschoulpolitik.

An deem Kontext hätt een dann och déi Diskussioun zum Beispill iwwert d'„medical school“ gefouert, wou ech effektiv der Meinung sinn, a meng Partei och, dass een u sech à moyen terme net derlaanschtkennt, eng vollstänneg „medical school“ bei eis am Land ze kréien. Esou eng Offer gëtt ëmmer méi wichtege, well déi auslännesch Unien ëmmer méi streng gi bei der Zouloossung vu frieme Studenten. A fir d'Ofsécherung vun onser medezinnescher Versuergung a fir d'Entwécklung vun der medezinnescher Fuerschung zu Lëtzebuerg à terme ass esou eng „medical school“ absolutt noutwendeg.

Här President, an de Wochen a Méint nom Dépôt vum Projet sinn dann eng Rei interessant Avisen erakomm vun de Chambre-profession-

nellen, et ass schonn drop higewise ginn, besonnesch vun der Chambre des Salariés a vum OGB-L. Och vun der Uni selwer koumen eng Rei wichtege Bättrig wéi déi vum Conseil universitaire vum Professor Heuschling, deen och schonn zitéiert ginn ass, a vun der APUL. An och de Recteur Tarrach huet sech zu Wuert gemellt iwwert d'Press. Et war also eng Diskussioun, déi sech an der Suite vum Dossier relativ gutt entwéckelt huet an déi, mengen ech, néideg a wichtege war.

Meng Partei hat eng Rei Entrevuë mam OGB-L, mat der Délégation du personnel, och mat enger Partie Professore vun der Uni. Mir haten och Entrevuë mam Minister Marc Hansen a mir haten och gutt Diskussiounen an der Chamberskommissioun, Diskussiounen, wou mer verschidde Punkten an der Gesetzesvirlag diskutéiert hunn a probéiert hunn ze amendéieren. Verschiddener sinn effektiv amendéiert ginn, anerer net. Mä ech mengen, dat war eng gutt an eng konstruktiv Aarbecht, iwwert déi mir op alle Fall als LSAP ganz zefridde waren.

Ee wesentleche Punkt, deen ass och schonn e puermol hei beschwat ginn, dat ass dee vun der Autonomie vun der Uni. D'Autonomie ass d'Basis vun der intellektueller Onofhängegkeet. An ech mengen, et ass net contestéiert, dass d'Qualitéit vun der Aarbecht vun enger Uni eropgeet mam Degré vun der Autonomie op där Uni.

D'Uni Lëtzebuerg gëtt an der Haaptsaach vum Stat finanziert, deen doriwwer eraus Méijorespläng mat der Uni ofschléisst. De Finanzement iwwert de Statsbudget ass u sech e politeschen Akt. Soulaang, wéi d'Relatiounen téschent Uni a Stat gutt sinn, a wou och dat néidegt Geld do ass, stellt sech kee Problem. Mä d'Institutiounen vun der Uni mussen esou gutt sinn, d'Contre-pouvoir mussen esou fonctionnéieren, dass och emol Konflikter mam Stat kënnen ausgedroe ginn, wou d'Interesse vun der Uni dann ofzesécheren sinn. Et huet missen zu engem Reequilibrage vum Entscheidungspouvoir kommen.

Déi zentraliséiert Struktur an de relativen Desequiliber vu Pouvoir war an ass d'Haaptcharakteristik vun der Uni Lëtzebuerg. D'Orientéierung, déi, wéi jo schonn eng Kéier gesot ginn ass, vläicht an den éischte Joren no der Kreatioun wichtege a richtig war, muss elo ugepasst ginn, fir den Ufuerderunge vun enger moderner effentlecher Uni gerecht ze ginn a Feeler a Messgeschécker aus der Vergaangenheet ze evitéieren.

Här President, d'Uni Lëtzebuerg huet eng Structure facultaire, mä d'Nimm vun de Fakultéite ginn elo net méi am Gesetz festgeluecht, fir ebe méi flexibel an der Zukunft ze sinn. Dat ass e Stéck ewech vun der Logik vun 2003. Déi Struktur gëtt och opgeweecht duerch déi Centres interdisciplinaires, déi mer schonn hunn a wou d'Ziel elo vun dräi op sechs eropgeet gëtt. Mir sinn d'accord mat där Weiderentwécklung, verstinn net komplett d'Ziel vu sechs, mä kënnen awer domadder averstane sinn. Mir gesinn haut, dass déi Centres interdisciplinaires u sech e gudden Modell sinn, en netzeleche Modell an enger Zäit, wou d'Wëssen net méi a präzis Kategorien agedeelt ka ginn, an déi besteeënd Centres interdisciplinaires, sief dat den SnT, den LCSB oder och de CCDH, dee viru Kuerzem geschafft ginn ass, den Centre for Contemporary and Digital History, si Success Stories. Och de CCDH, bei deem d'Digitalisatioun zesumme mat der historiescher Fuerschung geet, schafft gutt, mécht eng exzellente Aarbecht fir eng modern an oppe Geschichtsfuerschung ronderëm den Zweete Weltkrich, awer och em méi rezent Tranché vun eiser Geschicht a bezitt d'Digitaliséierung an d'Aarbecht mat an.

Et gëtt nach eng ganz Rei aner positiv Aspekte an deem neie Gesetz. Mir begréissen dobäi ganz ausdrécklech alles, wat déi intern Promotioun vun Personal betrëfft. Selbstverständlech gëtt de gréissten Deel vun den akademesche Plaze wéi bis elo international ausgeschriwwen an un déi Kandidate mat de beschten Dossiere verginn, egal wou se hierkommen. Wann dat exklusiv esou gehandhabt gëtt, ass den Desavantage dobäi, dass dat eegent Gewächs vun der Uni da keng Chance huet. Dofir goufen déi sougenannt Promotions internes geschafen, fir verschiddene Kategorie vu wëssenschaftlechem Personal hei Rechnung ze droen, an zwar fir 25% vun de Posten niewent deem sougenannten „tenure track“ ze erlaben, no enger Zäit iwwer eng Evaluatioun vun der Aarbecht eng Pretularisatioun ze kréien.

Mat der Chambre des Salariés wéll ech virun zwou Gefore beim Personal warnen an och domadder hei zu engem Schluss kommen. Déi eng ass d'Prekariat vun de Fuerscher a besonnesch vu jonken Enseignanten a Postdoktoranden op der Uni, eppes, wat och schonns vun auslänneschen Evaluateure virbruecht gouf an

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

eppes, wat ech schonn e puermol hei an der Vergaangenheet gesot hunn. Déi Situatioun, déi mer haut op der Uni hunn, wou d'Leit CD-Den enchainéieren oder alternéiere mat de Centre-de-recherchen an net richteg Fouss faassen am Liewen doduerch, ass keng gutt Situatioun. An dat ass eng, iwwert déi mer wierklech sollten nodenken.

Déi aner Gefor ass d'Gefor vun der Privatiséierung vun der Fuerschung iwwert de Wee vu Sharen, déi vu Firme finanzéiert ginn. D'Chambre des Salariés proposéiert hei eng Mutualiséierung vu privaten Apporten, déi dann objektiv verdeelt kënne ginn.

(Interruption par la présidence)

Et ass eng gutt Approche, iwwert déi mer och menger Meenung nu sollten nodenken. Dat gesot, kann ech mech net erënneren, ob d'Madamm Bofferding schonn den Accord vun der Fraktioun ginn huet. Wa se dat net gemaach huet, da maachen ech dat elo a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. A leschte Riedner ass den Här Alexander Krieps.

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Merci, Här President.

(Interruption)

Ech wäert versichen, mech net opzereegen hei.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech hëllef lech.

(Brouhaha)

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Wat? Neen, neen. Dat maachen ech selwer. Jo.

(Brouhaha)

Hei ass en Extrait aus menger Ried vun 2003. Ech hat de Privileg, säit 1999 hei an deem Haus ze sinn, wou keng politesch Partei d'Uni Lëtzebuerg am Wahlprogramm 1999 hat, net eng eenzeg. Genau wéi och keng politesch Partei deemools den Tram am Wahlprogramm hat.

Éischtens, den Här President, dee seet, dat war deemools net den Här Di Bartolomeo, well den hat mech op der Sait dräi eng Kéier ënnerbrach, mä dat war en aneren...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dat war mäi Koseng.

► **M. Alexander Krieps (DP).**- ... mä ech wäert alles gemaach hunn, fir dass Der mech géift ënnerbriechen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dat war mäi Koseng.

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Deemools war d'sozialistesch Aarbechterpartei an der Opposition. D'Madamm Minister war d'Madamm Hennicot, d'Rapportrice d'Madamm Nelly Stein. An do waren zwee Leit am Ministère - entre autres den Här Dondelinger -, déi ganz vill un dësem Gesetz geschafft hunn.

Mäi Saz ass deemools ugaang: „Dir Dammen an Dir Hären, genau wéi meng Fraktiounskolleegen“ - dat war den éischte Saz - „vun der demokratescher Fraktioun (...) deelen ech déi pessimistesche Approche vun der sozialistescher Dagespress vun haut ganz a guer net“, hunn ech deemools gesot. „Dës Gesetzgebung, dat ass de Moien e puermol gesot ginn“ - do hate mer e ganzen Dag en Debat - „wäert héchstwahrscheinlech eng vun deene wichtegste vun dëser Legislaturperiod bleiwen.“ Esou ass mäi Saz ugaang. „All Hoerspléckerei hätt ons nach 100 Joer kascht, bis mer ukomm wären.“ Ech

liesen hei ee Saz nom aneren. „Verschidde Virriedner hunn et de Moien natierlech erëm fäerdegbruecht, zugläich dergéint an derfir ze sinn.“ Dat gétt et jo méi oft hei am Haus. An da soen ech, do luewen ech d'Madamm Hennicot. Dat ass mer net oft virkomm, hein.

► Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Dat war guer net vill. An ech hunn och deemools scho gesot: „D'Kommissioun selwer huet an engem ganz gudden iwwerparteielleche Gescht un deem heite Projet vill Aarbecht geleescht.“

(Interruption)

Jo. An do hate mer nach eng laang Diskussioun, well mer hate keng Zäit virdrun - an ech zitieren erëm: „fir déi besteeënd Strukturen an déi connectéiert Strukturen e Funktionsaudit ze maachen.“

An da geet et virun, dat ass nach méi interessant: „Prinzipiell deelt d'Demokratesch Partei och net d'Meenung vun der Europäescher Kommissioun,“ - an do war den Här Juncker nach net do - „dass d'Héichschoulerzéiung eng gesellschaftlech Leeschtung wär, eng Déngschtleeschtung wéi all aner, an dass de Student nëmmen e Konsument wär.“ Dat hunn ech deemools gesot. „Dee finanziellen Zougang zu der Héichschoulausbildung soll fir e Student nom Meritt an net nom Geld gellen, hein, geséichert bleiwen. A wéi aner Virriedner de Moie scho gesot hunn, schéng mer 20% vun de Recetté vun der Uni Lëtzebuerg wat d'Aschreiwungen ubelaangt, wéi d'Note financière dat ausweist, vill ze héich ze sinn.“

Ech weess net, wéi dat haut wär, da géift Der net vill ëmrappen op der Uni, hein, deemools war dat näamlech an der Note financière ausgewisen, dass 20% vun de Recetté vun der Aschreiwung komme sollten.

An dann hat ech och nach derbäigesot, well net all Student op der Luxembourg School of Finance wär, deemools, déi hätte misse méi bezuelen: „Mir wëllen hei kloergestallt hunn, dass dëst eng öffentlech Uni ass an net eng privat Uni.“

Dat hunn ech hei am éischte Saz gesot. Ech erspueren lech e puer Tëschesätz. Et war eng Diskussioun, well mer op der Uni geierft haten: den IST, den ISERP, de LIASIT an ech nenne se net all, wéi déi integréiert géife ginn. An do hat ech nach gesot, ech wier e Fan vun der vertikaler Integratioun an net fir eng horizontal Integratioun. Dat gétt et néierens. Dat gétt et weder an der Autosindustrie nach an de Spideeler. Néierens gétt et eng horizontal Integratioun.

Wat awer och nach gutt war: Wéi d'Leit nominéiert géife ginn op déi Uni. Et gétt ëmmer beklot, et wäeren net ze vill Lëtzebuenger do als Proff oder hei an do. Mech huet dat ni gestéiert, well ech sinn och e Baaschtert, meng Mamm war Brittin. Dat heescht, wa mer ze vill ons Lëtzebuenger huelen hei an do oder wa se haaptsächlech d'Politesch-Partei-Opnamexame packen, dat géift eng Inzuchtsituatioun ginn. An ech hat och nach gesot, mir sollten net vergiessen, mir wäeren nëmmen eng vu 4.000 Héichschoulen an Europa. Eng vu 4.000!

An da war eng ganz interessant Déngen, déi ass am Fong ni opgegraff ginn, de Michel Pauly huet déi am „forum“ viru 15 oder bal 15 Joer opgegraff, d'organesch Relatioun tëschent der Uni Lëtzebuerg, de Centres de recherche publics an dem Fonds national de la recherche, well déizäit war och an Däitschland eng Debat, ob d'Max-Planck-Instituter sollten onofhängeg virubestoen oder den Unien ënnerbreet ginn. A Frankräich mam INSERM war dat dat nämlech.

An dann hat ech och nach gesot, nodeem dass den Här Di Bartolomeo mech ënnerbrach hat,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wat hat ech da gesot?

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Jo, dat steet leider net hei, Dir hat de Mikro net ugemach. Mä, dat war awer gentil!

(Hilarité et brouhaha)

Dir misst et maache wéi verschidde Kollegee vun der CSV: Dir musst fir d'Éischt op de Mikro drécken, da kënnt et an den Text.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech hunn an deene leschte fënnef Joer vill bäigeleiert.

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Jo, jo.

(Hilarité)

Mir zwee, och wann ech elo al sinn, mä ech behalen e laange Verhalt, well ech huele jo sechs Pëlle moies a fënnef owes, dann...

(Brouhaha)

Ech maachen och keng Reklamm fir d'Pharmaindustrie, mä maacht dat och an Zukunft!

Da liesen ech mäi leschte Saz vun deemools. Also, ech hunn lech Der vill net gelies. „An eiser Multikulti-Gesellschaft, wou mer bis elo méi multi wéi kulti hunn, ass et ouni Zweifel sécher, dass d'Uni Lëtzebuerg zu engem besseren Zesummeliewen an onser Gesellschaft bäidroen wäert. Leschtlech wënsche mer all deene Verantwortlechen, ugefaange bei de politesche Verantwortlechen,“ (veuillez lire: bei der Ministesch Hennicot an hire Mataarbechter,) „déi noutwendeg Ausféierungsbestëmmunge glécklech an haaptsächlech kloer ze faassen.“

Mä mer sinn nach ëmmer, 15 Joer duerno hu mer nach...! Et ass gutt, dass ech hei ophalen, well soss mellen ech mech an d'Héichschoulkommissioun.

Merci.

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci villmools. An domat ass den allgemengen Debat ofgeschloss. An den Héichschoulminister, den Här Marc Hansen, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.**- Här President, léif Deputéiert alleguerten, ech si frou, dass mer esou eng konstruktiv Debat haten. Net nëmmen an der Chamberskommissioun, mä ech mengen och haut ronderëm alleguerten d'Bänken ass vill iwwert d'Universitéit geschwat ginn an och vill positiv geschwat ginn, wat se och verdéngt huet.

Ech géif ufänken, fir och dem Rapporteur Merci ze soen, dem André Bauler, fir säi Rapport, den e gemaach huet haut, dee ganz ausféierlech war, den eis alleguerten e bëssen erspuert huet, op d'Detailer anzegoen. An dee schrëftlechen, den ass gradesou komplett, an hien huet dat natierlech och perfekt op déi Aart a Weis eis alleguerten zur Verfügung gesat.

D'Roll vun der Universitéit hautzudaags ass ënnerstrach gi vun deem engen oder anere Riedner. D'Universitéit hei zu Lëtzebuerg huet eng enorm Wichtigkeet a se gétt vläicht och ganz dacks, an do ginn ech dem Franz Fayot recht, ganz dacks vergiess, vun eis alleguerten, awer och der Gesellschaft, oder deene Leit, déi och do aktiv ginn, fir och do vläicht sech emol heiansdo mat deem engen oder aneren zesummesetzen an da sech op wëssenschaftlech Fakten ze baséieren, fir da seng Argumenter auszeféieren. Dat géif eis, mengen ech, an engere Gesellschaft, wou mer hautzudaags sinn, gutt zu Gesiicht stoen, fir eis och heiansdo méi op Fakten ze beruffen.

Ech géif och dofir nach e puer där Fakten am Ufank wëllen an d'Diskussioun awer ginn, fir och de Punkt ze maachen, ier dat neit Gesetz da gestëmmt soll ginn, wou mer dann och hautzudaags mat der Uni dostinn.

Mir hunn, nieft deenen dräi Fakultéiten, déi dräi Centre-interdisciplinären, wou dee leschten de sougenannten Institut fir Zäitgeschicht ass. An do vläicht direkt awer och eng Remark fir d'honorabel Deputéiert Hansen iwwert den Institut fir Zäitgeschicht, déi sech gefrot huet, wéi den dann zustane komm wär, an dass se déi eng oder aner Fro doriwwe géif stellen.

Ech géif lech awer uroden, Madamm Hansen, fir och eng Kéier bei Äre Virgänger nozefroen, wéi et dann deemools zu deem zweeten an deem anere Centre interdisciplinaire koom, dem LCSB, wéi den deemools op de Wee bruecht ginn ass, an ob do de politesche Wëllen net och ganz wichteg war, fir dee Beräich hei zu Lëtzebuerg ze etabléieren.

Awer dat, wat wichteg ass an Ärem Saz, an do fir soen ech dat och: D'Resultat ass dat, wat zielt. Dir an ech, mir si frou, dass den LCSB do ass. Dee fuerscht näamlech exzellent. An ech sinn och frou, dass et deen Institut fir Zäitgeschicht gétt, well dee mécht genee dat selwecht. An an där kuerzer Zäit, wou en do ass, huet e ganz vill scho beweegt. An ech sinn och dovunner iwwerzeegt, dass en dat och an deenen nächste Jore wäert maachen.

Et gétt eefel Unité-de-recherchen, 13 Programme-d'études, déi bei de Bachelor féieren, 41 bei de Master, 15 Formations qualifiantes a Formation continue a véier École-doctoralen.

E puer Zuelen aus der Année académique 2017-2018: Et si 6.366 Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg sinn, aus 110 verschidde Nationalitéiten. Dovunner sinn 2.866 Lëtzebuenger, 45% also. 2.850 hunn d'Nationalitéit aus engem vun deenen anere Länner aus der EU, dat si 44%. Dat sinn awer dann och ganz dacks Residenten. An da sinn 10%, also 650 Studenten, déi komme vun anere Plazen op der Welt op d'Uni Lëtzebuerg.

1.660 Studente sinn op der Faculté des sciences, de la technologie et de la communication, 2.491 op der Faculté de droit, d'économie et de finance an 2.215 op der Faculté des lettres, des sciences humaines, des arts et des sciences de l'éducation. Dat ass d'Opdeelung, wéi de Stand hautzudaags ass. An déi kennen alleguerten mat de Centre-interdisciplinären eng formidabel Entwécklung. Déi verschidde Rankinge sinn och hei vun de Virriedner ernimmt ginn. An dat ass, mengen ech, och e Meritt vun deem ganze Land a vun all deene Leit, déi och an der Vergaangenheet d'Decisioun geholl hunn, fir esou eng Uni hei ze kreéieren.

2006 hu 450 Leit op der Universitéit geschafft, am Moment sinn et der ronn 1.825. D'Moyenen, déi d'Universitéit vum Stat kritt, déi sinn och deementspriedend an d'Luucht gaangen. Zum Beispill 2006, fir dat Joer eng Kéier erauszepicken, goufen et 48 Milliounen Euro Dotatioun. A mir sinn elo bei 176,5 Milliounen Euro. Dat ass also impressionnant, wat de Stat hei zur Verfügung stellt!

Dir wësst et, et gétt d'Contrats d'établissement, déi déi véierjäreg finanziell Dotatioun vum Stat begleet. Do gétt et och Indicateuren, wat d'Uni am Fong ze leeschten huet. Déi gétt et a verschidde Secteuren. Et sinn Indicateuren, wat d'Publikatiounen an d'Zitatiounen ugeet. Et gétt och Indicateuren, wat d'Diplomer ugeet. An natierlech och esouer vu struktureller Natur, wéi zum Beispill eng Charte pédagogique, den Tutorat oder och d'Mobilitéit. A wann ech scho bei der Mobilitéit sinn: Ech mengen, dat ass och e wichtige Punkt vun der Universitéit a vun de Studenten, déi do ageschriwwen sinn.

Den aktuelle Kontrakt, dat wësst Der, dee mer ënnerschriwwen hu mat der Universitéit, dee geet vun 2018 bis 2021. Et si 766 Milliounen Euro doranner virgesinn. Dat sinn 30% méi wéi an deem leschte Contrat d'établissement an dat ass natierlech och ganz substanzuell.

Ee Wuert, well dat och kuerz vun den Orateuren hei ernimmt ginn ass, iwwert de Financement tiers oder dat, wat vläicht an dem sougenannte Privatsecteur soll gesicht ginn. Dat Wuert „financement tiers“ heescht net, dass déi Suen alleguerten aus dem Privatsecteur kommen! De Financement tiers, dat sinn dann och Sue vun dem Fonds national de la recherche oder europäesch Suen.

An ech mengen, et gétt ganz dacks esou ënnerschwellig bemierkt, an dat ass och hautzudaags e bëssen awer an der Debat erauskomm, wéi wa schrecklech Sue kéimen oder beaflost gétt vun deem Privatsecteur. Méi wéi 95% vun de Moyene kommen aus öffentlecher Hand, well dee Financement tiers, wann ech vum Fonds national de la recherche schwätzen oder vun europäesche Gelder, dat ass och d'öffentlech Hand! An dat muss een awer och emol eng Kéier op dës Plaz an d'Welt vun de Fakten zréckréckelen, soudass et net d'Finanz- oder d'Privatwirtschaft ass, déi dat dote bestëmmen. An och, wa Sue vun deene kommen, passt d'Universitéit och schonn esou drop op, dass do natierlech déi akademesch Fräiheete respektéiert ginn.

Nieft deenen dote Moyene sollt ech awer och op dës Plaz, mengen ech, ernimmen, dass et Infrastrukturméiglechkeete gétt, déi d'Uni huet, déi sinn och vum Stat finanzéiert ginn, sief et um Belval, sief et an der Stad Lëtzebuerg. An dat ass natierlech och nach eng Kéier, wat ee misst derbäibréngen.



D'Resultater: Och eng Kéier vläicht d'Joer 2016 erausgegraff, fir och ze weisen, dass déi Indicateuren awer och befollegt ginn. 1.096 Publikationen, ronn 9.200 Zitatiounen, 94 Theesen, 10 Brevet, déi deposéiert goufen, an 2 Spin-offen. Dat weist awer och, dass op der Uni e ganze Koup u Saachen an deenen doten Indicateuren dann erreecht ginn. An dat gëtt och ëmmer vun dem Stat am Kontext vun dem Contrat d'établissement iwwerwaacht.

D'Uni huet also e wäite Wee gemaach zanter der Kreatioun. Et ass also och Zäit gewiescht, fir d'Gesetz ze adaptéieren. Déi Adaptatiounen hätt ee kënnen, an dat ass och vun dem Rapporteur hei ernimmt ginn, et hätt ee kënnen op deenen Adaptatiounen eleng weiderfueren. Aus Visibilitéitsgrënn eraus ass awer gesot ginn: Mir maachen en neit Gesetz. Et si jo och e ganze Koup u Punkten an d'Gesetz gehuewe ginn, déi mer eben aus dem constitutionnelle Prinzip vun der Matière réservée à la loi hu missen drasetzen.

De Conseil d'État huet eis och doranner recht ginn, an där Vue. Dat ass am Virfeld och e bëssen diskutéiert ginn, mä de Conseil d'État huet dat och a sengen Avisen ënnerstrach, soudass dat, mengen ech, och dozou gefouert huet, dass et e substanzieel Gesetz gouf, wat fir déi nächst Joren d'Universitéit opstellt, fir eben an d'Zukunft ze kucken.

Ee Wuert awer, well dat och ernimmt ginn ass hei, wéi et dann zu dem schlussendlechen Text koom.

Ech hunn héieren, et wär en Dépôt vum Gesetz gewiescht an do virdrun hätt ech net vill mat Leit geschwat oder méi mat Leit hätt misse schwätzen. Ech kann lech soen, dass ech ganz vill do virdrum mat Leit geschwat hunn, Leit consultéiert hunn, déi verschidde Représentantë vun de Professeren, vun de Studenten, mat deenen hunn ech iwwert dat dote geschwat. An dofir mengen ech, dass do ganz vill consultéiert ginn ass, souguer vill méi, wéi dat jee virdrum gemaach ginn ass!

Dat wëll ech awer och soen, well ech dann hei héieren, mir hätten net genuch consultéiert. An deene Gesetzer virdrum gouf et ganz dacks just e Gespréich tëschent zwee Leit an dunn ass en Text geschriwwen ginn. An ech mengen, ech hunn op vill Plaze probéiert ze intervenéieren, mat ville Leit probéiert ze schwätzen.

An, Madamm Hansen, wann Dir mir sot, ech hätt net mat genuch Leit geschwat: Ech hat lech souguer proposéiert, fir mat lech am Virfeld driwwer ze schwätzen, an ech mengen, dat weist jo, dass ech mat ganz villen Akteuren heiriwwer e Wuert wollt verléieren, ier mer den Text gemaach hunn.

Da war et och keen Zickzackkurs, wéi op eemol d'Gesetz nach eng Kéier adaptéiert ginn ass, mä ech fannen, dass et grad an Zäite vu Politikverdrossenheet immens wichteg ass, wann an engem Joer, wat mouvementéiert war op der Universitéit, e Minister sech dann och duerno nach eng Kéier Zäit hëlt, fir no deene mouvementéierten Zäite mat deene verschiddeenen Akteuren ze schwätzen, se ze consultéieren. Duerch dat, wat jo am Finanzkontext an deem Joer op der Uni geschitt ass, si jo och vill Leit, déi sech emol nach eng Kéier Gedanke gemaach hunn. Dofir hunn ech mer déi Zäit geholl, fir mat deenen doriwuer eng Consultatioun ze féieren, fir verschidde Saachen nach eng Kéier afléissen ze loossen.

An ech menge grad, dass dat an deenen Zäiten hautzudaags net als Zickzackkurs ka bezechent ginn, mä dass een dat soll och an deem heite Moment eng Kéier ënnersträchen, dass et dann och wichteg ass, fir de Leit nozelauschten, fir se net nëmmen ze ruffen, net

nëmmen Avisa schreiwen ze loossen, mä och nach eng Kéier e reellen Exchange mat hinnen ze hunn a fir dann och nach verschidde nei Punkten an den Text afléissen ze loossen, wat och geschitt ass, fir op de schlussendlechen Text ze kommen.

Deen Text, deen ännert haaptsächlech op deene Punkten, wéi de Rapporteur, den André Bauler, et ernimmt huet. Ech ginn net méi an den Detail an. Et ass jo ganz vill geschwat ginn och iwwert d'Gouvernance, déi ugeschwat ginn ass, dass déi eben och adaptéiert ginn ass, dass et do méi demokratesch an deem Sënn kann hiergoen. De Conseil universitaire gëtt gestärkt. Et ass elo vill driwwer geschwat ginn iwwert d'Nominatioun, dass de Conseil universitaire zwee Membere kann an de Conseil de gouvernance nennen. Mä et muss een awer och soen, dass de Conseil universitaire a senger Fonctionnementsweis wesentlich gestärkt ginn ass. Bis elo war de Président dovunner de Recteur. Dat ass net méi esou. Se kréien elo e Président, dee vun de Leit selwer gewielt gëtt. Dat gëtt deem Ganzen och schonn e ganz anere Poids.

An en zweete Punkt, dee mer agefouert hunn, ass, dass all déi Leit aus dem sougenannte Management Board, dat sinn dann d'Recteurs, d'Doyenen an allegueren déi Leit, d'Direktoren vun de Centre-interdisciplinaires, dass déi och just nach mat Voix consultative mat derbäi sinn. Dat heescht, do ass wierklech d'Communauté universitaire gefuerdert, fir iwwert déi Texter oder alles, wat se ze beschléissen hunn, fir och selwer doriwuer ze debattéieren an dann hir Avisen ze verfaassen.

An et gëtt och e Support administratif agefouert fir de Conseil universitaire, well et muss ee jo och vun deene Leit erwaarden, déi doranner sinn, dass déi och nach aner Beschäftegungen op der Uni hunn, wéi elo just am Conseil universitaire ze sätzen. Dat si Studenten, dat si Professeren, dat si Leit, déi do schaffen. Si kréien also do och e Support, fir dass deen Outil oder dat Organ zolidd gestärkt gëtt.

De Conseil de gouvernance, dee kritt also nei Membere mat derbäi, nieft deenen zwee, déi vum Conseil universitaire designéiert ginn. Do sinn der zwee d'office mat dran, de Président also vun der Delegatioun an de Président vun der Studentendelegatioun. Déi Studentendelegatioun, déi jo och eng éischte Kéier am Gesetz elo iwwerhaapt optaucht. An ech mengen, do sinn e ganze Koup un deene Saachen, déi adaptéiert gi sinn, fir och dee participative Volet a fir och d'Communauté universitaire méi anzubannen.

Wa mer vill iwwert déi verschiddeenen Organer schwätzen, wëll ech op dëser Plaz awer och soen, dass d'Regierung en tant que tel jo och Pouvoiren ofgëtt. Bis elo gouf de Recteur net vun dem Conseil de gouvernance genannt. Dat wësst Der. Dat ännert elo op déi heiten Aart a Weis. Dat heescht, do geet un d'Universitéit mat hire verschiddeenen Organer och e ganze Koup u Pouvoire weider.

Da wëll ech awer och ee Punkt ernimmen, deen ass zwar vläicht méi kleng, deen ass awer gradesou wichteg. Et gëtt och elo ewell en Delegéierte fir d'Aménagements raisonnables, wat awer och, mengen ech, ganz wichteg ass an och begréisst gëtt. Et gouf vun deene verschiddeenen Orateurs hei gesot: Et ginn nei Promotiounskritären, et ginn, wat d'Etüden ueget, Saache méi präzis gestalt, wat net onwichtig ass. Et gëtt och déi intern Promotiounskritären, déi an deem Gesetz hei nach eng Kéier agefouert ginn, wat awer och dozou féiert, mengen ech, dass d'Leit motivéiert sinn an dass mer gutt Leit, déi op der Uni sinn, och kënnen op der Universitéit behalen.

Ee Wuert, well dat och ernimmt ginn ass als Fro an ech dat awer och wëll eng Kéier hei beäntwerten: d'Saach vun den Inscriptiounen. Éischtens huet d'Madamm Tanson dat ernimmt an den Här Krieps huet jo elo nach eng Kéier gesot, wéi dat dann deemools war an der Debatt. An dem Budget hautzudaags vun der Universitéit - dat sinn da ronn 230 Milliounen - si just 9 Milliounen Euro, déi hautzudaags iwwert d'Inscriptiounen erakommen. Dat sinn esou just 4% op deem dote Budget. Dat ass och eng vun de Recettë vun der Universitéit, mä déi ass awer marginal. Natierlech wäert do de Minister oppassen, dass déi net an d'Luucht wäerte goen.

An dernieft wëll ech bemierken, dass mir jo och nach Aide-financière souwisou hunn. An déi Aide-financière, do gëtt et och e Volet, wat d'Inscriptiounskäschte sinn, déi d'Studenten zrëckkréien. Dat sinn 3.700 Euro, 1.850 iwwert d'Bourse, 1.850 iwwert d'Préten. An dofir géif et jo net vill Sënn maachen als Stat, fir elo op eemol d'Inscriptiounen do an d'Luucht ze hiewen, well déi misste mer jo op där anerer Säit da bei den Aide-financière fir déi Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg sinn, souwisou erëmbezuelen. Dat heescht, do hätte mer och net vill domat geschafft. Als Universitéit sécher, mä als Stat hu mer natierlech net vill dovunner, wa mer soen, mir géifen dat accordéieren, wa mer op där anerer Säit se erëm ausginn als Aide-financière. Dat soll een ëmmer, mengen ech, an der Diskussioun awer och zrëckbehalen.

Et sinn nach zwou, dräi Remarque gewiescht vun de Riedner virdrum, och wat d'Medezinnstudien ueget. Natierlech passe mer op, dass, wann elo de Bachelor opgestallt gëtt, do eis Studenten, déi aus dem Bachelor kommen, am Ausland ënnerdaach kommen. Dir wësst et, ech war an der Kommissioun, fir iwwert den Accord och mat de Fransousen ze rapportéieren, wou mer jo elo schonn, ier dee Curriculum steet, mat der Regierung festgehalten hunn, dass déi Studenten, verschiddeener, kënnen eben aus dem Lëtzebuerger Bachelor an d'Formatioun a Frankräich da kommen. A géigesäitig huele mer der och op, déi vun de Fransousen hei an eise Spideeler kënnen Stagé maachen.

Ech wëll zum Schluss soen, dass mer hei e moderner Gesetz maachen, vill Adaptatiounen, opbauend op deem, wat bis elo schonn hei am Land geschitt war, well eppes, wat och, mengen ech, bis elo nach keen esou richteg gesot huet, wat ech awer wëll ënnersträchen an deem heite Beräich: An der Héichschoullpolitik gëtt et awer vill politesche Konsens! Ech sinn och frou, dass et och net vill politescht Geplänkels gëtt iwwert déi heiten esou wichtig Sujeten, dass mer do awer eens sinn an dass dat heite mat breeder Zoustëmmung haut gestëmmt gëtt, well och dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, ass opgebaut op deem, wat d'Virgänger gemaach hunn.

Dat war bei deem Gesetz, wat 2003 gestëmmt ginn ass, dat ass opgebaut op deem, wat 2011 och deposéiert ginn ass, och wann dat zrëckgezu ginn ass. Och do ware vill Saachen iwwerholl ginn. An dat ënnersträcht awer och, dass mer hei, an ech fannen dat och wichteg, an engem Beräich, wou mer am Fong déi eenzeg Ressource, déi Lëtzebuerg nach huet, ënnerstëtzen, näamlech d'Matière grise vun eise jonke Generatiounen, wou mer déi ënnerstëtzen, wou mer do, wéi d'Madamm Beissel et gesot huet, net iwwer Käschte schwätzen, mä iwwer en Invest, dass mer eis do iwwer esou Sujeten net vill politescht an d'Käpp schloen, fannen ech wichteg. Ech wollt dat awer och op dëser Plaz eng Kéier ënnersträchen, ier mer dann zum Vott kommen.

Ech géif dann, well och an där Héichschoullkommissioun awer ëmmer gutt zesumme geschafft ginn ass, och dem Kolleg - ech hunn dat héieren - Wagner gutt Besserung wënschen; deen huet sech och ëmmer mat abruecht. An awer och zwee Kolleegen ernimmen, déi vill un dësem Text matgeschafft hunn: Dat waren d'Kolleegen Negri an Adam, déi an deene leschte Joren och vill un deem heiten Text awer matgeschafft hunn.

An ech géif domadder schléissen, fir alle Riedner an allen, déi heimadder dozou bäidroen, dass mer en neit Gesetz kréien, wat d'Uni am Konsens esou wäert opstellen, dass mer d'Zukunft vu Lëtzebuerg kënnen garantéieren, och Merci ze soe fir déi Ënnerstëtzung, déi Der deem heite Gesetz bréngt mat dem Vott vun haut de Mëtten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da kënnen mer direkt zum Vott iwwergoen iwwert de Projet de loi 7132.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7132 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

55-mol Jo, keng Nee-Stëmm an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet de loi 7132 mat grousser Majoritéit uegeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen (par M. Aly Kaes), Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Serge Wilmes, Michel Wolter (par M. Marco Schank) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An ech géif mer erlaben, zum Schluss an eiser aller Numm dem David ze wënschen, dass en esou séier wéi méiglech erëm bei eis ass. Ech mengen, mir brauchen eis net allze vill Suerge ze maachen. Et ass en zéie Brudder!

(Hilarité)

Merci!

(Fin de la séance publique à 18.22 heures)



Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et
Instagram





Sommaire des séances publiques n^{os}39, 40 et 41

39^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 530
Hommage à la mémoire de M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, Député de 1994 à 2013	p. 530
Communications	p. 530-531
7308 - Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État	p. 531
Ordre du jour	p. 531
Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la politique européenne de commerce et notamment des accords de libre-échange ainsi que sur la situation actuelle en matière d'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par les États-Unis	
et	
Question parlementaire n°3844 de M. Laurent Mosar relative à la mise en place annoncée par le président américain de barrières commerciales à l'importation sur le marché de la sidérurgie au 1 ^{er} juin 2018	p. 531-535
6994 - Projet de loi sur la protection des animaux	p. 535-542
7153 - Projet de loi portant modification	
1 ^o de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et	
2 ^o de certaines dispositions du Code civil	p. 542-543

40^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 544
Communications	p. 544
Ordre du jour	p. 544-545
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°323 du 11 juin 2018 de M. Gusty Graas relative à la situation politique actuelle au Nicaragua, adressée à M. le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire	p. 545
- Question n°324 du 12 juin 2018 de Mme Nancy Arendt relative à la nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes pris en charge par l'assurance maladie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 545
- Question n°325 du 12 juin 2018 de M. Georges Engel relative au conflit social au sein de la maison de soins à Bettembourg, ainsi que d'une éventuelle intervention de l'État, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale	
et	
- Question n°326 du 12 juin 2018 de M. Marc Baum relative à la grève dans une maison de soins à Bettembourg et à son financement, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 545-546
- Question n°327 du 12 juin 2018 de M. Gast Gibéryen relative aux aides pour le secteur touristique suite aux intempéries, adressée à M. le Ministre de l'Économie	p. 546
- Question n°328 du 12 juin 2018 de M. Henri Kox relative aux inondations récentes et aux mesures de prévention, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement	p. 546-547
- Question n°329 du 12 juin 2018 de M. Laurent Zeimet relative à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 6 juin 2018 relatif à l'article 17, alinéa 1 ^{er} , première phrase de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement	p. 547
- Question n°330 du 11 juin 2018 de M. André Bauler relative aux nuisances olfactives de l'élevage porcin, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement	p. 547
- Question n°331 du 12 juin 2018 de M. Marco Schank relative au déroulement de l'enquête publique sur la désignation des nouvelles zones de protection autour du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement	p. 547
7048 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et modifiant	
1 ^o la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;	
2 ^o la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts;	
3 ^o la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles (suite)	p. 547-548
7045 - Projet de loi sur la Police grand-ducale et portant modification:	
1 ^o du Code de procédure pénale;	
2 ^o de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;	
3 ^o de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux;	
4 ^o de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;	
5 ^o de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;	
et portant abrogation:	
1 ^o de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; 2. le Code d'instruction criminelle; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique;	
2 ^o de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police	p. 548-557
7262 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques	p. 557
7232 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier en vue de l'introduction de lettres de gage portant sur les énergies renouvelables	p. 557-558
7299 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés	p. 558-559

41^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 559
7206 - Projet de loi portant modification	
1 ^o du Code de la sécurité sociale;	
2 ^o de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;	
3 ^o de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;	
4 ^o de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;	
5 ^o de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale;	
6 ^o de la loi du 29 juin 2017 portant modification 1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental; 2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique; 4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État; 5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS); 6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire; 7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale	p. 559-566
7240 - Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification	
1 ^o de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster;	
2 ^o de loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux;	
3 ^o de loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange;	
4 ^o de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018	p. 566-568
7132 - Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg	p. 568-574



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3836	Franz Fayot	Boîtiers pour raccordement électrique
3838	Fernand Kartheiser	Évolution du suivi psychologique et psychiatrique pour adultes et enfants
3842	Octavie Modert	Musée d'art moderne Grand-Duc Jean
3849	André Bauler	Évolution des événements météorologiques
3859	Nancy Arendt	Enquêtes en ligne contre des pédophiles
3867	André Bauler	Traversées de Grosbous
3870	André Bauler	Bifurcation près de la Poste à Colmar-Berg
3874	Laurent Zeimet	Reprise des enseignants de religion
3876	Tess Burton	Réfection des routes endommagées lors des intempéries
3878	Martine Mergen	Réfugiés mineurs non accompagnés
3881	Laurent Mosar, Léon Gloden	Extension du système des avertissements taxés
3884	Gérard Anzia, Josée Lorsché	Zones d'activités économiques à caractère national
3885	Franz Fayot, Yves Cruchten	Fonds d'investissements spécialisés
3887	Fernand Kartheiser	Programme Recherche Nursing
3889	Max Hahn, Claude Lamberty	Installation d'un système de climatisation dans des maisons passives
3890	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Utilisation de la gare ferroviaire dans le sous-sol de l'Aéroport de Luxembourg
3892	Laurent Mosar, Jean-Marie Halsdorf	Jeux de hasard
3893	Martine Mergen	Imposition des associations sans but lucratif et des associations agricoles
3894	Yves Cruchten	Fin du programme d'assistance financière à la Grèce
3896	Yves Cruchten	Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme
3900	Sam Tanson	Auditoire de la Villa Louvigny
3901	Lex Delles	Jeux de hasard

3905	Sam Tanson	Représentation luxembourgeoise à la Frankfurter Buchmesse
3906	Josée Lorsché, Sam Tanson	Gratuité des transports en commun pour les élèves âgés de plus de 25 ans fréquentant l'enseignement secondaire
3908	Franz Fayot	Politique de lutte contre les drogues
3909	Viviane Loschetter	Missions d'observation électorale organisées par l'OSCE
3912	Marc Spautz, Martine Hansen	Utilisation d'une bonne base de données étatique à des fins personnelles
3914	Sam Tanson	Chômage partiel dans le secteur de la production cinématographique
3915	Serge Wilmes	Quartier de Limpertsberg
3916	Nancy Arendt	Route nationale N33 entre Esch-sur-Alzette et Rumelange
3917	André Bauler, Edy Mertens, Alexander Krieps	Orientation vers les professions de santé
3920	Martine Hansen, Marco Schank	Système Sanitel
3922	Martine Hansen	Contrôle du stockage de lisier
3923	Henri Kox, Josée Lorsché	Abattement fiscal pour mobilité durable
3927	Nancy Arendt	Nouveau site du «Sportlycée»
3928	Octavie Modert	Règles déontologiques pour les membres du Gouvernement
3929	Martine Hansen	Conseil national pour étrangers
3931	Claudine Konsbruck	Signature électronique
3936	Marc Baum	Accords des investissements UEBL
3937	Georges Engel, Simone Asselborn-Bintz	Chargés de cours
3939	Lex Delles	Réorganisation des commissariats de police
4011 urgente	Diane Adehm, Gilles Roth	Listes électorales
4013 urgente	Claude Lamberty, Max Hahn, Eugène Berger	Désistement de candidats avant des élections

Question 3836 (29.05.2018) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant les boîtiers pour raccordement électrique:

Nombreux sont les bâtiments au Luxembourg au pied desquels sont installés des boîtiers individuels ou collectifs, le plus souvent grisâtres, abritant des raccordements électriques et électroniques. Ces caissons, dont le contenu est certes indispensable dans un monde hautement technologisé, représentent néanmoins une certaine nuisance esthétique au niveau du paysage urbain.

La situation est particulièrement grave si les boîtiers en question sont installés devant des bâtiments faisant partie du patrimoine protégé. Dans bon nombre d'autres pays, notamment dans nos pays voisins, ces installations sont systématiquement enterrées dans la chaussée, surtout pour des raisons esthétiques mais aussi pour des raisons de sécurité et de prévention contre des actes de vandalisme.

De plus, il me revient que nombre de ces caissons sont vides et ne sont plus utilisés, d'autres largement surdimensionnés.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'appréciation que les boîtiers pour raccordements électriques et électroniques installés au pied de bon nombre de bâtiments représentent une certaine nuisance esthétique au niveau du paysage urbain, spécialement s'ils se situent au pied de bâtiments et édifices protégés?

- Messieurs les Ministres disposent-ils de chiffres concernant l'évolution du nombre de ces boîtiers, de leur localisation géographique et de leurs utilisations respectives? Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer l'information selon laquelle nombre de ces caissons ne sont plus utilisés et d'autres largement surdimensionnés?

- Quelle est la réglementation en vigueur concernant l'installation de ces «caissons gris» et autres mobiliers de signalisation de voirie

(feux tricolores, lampadaires, panneaux de signalisation) devant des immeubles en général et devant des bâtiments et sites protégés en particulier?

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'un changement de cette réglementation, en vue surtout d'une protection et d'une meilleure valorisation du patrimoine protégé ne s'impose, notamment en instaurant l'obligation pour les différents opérateurs d'enfourer leurs installations?

Réponse commune (10.08.2018) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Les boîtiers en question peuvent effectivement représenter une certaine nuisance esthétique au niveau du paysage urbain et ne contribuent pas à un aménagement harmonieux de l'espace extérieur. Les armoires en sous-sol ne constituent pas un obstacle et s'intègrent bien dans l'espace urbain; en plus elles ne sont pas l'objet d'actes de vandalisme. Par contre les armoires enterrées sont vulnérables aux conditions climatiques (pluie, neige, inondations...), elles doivent résister aux charges de circulation. De plus, l'accessibilité à ces armoires doit être aussi facile que possible ce qui ne peut pas toujours être assuré pour les armoires escamotables.

De tels boîtiers sont notamment érigés par les opérateurs de télédiffusion par câble, par POST Luxembourg ou encore par les gestionnaires de réseau de distribution électrique.

Pour ce qui concerne les boîtiers érigés par les gestionnaires de réseau de distribution d'électricité dans le cadre de raccordements électriques basse tension des clients résidentiels au Luxembourg, la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après «la Loi électricité») dispose dans son article 5 que chaque gestionnaire de réseau a l'obligation de raccorder à son réseau, tout client final et tout producteur qui en fait la demande et qui est situé dans sa zone de transport ou de distribution. La même loi prévoit encore dans ses articles 27 et 36 que «l'établis-

sement, la modification, le renouvellement et l'exploitation de tout ouvrage électrique sont réalisés aux conditions économiquement les plus avantageuses par le gestionnaire de réseau qui conserve le choix quant au mode d'exécution».

D'un autre côté, la Loi électricité prévoit aussi dans son article 40 que les «concessionnaires ont le droit de faire gratuitement usage des domaines public et privé de l'État et des communes pour établir des ouvrages électriques et l'exécution de tous les travaux y afférents», mais qu'avant «d'établir des ouvrages électriques sur les domaines public et privé de l'État et des communes, le concessionnaire en possession de toutes les autorisations requises transmet pour information le plan des lieux et les caractéristiques d'aménagement pour l'usage des domaines concernés aux autorités compétentes et aux communes concernées». L'article 38 de la Loi électricité dispose encore que «S'il est demandé par une personne de droit public à un gestionnaire de réseau de modifier des ouvrages électriques, pour autant qu'une telle modification soit techniquement raisonnable et n'entraîne pas d'inconvénients sérieux pour le gestionnaire du réseau en cause, cette modification est réalisée aux frais du demandeur.»

Sur demande, le plus grand gestionnaire de réseau de distribution, Creos Luxembourg SA, a signalé qu'il dispose actuellement de 25.914 armoires de distribution électrique basse tension.

Aux abords des routes de l'État, les concessionnaires sont tenus de solliciter une autorisation préalable auprès du Ministre du Développement durable et des Infrastructures - Département des travaux publics.

Les propriétaires et gestionnaires de réseaux d'électricité ainsi que la société POST Technologies, en charge de la mise en place et de la maintenance des réseaux de télécommunications fixe et mobile, bénéficient d'une permission de voirie générale accordée aux deux concessionnaires en date du 18 janvier 2018.

Question 3838 (29.05.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'évolution du suivi psychologique et psychiatrique pour adultes et enfants:

Émmer méi dacks héiert ee vu Leit, datt si a psychologescher Betreuung oder psychiatrescher Behandlung sinn oder emol waren. Et sinn awer net just Erwuessener, déi dese Wee iwwert de Psycholog oder Psychiater ginn oder gaange sinn, fir Hëllef a bestëmmte Liewenssituatiounen ze kréien. Et ginn emmer méi Jonker an och kleng Kanner, déi professionell Hëllef brauchen, well si mat hirer Liewenssituatioun eleng net fäerdeg ginn.

An dësem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheitsminister gäre folgend Froe stellen:

1. Huet d'Madamm Gesondheitsminister konkret Zuelen zur Entwécklung vun där Situatioun zu Lëtzebuerg? Wéi vill Mannerjäreger a wéi vill Erwuessener sinn oder ware respektiv 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 an 2018 a psychologescher oder psychiatrescher Behandlung?

2. Wéi deele sech dës Zuelen no Alterskategorien op?

3. Wéi deele sech dës Zuelen no der Form vun der Behandlung oder Betreuung op (mat Medikamenter, ambulanz, stationär, internéiert)?

4. Wéi hu sech d'Zuelen an deene leschten 20 Joer entwéckelt, besonnesch bei kleng Kanner a Jugendlechen?

5. Bedreift Lëtzebuerg Ursachefuerschung an iergend enger Form? Sinn d'Resultater vun dëser Fuerschung, wann et se gëtt, effentlech zougänglech?

Réponse commune (31.07.2018) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité so-

cigle, et de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

D'Chiffre vum de Joren 2013 bis 2017, déi an dëser Äntwert presentéiert ginn, komme vun der Gesondheitskees (CNS) a bezéie sech op Ofrechnungen. D'Chiffre vum 2017 si preliminär, well Patienten en Delai vun zwee Joer hunn, fir hir Rechnungen eranzeschécken (Artikel 84, Alinea 3 vum Code de la sécurité sociale).

D'Donnéë bezéie sech nëmme op Résidents, déi vun der CNS couvriert sinn an zu Lëtzebuerg behandelt goufen.

D'Altersgruppe vu fënnf Joer sinn esou opgebaut, dass e Patient während fënnf Joer an d'ärselwechter Grupp bleift. Als Referenzdatum, fir den Alter ze bestëmmen gouf den 31. Dezember 2017 geholl. Eng spezifesch Analys fir Mannerjäreger war mat den Donnéeën, déi vun der CNS zur Verfügung gestallt goufen, net méiglech.

Behandlung vu Psychologe konnten net matgezielt ginn, well se net vun der CNS rembourséiert ginn.

Consideréiert goufen nëmme Medikamenter, déi an den effentlechen Apdikten verkaaft goufen. Medikamenter, déi während engem Spidolsopenthalt verofrecht goufen, konnten net berücksichtegt ginn, well se net erfaasst ginn.

ad 1. Unzuel vun de Persounen, déi zwëschen 2013 an 2017 eng medezinnesch oder medikamentös Behandlung haten¹.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Zousätzlech zu deene Chiffre vum der CNS am Kader vum Gesetz vum 16. Dezember 2008 betreffend „Aide à l'enfance et à la famille (AEF)“ dierf den Office national de l'enfance (ONE) de Forfait 9 fir „consultation psychologique ou psychothérapeutique“ ausbezuelen:

Abrëll 2016: 125 Mesurë Forfait 9

Oktober 2016: 123 Mesurë Forfait 9

Abrëll 2017: 175 Mesurë Forfait 9

Oktober 2017: 189 Mesurë Forfait 9

Abrëll 2018: 251 Mesurë Forfait 9

ad 2. Unzuel vun de Persounen no Alterskategorie, déi zwëschen 2013 an 2017 eng medezinnesch oder medikamentös Behandlung haten¹.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Verdeelung vun den Zuelen no der Form vun der Betreuung zwëschen 2013 an 2017.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Generell ass eng representativ Analys vun den Zuelen aus den 20 leschte Joren net méiglech, well nei Akten zwëschen 2007 an 2008 an d'Nomenklatur bäikomm sinn. Wann néideg kann d'CNS Donnéeë fir eng zousätzlech fënnf Joer exploitéieren a schécken.

ad 5. Der Direktioun vun der Santé ass keng Ursachefuerschung zu Lëtzebuerg bekannt.

Question 3842 (30.05.2018) de Mme Octavie Modert (CSV) concernant le Musée d'art moderne Grand-Duc Jean:

Considérant que le démontage de l'œuvre communément appelée «Chapelle» de Wim Delvoye, exposée depuis l'ouverture en 2006 au Mudam, est désormais définitivement acquis, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre voudra-t-il préciser combien de temps durera l'opération de démontage de ladite œuvre?

- Où est-ce que sera entreposée ladite œuvre et est-ce qu'un nouvel espace doit le cas échéant être prévu, voire pris en location? Quelle est la

surface à prévoir pour ce stockage et à combien s'élèvent les coûts y afférents?

- Quel sera le coût global de l'opération de démontage?

- Est-ce que l'état de l'œuvre la «Chapelle» a été vérifié et va-t-il y avoir une restauration respectivement mise en état?

Réponse complémentaire (13.08.2018) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture:

Je propose à nouveau à l'honorable Députée de poser ces questions lors d'une réunion de la Commission de la Culture en présence de Madame la Directrice du Mudam.

En effet, il n'appartient pas au Ministre de la Culture de communiquer à la place d'une institution culturelle dont les décisions sont prises par le conseil d'administration.

Question 3849 (05.06.2018) de M. André Bauler (DP) concernant l'évolution des événements météorologiques:

Les orages violents de ces derniers jours, entre autres dans la région de l'Ernz Noire, ont provoqué des dommages matériels importants, et pour les citoyens concernés et pour bon nombre d'entreprises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur la fréquence des pluies torrentielles depuis l'an 2000 au Grand-Duché de Luxembourg?

2) Quels sont les cantons du pays les plus touchés par ces événements météorologiques?

3) A-t-il été possible d'évaluer dans tous les cas les dommages causés?

4) Comment le niveau du barrage de la Haute-Sûre a-t-il évolué depuis août 2017?

5) Dans le contexte précis des pluies abondantes et sur base des observations faites ces dernières années, existe-t-il une carte spécifique qui indiquerait les zones à risque élevé afin d'avertir et les communes et toute autre personne intéressée?

Réponse commune (06.08.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, et de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

ad 1) Suivant les informations fournies par Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, une évolution des phénomènes météorologiques, en particulier celui de la pluie, ne peut se faire sur une période de 18 ans suite à la grande variabilité interannuelle des phénomènes. L'Organisation météorologique mondiale recommande en effet d'utiliser des périodes de 30 ans afin de comparer les évolutions des variables météorologiques.

À cette fin, le service météorologique de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) a évalué les stations météorologiques en service depuis plus de 60 ans sans lacune majeure.

Le tableau 1 ci-dessous montre le nombre de journées avec précipitations fortes et extrêmes, moyennées sur quatre périodes de 30 ans chacune. Une journée est classifiée comme ayant eu des précipitations fortes ou extrêmes, si le cumul journalier est au-dessus du 95^e percentile des cumuls journaliers de la station en question durant la période 1981-2010. Comme les stations d'Ärsdorf et de Roeser n'ont été mises en service qu'en 1954, la moyenne pour la période 1951-1980 ne pouvait être évaluée pour ces stations.

Le tableau montre pour les trois stations analysées une augmentation progressive du nombre de journées avec précipitations fortes et extrêmes.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Le service météorologique de l'ASTA a récemment fait une analyse des valeurs de temps de retour des précipitations pour les stations météorologiques actuellement en service. Le tableau 2 montre, à titre exemplaire, les résultats pour la meilleure estimation (médiane de l'intervalle d'incertitude) du niveau pour un temps de retour de dix ans. Cette valeur indique avec une certitude de 50% qu'une quantité supérieure au niveau ne soit mesurée que tous les dix ans.

On y voit qu'il existe une grande variabilité entre les différentes stations, et il n'existe pas

de canton au Luxembourg qui est plus ou moins touché par les précipitations extrêmes. Les différences s'expliquent par les conditions régionales et locales de chaque station.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Tout d'abord il faut souligner qu'il est encore trop tôt pour chiffrer exactement le montant des dégâts causés par les intempéries du 1^{er} juin 2018.

Pour ce qui est des dégâts causés aux entreprises privées, 13 dossiers ont déjà été traités par la Commission aides d'État du Ministère de l'Économie. Le montant d'aide pour les dégâts déclarés de ces 13 dossiers dépasse légèrement un million d'euros. D'autres dossiers sont en cours de traitement. Suite aux intempéries du 22 juillet 2016, 13 dossiers ont été traités par la Commission aides d'État pour un montant total d'aides d'environ 550.000 euros.

S'agissant du tourisme en particulier et afin de pouvoir venir en aide aux administrations communales et aux associations sans but lucratif œuvrant en faveur du tourisme dont les infrastructures touristiques ont été détruites ou sévèrement abîmées, le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique prévoit la possibilité de subventionner les investissements visant à réparer les dommages causés jusqu'à 100%.

Au lendemain des intempéries du 1^{er} juin 2018, quelque 45 sentiers étaient temporairement impraticables dans la région concernée du Mullerthal. Or, la majorité (93%) des sentiers ont pu être réouverts dans les deux à trois semaines qui ont suivi les intempéries d'une exceptionnelle violence grâce à l'intervention commune de nombreux acteurs sous la coordination de l'Administration de la nature et des forêts en collaboration avec l'Office régional de tourisme (ORT) Mullerthal-Petite Suisse luxembourgeoise. La prise en charge des frais de matériel par le Haut-Commissariat à la protection nationale a grandement accéléré l'avancement des travaux en question. À ce jour, uniquement neuf sentiers qui nécessitent de plus importants travaux de remise en état restent encore fermés. Ainsi, le remplacement des infrastructures endommagées avance rapidement et, à l'exception de deux sentiers particulièrement ravagés, le restant des sentiers devrait être ouvert au public dans les meilleurs délais.

De surcroît, les intempéries du 1^{er} juin 2018 ont causé des dégâts à des cours d'eau et des chemins forestiers ainsi qu'à des infrastructures publiques, dont notamment les routes de la région du Mullerthal. Les frais liés incombent à l'État, l'Administration des ponts et chaussées, l'Administration de la nature et des forêts ainsi que l'Administration de la gestion de l'eau sont chargées de la gestion afin de remédier à la situation. Une évaluation détaillée desdits dommages suivra dans les meilleurs délais.

Enfin, en ce qui concerne les entreprises agricoles et les chemins ruraux, la situation est moins grave par rapport aux dégâts occasionnés par les intempéries de la vallée de l'Ernz. L'Administration des services techniques de l'agriculture est actuellement en train de faire un inventaire complet des dégâts causés.

ad 4) Il convient de rappeler que les eaux du lac de barrage de la Haute-Sûre ont de multiples fonctions, dont notamment la protection des localités en aval face aux risques d'inondation, la sécurisation de l'alimentation en eau potable, la production d'hydroélectricité ou encore l'utilisation pour les activités de loisirs. Le niveau d'eau du barrage est ainsi régulé afin de garantir la bonne utilisation du lac pour ces différentes utilisations.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5) En réponse aux inondations dévastatrices survenues dans le bassin de l'Ernz Blanche en juillet 2016, l'Administration de la gestion de l'eau a mis en œuvre une stratégie à moyen terme pour réduire les implications potentielles des crues subites consistant dans l'élaboration de cartes déterminant les zones exposées à un risque d'inondation suite à des événements de pluies intenses. À cette fin, une modélisation hydrodynamique bidimensionnelle d'une pluie abondante sur l'ensemble du territoire luxembourgeois est en cours d'élaboration. Les processus d'écoulement de surface y seront simulés, déterminant les chemins d'écoulement préférentiels de l'eau de pluie et les endroits submergés. Ce processus permettra d'identifier les localités et les infrastructures à risque lors de fortes pluies et permettra de guider les décisions d'aménagements futurs.

Grâce au modèle numérique de terrain de résolution de 2x2 m, il est possible de prendre en compte les processus de manière très détaillée. De plus, le modèle est capable de déterminer des effets hydrodynamiques, tels que par exemple la simulation des effets de refoulement dans les ouvrages. Ces cartes d'écoulement surfacique suite à des événements de pluies intenses, serviront comme données de base pour la dérivation et la préparation d'un ensemble intégral de mesures de prévention de risques. Ainsi, les autorités locales recevront un jeu de cartes des risques qui permettra de localiser et concrétiser le besoin d'action ex ante.

Les premiers résultats sont attendus pour le dernier trimestre 2018. Le projet de carte sera transmis aux administrations communales afin de pouvoir valider les résultats obtenus de la simulation et de les compléter, le cas échéant, grâce aux connaissances locales. Les remarques et observations formulées seront intégrées dans le projet si elles sont considérées comme fondées. Une nouvelle simulation sera lancée, permettant de refléter au mieux la réalité du terrain. La carte définitive est attendue pour le printemps 2019.

Question 3859 (11.06.2018) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant les enquêtes en ligne contre des pédophiles:

Laut Schätzungen der zentralen Sicherheitsbehörde der Vereinigten Staaten (FBI) sind weltweit etwa 750.000 Pädophile täglich im Netz auf der Suche nach Kinderpornografie. Die Opfer sind meist Minderjährige aus armen Ländern Südostasiens, die zu sexuellen Akten vor der Webcam gezwungen werden. Viele Täter stammen aus westlichen Industrieländern. Ein großes Problem bei den Ermittlungen ist die sogenannte „Keuschheitsprobe“. Um in die einschlägigen Foren und Chaträume zu gelangen, verlangen die Administratoren, dass Nutzer zunächst selbst eine kinderpornografische Darstellung verschicken. In vielen europäischen Ländern dürfen Ermittler jedoch bei ihrer Arbeit keine Straftaten begehen. Die hessische Justizministerin Eva Kühne-Hörmann startet nun auf Bundesebene, zusammen mit ihren Kollegen in Bayern und Rheinland-Pfalz, eine Initiative, die es Ermittlern ermöglichen soll, mit computergenerierten Bildern in die Pädophilen-Netzwerke einzudringen, um mehr Täter überführen zu können.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Justiz stellen:

1. Herr Minister, welche Möglichkeiten stehen luxemburgischen Ermittlern zur Verfügung, um gegen den sogenannten Cybersex mit Minderjährigen vorzugehen?

2. Wie viele Ermittlungsbeamte stehen in diesem Kontext in Luxemburg zur Verfügung? Ist diese Anzahl ausreichend?

3. Wie viele Fälle von Cybersex mit Minderjährigen wurden 2017 in Luxemburg festgestellt?

4. Gedenkt der Minister der deutschen Initiative zu folgen und den rechtlichen Rahmen für Ermittler anzupassen?

Réponse commune (23.07.2018) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

ad 1. Innerhalb der Großherzoglichen Polizei ist die Abteilung Jugendschutz der Kriminalpolizei („Service de police judiciaire“) zuständig für die Ermittlung von Pädophilie- und Kinderpornografiestraftaten im Internet. Die meisten der derzeit von dieser Abteilung bearbeiteten Fälle wurden gemeldet und stammen von ausländischen Polizeibehörden. Der Kampf gegen Kinderpornografie setzt eine grenzüberschreitende Strafverfolgung voraus, welche hauptsächlich internationale Rechtshilfeersuchen und den polizeilichen Informationsaustausch unter Einschluss von Europol und Interpol beinhaltet.

Im Hinblick auf Computersoftware zur Erkennung von kinderpornografischem Material, das von Tätern im Netz hochgeladen wurde, verfügt die Großherzogliche Polizei über leistungsfähige Computerprogramme, die dabei helfen, kinderpornografische Bilder zu erkennen und zu isolieren. Dabei müssen die Ermittler kontinuierlich Schritt halten mit der ständigen Weiterentwicklung des Internets und der Computermethoden.

Die Dauer einer Untersuchung hängt vom Umfang der auf den Datenträgern gefundenen Daten, der Anzahl der mit dieser Aufgabe betrauten Ermittler sowie dem Umfang der internationalen Rechtshilfe und des polizeilichen Informationsaustausches ab.

¹ E Patient, deen e puermol betreit gouf, ass eemol berechent.

Die massive Zunahme der Internetnutzung bringt ein Anwachsen der Datenmenge mit sich, die von den ermittelnden Beamten verarbeitet werden muss, was wiederum einen erheblichen Einfluss auf die Länge der strafrechtlichen Untersuchung hat.

ad 2. Derzeit befassen sich zwei speziell geschulte Ermittler der Abteilung für Jugendschutz auch mit Fällen von Kinderpornografie im Internet. Der weitaus größte Teil von kinderpornografischem Material wird im Laufe von Ermittlungsverfahren auf klassischen Datenträgern sichergestellt oder wurde in der Cloud von ansässigen Tätern gespeichert. Sonstige kinderpornografische Dateien, selbst wenn auf in Luxemburg verorteten Servern gehostet, haben meistens keinen Täterbezug zu Luxemburg.

ad 3. Im Jahre 2017 wurde kein Fall von Cybersex mit Minderjährigen in Luxemburg festgestellt.

ad 4. Da es zum jetzigen Zeitpunkt keine Erkenntnisse dafür gibt, dass der bestehende gesetzliche Rahmen strafverfolgungshindernde Unzulänglichkeiten aufweisen würde, ist im Moment nicht vorgesehen, gesetzliche Initiativen in diesem Sinne zu ergreifen.

Question 3867 (13.06.2018) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **traversées de Grosbous**:

Durant les dernières années, les traversées de Grosbous (N12 et N21) ont subi plusieurs travaux d'infrastructures, tel que le renouvellement de la canalisation ainsi que des réseaux de gaz et d'électricité, si bien que le revêtement routier se trouve actuellement dans un mauvais état.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir, le cas échéant, des détails concernant le renouvellement de la couche de roulement des traversées de Grosbous (rue Principale/rue de Wiltz)?

- Monsieur le Ministre peut-il donner aussi des précisions relatives au trafic qui passe tous les jours par ces traversées depuis l'an 2010 à nos jours?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer éventuellement d'autres voies routières dans le canton de Redange qui seront réaménagées dans un avenir proche?

Réponse (26.07.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Je confirme qu'en effet, un certain nombre de travaux de renouvellement d'infrastructures sont en cours d'être réalisés dans la localité de Grosbous. Comme ces travaux sont sous la direction exclusive des autorités communales compétentes en collaboration avec d'autres gestionnaires de réseaux, l'Administration des ponts et chaussées attend la fin de tous ces travaux pour ensuite procéder au renouvellement de la couche de roulement dans la traversée de Grosbous, afin d'offrir aux usagers de la route le confort qui correspond aux attentes qu'ils ont envers les routes du pays.

En ce qui concerne le trafic journalier des traversées de Grosbous (N12 et N21), l'Administration des ponts et chaussées dispose des postes de comptage du trafic suivants depuis quelques années:

- sur la N12 à la sortie de Grosbous en direction de Lehrhof/Hierheck (comptage dans les deux directions);

- sur la N21 à la sortie de Mertzig en direction de Oberfeulen (comptage dans les deux directions).

À noter qu'un nouveau poste de comptage du trafic vient d'être installé en 2017 sur la N12 à l'entrée de Pratz (en venant de Grosbous) et qu'il faudra un certain laps de temps pour pouvoir disposer de chiffres utiles provenant de ce poste de comptage.

En 2010, le nombre moyen journalier de véhicules enregistré sur la N12 était de 637 en provenance de Hierheck et de 650 en sens inverse. En 2017, ces chiffres ont augmenté à 835 respectivement à 868 véhicules, donc d'environ 30%. Sur la N21 en provenance de Oberfeulen, le nombre moyen journalier de véhicules enregistré était de 2.433 et de 2382 en sens inverse. En 2017, les chiffres enregistrés sur la N21 sont de 2.337 en provenance de Oberfeulen et de 2.239 en sens inverse, on constate donc une baisse d'environ 5%.

En ce qui concerne d'autres projets routiers prévus dans le canton de Redange dans le proche avenir, il y a lieu de citer, à côté des tra-

voux annuels de renouvellement de couches de roulement, le redressement du CR306 à Vichten, la reconstruction du pont OA322 sur la N22 à Ell et le réaménagement du carrefour à Reichlange (N12/N22/N23).

Question 3870 (13.06.2018) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **bifurcation près de la Poste à Colmar-Berg**:

La bifurcation près de la Poste à Colmar-Berg pose depuis longtemps des problèmes de sécurité. En effet, à cet endroit ne se rencontrent pas seulement les véhicules passant par la N7 et la N22, mais également ceux venant du CR345 (rue de Mertzig), qui débouche entre autres dans la rue de la Poste, cette dernière menant tout droit vers la bifurcation évoquée en touchant également la N22 (avenue Gordon Smith).

Aux heures de pointe, lorsque des véhicules arrivent de tous les côtés, il devient non seulement difficile d'accéder à la N7 (voie prioritaire) en venant par exemple de la N22, l'on constate également des formations fréquentes de bouchons qui peuvent être à l'origine de problèmes de sécurité.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions relatives aux nombres d'automobiles qui passent tous les jours par la bifurcation en question, notamment aux heures de pointe?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer, le cas échéant, si le ministère a déjà réfléchi à un réaménagement éventuel de cette bifurcation afin d'améliorer la sécurité en ce lieu précis?

Réponse (26.07.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le carrefour N7/N22/CR3459 avec la voirie communale peut apparaître problématique du point de vue de la sécurité routière. Or, depuis l'année 2011, aucun accident grave n'a été constaté à cet endroit. Par ailleurs, vu la situation des lieux, il n'y a guère d'autre configuration qui se prête à cet endroit.

La localité de Colmar-Berg étant dépourvue d'un compteur permanent, des comptages de trafic ont été effectués entre le 27 février 2015 et le 15 mars 2015 moyennant des compteurs installés à proximité de Colmar-Berg. Les chiffres ainsi obtenus accusent les charges suivantes du carrefour:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il convient de noter que les flux (entrées et sorties) de la cité «Rue de l'Alzette» située près du compteur 5072 ne sont pas pris en considération.

Étant donné que l'Administration des ponts et chaussées ne dispose pas de données relatives à la direction des flux au niveau de la bifurcation, il n'est pas possible de se prononcer sur l'évolution de la capacité de cette bifurcation.

Vu la géométrie très serrée (en plan et en élévation) du carrefour, un réaménagement s'avère très difficile. Il est toutefois concevable de tenir compte de la situation lors d'un reclassement de la voirie et de dévier alors le CR345A par la rue «Enneschte Wee».

Question 3874 (14.06.2018) de **M. Laurent Zeimet** (CSV) concernant la **reprise des enseignants de religion**:

Suite à l'abolition de l'instruction religieuse à l'école fondamentale, un certain nombre d'enseignants ont été repris par l'État. Le Gouvernement s'était engagé à garantir la rémunération et la carrière des enseignants concernés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

1) Selon nos informations, un certain nombre d'agents concernés subissent une perte de revenu alors que l'État avait garanti la reprise à rémunération égale, Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer cette information? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons? Les ministres envisagent-ils remédier à cette incohérence?

2) Certains concernés ont constaté que la durée de service dans l'enseignement public n'est pas prise en compte entièrement par l'État.

Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer cette information? Dans l'affirmative, les ministres envisagent-ils y remédier?

3) Le Gouvernement s'était engagé à établir une simulation de carrière individuelle pour chaque enseignant concerné. Or, selon nos informations, une telle simulation n'a pas été réalisée. Est-ce qu'il est prévu de donner suite à cet engagement?

4) L'interprétation des missions et des tâches des auxiliaires éducatifs définies à l'article 22 de la loi du 2 août 2017 semble varier selon les différentes directions régionales. Ne serait-il pas opportun de garantir une interprétation et une application homogènes de ces dispositions?

5) De même il semble que certaines directions régionales ne respectent pas les décharges accordées à certains des concernés. Est-ce que les ministres peuvent confirmer cette information et dans l'affirmative est-ce que les directions furent invitées à respecter les décharges?

Réponse commune (23.07.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

ad 1) et 2) De nombreux enseignants et chargés de cours de religion ont en effet demandé de:

a) pouvoir bénéficier des articles 7 et 8 de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État;

b) se voir reconnaître l'intégralité du temps de service passé dans l'enseignement public sous l'autorité de l'Archevêché pour l'application du régime de pensions des fonctionnaires de l'État;

c) voir adapté leur indemnité à partir du 1^{er} septembre 2017 en fonction de la valeur du point indiciaire applicable en tenant compte de leur ancienneté reconnue par l'article 24, paragraphe 2 de la loi du 2 août 2017 portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion.

Pour justifier ces prétentions, les catéchètes ont invoqué l'application de l'article 24 de la loi du 2 août 2017 ainsi que l'application des conventions conclues entre l'État et l'Archevêché et dans ce contexte plus particulièrement celle du principe *pacta sunt servanda*.

Ces demandes ont toutefois été refusées:

1) Pour ce qui est de l'accord trouvé entre l'Archevêché et l'État, se matérialisant en l'article 18 de la convention du 26 janvier 2015 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et les communautés religieuses établies au Luxembourg, l'État s'est engagé:

a) à respecter le principe général du droit *pacta sunt servanda*; d'après les travaux parlementaires, ceci signifie que le Gouvernement s'est engagé à l'égard de ses partenaires culturels à respecter le régime des traitements et pensions des collaborateurs des cultes touchés par les conventions initialement en place. Les traitements des personnes qui occupent les postes définis par la convention du 31 octobre 1997 et approuvés par la loi du 10 juillet 1998 continueront à être calculés selon les règles fixées par ces textes.

b) à créer une offre de reprise qui:

i. garantit la rémunération et la carrière des enseignants et chargés de cours de religion au moment de la conclusion de la convention;

ii. crée des perspectives professionnelles grâce aux procédures de validation des acquis de l'expérience et grâce à une offre de formation continue;

iii. permet d'aboutir à un emploi dans le domaine de l'éducation nationale.

En application du principe *pacta sunt servanda*, la situation des enseignants et chargés de cours de religion ne doit pas être négativement affectée par l'offre de reprise. Cela implique que dans leur nouvelle fonction d'employé de l'État, ils ont la garantie de bénéficier d'une situation identique à celle qu'ils avaient auprès de l'Archevêché.

Conformément à ce principe, les enseignants et chargés de cours de religion concernés qui étaient liés à l'Archevêché par un contrat de travail de droit privé, se sont vu proposer un contrat de travail d'employé de l'État qui, du point de vue de la rémunération, garantit en principe le maintien de leur situation initiale.

2) Le mécanisme de reprise et les règles de calcul afférentes de la rémunération sont explicités à l'article 24 de la loi précitée du 2 août 2017, qui dispose en son paragraphe 3 que l'agent concerné «est repris au niveau de l'échelon barémique atteint dans sa carrière auprès de l'Archevêché conformément aux dispositions prévues à la loi modifiée du 10 juillet

1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire et au règlement grand-ducal pris en son exécution ou, à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur dans le grade E2.»

Les travaux parlementaires précisent, à titre d'explication, qu'«il était nécessaire de prévoir une mesure garantissant que l'agent repris conserve au moins son traitement perçu auprès de l'Archevêché avant sa reprise. Il est dès lors prévu qu'à défaut de correspondance du niveau de l'échelon barémique du grade E2, l'agent bénéficie de la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur.»

Cet article détermine de manière claire et non équivoque les règles selon lesquelles la rémunération des enseignants de religion et des chargés de cours de religion repris dans la réserve de suppléants et la réserve des auxiliaires éducatifs de l'enseignement fondamental est déterminée.

À défaut de disposition spéciale prévoyant, au bénéfice des personnes concernées, une véritable reconstitution de carrière *ab initio*, les articles 7, 8 et 9 de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ne sont pas applicables.

Si telle avait été l'intention du législateur, il aurait prévu une disposition spécifique pour les enseignants de religion et les chargés de cours de religion à l'article 9 de la loi précitée du 25 mars 2015.

À défaut, seuls les points a) à f) prévus à cet article peuvent être pris en compte pour l'application des délais prévus aux articles 7 et 8 de la loi précitée du 25 mars 2015.

Au vu des développements qui précèdent, l'État n'a pas pu réserver de suite favorable aux demandes précitées des enseignants et chargés de cours de religion.

Finalement, et dans la mesure où des recours en la matière sont pendants devant le tribunal administratif, nous tenons à souligner que le Gouvernement attendra la décision définitive des juridictions administratives avant de procéder à une éventuelle reconsidération des dossiers.

ad 3) La loi sur la reprise des enseignants de religion prévoit deux cas de figures qui découlent de leur engagement préalable auprès de l'Archevêché et de leur degré de qualification. D'un côté les enseignants de religion qui sont en possession d'un diplôme de fin d'études secondaires ou reconnu équivalent et de l'autre côté les enseignants ne remplissant pas cette condition.

Les premiers ont été repris dans la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental. La loi prévoit dans ce cas de figure un reclassement au grade E2. Ce reclassement peut engendrer un changement au niveau de la carrière en faveur de l'agent concerné. Des simulations de carrières ont été établies par l'Administration du personnel de l'État et transmises aux concernés par courrier du MENJE en date du 27 juin 2017.

Les chargés de cours qui ne possèdent pas de diplôme de fin d'études secondaires ont été repris dans la réserve des auxiliaires éducatifs. La loi ne prévoit ni de reclassement, ni de développement de carrière pour ces agents. Voilà pourquoi le MENJE a renoncé à établir une simulation de carrière pour ces agents.

ad 4) La tâche et les missions des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs sont clairement définies dans l'article 22 de la loi du 2 août 2017 portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion.

La tâche des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs peut comprendre les missions suivantes:

1) l'accueil et la surveillance des enfants ou des jeunes avant, après et entre les cours;

2) la surveillance temporaire d'un groupe d'enfants ou d'une classe d'élèves en cas d'absence du titulaire ou de son remplaçant;

3) l'accompagnement des enfants ou des jeunes pendant des sorties, des déplacements occasionnels ou réguliers;

4) l'aide et l'assistance axées sur les besoins cognitifs, physiques, sociaux et émotionnels des enfants ou des jeunes à besoins éducatifs spécifiques;

5) l'aide et l'assistance d'enfants ou de jeunes souffrant temporairement d'un trouble de santé invalidant.

Il va de soi que, selon la situation locale, l'exercice d'une ou de plusieurs des missions énumérées ci-dessus s'avère plus prononcée, afin de répondre au mieux aux besoins spécifiques de la population scolaire d'une école. Dans cette optique, les équipes pédagogiques d'une école procèdent régulièrement à l'évaluation et, le cas échéant, à l'adaptation des mesures de différenciation mises en place au profit des élèves pour optimiser l'intervention des ressources disponibles.

Le volume de la tâche hebdomadaire des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs intervenant dans l'enseignement fondamental en période scolaire comprend:

- 1) 28 heures de présence auprès d'enfants;
- 2) quatre heures de surveillance d'enfants;
- 3) deux heures de concertation et de consultation avec des parents d'élèves, fixées en fonction des besoins du service par le supérieur hiérarchique.

Au cas où un membre de la réserve des auxiliaires éducatifs bénéficie d'une tâche partielle, les heures de présence auprès des élèves, les heures de surveillance d'enfants et les heures de concertation et de consultation avec des parents d'élèves sont adaptées au prorata de la tâche exercée.

Tel que précisé dans les dispositions législatives, il incombe au directeur de chaque direction de région d'informer les membres de la réserve des auxiliaires éducatifs des modalités d'organisation des heures de concertation et de consultation avec des parents d'élèves à dispenser.

La tâche des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs détachés dans un établissement d'enseignement secondaire ou d'enseignement secondaire technique ou dans une administration ou un service dépendant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse correspond à celle des agents exerçant des tâches correspondantes auprès des établissements ou services précités.

ad 5) Au cours de l'année scolaire 2017-2018, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a dû intervenir rarement pour régler un différend entre un membre de la réserve des auxiliaires éducatifs et une direction régionale au sujet des décharges hebdomadaires et des jours de congé de récréation supplémentaires pour raison d'âge.

Suite à une entrevue avec une délégation des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs en date du 27 mars 2018, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a décidé de transmettre les dispositions législatives en vigueur par le biais d'un courrier adressé aux directions de région et aux membres de la réserve des auxiliaires éducatifs.

Ces informations concernaient les décharges pour raison d'âge et des jours de congé de récréation supplémentaires des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs ainsi que les modalités à respecter au cas où un agent souhaiterait prêter les décharges hebdomadaires ou les jours de congé de récréation supplémentaires pour raison d'âge en tant qu'heures supplémentaires.

Question 3876 (18.06.2018) de Mme Tess Burton (LSAP) concernant la réfection des routes endommagées lors des intempéries:

Dans sa réponse à la question parlementaire n°3854 du 7 juin 2018 concernant les dégâts des routes donnant accès à Berdorf, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a fait savoir qu'au vu de l'envergure des dégâts, la réalisation des études et ensuite des travaux n'est pas réaliste à court voire à moyen terme. Selon l'annexe jointe à cette réponse, la durée estimée de ces travaux pour une partie des routes concernées est d'une année entière.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si, dans le cadre d'un plan d'urgence, des mesures spécifiques sont prévues pour raccourcir le plus possible les délais indiqués à l'annexe précitée? Les travaux pourront-ils se poursuivre pendant le congé collectif?

- Madame la Secrétaire d'État peut-elle me dire, si des mesures similaires sont prévues afin de réaménager les sentiers du Mullerthal Trail dans les meilleurs délais?

Réponse commune (26.07.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de Mme Francine Cloeser, Secrétaire d'État à l'Économie:

Toutes les mesures possibles, tant d'un point de vue administratif que législatif, ont été prises pour raccourcir les délais estimés des travaux de réparation des routes endommagées. Au vu de l'envergure des sinistres, l'élimination des dégâts routiers de moindre envergure a déjà été réalisée ou le sera avant le début du congé collectif d'été. En ce qui concerne les trois endroits où l'infrastructure routière a été complètement détruite, les études géologiques, de levé topographique et de génie civil ont déjà été entamées et dès que des concepts de stabilisation seront établis, les travaux de reconstruction des routes commenceront et ceci en appliquant les procédures d'urgence prévues par la loi relative aux marchés publics.

Au lendemain des intempéries du 1^{er} juin 2018, quelque 45 sentiers, représentant 30% de l'offre touristique de la région, étaient temporairement impraticables. Or, ce nombre a rapidement pu être revu à la baisse.

En effet, sous la coordination de l'Office régional du tourisme (ORT) du Mullerthal - Petite Suisse luxembourgeoise, et grâce à l'intervention concertée des équipes de balisage régulières engagées par le Ministère de l'Économie, des centres de triage régionaux de l'Administration de la nature et des forêts, des équipes du CIC, ainsi que des équipes supplémentaires mises à disposition par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire et sociale, la majorité des sentiers ont pu être réouverts dans les deux à trois semaines qui ont suivi les intempéries d'une exceptionnelle violence.

À ce jour, uniquement une dizaine de sentiers qui nécessitent de plus importants travaux de remise en état restent encore fermés. Néanmoins, cette situation n'entrave en rien le bon déroulement de la saison touristique, car des alternatives bien indiquées sur le terrain permettent aux randonneurs de découvrir la région dans des conditions qui garantissent leur sécurité.

Il reste à signaler que la prise en charge des frais de matériel par le Haut-Commissariat à la protection nationale a grandement accéléré l'avancement des travaux en question.

Ainsi, le remplacement des infrastructures endommagées avance rapidement et, à l'exception de deux sentiers particulièrement ravagés, le restant des sentiers devrait être ouvert au public dans les meilleurs délais.

Question 3878 (18.06.2018) de Mme Martine Mergen (CSV) concernant les réfugiés mineurs non accompagnés:

Selon nos informations, il s'avèrerait qu'un certain nombre de réfugiés mineurs non accompagnés ayant demandé la protection internationale au Luxembourg soient placés dans le Centre socio-éducatif de l'État, respectivement dans l'Unité de sécurité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Les ministres peuvent-ils nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, de combien de mineurs non accompagnés s'agit-il?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles ces mineurs y ont été placés?

Réponse commune (26.07.2018) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

À la date d'aujourd'hui un seul mineur de sexe masculin, né en août 2000, se trouve placé par un juge de la jeunesse à l'Unité de sécurité (UNISEC) du Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) à Dreibern depuis une ordonnance du 11 mai 2018, prenant effet au 14 mai 2018.

Avant ce transfert à l'UNISEC, il avait été placé à la section disciplinaire du Centre pénitentiaire de l'État suite à un nombre d'infractions commises sur le territoire luxembourgeois.

Ce dernier a fait une demande de protection internationale laquelle lui a été refusée. Il a lancé un recours contre ce refus auprès du tribunal administratif. En date du 21 avril 2018 l'avocat du mineur a demandé la radiation de l'affaire dans la mesure où le mineur a souhaité effectuer un retour volontaire dans son pays d'origine.

À l'heure actuelle, le mineur a fait savoir qu'il souhaiterait quand même rester au Grand-Duché. Il semble néanmoins qu'aucune démarche en ce sens ne fût entreprise par lui.

Selon la direction du Centre socio-éducatif de l'État (CSEE), aucun réfugié mineur non accompagné ayant demandé la protection internationale au Luxembourg n'est placé au CSEE.

Question 3881 (19.06.2018) de MM. Laurent Mosar et Léon Gloden (CSV) concernant l'extension du système des avertissements taxés:

Le système des avertissements taxés, en ce que la sanction est immédiate, semble être un instrument efficace dans la lutte contre les infractions moins graves.

C'est ainsi, et eu égard à ce qui est notamment prévu à l'article 48 du règlement de police de la Ville de Luxembourg:

«Dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la voie publique, de la salubrité et de la tranquillité publiques, il est interdit à toute personne de s'exposer sur la voie publique en vue de la prostitution.

Par dérogation à ce qui précède, cette interdiction ne s'applique pas entre 20.00 heures et 03.00 heures dans les rues limitativement énumérées ci-après, à condition que ni la sécurité et la commodité du passage ni la salubrité et la tranquillité publiques ne s'en trouvent affectées:

- rue d'Alsace, tronçon compris entre la place de la Gare et la rue Wenceslas 1^{er},
- rue Wenceslas 1^{er}»

que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres considèrent-ils que le système des avertissements taxés puisse être appliqué aux personnes contrevenant aux dispositions communales précitées?

- Messieurs les Ministres entendent-ils saisir la Chambre des Députés d'un projet de loi permettant de conférer une base légale à un tel système? Dans l'affirmative, endéans quel délai?

Réponse commune (23.07.2018) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

- Dans le régime actuel, les communes peuvent déjà prévoir des sanctions pénales à leurs règlements de police. A titre d'exemple, l'article 53 du règlement de police de la Ville de Luxembourg précise que «sans préjudice des peines plus fortes prévues par la loi, les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies d'une peine de police. [...]».

De nos jours, le système des avertissements taxés, introduit pour la première fois en droit luxembourgeois par la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur les voies publiques, est encore prévu pour sanctionner le non-respect des règles en matière de lutte antitabac, de transports publics, de déchets, de pêche, de navigation intérieure et de chien d'assistance.

L'article 99, alinéa 2, de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 prévoit notamment que «les agents municipaux concourent, sous l'autorité du bourgmestre, en accord avec le commandant du commissariat de police, à la constatation des infractions en matière de stationnement, d'arrêt et de parage en décernant des avertissements taxés conformément aux alinéas 1^{er}, 3 et 4 de l'article 15 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques».

Force est de constater qu'il n'est actuellement pas possible d'appliquer le système des avertissements taxés en matière de ramassage, alors que cette procédure n'est pas explicitement prévue par la loi.

- Il n'est pas prévu de généraliser la procédure des avertissements taxés dans le cadre du non-respect des dispositions communales.

Il y a lieu de renvoyer au projet de loi n°7126 relative aux sanctions administratives communales. L'article 20 dudit projet de loi énumère notamment les faits où des sanctions administratives peuvent être créées par les communes, tel que le fait «d'occuper la voie publique afin d'y exercer une profession, une activité industrielle, commerciale, artisanale ou artistique sans y être autorisé par le bourgmestre». La création de sanctions administratives par les communes n'atteint pas leur compétence de prévoir des peines de police. Or, il ne doit pas y avoir de cumul de sanctions administratives et

pénales pour les mêmes faits afin de respecter le principe non bis in idem et pour éviter le risque d'interférences avec des faits pénalement réprimés.

Tandis que l'avertissement taxé est une sanction de nature pénale¹, la sanction administrative communale, en projet, revêt la forme d'une amende administrative qui s'élève au minimum à 25 euros et au maximum à 250 euros.

Le Gouvernement a clairement opté pour un système de sanctions administratives, au lieu d'un système généralisé des avertissements taxés, et seule sa mise en œuvre pratique permettra d'évaluer son efficacité.

Question 3884 (20.06.2018) de M. Gérard Anzia et Mme Josée Lorsché (déli gréng) concernant les zones d'activités économiques à caractère national:

Les zones d'activités économiques (ZAE) à caractère national sont de façon générale destinées à l'implantation d'entreprises de production industrielle, contribuant à renforcer et diversifier la structure économique du Grand-Duché.

À cette fin, les ZAE à caractère national sont en principe mises à disposition des entreprises concernées sous la forme de droit de superficie contre paiement d'une participation aux frais des infrastructures d'approvisionnement et d'évacuation et autres, rendant possible la production.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Existe-t-il une base légale permettant à l'État de vendre à une entreprise la parcelle de terrain sur laquelle elle envisage de s'implanter?

2) Quelles sont les cas échéant les conditions qui déterminent si un terrain est mis à disposition de l'entreprise sous la forme de droit de superficie, respectivement si le terrain est vendu à l'entreprise? Dans ce dernier cas, quelle est l'instance qui est responsable de la fixation du prix de vente et suivant quels principes est-il défini?

3) Existe-t-il des entreprises qui sont déjà en possession de terrains appartenant à des ZAE à caractère national? Dans l'affirmative, de quelles entreprises s'agit-il et pour quelle raison cette ou ces ventes ont-elles eu lieu?

Réponse (27.07.2018) de M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

La loi du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et l'équilibre régional de l'économie prévoit à l'article 13 (2) que «l'État, représenté par les ministres compétents, et les communes, sous l'approbation de l'autorité supérieure, sont autorisés à échanger, à vendre ou à louer de gré à gré ces terrains à des entreprises dont les projets d'activité industrielle ou de prestation de services sont reconnus comme étant particulièrement aptes à contribuer au développement et à l'amélioration structurelle de l'économie (...)».

Alors que la mise à disposition de terrains moyennant droit de superficie est pratique courante, dans des cas isolés, et suite à des négociations avec les entreprises industrielles, les ministres compétents, à savoir les ministres ayant dans leurs attributions l'Économie et les Finances, ont consenti à la vente de terrains.

Les entreprises Fanuc (Echternach), Procap (Wiltz), Worldrubber SA, Sisa (Foetz) et Fage (Bettembourg) sont propriétaires du terrain abritant leurs bâtiments et équipements industriels.

Question 3885 (20.06.2018) de MM. Franz Fayot et Yves Cruchten (LSAP) concernant les fonds d'investissements spécialisés:

Dans un article paru dans l'hebdomadaire «d'Lëtzebuurger Land» du 20 avril 2018 («Olos, Pharos & Cluster») est thématisée une pétition refusée par la Chambre des Députés, qui interrogeait le bien-fondé et la justification du point de vue de l'équité fiscale d'un modèle de structuration de la propriété immobilière au Luxembourg.

Il s'agit des «fonds d'investissement spécialisés» constitués sous la loi du 13 février 2007 investis

¹ Jean-Luc PUTZ, Le permis de conduire, Promoculture-Larcier, 2014, p. 536

dans la propriété immobilière luxembourgeoise. Ces fonds sont réservés à des investisseurs avertis et permettent, à condition de rester en dessous d'un seuil de 10% du capital total du fonds, d'exonérer totalement de toute imposition les plus-values distribuées. L'accroissement de valeur peut se composer de plus-values, mais aussi de loyers encaissés et de bénéfices de spéculation réalisés sur des objets immobiliers détenus par le FIS depuis moins de deux ans.

Ce traitement fiscal favorable est confirmé en ce qui concerne les actifs immobiliers des FIS par la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n°100/1 du 13 juillet 2007.

Le Luxembourg a ainsi créé un régime défiscalisé permettant à des «investisseurs avertis» (investissant au moins 125.000 euros) de défiscaliser les plus-values réalisées sur les actions de capitalisation des FIS détenant des actifs immobiliers, y compris des actifs immobiliers luxembourgeois.

D'après les informations relevées par l'article de presse, il ne s'agit pas d'un phénomène marginal, alors que les fonds de trois grands promoteurs immobiliers luxembourgeois totaliseraient à eux seuls une valorisation de 1.167.820.075 euros (au 31 décembre 2016, étant observé que les comptes les plus récents du plus important de ces fonds, Olos, datent du 31 décembre 2014).

Il nous revient par ailleurs que de nombreux autres propriétaires fonciers et investisseurs luxembourgeois et étrangers auraient d'ores et déjà recouru à la structure des FIS pour défiscaliser leur portefeuille immobilier.

Dès lors, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement:

1) Combien de structures FIS existent à l'heure actuelle, ou sont en phase d'instruction, ayant pour objet l'investissement dans l'immobilier luxembourgeois? Quel est le déchet fiscal estimé de ces structures de défiscalisation?

2) Est-ce que le Gouvernement estime que cet instrument de défiscalisation est conforme au principe d'égalité devant l'impôt, alors que seul des investisseurs fortunés («investisseurs avertis») peuvent en profiter, à l'exclusion des propriétaires n'ayant pas accès à de telles structures?

3) Messieurs les Ministres ne craignent-ils pas que l'instrument des FIS contribue à augmenter encore la pression sur les prix des terrains, alors que les FIS sont en situation nettement avantagée, étant donné que leur bénéfice en cas d'urbanisation des terrains ne sera pas amputé d'impôts ni dans le chef du FIS ni dans le cas d'investisseurs imposables au Grand-Duché? N'estiment-ils pas qu'il s'agit là d'un incitatif supplémentaire à la spéculation et à la rente immobilière, particulièrement néfaste dans la situation déjà désastreuse du marché immobilier luxembourgeois?

Réponse commune (30.07.2018) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

Le fonds d'investissement spécialisé (FIS) a été créé par la loi du 13 février 2007 dans le contexte de la diversification de la place financière. Le FIS est un organisme de placement collectif agréé et supervisé par la CSSF lequel peut investir dans toutes sortes d'actifs, sans restriction au niveau géographique. Ainsi, il se prête autant bien comme fonds investissant en valeurs mobilières, en capital à risque ainsi qu'en immobilier. Vu sa flexibilité et sa souplesse, le FIS est une structure ouverte aussi bien aux résidents qu'aux non-résidents, et contribue ainsi à l'attractivité de la place financière luxembourgeoise comme plateforme internationale.

Alors que les honorables Députés qualifient le FIS comme «instrument de défiscalisation», il convient de préciser qu'à l'instar des autres organismes de placement collectifs, il est soumis à une taxe d'abonnement annuelle basée sur la totalité des avoirs nets évalués au dernier jour de chaque trimestre. Lorsqu'un FIS distribue des dividendes à une personne physique résidente ou lorsque cette dernière vend ses parts du FIS endéans un délai de détention de six mois, ces revenus sont pleinement imposables selon le barème d'imposition luxembourgeois, dont le taux maximal est fixé à 42%.

Lorsque les parts dans un FIS sont cédées après un délai de détention de six mois, la plus-value de cession est également soumise à l'impôt sur le revenu si la participation représente plus que 10% du capital de la société. S'il s'agit d'un contribuable non résident, les revenus sont imposables selon les règles fiscales de son pays de résidence.

Si les FIS sont réservés à des investisseurs «avertis», il faut toutefois souligner que sont considérés comme tels non seulement les investis-

seurs institutionnels et les investisseurs professionnels, mais également tout autre investisseur qui déclare par écrit qu'il adhère au statut d'investisseur qualifié et qui soit investit le montant minimum prévu par la loi soit bénéficie d'une attestation émise par un établissement de crédit ou d'une société de gestion. Partant, l'affirmation des honorables Députés selon laquelle «seul des investisseurs fortunés (...) peuvent en profiter» ne peut guère être partagée.

En ce qui concerne la question des honorables Députés sur le nombre de FIS investissant dans l'immobilier au Luxembourg, il n'existe aucune statistique y relative. Si la liste des FIS enregistrés auprès de la CSSF est librement accessible sur son site Internet, celle-ci ne permet pas d'isoler ceux qui investiraient exclusivement ou partiellement dans l'immobilier au Luxembourg. Ainsi, il n'est pas possible d'établir un éventuel déchet fiscal, ni d'évaluer un hypothétique impact sur le marché immobilier.

Question 3887 (21.06.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant le **Programme Recherche Nursing**:

De Lëtzebuurger Gesondheetssystem benotzt deen a Kanada entwéckelte PRN-System (Programme Recherche Nursing), fir déi organisatoresch a personaltechnesch Gestiou vum de Klinikke sécherstellen. Et schéngt awer esou ze sinn, datt d'Fleegepersonal an de Klinikke mat dëser Organisationsstruktur net zefridden ass, haaptsächlech wéinst dem héijen Opwand, deen déi vum PRN virgeschriwwen Dokumentatioun vum de Fleegearbechte mat sech bréngt. An engem den 1. Februar 2013 am „Lëtzebuurger Land“ verëffentlechten Artikel gëtt ee Betreffenen aus dem Fleegegesceur folgendermoossen zitëiert:

„Ich muss aber nicht nur dokumentieren, was genau ich gemacht habe (...) sondern auch, warum. Hebe ich einen Patienten aus einem Rollstuhl in sein Bett und klappe dabei die Armlenken am Rollstuhl beiseite, damit alles einfacher geht, muss ich aufschreiben, weshalb das nötig war.“

Des Weidere soll et esou sinn, datt all Joer fir zwou Wochen Experte vum der kanadescher Firma EROS op Lëtzebuerg kommen, fir ze kontrolléieren, ob de PRN-System och richtig ugewannt gëtt. Déi Betreffenen aus Terrain kloer schonns zanter Laangem, datt d'Qualitéit vum der Fleege durch déi rationaliséiert Kontrollmechanisme vum PRN-System ofhëlt.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Gesondheitsminister an dem Här Minister vum der sozialer Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass et aktuell nach ëmmer esou, datt kanadesch Experte vum der Firma EROS fir zwou Wochen op Lëtzebuerg kommen, fir d'Uwendung vum PRN-System ze kontrolléieren an, wa jo, wat sinn d'Käschte vum där Expertise?

2. Gëtt aktuell nach ëmmer d'Versioun 6.0 vum PRN-System benotzt? Wa jo, wat sinn déi integral Käschte vum deem aktuelle System? Wann neen, wat fir eng Versioun gëtt aktuell genotzt a wat sinn déi integral Käschte vum där Versioun?

3. Wéi ass de bürokrateschen Opwand, deen de PRN mat sech bréngt, an den Ae vum de Ministeren ze veräntwerten?

4. Sinn déi zoustänneg Ministeren net der Meenung, datt een de Notze vum PRN-System iwwerdenke misst an/oder eng nei Method aféiere misst, fir esou eng méi praxisorientéiert Gestiou vum de Fleegearichtung sécherstellen?

Réponse commune (25.07.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

ad 1. D'Sociétéit EROS validéiert de PRN. D'Käschte vum dëser Expertise belafte sech op 56.100 €, dovunner sinn 42.900 € Honorarien.

ad 2. D'Versioun 6.0 vum PRN gëtt zurzäit applizéiert. De Gesamtkäschtepunkt vum PRN chifféiert sech op 1.675.700 €, déi wéi follegt verdeelt sinn:

- Lizenzkäschten: 19.600 €
- Validatioun vum Audit: 56.100 €
- Salairé vum den Infirmiëren, déi auditéieren (ETP=16,25): 1.600.000 €

ad 3. Den Audit PRN berout op de schréfflechen Notizen, déi an de Fleegegedossiere vum de stationäre Klinikunitéiten agedroen ginn. Dës Aschreiwunge si virun allem onerlässlech, fir d'Qualitéit an d'Sécherheet vum der Fleege ze garantéieren a fir bei all Patient kënnen nozeverfolgen, wat fir eng Fleege hie kritt huet.

Et ass am Interêt vum Patient, dass dës Informatiounen, dat heescht den Diagnostic infirmier, de Fleegeplang, déi ausgeféiert Fleegehandlungen (och déi, déi vum Patient ugefrot goufen) an déi Fleege, déi net duerchgefouert gouf, an dem Patientendossier schréfflech age-droen ginn.

All dës Informatiounen, déi och fir d'Koordinatioun vum de Soignanté wicteg sinn, ginn, op eng verständlech Manéier, vum a fir d'Fleegepersonal festgehalen an no international ugewannt „bonnes pratiques“ organiséiert. D'Fassong, wéi dës Informatiounen sollen notéiert ginn, gëtt zu Lëtzebuerg während der Ausbildung zum Infirmier/ère geléiert.

Erëischt duerno ginn dës Informatiounen vum de PRN-Auditeure konsultéiert, d'Auditeure sinn net direkt an d'Fleege agebonnen.

Op dës Manéier huet déi administrativ Aarbecht vum PRN, déi vum de PRN-Auditeure duerchgefouert gëtt, nëmme ganz bedéngt en Afloss op d'Fleegegenotzen.

ad 4. D'Dokumentatioun vum den Diagnosen, vum den Interventiounspläng an de Fleegehandlungen muss den unerkannten „règles de bonnes pratiques“ entsprechen. Dëst ass néideg, fir d'Koordinatioun an d'Qualitéit vum de Fleegehandlungen, mat oder ouni PRN, ze garantéieren.

De Gesondheitsministère an de Sozialministère betruachten et als ganz wicteg, dass d'Fleegeunitéiten iwwert dat néidegt Personal fir d'Fleege verfügen, souwuel wat d'Unzuel wéi och d'Ausbildung an d'Kompetenze betrëfft. De PRN erfëllt dat quantitatiivt Zil.

Et gëtt am Moment an eise Spideeler keng aner validéiert Method, fir d'Besoinen u Fleegepersonal ze bestëmmen.

D'Asetze vum enger strukturéierter a standardiséierter Dokumentatioun vum de medezineschen Akten - eng Prioritéit vum Gesondheitsministère a vum Ministère fir sozial Sécherheet - ass am Gesetz vum 8. März 2018 betreffend d'Spideeler an d'Spidolsplanung festgehalen.

An Zukunft kéinten d'Informatiounen aus dëser Dokumentatioun eng wäertvoll zousätzlech Quell fir d'Allocatioun vum Fleegepersonal an de Klinikken (Unzuel a Qualifikatioun) duerstellen.

De PRN ofschafen, ouni eng aner gläichwärtig Method, fir de Bedarf u Personal an de stationäre Fleegeunitéiten an an de Klinikken ze bestëmmen, kéint als Konsequenz hunn, dass d'Spideeler keng valabel Method hätten, fir de Bedarf u Personal vis-à-vis vum der Krankeversécherung ze rechtfertegen, a kéint zu Inegalitéiten an der Allocatioun vum Personal féieren.

Question 3889 (21.06.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lambert** (*DP*) concernant l'**installation d'un système de climatisation dans des maisons passives**:

Depuis le 1^{er} janvier 2017 tous les nouveaux bâtiments d'habitation doivent être à consommation d'énergie quasi nulle. Cette exigence n'empêche pas en soi l'installation d'un dispositif de climatisation pour assurer un confort thermique en été, mais complique pourtant le respect de la valeur directrice sur la consommation d'énergie du passeport énergétique.

Or, les maisons dites passives ont tendance à s'échauffer considérablement en été, malgré toute isolation et limitation des apports solaires à travers les fenêtres. De plus, les exigences du passeport énergétique n'empêchent pas l'installation ex post d'un dispositif de climatisation.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun d'introduire une dérogation pour les systèmes de climatisation dans l'établissement du passeport énergétique pour les nouveaux bâtiments?

- Dans la négative, quelles autres modifications de la législation actuelle Monsieur le Ministre envisage-t-il afin de garantir le confort thermique en été dans les maisons passives?

Réponse (27.07.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*:

Le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation (ci-après le «Règlement») exige qu'à partir du 1^{er} janvier 2017 tous les nouveaux bâtiments d'habitation doivent être à consommation d'énergie quasi nulle. En 2016, le Règlement a été complété par des dispositions visant le renforcement des exigences minimales à respecter par tout bâtiment d'habitation neuf en ce qui concerne la

protection thermique d'été. Les dispositions concernées imposent des mesures concrètes en matière de protection solaire pour éviter toute surchauffe du bâtiment, principalement pendant les mois d'été. Le respect de cette exigence est à confirmer et à documenter vis-à-vis de l'autorité compétente en matière d'autorisations de bâtir. Le but des modifications apportées au Règlement est donc clairement, d'éviter toute nécessité pour l'installation de systèmes de climatisation dans les bâtiments d'habitation neufs, tout en permettant un confort thermique adapté. C'est ainsi que le calcul de la performance énergétique des bâtiments d'habitation ne considère pas des besoins en énergie pour climatisation.

Reste à préciser que la réglementation sur les aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement exclut comme règle générale toute aide aux logements équipés de systèmes de climatisation active. Sont toutefois permis l'équipement de bâtiments d'habitation avec des pompes à chaleur réversibles (en combinaison avec l'installation d'un dispositif évitant la formation de rosée sur les surfaces du système de climatisation) respectivement des systèmes de refroidissement par source naturelle, par exemple par l'intermédiaire d'un échangeur de chaleur géothermique ou de sondes géothermiques sans fonctionnement d'un compresseur.

Au vu de ce qui précède, il n'y a pas de nécessité de procéder à des modifications du cadre réglementaire actuellement en vigueur.

Question 3890 (21.06.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** (*CSV*) concernant l'**utilisation de la gare ferroviaire dans le sous-sol de l'Aéroport de Luxembourg**:

En abandon depuis des années, Monsieur le Ministre avait présenté ses plans pour une utilisation rationnelle de cette gare souterraine en juin 2016. Une étude serait, d'après les dires de Monsieur le Ministre, arrivée à la conclusion que l'implantation d'un centre de données (data center) et de commerces serait propice pour le développement futur du Findel. Jusqu'en 2021, le site autour du Findel serait par ailleurs réaménagé avec la construction de parkings supplémentaires et d'un hôtel.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous préciser si les travaux en relation avec l'implantation du centre de données et des commerces dans la gare souterraine du Findel vont bon train?

- Quid des autres projets annoncés et dont la réalisation devrait être achevée en 2021?

Réponse (23.07.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'option de l'implantation d'un data center dans les locaux prévus initialement pour la gare souterraine de l'Aéroport de Luxembourg est toujours d'actualité. lux-Airport continue de mener des pourparlers avec des clients potentiels. L'installation de commerces sur la partie intermédiaire entre la gare souterraine et l'accès aux parkings fait partie de la première phase du projet Airport City.

Le projet Airport City entre dans sa première phase avec la planification concrète des immeubles prioritaires destinés à servir de bureaux et de parkings. La mise en œuvre de cette première phase sera réalisée au cours de l'année prochaine. La réalisation de l'ensemble du projet Airport City va se faire en plusieurs phases sur une période prolongée.

Question 3892 (22.06.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Jean-Marie Halsdorf** (*CSV*) concernant les **jeux de hasard**:

Déjà en avril 2016, notre groupe avait thématiquement l'installation de jeux de hasard dans les débits de boissons en contravention avec la législation applicable. Dans sa réponse à la question parlementaire n°2045, Monsieur le Ministre avait d'ailleurs répondu avoir continué un cer-

tain nombre d'informations aux parquets de Luxembourg et de Diekirch.

Depuis lors, le phénomène semble s'accroître, de sorte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Combien d'enquêtes/instructions sont actuellement en cours en raison de l'exploitation illégale de jeux de hasard? Combien de débits de boissons sont concernés?

- Combien d'affaires ont jusqu'à présent abouti à des condamnations pénales?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il faille durcir la législation et les sanctions applicables en la matière?

Réponse (23.07.2018) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

En ce qui concerne les deux premières questions, je tiens à attirer l'attention des honorables Députés sur le fait que le Ministre de la Justice ne dispose pas d'informations relatives à des enquêtes judiciaires en cours. En tout état de cause, des jugements toisant des affaires quant au fond n'ont pas été prononcés.

Si des enquêtes judiciaires étaient en cours, le parquet ne manquerait pas de communiquer au moment jugé opportun.

Quant à la troisième question, je me permets de rappeler des éléments fournis par ma réponse à la question parlementaire n°2045 du 20 avril 2016: «Le libellé de l'article 3 de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives est clair et sans équivoque: dès qu'un appareil installé notamment dans un débit de boissons offre, moyennant enjeu, des gains autres que le droit de continuer à jouer, il est interdit par cette loi et les dispositions pénales y afférentes sont applicables.»

Si à l'issue d'éventuelles enquêtes judiciaires, il en ressortait que la législation applicable serait inadaptée par rapport à la situation concrète qu'elle est supposée régir, cette législation ferait évidemment l'objet d'un réexamen.

Question 3893 (25.06.2018) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant **l'imposition des associations sans but lucratif et des associations agricoles**:

Diverses associations se sont vu adresser pour la première fois au courant de l'année 2017 une demande de remise de déclaration pour l'impôt sur le revenu, l'impôt commercial et l'impôt sur la fortune des collectivités résidentes.

Même si, aux termes de la loi, certaines de ces associations pourraient se prévaloir d'exemptions légales, d'autres n'échapperont pas à l'imposition (même si leurs revenus et/ou fortune sont faibles voire inexistantes).

Il va de soi que pour certaines d'entre elles, même une imposition minimale sera lourde de conséquences en termes de trésorerie.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer ce nouvel acharnement de l'Administration des contributions directes vis-à-vis de ces associations?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faille revoir la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), de même que celle du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune afin d'éviter qu'un préjudice grave et définitif soit causé aux dites associations? En attendant cette loi, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le directeur des contributions directes doive, par voie de circulaire ou via une note de service, d'ores et déjà œuvrer en ce sens?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la formule inscrite par exemple à l'article 161, paragraphe 1^{er}, 1. de la L.I.R. que «par décision du Gouvernement en conseil, prise sur avis du Ministre des Finances, certaines activités des associations sans but lucratif ne sont pas considérées comme activités à caractère industriel et commercial lorsque l'objet ou les objets en vue desquels l'asbl est formée présente(nt) un intérêt public particulièrement accusé et lorsque l'asbl ne cherche pas à procurer à ses membres un gain matériel» accorde un pouvoir quasi arbitraire au Gouvernement et qu'il faille davantage libérer les associations sans but lucratif de

ces contraintes fiscales? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse (23.07.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'honorable Députée fait état d'un «nouvel acharnement» de la part de l'Administration des contributions directes vis-à-vis de diverses associations sans but lucratif et associations agricoles sans pour autant donner plus de précisions quant à l'objet social ou l'activité réellement déployée par les associations en question. Par ailleurs, contrairement à ce que la députée insinue dans sa première question, l'imposition des associations agricoles et des associations sans but lucratif n'a pas changé les dernières années.

En matière des impôts directs, une association sans but lucratif («asbl») constituée selon la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, est considérée comme un contribuable assujéti à l'impôt sur le revenu des collectivités, de l'impôt commercial et de l'impôt sur la fortune. Ainsi, notamment l'article 159 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu («L.I.R.») énumère explicitement les asbl.

Nonobstant des règles générales d'assujettissement prévues au susdit article, l'alinéa 1, numéros 1. et 8. de l'article 161 L.I.R. prévoit pour les asbl et les associations agricoles une exemption de l'IRC si différentes conditions sont remplies.

Il faut qu'une asbl, suivant ses statuts ou son pacte social et son activité, poursuive directement et uniquement des buts culturels, charitables ou d'intérêt général. Dans cette hypothèse, elle bénéficie, en principe, de l'exemption personnelle d'impôt prévue par l'article 161 L.I.R.

Par contre, cette exonération n'est que partielle si l'asbl exerce une activité à caractère industriel ou commercial ou cherche à procurer à ses membres un gain matériel. Dans ce cas, cette partie des revenus reste passible des impôts directs.

Les conditions d'exonération sont définies et délimitées par l'ordonnance dite «Gemeinnützigkeitsverordnung» du 16 décembre 1941.

Tout comme les asbl, les associations agricoles profitent également d'une exemption personnelle de l'IRC si leurs activités concernent:

a) l'utilisation en commun de machines ou installations agricoles ou forestières;

b) la transformation ou la vente de produits agricoles ou forestiers provenant des exploitations agricoles ou forestières de leurs membres, à condition que la transformation ou la vente reste dans le domaine de l'agriculture ou de la sylviculture.

Les dispositions mentionnées ci-dessus sont également valables pour l'impôt commercial (IC).

En ce qui concerne l'impôt sur la fortune, les asbl et les associations agricoles sont, en principe, assujétiées à l'impôt sur la fortune. Toutefois, le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, numéros 6 et 8 de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (VStG) dispose que: «(1) Von der Vermögenssteuer sind befreit:

6. Körperschaften, Personenvereinigungen und Vermögensmassen, die nach der Satzung, Stiftung oder sonstigen Verfassung und nach ihrer tatsächlichen Geschäftsführung ausschliesslich und unmittelbar kirchlichen, gemeinnützigen oder mildtätigen Zwecken dienen. (...);

8. les associations agricoles pour autant que leur activité concerne:

a) l'utilisation en commun de machines ou installations agricoles ou forestières;

b) la transformation ou la vente de produits agricoles ou forestiers provenant des exploitations agricoles ou forestières de leurs membres, à condition que la transformation ou la vente reste dans le domaine de l'agriculture ou de la sylviculture. Ces associations ne perdent pas l'exemption par le fait de la poursuite occasionnelle d'activités non visées à la phrase précédente pour autant que les recettes d'exploitation provenant de telles activités n'atteignent pas 10 pour cent du total des recettes d'exploitation autres que les revenus des participations visées ci-après. (...))»

En conclusion, la L.I.R. et la VStG prévoient des dispositions spécifiques d'exemption si différentes conditions sont remplies.

Comme les règles d'application n'ont pas changé dans le passé, il devrait y avoir d'autres raisons pour lesquelles diverses associations se sont vu adresser, selon les sources de l'honorable Députée, pour la première fois au courant de l'année 2017 une demande de remise de déclaration pour l'IRC, l'IC et l'IF.

Étant donné que le cadre juridique actuel prévoit déjà aujourd'hui des exonérations spéci-

fiques pour les asbl et les associations agricoles, un changement législatif n'est pas opportun.

Question 3894 (25.06.2018) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant **la fin du programme d'assistance financière à la Grèce**:

Lors d'une réunion de l'Eurogroupe à Luxembourg le 21 juin 2018, les Ministres des Finances de la zone euro ont annoncé l'expiration du programme de soutien financier conclu avec la République hellénique en 2010 dans la foulée de la crise des marchés financiers et de la dette souveraine dans plusieurs États membres de l'UE.

Aussi, selon des informations publiées par le Gouvernement fédéral allemand et relayées par la presse, le seul État allemand aurait réalisé un bénéfice de 2,9 milliards d'euros sur les prêts accordés à la Grèce depuis le début du premier programme d'aide en 2010.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les détails de l'accord intervenu au sein de l'Eurogroupe lors de la réunion du 21/22 juin 2018 concernant la fin du programme d'assistance financière à la Grèce?

- Monsieur le Ministre peut-il chiffrer le bénéfice réalisé par le Trésor luxembourgeois sur l'ensemble des opérations de refinancement des États membres en difficulté économique, tant au niveau bilatéral que dans le cadre du FESF et du MES?

- Le cas échéant, le Gouvernement pourrait-il s'imaginer de reverser à certains États membres débiteurs, dont notamment la Grèce, les bénéfices réalisés grâce aux différents instruments bi- et multilatéraux d'assistance financière, par exemple sous forme d'aide humanitaire destinée à couvrir une partie des coûts liés à l'accueil de réfugiés?

Réponse (24.07.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Lors de sa réunion du 21 juin 2018, l'Eurogroupe est parvenu à un accord en vue de la finalisation du troisième programme d'assistance financière en faveur de la Grèce qui arrivera à son terme le 20 août 2018. Cette date marquera la fin d'une période difficile pour ce pays qui a débuté en 2010 et au travers de laquelle les États membres de la zone euro ont fait preuve d'une solidarité inédite, en octroyant de prêts pour un total de 245 milliards d'euros à la Grèce.

L'accord conclu lors de cette réunion de l'Eurogroupe a permis de constater que 450 mesures de réformes ont été in fine accomplies par les autorités grecques au titre du troisième programme d'assistance, ce qui permettra de débloquer une tranche finale de 15 milliards d'euros en faveur de la Grèce. Celle-ci s'est engagée en contrepartie à continuer de remplir tous les engagements qu'elle a pris depuis 2010 après la fin du programme et d'assurer de la sorte la compétitivité du pays.

Afin de contribuer davantage à la solidité financière de l'État grec, l'Eurogroupe s'est aussi mis d'accord sur une nouvelle série de mesures d'allègement de la dette publique de la Grèce qui consistera à accorder une extension de dix ans de la maturité de prêts octroyés via le FESF ainsi qu'un report supplémentaire de dix ans des paiements d'intérêts et de l'amortissement des prêts FESF. Finalement, la Grèce bénéficiera jusqu'à la fin de l'année 2022 de paiements supplémentaires de la part de ses partenaires européens, et ce pour des montants équivalant aux intérêts encaissés par l'Eurosystème et à condition qu'elle continue à remplir ses engagements.

Au total, la Grèce terminera le programme d'assistance avec une réserve de liquidités de 24,1 milliards d'euros, ce qui devrait lui permettre de respecter ses engagements financiers sur les 24 mois à venir et à regagner à terme son accès aux marchés des capitaux pour des refinancements futurs.

Quant à un éventuel bénéfice réalisé par l'État luxembourgeois sur les opérations de solidarité avec les États européens en difficulté financière, il faut tout d'abord noter que le Gouvernement n'a jamais considéré sa contribution comme un acte purement financier. La solidarité à l'égard des partenaires européens va bien au-delà des considérations comptables et l'impact agrégé de l'apport financier et des mesures de réformes réalisées ne peut pas être réduit à un simple calcul de gains ou de pertes en termes purement économiques.

Nonobstant ce qui précède, les opérations de solidarité en faveur de l'Espagne, du Portugal, de Chypre et de l'Irlande ont été opérées via le FESF et/ou le MES, de sorte que l'État n'a touché aucun gain financier ni reçu de dividende de la part des deux institutions précitées. Au contraire, le Luxembourg - tout comme les autres pays de la zone euro - accorde une garantie au FESF qui se chiffre actuellement à environ 500 millions d'euros et qui contribue à hauteur de 0,9 point de pourcentage à la dette publique du Grand-Duché exprimée en pourcentage du PIB. Le Luxembourg a également contribué pour un montant total de 200 millions d'euros au capital souscrit du MES afin que ce dernier dispose d'une base capitalistique suffisamment forte pour assumer son rôle en tant que filet de sécurité pour la zone euro.

Quant à la Grèce, l'apport financier total de 245 milliards d'euros évoqué ci-dessus se compose en effet aussi en partie de prêts bilatéraux qui ont été accordés dans le cadre de la «Greek Loan Facility» mise en place par l'Eurogroupe. L'octroi de prêts bilatéraux était nécessaire en 2010 pour soutenir la Grèce dans l'urgence, étant donné que les instruments du FESF et du MES n'étaient pas encore en place à l'époque. Le Luxembourg a dans ce contexte octroyé à la Grèce des prêts bilatéraux pour une valeur totale de 139,9 millions d'euros. Les intérêts et les commissions réalisés au total depuis 2010 par la Trésorerie de l'État sur ces opérations de prêt se chiffrent à 10,8 millions d'euros au 30 juin 2018. En même temps, l'État luxembourgeois a restitué à l'État grec, conformément à un accord conclu à l'Eurogroupe en 2012, la somme totale de 28,3 millions d'euros de 2012 à 2014 pour compenser les intérêts qu'ont touchés les banques centrales nationales des pays respectifs au titre de leurs programmes ANFA et SMP. Ces paiements avaient été suspendus en 2015 dans le contexte de la renégociation du programme d'assistance financière, mais ils seront toutefois repris dès la fin de cette année à la suite de l'accord conclu à l'Eurogroupe du 21 juin dernier. Le Gouvernement continuera donc à restituer à la Grèce d'éventuels gains d'intérêt réalisés par la Banque centrale.

Question 3896 (26.06.2018) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant **la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme**:

Il me revient que certaines banques luxembourgeoises bloquent des virements effectués par une organisation non gouvernementale reconnue et cofinancée par l'État au motif d'appliquer les règles contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Il est certes indispensable que les établissements financiers exécutent leurs obligations en la matière avec toute la diligence requise.

Cependant, il s'est avéré dans ce cas précis que l'ONG censée être bénéficiaire du virement ne figure sur aucune des listes noires officielles de l'UE, qui sont régulièrement mises à jour. Elle figurerait par contre sur la liste d'une entreprise privée dont les critères pour y placer une ONG ne sont pas clairs et peuvent par conséquent être utilisés pour y répertorier des ONG pour des buts autres que la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Après l'intervention déterminée de l'ONG luxembourgeoise, le blocage a finalement pu être levé pour ce virement.

Cette situation soulève cependant des questions plus fondamentales, lorsque des entités sans légitimité politique ni juridique servent de référence pour prendre de telles décisions par les institutions financières.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Existe-t-il une circulaire du ministère, sinon de la CSSF, sur quelles sortes de données les instituts bancaires luxembourgeois sont censés se baser pour répondre à leurs obligations en matière de blanchiment et de financement du terrorisme?

- Dans la négative et face à ces événements, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'émettre une telle circulaire?

- Quelle est la valeur juridique d'une «liste noire» établie par une entreprise privée?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que seules les listes noires officielles de l'UE devraient constituer la base pour une telle évaluation?

Réponse (26.07.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Une des missions de la CSSF consiste à veiller à ce que les professionnels du secteur financier respectent les obligations professionnelles qui

leur incombent au titre de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Aux fins de satisfaire à leurs obligations légales, les professionnels du secteur financier sont tenus de se doter de procédures appropriées en la matière.

Ainsi, les professionnels du secteur financier doivent procéder à l'identification des clients et ayants droit, assurer le suivi des transactions et, le cas échéant, faire des déclarations suspectes et coopérer avec les autorités compétentes.

Il relève de la responsabilité des établissements de crédit de déterminer les sources d'informations qu'ils prennent en compte pour assurer le suivi des clients et des transactions effectuées par le client et par conséquent pour respecter leurs obligations légales.

Si, au titre du suivi des transactions, le professionnel a un doute qu'il ne parvient pas à lever en relation avec une opération, la loi prévoit que le professionnel n'exécute pas l'opération en question.

La CSSF publie sur son site Internet dans la rubrique «Criminalité financière» les listes publiques directement applicables aux professionnels du secteur financier au Luxembourg. Y figurent notamment les listes établies par l'Union européenne portant sur les personnes, groupes, entités soumis à sanctions financières par l'Union européenne ou encore les décisions de l'ONU ou les règlements ministériels concernant des mesures restrictives supplémentaires en matière financière dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme. Le Ministère des Finances publie également des listes publiques sur son site Internet.

Question 3900 (28.06.2018) de Mme Sam Tanson (déi gréng) concernant l'auditorium de la Villa Louvigny:

Rappelant la réponse à la question parlementaire n°3843 dans laquelle le Secrétaire d'État à la Culture a déclaré qu'il ne pouvait pas répondre vu que l'affectation du bâtiment Villa Louvigny relèverait de la compétence du Conseil de Gouvernement dans son ensemble, je me permets d'adresser une question modifiée à Monsieur le Premier Ministre.

L'auditorium de la Villa Louvigny peut accueillir jusqu'à 400 personnes et a été planifié et réalisé pour l'orchestre de Radio Luxembourg. Il bénéficie donc d'une acoustique spécifique en vue de l'enregistrement de concerts. C'est une salle pour travailler, enregistrer et se produire devant un public.

Il s'agit d'une rareté que les professionnels du secteur souhaiteraient pouvoir utiliser à des fins de répétition, d'enregistrement (également de musique de films) et de concerts. Des exemples à l'étranger montrent que ce genre de salle peut être réaffectée à sa destination d'origine (p. ex. la Maison de la Radio, place Flagey à Bruxelles).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1) Ne serait-il pas envisageable de réaliser un projet comme celui de la Maison de la Radio Flagey à Bruxelles?

2) Dans tous les cas de figure, n'est-il pas possible d'ouvrir l'auditorium aux professionnels du secteur afin d'y répéter et enregistrer?

3) Ne serait-il pas opportun d'organiser de nouveau des concerts dans l'auditorium?

Réponse (09.08.2018) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État:

J'aimerais tout d'abord rappeler la réponse apportée par Monsieur le Ministre de la Culture à la question parlementaire 3843 du 30 mai 2018 de Madame la Députée dans laquelle ce dernier avait rendu attentif au fait que le bâtiment Villa Louvigny se trouve actuellement en procédure de classement comme monument national.

Comme ledit bâtiment appartient à l'État et qu'il abrite toujours le Ministère de la Santé, cet immeuble ne me semble pas comparable au sort du bâtiment «Flagey» à Bruxelles.

Sans vouloir préjuger de la possibilité d'entrevoir une réutilisation à l'avenir de l'ancien auditorium à des fins conformes à sa destination initiale, il importera d'attendre, avant tout autre progrès, les avis sollicités, en conformité à la procédure fixée par la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, par la Commission des sites et monuments par rapport à son avis positif quant au classement de ce site en tant que monument national.

Question 3901 (28.06.2018) de M. Lex Delles (DP) concernant les jeux de hasard:

Les jeux de hasard sont réglés au Luxembourg par la loi du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportifs. Dans ce contexte, il m'a été rapporté qu'une administration communale a été confronté à une demande d'ouverture d'un club «privé» de Bingo sur le fondement de l'article 2 (1) a) de la loi précitée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'une demande d'ouverture d'une salle «privée» de Bingo sur le fondement de l'article 2 (1) a) de la loi précitée?

2) Monsieur le Ministre partage-t-il l'opinion qu'une société commerciale ne pourrait mener un projet de loteries ou de tombolas en se fondant sur l'article 2 (1) a) de la loi précitée, même si elle redistribuait une partie de son chiffre d'affaires à une œuvre sociale?

3) Le Gouvernement planifie-t-il de prendre des mesures afin de contrecarrer les tentatives d'une société commerciale de contourner la loi précitée, par exemple en informant par circulaire les communes sur les dispositions législatives en la matière?

Réponse (02.08.2018) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

ad 1) Concernant la première question de l'honorable Député, je peux confirmer que j'ai eu connaissance d'une demande d'ouverture d'une salle de Bingo adressée à deux communes sur base de l'article 2, paragraphe 1^{er}, lettre a), de la loi modifiée du 20 avril 1977 sur les jeux de hasard et les paris sportifs.

ad 2) Quant à la deuxième question de l'honorable Député, il importe de relever tout d'abord que la phrase liminaire de l'article 2, paragraphe 1^{er}, précité prévoit que des loteries et tombolas peuvent être autorisées lorsqu'elles sont destinées entièrement ou partiellement à un but d'intérêt général à caractère philanthropique, religieux, scientifique, artistique, pédagogique, social, sportif ou touristique. Il en résulte, implicitement mais nécessairement, que l'objet social d'une personne morale introduisant une demande à cette fin n'est pas un critère d'exclusion en soi.

Cependant, il résulte également de la lettre et de l'esprit de l'article 2 précité qu'il ne saurait constituer la base légale pour une exploitation commerciale permanente de loteries et de tombolas, alors que cette disposition vise clairement des loteries et tombolas organisées occasionnellement pour une des finalités d'intérêt général y mentionnées. Le seuil de 12.500 euros prévu par les lettres a) et b) de l'article 2, paragraphe 1^{er}, précité est déterminé, comme le texte le précise, par le total de la valeur des billets à émettre afin de participer à une loterie ou à une tombola. Or, cela ne saurait être mis en œuvre que lorsqu'il s'agit d'une loterie ou d'une tombola à tirage unique, ce qui exclut une exploitation commerciale permanente de loteries et de tombolas sur base de cette disposition légale.

La preuve a contrario résulte de façon non équivoque des autres dispositions de la loi modifiée du 20 avril 1977 sur les jeux de hasard et les paris sportifs, notamment de l'article 4 sur les paris relatifs aux épreuves sportives et des articles 5 et suivants sur les casinos de jeux, qui ne prévoient pas de seuil ou de limite en fonction de la valeur totale des billets de participation à émettre, alors que ces dispositions visent précisément une exploitation de jeux de hasard dans une approche commerciale permanente.

Force est donc de constater que l'autorisation d'une salle de Bingo, afin d'y exploiter de façon permanente et durable des jeux de hasard sur base de l'article 2, paragraphe 1^{er}, précité, n'est pas concevable alors que la logique du tirage unique ayant présidé à la rédaction de cette disposition ne le permet pas, et cela même si l'organisateur de cette salle de Bingo reverserait une partie des bénéfices commerciaux réalisés à des œuvres d'intérêt général au sens de l'article 2, paragraphe 1^{er}, précité.

ad 3) Quant à la troisième question, je tiens à informer l'honorable Député que sa question parlementaire, ensemble avec la présente réponse, sera communiquée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, aux fins d'information des communes.

Question 3905 (29.06.2018) de Mme Sam Tanson (déi gréng) concernant la représentation luxembourgeoise à la Frankfurter Buchmesse:

Monsieur le Ministre a annoncé par communiqué du 20 juin 2018 les œuvres retenues pour le stand du Luxembourg à la Frankfurter Buchmesse. Il y fut expliqué que 57 œuvres de 13 maisons d'édition ainsi que 20 manifestations avaient été retenues par un jury indépendant et confirmées par l'équipe de coordination, composée de représentants des auteurs et des maisons d'édition, du Conseil national du livre et du Ministère de la Culture.

Ce communiqué fut suivi de certains remous, alors que fut contesté entre autres la composition du jury de même que le choix des livres finalement retenus. Les critiques, notamment émises par une chronique de Madame Valerija Berdi diffusée sur la radio 100,7 («Transparenz a Souveränität op Lëtzebuergesch»), relèvent que des livres, qui ne rentraient pas dans les critères de sélection, figurent quand même sur la liste de sélection.

Le fait que les auteurs luxembourgeois bénéficient cette année de nouveau - après une absence de plusieurs années - d'une présence autonome et d'un soutien à la «Frankfurter Buchmesse» est absolument à saluer. Se pose néanmoins la question de la transparence des critères et de leur application, de même que des critères ayant gouverné la mise en place du jury et du Comité de coordination.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Culture:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer de la procédure suivie pour mettre en place le jury et le Comité de coordination, de même que pour les règles régissant la sélection?

2) Quels sont les critères de sélection retenus?

3) Quel était le nombre de candidatures?

4) Monsieur le Ministre peut-il nous informer en quoi consiste en pratique la participation des auteurs retenus?

5) Est-ce que le contrôle du respect des critères de sélection est suffisant ou est-ce que des améliorations sont éventuellement déjà envisagées en vertu des expériences faites lors de cette procédure de sélection?

6) Est-ce qu'une évaluation détaillée de cette première participation sous cette nouvelle forme est prévue?

Réponse (13.08.2018) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture:

Les modalités et les critères de la participation au stand luxembourgeois au salon du livre de Francfort ont été présentés au secteur lors d'une réunion d'échange au Cercle Cité, en date du 6 mars 2018.

Une procédure sous forme d'un appel à projet a été mise en place, cette procédure prévoyant l'intervention d'un jury indépendant composé d'experts en littérature luxembourgeoise, d'un organe consultatif regroupant des experts en littérature et en animation culturelle ainsi que d'un comité de coordination composé de membres du Conseil national du livre et d'auteurs et d'éditeurs ayant une expérience avérée aux foires internationales du livre.

La mission du jury indépendant était de sélectionner des ouvrages d'actualité parmi les ouvrages introduits par les éditeurs suivant la procédure de l'appel à projet. La mission de l'organe consultatif était de faire une présélection des projets de promotion introduits. La mission du Comité de coordination était de veiller à la cohérence du programme de manifestations dans la limite du budget disponible.

L'appel à projet s'est articulé autour de deux axes: d'une part, la soumission d'ouvrages d'actualité récents; d'autre part, la soumission de projets de promotion.

- Les éditeurs luxembourgeois ont pu soumettre une ou plusieurs publications récentes en vue de l'exposition de livres luxembourgeois d'actualité selon deux catégories:

- ouvrages de fiction et de non-fiction en langue luxembourgeoise, allemande, française et/ou anglaise, publiés sur le territoire du Grand-Duché entre octobre 2017 et octobre 2018

- ouvrages de belles-lettres de grande qualité en langue luxembourgeoise, allemande, française et/ou anglaise, publiés sur le territoire du Grand-Duché au cours des trois dernières années.

- Les acteurs du livre (éditeurs, auteurs, libraires, bibliothécaires, instituts...) ont par ailleurs pu soumettre un projet de promotion ou d'échange culturel en vue du programme événementiel sur le stand et les scènes de lecture à Francfort.

Les critères de sélection portaient par ailleurs sur la qualité et l'intérêt des ouvrages et projets pour un public étranger (professionnel ou grand public) ainsi que sur la représentativité

de la diversité de la production luxembourgeoise. Le groupe de coordination a en outre vérifié la cohérence générale du programme en veillant notamment à la représentation équilibrée des langues et des genres littéraires.

Parmi 113 ouvrages introduits par 21 éditeurs, 57 ouvrages de 16 maisons d'édition ont été retenus. Parmi 27 manifestations introduites, 20 ont été retenues, choix qui est respecté par le Ministère de la Culture.

Une cinquantaine d'auteurs et de modérateurs participeront à des manifestations (lectures, tables rondes, discussions) sur le stand et sur différentes scènes spécifiques de la foire du livre (Lesezelt, Kids' stage et Gourmet Bühne).

Les auteurs et éditeurs retenus seront encadrés par un agent littéraire pour préparer et obtenir des rendez-vous professionnels à Francfort. Un workshop préparatoire a été organisé avec succès en date du 28 mai écoulé.

La coordinatrice de la présence du Luxembourg à la Foire du livre de Francfort, engagée auprès de l'Agence luxembourgeoise d'action culturelle, a, entre autres, comme mission de rédiger un rapport final de la présence du Luxembourg à la Foire du livre de Francfort.

Question 3906 (02.07.2018) de Mmes Josée Lorsché et Sam Tanson (déi gréng) concernant la gratuité des transports en commun pour les élèves âgés de plus de 25 ans fréquentant l'enseignement secondaire:

Monsieur le Ministre a récemment annoncé que les transports en commun seront gratuits à partir du 1^{er} août 2018 pour toute personne âgée de moins de 20 ans sur simple présentation de son titre d'identité.

Nous saluons cette mesure qui est non seulement une mesure de simplification administrative et une mesure sociale, mais également une mesure en faveur des transports en commun. Elle s'inscrit dans une accessibilité de plus en plus large de la gratuité des transports en commun, alors que tous les étudiants inscrits à l'université ou dans des établissements postsecondaires peuvent, depuis l'année dernière, bénéficier de la gratuité des transports en commun jusqu'à l'âge de 30 ans accomplis.

En outre, les jeunes qui n'ont pas encore accompli les 25 ans et qui participent activement à une mesure dans le contexte d'une intégration socioprofessionnelle de la formation adulte du Service de la formation des adultes (SFA) ou à une mesure du Service national de la jeunesse (SNJ) peuvent également bénéficier, depuis le 1^{er} septembre 2017, d'une myCard Jeunes qui leur donne droit à la gratuité des transports publics.

Toutefois, une catégorie de personnes semble avoir été oubliée, à savoir les personnes inscrites dans un établissement d'enseignement secondaire ayant dépassé l'âge de 25 ans, comme par exemple des personnes ayant décidé de retourner sur les bancs de l'école après avoir arrêté l'école à un moment de leur parcours. Ainsi, l'école de la deuxième chance est par exemple ouverte aux élèves jusqu'à l'âge de 30 ans. Les mesures prises en matière de gratuité des transports ne semblent donc pas bénéficier aux élèves de 25 à 30 ans, qui peuvent néanmoins se retrouver dans des situations financières précaires.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que les élèves âgés de plus de 25 ans et inscrits dans un établissement scolaire d'études secondaires ne bénéficient pas de la mesure de gratuité des transports en commun?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de remédier à cette situation et d'ouvrir la possibilité de bénéficier de cette mesure à tous les élèves, voire au moins aux élèves jusqu'à l'âge de 30 ans étant donné que tel est l'âge limite de l'école de la deuxième chance?

Réponse (16.07.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

La gratuité du transport scolaire pour les élèves fréquentant un établissement scolaire de l'enseignement postprimaire fut longtemps accordée aux élèves et étudiants jusqu'à l'âge de

20 ans inclus, les élèves et étudiants qui avaient atteint ou dépassé l'âge de 21 ans au 1^{er} septembre de l'année scolaire pouvaient encore en bénéficier s'ils donnaient droit au paiement des allocations familiales; elle n'était ainsi pas accordée au-delà de l'âge de 27 ans accomplis.

Ainsi, avec l'entrée en vigueur de la loi du 12 juillet 2016 sur les prestations familiales qui ne maintient le droit à l'allocation familiale que jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis au lieu de 27 ans, la limite d'âge des élèves pour le bénéfice de la gratuité avait été ajustée de la même manière (règlement ministériel du 22 août 2016 modifiant le règlement ministériel du 19 décembre 2012 fixant les tarifs des transports publics).

En ce qui concerne l'opportunité d'étendre la gratuité des transports jusqu'à l'âge de 30 ans accomplis en faveur notamment de ceux qui fréquentent l'école de la deuxième chance, j'estime qu'aussi longtemps que d'autres avantages tels que notamment le droit aux allocations familiales ne sont pas étendus, il n'y a pas lieu d'accorder une gratuité dans un souci de cohérence des privilèges accordés par l'État dans une situation pareille.

Question 3908 (03.07.2018) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **politique de lutte contre les drogues**:

La problématique du trafic de drogues dans le quartier de la gare de la ville de Luxembourg reste toujours d'actualité, malgré les efforts considérables de la Police grand-ducale. Dans ce cadre, il a récemment été tenu une réunion avec les citoyens du quartier pour discuter de l'installation éventuelle de caméras de surveillance.

Il n'est cependant guère surprenant que les moyens supplémentaires pour le volet répressif de la politique de lutte contre les drogues et la toxicomanie ne puissent, à eux seuls, arriver à une solution durable de la situation.

Les exemples positifs de certaines villes confrontées à des situations comparables, comme Zurich, montrent la nécessité d'une stratégie globale axée sur les volets pro-actifs, de soins et de réinsertion des toxicomanes.

Dans le cadre d'un symposium organisé récemment par le «Suchtverband Lëtzebuerg asbl» celui-ci a révélé encore de nombreuses failles dans notre système, dont l'accès restreint aux soins, la problématique de structures spécifiques manquantes ou encore le manque de structures de mises au travail pour consommateurs actifs de psychotropes.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Quelles conclusions, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a-t-il tirées de la réunion au sujet de l'installation de caméras et quel est le timing envisagé? Quels seront les effets de la réforme de la police sur les moyens de la police pour intervenir efficacement dans le quartier de la gare?

2) Madame la Ministre de la Santé partage-t-elle les conclusions du «Suchtverband»? Étant donné que les recommandations concernent de nombreux ministères, seront-elles discutées au sein d'un comité interministériel? Quelles en seront éventuellement les conséquences pour la stratégie gouvernementale en matière de lutte contre les drogues?

Réponse commune (25.07.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) La réunion au sujet de l'installation de caméras entre autres dans le quartier de la gare a d'une part permis d'être à l'écoute directe des doléances des citoyens en matière de sécurité et a d'autre part confirmé les conclusions relatives à la nécessité d'une telle installation.

La police indique que la mise en place des caméras de vidéosurveillance autour de la place de Strasbourg pourrait se faire au cours du quatrième trimestre 2018, alors que l'installation des caméras de vidéosurveillance des autres zones du quartier de la gare (rue Adolphe Fischer, rue du Commerce, rue Fort Wedell...) ainsi que des zones déterminées à Bonnevoie est prévue au cours de l'année 2019.

La réforme de la police est placée sous le signe de la proximité avec le citoyen. Les nouvelles

structures territoriales mises en place permettront à la police de garantir une meilleure présence policière et d'augmenter le nombre de patrouilles sur le terrain, notamment pendant les heures de grande affluence, en cours de matinée et dans la soirée. Par ailleurs, les commissariats disposent désormais d'une plus grande flexibilité dans la gestion de leurs ressources, ce qui permet une meilleure adaptation aux spécificités locales.

ad 2) L'élaboration et, si nécessaire, l'adaptation de la stratégie nationale en matière de réponse aux phénomènes des drogues et des toxicomanies, par nature dynamiques et changeants, s'articulent autour d'une multitude de mécanismes, d'acteurs et d'instances. Il convient de citer l'évaluation externe du Plan d'action gouvernemental en matière de drogues d'acquisition illicites et des addictions associées, mais également l'interaction des autorités publiques avec les acteurs spécialisés dans la prévention, la prise en charge et le traitement des toxicomanies, tout comme la consultation d'instances internationales telles que l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) qui se complètent mutuellement dans cet exercice continu.

L'asbl «Suchtverband Lëtzebuerg», mentionnée par l'honorable Député, constitue à cet égard un partenaire de choix dans le suivi des évolutions et l'analyse des besoins émergents, ainsi que dans l'exécution de la réponse nationale en la matière. Eu égard à la nature transversale de la problématique, un ensemble de ressorts ministériels sont par ailleurs impliqués. L'élaboration de la stratégie nationale s'effectue de façon soutenue, notamment au sein du Groupe interministériel toxicomanies (GIT), dont l'une des missions consiste précisément à assurer le suivi des nouvelles tendances et à soumettre de nouvelles initiatives au Gouvernement.

L'ensemble des éléments cités, dont font partie les observations et recommandations du «Suchtverband», élaborées lors d'un symposium récent, auquel j'ai eu le plaisir de participer, seront considérés dans le processus d'élaboration du prochain Plan d'action national en matière de drogues illicites et des addictions associées. À noter enfin qu'un certain nombre de mesures mentionnées par le «Suchtverband» sont déjà en phase d'implantation et de développement dans le cadre de l'actuel Plan d'action national (e. g.: prévention auprès des jeunes et élargissement des options de prise en charge, offres de logements encadrés, mesures occupationnelles et encadrement d'usagers de drogues vieillissants).

Question 3909 (03.07.2018) de **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*) concernant les **missions d'observation électorale organisées par l'OSCE**:

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) a la tradition de participer aux missions d'observation électorale organisées par l'Union européenne ainsi que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Ces missions louables et utiles sont annoncées par le Ministère et tout citoyen peut présenter une candidature pour y participer.

Or, selon nos informations, le Ministère aurait cessé de participer aux missions organisées par l'OSCE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) À combien de missions d'observation électorale, organisées par l'UE et l'OSCE, le MAEE a-t-il participé pendant les trois dernières années?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le MAEE a effectivement cessé de participer aux missions d'observation électorale organisées par l'OSCE? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter le nombre de missions d'observation électorale à l'avenir?

Réponse (25.07.2018) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1) Depuis 2015, le Luxembourg a participé à 33 missions d'observation électorale organisées par l'UE et l'OSCE. En tout, le Luxembourg a déployé 63 personnes lors de ces missions.

ad 2) Le Ministère des Affaires étrangères et européennes continue de participer aux missions d'observation électorale en fonction des opportunités qui se présentent. La participation aux missions d'observation électorale organisées par l'OSCE a été temporairement suspendue en raison de l'adaptation de la base légale. L'adop-

tion du projet de loi n°7325 portant modification 1. de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales; 2. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; 3. de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires, permettra de déployer plus efficacement des observateurs dans le cadre des prochaines missions d'observation électorale de l'OSCE.

ad 3) La participation aux missions d'observation électorale fait partie intégrante de la politique étrangère du Luxembourg. Elle est une des expressions concrètes de nos efforts visant à soutenir les droits fondamentaux, les libertés publiques et l'État de droit. Le Luxembourg entend continuer à œuvrer dans ce sens par une participation régulière aux missions d'observation électorale de l'UE et de l'OSCE.

Question 3912 (03.07.2018) de **M. Marc Spautz** et **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'**utilisation d'une bonne base de données étatique à des fins personnelles**:

Selon nos informations, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a fait éditer à titre personnel un livre intitulé «Staark Kanner - Eng Häerzensaach» chez Éditions Phi SA.

Toujours selon nos informations, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a utilisé une base de données interne pour envoyer, par l'intermédiaire du chef de service «Communication» du Ministère, une invitation à la présentation officielle de son livre le jeudi, 5 juillet 2018 au Science-Centre à Differdange.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, et à Monsieur Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations?

- Le Gouvernement peut-il confirmer que le livre susmentionné n'a pas été publié par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, mais par Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse à titre personnel?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement peut-il exclure que Monsieur le Ministre ou une personne de son Ministère ait accédé à une base de données étatique pour diffuser l'invitation précitée?

- Dans la négative, le Gouvernement ne considère-t-il pas qu'il s'agit d'un accès et d'un recours illicites à une base de données étatique?

- À qui cette invitation a-t-elle été expédiée? Les destinataires ont-ils consenti à recevoir cette invitation?

- Plus généralement, le Gouvernement confirme-t-il que la manière de procéder dans cette affaire a été conforme aux règles applicables en matière de protection des données à caractère personnel?

Réponse (25.07.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Je souhaite informer les honorables Députés que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse transmet régulièrement à ses collaborateurs des informations et des invitations en relation avec leur activité professionnelle qui est l'éducation nationale.

Ainsi, quelque 157 envois ont été effectués ces dernières années par les services concernés aux collaborateurs du ministère, à des enseignants de l'enseignement fondamental ou secondaire par le biais des listes de diffusion du MENJE.

L'envoi du 5 juillet 2018 avec l'invitation à la présentation du livre «Staark Kanner - Eng Häerzensaach», qui traite de la politique de l'éducation, n'a donc rien d'exceptionnel. Au contraire, le recours aux listes de diffusion susmentionnées s'inscrit dans la démarche d'information et de communication usuelle que le ministère met en œuvre à l'intention de ses agents depuis des décennies.

De plus, le ministère juge qu'il est évident que l'adresse email professionnelle d'un agent de l'État peut être utilisée par son administration afin de lui faire parvenir des informations importantes dans l'exercice de ses fonctions, sans accord préalable. L'utilisation de telles listes dans le cadre d'échanges professionnels est en

l'occurrence conforme aux règles applicables en matière de protection des données à caractère personnel.

J'estime par ailleurs qu'il aurait été peu approprié et peu respectueux de ma part que les collaborateurs du ministère et les directeurs des écoles et lycées, avec lesquels je travaille en étroite collaboration depuis cinq ans sur ces sujets, ne prennent connaissance de la publication de ce livre que par voie de presse, quelques jours après sa présentation.

Question 3914 (04.07.2018) de **Mme Sam Tanson** (*déi gréng*) concernant le **chômage partiel dans le secteur de la production cinématographique**:

Selon mes informations, le secteur du film luxembourgeois traverserait actuellement une période de problèmes financiers qui pourrait détruire à court terme un nombre important d'emplois du secteur. Une entreprise ayant demandé le bénéfice du chômage partiel pour le mois de juillet s'est vu refuser sa demande.

Alors que le Luxembourg a travaillé pendant 30 ans pour se construire une renommée internationale dans le domaine du cinéma en développant un cadre légal favorable ainsi que les infrastructures et le savoir-faire nécessaires, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Sous quelles conditions les entreprises du secteur de la production cinématographique luxembourgeois pourraient-elles obtenir le bénéfice du chômage partiel?

2) Quels autres moyens Messieurs les Ministres préconisent-ils afin d'aider les entreprises souffrant de la crise?

Réponse commune (02.08.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*:

Les différents régimes du chômage partiel sont avisés par le Comité de conjoncture qui siège une fois par mois.

Les demandes pour pouvoir bénéficier du chômage partiel de la part d'entreprises du secteur cinématographique sont analysées à la lumière des mêmes critères d'éligibilité applicables à toute autre entreprise.

Quatre régimes de chômage partiel sont applicables:

- Le régime du chômage partiel pour cas de problèmes économiques conjoncturels vise à soutenir les entreprises qui font partie d'un secteur ou d'une branche économique en crise et qui rencontrent temporairement des difficultés d'ordre conjoncturel. Il doit être établi que le secteur entier souffre d'une récession économique généralisée et les entreprises concernées doivent prouver qu'elles rencontrent une baisse prononcée de leur taux d'activité de façon à ce que le maintien dans l'emploi de leurs salariés est menacé. Afin de ne pas créer une distorsion de concurrence, le chômage partiel de source conjoncturelle ne pourra pas être appliqué dans les secteurs hautement concurrentiels. L'octroi du chômage partiel conjoncturel est refusé si les difficultés ne sont pas d'ordre conjoncturel, mais de nature structurelle, financière ou autre.

- Le régime du chômage partiel en cas de problèmes économiques structurels vise à soutenir les entreprises qui rencontrent temporairement des difficultés de nature structurelle (c'est-à-dire liées à l'organisation juridique, sociale, fiscale et commerciale de l'entreprise). Le recours au chômage partiel de source structurelle se fait dans le cadre de la confection d'un plan de maintien dans l'emploi.

- Le régime du chômage partiel en cas de force majeure peut être appliqué de façon exceptionnelle à l'entreprise qui rencontre des difficultés économiques suite à un événement subi dont elle n'est pas la cause et qui rend impossible la continuation de l'activité économique habituelle. Le chômage partiel en cas de force majeure s'applique aux entreprises qui ne peuvent plus exercer leur activité à cause de la survenance d'un événement externe à l'entreprise, autre que l'endommagement du matériel productif. Il doit être établi que l'entreprise requérante subit les conséquences économiques ou juridiques d'un événement externe qui rend impossible la continuation de son activité économique, sans que la survenance de cet événement ne puisse lui être attribuée.

- Le régime du chômage partiel pour lien de dépendance économique vise les entreprises faisant face à des difficultés économiques suite

à la perte d'un ou plusieurs de leurs principaux clients ou en raison des difficultés rencontrées par ces derniers.

Le chômage partiel pour lien de dépendance économique s'applique aux entreprises qui:

- travaillent principalement pour une autre entreprise dont les commandes baissent de façon importante ou qui a rompu le contrat existant;

- travaillent pour une ou plusieurs entreprises (par exemple en sous-traitance) qui bénéficient, elles-mêmes, du chômage partiel au Luxembourg.

Il s'avère malheureusement que les différents régimes de chômage partiel ne sauraient s'appliquer à l'heure actuelle au secteur cinématographique. Le Ministre des Communications et des Médias, notamment sur la base des conclusions de l'audit en cours du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, prendra les mesures qui s'imposent pour encadrer le développement du secteur de la production audiovisuelle.

Question 3915 (04.07.2018) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant le **quartier de Limpertsberg**:

Pour remédier aux importantes difficultés de circulation dans le quartier de Limpertsberg, le Gouvernement avait annoncé en mai 2016 que la population écolière à Limpertsberg devrait être considérablement réduite. Ainsi, le Lycée Michel Lucius et le Lycée technique du Centre devraient déménager au Kirchberg, respectivement au quartier Midfield et être opérationnels d'ici 2025, afin de réduire le nombre d'élèves à Limpertsberg de 8.000 à 1.500.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres, quand débiteront les relocalisations des deux lycées?

- Sur quels terrains seront-ils définitivement implantés?

- Quel est l'état actuel d'avancement de ces dossiers?

- Quel sera l'évolution du nombre d'élèves fréquentant le campus Limpertsberg à moyen et à long terme?

- Existe-t-il des chiffres sur le nombre de bus et de voitures privées amenant quotidiennement les élèves aux différents établissements scolaires du quartier à Limpertsberg?

- Pour soulager à court terme le trafic au Limpertsberg, les ministres ne jugent-ils pas opportun de mettre en place une plateforme au Glacis où les élèves, fréquentant les écoles et lycées dans la partie inférieure du Limpertsberg, puissent les rejoindre à pied, alors que les élèves fréquentant les établissements dans la partie supérieure puissent y être amenés par des navettes (de gabarit moyen)?

Réponse commune (27.07.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les relocalisations du Lycée Michel Lucius et du Lycée technique du Centre sont prévues pour l'année 2025 au plus tôt.

Il est prévu de délocaliser le Lycée Michel Lucius ensemble avec son école fondamentale sur le site «op der Schleed» au Kirchberg. Il s'agit d'un quartier en développement urbain, qui se situe entre le boulevard Konrad Adenauer et le boulevard Pierre Frieden.

L'implantation du futur Lycée technique du Centre est prévue au sein du nouveau quartier en voie de développement du Midfield. Le quartier intégrera la nouvelle gare périphérique de Howald et se situera à proximité du nouveau Lycée Vauban déjà en place.

Actuellement, les études préliminaires des deux projets sont en élaboration.

Suite au déplacement de 1.200 étudiants de l'Université du Luxembourg vers Esch/Belval et la délocalisation du Lycée Vauban direction «Ban de Gasperich» début 2018, le nombre d'élèves a baissé de 8.050 à 5.500.

Avec le déménagement de la Waldorfschoul et le déménagement du Lycée Michel Lucius direction Kirchberg ainsi que du Lycée technique du Centre direction Midfield, le nombre d'élèves fréquentant le campus Limpertsberg à moyen et à long terme continuera à diminuer pour atteindre le nombre de quelque 2.000 élèves en 2025.

Le nombre maximal d'autobus desservant les lycées du Limpertsberg est de 68, amenant plus de 2.500 élèves au Limpertsberg. Ce nombre ne comprend que les bus du matin (aller).

Concernant la mise en place d'une plateforme au Glacis servant de pôle d'échange, nous estimons opportun d'attendre d'abord la rentrée scolaire de septembre 2018 qui fournira les informations nécessaires quant aux nouvelles habitudes que prendront certainement les élèves avec la circulation du tram et de ne prendre qu'après les décisions qui s'imposent éventuellement.

Question 3916 (04.07.2018) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la **route nationale N33 entre Esch-sur-Alzette et Rumelange**:

Il me revient que plusieurs fissures ont été détectées début juin sur la nationale N33 à hauteur de la firme Interroselle. Des forages seraient nécessaires afin d'évaluer la situation et de dégager les causes de ces fissures. Le bourgmestre de Rumelange a comparé cette situation à celle de la décharge de déchets inertes de Mondercange. Pendant plus de trois ans, les usagers de la route étaient contraints de passer par Foetz et Ehlerange.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons des fissures constatées sur la route nationale N33?

- Au cas où des forages devraient avoir lieu, est-il prévu de fermer la route au trafic et le cas échéant pour quelle durée?

- Une déviation éventuelle passerait-elle par Kayl et Tétange?

- Quelle serait la durée approximative des travaux de réfection de la N33?

Réponse (13.08.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En effet, de légères fissures ont été détectées dans la couche de roulement de la route en question, précisément au lieu-dit «Laangegronn», en décembre 2016. Vu leur emplacement et le moment de leur apparition, ces fissures, sur une longueur d'une cinquantaine de mètres, ont été mises en relation avec un chantier de construction d'un bâtiment se trouvant en contrebas de la route, à savoir un terrassement important et un blindage du talus par un clouage et par des éléments de béton projetés ou coulés sur place.

Un suivi topographique réalisé aussitôt a révélé que le système de retenue du versant n'était pas en mouvement et qu'il n'y avait pas de risque imminent de grand glissement de terrain. Étant donné que les fissures ne montraient pas beaucoup d'évolution par la suite et le chantier étant à l'arrêt, la situation a été surveillée sans qu'une restriction particulière de la circulation ait été jugée nécessaire.

Après une reprise des travaux sur le chantier au courant du mois d'avril 2018 et notamment la poursuite du terrassement et des opérations de clouage, de nouvelles fissures sont apparues dans la route, respectivement les fissures existantes se sont élargies.

L'analyse détaillée par les services de l'Administration des ponts et chaussées, complétée par l'expertise d'un bureau d'études en la matière, a révélé que des anciennes galeries d'exploitation du minerai de fer existent dans l'environnement immédiat du site, en partie sous la route. Les trois niveaux de la galerie en question qui font partie de la mine «Laangegronn», fermée depuis 1957, sont en partie effondrés ou dans un état très instable, de sorte qu'un léger affaissement du terrain sous la route s'est produit lors des travaux adjacents.

Par mesure de sécurité, les précautions suivantes ont été prises:

- l'arrêt immédiat des travaux de terrassement, de forage et de clouage;

- la stabilisation complémentaire du pied de talus par la mise en place d'un remblai technique;

- la limitation de la circulation à une seule bande avec des feux tricolores;

- la vitesse maximale autorisée est réglementée à 70 respectivement à 50 km/h.

Par ailleurs, une étude de prospection des vides sous la route par des méthodes géophysiques non destructrices a été réalisée.

La reprise des travaux sur le chantier en contrebas de la route sera subordonnée à la réalisation d'une étude géotechnique appropriée suivant les normes en vigueur et la présentation d'un concept de stabilisation des vides souterrains existant dans le versant et sous la route. Les opérations éventuelles de forage ne nécessiteront en principe pas un barrage complet de la route et aucune déviation n'est actuellement prévue.

Seules les mesures géophysiques susmentionnées ont nécessité un barrage complet pendant quelques heures. Elles ont été effectuées durant la soirée et la nuit, afin d'en limiter les effets sur la circulation.

Les résultats des études n'étant pas encore disponibles, aucune estimation sur la durée des travaux de réparation ne peut être faite à ce moment.

Question 3917 (05.07.2018) de **MM. André Bauler, Edy Mertens et Alexander Krieps** (DP) concernant l'**orientation vers les professions de santé**:

Il nous revient de la presse écrite que les infirmiers et infirmières qui ont été formé(e)s au Luxembourg et qui travaillent dans nos hôpitaux et maisons de soins représentent à peine 10% de l'effectif total. À noter que les autres professions de santé éprouvent aussi un manque chronique de personnels.

À ce rythme, il est facile de prévoir un manque endémique de ces personnels d'ici dix ans. Certains estiment également qu'il faudrait réviser l'approche pédagogique retenue pour les stages.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Les ministères en question ont-ils l'intention de sensibiliser davantage les élèves de nos lycées par une orientation plus ciblée vers les professions de santé?

2) Ne serait-il pas nécessaire de mieux rémunérer les professions de santé qui travaillent souvent pendant les nuits, les weekends et les jours fériés?

3) Est-il prévu de procéder à une évaluation de l'accompagnement pédagogique des élèves pendant les stages?

Réponse commune (27.07.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Le Ministère de la Santé dispose des chiffres suivants concernant le pays dans lequel s'est déroulée la formation des professionnels de santé ayant obtenu en 2017 l'autorisation à exercer leur profession au Luxembourg:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En ce qui concerne la nationalité des professionnels de santé actifs au Luxembourg en 2017, le Ministère de la Santé dispose des données suivantes:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Conscient de la situation que ces données reflètent, le Ministère de la Santé participe régulièrement à la foire de l'étudiant qui représente la plateforme destinée aux divers acteurs du secteur pour présenter leurs institutions et fournir les informations et aides d'orientation aux futurs étudiants.

Dans ce contexte, le Ministère de la Santé informe les élèves sur les nombreux débouchés des professions de santé au Luxembourg et cela dans tous les secteurs d'activité. Il renseigne sur les professions de santé peu connues par les jeunes telles que l'assistant technique en chirurgie, l'assistant technique en radiologie, l'ergothérapeute, etc. et soutient la valorisation et l'attractivité de ces professions pour les jeunes, en mettant en avant l'aspect technologique et le contact humain de ces mêmes professions.

Le Gouvernement s'exprime en faveur d'une planification nationale en matière de professions de santé en partenariat avec les différents acteurs du terrain, à savoir le LTPS, la FHL et la COPAS, ainsi que le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Une telle planification doit s'appuyer sur une enquête nationale commune concernant la situation des

professions de santé dans les différents secteurs (état des lieux, besoins actuels) et les besoins futurs, en nombre et en profils de compétences, afin d'offrir une réponse pérenne aux besoins de santé de notre population.

En ce qui concerne le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) réalise un important travail de sensibilisation et de promotion des professions qu'il forme, à travers sa cellule et son équipe d'orientation en faisant de nombreuses visites dans les autres lycées pour expliquer les spécificités et les avantages des professions de santé.

Force est cependant de constater que les diverses actions de promotion entreprises ne connaissent pas le succès escompté. Ceci peut s'expliquer par une formation exigeante qui prépare à un monde du travail très évolutif, complexe et demandant de prendre de nombreuses responsabilités. De plus, cette réalité ne se retrouve pas dans les représentations dépassées de la société luxembourgeoise sur ces professions.

De manière générale, une campagne nationale permettrait de mettre en valeur l'intérêt et l'attractivité des professions de santé et de susciter des vocations pour ce secteur d'activité en expansion. De manière plus spécifique, l'identification des besoins futurs permettra de mener une telle campagne de manière cohérente dans le processus de planification nationale, en tenant compte des capacités nationales de formation et de recrutement de ces professionnels.

Dans cette perspective, un travail de concertation des différents ministères impliqués est actuellement en cours en vue d'une réforme éventuelle des études de certaines professions de santé au Luxembourg.

ad 2) Les questions relatives à la rémunération des professionnels de santé ne relèvent pas du ressort des ministères soussignés.

ad 3) Au niveau de la formation de l'aide-soignant, une personne référente, appelée tuteur professionnel, qui a suivi une formation organisée par la Chambre de Commerce, le MENJE et le LTPS, accompagne l'élève aide-soignant lors de son enseignement pratique (ENSPR) sur les terrains cliniques.

Le tuteur scolaire du LTPS participe à l'encadrement de l'élève aide-soignant en stage et ceci en collaboration avec le tuteur professionnel.

La fonction et le rôle du tuteur professionnel sont inscrits dans le règlement grand-ducal du 1^{er} février 2010 relatif à l'organisation des stages en formation professionnelle initiale. Le LTPS organise chaque année une journée de bilan et de rencontre entre tuteurs professionnels et enseignants, permettant de discuter des améliorations à apporter au système d'encadrement des élèves aides-soignants.

Il n'existe pas de règlement prévoyant une personne de référence pour l'encadrement des élèves/étudiants lors de l'enseignement clinique (ENSCL). Le règlement grand-ducal du 21 janvier 1998 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier stipule uniquement dans l'article 3:

«... L'infirmier preste des soins infirmiers préventifs, curatifs ou palliatifs qui sont de nature relationnelle, technique ou éducative.

En outre, dans le cadre de l'exercice de sa profession, il peut assurer une mission d'encadrement et de formation; ...».

Dès lors, les infirmiers des institutions hospitalières ou extrahospitalières ne sont pas obligés d'encadrer un ou plusieurs élèves/étudiants en stage.

Une modification des démarches d'évaluation de l'étudiant-infirmier prévoit un entretien d'évaluation formalisé de l'enseignant, du tuteur-infirmier et de l'étudiant et sera mis en œuvre à partir de l'année académique 2018-2019.

Ensemble avec l'IUIL (Institut universitaire international du Luxembourg), le LTPS a mis au point une formation de quatre jours pour les tuteurs-infirmiers.

Jusqu'à ce jour, quelque 130 soignants ont été formés, cependant avec une distribution disparate. Par exemple, pas tous les hôpitaux permettent à leurs soignants de suivre cette formation en tant que formation continue, et ne peuvent par conséquent pas mettre à disposition des élèves/étudiants-infirmiers des tuteurs-infirmiers qualifiés dans l'évaluation par compétence appliquée par le LTPS.

Depuis l'année académique 2017-2018, le LTPS lui-même effectuée à la fin de chaque semestre de ses formations BTS une enquête dans le cadre de sa démarche qualité par un questionnaire sur l'ENSCL pour recueillir les avis et suggestions des étudiants sur leurs stages pratiques.

Concernant les employeurs, le feedback qu'ils donnent au LTPS sur les nouveaux diplômés sortant du lycée est en général positif et encourageant.

Question 3920 (10.07.2018) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant le **système Sanitel**:

De System Sanitel ass en Informatiksystem, mat deem Déiere wéi Ranner, Schof, Geflügel asw. an der ganzer Produktionslinn registréiert, gespächert an identifizéiert kënnen ginn. Domadder gëtt d'Traçabilitéit assuréiert, well all eenzel Déier zu all Moment kann identifizéiert ginn. Laut eisen Informatiounen, sinn ab dem 1. Juli nei Ouermarken obligatoresch. Wéi et schéngt, wieren awer vill Baueren nach net iwwert dëse Schrëtt informéiert gi respektiv wéissten net, dass nei Ouermarken am Émlaf wieren.

Dofir wollte mir dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eis dës Informatiounen bestätegen?
2. Wa jo, firwat sinn d'Baueren net iwwert dës Changementer a Kenntnis gesat ginn?
3. Wat geschitt, wann ee Bauer bei enger Kontroll elo net konform wär?

Réponse (19.07.2018) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1. De System Sanitel, dee vun der Divisioun „Identification et enregistrement des animaux“ vun der Veterinärsinspektioun geréiert gëtt, huet als Aufgab, d'Halter vu verschiddenen Déierenaarten (Ranner, Schwäin, Schof a Geesen) ze enregistrierte grad wéi och d'Déieren, déi zu engem bestëmmte Moment an hirem Besëtz sinn. Dëse Service ass och zoustänneg fir d'Gestioun an d'Verdeele vun den Ouermarken souwéi de Rannerpäss, déi Bestanddeel si vun der Traçabilitéit vum Déier, mä och vum Flesch, dat aus deenen Déiere gewonne gëtt.

Wat d'Ranneridentifikatioun ubelaangt, ass den neie Règlement grand-ducal der europäescher Reglementatioun ugepasst ginn. Eng grouss Ännerung vun dem Règlement besteet doran, dass ab dem 1. Juli 2018 déi neigebuere Kaalwer zwou Ouermarken ukréien, wouvun eng elektronesch ass, dat heescht, dës Ouermark ass mat engem Microchip ausgestattet, deen et erlaabt, d'Sanitelsnummer méttels Liesegerät elektronesch ze erfassen.

ad 2. Dës Changementer goufe per Communiqué vum Ministère via d'landwirtschaftlech Press matgedeelt. Zousätzlech kritt all Bauer bei der Bestellung vun Ouermarken en Informatiounsblatt matgeschéckt, dat dës Neierung erloutert an déi néideg Erklärungen gëtt, wéi déi nei Ouermarken ze handhabe sinn.

ad 3. Vu dass et duerch de grouse logisteschen Opwand net méiglech war, bis den 1. Juli all Bauer mat den neien Ouermarken ze versueren, an dës no an no geschitt, si sämtlech Kontrollinstanzen ugewisen, bis Enn 2018 an deem Beräich keng Non-Konformitéiten ze notéieren an den Déierenhalter haaptsächlech op déi Neierung opmierksam ze maachen. Enn 2018 maache mir dann de Bilan vun der Aktioun a leeën déi weider Virgoensweis fest.

Question 3922 (11.07.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **contrôle du stockage de lisier**:

Ab dem Mount Juli gëtt eng grouss landeswäit Kontrollcampagne vun der Douane ënnert der Leedung vun der Ëmweltverwaltung organiséiert, fir an de landwirtschaftleche Betriber d'Kommodosoplagen an de Klassen 1, 3 a 4 ze kontrolléieren. Notamment soll de Stockage vu Gülle kontrolléiert ginn.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an der Madamm Ëmweltminister folgend Froe stellen:

1. Besteet aktuell en akuten Handlungsbedarf a puncto Kommodo-Inkommodo-Oplagen, datt elo matten am Summer, wou d'Betriber vill Aarbecht hu mat der Recolte, Kontrollen an de Betriber duerchgefouert ginn?

2. De Stockage vu Flësegdünger gëtt bei de Flächekontrollen opgrond vun der Agrarpolitik systematesch mat kontrolléiert. Firwat ordonnéiert d'Madamm Ëmweltministesch nach zousätzlech Kontrollen?

3. Ass dës Aktioun mam Landwirtschaftsministère, dee jo fir déi aner Kontrollen zoustänneg ass, am Virfeld ofgeschwat ginn?

4. Ass et Usus esou eng Kontrollcampagne mediewierksam ze annonciéieren a riskéiert esou eng Medienannonciéiert Campagne net en direkten Afloss op den Image vun enger spezifischer Berufsspart ze hunn? Gi Kontrollen a puncto Kommodo-Inkommodo-Oplagen an anere Berufssparten och mediewierksam annonciéiert an duerchgefouert?

Réponse commune (08.08.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

ad 1. D'Waasserverwaltung gouf 2017 insgesamt mat eelef Pollutiounen befaasst, déi mat Piff ze dinn haten. Fir d'Joer 2018 waren dat der schonns eng ronn 20. A ville Fäll waren déi Pollutiounen doduerch bedéngt, datt de Piff-tank net dicht war oder datt Ventililer net richtig zou waren, respektiv datt se duerch Onopmierksamkeet opgaange sinn.

Onkontrolléiert Ausläfe vu Piff zerstéiert déi ganz Biologie, am Buedem an och an de Gewässer, déi dann nees Jore brauchen, fir sech ze regeneréieren.

Vu den Zouwuess vun de Problemer mat dem Ausläfe vum Piff ass decidéiert ginn, de Stockage dovun méi genau ze kontrolléieren. Well de Stockage selwer awer iwwert d'Kommodosgesetz geregelt ass an iwwert dee Wee mat deenen néidege Konditiounen beluecht ass, ass am Kader vun der Zesummenaarbecht tëschent Waasserverwaltung an der Ëmweltverwaltung vun deenen zwou Verwaltungen festgehale ginn, datt déi Kontrolle vun der Ëmweltverwaltung organiséiert solle ginn.

D'Kontrollen u sech ginn, op Demande vun der Ëmweltverwaltung, vun der Douanesverwaltung duerchgefouert, esou wéi dat an enger Konventioun den 21. Dezember 2015 festgehale gouf.

ad 2. De Stockage vum Piff ënnerläit de Bestëmmung vun dem Kommodosgesetz. Nieft der ITM, déi zoustänneg ass fir de Volet vun der Aarbechtssécherheet, ass d'Ëmweltverwaltung déi kompetent Administratioun fir d'Ëmsetzung vun dëser Legislatioun.

Verstéiss géint d'Kommodosgesetz kënnen, nieft der Douane an der Police, nëmme vun deene Verwaltungen festgestallt ginn, déi an deem Gesetz explizit opgezielt sinn. Flächekontrollen opgrond vun der Agrarpolitik gi vun dem Service d'économie rurale duerchgefouert. Dëse Service huet opgrond vum Kommodosgesetz awer keng Kontrollkompetenz. Wann also am Kader vun de Flächekontrollen de Stockage vu Flësegdünger matgekuckt gëtt a bei Onregelméissegkeeten de Betrib drop higewise gëtt, dann ass dat eng wäertvoll Informatioun fir de Betrib. Esou lwwerprüfungen kënnen awer op kee Fall als legal verbindlech Kontrollen op Basis vum Kommodosgesetz ugesi ginn.

ad 3. Et gouf an de Méint virdrun eng Rei Gesprécher zu dem Thema «Stockage vu Piff» tëschent der Waasserverwaltung an der Agrikultur. Donieft goufen och Diskussiounen mat der Unité de contrôle vun dem Service d'économie rurale gefouert.

Allerdéngs ass et och net Usus, Kontrollen am Virfeld mat anere Ministèren ofzeschwätzen.

ad 4. D'Annonciéiere vun esou enger Campagne ass virun allem do, fir déi betraffe Betriber dorop hanzeweisen, datt Kontrolle wäerte gemaach ginn, an hinnen doduerch d'Méiglechkeet ze ginn, selwer nach eng Kéier ze kucken, ob alles an der Rei ass, fir datt da bei der Kontroll d'Konformitéit vun de gesetzlechen Oplage festgestallt ka ginn.

D'Tatsach, datt eng Kontrollcampagne am Virfeld annonciéiert gëtt, heescht also net, datt de concernéierte Secteur ënner Generalverdacht steet. Am Géigendeel, et geet dorëm, de concernéierte Betriber esou d'Chance ze ginn, fir de Fall wou se net konform zur Gesetzgebung wieren, sech am Virfeld ze konforméieren an doduerch, zu gudder Lescht, e positive Bilanzéien ze kënnen.

D'Approche, déi d'Ëmweltverwaltung hei gewielt huet, ass am Prinzip genau déisel-

wecht, déi d'Police hëlt, wa se iwwert déi verschidde Medie Vitessekontrollen annonciéiert. Deemno kann een hei net vun enger mediewierksamer Annonce schwätzen, mä éischer vun enger Transparenz a Besuch op geplangte Kontrollen.

Dëse Communiqué ass och un déi vun der Landwirtschaft betraffe Verwaltungen gaangen, un d'Chambre d'Agriculture an un déi eenzel Verbänn, mat dem Hiweis, si sollen hir Membere doriwwe informéieren, dëst och nees am Sënn vun der néideger Transparenz.

Wat aner Berufssparten ugeet, wäerten d'Kontrollcampagnen och nees am Virfeld ugekënnegt ginn.

D'Ëmweltverwaltung huet och scho virdrun iwwer Kontrollcampagnen am Virus kommunizéiert. Dëst ass zum Beispill de Fall bei den Offalltransportkontrollen, wou en entsprechenden Inspektiounsplang um Internet publizéiert ass. Och bei de Betriber, déi ënnert d'Direktiv vun den „émissions industrielles“ falen, ass de Planning mat de Kontrolle vun deene betraffene Betriber publizéiert.

Question 3923 (11.07.2018) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant l'**abattement fiscal pour mobilité durable**:

Afin de rendre le transport individuel plus durable, le Gouvernement a introduit, par le biais de la réforme fiscale 2017, un abattement fiscal pour mobilité durable (AMD). Dans ce contexte, un AMD de 300 euros s'applique à l'achat d'un vélo ou d'un cycle à pédalage assisté (pédélec) neuf. Pour en bénéficier, le ou la contribuable doit joindre la facture du vélo ou du pédélec, ensemble avec les pièces probantes, à la déclaration d'impôts ou à la demande de décompte annuel.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Combien de ménages ont jusqu'à présent profité d'un AMD lors de l'achat d'un cycle ou d'un pédélec?

2) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent nous fournir une première évaluation de l'AMD s'appliquant aux vélos et aux pédélecs?

Réponse commune (14.08.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Parmi les dossiers déjà imposés pour l'année d'imposition 2017, le nombre de déductions AMD (abattement pour mobilité durable) pour l'achat d'un cycle ou d'un cycle à pédalage assisté s'élève à 1.523 (1.429 déductions par imposition par voie d'assiette et 94 déductions par décompte annuel).

En ce qui concerne l'année d'imposition 2018, il est à signaler que l'Administration des contributions directes ne dispose pas encore de chiffres, étant donné que les déclarations pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour l'année 2018 seront à remettre après écoulement de l'année 2018. Pour le moment, trois abattements pour mobilité durable pour l'achat d'un cycle ou d'un cycle à pédalage assisté ont été accordés dans le cadre de la retenue d'impôt sur traitements et salaires pendant l'année d'imposition 2018.

Il s'agit de premiers résultats encourageants en vue de l'objectif recherché par la réforme fiscale d'une mobilité plus active et plus durable.

Une évaluation définitive de l'abattement pour mobilité durable ne peut pas encore être fournie étant donné que le traitement des dossiers pour l'année d'imposition 2017 n'est pas clôturé.

Question 3927 (12.07.2018) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **nouveau site du «Sportlycée»**:

In einer gemeinsamen Antwort auf die parlamentarische Frage Nr. 3675 vom 6. März 2018 gaben die Minister für Bildung, nachhaltige Entwicklung, Infrastrukturen und Sport bekannt, dass das neue Sportlyzeum im Stadtteil Gasperich auf dem Gelände „Midfield“ angesiedelt werden soll.

Im Rahmen der Diskussionen rund um den Gesetzestext Nr. 7301 zur „École de la deu-

xième Chance (E2C)“, am 11. Juli 2018, ließ der Bildungsminister verlauten, dass das neue Sportlyzeum, wie die E2C, in Mamer gebaut werden soll.

Hinsichtlich der widersprüchlichen Aussagen der betroffenen Minister möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Wo soll schlussendlich das neue Sportlyzeum errichtet werden?

- Wann soll mit dem Bau begonnen werden?

- Können wir zusätzliche Informationen hinsichtlich des gesamten Baukonzeptes erhalten?

- Wissend, dass am aktuellen Standort des Sportlyzeums beim INS auf Cents Sportinfrastrukturen bestehen, plant die Regierung beim Neubau eigene Sportinfrastrukturen? Welche wären das und welche Sportarten könnten dort ausgeübt werden?

- Werden die Nationaltrainer aus den nationalen Sportzentren abgezogen um am neuen Standort wieder eingesetzt zu werden?

- Wenn nicht, wie wird der Transport der Schüler vom neuen Standort zu bereits bestehenden nationalen spezifischen Infrastrukturen wie der Coque, der Fußballschule in Monnerich, dem Basketballzentrum in Mersch, der nationalen Leichtathletikpiste auf Cents und dem geplanten Velodrom in Mondorf geregelt?

Réponse commune (16.08.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Was den zukünftigen Standort des neuen Sportlyzeums betrifft, so wird zurzeit geprüft, wie das Gymnasium zusammen mit der „École nationale pour adultes“ neben der Europäischschule und dem Lycée Josy Barthel in Mamer am besten realisiert werden kann.

Da die Vorstudien zum Bau des neuen Sportlyzeums erst angefallen sind und erst nach Abschluss der Detailplanung (avant-projet détaillé) eine Gesetzesvorlage zur Finanzierung ins Parlament eingebracht werden kann, wäre es zu diesem Zeitpunkt verfrüht, ein konkretes Datum für den Baubeginn zu nennen.

Das Konzept für das neue Gebäude des Sportlyzeums beinhaltet optimierte Schulinfrastrukturen, ein Internat, ein Restaurant sowie die benötigten Sportinfrastrukturen.

Das Sportlyzeum hat mit 16 Sportverbänden Konventionen unterzeichnet und somit die Aufgabe, die Koordination zwischen den verschiedenen Formationszentren zu gewährleisten, indem es ihnen die benötigten Sportinfrastrukturen zur Verfügung stellt.

Bei den sportlichen Disziplinen, die morgendliche Trainingseinheiten am neuen Standort erhalten sollen, handelt es sich um Mannschaftssportarten (Basketball, Fußball, Handball, Rugby und Volleyball) sowie Einzelsportarten (Tischtennis, Badminton, Geräteturnen, Kampfsport, Radsport, Triathlon und Schwimmen).

Die morgendlichen Trainingseinheiten in Tennis, Squash und Golf werden weiterhin an anderen Standorten organisiert werden.

Die spezifischen Trainingseinheiten, welche am Nachmittag stattfinden, werden in den bestehenden sowie in den zukünftigen nationalen Zentren organisiert:

- Fußball im nationalen Zentrum für Fußball in Monnerich;

- Tennis im nationalen Zentrum für Tennis in Esch/Alzette;

- Squash im CK Sportcenter in Kockelscheuer;

- Radsport auf der zukünftigen Radrennbahn in Mondorf.

Die Nationaltrainer aus den bestehenden nationalen Sportzentren werden nicht aus diesen abgezogen, sodass die neuen Infrastrukturen, neben den morgendlichen Trainingseinheiten, von den Sportverbänden genutzt werden, welche noch über keine Räumlichkeiten verfügen. Die neuen Infrastrukturen werden somit helfen, den steigenden Bedarf an benötigten Infrastrukturen abzudecken sowie die permanente Nutzung während des ganzen Jahres zu gewährleisten.

Selbstverständlich soll der Transport auch weiterhin zwischen den verschiedenen Standorten sichergestellt werden. Da das neue Sportlyzeum bestens an den öffentlichen Transport angebunden sein wird, ermöglicht dies eine deutliche Verbesserung der entsprechenden Organisation.

Question 3928 (12.07.2018) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant les **règles déontologiques pour les membres du Gouvernement**:

Par arrêté grand-ducal du 15 janvier 2018, le Gouvernement a modifié une deuxième fois l'arrêté grand-ducal du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Pour quelles raisons le Gouvernement a-t-il procédé à la suppression de l'alinéa 2 de l'article 10 de l'arrêté grand-ducal précité qui stipule que «[I]es membres du Gouvernement ne pourront accepter une nouvelle fonction honorifique qu'après avis conforme du Comité d'éthique»?

- S'agissait-il d'une réaction à un éventuel avis négatif du Comité d'éthique? Dans l'affirmative, à quelle fonction honorifique se rapportait cet avis négatif?

- Combien de fois le Comité d'éthique a-t-il été saisi depuis fin 2014 et combien d'avis a-t-il rendu?

Réponse (17.07.2018) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Depuis fin 2014, le Comité d'éthique a été saisi à trois reprises. Les lettres de saisine et les avis y relatifs sont publiés sur la page Internet: <https://gouvernement.lu/fr/systeme-politique/gouvernement.html>.

L'article 10, alinéa 2, de l'arrêté grand-ducal modifié du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs droits et devoirs dans l'exercice de la fonction, a été supprimé suite à la mise en question de l'utilité et de l'opportunité de cet alinéa, par le Comité d'éthique dans le contexte de son avis du 15 décembre 2017.

En effet, le Gouvernement partageait l'opinion émise par le Comité d'éthique dans son avis précité que les «fonctions» qui pouvaient être acceptées par les membres du Gouvernement, après avis conforme du Comité d'éthique sur base de l'article 10, alinéa 2, représentaient des fonctions «passives» et «symboliques» et ne constituaient, de ce fait, pas des «fonctions», mais étaient plutôt à qualifier de «titres de nature honorifique». Cette hypothèse est déjà réglée par le dernier alinéa de l'article 10.

Cette suppression ne constituait donc pas une réaction à un avis négatif du Comité d'éthique.

Grâce à cette suppression, le Gouvernement a enlevé toute ambiguïté éventuelle entre le terme de «fonction» et de «titre». Le dispositif de l'article 10 est désormais clair en ce qu'il prévoit que l'interdiction d'exercer une fonction honorifique dès la prise de fonction se perpétue durant toute la durée de l'exercice du mandat.

Question 3929 (13.07.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **Conseil national pour étrangers**:

Jusqu'à récemment le CNE n'a pas fonctionné convenablement. Les élections de février 2018 ont à cet égard fait renaître une lueur d'espoir auprès de nombreux résidents étrangers.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Madame le Ministre peut-elle m'informer du fonctionnement actuel du CNE?

2) Qu'en est-il du mandat donné par Madame le Ministre au CNE de réfléchir à ses missions futures? Madame le Ministre peut-elle me livrer le détail de ces réflexions?

Réponse (26.07.2018) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

ad 1) La réunion constituante du Conseil national pour étrangers (CNE), nommé par arrêté ministériel du 18 janvier 2018, a eu lieu le 23 janvier 2018.

Le CNE a mis en place six groupes de travail et six commissions:

Groupes de travail:

- La politique de communication du CNE

- Les langues au Luxembourg

- Le règlement d'ordre intérieur du CNE

- Les juristes du CNE

- L'origine géographique des membres du CNE

- Les binationaux au Luxembourg

Commissions:

- Commission pour les jeunes, l'éducation et la formation continue

- Commission pour les seniors

- Commission pour la participation civique et les asbl

- Commission de liaison des CCCI

- Commission pour les migrants et les frontaliers

- Commission pour les réfugiés et les DPI

Le CNE a émis deux avis, l'un sur le Plan national d'intégration 2018 (PAN) et l'autre sur le projet de loi n°7231 relatif à la promotion de langue luxembourgeoise.

ad 2) Lors de la réunion plénière du 28 février 2018, à laquelle j'ai assisté, j'ai demandé au CNE de mener une réflexion sur ses missions et sur son mode de fonctionnement. Ces réflexions sont actuellement en cours.

Question 3931 (16.07.2018) de **Mme Claudine Konsbruck** (CSV) concernant la **signature électronique**:

La signature électronique qualifiée est une faculté pour les usagers à l'heure actuelle.

La loi prévoit qu'à des fins d'authentification et de signature électronique, le titulaire majeur de la carte d'identité peut demander l'activation des certificats électroniques au moment de sa demande de carte.

Pour procéder par signature électronique, il faut disposer d'un lecteur de cartes et installer un logiciel compliqué.

La procédure est partant lourde et coûteuse, ce qui explique que ce système connaît actuellement peu de succès auprès des consommateurs, que ce soient des particuliers ou des entreprises.

Paperjam a relaté récemment qu'un groupe belgo-luxembourgeois venait de lancer une plateforme certifiée pour permettre aux PME d'accéder à moindres frais à un système de signature électronique. LuxTrust travaillerait actuellement sur un projet comparable.

Dans l'ère du paperless et de la digitalisation et compte tenu des efforts du Luxembourg pour devenir une «Smart Nation», il serait utile de développer davantage ce procédé.

L'État pourrait jouer un rôle précurseur en la matière.

Ainsi, une signature électronique qualifiée généralisée pour tous les univers numériques permettrait d'avoir accès à divers services publics et les opportunités sont importantes: signature de documents officiels, identification auprès de banques et assurances et confirmation de paiements, eSanté (accès au dossier médical, gestion des prestations, remboursements), eCommerce, etc.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre de l'Économie sur cette question?

- Combien de personnes disposent actuellement d'une signature électronique certifiée?

- Est-ce qu'il ne serait pas opportun d'innover et de proposer une identité numérique gratuite pour tous les résidents luxembourgeois avec une application d'identité mobile officielle (utilisable sur un appareil mobile)?

- Quand est-ce que LuxTrust sera en mesure de présenter un projet similaire?

Réponse (02.08.2018) de **M. Etienne Schneider**, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

La confiance étant un facteur indispensable au développement économique, le Ministère de l'Économie met en place des systèmes d'accréditation et de certification par le biais de l'ILNAS, investit dans la sécurité de l'information par le biais de securitymadein.lu et est à l'origine de la création de LuxTrust.

Même si la convivialité d'une solution est importante pour son acceptation, un niveau élevé de confiance et de sécurité prime sur la convivialité, puisqu'un seul incident de sécurité peut détruire toute confiance.

L'offre de LuxTrust s'inscrit pleinement dans l'axe des préoccupations exprimées par Madame la Députée. En effet, les citoyens disposant de souscriptions LuxTrust bénéficient d'une identité électronique définie comme substantielle, selon les termes du règlement européen eIDAS (electronic IDentification, Authentication and trust Services).

Chaque identité électronique est enregistrée sous forme d'un fichier électronique appelé certificat. Les certificats sont stockés soit sur des dispositifs à puce (smart cards et signing sticks) soit sur un serveur sécurisé et centralisé, appelé Signing Server. Des 550.000 certificats LuxTrust activés, environ 500.000 sont stockés sur le Signing Server et 50.000 sur des dispositifs à puce.

Alors que ces derniers sont déjà de type qualifié, les plans actuels de LuxTrust prévoient que la majorité des certificats stockés sur le Signing Server le seront également avant la fin de l'année. À partir de là, la majorité des abonnés LuxTrust disposeront de certificats qualifiés permettant de générer des signatures qualifiées, équivalentes dans leur effet juridique, à la signature manuscrite.

Les souscriptions dont les certificats sont stockés sur le Signing Server permettent une mobilité maximale. En effet l'application mobile LuxTrust (appelée LuxTrust Mobile app), permet à son détenteur de s'authentifier et de signer des documents et des transactions à partir des plateformes mobiles iOS et Android.

Chaque citoyen peut disposer d'une souscription Signing Server gratuite par le biais des banques de détails. Cette dernière est utilisable dans toutes les applications (privées ou publiques) ayant intégré les services d'authentification et de signature LuxTrust.

LuxTrust a comme projet d'offrir, avant la fin de cette année, un service de signature en mode SaaS (Software as a Service) permettant à tout citoyen de signer des documents sur base de certificats LuxTrust ainsi que de valider la ou les signatures incluses dans un document.

LuxTrust offre déjà une plateforme de signature pouvant offrir des workflow complexes, mettant en œuvre des signatures qualifiées. Dans l'état actuel des développements, cette plateforme est installée dans les data centres des clients. Cette configuration offre les bénéfices d'une confidentialité maximale car les documents confidentiels ne doivent pas être transférés à un tiers pour être signés.

Question 3936 (17.07.2018) de **M. Marc Baum** (déi Lénk) concernant les **accords des investissements UE/BL**:

Dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL), le Luxembourg et la Belgique ont mis en place un réseau de plus de 60 accords bilatéraux visant la protection des investissements.

Selon nos informations, la Belgique est en train d'élaborer un nouveau modèle pour ces ac-

cords bilatéraux, lequel contient un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) basé sur des tribunaux privés. Il paraît que ce nouveau modèle aurait été soumis au Gouvernement luxembourgeois par les autorités belges.

Sachant que Monsieur le Ministre s'est prononcé dans le passé pour une abolition du mécanisme ISDS (notamment dans le cadre des négociations TTIP et CETA) et qu'il a soutenu la mise en place d'un tribunal multilatéral des investissements, tel que proposé par la Commission européenne, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Pouvez-vous nous confirmer que la Belgique a élaboré un nouveau modèle pour ce genre de traité bilatéral et qu'une proposition dans ce sens a été soumise au Gouvernement luxembourgeois?

2) Dans l'affirmative de la question 1, pouvez-vous nous confirmer que ce nouveau modèle contient bien des dispositions permettant le recours à un tribunal d'arbitrage privé du type ISDS?

3) Dans l'affirmative de la question 1, quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la proposition belge et plus spécifiquement par rapport à d'éventuelles dispositions ISDS dans les futurs accords de protection des investissements de l'UEBL?

4) Dans l'affirmative de la question 1, pouvez-vous nous transmettre la proposition des autorités belges? À quel stade comptez-vous associer les membres de la Chambre de Députés aux travaux?

Réponse (25.07.2018) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Les discussions relatives aux accords de libre-échange avec les États-Unis et le Canada ont permis aux citoyens d'exprimer leurs attentes quant au respect des normes sociales et environnementales ainsi que leurs inquiétudes quant aux dispositions relatives au système de règlement des différends entre investisseurs et États. En 2015, à l'occasion de sa Présidence du Conseil de l'Union européenne, le Luxembourg s'est engagé de manière décisive pour que le système ISDS de règlement des différends soit remplacé par un standard plus conforme aux attentes des citoyens. C'est également dans cette même lignée qu'en date du 20 mars 2018, le Conseil a adopté les directives de négociation autorisant la Commission européenne à négocier, au nom de l'UE, une convention instituant un tribunal multilatéral chargé du règlement des différends en matière d'investissements. Les directives de négociation ont par ailleurs été rendues publiques.

Tandis que les accords de libre-échange de l'Union européenne ne contiennent pas forcément tous des clauses relatives à la protection des investissements, ces dernières sont au cœur du dispositif mis en place par les traités bilatéraux d'investissement que les États membres de l'Union concluent avec des États tiers. L'engagement du Luxembourg en faveur d'une nouvelle norme en matière de règlement des différends s'étend donc tout naturellement à ces accords bilatéraux.

C'est précisément pour cette raison que le Ministère des Affaires étrangères et les autorités belges ont conjointement élaboré un nouveau modèle d'accord bilatéral d'investissement dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Du côté belge, cet exercice a impliqué le Service public fédéral des affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement ainsi que des représentants des régions wallonne, flamande et de Bruxelles-Capitale.

L'objectif premier de cet exercice a donc été de remplacer l'ancien standard ISDS. Le système de règlement des litiges qui est désormais prévu dans le modèle d'accord est similaire au système de tribunal d'investissement contenu dans l'accord européen avec le Canada.

Le modèle d'accord a été finalisé au niveau technique. La compatibilité du système de tribunal d'investissement avec les traités européens étant en cours d'examen par la Cour de justice de l'UE, le Ministère des Affaires étrangères a décidé de ne pas entamer le processus de validation politique de ce nouveau modèle tant que la Cour n'aura pas donné son avis.

Les accords négociés sur base de ce modèle seront soumis à la Chambre de Députés pour ratification.



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Question 3937 (18.07.2018) de **M. Georges Engel** et **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) concernant les **chargés de cours**:

Les chargés de cours représentent un pilier fondamental de notre système éducatif. Depuis de nombreuses années, ils ont réclamé des possibilités de formation en cours d'emploi pour obtenir le diplôme en sciences éducatives. Pour l'année académique 2016-2017, une telle formation, nommée «Track 2», a finalement été offerte par l'Université du Luxembourg, après des négociations avec le Ministère de l'Éducation. En pratique, cette formation ne reste cependant pas sans problèmes.

Dans ce cadre, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Durant les deux premières années de formation, seulement une vingtaine de personnes ont réussi à l'examen d'entrée à la formation. Face à ces chiffres, Monsieur le Ministre estime-t-il que l'examen d'entrée est adapté à des personnes qui travaillent déjà à plein temps dans le secteur?

- Il nous revient que les personnes qui se sont présentées à l'examen cette année ont été prévenues en dernière minute que la formation ne sera finalement pas offerte cette année.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, pourquoi la formation ne sera-t-elle pas offerte?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il aurait fallu prévenir les candidats dans un délai raisonnable, et non seulement une journée avant l'examen d'entrée?

- La formation sera-t-elle offerte de nouveau l'année prochaine?

- Monsieur le Ministre peut-il s'imaginer d'offrir aux chargés de cours ayant un diplôme de fin d'études secondaires une autre possibilité d'obtenir le diplôme de bachelier par une formation en cours d'emploi qui ne nécessite pas d'examen d'entrée et qui reconnaît directement les connaissances pratiques des chargés de cours?

Réponse (16.08.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, il m'échoit d'apporter les éléments de réponse suivants:

Étant donné que l'examen d'entrée à la formation est organisé par l'Université du Luxembourg, il est évident que cet examen relève de la compétence de l'université.

Au regard des trois personnes ayant marqué leur intérêt pour l'examen d'entrée à la formation, l'université a renoncé à l'organisation de cette formation.

J'ai marqué mon accord à cette décision au vu du nombre restreint de candidats sous condition que la situation soit réévaluée au vu des inscriptions à l'examen d'entrée à la formation pour l'année académique 2019-2020.

L'accès à la profession d'instituteur exige un diplôme de bachelier qui devra être émis par une université.

Question 3939 (18.07.2018) de **M. Lex Delles** (DP) concernant la **réorganisation des commissariats de police**:

Début 2017, il a été procédé à une adaptation du fonctionnement des commissariats au niveau national. Depuis, des communautés et fusions de commissariats fonctionnent avec des horaires de guichet adaptés, en alternance sur leurs différents sites et avec des heures de fonctionnement étendues. Cette réorganisation a comme but d'optimiser les moyens en personnel et d'offrir un meilleur service au citoyen.

Selon la Police grand-ducale, «la très grande majorité des commissariats de proximité fonctionne suivant le nouveau principe».

Cette réorganisation est censée démontrer aux autorités communales les avantages de ce nouveau mode de fonctionnement.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Monsieur le Ministre peut-il déjà tirer un premier bilan de la nouvelle organisation? Les

implantations des différents commissariats, notamment de ceux à trois roulements, répondent-elles aux objectifs visés?

2) Est-ce que les commissariats qui n'ont pas fusionné et qui n'ont pas été intégrés au sein d'une communauté de commissariats coopèrent également avec d'autres commissariats? Dans l'affirmative, en quoi consiste cette coopération? Qu'en est-il du commissariat de Mondorf-les-Bains?

3) Concernant l'affectation des agents de police aux commissariats fonctionnant en unité isolée, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les agents de police y affectés débutent et finissent leur service au même commissariat?

Réponse (13.08.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) La nouvelle organisation et le regroupement de la majorité des commissariats, le principe de la prise de rendez-vous du citoyen avec le policier, l'adaptation des heures de guichet ainsi que l'extension des heures de fonctionnement permettent d'offrir un meilleur service au citoyen, notamment par une présence policière et une disponibilité accrues.

Les implantations des différents commissariats n'ont pas changé, notamment les commissariats à trois roulements restent installés sur leurs 13 sites tel que cela a été le cas avant la réorganisation territoriale.

ad 2) En vue d'assurer la continuité et le bon fonctionnement du service, il arrive qu'un commissariat, qui ne fait pas partie d'une communauté ou d'une fusion, coopère avec d'autres commissariats. Une telle coopération de fait peut s'avérer nécessaire, notamment entre le commissariat à Mondorf-les-Bains et celui à Remich en vue d'éviter qu'un membre d'un commissariat reste seul, isolé ou bloqué à son unité au lieu de s'associer avec les membres d'un commissariat voisin pour commencer le service et pour assurer ainsi une présence et une visibilité policières. Il peut donc s'avérer indispensable de créer de telles synergies entre commissariats pour contrecarrer les difficultés d'un fonctionnement en unité isolée au détriment de la qualité du service offert au citoyen.

ad 3) En raison des difficultés susmentionnées qu'un commissariat fonctionnant en unité isolée peut rencontrer, les policiers peuvent s'organiser de manière à ce qu'ils commencent et terminent leur service au commissariat avec lequel ils coopèrent de fait. Ce choix est motivé surtout pour des raisons de sécurité individuelle des agents qui, autrement, seraient amenés à effectuer seuls le trajet entre les deux unités en voiture de service ainsi que de gain de temps considérable.

Question urgente 4011 (21.08.2018) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **listes électorales**:

L'article 15 de la loi électorale dispose que:

«Tout citoyen peut prendre inspection et demander par écrit une copie des listes actualisées ainsi que des pièces mentionnées ci-dessus au secrétariat de la commune jusque et y compris le cinquante-huitième jour avant le jour des élections. La copie sera délivrée ou bien sous forme papier ou numérique en mains propres du demandeur ou bien par un moyen de communication sécurisé de façon appropriée. Les données des citoyens contenues dans les listes ne peuvent pas être utilisées à des fins autres qu'électorales.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que la disposition légale susmentionnée est quelque peu surannée au vu des nouvelles règles européennes en matière de protection des données?

- Dans la négative, quelles sont les obligations des communes vis-à-vis des citoyens dont les données sont consultées respectivement extraites et mises à disposition de tiers? Quels sont les droits des citoyens vis-à-vis des communes respectivement de ceux qui prennent inspection de, ou se voient communiquer, leurs données?

Réponse commune (27.08.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

La disposition à laquelle les députés semblent vouloir se référer constitue l'article 20, alinéa 3, de la loi électorale et non l'article 15.

L'accès public aux listes électorales avant les élections constitue un principe du patrimoine

électoral européen et un élément fondamental de notre procédure électorale nationale depuis la deuxième moitié du 18^e siècle. L'accès public aux listes électorales fait d'ailleurs partie des lignes directrices, contenues dans le Code de bonne conduite en matière électorale, adoptées par la Commission de Venise lors de sa 51^e session plénière (5-6 juillet 2002, point 1.2.iii).

La tenue correcte des listes électorales présente un caractère essentiel dans la garantie du suffrage universel. L'accès public aux listes électorales par tous les électeurs a comme finalité de garantir une grande transparence et une précision accrue des listes électorales en permettant à tout électeur non mentionné de se faire inscrire ou d'obtenir la correction des données erronées. L'inspection des listes électorales par les électeurs est cruciale pour renforcer la qualité et la légitimité du processus d'inscription de chaque électeur et remplit une fonction indispensable dans un régime démocratique basé sur le suffrage universel et où le droit de vote constitue un droit garanti par notre Constitution.

Comme toute donnée personnelle, les listes électorales sont soumises aux dispositions relatives à la protection des données découlant du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (ci-après «RGPD»). Bien que le cadre juridique européen de la protection des données à caractère personnel ait été modernisé, il reconduit les principes fondamentaux régissant cette matière depuis la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 (tout en renforçant la responsabilité des acteurs, les moyens de contrôle et de sanctions applicables et les droits des personnes concernées). L'appréciation du caractère légitime des finalités visées et des conditions qui doivent être réunies pour que les traitements de données, auxquels ladite faculté légale peut donner lieu, soient considérés comme licites et loyaux, restent valables au-delà de l'entrée en vigueur des nouvelles règles européennes.

En 2008, la Commission nationale pour la protection des données avait favorablement avisé (avis du 28 octobre 2008 / doc. parl. n°5859/02) la disposition de l'article 20, alinéa 3, comme répondant à une finalité légitime inhérente à la transparence du processus électoral dans une société démocratique: «La finalité de la tenue des listes électorales consiste en la constatation de la qualité d'électeur des personnes physiques remplissant les conditions reprises dans le Titre I de la loi électorale. Le droit d'inspection des listes électorales, ainsi que le droit d'en prendre copie rentrent dans le cadre de cette finalité, notamment aux fins de vérifier l'exactitude des listes électorales ou de constater et de vérifier le nombre d'électeurs inscrits au sein d'une commune. Le droit ouvert à chaque citoyen de se pourvoir en justice contre toute personne indument inscrite, omise ou rayée sur les listes électorales constitue le corollaire nécessaire de cette finalité, qui s'inscrit dans un but de contrôle démocratique. La Commission nationale considère que la prospection des électeurs inscrits par les divers partis politiques, notamment pour leur adresser les programmes politiques, rentre également dans le cadre de cette finalité électorale».

Les dispositions imposées par le RGPD ne s'opposent donc pas à la nécessité de transparence du processus d'inscription, de confection et de contrôle des listes électorales, conditions qui sont nécessaires au suffrage universel et à la légitimité du processus électoral.

En effet, ce sont plusieurs droits fondamentaux et principes démocratiques (droit de vote, suffrage universel et protection des données personnelles) qui touchent concomitamment à la question des listes électorales et il est nécessaire de trouver un équilibre entre les différents droits impliqués. En aucun cas, la disposition de l'article 20, alinéa 3, ne saurait être considérée comme surannée, bien au contraire, elle est indispensable à l'exercice du droit de vote ainsi qu'à la légitimité et la régularité du processus électoral.

En ce qui concerne les obligations des communes vis-à-vis des citoyens, les communes sont tenues, en leur qualité de responsable du traitement des données, de satisfaire aux principes généraux en matière de protection des données consacrés par le RGPD, tels que veiller à ce que les données personnelles ne soient pas traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec la finalité prévue, entourer la délivrance de copies des listes d'un certain nombre de garanties pour limiter le risque d'une utilisation illégitime, d'abus ou de détournement de finalités et assurer l'intégrité et la confidentialité des données à l'aide de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Les communes ne sont par contre pas tenues de notifier la délivrance de copies aux citoyens électeurs inscrits alors que le traitement de données est expressément prévu par la loi (cf. art 14 § 5 lettre c) RGPD). Pour la même rai-

son, les citoyens ne peuvent pas se prévaloir d'un droit d'opposition à l'inspection et à la communication de leurs données figurant sur les listes électorales, ni réclamer l'effacement des données communiquées, pour autant que le traitement des données reste conforme aux conditions légales et nécessaire pour les finalités visées.

Les dispositions de la loi électorale assurent par elles-mêmes le droit d'accès des citoyens aux données contenues dans les listes électorales, d'en prendre inspection et, le cas échéant, de demander leur rectification en cas d'inexactitude.

En cas d'utilisation des données contenues dans les listes électorales pour des fins de prospection politique, par exemple par l'envoi de courriers postaux sur base de données ainsi obtenues, les citoyens doivent se voir communiquer les informations prévues à l'article 14 du RGPD. Les citoyens disposent par ailleurs à l'encontre de ceux qui les traitent d'une série de droits prévus par le RGPD tels que le droit d'accès aux données traitées, le droit de rectification et d'effacement de ces données, le droit de s'opposer à leur traitement et le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNPD.

Finalement, il y a lieu d'ajouter que les communes ont été informées, par voie de la circulaire n°3613 du 19 juillet 2018, sur les conditions d'utilisation des listes électorales et les prescriptions en matière de protection de données en la matière.

Question urgente 4013 (22.08.2018) de **MM. Claude Lamberty, Max Hahn et Eugène Berger** (DP) concernant le **désistement de candidats avant des élections**:

En date du 21 août 2018, la presse a relaté que plusieurs personnes figureraient sur une liste de candidats pour les élections législatives, sans pour autant avoir donné leur accord préalable à une telle inscription. Selon les affirmations des candidats concernés, ceux-ci auraient notamment été victimes d'actes de manipulations et de falsifications.»

Indépendamment des suites qui pourraient y être réservées par les autorités judiciaires, la loi électorale modifiée du 18 février 2003 prévoit la possibilité de retirer une candidature avant l'expiration du délai fixé pour les déclarations de candidature. En effet, l'article 137 de ladite loi dispose qu'un candidat inscrit sur une liste ne peut en être rayé que s'il notifie au président du bureau principal de la circonscription, par exploit d'huissier, la volonté de s'en retirer. Toute liste peut être complétée par les noms de candidats qui sont présentés par tous les signataires de la liste. Les notifications et les compléments, dont question aux alinéas qui précèdent, doivent avoir lieu avant l'expiration du délai fixé pour les déclarations de candidature.»

Ce délai étant expiré, l'article précité ne semble plus pouvoir être invoqué par les candidats concernés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que le délai pour une action basée sur l'article 137 de la loi électorale est déjà expiré?

- Dans l'affirmative, les personnes concernées ont-elles une autre possibilité de se retirer a posteriori?

- Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas opportun d'adapter la loi électorale afin de permettre aux éventuelles victimes d'un abus de faiblesse de se retirer a posteriori d'une liste de candidats?

Réponse (24.08.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Il peut être confirmé que, conformément à l'article 137 de la loi électorale, le délai pour notifier sa volonté de se retirer d'une liste a expiré le jour de la déclaration des candidatures, c'est-à-dire le 16 août 2018.

La loi électorale ne prévoit pas d'autres possibilités pour se retirer a posteriori d'une liste.

Le Gouvernement ne s'oppose pas à étudier les possibilités d'une modification des dispositions concernées de la loi électorale tout en donnant à considérer qu'il faut nécessairement préserver une période incompressible avant les élections pour lancer l'impression des bulletins qui sont par ailleurs envoyés bien avant la date des élections aux électeurs ayant opté pour le vote par correspondance.